TABLEAU G.02-17

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction (série brute) (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1995

Secteur d'activité	NES 16	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
Industries agricoles et alimentaires	EB	100	103	107	109	110	114	119
Industries des biens de consommation	EC	100	103	107	112	117	125	132
Industrie automobile	ED	100	104	111	124	132	145	157
Industries des biens d'équipement	EE	100	103	111	119	128	142	145
Industries des biens intermédiaires	EF	100	97	104	108	110	122	123
Énergie	EG	100	107	110	103	109	135	140
Construction	EH	100	101	100	105	111	124	130
Ensemble industrie	**EB à EG**	**100**	**102**	**108**	**112**	**116**	**129**	**133**
Ensemble hors énergie et IAA	**EC à EF**	**100**	**101**	**107**	**114**	**119**	**131**	**135**

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 1995 (cf méthodologie de ce chapitre).

TABLEAU G.02-18

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile (série brute) (1) (2)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1995

Secteur d'activité	Code	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
Commerce de détail	D	100,0	102,3	106,3	111,1	117,0	123,8	129,1
Commerce réparation automobile	A	100,0	105,6	103,0	113,6	123,0	127,7	132,6
Services aux particuliers (3)	P	100,0	99,9	102,6	108,2	112,1	113,9	117,7
Hôtels restaurants	P1	100,0	99,6	102,5	108,8	112,9	117,2	121,5
Services personnels	P31	100,0	101,9	103,2	104,3	106,7	103,9	106,2
Commerce de gros	G2	100,0	101,0	105,7	110,9	116,1	124,9	126,5
Transports	T	100,0	101,5	105,3	113,4	120,9	132,3	138,3
Activités immobilières	I	100,0	101,5	103,8	108,0	119,2	125,0	129,8
Services aux entreprises (4)	E	100,0	103,3	107,6	116,9	127,7	140,0	149,0
Conseils et assistance	E2	100,0	103,5	107,0	115,3	125,6	135,3	143,4
Services opérationnels (5)	E3	100,0	102,9	108,8	120,4	132,2	150,0	161,1

(1) Les indices du chiffre d'affaires sont désormais publiés en base 100 en 1995 (cf méthodologie de ce chapitre).
(2) Les regroupements sont différents de ceux de la nomenclature NAF et sont identifiés par une nomenclature spécifique.
(3) Hors activités récréatives, culturelles et sportives.
(4) Hors postes, Télécom, recherche et développement.
(5) Hors recherche et développement.

Chapitre H.01

○ Indices de prix à la consommation

1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Sources de documentation.

4 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière.

2 Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier - France entière.

3 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - Départements d'outre-mer.

4 Indice des prix à la consommation des ménages - Territoires d'outre-mer.

5 Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 15 pays de l'Union européenne.

6 Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

1

○ Présentation

En 2001, les prix à la consommation progressent de 1,4 % après + 1,6 % en 2000. Avant le passage définitif à l'euro, l'inflation se maintient en dessous de 2 %.

Les prix de l'énergie reculent de 7,5 %, contribuant presque exclusivement au repli de l'inflation. Face au ralentissement de l'économie mondiale, les cours du pétrole brent se tassent. Les prix des produits pétroliers reculent de 13,7 % sur un an, les combustibles liquides de 26,0 % et les carburants de 12,1 %. À l'inverse, les tarifs des autres sources d'énergie sont relevés. Le gaz de ville augmente de 9,0 % en mai 2001 répercutant les hausses passées du pétrole ; les prix de l'électricité progressent de 1,0 % en novembre 2001, interrompant les baisses des années précédentes dans le cadre du contrat de plan d'EDF avec l'État.

Sous l'effet de conditions climatiques de printemps défavorables, les prix de l'alimentation continuent à accélérer : + 4,9 % en 2001 contre + 2,8 % en 2000. Les prix des légumes et des fruits frais sont plus élevés que les années antérieures. Hors produits frais, l'accélération des prix de l'alimentation reflète pour une large part celle des prix des viandes (+ 8,1 %).

Les prix des services rendus aux ménages augmentent davantage en 2001 (+ 1,9 %) qu'en 2000 (+ 0,8 %) : les loyers, les transports, les communications, les services liés à la personne, l'automobile ou l'habitation participent de cette augmentation. Pour les NTIC, 2001 est moins propice aux baisses de prix ; en particulier, les tarifs des services de télécommunications reculent moins souvent que l'an dernier (- 1,8 % contre - 7,8 % en 2000). Le relèvement du salaire minimum de 4 % au 1er juillet pèse sur les prix de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés, des salons de coiffure et de l'esthétique corporelle, services à forte proportion de bas salaires. La préparation du passage aux 35 heures a en partie contribué à l'accroissement des prix de l'entretien et de la réparation de véhicules personnels. Pour l'entretien et la réparation courante du logement, les prix augmentent de + 3 ,5 %. Au total, les prix de ces « autres services » augmentent de 2,9 %.

La consommation des ménages en produits manufacturés est soutenue en 2001 ; cependant, leurs prix progressent peu (+ 0,7 %). L'habillement et les chaussures contribuent à modérer l'inflation (+ 0,9 %). Les prix des automobiles neuves se replient (- 0,3 %) malgré un nombre d'immatriculations record. La tendance à la baisse des prix des biens durables à fort contenu technologique se poursuit et s'accentue : - 5,1 % pour les produits « bruns » (télévision, hi-fi....) et une nouvelle chute des prix des micro-ordinateurs (- 21,4 %). Dans le cadre du « plan médicament » dont l'objectif est de baisser un certain nombre de médicaments « peu efficaces, coûteux et parmi les plus prescrits », les prix des produits pharmaceutiques reculent de 1,9 % : la hausse des prix des médicaments non remboursables (+ 2,5 %) limite cependant la baisse (administrée) des prix des médicaments remboursables (- 2,2 %).

Pour d'autres produits manufacturés de consommation courante, les augmentations sont parfois élevées en 2001. Les plus fortes touchent les produits de l'hygiène corporelle, de la parfumerie et produits de beauté. Des hausses successives jalonnent l'année pour les journaux et périodiques (+ 2,3 %). De façon cohérente, les articles à base de papier (+ 5,0 %) comme les articles de papeterie augmentent. Les prix des produits de ménage pour la maison accélèrent : + 3,9 % pour les petits articles pour l'entretien du logement et + 4,6 % pour les savons de ménage et les produits d'entretien.

2

○ Méthodologie

21. Indice des prix à la consommation (base 100 : année 1998) mis en oeuvre en février 1999

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, remplace l'indice des prix base 100 en 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des DOM, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nouvelles nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, de nouvelles pondérations des produits, une rénovation des indices et des nomenclatures d'analyse, l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

211. Une couverture sectorielle élargie dans un champ rédéfini :

Le champ de l'IPC base 100 en 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services essentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

En janvier 2000, l'IPC s'est enrichi du suivi de l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurance). Cela a généré un 160ème groupe et un 304ème poste de consommation.

À partir de la diffusion de l'indice des prix à la consommation de janvier 2001, la couverture sectorielle de l'IPC est élargie aux services d'hébergement pour adultes handicapés. Ceux-ci constituent le nouveau groupe 12413 « établissements pour adultes handicapés », le 161ème de l'IPC base 100 en 1998. Le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est ainsi porté de 94,8 % à 95,2 %. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.

212. L'intégration des DOM :

Conformément au choix opéré dans la nouvelle base de Comptabilité nationale, le champ de l'IPC est étendu aux DOM et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

213. Une nouvelle nomenclature de production et de diffusion :

L'IPC base 100 en 1998 intègre complètement la nouvelle nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose).

L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).

Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :

– le niveau 5 est retenu comme niveau de diffusion courant. Il est nouveau et choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas 1 %).

– le niveau 6 est celui auquel les pondérations sont mises à jour chaque année et explicitement calculées. Seules les publications de données en moyenne annuelle sont désormais effectuées à ce niveau de nomenclature.
En janvier 1999, l'IPC comprenait 159 groupes et 303 postes. Avec les ajouts opérés en janvier 2000 et 2001, le suivi des prix de l'assurance santé complémentaire et des services d'hébergement pour adultes handicapés portent à 161 groupes et 305 postes ces différents niveaux de la nomenclature IPC.

214. De nouvelles pondérations des produits

De nouvelles pondérations de l'IPC sont établies. Elles s'appuient en premier lieu sur les nouvelles évaluations de la Comptabilité nationale. Il faut signaler toutefois que les pondérations de l'IPC et de l'IPCH sont révisées chaque année. Ainsi pour l'année courante n, elles sont recalculées à partir des données de la Comptabilité nationale (n-2) actualisées par l'évolution des prix à la consommation (n-2), (n-1).

215. La rénovation des indices et des nomenclatures complémentaires :

La nouvelle base de l'IPC est sans effet immédiat sur la méthode de calcul de l'IPCH mais elle anticipe par ses extensions de couverture sur l'élargissement, à court terme, du champ de l'indice européen. D'autres indicateurs synthétiques sont par contre rénovés avec la base 100 en 1998 : l'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.

216. L'adaptation des supports de diffusion

Le calendrier de publication de l'indice corrigé des variations saisonnières, de l'indice sous-jacent et de l'IPCH est avancé à la parution de l'indice provisoire. Ces indices et évolutions sont donc révisables. Le numéro « *d'Informations rapides* » est modifié dans sa forme. Depuis mars 2000, les données sont diffusées dès leur apparition sur le site Internet de l'INSEE. L'indice ne fait plus l'objet de fourchette au provisoire.

217. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.

218. Un indice « ménages modestes »

L'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du SMIC. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.
La pondération de cet indice a donc été revue en fonction des résultats de l'enquête Budget de Famille de 1995.
Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux DOM. L'impact statistique de ce choix est minime. Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains employés et ouvriers sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2. Les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

• *Le traitement des prix des produits frais*

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, est réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations (3 % des pondérations de l'IPC) du panier mensuel.
La nouvelle distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que la précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

• *Mensualisation, prise en compte des soldes*

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 en 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.
Dans l'indice base 100 en 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 en 1990 publié en février 1993, une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

• *Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998*

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est, à compter de janvier 2001, de 95,2 %.
Sont exclus du champ théorique de l'indice, les jeux de hasard, l'assurance-vie, le secteur hospitalier privé et une partie de l'action sociale.
Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la mise en place de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :
– exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10,5 % de la consommation effective des ménages ;
– exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.
Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 4,77 % de l'IPC réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs.....	0,21 %
Services des hôpitaux.....	1,80 %
Jeux de hasard et d'argent.....	0,82 %
Une partie de l'action sociale.....	0,47 %
Assurance-vie.....	1,23 %
Assurance vieillesse.....	0,00 %
Activités associatives.....	0,24 %
	4,77 %

• *Raccordements des séries (base 100 en 1998) avec les séries (base 100 en 1990) antérieurement publiées*

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (100 en 1998) et (100 en 1990), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement, deux solutions sont proposées aux utilisateurs.
La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.
La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.
En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et DOM).

L'indice moyen annuel de 1998 (base 100 en 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (base 100 en 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :
Indice moyen 1998 (base 100 en 1990) / Indice moyen 1998 (base 100 en 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.

Des coefficients de raccordement entre indices (base 100 en 1990) et indices (base 100 en 1998) peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par DOM ensemble des ménages	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et DOM)		Économique

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains employés et ouvriers	
	2000	2001	2000	2001
01.Produits alimentaires et boissons non alcoolisées.....	15,60	15,61	15,70	15,71
02. Boissons alcoolisées et tabac.....	3,82	3,70	4,92	4,75
dont tabac (022).....	(1,97)	(1,90)	(3,26)	(3,15)
03. Habillement et chaussures.....	5,56	5,33	5,63	5,46
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles.....	13,90	13,60	17,03	16,53
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison.....	6,43	6,38	5,30	5,24
06. Santé.....	8,98	8,97	7,23	7,23
07. Transports.....	16,69	16,91	16,58	16,85
08. Communications.....	2,52	2,55	2,51	2,53
09. Loisirs et culture.....	8,57	8,70	8,07	8,19
10. Éducation.....	0,23	0,21	0,20	0,18
11. Hôtellerie, cafés, restauration.....	7,81	7,91	7,09	7,23
dont restauration et cafés (111).....	(6,34)	(6,52)	(6,15)	(6,33)
dont services d'hébergement (112).....	(1,47)	(1,39)	(0,94)	(0,90)
12. Autres biens et services.....	9,89	10,13	9,74	10,10
	100,00	100,00	100,00	100,00

• *Indices spécifiques*

– **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).

Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

– **Indice des prix des automobiles neuves**

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

• *Indices sous-jacents et CVS*

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) a été revu pour tenir compte des extensions de couverture et de l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une

publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).
En janvier 2000, les données ont été recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000. Sa couverture sectorielle est améliorée. L'extension porte principalement sur les secteurs de la santé (hors hôpitaux), de l'éducation, de la protection sociale (crèches, assistantes maternelles), des assurances (assurance santé) et de services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, séparation entre distribution d'eau et l'assainissement). Tous ces produits sont suivis dans l'IPC. Les extensions de couverture représentent 4,5 % de la pondération de l'IPCH révisé.
Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français. Le champ de l'IPCH révisé est ainsi la dépense de consommation finale monétaire des ménages. Celle-ci reflète le coût des produits consommés restant à leur charge après transferts sociaux (prestations sociales en nature, fourniture de biens et services gratuits par les administrations). Ainsi, dans le secteur de la santé, l'IPCH suit les prix « nets » des remboursements de la sécurité sociale (ticket modérateur pour les médicaments par exemple), à compter de janvier 2001, alors que l'IPC suit les prix « bruts » représentatifs du coût des produits consommés (prix de vente du médicament pour reprendre le même exemple).

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

Organisme :
INSEE.

Publications :
Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :
. pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des ménages : la série d'ensemble, les sous-groupes et les groupes ;
. pour les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier France entière : les séries principales.
INSEE-première :
– « Une inflation contenue en 2000 », n° 763, mars 2001.
– « La baisse des prix du pétrole limite l'inflation en 2001 », n° 837, mars 2002.
Économie et statistique :
– « Les indices de prix à utilité constante », n° 335, 2000-5.
Bulletin mensuel de statistique :
– « Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations, février 1999 ».
– « Notes méthodologiques concernant l'amélioration de l'extension de couverture sectorielle de l'IPC et l'IPCH, février 2000 et 2001 ».
INSEE-Méthodes :
– « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », n^{os} 81-82, décembre 1998.
– Pour d'autres informations, vous pouvez vous connecter sur le site internet de l'INSEE : **www.insee.fr**

4 ○ Tableaux

Des tableaux plus détaillés, supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU H.01-1

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	1999	2000	2001	Pondération 2001
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**100,5**	**102,2**	**103,9**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	100,5	102,1	103,7	9 810
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**100,4**	**102,6**	**108,3**	**1 561**
Produits alimentaires	**100,6**	**102,9**	**108,9**	**1 442**
Pains et céréales	101,1	103,1	106,3	217
dont : Pain	101,2	102,9	105,9	65
Viandes	99,4	102,3	110,7	464
Poissons et crustacés	103,9	106,9 *r*	110,6	118
Laits, fromages et œufs	100,7	103,0	108,3	223
Huiles et graisses	102,0	103,8	107,0	43
Légumes	101,6	102,6	108,3	140
Fruits	97,2	98,9	109,6	95
Sucre, confitures, chocolat, confiserie et produits glacés	101,2	102,6	105,2	96
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	103,4	106,9	111,4	46
Boissons non alcoolisées	**98,7**	**100,0**	**101,6**	**119**
Café, thé, cacao	96,4	97,7	97,7	45
Autres boissons non alcoolisées	100,3	101,5	104,2	74
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**103,3**	**106,4**	**109,8**	**370**
Boissons alcoolisées	**102,1**	**103,4**	**104,7**	**180**
Alcools	99,8	99,9	101,0	51
Vins, cidres et champagne	103,8	105,7	107,1	107
Bières	100,2	100,9 *r*	102,3	22
Tabac	**104,4**	**109,2**	**114,9**	**190**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,1**	**100,3**	**100,9**	**533**
Articles d'habillement	**100,2**	**100,4**	**100,8**	**415**
dont : Tissus d'habillement	98,8	99,4	98,7	1
Vêtements	100,2	100,3	100,5	361
Chaussures y compris réparations	**99,9**	**99,8**	**101,1**	**118**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**100,2**	**102,1**	**103,2**	**1 360**
Loyers d'habitation effectifs	**101,8**	**101,8**	**102,2**	**597**
Entretien et réparation courante du logement	**99,5**	**96,0**	**99,3**	**140**
Produits pour l'entretien et la réparation courante du logement	100,9	101,8	103,9	24
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	99,3	94,9	98,3	116
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	**101,9**	**103,5**	**104,6**	**196**
Électricité, gaz et autres combustibles	**97,2**	**104,2**	**105,6**	**427**
Électricité	95,5	93,5 *r*	93,1	207
Gaz	94,7	102,3	118,0	117
dont : Gaz de ville	92,0	95,9	114,4	82
Combustibles liquides	107,8	154,2	134,1	79
Combustibles solides	101,1	103,0	105,5	8
Eau chaude, vapeur et glace	100,0	100,0	103,4	16
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**100,5**	**101,0**	**102,9**	**638**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (y compris réparation)	**100,5**	**101,0**	**102,4**	**179**
Meubles et articles d'ameublement	100,5	101,1	102,5	172
Tapis et autres revêtements de sol	99,6	98,9	99,6	7
Articles de ménage en textile	**100,5**	**100,8**	**101,8**	**63**
Appareils ménagers	**98,5**	**96,7**	**97,1**	**109**
dont : Gros appareils ménagers électriques ou non	98,0	95,6	95,6	75
Petits appareils électroménagers	98,5	96,9	97,9	26
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**101,1**	**102,1**	**104,7**	**57**
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**100,3**	**100,5**	**102,2**	**33**
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	**101,4**	**103,3**	**106,6**	**197**
Articles de ménage non durables	101,1	103,4	108,0	81
Services domestiques et autres services pour l'habitation	101,6	103,2	105,6	116

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-1 (suite et fin)

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	1999	2000	2001	Pondération 2001
6. SANTÉ	**100,3**	**100,5**	**99,9**	**897**
Produits pharmaceutiques et appareils thérapeutiques	**100,0**	**99,7**	**99,0**	**405**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	**100,6**	**101,1**	**100,5**	**492**
Service des médecins	100,6	101,2	101,8	259
Service des dentistes	99,7	100,9	96,5	90
Services paramédicaux	101,0	100,9	100,7	143
7. TRANSPORT	**101,1**	**105,6**	**105,9**	**1 691**
Achats de véhicules	**99,2**	**99,4**	**100,3**	**453**
Automobiles neuves et d'occasion	99,2	99,3 *r*	100,1	416
Motos, cycles	98,9	100,5	101,9	37
Utilisation de véhicules personnels	**102,0**	**109,5**	**108,7**	**994**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	100,2	100,1	100,7	273
Carburants et lubrifiants	104,1	122,0 *r*	116,7	420
Entretien et réparation de véhicules personnels	101,7	103,7	107,7	208
Autres services liés aux véhicules personnels	100,0	101,4	103,4	93
Services de transport	**100,6**	**101,6**	**104,7**	**244**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	100,9	102,3	104,8	51
Transports routiers de voyageurs	101,1	102,1	104,0	76
Transports aériens de voyageurs	99,2	98,8	103,9	71
8. COMMUNICATIONS	**100,1**	**95,3**	**91,0**	**255**
Services postaux	100,1	100,3	100,9	23
Équipement et services de téléphone et de télécopie	100,1	94,8	90,0	232
9. LOISIRS ET CULTURE	**99,2**	**98,8**	**99,2**	**870**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**92,9**	**87,8**	**83,6**	**200**
dont : Équipements audio-visuels	91,6	85,3	82,3	78
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	92,2	88,5	85,2	18
Matériel de traitement de l'information (y compris les micro-ordinateurs)	74,3	62,0	50,8	34
Supports d'enregistrements de l'image et du son	99,3	97,6	97,1	59
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (y compris réparation)	**100,1**	**101,0**	**103,7**	**23**
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	**99,5**	**100,5 *r***	**101,9**	**186**
Services récréatifs et culturels	**101,7**	**102,9**	**104,5**	**284**
Presse, livres et papeterie	**101,3**	**102,0**	**104,0**	**149**
Voyages touristiques tout compris	**102,2**	**103,3**	**109,6**	**28**
10. ÉDUCATION	**101,6**	**102,9**	**104,7**	**21**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**101,6**	**103,6 *r***	**106,2**	**791**
Restauration et cafés	**101,5**	**103,1**	**105,4**	**652**
Service d'hébergement	**102,1**	**105,6**	**109,6**	**139**
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**100,2**	**101,7**	**104,1**	**1 013**
Soins personnels	**101,4**	**103,4**	**107,2**	**297**
Effets personnels n.d.a	**98,8**	**99,5**	**101,3**	**126**
Protection sociale (2)	**101,9**	**104,0**	**106,4**	**225**
Assurances (3)	**98,8**	**99,9**	**101,4**	**158**
Services financiers	**100,2**	**101,2**	**101,9**	**69**
Autres services aux ménages	**97,5**	**98,8**	**100,8**	**138**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique ; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.
(3) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 1999.

TABLEAU H.01-2

Indice des prix à la consommation des ménages " urbains " dont le chef est employé ou ouvrier - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	1999	2000	2001	Pondération 2001
Ensemble y compris tabac	**100,6**	**102,2**	**104,0**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,5**	**102,0**	**103,7**	**9 685**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100,4	102,6	108,2	1 571
Boissons alcoolisées, tabac	103,5	107,0	111,1	475
Articles d'habillement et chaussures	100,1	100,2	100,8	546
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,4	101,0	102,5	1 653
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,3	100,6	102,4	524
Santé	100,4	100,6	100,0	723
Transports	101,2	106,2	106,3	1 685
Communications	100,1	95,2	90,8	253
Loisirs et culture	99,3	98,9	99,4	819
Éducation	101,6	102,9	104,7	18
Hôtellerie, cafés, restauration	101,6	103,4	105,9	723
Autres biens et services (2)	100,3	101,8	104,3	1 010

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique ; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000 (niveau 100 en décembre 1999) et aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001 (niveau 100 en décembre 2000).

TABLEAU H.01-3

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) - Départements d'outre-mer (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Pondération 2001	Année 2001	Pondération 2001	Année 2001	Pondération 2001	Année 2001	Pondération 2001	Année 2001
Alimentation hors tabac	2 664	103,5	2 425	103,3	2 558	103,3	2 432	101,3
Tabac	78	122,5	33	139,5	91	127,6	150	209,2
Produits manufacturés	2 994	100,1	2 796	100,0	2 478	99,5	3 131	102,4
Énergie	907	109,7	864	109,5	814	116,6	794	116,6
Services	3 357	103,3	3 882	104,7	4 059	102,7	3 494	104,7
Alimentation (y compris tabac)	2 742	103,9	2458	103,8	2 649	104,1	2 582	106,1
Produits manufacturés (y compris énergie)	3 901	102,2	3 660	102,1	3 292	103,2	3 925	105,1
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	2 274	101,3	2 137	100,1	1 890	100,2	2 535	102,9
Ensemble	**10 000**	**103,0**	**10 000**	**103,5**	**10 000**	**103,2**	**10 000**	**105,2**
Ensemble hors tabac	**9 922**	**102,9**	**9 967**	**103,4**	**9 909**	**103,0**	**9 850**	**104,0**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique ; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-4

Indice des prix à la consommation des ménages (moyennes annuelles) - Territoires d'outre-mer

Source : Services territoriaux de statistique

	1998	1999	2000	2001	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992					
Ensemble	**111,2**	**111,4**	**113,1**	**115,7**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,5**	**110,8**	**112,2**	**116,6**	**9 669**
dont : Alimentation	115,8	116,9	117,6	120,6	2 797
Produits manufacturés	105,7	105,1	107,1	110,6	3 549
Services	113,4	113,9	116,1	117,5	3 654
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988					
Ensemble	**114,2**	**115,1**	**116,3**	**117,4**	**10 000**
dont : Alimentation	116,5	116,5	117,4	119,2	3 208
Produits manufacturés	108,1	107,1	108,3	107,8	3 664
Services	119,2	123,6	125,0	126,8	3 128

TABLEAU H.01-5

Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H.) des 15 pays de l'Union européenne (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat — %

	1997	1998	1999	2000	2001
Union européenne (à 15)	**1,6**	**1,0**	**1,7**	**2,3**	**2,0**
Allemagne	1,4	0,2	1,4	2,3	1,5
Autriche	1,0	0,5	1,7	1,8	1,8
Belgique	0,9	0,7	2,1	3,0	2,0
Danemark	1,6	1,1	3,1	2,3	2,1
Espagne	1,9	1,4	2,8	4,0	3,0
Finlande	1,6	0,8	2,2	2,9	2,3
France	**1,2**	**0,3**	**1,4**	**1,7**	**1,4**
Grèce	4,5	3,7	2,3	3,7	3,5
Irlande	1,0	2,2	3,9	4,6	4,4
Italie	1,8	1,7	2,1	2,8	2,2
Luxembourg	1,5	0,4	2,3	4,3	0,9
Pays-Bas	2,2	1,5	1,9	2,9	5,1
Portugal	2,1	2,8	1,7	3,8	3,9
Royaume-Uni	1,7	1,6	1,2	0,9	1,0
Suède	2,7	–	1,2	1,3	3,2

(1) Glissement annuel : variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-6

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : INSEE — Base 100 en 1998

Spécialités pharmaceutiques	1999		2000		2001	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
Remboursables par la Sécurité sociale	99,1	99,5	98,2	98,8	96,0	97,5
Non remboursables par la Sécurité sociale	103,4	102,4	105,1	104,7	107,7	106,3

Chapitre H.02

○ Indices : prix de vente industriels, prix des logements anciens, coût de la construction

1 Méthodologie.
2 Sources de documentation.
3 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.
2 Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).
3 Indices de prix de vente de l'industrie.
4 Indices trimestriels des prix des logements anciens.
5 Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

1
○ Méthodologie

11. Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] *(base 100 en 1995)*

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1995 prend la suite de l'indice base 100 en 1990. La méthodologie de l'indice par rapport à la base 100 en 1990 diffère par les changements de pondérations et par l'observation des prix de marché (comprenant les taxes).
Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. C'est l'une des sources d'information sur les variations de prix utilisées dans la confection des comptes de l'agriculture. La méthodologie de l'IPPAP est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'EUROSTAT.

111. Les sources d'information

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché. Les prix sont en principe relevés au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :
– Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales : Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES) ;
Services des nouvelles des marchés (SNM) ;
– Les Offices :
Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) ;
Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL) ;
Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS) ;
– Les comités interprofessionnels des régions viticoles.

112. Formule de calcul

L'IPPAP est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base. Par exemple, le poste « oeufs » est calculé à partir des séries départementales de prix. Il fait partie du regroupement « volailles, oeufs et lapins » lui-même regroupé dans l'ensemble « produits animaux ».

113. Structure de l'indice

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice sont recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives des productions des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

12. Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA] *(base 100 en 1995)*

L'IPAMPA permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 1995 est identique à celle de la base 1990. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives de la consommation réelle des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. La série relative aux animaux d'élevage et de rente a été supprimée. Cette suppression a été décidée au plan européen par le groupe « prix agricoles » d'EUROSTAT.
L'indice des prix base 1995 comme celui de la base 1990, est composé de 2 parties :
– l'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA) ;
– l'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).
L'indice est calculé à partir d'une enquête réalisée par le SCEES dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel, et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du SCEES relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.
Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

*13. **Indice de prix de vente industriels** (base 100 en 1995)*

La diffusion des indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises, base 1995, année de référence 1995, fait suite à celle des indices base 1990, référence 1990.
Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises mesurent l'évolution mensuelle des prix de transaction hors taxes à la première commercialisation des produits ou des prestations fabriqués en France (importés dans certains cas) sur le marché national. Des extensions sont en cours pour construire des indices des prix sur les marchés à l'exportation dans l'industrie et un indice couvrant l'ensemble du champ des services aux entreprises. Ces indices existent au niveau international et font l'objet d'une harmonisation au niveau européen. La publication d'indices mensuels (ou trimestriels) à un niveau détaillé repose sur l'enquête « Observation des Prix de Vente de l'Industrie et des Services aux entreprises » (PVIS). Celle-ci concerne 5 000 entreprises participantes, 28 000 relevés de prix, 1 000 indices réservés aux entreprises participantes et 800 indices publics.
La préparation de l'enquête comporte trois phases : l'étude de la branche, la constitution de l'échantillon provisoire d'entreprises et la mise au point définitive de l'échantillon, en liaison avec les organisations professionnelles de la branche.

14. Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation *(base 100 : 4ème trimestre 1953)*

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.
Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA)

et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.
Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.
Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

15. Indices des prix des logements anciens (base 100 : 2ème et 4ème trimestres 1994)

Ces indices sont calculés chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec la chambre des notaires de Paris et la société Perval-M.I.N. (Marché immobilier des notaires) qui enregistre dans des bases les données collectées lors des transactions immobilières.
Le champ des indices comprend toutes les transactions de gré à gré (avec ou sans intermédiaire) portant sur un logement ancien (au sens fiscal du terme, c'est-à-dire construit depuis plus de 5 ans ou ayant fait l'objet d'une mutation) à usage d'habitation, en pleine propriété et libre d'occupation. L'indice « maisons » couvre les logements individuels, les indices « appartements », les logements dans un immeuble collectif. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.
La méthodologie de ces indices repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. La période de base (indice = 100) est le 2ème trimestre 1994 pour les indices « Paris et petite couronne » et le 4ème trimestre 1994 pour les indices « Province » et « France entière ». Les indices « Paris et petite couronne » sont semestriels glissants, c'est-à-dire qu'ils sont recalculés chaque trimestre à partir des transactions du dernier semestre, tandis que les indices « Province » et « France entière » sont annuels glissants. Ces indices ne peuvent donc pas s'interpréter comme des indices conjoncturels.
L'ambition commune aux notaires et à l'INSEE est d'aboutir, à terme, à un indice global couvrant l'ensemble du marché métropolitain, tous types de logements confondus. Sans attendre la couverture complète, un indice France entière est désormais estimé par l'INSEE. Il est construit à partir des sous-indices de prix Notaires-INSEE déjà publiés et d'hypothèses faites sur les sous-indices des zones non encore couvertes (les maisons de la petite couronne, les maisons et les appartements de la grande couronne). Ces hypothèses portent à la fois sur les évolutions des prix et sur la valeur des logements dans les zones et les parcs non couverts. Cet indice sera rectifié chaque fois qu'un des sous-indices des zones non encore couvertes sera disponible.

2 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises et de la division « Logement » de l'INSEE.

Organisme :
INSEE.

Publications INSEE :
Bulletin mensuel de statistique :
– « Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », n° 2, février 2000 ;
– « Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1995 », n° 6, juin 2000 ;
– « Les indices de prix de vente industriels , référence 100 = 1995 », n° 7, juillet 2000 ;
INSEE Méthodes :
– « Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises (PVIS) » - Méthodologie, n° 89, octobre 1999 ;
– « L'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) » - Méthodologie, n° 94 janvier 2000 ;
– « Les indices de prix des logements anciens », Méthodologie, n° 98 août 2002.

Le site internet **indicespro.insee.fr** propose en ligne plus de 1 000 séries actualisées chaque mois pour :
– les prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises ;
– les cours internationaux des matières premières ;
– les prix agricoles et prix de gros alimentaires ;
– les index nationaux des prix relatifs au BTP ;
– les prix de vente des matières et matériaux.
Une rubrique questions réponses apporte de l'information méthodologique. Des liens vers les sites internet d'Eurostat, du FMI et du CNIS sont également proposés.

Publications du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
AGRESTE - Chiffres et données - Agriculture
– « Rebasement de l'IPPAP fruits et légumes (base 1995) », n° 132, mars 2001.

3 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU H.02-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,2** *r*	**99,8** *r*	**96,8**	**98,1**	**101,7**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**89 469**	**99,6** *r*	**98,7** *r*	**95,7**	**97,4**	**99,5**
• Produits végétaux sans fruits et légumes	**41 147**	**97,7** *r*	**98,8** *r*	**96,7**	**94,6**	**96,9**
Céréales	12 371	92,7	82,7	82,1	82,6	82,6
dont : Blé tendre	7 239	95,7	83,8	82,1	82,3	83,3
Maïs	3 072	85,6	80,4	82,4	83,0	81,2
Orge de mouture	1 253	94,9	85,9	87,6	89,5	84,6
Pommes de terre	2 093	69,9	89,2	94,9	73,4	84,8
Vins	15 920	102,3 *r*	113,1 *r*	111,1	105,3	102,9
Autres vins	2 246	96,1	100,3	112,7	102,0	89,5
Vins d'appellation	13 010	101,3	113,5	111,7	106,9	106,4
Produits de l'horticulture	4 200	99,5	97,5	96,8	96,6	101,0
Oléagineux	2 026	105,4	109,7	86,5	92,7	115,0
Autres produits végétaux	4 537	101,1	93,8	91,4	98,3	108,3
• Produits animaux	**48 322**	**101,2**	**98,6**	**94,9**	**99,8**	**101,8**
Bétail sur pied	22 719	101,0	96,5	93,1	99,1	98,1
dont : Gros bovins	11 976	93,1	98,8	96,2	96,4	82,4
Veaux de boucherie	2 643	96,0	101,3	101,2	103,8	101,8
Porcins	6 288	114,9	86,6	80,8	98,7	116,8
Ovins	1 178	122,7	111,9	107,0	120,1	150,9
Lait	16 932	99,3	100,6	98,6	101,0	105,1
Volailles, œufs et lapins	8 671	105,6	100,5	92,4	99,0	105,1
Poulets	3 132	104,9	100,7	92,9	95,9	102,8
Dindes et dindons	1 811	106,0	102,3	92,0	96,1	109,2
Lapins	656	100,9	101,5	93,3	99,8	108,8
Œufs	1 575	114,7	100,7	92,8	114,6	112,6
• Fruits et légumes	**10 531**	**104,4** *r*	**109,6** *r*	**103,5**	**105,1**	**120,7**
Légumes	6 266 *r*	107,3	104,3	106,7	107,3	122,9
Fruits	4 265 *r*	100,3	117,5	98,8	102,0	117,6

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de juin 2000.

TABLEAU H.02-2

Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**103,4**	**105,0**	**102,8**	**101,8**	**106,4**	**109,5**
1. Biens et services de consommation courante	**77 887**	**103,9**	**105,4**	**102,4**	**100,8**	**106,1**	**109,4**
Énergie et lubrifiants	6 645	107,8	109,6	100,0	104,8	128,3	120,5
Semences	4 504	101,1	101,9	102,8	104,1	103,4	105,4
Engrais et amendements	9 515	104,6	102,7	101,8	99,3	105,6	115,9
dont : Engrais simples azotés	3 357	107,0	100,0	93,2	85,0	102,6	118,4
Engrais binaires	1 819	102,7	103,7	107,4	107,4	107,7	113,6
Engrais ternaires	2 759	104,5	104,7	105,6	106,3	106,0	116,5
Produits de protection des cultures	8 193	101,4	102,2	102,1	102,1	102,3	102,9
dont : Fongicides	2 967	100,8	101,3	100,5	99,9	99,6	100,0
Insecticides et acaricides	1 127	101,1	102,0	102,5	102,9	103,2	102,9
Herbicides	3 475	102,0	103,2	103,3	103,7	104,1	105,0
Aliments des animaux	23 117	105,2	108,7	100,5	92,8	98,5	104,9
dont : Aliments pour veaux	489	98,4	99,2	97,6	94,6	100,4	109,1
Aliments pour gros bovins	4 226	105,5	109,4	101,8	93,8	100,4	106,3
Aliments pour porcins	6 702	104,4	106,5	98,2	90,0	95,2	102,0
Aliments pour volailles	6 750	103,6	105,0	98,5	90,8	94,8	100,9
Matériel et petit outillage	1 305	94,2	93,3	94,3	92,6	96,7	99,2
Produits et services vétérinaires	3 253	103,6	105,1	106,6	107,3	109,1	110,8
2. Biens d'investissement	**22 113**	**101,9**	**103,5**	**104,5**	**105,5**	**107,2**	**109,5**
dont : Équipements	15 655	102,2	103,4	104,6	105,5	106,5	108,2
dont : Machines et matériel de culture	3 600	102,4	103,9	105,2	105,9	107,0	109,0
Machines et matériel de récolte	3 914	102,2	103,4	104,8	106,9	108,2	108,8
Machines et installation à la ferme	2 018	102,0	103,0	104,9	106,0	107,6	110,6
Tracteurs	5 167	102,4	103,9	104,5	104,9	104,9	106,6

(1) La rétrospective des indices mensuels de 1995 à 2000 est parue dans le Bulletin mensuel de statistique de février 2001 ; la méthodologie complète de ces indices est disponible dans le numéro 94 d'INSEE méthodes.

TABLEAU H.02-3

Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes)

Source : INSEE

Base 100 en 1995 (1)

Intitulé du produit	100 =	NES	Pondération	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Ensemble de l'industrie (NES EB à EG)	**9901**		**1 000**	///	///	///	**101,3**	**107,0**	**108,3**
Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (NES EC à EF)	**9901**		**683**	///	///	///	**100,0**	**102,1**	**103,6**
Produits des industries agro-alimentaires	**95**	**EB**	**189**	**100,0**	**102,3**	**102,2**	**101,2**	**103,9**	**108,5**
Industries alimentaires	95	15 00	187	100,0	102,2	102,1	101,0	103,7	108,3
Viandes et produits à base de viande	95	15 10	46	100,0	106,7	101,9	99,2	105,2	113,0
Poissons et produits de la pêche préparés	95	15 20	3	100,0	103,8	112,5	117,3	118,2	122,2
Produits à base de fruits et légumes	95	15 30	8	100,0	97,5	99,4	101,7	102,0	106,0
Huiles, tourteaux et corps gras	95	15 40	3	100,0	103,0	111,2	101,8	101,5	105,7
Produits laitiers et glaces	95	15 50	40	100,0	100,5	101,4	100,9	103,3	106,9
Farine, céréales transformées et produits amylacés	95	15 60	6	100,0	96,9	95,2	92,8	93,5	96,0
Aliments pour animaux	95	15 70	17	100,0	103,4	98,3	93,5	100,1	107,3
Autres produits alimentaires	95	15 80	33	100,0	100,0	102,4	103,0	104,6	108,0
Boissons	95	15 90	31	100,0	101,3	104,7	105,4	104,1	105,3
Produits à base de tabac (production française vendue sur le marché intérieur)	95	16 00	2	100,0	115,0	114,1	123,9	129,1	136,8
Biens de consommation	**9901**	**EC**	**174**	///	///	///	**99,8**	**100,3**	**101,8**
Habillement, cuir	0101	10	33	///	///	///	///	///	100,0
Articles d'habillement et fourrures	0101	11	27	///	///	///	///	///	99,9
Cuirs, articles de voyage, chaussures	9701	12	6 *r*	///	101,6	102,6	100,4	100,6	104,1
Savons parfums et produits d'entretien	95	32	18 *r*	100,0	100,3	100,8	102,2	103,2	107,5
Équipement du foyer	9707	40	42 *r*	///	///	100,0	99,8	100,7	102,7
Fabrication de meubles	95	41	24 *r*	100,0	101,3	101,7	102,3	102,8	104,6
Bijoux, instruments de musique	9901	42	3 *r*	///	///	///	101,5	108,5	110,5
Articles de sport, jeux et produits divers	9901	43	7 *r*	///	///	///	100,0	100,4	103,5
Appareils domestiques	9707	44	5 *r*	///	///	98,1	94,9	94,3	95,9
Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	9609	45	1	///	93,2	86,4	80,5	77,5	77,4
Produits de l'industrie automobile	**9606**	**ED**	**81**	///	**98,0**	**96,4**	**95,0**	**94,8**	**96,0**
Produits de la construction automobile	9606	01	57	///	97,9	96,3	95,1	95,3	97,0
Équipements pour automobiles	95	02	24	100,0	98,0	96,4	94,8	93,4	93,5
Biens d'équipement	**9709**	**EE**	**141**	///	///	**100,1**	**100,0**	**100,8**	**102,0**
Industries des équipements mécaniques	9606	20	98	///	100,4	101,0	101,1	102,4	104,0
Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie	9606	22	28	///	100,6	101,4	101,3	102,9	104,0
Équipements mécaniques	95	23	14	100,0	101,9	101,9	101,8	102,5	104,3
Machines d'usage général	95	24	27	100,0	100,0	100,5	101,7	102,4	103,9
Machines agricoles	95	25	11	100,0	103,3	104,6	105,8	107,4	109,6
Machines outils	95	26	3	100,0	102,1	102,8	102,1	103,3	105,3
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	95	32	7	100,0	104,8	105,5	107,0	109,4	112,6
Matériel médicochirurgical et orthopédie	9701	34	6	///	100,2	98,5	97,0	95,7	95,0
Biens intermédiaires	**95**	**EF**	**287**	**100,0**	**96,7**	**95,8**	**94,5**	**98,7**	**100,4**
Produits minéraux	95	10	42	100,0	100,3	101,2	102,4	104,9	109,3
Produits divers des industries extractives	95	12	9	100,0	101,9	103,2	104,9	108,5	114,1
Verre et articles en verre	95	13	8	100,0	97,0	96,1	94,9	95,9	99,5
Produits céramiques et matériaux de construction	95	14	25	100,0	100,7	102,1	104,0	106,5	110,7
Produits de l'industrie textile	95	20	21	100,0	100,1	97,7	96,4	97,6	100,1
Produits filés, tissés ou ennoblis	95	21	9	100,0	101,4	97,0	93,0	95,6	97,7
Étoffes et articles à maille	95	23	3	100,0	101,0	101,6	102,2	102,6	104,7
Produits en bois, papier ou carton	95	30	46	100,0	93,3	94,3	93,7	100,1	102,5
Produits du travail du bois	95	31	18	100,0	99,1	99,7	100,1	101,4	102,9
Pâte à papier, papiers et carton	95	32	9	100,0	83,4	86,2	84,3	99,1	99,3
Articles en papier ou en carton	95	33	19	100,0	92,4	93,1	92,2	99,3	103,7
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	95	40	73	100,0	97,0	94,7	92,5	98,5	99,9
Produits de la chimie minérale	95	41	9	100,0	97,4	97,5	92,6	97,3	104,9
Produits de la chimie organique	95	42	12	100,0	92,6	84,3	80,8	105,7	103,1
Produits de la parachimie	95	43	13	100,0	100,2	99,7	99,8	100,7	103,3
Fibres artificielles ou synthétiques	9801	44	1	///	///	100,0	96,1	100,1	101,2
Produits en caoutchouc	95	45	8	100,0	97,2	93,4	91,2	90,8	91,9
Produits en matières plastiques	95	46	29	100,0	97,2	96,2	94,6	97,0	97,6
Métaux ou produits métallurgiques	95	50	79	100,0	95,8	95,2	93,2	97,0	97,1
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	95	51	19	100,0	91,0	92,8	86,0	94,0	92,9
Métaux non ferreux	95	52	7	100,0	100,0	93,9	91,3	107,9	104,7
Pièces de fonderie	9504	53	9	100,0	99,4	98,4	96,6	98,5	100,0
Produits métalliques	9901	55	19	///	///	///	100,1	101,0	102,4
Composants électriques et électroniques	95	60	26	100,0	95,9	93,0	90,9	92,2	92,7
Matériel électrique	95	61	23	100,0	98,1	95,4	93,7	94,7	95,6
Composants électroniques	95	62	3	100,0	79,3	74,6	69,5	73,2 *r*	66,8
Produits énergétiques tous usages (série C.V.S.)	**95**	**EG**	**128**	**100,0**	**108,2**	**99,7**	**104,2**	**130,7 *r***	**126,6**
Combustibles et carburants	95	10	35	100,0	130,4	103,8	124,9	212,6	188,7
Eau, gaz, électricité	95	20	93	100,0	99,6	98,2	96,3	99,3	102,7
Électricité, gaz, chaleur	95	21	82	100,0	98,4	96,4	94,0	97,1	100,8
Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement)	95	22	6	100,0	107,0	107,9	109,4	111,5	113,9

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU H.02-4

Indices trimestriels des prix des logements anciens

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Ile-de-France)
Société Perval - Marché Immobilier des Notaires (pour la Province)
INSEE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
FRANCE (Base 100 au 4ème trimestre 1994)								
Ensemble								
1er trimestre	///	99,6	98,6	100,0	102,8	105,7	114,3	123,7
2ème trimestre	///	99,1	98,7	100,3	103,2	107,3	116,7	126,2
3ème trimestre	///	99,0	99,2	101,4	103,7	109,6	119,5	128,8
4ème trimestre	100,0	98,9	100,0	102,5	104,4	112,3	121,8	131,4
ILE-DE-FRANCE (Base 100 au 2ème trimestre 1994)								
Paris - Appartements								
1er trimestre	///	96,8	88,3	83,3	82,0	86,6	97,6	109,4
2ème trimestre	100,0	95,1	86,4	82,3	82,6	89,1	101,5	111,6
3ème trimestre	100,7	93,5	85,8	83,2	84,0	92,0	104,7	114,3
4ème trimestre	99,5	91,5	85,0	82,9	85,0	94,7	106,9	116,8
Petite Couronne - Appartements								
1er trimestre	///	97,2	90,5	85,5	82,9	83,7	89,7	97,6
2ème trimestre	100,0	95,5	89,0	83,3	82,2	84,5	91,6	98,9
3ème trimestre	101,0	94,2	88,2	83,9	83,0	86,9	95,1	101,8
4ème trimestre	100,1	92,7	87,5	84,0	83,6	89,0	97,0	103,6
PROVINCE (Base 100 au 4ème trimestre 1994)								
Ensemble								
1er trimestre	///	100,1	101,0	104,4	108,6	111,9	120,6	129,9
2ème trimestre	///	100,1	101,9	105,3	109,4	113,7	123,0	132,5
3ème trimestre	///	100,4	102,8	106,9	109,9	116,0	125,7	135,2
4ème trimestre	100,0	100,8	104,1	108,1	110,5	118,6	127,9 *r*	137,9
Maisons								
1er trimestre	///	100,4	102,6	107,9	114,9	118,9	129,2	139,7
2ème trimestre	///	100,6	103,9	109,5	115,9	120,9	131,8	142,8
3ème trimestre	///	101,4	105,4	111,8	116,5	123,7	135,1	145,9
4ème trimestre	100,0	102,1	107,2	114,1	117,1	127,1	137,6	148,7
Appartements								
Ensemble								
1er trimestre	///	99,5	98,4	98,7	98,3	100,5	106,4	113,6
2ème trimestre	///	99,2	98,5	98,5	98,6	101,6	108,4	115,6
3ème trimestre	///	98,8	98,6	98,7	98,8	103,1	110,2	117,6
4ème trimestre	100,0	98,5	98,8	98,3	99,6	104,8	111,9	120,1
Appartements - Agglomérations de + de 10 000 habitants								
Ensemble								
1er trimestre	///	99,5	98,3	98,3	98,0	100,3	106,4	113,7
2ème trimestre	///	99,1	98,1	98,1	98,4	101,5	108,4	115,8
3ème trimestre	///	98,6	98,2	98,3	98,6	103,0	110,2	117,9
4ème trimestre	100,0	98,3	98,5	98,0	99,4	104,7	112,0	120,5
Villes centres								
1er trimestre	///	99,4	98,0	97,9	97,4	99,6	105,8	112,5
2ème trimestre	///	99,0	97,8	97,7	97,7	100,8	107,7	114,6
3ème trimestre	///	98,5	97,9	97,8	98,0	102,4	109,4	116,7
4ème trimestre	100,0	98,0	98,1	97,4	98,8	104,1	111,0	119,3
Banlieues								
1er trimestre	///	99,7	99,1	99,5	99,6	102,3	108,1	117,1
2ème trimestre	///	99,4	99,0	99,3	100,3	103,5	110,4	119,2
3ème trimestre	///	99,1	99,3	99,7	100,6	104,9	112,6	121,5
4ème trimestre	100,0	99,1	99,6	99,7	101,1	106,6	114,9	123,9
Appartements - Agglomérations de - de 10 000 habitants et rural								
Ensemble								
1er trimestre	///	100,0	99,8	101,4	100,1	101,7	106,3	112,7
2ème trimestre	///	100,2	100,7	100,9	100,2	102,4	108,0	114,0
3ème trimestre	///	99,9	100,8	101,3	100,1	103,5	110,0	115,0
4ème trimestre	100,0	99,8	101,4	100,2	100,9	105,3	111,3	117,5

TABLEAU H.02-5

Indice trimestriel du coût de la construction (1) des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE — Base 100 : 4ème trimestre 1953

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
1er trimestre	1 011	1 038	1 047	1 058	1 071	1 083	1 125
2ème trimestre	1 023	1 029	1 060	1 058	1 074	1 089	1 139
3ème trimestre	1 024	1 030	1 067	1 057	1 080	1 093	1 145
4ème trimestre	1 013	1 046	1 068	1 074	1 065	1 127	1 140
Moyenne annuelle	**1 017,8**	**1 035,8**	**1 060,5**	**1 062,7**	**1 072,5**	**1 098,0**	**1 137,3**

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 6 de juin 2001 page 144.

Chapitre I.01

Agriculture, Sylviculture, Pêche

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Exploitations agricoles selon leur superficie et leur orientation technico-économique.

2 Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne (UE).

3 Actifs sur les exploitations selon leur statut.

4 Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2000.

5 Utilisation du territoire et des terres arables.

6 Valeur vénale de certaines terres.

7 Acquisitions de gros matériels neufs.

8 Livraisons d'engrais.

9 Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2001.

10 Production de céréales et de cultures industrielles.

11 Production de vin.

12 Production de légumes frais et de fruits.

13 Cheptel (principales espèces) au 1er décembre.

14 Principales productions animales.

15 Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.

16 Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer.

17 Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer.

18 Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.

19 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre.

20 Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre 2001 - Départements d'outre-mer.

21 Incendies de forêt.

22 Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.

23 Production annuelle des pépinières particulières.

24 Production ligneuse de l'Office national des Forêts. Ventes de bois en France.

25 Bilan de la matière bois en 2000.

26 Nombre, puissance des navires de pêche actifs métropolitains au 31 décembre.

27 Nombre d'emplois de marins embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche.

28 Évolution des captures sur 10 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines.

29 Évolution de la production et du commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture.

1
❍ Présentation

Agriculture

D'après le compte provisoire français, le volume de la production agricole diminue fortement (- 3,3 %) par rapport à 2000. Cette baisse résulte principalement du repli des productions végétales, une pluviosité importante ayant perturbé l'ensemencement puis le développement des cultures, le froid ayant ensuite affecté les productions maraîchères de fin de campagne.

Le volume de la production animale est stable en 2001. La production de gros bovins fléchit mais les autres productions animales, stimulées par les reports de consommation, compensent cette baisse.

Grâce à la bonne tenue des prix, la valeur de la production progresse. Les prix de base des productions végétales augmentent fortement (+ 7,4 %).

Cette hausse, générale pour toutes les productions végétales, est particulièrement vive pour les prix des pommes de terre, des fruits et des légumes du fait de la modération de l'offre.

En 2001, les consommations intermédiaires continuent à augmenter en valeur(+ 2,3 %), et ceci malgré la baisse des volumes (- 2,1 %). Les mauvaises conditions climatiques ont fortement réduit la consommation d'engrais et de produits phytosanitaires. Mais la hausse des prix s'est accélérée, notamment en ce qui concerne les aliments pour animaux et les engrais azotés, conséquence des augmentations de prix des matières premières en 2000.

La valeur ajoutée de la branche agriculture, nette de la consommation de capital fixe, augmente en 2001 (+ 1,5 %). Les subventions d'exploitation ayant été fortement révalorisées (+ 25,5 %), le résultat agricole net progresse en 2001 (+ 3,0 %).

Comme le nombre total d'emplois de la branche agricole baisse de 1,8 %, le résultat agricole net par actif progresse sensiblement : + 3,4 % en termes réels.

Forêt, bois

La filière forêt bois en 2000 et 2001 reste marquée par les conséquences des tempêtes de décembre 1999. Le 26 décembre 1999, l'ouragan Lothar traversait la moitié Nord du pays, de la Basse-Normandie à l'Alsace, ravageant sur son passage l'Ile-de-France, la Champagne-Ardenne, la Lorraine, le Nord de la Bourgogne et de la Franche-Comté. Il poursuivait ensuite sa course sur l'Allemagne, le Danemark et la Suisse. Dès le lendemain, l'ouragan Martin traversait la moitié Sud du pays, partant de Poitou-Charentes et du Nord de l'Aquitaine, et s'arrêtant sur l'Ouest de la région Rhône-Alpes, ravageant sur son passage le Limousin et l'Auvergne. D'une amplitude sans précédent, les deux tempêtes ont dévasté aussi bien les peuplements de feuillus que de conifères. On estime à près de 140 millions de m^3 le volume de bois renversé ou cassé en France lors de ces tempêtes, soit l'équivalent de trois années de récolte commercialisée et autoconsommée.

La récolte de bois commercialisée, qui s'élevait à 36 millions de m^3 en 1999, a fortement augmenté en 2000. Elle atteint 45,8 millions de m^3 se répartissant entre 30,6 millions de m^3 de grumes et 12,8 de bois d'industrie. En 2001, elle devrait se situer à un niveau intermédiaire. La hausse est particulièrement forte dans les régions sinistrées (Lorraine, Limousin) alors que la récolte diminue dans les régions épargnées (PACA, Midi-Pyrénées). En effet, les entreprises d'exploitation forestière se sont délocalisées pour donner la priorité à la mobilisation des chablis.

La production de sciages augmente régulièrement depuis 1998, parallèlement à la ressource forestière. Alors que les sciages de feuillus stagnent, ce sont les sciages de conifères, en particulier de douglas, qui progressent. Les tempêtes de décembre 1999 n'ont joué que modérément sur la production des sciages en 2000 : cette dernière n'augmente que de 3 %. En revanche, les stocks de fin d'année progressent de 17 %, et les exportations de 8 %. La hausse est plus marquée dans les régions sinistrées (Lorraine, Limousin). Une légère réduction est constatée dans les régions épargnées.

En 2001, le déficit du commerce extérieur de la filière bois se réduit par rapport à 2000 ; il passe de 3.9 milliards d'euros à 3,5 milliards d'euros. Cette amélioration apparente est la conséquence d'une contraction des échanges du commerce extérieur : les importations se réduisent plus encore que les exportations.

Les exportations de grumes feuillues, dopées en 2000 par la croissance économique et l'excès d'offre dû aux tempêtes, reviennent à un niveau plus normal. Les importations de sciages résineux, de pâtes à papier et de papiers et cartons se contractent sensiblement.

Pêche maritime

En 2001, le déficit du commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture s'élève à 2,3 milliards d'euros. Il est en accroissement après trois années de relative stabilité. Le volume des quantités échangées suit une progression constante soutenue. Sur le moyen terme, la tendance est à la hausse pour les imports, l'évolution des exports étant moins régulière. Les espèces les plus déficitaires en valeur sont les crevettes, le saumon, la morue, les lieus, les thons et la coquille Saint-Jacques.

La fixation de taux maximum de captures pour certaines espèces, destinée à contrôler la ressource en vue d'une pêche durable, a fortement encadré les pratiques de pêche au cours des 10 dernières années. La diminution des captures est particulièrement importante pour certaines espèces comme le lieu noir, la morue, la baudroie et le merlan. À l'inverse, sur la même période on observe des accroissements de captures de merlan bleu, coquille Saint-Jacques, sardine, anchois, chinchard par exemple.

La réduction de la flotte et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré au cours des années récentes entraînant une baisse du nombre des marins embarqués.

2
❍ Méthodologie

AGRICULTURE

Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche et des Affaires rurales, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations ; recensements en 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes

par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.
Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :
– l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir ;
– le cheptel ;
– le matériel ;
– les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation ;
– l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.
Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.
Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.
Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation (taille exprimée en MBS[1]). La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

Moyens de production

Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Chiffres et données Agriculture.*

Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :
– les pertes sur le champ ;
– les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme ;
– les parties de produits inutilisables ;
– les produits fatals.

[1] Marge brute standard.

Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1995. Les comptes des années écoulées antérieures à n - 3 sont définitifs.
Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

FORÊT BOIS

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.
– Les bois et forêts proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).
– Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.
– Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.
La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au régime forestier. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts), il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.
Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984.
L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».
On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.
En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

– la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3(r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3(r) ;

– le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire ;

– il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

PÊCHE

Cette partie correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités (NAF).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification :

une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du département des systèmes d'information de la direction des Affaires maritimes et des gens de mer ; une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation de l'emploi des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins de l'Union européenne embarqués pendant au moins trois mois au cours de l'année par quartier maritime.

Les captures étant souvent vidées, éviscérées, filetées, salées, à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines, les données portant sur la production de pêche et d'aquaculture par espèce sont en poids présenté (tableau n° I.01-29).

Les données relatives au commerce extérieur sont exprimées en poids présenté.

Les captures sont exprimées en poids vif (tableau n° I.01-28).

3 ○ Définitions

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

– à la grande pêche : navire > 1000 TJ.B ou navire > 150 TJ.B s'il s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement [1].

– à la pêche au large : absence > 96 h [2].

– à la pêche côtière : 24 h < absence du port ≤ 96 h.

– à la petite pêche : absence du port ≤ 24 h.

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

– dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre ;

– dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national) ; budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

– 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours) ;

– 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...) ;

– 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...) ;

– des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

– la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A ;

– l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B) ;

– la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures,...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B) ;

– la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

---

[1] Si le navire s'absente plus de 20 jours du port d'exploitation ou de ravitaillement, ce dernier port étant situé à plus de 20 jours du port d'armement, la navigation accomplie pour assurer la conduite à destination ou en provenance du port d'armement est considérée comme navigation de grande pêche.

[2] Lorsque cette navigation ne répond pas à la définition de la grande pêche.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.
Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.
Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
– Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) ;
– Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF) ;
– Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF) ;
– Office national des Forêts (ONF) ;
– Inventaire forestier national (IFN).
– Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFIMER, ex FIOM).
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
– Département des systèmes d'information des Affaires maritimes de Saint-Malo (DSI).
– INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Service central des enquêtes et études statistiques) sous le nom générique *Agreste*, *La statistique agricole* :

– *Agreste Primeur* : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages ;
– *Agreste Cahiers* : études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an et plusieurs numéros hors série) ;
– *Agreste Chiffres et Données Agriculture* : résultats détaillés des enquêtes agricoles ;
– *Agreste Chiffres et Données Agroalimentaire* : résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA ;
– *Agreste Conjoncture La note* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA) ;
– *Agreste Conjoncture Le bulletin* : un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Agreste Conjoncture La note*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA ;
– *Agreste Conjoncture* : séries de publications spécialisées, traitées en 4 pages, adaptées à chaque domaine :
– *Grandes cultures* (mensuel sauf janvier et mars) ;
– *Légumes* (mensuel) ;
– *Fruits* (mensuel de mai à novembre) ;
– *Viticulture* (mensuel de juillet à novembre) ;
– *Productions animales* (apériodique 10 numéros par an) ;
– Lait et produits laitiers (mensuel) ;
– *Aviculture* (mensuel) ;
– Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel) ;
– *Animaux hebdo* (hebdomadaire avec un supplément mensuel) ;
– *Agreste GraphAgri* : Chaque volume présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes (*Agreste GraphAgri France* (annuel), *Agreste GraphAgri Europe* (apériodique), *Agreste GraphAgri Régions* (apériodique), *Agreste GraphAgri Bois) ;*
– Agreste « nom de la région » : 4 pages et brochures ;
– Agreste Numérique ;
– Recensement agricole 2000 :
La Fiche comparative : une centaine de données pour chaque commune, avec, à titre de comparaison, les résultats correspondants des deux recensements précédents : 1979 et 1988 ;
L'essentiel : 25 tableaux portant sur l'ensemble des exploitations et sur les exploitations professionnelles, par canton, département et région ;
L'inventaire : 1 600 données concernant l'ensemble des exploitations et les exploitations professionnelles par canton, département et région ;
Les produits spécifiques viticulture : une fiche et 10 tableaux spécifiques, par canton, département et région.
– *Statistique agricole annuelle*, séries de 1989 à 1998 : 850 variables par département et par année (territoire, productions végétales et animales) ;
– Structure des exploitations agricoles en 1990, 1993, 1995 et 1997 ;
– *IAA* : résultats sectoriels et régionaux 1998. Entreprises de 20 salariés et plus. Enquête annuelle d'entreprise ;
– Base de données *Datagreste* :
– Banque de données individuelles (BDI) permettant d'obtenir des tableaux statistiques à la demande ;
– Banque de données agrégées (BDA), avec plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE :
Inventaire communal de 1998 :
Communoscopes, Cartovisions
– pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :
– 9 pages de tableaux par commune,
– 2 pages par chef-lieu de canton,
– 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,
– des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.
Disponibles sur Cédéroms :
– 1 cédérom pour chaque région,
– une collection de cédéroms France entière.

Accès Internet
www.agriculture.gouv.fr
www.datar.gouv.fr
www.insee.fr

SCEES-INSEE-INRA : *résultats du réseau d'information comptable agricole* (RICA).
SCEES-FNIE : *les livraisons d'engrais en France*.
SCEES-ONIC-SIDO : *Paiements compensatoires aux surfaces cultivées.*

Publications de l'INSEE :

Indices des prix des produits agricoles à la production ; indices annuels bruts des prix d'achat de moyens de production agricole (IPAMPA). *Voir chapitre H.02 de cet annuaire* et *Bulletin mensuel de statistique.*

INSEE-Première :

– « Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2001 », n° 816, décembre 2001 ;

– « Le développement des services agricoles », n° 817, décembre 2001 ;

– « L'agriculture en 2001 en Europe et en France - un revenu tiré par les prix », n° 859, juillet 2002 ;

Synthèses :

– « L'agriculture, installation et développement », n° 63, juin 2002 ;

– « Les comptes de l'agriculture en 2001 », n° 64, août 2002.

INSEE Méthodes :

– « Compte spécifique de l'agriculture - méthodologie de la base 1995 », n^{os} 91-92-93, mars 2000.

Autres publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :

– « *Le bois en chiffres* », (édition 2002).

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Direction de l'espace rural et de la forêt :

– Fonds forestier national (*rapport annuel*) ;

– *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel).

Office national des forêts :

– *Rapport annuel de gestion*.

Inventaire forestier national :

– *Rapport annuel de gestion* ;

– *Atlas forestier* de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.

« *Pêche - Annuaire 2002* », Document Statistique, Thème 5, Agriculture et Pêche, Eurostat.

« Bilan annuel de production des pêches et de l'aquaculture », DPMA et OFIMER.

« Le commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture », OFIMER (annuel).

« *Les conséquences des tempêtes de décembre 1999 sur la filière bois : des enseignements à en tirer* », Avis et rapports du Conseil économique et social, n° 11, septembre 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

Voir aussi le chapitre O.01 pour le commerce extérieur.

TABLEAU I.01-1

Exploitations agricoles selon leur superficie et leur orientation technico-économique (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

	Nombre d'exploitations						(2) SAU
	1979	1988	1993	1995	1997	2000	2000
Classe de superficie							
Moins de 10 ha	...	390	299	270	244	254	795
10 à moins de 35 ha	...	345	223	189	163	147	3 079
35 à moins de 50 ha	...	110	86	77	71	62	2 618
50 à moins de 100 ha	...	128	132	128	126	122	8 662
100 ha et plus	...	44	61	70	76	79	12 702
Ensemble	...	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**664**	**27 856**
Orientation technico-économique							
1 Grandes cultures (3)	160	184	154	140	137	134	9 561
28 Maraîchage	19	19	16	14	12	9	58
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7	7	26
37 Vins d'appellation	68	64	57	54	51	60	705
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30	33	397
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24	25	324
41 Bovins lait	250	148	92	85	75	75	4 131
42 Bovins viande	81	97	89	86	79	78	3 523
43 Bovins lait et viande	48	26	23	21	19	13	970
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84	82	2 052
50 Granivores	16	16	13	13	12	13	201
60 Polyculture	107	67	50	43	38	31	839
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29	23	616
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10	10	348
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52	46	3 655
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21	25	450
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**664**	**27 856**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.
(3) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1980	1985	1990	1995	1997	1980	1985	1990	1995	1997
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	534,4	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 160,0
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	210,1	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	67,2	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 382,7
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	63,2	2 920,3	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	1 208,3	...	...	24 531,1	25 230,3	25 630,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	100,9	91,4	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 171,6
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**679,8**	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**28 331,3**
Grèce	998,9	951,6	850,1	802,4	821,4	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 498,7
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	147,8	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 342,4
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 315,2	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,5	14 833,1
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	3,0	130,1	126,1	126,5	126,9	126,6
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	107,9	2 037,1	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 010,5
Portugal	767,0	...	598,7	450,6	416,7	3 268,7	...	4 005,6	3 924,6	3 822,1
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,5	233,2	17 098,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	16 168,9
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	89,6	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 109,1
Europe des 15	...	...	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 989,1**	...	...	**129 194,2**	**128 497,1**	**128 690,8**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Actifs sur les exploitations selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	2000
Chefs d'exploitation et coexploitants	2 284	1 588	1 267	1 089	883	820	767	764
Autres actifs familiaux	3 223	1 924	1 188	788	589	550	495	391
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**3 512**	**2 455**	**1 877**	**1 472**	**1 370**	**1 262**	**1 155**
Salariés permanents	628	335	211	161	139	141	144	164
Ensemble actifs sur les exploitations	**6 136**	**3 847**	**2 666**	**2 038**	**1 611**	**1 511**	**1 406**	**1 319**

TABLEAU I.01-4

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation en 2000

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Recensement agricole 2000

Unité : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	**Total**
Hommes								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	7,3	81,5	157,8	174,8	85,7	70,7	577,8
Conjoints non coexploitants	–	0,1	4,0	14,9	22,8	32,2	36,8	110,8
Autres personnes	179,5	133,4	31,4	10,4	7,8	15,7	54,6	432,8
Total de la population familiale masculine	**179,5**	**140,8**	**116,9**	**183,1**	**205,4**	**133,6**	**162,1**	**1 121,4**
Femmes								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	1,0	15,0	38,9	49,6	48,0	33,6	186,1
Conjoints non coexploitants	–	5,3	62,0	110,3	117,1	46,5	39,4	380,6
Autres personnes	168,7	112,6	16,3	5,5	7,1	18,7	64,1	393,1
Total de la population familiale féminine	**168,7**	**118,9**	**93,3**	**154,7**	**173,8**	**113,2**	**137,1**	**959,8**
Ensemble								
Chefs d'exploitation et coexploitants	–	8,3	76,9	196,7	224,4	133,7	106,8	763,9
Conjoints non coexploitants	–	5,4	66,0	125,2	139,9	78,7	76,2	491,4
Autres personnes	348,2	246,0	67,3	15,9	14,9	34,4	116,2	825,9
Total de la population familiale	**348,2**	**259,7**	**210,2**	**337,8**	**379,2**	**246,8**	**299,2**	**2 081,2**

TABLEAU I.01-5

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	2001
I. Répartition du territoire							
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 302	18 345	18 362	18 468	18 447
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 577	10 423	10 385	10 086	10 046
Vignes	1 157	957	927	913	914	900	899
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	235	221	219	220	216
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	24	24
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 061**	**29 922**	**29 900**	**29 698**	**29 632**
Peupleraies	215	231	231	234	235	234	236
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 812	14 889	14 954	15 120	15 139
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	2 996	2 940	2 876	2 814	2 817
Étangs en rapport	118	134	139	148	149	152	153
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 680	6 786	6 804	6 899	6 942
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables							
Céréales	9 891	9 057	8 291	9 226	8 930	9 081	8 938
Oléagineux	506	1 954	1 945	2 047	2 289	2 014	1 929
Betteraves industrielles	549	475	458	456	442	409	428
Plantes à fibres	53	62	60	53	60	62	75
Cultures industrielles diverses	24	15	14	14	14	16	16
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	27	32	32	33	33
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 020	1 059	941	888	892
Cultures florales	6	7	7	7	7	9	8
Racines et tubercules fourragers	324	89	61	52	48	25	26
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 619	1 524	1 468	1 444	1 525
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 812	2 752	2 713	3 028	2 995
Semences et plants divers	80	52	53	54	59	57	56
Jardins familiaux	251	230	218	209	205	178	176
Jachères	221	224	1 717	860	1 155	1 226	1 348
Total des terres arables	**17 472**	**18 036**	**18 302**	**18 345**	**18 362**	**18 468**	**18 447**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-6

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

Unité : Euro par hectare

Nature des terres	1970	1980	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Ensemble	**1 098**	**3 156**	**3 046**	**2 837**	**3 010**	**3 153**	**3 282**	**3 406**
Terres labourables	1 159	3 400	3 358	3 112	3 293	3 442	3 585	3 721
Prairies naturelles	1 021	2 866	2 469	2 247	2 358	2 475	2 564	2 657
Ensemble : Indice 100 en 1970								
En monnaie courante	100	287	277	258	273	286	298	309
En monnaie constante	100	112	59	49	50	52	54	55

TABLEAU I.01-7

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA)

Type de matériel	1980	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	36 510	38 037	41 349	37 965	35 461
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	2 554	2 946	2 731	2 233	1 660
Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 026	5 251	5 623	5 514	4 821

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-8

Livraisons d'engrais (1)

Sources : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	1994/1995	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001
a. Dans les engrais simples :							
Azote	1 549,5	2 040,6	1 825,3	2 021,0	2 035,2	2 126,3	1 916,1
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	175,8	168,7	154,8	169,6	145,0
Potasse	399,6	606,9	444,5	533,8	491,9	445,2	397,0
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 445,6**	**2 723,5**	**2 681,9**	**2 741,1**	**2 458,1**
b. Dans les engrais composés :							
Azote	671,9	619,4	483,1	495,5	452,8	447,1	393,3
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	854,6	870,2	823,9	796,7	650,9
Potasse	1 386,3	1 341,8	929,0	935,1	828,3	773,0	635,7
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 266,7**	**2 300,8**	**2 105,0**	**2 016,8**	**1 679,9**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :							
Azote	2 221,4	2 660,0	2 308,4	2 516,4	2 488,0	2 573,4	2 309,4
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 030,4	1 038,9	978,7	966,2	795,9
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 373,5	1 436,9	1 320,2	1 218,2	1 032,7
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 712,3**	**4 992,2**	**4 786,9**	**4 757,8**	**4 138,0**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-9

Cheptel et production agricole de l'Union européenne en 2001

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	(1) Vin
	Ensemble	*dt* vaches laitières							
Allemagne	14 119	4 448	25 814	2 115	49 915	3 650 *e*	3 020 (1)	1 460 (3)	12 244
Autriche	2 118	598	3 440	320	4 827	245	524	706	2 803
Belgique	2 908	611	6 775	153	2 359	30	1 342 (1)	788 (1)	2
Danemark	1 840	628	12 975	111	9 729	217	187	37 (1)	–
Espagne	6 272	1 159	23 639	23 824	18 028	965 (1)	12 133 (2)	10 601 (2)	37 908
Finlande	1 019	352	1 454	74 (1)	3 661	102	234	18	–
France	**20 281**	**4 195**	**15 253**	**9 244**	**60 451**	**4 858**	**6 136**	**3 408**	**62 935**
Grèce	585	173	938	9 205	4 241	632	4 221 (2)	2 261 (2)	3 680
Irlande	6 518	1 233	1 763	4 880	2 156	7	253 (3)	16 (3)	–
Italie	7 395	2 169	8 410	10 952	19 991	1 333	14 656	10 900 *e*	58 954
Luxembourg	198	44	76	7	144	9	1	6	184
Pays-Bas	3 842	1 551	11 514	1 230	1 742	8	3 627	708 (1)	–
Portugal	1 399	334	2 389	3 478	1 354	29	1 511	908	7 859
Royaume-Uni	10 161	2 203	5 687	24 434	18 991	1 204	2 542	423	13
Suède	1 617	425	1 920	452	5 388	109	245 (1)	38 (1)	–
Europe des 15	**80 273**	**20 123**	**122 886**	**90 479 *e***	**202 975**	**13 397 *e***	...	...	**186 582**

(1) 2000
(2) 1999.
(3) 1998.

TABLEAU I.01-10

Production de céréales et de cultures industrielles (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : Millier d'hectares
Rendement à l'hectare : Tonne
Production : Millier de tonnes

Produit	1995			1999			*r* 2000			2001		
	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production	Surface	Rendement (2)	Production
Blé :												
Blé tendre	4 516,0	6,6	29 850,0	4 787,9	7,4	35 462,9	4 910,5	7,3	36 668,4	4 462,8	6,8	30 233,1
Blé dur	228,6	4,5	1 029,6	325,9	4,7	1 538,8	337,9	5,0	1 685,0	306,0	4,4	1 338,8
Ensemble	4 744,6	6,5	30 879,6	5 113,8	7,2	37 001,7	5 248,4	7,1	37 353,4	4 768,8	6,6	31 571,9
Seigle	46,4	4,1	190,8	40,9	4,6	186,0	31,6	4,6	145,8	28,5	4,1	116,3
Orge (3)	1 386,2	5,5	7 683,2	1 534,1	6,2	9 539,4	1 533,8	6,3	9 709,3	1 704,8	5,8	9 806,5
Avoine	148,8	4,0	601,2	122,0	4,5	550,7	103,1	4,5	459,4	117,7	4,1	485,1
Maïs	1 650,8	7,7	12 739,6	1 758,8	8,9	15 643,4	1 764,8	9,1	16 066,4	1 913,8	8,6	16 476,2
Riz	25,2	4,9	122,4	17,0	6,1	103,3	19,9	5,8	116,0	19,2	5,4	102,8
Colza	864,0	3,2	2 788,6	1 369,0	3,3	4 467,9	1 186,3	2,9	3 476,8	1 083,0	2,7	2 874,0
Tournesol	963,0	2,1	1 987,4	799,0	2,3	1 867,9	728,6	2,5	1 833,1	706,1	2,2	1 581,4
Betteraves industrielles	458,2	66,7	30 571,6	442,1	74,5	32 918,7	409,7	76,0	31 121,0	429,1	62,6	26 841,2
Lin textile (4)	54,0	6,0	326,6	49,8	6,8	339,2	54,5	6,8	371,6	67,8	4,2	283,1
Tabac	9,7	2,7	26,3	9,4	2,8	26,2	9,3	2,7	25,3	9,0	2,7	24,0
Pommes de terre :												
Primeurs (5)	22,7	22,5	510,1	21,2	24,7	522,9	18,5	24,9	461,4	17,2	24,4	420,5
De conservation	103,1	36,6	3 773,9	104,5	40,7	4 253,2	100,6	42,3	4 250,4	103,4	40,2	4 157,8

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) y compris orge de brasserie.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-11

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Produit	Unités	1980	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	2001
Raisins de cuve :								
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	880,4	859,4	859,7	851,5	847,7
Rendement à l'hectare	quintal	80	90	80	80	93	90	85
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	70 832,2	69 029,2	80 155,3	76 731,6	72 237,8
Vins :								
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	24 386	25 614	27 514	27 278	26 221
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	553	507	528	490	479
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	9 459	9 014	11 928	8 208	8 474
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 794	19 309	23 788	23 789	20 594
Total	»	**69 711**	**65 075**	**56 192**	**54 444**	**63 758**	**59 766**	**55 769**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-12

Production de légumes frais (1) et de fruits (2)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais et fruits	1980	1990	1995	1998	1999	*r* 2000	2001
Légumes feuillus et à tige :							
Choux-fleurs	467	446	526	439	425	387	402
Autres choux	269	230	251	232	239	243	245
Endives	144	247	236	236	255	245	244
Poireaux	211	200	217	208	206	171	178
Salades	432	493	513	488	491	509	491
Légumes cultivés pour le fruit :							
Melons	188	307	329	324	322	293	297
Tomates	851	838	804	884	922	848	859
Racines, bulbes et tubercules :							
Carottes	468	548	629	662	671	658	650
Oignons	138	237	297	330	349	464	404
Légumes à cosse :							
Haricots verts	168	199	326	385	383	337	360
Petits pois (grains)	165	205	243	240	242	244	243
Fruits à noyau :							
Abricots	81	110	101	80	181	139	104
Cerises	113	83	63	35	70	71	59
Pêches et nectarines	460	488	526	341	477	483	460
Pêches	402	352	325	210	292	288	275
Nectarines et brugnons	58	136	201	131	185	195	185
Prunes	154	189	299	206	185	223	296
Fruits à pépins :							
Poires de table	414	329	320	246	287	247	247
Pommes de table	1 769	1 886	2 079	1 788	2 166	2 164	1 958
Pommes à cidre	1 100	466	426	422	477	360	406
Baies :							
Kiwis (ou actinidias)	4	54	74	69	73	84	79
Cassis	4	6	10	8	9	9	9
Framboises	7	6	7	7	7	9	9
Autres fruits :							
Clémentines	21	20	27	23	25	23	22
Fraises	82	89	81	76	70	60	55
Noix	31	25	21	25	29	29	28
Raisin de table	185	123	108	94	102	73	80

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.
(2) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-13

Cheptel (principales espèces) au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
Espèce bovine	21 278	20 676	20 371	20 226	20 265	20 310	20 462
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 288	5 143	5 140	5 200	5 293	5 308
Vaches laitières	5 323	4 613	4 442	4 394	4 376	4 203	4 205
Vaches nourrices	3 700	4 108	4 184	4 162	4 177	4 314	4 292
Espèce porcine	12 244	13 783	14 501	14 682	14 635	14 930	15 382
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 369	1 449	1 436	1 401	1 119	1 093
Espèce caprine	1 234	1 188	1 199	1 197	1 191	1 211	1 231
Espèce ovine	11 438	10 550	10 316	10 240	10 130	9 578	9 443
dont : Brebis mères	7 415	6 965	6 849	6 743	6 645	6 555	6 347
Espèces chevaline et asine	339	351	361	362	364	447	450
Poules et poulets (millions)	200	223	238	241	233	206	206
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (millions)	47	50	50	51	50	48	47
Lapins	16 668	14 531	13 603	13 464	13 366	11 119	11 098
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 861	1 748	1 717	1 700	1 380	1 377

TABLEAU I.01-14

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
A. PRODUCTION BRUTE DE VIANDE (milliers de tonnes de viande nette)								
Espèce bovine :								
Adultes	1 599	1 564	1 645	1 638	1 556	1 528	1 361	1 388
Veaux de boucherie	313	336	337	345	328	317	225	228
Espèces ovine et caprine	177	146	154	150	145	140	157	156
Espèce porcine	1 727	2 140	2 149	2 228	2 333	2 247	2 168	2 200
Espèce chevaline	10	9	10	9	10	10	15	15
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS								
Production de lait (milliers d'hectolitres) :								
Vaches laitières	257 130	246 169	243 408	241 760	240 872	241 104	242 469	241 545
Brebis laitières	1 871	2 168	2 340	2 355	2 341	2 355	2 463	2 481
Chèvres laitières	4 411	4 317	4 575	4 743	4 775	4 809	4 845	4 956
Œufs								
Œufs de consommation (millions d'œufs) (1)	10 257	12 014	12 153	12 573	12 791	14 483	12 635	14 151

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-15

Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole

Source : INSEE (Comptes de la Nation - évaluations base 1995) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
COMPTE DE PRODUCTION							
Ressources							
Production	60 546,8	61 083,1	63 498,5	64 164,3	63 052,1	63 971,1	65 307,0
Total des ressources	**60 546,8**	**61 083,1**	**63 498,5**	**64 164,3**	**63 052,1**	**63 971,1**	**65 307,0**
Emplois							
Consommations intermédiaires (1)	29 943,1	30 335,4	32 188,1	31 836,8	31 387,9	32 359,1	33 101,8
Valeur ajoutée brute	30 603,7	30 747,7	31 310,4	32 327,4	31 664,2	31 612,0	32 205,2
Total des emplois	**60 546,8**	**61 083,1**	**63 498,5**	**64 164,3**	**63 052,1**	**63 971,1**	**65 307,0**
Consommation de capital fixe	6 968,3	7 076,2	7 313,3	7 399,6	7 615,1	7 856,8	8 104,3
Valeur ajoutée nette	23 635,4	23 671,5	23 997,2	24 927,9	24 049,1	23 755,2	24 100,9
COMPTE D'EXPLOITATION							
Ressources							
Valeur ajoutée nette	23 635,4	23 671,5	23 997,2	24 927,9	24 049,1	23 755,2	24 100,9
Subventions d'exploitation	1 015,6	1 662,0	1 575,0	1 418,8	1 476,4	1 446,3	1 814,8
Total des ressources	**24 651,0**	**25 333,5**	**25 572,1**	**26 346,7**	**25 525,5**	**25 201,5**	**25 915,7**
Emplois							
Salaires	3 049,3	3 553,9	3 771,4	3 907,7	4 042,6	4 202,0	4 369,0
Cotisations sociales	1 026,6	1 015,2	966,5	1 001,4	1 037,3	1 066,1	1 079,5
Impôts sur la production : fonciers	1 033,1	912,7	815,6	843,8	870,1	879,1	891,2
Impôts sur la production : autres	527,0	359,9	402,2	386,6	392,6	379,3	367,9
Revenu mixte net	19 015,0	19 491,8	19 616,4	20 207,1	19 181,9	18 674,0	19 207,1
Total des emplois	**24 651,0**	**25 333,5**	**25 572,1**	**26 346,7**	**25 525,5**	**25 201,5**	**25 915,7**
Résultat net (2)	**23 090,8**	**24 060,9**	**24 354,3**	**25 116,3**	**24 262,8**	**23 943,1**	**24 656,6**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE							
Ressources							
Revenu mixte net	19 015,0	19 491,8	19 616,4	20 207,1	19 181,9	18 674,0	19 207,1
Total des ressources	**19 015,0**	**19 491,8**	**19 616,4**	**20 207,1**	**19 181,9**	**18 674,0**	**19 207,1**
Emplois							
Intérêts	2 114,3	2 059,3	1 854,7	1 932,7	1 803,1	1 769,9	1 801,4
Charges locatives nettes	1 494,3	1 705,8	1 870,4	1 976,5	2 069,8	2 087,5	2 094,6
Revenu net d'entreprise	15 406,3	15 726,8	15 891,3	16 297,9	15 309,0	14 816,6	15 311,1
Total des emplois	**19 015,0**	**19 491,8**	**19 616,4**	**20 207,1**	**19 181,9**	**18 674,0**	**19 207,1**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Autres impôts sur la production (dont fonciers).

TABLEAU I.01-16

Nombre et superficie des exploitations selon leur taille - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Recensement agricole DOM 2000

Unité : superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 à moins de 20	De 20 à moins de 50	De 50 à moins de 100	100 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	2 909	3 186	4 023	1 466	374	97	30	14	**12 099**
Superficie agricole utilisée	1 406	4 268	12 152	10 200	4 835	2 857	2 028	3 916	**41 662**
Guyane									
Nombre d'exploitations	1 108	1 886	1 850	293	94	42	18	27	**5 318**
Superficie agricole utilisée	621	2 351	5 197	1 891	1 222	1 321	1 184	9 389	**23 176**
Martinique									
Nombre d'exploitations	3 396	1 506	2 014	622	249	162	62	28	**8 039**
Superficie agricole utilisée	1 240	2 040	6 209	4 168	3 328	5 104	4 471	5 481	**32 041**
Réunion									
Nombre d'exploitations	2 246	1 679	2 654	1 988	485	149	50	21	**9 272**
Superficie agricole utilisée	820	2 172	8 536	12 927	6 359	4 448	3 484	4 946	**43 692**

TABLEAU I.01-17

Utilisation du territoire et caractéristiques principales de l'agriculture - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1999	*p* 2000	*r* 1999	*p* 2000	*r* 1999	*p* 2000	*r* 1999	*p* 2000
Superficie agricole utilisée (hectare)	49 945	48 881	33 690	33 390	22 618	23 195	50 014	49 559
Superficie totale (hectare)	170 500	170 500	110 000	110 000	8 353 400	8 353 400	252 000	252 000
Superficies des terres arables (hectare) (1)	23 983	24 121	21 848	20 204	12 392	13 005	38 128	37 582
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	798 072	749 932	207 293	235 403	6 180	6 612	1 937 924	1 844 974
Sucre produit (tonnes)	65 170	66 154	6 366	6 231	–	–	215 182	207 565
Rhum (hl d'alcool pur)	56 398	62 015	74 126	66 039	1 836	2 194	74 350	80 888
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	114 703	120 750	301 857	311 244	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	82 860	89 000	265 524	274 589	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	10 032	10 680	7 500	7 400	260	260	–	–
Malanga	1 487	1 000	80	120	480	480	–	–
Madère	2 734	1 800	13 250	12 000	760	760	–	–
Manioc	1 280	1 020	300	250	24 200	25 700	500	500
Patate douce	4 267	4 180	1 170	1 350	405	405	1 250	730
Melon	4 072	5 485	2 240	2 523	324	324	225	225
Banane légume	9 158	7 200	16 000	16 000	2 109	1 790	1 700	1 720
Tomate	3 071	5 033	7 800	4 200	3 675	3 180	5 440	5 502
Chou pommé	2 329	600	1 050	1 500	1 680	1 480	8 030	8 120
Concombre	3 918	3 920	4 000	6 000	612	507	3 300	1 890
Haricot vert	1 313	500	885	920	1 104	1 104	450	3 271
Salade	3 146	2 088	7 800	4 200	1 060	1 060	4 450	4 500
EFFECTIFS DU CHEPTEL (2)								
Bovins (3)	70 444	89 504	25 400	28 400	9 135	9 474	28 100	27 692
Porcins	24 734	29 420	12 000	25 900	10 361	8 099	84 500	77 874
Ovins	1 690	3 940	16 500	19 900	1 800	1 583	1 730	1 771
Caprins	27 500	47 446	11 200	14 400	800	1 026	38 000	37 594
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins (2)	3 302	3 391	2 287	1 987	365	371	1 608	1 572
Porcins	2 013	1 340	1 658	1 842	1 245	1 169	12 046	12 297
Ovins - Caprins	190	195	339	343	28	25	517	465
Volailles	857	3 117	1 091	859	461	411	13 550	8 349
Lait de vache (hl)	607	2 570	21 000	23 000	2 603	2 197	197 267	203 149
Œufs de consommation (milliers d'unités)	37 149	61 320	30 000	35 000	9 228	5 512	115 000	115 000
IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonnes)								
Engrais naturels	6	903	1 293	1 513	210	100	84	138
Engrais simples	7 533	8 608	19 352	21 013	1 842	1 847	9 924	7 078
Engrais composés	7 484	8 707	10 274	9 382	1 848	1 729	27 747	22 632
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	950	1 190	1 521	1 192	362	419	1 750	2 433

(1) La définition des terres arables dans les DOM est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(3) Y compris les veaux.

TABLEAU I.01-18

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES) — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 935,0	14 809,4	14 929,2	14 985,1	15 003,4	15 052,0	15 091,7
Feuillus	8 547,6	9 377,3	9 440,6	9 479,9	9 505,8	9 506,8	9 569,5
Conifères	4 109,5	4 118,9	4 124,0	4 121,5	4 119,6	4 135,0	4 115,4
Mixte	1 277,9	1 313,2	1 364,6	1 383,6	1 378,0	1 410,2	1 406,8
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 478,9	1 456,6	1 422,6	1 559,2	1 523,8	1 539,1
Peupleraies	280,0	245,6	253,8	256,3	257,9	259,0	239,9
Total	**15 144,9**	**16 533,9**	**16 639,6**	**16 664,0**	**16 820,5**	**16 834,8**	**16 870,7**

TABLEAU I.01-19

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1995	1997	1998	1999	2000	2001
ÉTAT :							
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux] non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 753	1 754	1 755	1 757	1 756	1 757
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	43	70	69	69	72	72
Total (2)	**1 737**	**1 796**	**1 824**	**1 824**	**1 826**	**1 828**	**1 830**
DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS :							
Forêts départementales	21	28	31	33	33	33	34
Forêts régionales	...	...	...	...	...	7	7
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :							
Forêts communales et sectionales	2 426	2 550	2 570	2 582	2 592	2 603	2 608
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	87	88	88	81	82	82
Total (2)	**2 486**	**2 637**	**2 689**	**2 703**	**2 706**	**2 724**	**2 732**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. L.224-6 du code forestier) (3)	10	17	19	21	21	24	26
Total général	**4 254**	**4 478**	**4 532**	**4 548**	**4 553**	**4 576**	**4 588**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts ne relèvent pas du régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle qui s'appliquent à certaines forêts privées ne relevant pas de ce régime.

TABLEAU I.01-20

Superficies forestières relevant du régime forestier par catégorie de propriétaires au 31 décembre 2001 - Départements d'outre-mer

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1999	2001	1999	2001	1999	2001	1999	2001
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 513,8	7 197,6	2,0	2,0	3,0	2,8
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	5,7	6,5
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,7	0,8	0,7	1,3
Forêts particulières sous contrat	–	–	–	–	–	–	1,2	–
Forêts du Centre spatial guyanais	–	–	48,5	48,5	–	–	–	–
Forêts du domaine public maritime gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Forêts départemento-domaniales (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**76,5**	**38,2**	**7 571,0**	**7 254,8**	**15,3**	**15,6**	**100,3**	**100,3**

(1) Ancien domaine colonial : forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.01-21

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000	*p* 2001 (1)
Nombre d'incendies	5 881	6 563	6 401	8 005	6 600	4 960	4 603	3 339
Surface sinistrée (hectares)	72 625	18 137	11 400	21 582	19 600	15 905	24 082	19 488

(1) Manquent notamment les données concernant la région Aquitaine.

TABLEAU I.01-22

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	1998	1999
Type d'essence :										
Pins maritimes	•	116,9	6,9	0,6	4,8	3,2	3,6	2,1	0,7	1,6
Autres pins	•	84,6	4,4	1,0	2,3	2,1	1,9	1,7	0,9	1,4
Autres conifères	•	304,8	9,5	2,5	3,6	4,3	3,5	2,8	0,8	2,6
Peupliers	•	60,8	3,4	1,1	2,4	2,9	2,6	2,0	0,4	1,8
Autres feuillus	•	63,2	7,5	2,5	5,1	6,1	5,2	3,8	1,8	3,8
Total	•	**630,3**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**
Nature du boisement :										
Boisement	496,7	168,2	7,8	2,5	5,2	3,7	2,3	1,0	1,9	2,6
Reboisement et enrichissement (2)	834,0	407,7	20,5	4,1	10,3	10,8	10,8	8,5	2,0	7,8
Plantations hors forêts (3)	116,0	54,7	3,4	1,1	2,7	4,1	3,7	2,9	0,7	0,7
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,4**	**4,6**	**11,1**

(1) Le Fonds Forestier National est supprimé à compter du 1er janvier 2000. En raison de la mise en place d'un nouveau régime d'aide, les données relatives aux années 2000 et 2001 ne sont pas encore disponibles.
(2) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(3) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.01-23

Production annuelle des pépinières particulières (1) (2)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1995		*r* 1999		(2) 2000	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**353**	**465**	**325**	**415**	**303**	**396**
Superficie [hectares] (3)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 319**	**1 405**	**1 206**	**1 250**	**1 090**	**1 166**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	582	626	631	668	575	633
Autres plants	690	715	849	873	737	779	574	582	515	533
Plants produits (millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**85,5**	**87,8**	**61,3**	**63,5**	**...**	**50,4**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,3	2,4	1,8	2,1	...	1,4
Autres plants :										
feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	29,0	29,7	21,6	22,7	...	20,8
conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	54,2	55,7	37,9	38,7	...	28,2

(1) Les données relatives à l'année n correspondent à la campagne de boisement allant du 1er juillet n-1 au 30 juin n.
(2) Jusquà la campagne de boisement 1998/1999 et pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1999, pépinières agréées et non agréées par le Fonds Forestier National. Le Fonds Forestier National étant supprimé à compter du 1er janvier 2000, la notion de pépinière agréée disparaît à cette date.
(3) Jachères non comprises.

TABLEAU I.01-24

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts. Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts (ONF)

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	(4) 2000	(4) 2001
Volumes vendus ou délivrés (1000 m³)									
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 501	4 516	4 619	4 666	4 790	7 695	4 729
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 136	5 287	5 415	5 664	5 420	7 235	5 826
Taillis et houppiers (2)	3 027	3 743	3 733	3 573	3 835	3 862	3 710	5 985	4 658
Total	**10 476**	**13 745**	**13 740**	**13 376**	**13 869**	**14 192**	**13 920**	**20 915**	**15 213**
Valeur [million d'euros] (3)	...	333,3	487,4	447,7	462,5	500,4	513,3	485,7	395,8

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.
(4) En raison des tempêtes de décembre 1999, les ventes de bois en 2000 et 2001 sont atypiques.

TABLEAU I.01-25

Bilan de la matière bois en 2000

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES) — *Unité* : Millier de m³ de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	9 598	21 021	–	**30 619**
Bois d'industrie	5 342	7 479	–	**12 821**
Bois de trituration et dérivés	5 049	7 292	–	**12 341**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	293	187	–	**480**
Bois de feu	–	–	2 388	**2 388**
Total de la production	**14 940**	**28 500**	**2 388**	**45 828**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 419	8 243	1 193	**11 855**
Bois d'industrie	4 316	5 754	27 327	**37 397**
Bois de trituration et dérivés	4 316	5 754	27 289	**37 359**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	–	38	**38**
Bois de feu	–	–	31	**31**
Total des importations	**6 735**	**13 997**	**28 551**	**49 283**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	3 399	4 128	1 002	**8 529**
Bois d'industrie	1 845	1 894	20 768	**24 507**
Bois de trituration et dérivés	1 845	1 894	20 715	**24 454**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	–	53	**53**
Bois de feu	–	–	337	**337**
Total des exportations	**5 244**	**6 022**	**22 107**	**33 373**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	8 618	25 136	191	**33 945**
Bois d'industrie	7 813	11 339	6 559	**25 711**
Bois de trituration et dérivés	7 520	11 152	6 574	**25 246**
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	293	187	– 15	**465**
Bois de feu	–	–	2 082	**2 082**
Total de la consommation apparente	**16 431**	**36 475**	**8 832**	**61 738**

TABLEAU I.01-26

Nombre, puissance des navires de pêche (1) actifs métropolitains au 31 décembre

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unités : Puissance : kilowatt
Nombre : navires en activité

	1990		2000		2001	
	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance	Nombre	Puissance
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres	6 556	405 901	4 302	324 166	4 199	322 180
De 12 à moins de 16 mètres	850	157 013	538	110 626	519	107 391
De 16 à moins de 25 mètres	1 022	338 054	817	292 644	811	291 227
De 25 à moins de 38 mètres	122	66 546	90	53 362	88	52 577
38 mètres et plus	104	182 971	68	138 855	69	141 646
Total	**8 654**	**1 150 485**	**5 815**	**919 653**	**5 686**	**915 021**

(1) Hors conchyliculture et petite pêche (CPP).

TABLEAU I.01-27

Nombre d'emplois de marins (1) embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Département des systèmes d'information des Affaires maritimes (DSI)

Unité : Marin

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Grande pêche	1 164	891	986	1 003	975	974	952	935	995	1 009
Pêche au large	5 068	4 293	3 992	3 773	3 707	3 505	3 392	3 441	3 483	3 543
Pêche côtière	3 536	3 490	3 288	3 219	3 120	3 145	3 158	3 151	3 224	3 374
Petite pêche (2)	16 322	14 476	14 416	13 932	13 674	13 451	13 530	13 066	12 548	12 266
Total	**26 090**	**23 150**	**22 682**	**21 927**	**21 476**	**21 075**	**21 032**	**20 593**	**20 250**	**20 192**

(1) Marins français et de l'Union européenne.
(2) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.01-28

Évolution des captures sur 10 ans pour quelques espèces importantes des pêches maritimes métropolitaines

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture

Unité : Tonne

Captures (1)	1990	1995	2000	*p* 2001
	Quantité	Quantité	Quantité	Quantité
Albacore	90 347	68 776	67 806	63 587
Bonite à ventre rayé (listao)	47 745	74 272	57 967	48 643
Sardine commune	22 131	24 656	33 797	38 608
Lieu noir	51 561	32 450	26 942	28 533
Hareng commun	25 067	33 247	25 398	27 578
Anchois commun	15 714	15 787	26 481	23 707
Maquereau commun	21 543	24 579	22 974	22 301
Chinchard	9 363	16 892	22 545	20 890
Merlan	25 585	28 161	19 028	19 416
Merlan bleu	7 032	9 151	16 076	19 078
Coquille Saint-Jacques	5 080	12 296	13 745	16 457
Seiche	21 837	14 823	19 043	13 896
Baudroie	19 320	18 280	13 056	13 543
Morue commune	21 621	21 409	11 886	11 335

(1) Hors rejets. Exprimées en poids vif.

TABLEAU I.01-29

Évolution de la production et du commerce extérieur des produits de la pêche et de l'aquaculture

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

Unités : Valeur : milliard d'euros
Quantité : millier de tonnes

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001 (1)
Production métropolitaine							
Quantité (poids présentation) (2)	889,0	871,9	857,8	831,5	851,3	874,2	839,6
Valeur	1,3	1,4	1,5	1,4	1,4	1,5	1,6
Commerce extérieur (métropole + DOM)							
Importations :							
Quantité importée	885,3	923,0	913,9	975,2	1 009,0	994,1	1 039,3
Valeur importée	2,4	2,5	2,7	3,1	3,1	3,2	3,4
Exportations :							
Quantité exportée	385,7	406,6	398,8	370,8	440,5	475,1	434,9
Valeur exportée	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,2	1,1
Solde :							
Quantité	− 499,6	− 516,4	− 515,1	− 604,4	− 568,5	− 519,0	− 604,4
Valeur	− 1,7	− 1,7	− 1,8	− 2,1	− 2,1	− 2,0	− 2,3

(1) Données semi-définitives pour la production métropolitaine de 2001.
(2) Le poids présentation est le poids des produits tels que présentés à la vente (ex : poissons entiers, éviscérés, en filets, pattes de crustacés, etc.).

TABLEAU I.01-27

Nombre d'emplois de marins (1) embarqués pendant au moins 3 mois en métropole, par type de pêche

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan de l'énergie.
2 Énergie : grandeurs caractéristiques en 2000.
3 Production nationale d'énergie primaire.
4 Taux d'indépendance énergétique nationale.
5 Consommation énergétique par type d'énergie et par secteur.
6 Répartition par secteur des économies d'énergie.
7 Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9 Consommation d'énergie primaire dans le monde.

1

○ Présentation

Evolution de la consommation depuis 1960

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la consommation. Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'énergie primaire, qui passe de 43,5 Mtep (dont 7,8 % de nucléaire) en 1973 à 134 Mtep (dont 83,2 % de nucléaire) en 2001, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin. Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 1999, d'économiser environ 8,9 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un fort impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an ; de 1973 à 2001, elle n'a crû que de + 1,5 % par an (avec une stabilité entre 1974 et 1982). De même, l'intensité énergétique primaire du PIB (énergie primaire consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, a chuté de 20 % environ entre 1973 et 2001, soit de 0,8 % par an.

Ces évolutions contribuent ainsi à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui est passé de 23,9 % en 1973 à 50,0 % en 2001.

Structure de la consommation

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire évolue : une forte réduction de la part du pétrole (67,6 % en 1973, 35,9 % en 2001) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (15,5 % en 1973, 4,4 % en 2001) s'opère au profit du gaz naturel (7,4 % en 1973, 13,8 % en 2001) et surtout de l'électricité primaire (4,3 % en 1973, 41,3 % en 2001), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la consommation finale énergétique, les différents secteurs économiques ont des comportements contrastés. Ainsi, le secteur industriel connaît de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. L'industrie (y compris la sidérurgie), qui représentait environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, n'en couvre plus que 35,9 % en 1973 et 24,2 % en 2001. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de 30 % environ en 1960 à 42,1 % en 1973, pour rester stable depuis. Les transports connaissent une forte expansion : leur part passe de 18 % en 1960 à 19,7 % en 1973 et 31,8 % en 2001.

2

○ Méthodologie

Cadre comptable

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie ; ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Dans un cadre comptable cohérent et concis, le bilan global[1] comprend deux parties principales :

– une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités).

– une deuxième partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leurs usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Correspondance entre les différentes unités (méthode rénovée)

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	Tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0,619
Coke de houille	»	28	0,667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0,762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0,405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1,000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1,095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1,048
Fiouls lourds	»	40	0,952
Coke de pétrole	»	32	0,762
ÉLECTRICITÉ			
Production d'origine nucléaire	1 MWh	3,6	0,086 / 0,33 = 0,260606[2].
Production d'origine géothermique	1 MWh	3,6	0,086 / 0,10 = 0,86[3]
Autres types de production, échanges avec l'étranger, consommation	1 MWh	3,6	0,086[4]
BOIS	1 stère	6,17	0,147
GAZ NATUREL ET INDUSTRIELS	1MWh PCS	3,24	0,077

MWh = million de wattheures.
PCS = pouvoir calorifique supérieur.
PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et

[1] Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir les chapitres J.02. Charbon, J.03 Pétrole, J.04 Électricité, J.05 Gaz et J.06 Énergies renouvelables.

[2] L'électricité produite par une centrale nucléaire est comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 33 % ; le coefficient de substitution est donc de 0,086/0,33 = 0,260606 tep/MWh.

[3] L'électricité produite par une centrale à géothermie est aussi comptabilisée selon la méthode de l'équivalent primaire à la production, mais avec un rendement théorique de conversion des installations égal à 10 % ; le coefficient de substitution est donc 0,086/0,10 = 0,86 tep/MWh.

[4] Toutes les autres formes d'électricité (production par une centrale thermique classique, hydraulique, éolienne, marémotrice, photovoltaïque, etc., échanges avec l'étranger, consommation) sont comptabilisées selon la méthode du contenu énergétique, avec le coefficient 0,086 tep/MWh.

du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'Énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI][1] exprimé en gigajoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep (1 tep = 42 GJ).

Cependant, en session du 14 février 2002, le Conseil d'Orientation de l'Observatoire de l'Énergie a résolu d'adopter, dès la publication du bilan énergétique de 2001, la méthode commune à l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), Eurostat et le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) concernant les coefficients d'équivalence de l'électricité et les soutes maritimes internationales. Cette nouvelle méthode est décrite notamment dans la note « La nouvelle méthodologie d'établissement des bilans énergétiques de la France » (avril 2002), disponible sur Internet.

Corrections du climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990) ; cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18°C jusqu'en 1982, 16°C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-2001 :
– dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers ;
– dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers ; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

3 ○ Définitions

Toutes les grandeurs qui suivent ne concernent que la métropole pour la France.

Consommation

La **consommation primaire apparente** est égale à :
production d'énergie primaire + importations – exportations – stockage + déstockage.
La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.
La « **consommation de la branche énergie** » englobe d'une part les flux d'énergie impliqués dans des processus de transformation (consommation – production) opérés par la branche énergie, et, d'autre part, la consommation de ces mêmes industriels pour leur usage propre, ainsi que les pertes et les écarts statistiques du bilan.
La **consommation finale énergétique** correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.
La **consommation finale non énergétique** comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Le bilan se résume donc à l'équation comptable :
consommation primaire = consommation de la branche énergie + consommation finale énergétique + consommation finale non énergétique.
On détermine le degré ou **taux d'indépendance énergétique** de notre pays, globalement et par source d'énergie, par le rapport « production nationale primaire » / « disponibilité primaire ».

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique). Cette opération de transformation est le plus souvent effectuée par des établissements du secteur de l'énergie (branche énergie), mais aussi par les sidérurgistes par exemple.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / OE).

Autres organismes :

– Service des études et des statistiques industrielles (SESSI / MINEFI).
– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).
– Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

Observatoire de l'Énergie :
Conjoncture énergétique mensuelle :
il est possible d'être prévenu, grâce à un message électronique, de la publication de la note de conjoncture énergétique sur le site Internet cité ci-dessous : cliquer sur « listes de diffusion » puis suivre les indications.
Publications annuelles ou semestrielles :
Disponibles auprès des Éditions de l'Industrie :
– Les chiffres clés de l'énergie ;
– Tableaux des consommations d'énergie en France ;
– Bilans de l'énergie 1970-2001.
Disponibles gratuitement auprès de l'OE :
– Dépliants statistiques :
– Repères (2e trimestre) ;
– Statistiques énergétiques France (1er et 3e trimestre) ;
– Statistiques énergétiques Europe (1er trimestre) ;
– Prix des énergies (1er et 3e trimestre).
Notes statistiques :
– La fiscalité de l'énergie (mars, octobre) ;
– Prix du gaz et de l'électricité en Europe (avril, novembre) ;
– La consommation de carburant des voitures particulières en France (4ème trimestre) ;
– Émissions de CO_2 en Europe (octobre) ;
– Émissions de CO_2 dues à l'énergie dans l'OCDE (août) ;
– L'énergie en France / Energy in France (novembre) ;
– Les français et l'énergie. Baromètre d'opinion (juin et novembre) ;
– Chauffage au fioul et prix du pétrole en France en 2001 (10.01) ;
– Chauffage des résidences principales en France, 1982-1999 (10.01) ;
– Les réseaux de chauffage urbain, 1987-1997 (11.01) ;
– Consommations d'énergie et TIC dans le secteur tertiaire en France 1986-1998 (12.01) ;

[1] La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

– Perspectives énergétiques pour la France, un scénario tendanciel (03.00).

Autres publications :

L'énergie dans les régions, édition 2001, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

Méthodes de comptabilité de l'énergie (Documentation française).

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan (Documentation française).

Les consommations d'énergie dans l'industrie, MINEFI, SESSI (Éditions de l'Industrie).

Statistique charbonnière annuelle, Édition 2002, Charbonnages de France.

Résultats techniques du secteur électrique en France, Édition 2002 (EDF - RTE).

Bulletin mensuel. Comité professionnel du pétrole.

Éléments statistiques pétrole. Comité professionnel du pétrole.

Statistiques en bref , Environnement et Énergie, Eurostat :

– « Statistiques de l'électricité », Marielle BASSAN, 3/2002 ;

– « Aspects statistiques de l'économie pétrolière en 2001 », Émile SIEBENALLER, 8/2002 ;

– « Livraisons intérieures de produits pétroliers en 2001 », Émile SIEBENALLER, 9/2002 ;

– « Aspects statistiques de l'économie du gaz naturel en 2001 », Ana JIMÉNEZ, 10/2002 ;

– « Évolution des livraisons intérieures d'essences sans plomb », Ana JIMÉNEZ, 11/2002 ;

– « Importation de charbon et de coke de four 1999 - 2001 », Konstantinos PANAGOPOULOS, 12/2002.

Coordonnées de l'Observatoire de l'Énergie :

– Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

– Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**, puis rubrique statistiques. Y figurent notamment toutes ces publications gratuites de l'OE.

– Adresses :

Observatoire de l'Énergie :
Télédoc 162, 61, Boulevard Vincent Auriol
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01 44 87 17 17
Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :
tél. : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) — *Unité* : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	**Total**
	Houille Lignite (2) PR	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 2000 (r)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	2,34	///	1,42	0,48	1,50	///	114,43	///	11,83	**132,00**
Importations	11,77	1,03	85,63	30,01	36,28	///	0,32	///	///	**165,04**
Exportations	– 0,06	– 0,48	///	– 19,50	– 1,12	///	– 6,29	///	///	**– 27,45**
Soutes maritimes internationales	///	///	///	– 2,96	///	///	///	///	///	**– 2,96**
Variation de stocks	– 0,57	0,11	– 0,06	– 1,03	– 1,51	///	///	///	///	**– 3,06**
Total disponibilités	**13,48**	**0,66**	**86,99**	**7,00**	**35,15**	**///**	**108,46**	**///**	**11,83**	**263,57**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	86,00	– 80,84	///	///	– 0,17	0,31	///	**5,30**
Production d'électricité thermique	6,26	///	///	1,26	2,85	0,98	– 4,39	///	1,10	**8,06**
Usages internes de la branche	4,55	– 3,63	–	0,15	0,40	– 0,67	///	4,38	0,10	**5,28**
Pertes et ajustement	– 0,57	0,01	0,99	– 0,99	– 0,21	0,15	///	75,06	0,31	**74,75**
Total (A)	**10,24**	**– 3,62**	**86,99**	**– 80,42**	**3,04**	**0,46**	**– 4,56**	**79,75**	**1,51**	**93,39**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,52	3,55	///	0,08	0,58	– 0,53	///	0,96	///	**6,16**
Industrie	1,28	0,39	///	7,21	11,01	– 0,03	///	10,96	1,75	**32,57**
Résidentiel Tertiaire	0,49	0,20	///	16,29	19,61	0,04	///	20,96	9,07	**66,66**
Agriculture	///	///	///	2,48	0,29	///	///	0,23	0,06	**3,06**
Transports	///	///	///	48,17	0,02	///	///	0,90	0,34	**49,43**
Total (B)	**3,29**	**4,14**	**///**	**74,23**	**31,51**	**– 0,52**	**///**	**34,01**	**11,22**	**157,88**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	**///**	**0,15**	**///**	**14,89**	**2,31**	**0,06**	**///**	**///**	**///**	**17,41**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,53**	**0,67**	**86,99**	**8,70**	**36,86**	**///**	**///**	**109,20**	**12,73**	**268,68**
dont : correction climatique (3)	0,06	–	///	1,70	1,71	///	///	0,74	0,89	**5,10**
ANNÉE 2001 (p)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	1,50	///	1,38	0,49	1,52	///	116,80	///	11,91	**133,60**
Importations	9,90	0,95	86,72	28,39	34,97	///	0,36	///	///	**161,29**
Exportations	– 0,05	– 0,40	///	– 19,56	– 1,50	///	– 6,24	///	///	**– 27,75**
Soutes maritimes internationales	///	///	///	– 2,52	///	///	///	///	///	**– 2,52**
Variation de stocks	0,06	– 0,12	0,02	0,89	1,46	///	///	///	///	**2,31**
Total disponibilités	**11,41**	**0,43**	**88,12**	**7,69**	**36,45**	**///**	**110,92**	**///**	**11,91**	**266,93**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	87,83	– 82,68	///	///	– 0,18	0,32	///	**5,29**
Production d'électricité thermique	4,66	///	///	1,11	2,93	1,01	– 4,02	///	1,23	**6,92**
Usages internes de la branche	4,42	– 3,50	–	0,12	0,25	– 0,56	///	4,40	0,12	**5,25**
Pertes et ajustement	– 0,69	0,16	0,29	– 0,03	0,15	0,03	///	76,29	0,18	**76,38**
Total (A)	**8,39**	**– 3,34**	**88,12**	**– 81,48**	**3,33**	**0,48**	**– 4,20**	**81,01**	**1,53**	**93,84**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,09	///	0,09	0,58	– 0,53	///	0,92	///	**5,54**
Industrie	1,23	0,38	///	7,13	11,19	– 0,03	///	11,07	1,81	**32,78**
Résidentiel Tertiaire	0,41	0,16	///	16,75	19,64	0,03	///	21,28	8,48	**66,75**
Agriculture	///	///	///	2,44	0,31	///	///	0,23	0,06	**3,04**
Transports	///	///	///	49,15	0,02	///	///	0,91	0,34	**50,42**
Total (B)	**3,03**	**3,63**	**///**	**75,56**	**31,74**	**– 0,53**	**///**	**34,41**	**10,69**	**158,53**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	**///**	**0,15**	**///**	**14,32**	**2,08**	**0,06**	**///**	**///**	**///**	**16,61**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**11,42**	**0,44**	**88,12**	**8,40**	**37,15**	**///**	**///**	**111,22**	**12,22**	**268,98**
dont : correction climatique (3)	0,02	–	///	0,71	0,71	///	///	0,30	0,30	**2,04**

(1) Nouvelle méthodologie, voir en début de ce chapitre.
(2) PR = produits de récupération.
(3) L'indice de rigueur climatique était de : 0,88 en 2000 et 0,95 en 2001. Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques en 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle auprès des entreprises de 20 personnes et plus)

Activité	Code NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif salarié (1)	Ventes totales hors taxes (millions d'euros)	Effectif employé (2)	Rémunérations/ effectifs (K.euros)	Investissements (millions d'euros)	Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	8 133	723	9 710	33,4	103	1 102	20
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	12 237	5 008	11 521	48,9	403	4 358	10
Raffinage de pétrole	**232Z**	15 478	49 015	18 528	44,7	437	55 356	48
Ensemble : production de combustibles et de carburants (code NES G1)		**35 848**	**54 746**	**39 759**	**43,2**	**942**	**60 816**	**78**
Production et distribution d'éléctricité	**401Z**	121 639	29 008	123 880	32,8	3 644	30 525	36
Production et distribution de combustibles gazeux	**402Z**	25 818	11 107	26 274	30,3	1 122	11 718	8
Production et distribution de chaleur	**403Z**	15 551	2 912	18 806	25,5	217	3 375	70
Ensemble : chaleur, gaz et électricité		**163 008**	**43 027**	**168 960**	**31,6**	**4 983**	**45 617**	**114**
Total énergie		**220 528**	**103 612**	**240 710**	**33,2**	**6 231**	**115 223**	**274**

(1) Effectif salarié au 31 décembre.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et donnés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) — *Unité* : Million de tep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	5,4	5,1	5,0	4,2	3,5	3,3	1,5
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,4	3,1	2,7	2,3	2,2	2,1	1,9
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,8	2,4	2,1	1,8	1,7	1,5
Électricité primaire	8,0	16,2	63,9	86,8	104,9	109,6	108,9	106,7	109,4	114,4	116,8
Hydraulique	4,1	5,8	14,3	13,0	18,1	17,0	15,7	15,1	14,8	17,2	6,8
Nucléaire	3,8	10,4	49,8	69,6	79,9	83,8	88,2	87,8	86,0	87,5	110,0
Énergies renouvelables	9,8	9,5	11,1	11,4	11,3	11,9	12,6	11,6	11,8	11,6	11,9
Total	**43,5**	**47,7**	**93,8**	**111,8**	**127,8**	**132,3**	**129,2**	**126,1**	**128,4**	**132,0**	**133,6**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-4

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) — *Unité* : %

Énergie	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	34,9	32,2	30,7	21,6	22,4	16,5	12,7
Pétrole	1,8	1,9	4,0	4,0	3,4	2,9	2,5	2,3	2,1	2,0	2,0
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,4	7,4	6,8	5,5	4,8	4,3	4,2
Électricité primaire	103,4	97,1	103,2	104,8	106,1	105,7	105,5	104,9	105,2	105,5	105,3
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,1	100,0	99,9	99,9	99,9	99,9
Ensemble	**23,9**	**24,6**	**45,7**	**49,7**	**51,8**	**51,4**	**51,0**	**48,7**	**49,3**	**50,1**	**50,0**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100. Les disponibilités totales correspondent à la consommation d'énergie primaire non corrigée (tableau J.01-5). Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-5

Consommation énergétique par type d'énergie et par secteur

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) — *Unité* : Million de tep

	r 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Énergie											
Charbon	27,8	15,5	31,9	24,2	19,2	14,8	16,3	14,6	14,2	11,9	4,4
Pétrole	121,3	67,6	114,1	81,9	88,8	92,6	96,3	96,5	95,7	96,5	35,9
Gaz	13,3	7,4	21,0	23,3	26,4	30,3	33,8	35,3	36,9	37,2	13,8
Électricité primaire	7,7	4,3	16,7	61,6	83,4	99,3	102,0	104,4	109,2	111,2	41,3
Énergies renouvelables	9,5	5,3	9,3	10,5	12,1	12,4	12,0	12,5	12,7	12,2	4,5
Total consommation primaire (1)	**179,6**	**100,0**	**193,0**	**201,4**	**229,8**	**249,4**	**260,3**	**263,3**	**268,7**	**269,0**	**100,0**
Secteur											
Branche énergie	35,1	...	42,0	61,3	74,8	85,7	87,9	89,4	93,4	93,8	...
Usages non énergétiques	10,9	...	12,0	11,7	12,4	15,4	17,0	17,2	17,4	16,6	...
Consommmation finale énergétique (1)	**133,6**	**100,0**	**139,0**	**128,4**	**142,6**	**149,9**	**153,1**	**155,4**	**157,9**	**158,5**	**100,0**
Sidérurgie	12,5	9,4	11,4	8,0	7,0	6,4	6,2	6,6	6,2	5,5	3,5
Industrie (1)	35,5	26,6	35,9	29,7	31,5	31,4	33,0	33,2	32,6	32,8	20,7
Résidentiel-Tertiaire (1)	56,2	42,1	56,9	54,0	59,3	64,5	64,3	64,5	66,7	66,8	42,1
Agriculture	3,0	2,3	3,2	3,0	3,1	2,8	3,1	3,2	3,1	3,0	1,9
Transports	26,3	19,7	31,5	33,8	41,7	44,9	46,5	48,0	49,4	50,4	31,8
Consommation d'énergie primaire non corrigée	**182,4**	///	**193,9**	**205,2**	**225,2**	**238,9**	**253,0**	**258,8**	**263,6**	**266,9**	///

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.

TABLEAU J.01-6

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) — *Unité* : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1999	1999/ 1998
Industrie	+ 1,74	+ 0,67
Résidentiel (chauffage seul)	+ 3,80	+ 0,45
Tertiaire (hors électricité)	+ 1,28	+ 0,12
Transports routiers	+ 2,09	+ 0,37
Total	**+ 8,91**	**+ 1,61**

(1) Économies d'énergie cumulées réalisées depuis l'année de référence, soit 1986. Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,222 tep/MWh, contrairement aux bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe « + », les « déséconomies », avec le signe « - ».

TABLEAU J.01-7

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999
Allemagne	50,8	49,3	58,0	52,2	41,9	40,2	38,2	40,5
Canada	123,0	110,2	124,8	130,9	150,6	152,3	155,2	151,6
États-Unis	83,8	81,1	88,1	85,7	79,7	77,4	77,0	74,3
France	**20,5**	**21,9**	**43,2**	**48,9**	**53,0**	**52,1**	**49,4**	**50,0**
Italie	15,6	14,4	16,4	16,2	17,8	18,1	17,4	16,4
Japon	9,1	11,1	18,5	17,2	19,9	20,7	21,3	20,2
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,9	97,6	114,6	118,1	118,0	122,2
Union européenne	37,8	45,5	58,6	53,7	54,5	54,2	52,7	53,7

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973	1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999
Amérique du Nord	**1 703**	**1 852**	**2 005**	**2 118**	**2 213**	**2 273**	**2 294**	**2 276**
dont : Canada	198	210	241	274	349	365	368	367
États-Unis	1 455	1 526	1 569	1 650	1 662	1 684	1 697	1 686
Mexique	49	116	194	194	202	223	229	223
Amérique latine (1)	**356**	**329**	**354**	**419**	**515**	**590**	**603**	**595**
Europe de l'Ouest (2)	**628**	**832**	**1 018**	**1 025**	**1 119**	**1 170**	**1 141**	**1 154**
dont : Union européenne	438	570	724	711	749	767	758	775
Allemagne	172	182	209	185	142	140	132	137
Espagne	11	16	26	34	31	31	32	31
France	**36**	**41**	**86**	**111**	**127**	**128**	**126**	**128**
Italie	20	20	22	25	28	29	29	28
Royaume-Uni	108	193	238	208	257	268	272	281
Europe de l'Est (1)	**1 058**	**1 396**	**1 606**	**1 703**	**1 273**	**1 231**	**1 240**	**1 270**
dont : ex-URSS (1)	989	1 315	1 513	1 625	1 209	1 167	1 178	1 213
Afrique (1)	**475**	**576**	**594**	**693**	**773**	**842**	**853**	**857**
Moyen-Orient (1)	**1 097**	1 138	**583**	**916**	**1 111**	**1 178**	**1 254**	**1 219**
Extrême-Orient (1)	**853**	**1 162**	**1 464**	**1 766**	**2 111**	**2 208**	**2 195**	**2 181**
dont : Chine (1)	429	613	762	903	1 085	1 112	1 086	1 057
Japon	30	39	68	76	99	107	109	104
Océanie	**72**	**91**	**134**	**170**	**200**	**215**	**228**	**227**
Monde (1)	**6 243**	**7 376**	**7 759**	**8 809**	**9 316**	**9 705**	**9 810**	**9 777**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unités : Million de tep
Nombre de tep par habitant

Pays	1997		1998		1999	
	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant
Amérique du Nord	**2 558**	**6,52**	**2 591**	**6,54**	**2 661**	**6,64**
dont : Canada	240	7,99	237	7,85	242	7,93
États-Unis	2 177	8,12	2 206	8,15	2 270	8,32
Mexique	142	1,51	148	1,55	149	1,53
Amérique latine	**426**	**1,08**	**444**	**1,10**	**446**	**1,09**
dont : Brésil	170	1,04	176	1,06	180	1,07
Europe de l'Ouest	**1 727**	**3,35**	**1 747**	**3,38**	**1 746**	**3,36**
dont : Union européenne	1 414	3,77	1 439	3,83	1 444	3,83
Allemagne	347	4,23	345	4,20	337	4,11
Espagne	108	2,74	113	2,86	118	3,01
France	**246**	**4,11**	**254**	**4,24**	**255**	**4,23**
Italie	162	2,81	166	2,88	169	2,93
Royaume-Uni	227	3,85	230	3,89	230	3,87
Europe de l'Est (1)	**1 014**	**2,90**	**996**	**2,85**	**1 008**	**2,89**
dont : ex-URSS	909	3,12	894	3,07	916	3,15
Afrique	**473**	**0,64**	**485**	**0,64**	**490**	**0,63**
Moyen-Orient	**325**	**2,10**	**336**	**2,11**	**343**	**2,12**
Extrême-Orient	**2 878**	**0,90**	**2 840**	**0,88**	**2 884**	**0,88**
dont : Chine	1 125	0,91	1 110	0,89	1 106	0,88
Corée du Sud	178	3,88	165	3,55	181	3,87
Inde	466	0,48	471	0,48	480	0,48
Japon	518	4,10	511	4,04	515	4,07
Océanie	**122**	**5,48**	**122**	**5,40**	**126**	**5,54**
Soutes maritimes	**125**	///	**126**	///	**133**	///
Monde (2)	**9 649**	**1,67**	**9 685**	**1,66**	**9 836**	**1,66**

(1) Non compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(2) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

Chapitre J.02

Charbon

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan des combustibles minéraux solides.
2 Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France.
3 Importation de produits charbonniers.
4 Production et réserves mondiales de charbon.
5 Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.

1 ○ Présentation

Consommation

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée. Dans les années soixante, le charbon a été concurrencé par le pétrole, alors d'un coût compétitif ; puis, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, il a dû faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 millions de tonnes (Mt) en 1970 à 19,3 Mt en 2001, soit une baisse de 66 % en 31 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988.

En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la demande des centrales électriques. Celle-ci a crû de 15,1 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,9 Mt en 1988 : le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970. Dans les années 80, avec la montée du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, il a été fortement sollicité en 1989 (13,5 Mt), en 1991 (15,7 Mt) et en 1998 (13,3 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans le nucléaire et l'hydraulique. En 2001, et après deux années de baisse modérée, la demande chute de 26 % (7,7 Mt).

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960 (50,8 Mt) ; elle atteint ainsi 16 Mt en 1990 et 10,5 Mt en 2001. Elle a chuté de 69 % depuis 1970 et a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie (6,9 Mt en 2001, contre 15 Mt en 1970) et par le développement de la filière électrique au détriment de la filière à oxygène. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur demande à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir (0,87 Mt en 2001 contre 12 Mt en 1970). Dans ce secteur, le charbon est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970.

Approvisionnements

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 2001, elle est de 2,7 Mt.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé de croître, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour remonter à 17,4 Mt en 2001. L'Allemagne (ex-RFA) était notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on a fait massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud (interrompues en 1986, en application de l'embargo, et reprises en 1992) et des États-Unis. En 2001, l'Australie devient notre premier fournisseur (3,9 Mt), devant l'Afrique du Sud (3,4 Mt).

2 ○ Méthodologie

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation de la commercialisation de la totalité du charbon français.
La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la cokéfaction, et de flambants.
- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) : seule une mine de lignite, située en Provence, reste en exploitation, après la fermeture, en 2001, des dernières mines de houille, en application du « pacte charbonnier » ; ce pacte, signé en 1994, prévoit l'arrêt définitif de l'extraction du charbon, au plus tard en 2005.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.
L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944.
La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne. L'association a cessé toute activité depuis janvier 2002.

3 ○ Définitions

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'extraction, du traitement et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'agglomération et la carbonisation.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.
Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il

joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Autres organismes :

– Charbonnages de France (CDF).

– OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	8 918	7 316	6 112	5 690	4 100	2 670
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	14 646	15 097	20 072	19 103	20 560	17 431
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	803	609	543	553	812	680
Stockage = (-) ; Déstockage = (+)	2 605	1 992	2 218	– 1 732	1 825	665	1 184	– 325	– 721	– 123
Consommation de la branche énergie	**18 878**	**31 489**	**21 131**	**15 614**	**11 730**	**10 146**	**14 662**	**12 357**	**11 525**	**8 809**
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	9 931	8 984	13 339	11 081	10 426	7 745
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 856**	**12 323**	**12 163**	**11 558**	**11 602**	**10 490**
dont : consommation énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 657	12 123	11 963	11 369	11 440	10 327
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 629	7 735	7 915	7 651	7 789	6 882
Industrie (3)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 168	2 996	2 783	2 544	2 669	2 576
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	1 860	1 392	1 265	1 174	982	869
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–	–
Consommation totale (4)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**22 469**	**26 825**	**23 915**	**23 127**	**19 299**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non compris les centrales électriques industrielles.
(4) Consommation non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de charbon et effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	1997	1998	1999	2000	2001
Extraction dans l'ensemble des houillères	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**8 415**	**6 809**	**5 599**	**5 091**	**3 462**	**2 296**
Houillères de bassin :										
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	5 825	4 763	4 000	3 670	2 540	1 875
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 590	2 046	1 599	1 421	922	421
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–	–
Effectifs en fin d'année (milliers de personnes)	**94,8**	**66,3**	**47,8**	**22,7**	**15,4**	**11,9**	**10,3**	**9,0**	**7,8**	**6,8**
Effectifs des houillères de bassins CDF (2)	94,3	65,7	47,3	22,5	15,4	11,9	10,3	9,0	7,8	6,8
Effectifs des autres mines (3)	0,5	0,6	0,6	0,2	–	–	–	–	–	–

(1) extraction de houille et de lignite.
(2) Effectifs miniers et non - miniers.
(3) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2002) et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

Pays	1973	1979	*r* 1985	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Total	**16 468**	**29 961**	**21 278**	**20 745**	**14 472**	**15 781**	**20 126**	**19 103**	**20 560**	**17 431**
dont : Pays membres de l'Union européenne	11 027	10 396	5 838	3 283	1 025	670	549	951	1 045	876
dont : Allemagne (2)	9 398	9 157	4 559	2 216	200	170	83	189	190	196
Royaume-Uni	507	792	280	311	150	145	71	100	108	110
Afrique du Sud	501	8 408	6 444	864	1 714	2 418	4 792	4 185	4 523	3 413
Australie	99	2 407	2 799	3 552	3 026	3 083	3 261	4 395	3 841	3 891
États-Unis	1 792	3 391	4 028	6 605	3 998	3 476	3 452	3 645	3 356	2 688
Pologne	1 968	4 457	1 068	395	656	1 074	2 275	773	1 645	963
ex-URSS	1 079	736	163	777	100	37	77	200	375	274

(1) À partir de 1995, l'ATIC n'est plus en mesure de donner des chiffres avec la précision apportée pour les années antérieures ; à partir de cette date, on peut observer des différences avec les chiffres des tableaux précédents. À partir de 1999, les chiffres sont estimés par l'Observatoire de l'énergie.
(2) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Observatoire de l'énergie d'après Conseil mondial de l'énergie (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1999
	Houille (« hard coal »)				Lignite (« brown coal »)				
	1973	1985	1998	*p* 1999	1973	1985	1998	*p* 1999	
Amérique du Nord	**544,9**	**776,9**	**976,0**	**954,8**	**21,2**	**90,8**	**124,5**	**123,2**	**257 966**
dont : États-Unis	530,1	738,8	935,7	916,0	12,9	62,8	78,4	78,4	249 994
Amérique latine	**7,1**	**18,3**	**47,9**	**46,1**	**0,1**	**–**	**–**	**–**	**21 752**
Europe de l'Ouest (1)	**471,9**	**440,0**	**236,3**	**222,4**	**544,7**	**718,3**	**440,7**	**426,6**	**100 785**
dont : Union européenne	281,2	217,4	102,5	96,3	390,0	500,3	242,7	237,7	71 677
Allemagne	104,4	88,8	45,3	43,8	366,4	434,0	166,0	161,3	66 000
France	**25,7**	**15,1**	**4,9**	**4,5**	**2,8**	**1,8**	**0,7**	**0,6**	**36**
Royaume-Uni	130,2	90,8	40,0	36,2	–	–	–	–	1 500
Pologne	156,6	191,6	115,1	109,3	39,2	57,7	62,8	60,8	22 160
Europe de l'Est (2)	**518,7**	**578,3**	**286,9**	**292,3**	**233,8**	**295,8**	**209,9**	**193,4**	**250 713**
dont : ex-URSS	510,6	569,0	284,5	290,5	157,0	157,0	96,9	99,9	229 975
Afrique	**68,0**	**179,0**	**229,0**	**229,3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**55 367**
dont : Afrique du Sud	62,4	173,5	223,0	223,5	–	–	–	–	49 520
Extrême-Orient	**571,6**	**1 122,6**	**1 754,2**	**1 690,2**	**10,8**	**26,0**	**67,9**	**66,7**	**213 496**
dont : Chine	417,0	872,3	1 305,5	1 238,3	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	154,2	297,9	291,0	3,3	7,8	23,2	23,6	84 396
Océanie	**57,8**	**119,8**	**224,1**	**227,2**	**24,3**	**38,6**	**66,5**	**67,5**	**82 664**
dont : Australie	55,5	117,5	221,1	223,7	24,1	38,4	66,3	67,3	82 090
Monde	**2 240,9**	**3 235,9**	**3 755,5**	**3 663,7**	**834,8**	**1 169,6**	**909,6**	**877,5**	**984 453**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(2) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-5

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	*r* 1996	1997	1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,1**	**16,8**	**389,3**	**454,5**	**484,1**	**506,1**	**529,8**	**563,6**	**573,4**	**573,8**	**21,6**
dont : Canada	15,3	9,5	19,8	25,8	24,3	25,3	25,9	27,5	28,8	27,8	11,5
États-Unis	311,1	17,9	367,0	425,7	456,7	475,3	497,5	529,5	537,9	539,4	23,8
Mexique	1,8	3,3	2,5	3,0	3,2	5,4	6,4	6,6	6,7	6,5	4,4
Amérique latine	**6,9**	**3,1**	**10,7**	**15,9**	**17,1**	**19,6**	**20,3**	**21,5**	**22,0**	**21,0**	**4,7**
Europe de l'Ouest (2)	**425,3**	**30,5**	**454,0**	**476,2**	**437,4**	**361,1**	**363,0**	**350,0**	**336,7**	**316,7**	**18,1**
dont : Union européenne	292,8	25,3	301,5	314,8	300,1	239,8	234,3	223,5	218,6	206,6	14,3
dont : Allemagne	139,4	41,2	138,1	145,2	128,5	91,0	90,1	86,3	84,0	79,4	23,5
Espagne	9,0	17,2	10,8	19,5	19,4	19,5	16,3	18,3	17,3	19,3	16,3
France	**29,2**	**16,6**	**32,4**	**25,1**	**20,2**	**16,1**	**16,6**	**14,7**	**17,2**	**15,3**	**6,0**
Italie	8,1	6,3	10,4	15,3	14,6	12,3	11,2	11,3	11,8	11,8	7,0
Royaume-Uni	76,4	34,6	74,2	62,0	64,0	48,3	44,4	40,0	38,8	35,3	15,3
Europe de l'Est (3)	**345,6**	**35,8**	**371,2**	**346,9**	**330,5**	**235,1**	**226,6**	**208,1**	**200,6**	**205,4**	**20,4**
dont : ex-URSS	319,0	36,7	337,9	301,1	288,8	204,5	196,6	178,3	171,6	181,1	19,8
Afrique	**38,0**	**17,6**	**48,5**	**72,9**	**73,7**	**84,7**	**86,3**	**87,6**	**85,6**	**89,0**	**18,2**
Moyen-Orient	**0,6**	**0,9**	**1,0**	**2,7**	**3,0**	**5,3**	**6,1**	**6,6**	**7,1**	**7,1**	**2,1**
Extrême-Orient	334,1	29,0	460,7	630,4	824,5	1 030,9	1 080,5	1 059,6	1 037,5	1 017,0	35,3
dont : Chine	202,7	47,2	309,7	408,3	540,4	674,1	702,9	673,9	655,4	628,0	56,8
Japon	57,9	17,9	51,2	71,8	74,0	82,6	84,6	86,5	84,6	87,6	17,0
Océanie	**23,8**	**36,2**	**25,7**	**31,2**	**36,1**	**38,7**	**42,0**	**46,6**	**45,8**	**48,4**	**38,4**
Monde	**1 502,6**	**24,4**	**1 761,0**	**2 030,8**	**2 206,5**	**2 281,5**	**2 354,6**	**2 343,7**	**2 308,7**	**2 278,5**	**23,2**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(3) Europe non OCDE.

Chapitre J.03

Pétrole

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan pétrolier sans correction climatique - France métropolitaine.
2 Importations de produits à distiller.
3 Activité des raffineries pétrolières.
4 Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5 Production et réserves mondiales de pétrole brut.
6 Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.
7 Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8 Consommation de pétrole par habitant dans le monde.

1
○ Présentation

Après l'âge d'or, les deux chocs pétroliers.
Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.
Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.
Le premier choc pétrolier de 1973, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion ; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 114 Mtep en 1979 à 82 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.
Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973 ; 28 % en 1985).
En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.
Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.
Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973 ; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973 ; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986.
Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.
La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

L'OPEP sort en apparence renforcé de la mini-crise de 1997.
Les fortes variations du cours du pétrole survenues depuis décembre 1997 sont à mettre sur le compte du changement radical de stratégie de l'OPEP (lié à l'élection du président Chavez au Venezuela) et d'une industrie fortement cyclique et retardée par de nombreuses fusion-acquisitions.
Le caractère cyclique de l'industrie pétrolière tient à ses investissements lourds et hasardeux, à tous les niveaux de la chaîne (production, transport maritime, raffinage). Les spéculations boursières amplifient de plus en plus les fluctuations des prix : aujourd'hui, les transactions à terme sont 16 fois plus importantes que les transactions « physiques » ; les investissements supportent donc une prime de risque d'autant plus élevée.
Depuis 1999, l'OPEP a établi un mécanisme d'ajustement automatique de sa production lorsque le prix du pétrole sort de la fourchette des 22-28 $/bl. Ce mécanisme permet aux pays non OPEP de développer leur production avec une perspective de prix garantis grâce à ce mécanisme, et de conquérir de nouvelles parts de marché au détriment de l'OPEP. Depuis les attentats du 11 septembre, le contexte politique, qui a tiré les prix du pétrole vers le haut, n'est pas favorable à une entente entre cet organisme et les « NOPEP » (principalement le Mexique, la Norvège et la Russie).

En 2001, le pétrole représente 35,9 % de la consommation d'énergie primaire, 21,8 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie, non compris les usages non énergétiques), 25,1 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (98 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 53,6 % de la demande de pétrole (hors auto-consommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 70,5 % de la consommation française de pétrole.
En 2001, la production nationale d'hydrocarbures liquides représente seulement 2,0 % de la consommation totale. En ce qui concerne les importations de produits à distiller en 2001, la mer du Nord reste comme en 2000, le principal fournisseur de la France, avec une part de marché de 37,0 % (37,2 % en 2000 ; le Moyen-Orient cède du terrain face à la montée de l'Afrique et de l'ex-URSS. Ces évolutions tiennent au besoin accru en brut léger, à la hausse des coûts de fret, dans une moindre mesure, et à la réduction de la production de la zone Moyen-Orient. Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2
○ Méthodologie

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France
Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.
Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (50 % pour les carburants auto) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.
Les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.
Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).
La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.
La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises
Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.
Ainsi, le nouveau groupe Totalfina-Elf se classe au quatrième rang mondial parmi l'ensemble des compagnies pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf Aquitaine s'était implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Ces deux grands groupes avaient cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.
En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.
Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Totalfina-Elf, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Esso, Royal-Dutch-Shell).
La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, dont le nombre de points de ventes ne devrait plus augmenter, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 2001 environ 15 600 points de vente (– 2,3 % par rapport à 1998), contre 40 400 en 1980.

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'hydrocarbures dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Ces dernières années, cette analyse a été rendue plus aisée grâce à la sismique en trois dimensions. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur cinq, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 53 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.
On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.
Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.
Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.
D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.
Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.
Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3 ○ Définitions

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.
Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / OE).

Autres organismes :

– MINEFI :
Direction des Ressources énergétiques et minérales (DIREM).
Direction générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI).
– Union Française de l'Industrie Pétrolière (UFIP).
– Comité Professionnel du Pétrole (CPDP).
– Institut Français du Pétrole (IFP).
– OCDE/Agence Internationale de l'Energie (AIE).
– Centre Professionnel des Lubrifiants (CPL).
– Comité Français du Butane et du Propane (CFBP).

Publications :

La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : Bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier - France métropolitaine (sans correction climatique) (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Ressources										
Production primaire :										
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 486	1 780	1 709	1 539	1 417	1 382
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	592	606	519	488	470	472
Importations :										
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 017	87 441	90 423	82 111	85 626	86 718
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	27 480	25 367	25 451	29 195	30 099	28 492
Exportations de produits raffinés (PR)	– 12 970	– 16 460	– 11 894	– 14 417	– 14 218	– 18 135	– 19 491	– 16 197	– 19 236	– 19 447
Soutes maritimes internationales (PR)	– 5 523	– 4 895	– 2 467	– 2 614	– 2 341	– 2 688	– 2 955	– 2 985	– 3 086	– 2 616
Stocks : (+) déstockage, (-) stockage										
Pétrole brut (PB)	– 1 140	– 750	463	– 419	–	– 75	– 53	438	– 58	19
Produits raffinés (PR)	– 930	– 2 980	1 897	765	– 240	– 673	446	1 154	– 1 058	904
Total consommation primaire (2)	**122 927**	**114 335**	**83 656**	**86 771**	**91 776**	**93 623**	**96 049**	**95 743**	**94 174**	**95 924**
Emplois										
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	8 075	7 729	8 466	7 615	7 873	7 874
Usages non énergétiques (PR)	9 087	9 405	9 172	10 262	13 046	14 536	14 429	14 769	14 941	14 367
Consommation finale énergétique (PR)	**87 420**	**82 728**	**65 525**	**68 439**	**70 817**	**71 358**	**73 153**	**73 358**	**71 360**	**73 683**
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	138	148	201	181	83	95
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 476	8 385	8 399	7 613	7 340	7 365
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 330	15 872	16 087	15 836	14 634	15 967
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 518	2 570	2 595	2 510	2 444	2 405
Transports	24 954	30 107	32 133	39 952	43 354	44 383	45 871	47 218	46 859	47 852
Total consommation primaire (2)	**123 477**	**114 253**	**83 656**	**86 771**	**91 938**	**93 623**	**96 048**	**95 742**	**94 174**	**95 924**

(1) Depuis avril 2002, la méthodologie pour le pétrole et l'électricité a été alignée sur celle d'EUROSTAT, de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) et du CME (Conseil Mondial de l'Énergie) ; les chiffres sont rétropolés.
(2) On observe sur certaines années un écart entre les ressources et les emplois ; un travail de rétropolation est en cours.

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**33,8**	**39,3**	**33,6**	**31,6**	**25,0**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	–	–	0,6	–	–	0,3
Arabie Saoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	20,4	19,3	18,1	15,1	15,2	11,4
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,1	0,9	0,8	1,7	1,4	1,1
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	3,8	8,4	7,4	7,2	5,4
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	10,5	6,4	7,9	6,8	5,2	3,6
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	–	–	–	0,1	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	2,9	3,2	3,5	2,6	2,5	3,0
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	–	0,3	–	–	–	0,4
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,2**	**10,4**	**23,2**	**31,1**	**29,6**	**28,7**	**31,9**	**32,1**
Afrique (3)	**28,9**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**13,4**	**13,9**	**15,8**	**12,0**	**13,9**	**18,8**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,6	3,9	3,4	3,0	3,5	4,3
Cameroun/Angola	2,4	1,3	3,4	5,8	1,6	1,5	1,4	1,3	2,2	3,9
Gabon/Congo	–	–	2,6	4,9	1,0	0,8	1,4	0,1	0,3	1,6
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	1,7	2,5	2,5	2,3	2,4	3,0
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,7	4,6	6,2	4,9	4,8	5,3
ex-URSS	3,4	5,1	4,1	6,2	6,3	8,4	5,7	7,8	8,0	10,2
Mexique	–	–	2,7	2,5	–	–	–	–	–	–
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	–	–	–	–	–	–
Autres	4,2	0,4	2,5	1,1	0,4	0,2	–	–	0,3	0,7
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**78,0**	**87,4**	**90,4**	**82,1**	**85,6**	**86,7**
dont : façonnage (4)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–	–

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) L'Afrique du Nord et l'Afrique Noire ont été regroupées.
(4) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières (1)

Sources : Comité professionnel du pétrole (CPDP)
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Ressources énergétiques et minérales)
Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998	*r* 1999	2000	*p* 2001
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	90 425	91 900	93 400	95 700	93 900	96 300	98 500
Brut traité (2)	134 958	127 642	76 878	75 350	79 961	88 915	91 914	83 369	86 004	87 832
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	88,0	96,0	96,0	87,0	89,3	89,2
Production nette totale de produits finis	127 505	120 788	75 118	72 851	74 200	82 900	86 100	77 700	80 300	82 000

(1) France métropole, non compris la raffinerie SARA à Fort de France.
(2) Y compris le façonnage.

TABLEAU J.03-4

Ventes de produits pétroliers raffinés par nature de produits (1)

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**86 575**	**88 999**	**91 763**	**92 445**	**90 440**	**91 292**
dont : Essences auto	15 772	17 701	18 006	18 231	15 651	14 633	14 550	14 548	13 598	13 390
sans plomb	–	–	–	2 602	7 859	8 906	9 529	10 215	10 675	11 252
sans plomb 95	–	–	–	–	1 592	2 825	3 495	4 325	5 357	6 428
sans plomb 98	–	–	–	2 602	6 267	6 081	6 034	5 890	5 318	4 824
super	12 973	14 680	15 721	14 933	7 791	5 727	5 021	4 333	2 924	2 138
ordinaire	2 799	3 021	2 285	696	–	–	–	–	–	–
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	22 869	24 566	25 667	26 667	27 031	28 345
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 565	4 993	5 324	5 788	5 978	5 868
Fioul domestique (2)	37 937	31 261	21 024	17 363	16 833	17 144	17 744	17 379	16 066	17 667
Fioul lourd (2)	38 892	33 165	10 273	8 500	6 951	6 933	7 745	7 105	6 853	5 495
GPL (3)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 888	3 029	3 204	3 230	3 178	3 096
Lubrifiants (2)	1 009	1 017	867	974	911	899	927	918	930	895
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 103	3 282	3 248	3 369	3 393	3 410
Naphta	...	...	6 051	7 038	8 991	8 763	8 510	8 595	8 516	8 047

(1) Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères.
(2) Soutes comprises.
(3) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Sources : AIE/OCDE (production) et Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)										Réserves prouvées au 1er janvier 2002 (milliards de tonnes)
	r 1973	%	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	1999	*p* 2000	%	
Amérique du Nord	**635**	**22,2**	**644**	**732**	**656**	**651**	**671**	**642**	**656**	**18,4**	**7,3**
dont : Canada	94	3,3	84	84	92	110	125	119	126	3,5	0,7
États-Unis	513	18,0	475	494	413	387	374	358	359	10,1	3,0
Mexique	27	1,0	84	154	151	154	172	164	171	4,8	3,7
Amérique latine	**245**	**8,6**	**199**	**188**	**226**	**296**	**352**	**342**	**350**	**9,8**	**13,1**
dont : Brésil	8	0,3	8	27	33	36	51	57	64	1,8	1,2
Vénézuéla (1)	178	6,2	125	89	113	155	180	164	172	4,8	10,6
Europe de l'Ouest (2)	**23**	**0,8**	**116**	**195**	**207**	**303**	**316**	**322**	**323**	**9,1**	**2,4**
dont : Norvège	2	0,1	19	38	82	139	150	149	158	4,4	1,3
Royaume-Uni	1	–	78	128	92	130	132	137	127	3,6	0,7
Europe de l'Est	**449**	**15,7**	**599**	**612**	**583**	**363**	**371**	**379**	**402**	**11,3**	**8,0**
dont : ex-URSS	429	15,0	580	595	571	352	361	370	393	11,0	7,8
Afrique	**289**	**10,1**	**329**	**264**	**316**	**340**	**370**	**356**	**366**	**10,3**	**10,5**
dont : Algérie (1)	51	1,8	58	50	57	56	61	63	66	1,9	1,3
Angola	8	0,3	7	11	23	30	36	37	37	1,0	0,7
Égypte	9	0,3	26	45	45	47	43	41	39	1,1	0,4
Libye (1)	106	3,7	103	51	66	69	75	67	68	1,9	4,0
Nigéria (1)	101	3,5	114	74	88	98	106	98	103	2,9	3,3
Moyen-Orient	**1 054**	**36,9**	**1 082**	**522**	**816**	**967**	**1 074**	**1 032**	**1 089**	**30,6**	**93,5**
dont : Arabie Saoudite (1)	380	13,3	483	182	338	431	439	402	427	12,0	35,7
Émirats arabes unis (1)	74	2,6	88	50	91	107	113	103	112	3,2	13,3
Iran (1)	293	10,3	161	112	156	183	183	176	186	5,2	12,2
Irak (1)	100	3,5	172	71	99	27	105	125	127	3,6	15,3
Koweït (1)	151	5,3	127	54	44	102	105	96	102	2,9	13,2
Oman	15	0,5	15	25	35	44	46	48	49	1,4	3,7
Extrême-Orient	**145**	**5,1**	**227**	**257**	**298**	**327**	**340**	**334**	**340**	**9,5**	**5,5**
dont : Chine	54	1,9	106	125	138	150	161	160	163	4,6	3,3
Indonésie (1)	66	2,3	77	66	73	76	75	69	65	1,8	0,7
Océanie	**19**	**0,7**	**22**	**28**	**29**	**29**	**32**	**26**	**34**	**0,9**	**0,5**
Monde	**2 859**	**100,0**	**3 219**	**2 798**	**3 132**	**3 275**	**3 525**	**3 433**	**3 560**	**100,0**	**140,8**
dont : OPEP	1 528	53,4	1 532	816	1 147	1 324	1 473	1 395	1 465	41,1	111,7
non OPEP	1 331	46,6	1 686	1 983	1 985	1 951	2 052	2 039	2 096	58,9	29,1

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.03-6

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**16,3**	**15,6**	**14,7**	**19,9**	**19,2**	**20,2**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	7,0	7,8	7,5	11,3	12,1	12,8
Royaume-Uni	–	0,3	5,0	8,8	7,4	6,9	8,5	7,0	7,3
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**28,0**	**29,6**	**29,7**	**28,5**	**28,3**	**27,3**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,4	1,0	2,0	2,3	2,5	2,4
Congo	1,4	3,7	4,7	4,8	5,3	5,7	5,4	6,0	5,5
Gabon	9,1	5,6	7,5	9,7	9,6	8,7	7,3	5,9	5,2
Nigéria	1,8	2,0	4,3	7,1	6,8	6,4	6,0	6,8	7,2
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**14,6**	**15,0**	**16,5**	**16,6**	**17,5**	**17,4**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	12,0	12,0	...	...	1,0	0,9
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**2,5**	**3,4**	**4,3**	**5,2**	**4,2**	**5,5**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,6**	**1,5**	**1,4**	**1,3**
Total (1)	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**62,6**	**64,7**	**67,6**	**72,9**	**71,0**	**72,0**

(1) Y compris autres pays non identifiés en 1998 et 1999.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unités : Million de tep et %

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**938**	**48,0**	**1 032**	**880**	**931**	**965**	**1 021**	**1 042**	**1 061**	**39,9**
dont : Canada	81	50,3	92	70	77	78	82	85	86	35,7
États-Unis	824	47,5	884	737	770	802	851	865	881	38,8
Mexique	33	60,0	56	74	83	85	88	92	93	62,5
Amérique latine	**124**	**55,3**	**157**	**142**	**155**	**187**	**203**	**213**	**212**	**47,6**
dont : Brésil	38	46,2	57	50	59	71	85	88	89	49,4
Europe de l'Ouest (2)	**759**	**54,5**	**757**	**603**	**631**	**665**	**680**	**696**	**692**	**39,7**
dont : Union européenne	689	59,5	673	522	549	580	591	605	602	41,7
Allemagne	162	47,9	161	124	126	136	139	140	135	40,1
Espagne	38	73,3	49	40	46	56	57	61	64	53,8
France	**124**	**70,4**	**115**	**84**	**87**	**85**	**86**	**91**	**90**	**35,4**
Italie	100	77,9	100	83	89	93	92	92	89	52,9
Royaume-Uni	112	50,5	95	79	83	85	82	83	83	36,0
Europe de l'Est	**359**	**37,3**	**475**	**473**	**456**	**253**	**227**	**221**	**218**	**21,7**
dont : ex-URSS	322	37,0	423	431	408	221	193	188	187	20,5
Afrique	**42**	**19,4**	**62**	**77**	**88**	**94**	**99**	**106**	**96**	**19,6**
Moyen-Orient	**50**	**75,6**	**85**	**132**	**142**	**182**	**176**	**177**	**179**	**52,2**
Extrême-Orient	**409**	**35,5**	**504**	**466**	**619**	**807**	**893**	**856**	**897**	**31,1**
dont : Chine	56	13,1	97	97	116	165	199	197	215	19,5
Corée du Sud	13	63,6	27	27	50	95	110	92	100	55,0
Inde	24	12,5	32	44	59	74	83	85	94	19,5
Japon	252	77,9	259	204	253	270	272	263	266	51,7
Océanie	**32**	**47,9**	**36**	**32**	**36**	**40**	**42**	**42**	**42**	**33,3**
Soutes maritimes (3)	**123**	**100,0**	**112**	**89**	**110**	**118**	**125**	**126**	**133**	**100,0**
Monde	**2 836**	**46,0**	**3 219**	**2 894**	**3 168**	**3 310**	**3 467**	**3 479**	**3 531**	**35,9**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.
(3) Il s'agit principalement de fioul domestique (FOD) acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999
Amérique du Nord	**3,26**	**3,29**	**2,60**	**2,59**	**2,52**	**2,60**	**2,63**	**2,65**
dont : Canada	3,60	3,80	2,72	2,78	2,66	2,75	2,82	2,83
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,05	3,17	3,20	3,23
Mexique	0,62	0,88	0,99	1,02	0,93	0,94	0,96	0,96
Amérique latine	**0,50**	**0,55**	**0,44**	**0,44**	**0,49**	**0,51**	**0,53**	**0,52**
dont : Brésil	0,37	0,48	0,37	0,40	0,45	0,52	0,53	0,53
Europe de l'Ouest (2)	**1,67**	**1,61**	**1,24**	**1,27**	**1,30**	**1,32**	**1,35**	**1,33**
dont : Union européenne	1,98	1,89	1,45	1,50	1,55	1,57	1,61	1,60
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,59	1,66	1,70	1,71	1,65
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,42	1,45	1,56	1,62
France	**2,33**	**2,08**	**1,48**	**1,50**	**1,43**	**1,44**	**1,51**	**1,50**
Italie	1,83	1,77	1,47	1,57	1,62	1,60	1,59	1,55
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,39	1,44	1,44	1,38	1,39	1,39
Europe de l'Est	**1,18**	**1,48**	**1,40**	**1,31**	**0,72**	**0,65**	**0,63**	**0,63**
dont : ex-URSS	1,29	1,60	1,55	1,41	0,76	0,66	0,65	0,65
Afrique	**0,11**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,13**	**0,14**	**0,12**
Moyen-Orient	**0,70**	**0,96**	**1,19**	**1,09**	**1,23**	**1,13**	**1,11**	**1,10**
Extrême-Orient	**0,19**	**0,21**	**0,18**	**0,22**	**0,26**	**0,28**	**0,26**	**0,27**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,10	0,14	0,16	0,16	0,17
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	2,10	2,38	1,98	2,13
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09	0,09
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,15	2,16	2,08	2,10
Océanie	**1,92**	**2,06**	**1,65**	**1,78**	**1,84**	**1,88**	**1,85**	**1,84**
Monde	**0,70** *r*	**0,72** *r*	**0,59** *r*	**0,59** *r*	**0,57** *r*	**0,58** *r*	**0,57** *r*	**0,57**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.04

Électricité

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan de l'électricité.
2 Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3 Longueur des lignes électriques (en fin d'année).
4 Consommation finale d'électricité corrigé du climat, par secteur d'utilisation.
5 Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité en fin d'année.
6 Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
7 Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

1
○ Présentation

La consommation d'électricité en France

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 2001, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 451 TWh en 2001. L'électricité représente ainsi 21,7 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 9,7 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 32 % (48 % en 1973).

La production, par filière

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 401 TWh en 2001, s'accompagne donc d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 46 TWh en 2001, soit 41 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 2001, la production thermique classique représente 8,75 % de la production totale assurée pour l'essentiel (76,3 %) par les centrales nucléaires.

L'équipement des grands sites hydrauliques aménageables est presque achevé et leur capacité de production (25 GW en 2001) est près d'atteindre son maximum. Ainsi, la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 15 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a en 2001 une puissance maximale de l'ordre de 115 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 73 TWh en 2001 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Les quatre tranches de 1 450 MW sont désormais toutes couplées au réseau : CHOOZ B2 en avril 1997, CIVAUX 1 en décembre 1997, CIVAUX 2 en décembre 1999. Les deux tranches de Chooz sont entrées en service industriel en 2001, respectivement en mai et septembre.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2
○ Méthodologie

Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ». Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, ainsi que sa distribution aux différents usagers.

La transposition en droit français de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité », adoptée en décembre 1996 par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne (directive 96/92/CE), a profondément modifié l'organisation électrique française. Ainsi, sans abroger la loi de 1946, la loi du 10 février 2000 entraîne-t-elle notamment la création de la Commission de Régulation de l'Électricité (CRE). Dans le cadre de la mise en place du nouveau marché, la CRE a contribué à la constitution du gestionnaire du réseau de transport, le RTE, qui assure désormais le transport de l'électricité en France.

Alors que la directive européenne prévoyait une ouverture à 34% en 2003, le marché français est d'ores et déjà ouvert à la concurrence pour les industriels consommant plus de 16 GWh par an. Ce seuil d'éligibilité devrait être abaissé à 9 GWh avant l'échéance imposée par l'Union.

EDF produit 93 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3
○ Définitions

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le coeur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne

pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le coeur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

– l'assemblage des combustibles nucléaires,

– le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

– la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969 ;

– la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium ;

– la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : le prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée et est en cours de démantèlement.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI /OE).

Organismes :

– Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME/ MINEFI), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).

– Électricité de France : OSGE.

– Électricité de France : RTE, Gestionnaire du réseau de transport d'électricité, CIREF.

– OCDE/Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

– Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : Bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Direction générale de l'énergie et des matières premières, Observatoire de l'énergie
d'après EDF - RTE

Unité : GWh (1)

	1973	*r* 1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Ressources											
Production nette (2)	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**443 162**	**486 955**	**500 306**	**516 672**	**525 556**
dont : Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	378 225	375 935	368 500	374 914	395 200	401 256
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	69 933	67 227	65 795	76 694	71 593	78 300
Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	41 681	37 781	52 660	48 698	49 879	46 000
Charbon et lignite	28 224	60 622	38 167	29 351	23 072	26 225	21 164	32 643	26 866	25 755	19 133
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	4 372	5 393	5 675	8 173	9 393	7 919	7 900
Gaz naturel	9 308	7 945	2 957	2 800	3 260	4 002	5 000	5 200	7 350	10 886	13 967
Autres (3)	7 879	7 401	5 664	5 729	6 098	6 061	5 942	6 644	5 089	5 319	5 000
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**3 617**	**4 238**	**4 590**	**4 965**	**3 695**	**4 200**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 271**	**520 367**	**529 756**
Emplois											
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**72 428**	**69 634**	**62 152**	**68 108**	**73 174**	**72 600**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**5 836**	**5 237**	**5 556**	**6 298**	**6 604**	**5 822**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**415 192**	**410 310**	**423 837**	**430 865**	**440 589**	**451 334**
dont : Consommation haute tension (4)	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	230 906	234 131	238 475	243 815	250 920	253 893
Consommation basse tension (5)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	153 275	147 487	154 832	157 222	159 747	167 441
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	31 011	28 692	30 530	29 828	29 922	30 000
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 271**	**520 367**	**529 756**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(3) Gaz de hauts-fourneaux, gaz de cokeries, déchets ménagers etc.
(4) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(5) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME)
EDF - RTE

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Puissance maximale possible :										
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	37 487	55 750	58 515	62 875	61 733	63 183	63 183
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 869	26 203	25 857	26 213	26 799
dont : EDF	"	17 107	21 972	20 135	16 126	17 426	17 691	17 222	17 222	16 560
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	3 509	2 883	2 531	2 531	2 531	2 494	2 494
Industrie	"	3 309	3 698	3 574	3 628	3 555	5 397	5 513	6 497	7 745
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 227	25 329	25 335	25 355	25 356
dont : EDF	"	14 800	17 815	20 366	23 207	23 272	23 313	23 316	23 316	23 317
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**69 503**	**69 782**	**69 725**	**69 789**	**69 789**

(1) MW = million de watts ; GWh = milliard de wattheures.
(2) Puissance maximale. Caractéristiques au 31 décembre.

TABLEAU J.04-3

Longueur des lignes électriques (en fin d'année)

Sources : Direction générale de l'énergie et des matières premières, Observatoire de l'énergie
d'après EDF - RTE

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
HAUTE TENSION										
3e catégorie :										
400 kV	4 491	10 187	15 806	19 019	20 554	20 866	20 892	20 892	20 888	20 917
225 kV	20 569	24 448	24 848	25 493	26 063	26 206	26 378	26 320	26 325	26 299
150 kV	6 865	5 270	3 733	2 396	1 585	1 458	1 377	1 236	1 225	1 220
90 kV	9 549	12 146	13 219	15 713	17 200	17 319	17 443	17 545	17 623	17 765
63 kV	27 344	30 985	33 039	36 376	38 986	39 289	39 232	39 361	39 355	39 366
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**90 645**	**98 997**	**104 388**	**105 138**	**105 322**	**105 354**	**105 416**	**105 567**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387 307**	**487 134**	**538 987**	**574 266**	**596 792**	**602 239**	**606 447**	**607 739**	**613 291**	**620 182**
BASSE TENSION										
1ère catégorie (1) total	**558 616**	**625 656**	**645 757**	**656 967**	**663 297**	**666 827**	**666 200**	**666 300**	**672 700**	**676 600**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-4

Consommation finale d'électricité corrigée du climat, par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	10 422	10 114	11 165	11 447	10 680	11 141	10 676
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	114 104	115 904	119 766	121 106	124 068	127 397	128 774
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	208 301	218 922	213 580	225 630	230 418	235 085	244 024
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 747	2 610	2 677	2 608	2 726	2 700
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 599	9 527	9 741	9 980	10 128	10 444	10 630
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**343 920**	**357 214**	**356 862**	**370 840**	**377 902**	**386 793**	**396 804**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-5

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1), en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de la Demande et des Marchés Énergétiques (DIDEME)

	1970	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**123 533**	**122 663**	**121 239**	**123 570**	**124 700**	**124 224**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	116 919	116 461	114 380	116 516	116 700	116 277

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

TABLEAU J.04-6

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique — *Unité* : TWh (1)

	r 1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,2**	**2 430,9**	**2 508,0**	**2 575,4**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	807,6	851,4	859,8	853,3	866,0	862,9
dont : Allemagne	12,2	42,3	138,2	147,3	154,2	161,7	170,4	161,7	169,7	169,7
Belgique	–	11,4	34,6	42,7	41,4	43,3	47,4	46,2	49,0	48,2
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**377,3**	**397,3**	**395,5**	**388,0**	**394,2**	**415,2**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	86,5	95,0	98,0	99,2	94,2	83,9
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,4	56,3	55,3	59,0	58,9	62,2
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	69,9	74,1	69,9	73,5	73,2	57,3
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	100,3	95,2	84,5	72,8	74,3	73,8
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	705,7	706,3	656,9	705,2	759,2	788,5
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	287,8	297,4	320,2	326,9	317,7	319,8
ex-URSS	10,7	55,0	143,5	210,4	181,1	204,6	201,7	193,2	204,1	216,4
Corée du Sud	–	3,2	16,7	52,9	65,8	73,9	77,1	89,7	94,2	109,0

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).

TABLEAU J.04-7

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — *Unité* : kWh par habitant

Pays ou zone	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Amérique du Nord	**7 893**	**8 873**	**9 383**	**10 579**	**11 206**	**11 384**	**11 341**	**11 543**	**11 749**
dont : États-Unis	9 341	10 612	11 165	12 798	13 759	13 992	13 920	14 257	14 540
Canada	11 388	13 620	16 200	17 389	17 850	18 039	17 936	17 664	17 979
Mexique	698	970	1 256	1 484	1 670	1 759	1 879	1 918	1 979
Amérique latine	**656**	**965**	**1 217**	**1 390**	**1 617**	**1 676**	**1 749**	**1 787**	**1 806**
dont : Argentine	1 060	1 362	1 493	1 593	1 993	2 076	2 177	2 275	2 354
Brésil	627	1 065	1 446	1 686	1 951	2 030	2 129	2 178	2 216
Europe de l'Ouest (1)	**3 585**	**4 343**	**4 913**	**5 371**	**5 615**	**5 748**	**5 798**	**5 939**	**6 022**
dont : UE à 15	3 899	4 719	5 368	5 971	6 283	6 438	6 488	6 664	6 778
Allemagne	4 907	6 030	6 760	6 942	6 636	6 717	6 693	6 775	6 777
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 900	4 376	4 472	4 767	5 048	5 444
France	**3 363**	**4 499**	**5 668**	**6 454**	**7 137**	**7 452**	**7 340**	**7 554**	**7 654**
Italie	2 676	3 316	3 700	4 431	4 867	4 910	5 048	5 218	5 339
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 424	5 974	6 161	6 363	6 556	6 650
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 750	5 978	6 191	6 134	6 322	6 404
Suède	9 685	11 640	16 241	16 895	16 616	16 601	16 584	16 674	16 667
Europe de l'Est	**3 332**	**4 312**	**5 094**	**5 448**	**4 171**	**4 110**	**4 020**	**3 981**	**4 011**
dont : ex-URSS	3 624	4 637	5 448	5 855	4 386	4 290	4 200	4 171	4 235
Afrique	**290**	**389**	**490**	**515**	**524**	**536**	**545**	**543**	**548**
Moyen-Orient	**506**	**967**	**1 546**	**1 805**	**2 288**	**2 383**	**2 478**	**2 586**	**2 667**
Extrême-Orient	**390**	**499**	**600**	**787**	**1 017**	**1 059**	**1 098**	**1 110**	**1 149**
dont : Chine	196	301	407	570	856	909	941	959	1 007
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 883	8 019	8 226	8 272	8 416
Océanie	**5 058**	**6 425**	**7 810**	**9 162**	**9 608**	**9 726**	**9 880**	**10 379**	**10 602**
Monde	**1 582**	**1 861**	**2 054**	**2 280**	**2 376**	**2 419**	**2 437**	**2 466**	**2 507**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.05

Gaz

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan du gaz naturel en France.
2 Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre.
3 Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre.
4 Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
5 Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.
6 Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.

1

○ Présentation

Consommation

Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final. Avec le lancement du programme électronucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 2001, le gaz représente 20,0 % de la consommation finale énergétique totale, 30,7 % de celle de l'industrie et 29,4 % de celle du résidentiel tertiaire (soit moins que dans la plupart des autres pays européens, en raison de la concurrence du chauffage électrique et aussi d'un problème de rentabilité des réseaux lié notamment à une densité de population plus faible). Depuis 1998, la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques ou de cogénération au gaz se développe. Avec une consommation totale corrigée du climat de 473 TWh en 2001, le gaz naturel représente 13,8 % de la demande d'énergie primaire.

Approvisionnements

La France est passée d'une situation d'autosuffisance dans les années 1960 à une situation de dépendance presque totale : la demande s'est fortement accrue et, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (76 % entre 1981 et 2001). En 2001, plus de 96 % du gaz est importé.

Le recours aux importations n'a cessé de croître depuis le milieu des années 1970. Les Pays-Bas et l'Algérie ont été les premiers fournisseurs. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges.

En 2001, environ 30 % du gaz arrive de Norvège, 25 % de l'ex-URSS, 25 % de l'Algérie et 12 % des Pays-Bas ; depuis 1999, de nouveaux fournisseurs apparaissent (Nigeria, Qatar et Royaume-Uni) et les contrats spot se développent.

2

○ Méthodologie

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ». La loi du 2 août 1949 a cependant exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz, sous certaines réserves.

La directive européenne du 22 juin 1998 sur le marché intérieur du gaz vise la libéralisation du transport, de la distribution, de la fourniture et du stockage de gaz naturel, et a été transposée fin 2002 en France dans la loi relative aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie. Cependant, depuis août 2000, les clients éligibles peuvent choisir leur fournisseur de gaz : ce gaz est alors acheminé par un opérateur de transport, moyennant le paiement d'un tarif de transport.

Production

La production nationale est actuellement assurée par Elf AEPF, Gaz de France et Vermilion REP.

Transport

Jusqu'en 2001, avec un régime de concessions accordées par l'État, le transport du gaz était assuré par trois principaux opérateurs : Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945, pour le Sud-Ouest de la France ; la Compagnie Française du Méthane (CFM), constituée en 1956, dans un périmètre situé au centre de la France ; Gaz de France pour le reste. CFM et GSO sont chacune des filiales communes de Gaz de France et de TotalFinaElf (TFE). La loi de finances rectificative 2001 a mis fin à ce régime : les anciens concessionnaires ont acheté le réseau qui leur était concédé.

Le stockage du gaz est régi par le code minier. Il est assuré par Gaz de France, Géométhane et TFE Stockage, sur 15 sites.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi de 1946 a confié cette activité à Gaz de France ainsi qu'aux sociétés existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Enfin, la loi du 2 juillet 1998 a prévu un plan national d'extension de la desserte des communes. Dans ce cadre, 5 nouveaux distributeurs sont apparus et surtout, d'ici 2003, 1500 nouvelles communes auront été raccordées à un réseau de gaz.

3

○ Définitions

Exploration – Production

Cette industrie utilise les mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que pour le pétrole (cf. chapitre J.03).

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit son volume par 600.

Stockage

En France, deux techniques bien particulières sont utilisées :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable ;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Une moitié environ du gaz stocké, le « gaz utile », est effectivement récupérable ; l'autre moitié, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Distribution

Après un voyage de plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes des agglomérations. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. La livraison du gaz à tous les autres consommateurs nécessite une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par des postes de détente qui amènent le gaz à une

pression relative d'abord moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur dédié.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Autres organismes :

- Gaz de France.
- MINEFI / DGEMP / DIDEME
- Comité professionnel du pétrole (CPDP).
- OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

La liste des publications disponibles figure dans le chapitre J.01 : Bilan de l'énergie.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel en France

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP). Observatoire de l'Énergie

Unités : GWh ; PCS (1)

	1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Ressources										
Production brute (y compris grisou)	81 277	84 080	58 632	32 509	36 091	27 486	23 743	21 581	19 444	19 805
Importations	98 704	192 080	263 693	318 765	363 235	394 287	398 443	458 253	471 138	454 100
Exportations	– 1 021	– 1 926	– 2 881	– 3 838	– 7 965	– 15 020	– 9 121	– 8 460	– 14 605	– 19 466
Stockage = (-) ; Déstockage = (+)	– 4 529	– 189	– 5 801	– 20 828	– 8 030	– 1 787	18 707	– 25 800	– 19 600	19 000
Total	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 331**	**404 966**	**431 772**	**445 574**	**456 377**	**473 439**
Emplois										
Consommation de la branche énergie	44 091	31 214	13 550	14 252	20 675	8 975	12 096	33 070	39 355	43 227
dont : centrales électriques	27 250	22 425	6 445	4 847	6 969	8 872	9 542	24 500	37 000	38 000
Consommation finale énergétique	110 971	213 577	270 223	287 711	335 278	366 287	390 016	383 844	387 022	403 212
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 438	7 978	7 762	7 274	7 485	7 556
Industrie	42 926	81 535	100 178	114 681	128 790	138 782	145 405	139 995	142 997	145 344
Résidentiel-Tertiaire	58 642	118 317	159 725	162 252	196 504	216 799	233 672	233 005	232 517	246 012
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 541	2 724	3 173	3 500	3 823	4 000
Transports	137	62	16	2	5	4	4	70	200	300
Consommation à usage non énergétique	19 369	29 254	29 870	24 645	27 378	29 704	29 660	28 660	30 000	27 000
Consommation primaire totale	**174 431**	**274 045**	**313 643**	**326 608**	**383 331**	**404 966**	**431 772**	**445 574**	**456 377**	**473 439**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur ; 1 GWh PCS de gaz équivaut à 0,077 tep.

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz au 31 décembre (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP. Direction de la demande et des marchés énergétiques (DIDEME)

Unité : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Canalisations de transport	17 974	22 678	26 619	30 162	31 759	32 712	33 322	33 703	34 232	34 408
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	136 860	145 130	145 195	153 955	159 020	165 084

(1) Y compris les canalisations de Total Fina Elf, GSO, régies et entreprises distributrices non nationalisées.

TABLEAU J.05-3

Industrie gazière : effectif du personnel au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP/DIDEME

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**29 945**	**28 378**	**28 064**	**27 852**	**28 014**	**27 473**	**27 939**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	26 743	26 614	26 290	26 095	25 053	24 893	25 357

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-4

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE/OCDE) ; Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Rewiew of World Energy 2002

Pays	Production (million de tep et %)										Réserves prouvées au 1er janv. 2002 (milliard (1) de m3)
	r 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999		
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%	
Amérique du Nord	**575**	**57,8**	**540**	**480**	**531**	**590**	**608**	**616**	**613**	**30,4**	**7 547**
Canada	61	6,2	67	70	89	130	138	142	145	7,2	1 690
États-Unis	503	50,6	455	386	419	436	442	444	438	21,7	5 021
Mexique	11	1,1	18	24	23	24	28	31	31	1,5	835
Amérique latine	**22**	**2,2**	**30**	**41**	**53**	**66**	**76**	**82**	**85**	**4,2**	**7 160**
dont : Argentine	6	0,6	7	12	17	23	28	29	34	1,7	777
Vénézuela	11	1,1	14	16	21	25	29	30	26	1,3	4 180
Europe de l'Ouest (2)	**125**	**12,6**	**173**	**167**	**164**	**203**	**230**	**230**	**236**	**11,7**	**4 465**
dont : Union européenne	116	11,6	142	133	133	167	182	181	186	9,2	3 200
France	**6**	**0,6**	7	4	3	3	2	2	2	**0,1**	...
Pays-Bas	54	5,4	71	61	55	60	61	58	54	2,7	1 770
Royaume-Uni	24	2,5	33	36	41	64	77	81	89	4,4	735
Norvège	–	–	19	23	24	28	41	41	44	2,2	1 770
Europe de l'Est	**221**	**22,3**	**369**	**554**	**682**	**590**	**555**	**572**	**582**	**28,9**	**55 776**
dont : ex-URSS	195	19,7	336	520	656	573	541	559	569	28,3	55 100
Afrique	**9**	**0,9**	**24**	**42**	**62**	**75**	**90**	**95**	**107**	**5,3**	**11 174**
dont : Algérie	4	0,4	18	31	44	53	65	69	77	3,8	4 520
Moyen-Orient	**22**	**2,2**	**33**	**50**	**82**	**124**	**148**	**157**	**165**	**8,2**	**55 880**
dont : Arabie Saoudite	2	0,2	6	16	25	33	39	41	40	2,0	6 198
Émirats Arabes Unis	1	0,1	5	11	16	25	29	30	30	1,5	6 030
Iran	10	1,0	7	7	19	34	41	44	48	2,4	22 988
Extrême-Orient	**17**	**1,7**	**46**	**75**	**108**	**150**	**177**	**181**	**194**	**9,6**	**9 657**
dont : Indonésie	–	–	13	27	38	54	58	57	62	3,1	2 618
Malaisie	–	–	2	9	14	22	31	32	33	1,6	2 122
Océanie	**4**	**0,4**	**8**	**14**	**21**	**29**	**30**	**31**	**32**	**1,6**	**2 606**
dont : Australie	3	0,3	7	11	17	25	26	27	27	1,3	2 547
Monde	**994**	**100,0**	**1 221**	**1 423**	**1 702**	**1 828**	**1 915**	**1 963**	**2 014**	**100,0**	**154 265**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

TABLEAU J.05-5

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**15 863**	**16 486**	**14 270**	**16 222**	**16 286**	**16 945**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 129	4 300	3 162	4 236	4 580	5 080
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	7 289	7 711	6 805	7 736	7 270	7 580
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	4 193	4 250	4 183	4 146	4 337	4 240
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**506**	**510**	**413**	**1 442**	**3 320**	**3 690**
Moyen-Orient	...	...	...	...	...	...	**1 222**	**1 516**	**1 840**	**2 220**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**3 490**	**3 931**	**4 028**	**5 450**	**4 900**	**5 040**
Asie / Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**1 023**	**1 335**	**7 152**	**8 849**	**9 671**	**11 148**
Total (1)	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**20 882**	**22 262**	**27 085**	**33 479**	**36 017**	**39 043**

(1) Non compris le Moyen-Orient jusqu'en 1997.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE / OCDE)

Pays	1973		1979	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**538**	**485**	**517**	**603**	**608**	**600**	**623**	**23,4**
dont : Canada	37	23,2	44	50	55	71	71	68	70	29,1
États-Unis	515	29,6	477	412	439	504	508	500	522	23,0
Mexique	10	19,0	18	24	23	28	29	31	31	20,8
Amérique latine	**22**	**9,9**	**29**	**41**	**53**	**72**	**76**	**81**	**83**	**18,6**
dont : Argentine	7	20,2	9	14	19	27	29	29	31	49,5
Vénézuela	11	53,1	14	16	21	28	29	30	26	48,6
Europe de l'Ouest (1)	**135**	**9,7**	**208**	**226**	**258**	**350**	**349**	**363**	**379**	**21,7**
dont : Union européenne	122	10,5	185	197	223	305	302	315	328	22,7
Allemagne	29	8,5	51	49	55	75	72	73	72	21,3
France	**14**	**7,7**	**21**	**25**	**26**	**33**	**31**	**33**	**34**	**13,5**
Italie	14	11,1	23	27	39	46	47	51	56	32,9
Pays-Bas	28	45,6	33	32	31	37	35	35	35	46,7
Royaume-Uni	25	11,4	40	47	47	76	76	79	83	36,1
Europe de l'Est	**222**	**23,0**	**337**	**503**	**600**	**500**	**482**	**478**	**485**	**48,1**
dont : ex-URSS	196	22,6	300	461	559	471	457	455	463	50,6
Afrique	**4**	**1,7**	**10**	**21**	**32**	**41**	**43**	**44**	**49**	**10,0**
Moyen-Orient	**15**	**22**	**29**	**47**	**77**	**129**	**140**	**149**	**154**	**44,9**
Arabie Saoudite	2	23,6	6	16	25	36	39	41	40	47,1
Émirats arabes Unis	1	78,0	3	8	14	24	23	24	25	89,4
Iran	3	14,1	4	7	17	37	42	46	50	47,9
Extrême-Orient	**16**	**1,4**	**47**	**77**	**115**	**182**	**198**	**204**	**217**	**7,5**
dont : Indonésie	–	0,8	5	9	14	25	26	25	28	20,4
Japon	5	1,6	19	35	43	56	57	60	62	12,0
Océanie	**4**	**0,9**	**8**	**14**	**19**	**21**	**22**	**22**	**23**	**2,8**
Australie	3	5,9	7	11	15	17	17	18	18	16,9
Monde	**979**	**15,3**	**1 206**	**1 416**	**1 671**	**1 899**	**1 917**	**1 941**	**2 013**	**19,4**

(1) Europe OCDE y compris Hongrie, Pologne, République Tchèque et Slovaquie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE/OCDE) — *Unité* : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999
Amérique du Nord	**1 952**	**1 718**	**1 435**	**1 439**	**1 568**	**1 551**	**1 513**	**1 555**
dont : Canada	1 657	1 803	1 930	1 976	2 295	2 376	2 258	2 306
États-Unis	2 428	2 119	1 726	1 758	1 933	1 895	1 847	1 912
Mexique	196	279	322	283	279	307	329	318
Amérique latine	**89**	**103**	**128**	**150**	**171**	**191**	**202**	**203**
Argentine	285	331	459	579	712	804	807	856
Vénézuela	905	926	961	1 064	1 143	1 259	1 273	1 094
Europe de l'Ouest (1)	**296**	**442**	**467**	**519**	**618**	**678**	**703**	**729**
dont : Union européenne	350	520	548	610	736	806	838	871
Allemagne	363	657	627	693	824	877	886	877
France	**254**	**379**	**434**	**448**	**498**	**524**	**556**	**572**
Italie	260	403	480	687	779	825	888	964
Pays Bas	2 121	2 336	2 233	2 061	2 204	2 264	2 225	2 187
Royaume-Uni	447	719	823	820	1 111	1 291	1 339	1 396
Europe de l'Est	**732**	**1 051**	**1 492**	**1 719**	**1 409**	**1 378**	**1 370**	**1 390**
dont : ex-URSS	786	1 139	1 657	1 936	1 594	1 567	1 563	1 595
Afrique	**9**	**22**	**40**	**52**	**57**	**58**	**59**	**63**
Moyen-Orient	**206**	**329**	**425**	**594**	**802**	**900**	**936**	**950**
dont : Arabie Saoudite	295	728	1 273	1 605	1 810	2 047	2 060	1 981
Émirats Arabes Unis	2 970	3 690	5 876	7 343	8 479	9 000	8 936	8 920
Iran	103	108	153	321	581	684	738	789
Extrême-Orient	**8**	**20**	**29**	**40**	**53**	**62**	**63**	**66**
dont : Indonésie	3	36	54	78	127	132	125	134
Japon	47	161	290	350	414	454	471	490
Océanie	**222**	**441**	**747**	**912**	**946**	**971**	**971**	**1 010**
Monde	**253**	**279**	**296**	**321**	**325**	**333**	**332**	**340**

(1) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie.

Chapitre J.06

Énergies renouvelables

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Bilan des énergies renouvelables (ENR).
2 Énergie éolienne raccordée au réseau électrique en métropole et dans les DOM-TOM.
3 État des réalisations des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie.
4 Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel.
5 Consommation de biocarburants.
6 Consommation d'énergies renouvelables dans l'Union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2000.

1
○ Présentation

Situation en 2001

Avec une production primaire de 18,7 Mtep en 2001, les énergies renouvelables (ENR) représentent 7 % de la consommation intérieure d'énergie. Les ENR comprennent des énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolienne et solaire photovoltaïque) et d'origine thermique (solaire thermique, géothermie, pompes à chaleur, déchets urbains, bois et déchets de bois, résidus de récolte, biogaz et biocarburants).

La France dispose de nombreux atouts en matière d'ENR : des ressources hydroélectriques importantes, une des premières forêts d'Europe, un très bon gisement éolien, de vastes zones où certaines énergies renouvelables sont moins chères à produire et à transporter que l'électricité, et une technique reconnue en matière d'énergie solaire photovoltaïque et thermique.

De fait, la France est le premier producteur européen d'ENR devant la Suède et l'Italie avec près de 20 % du total de la production européenne en 2000.

Le taux de pénétration des ENR est cependant très inégal en France : certaines techniques, comme la production hydraulique à grande échelle, présentent depuis longtemps un intérêt industriel et commercial confirmé ; d'autres n'ont pas encore atteint le même niveau de maturité. L'énergie hydraulique et le bois représentent aujourd'hui 85 % de la production primaire d'énergie renouvelable.

Objectifs des pouvoirs publics

L'utilisation des ENR est aussi ancienne que l'homme. Toutefois la tendance à envisager leur utilisation comme une composante des approvisionnements énergétiques mondiaux remonte, en Europe, au début des années 1970, les pays cherchant alors à réduire leur dépendance énergétique.

Face aux grands enjeux actuels (sécurité d'approvisionnement, diversification énergétique, lutte contre l'effet de serre, création d'emplois locaux...), les énergies renouvelables font aujourd'hui partie des axes majeurs de la politique énergétique française. Des objectifs ont été clairement définis et des moyens importants sont mis en œuvre pour permettre un développement significatif des différentes filières d'ENR, avec un souci constant d'efficacité économique et de respect de l'environnement.

Ainsi la France s'est engagée dans le cadre de la directive européenne sur l'électricité d'origine renouvelable du 27 septembre 2001, à produire, à l'horizon 2010, 21 % de sa consommation électrique à partir d'ENR. Un système d'obligation d'achat de l'électricité d'origine renouvelable a été institué par la loi électrique du 10 février 2000. L'obligation d'achat limitée aux installations d'une puissance maximum de 12 MW et les principes des contrats d'achat ont été ensuite fixés par décrets, suivis d'arrêtés tarifaires pour chaque énergie renouvelable.

L'objectif pour les ENR thermiques, dans le prolongement des efforts consentis à la fin des années 1990, est de maintenir pour la période 2000-2006 les filières existantes (notamment la filière bois) tout en renforçant l'émergence de nouvelles filières, comme le solaire thermique. Le plan soleil 2000-2006 et le plan bois énergie 2000-2006 visent ainsi à favoriser la mise en oeuvre de nouveaux projets dans tous les secteurs d'activité.

2
○ Méthodologie

Bilan statistique

La production d'énergie primaire présentée dans ce bilan réunit l'ensemble des productions primaires, qu'elles soient d'origine thermique ou électrique ; cette dernière figure dans la colonne électricité du bilan officiel (chapitre J01).

En revanche la consommation finale ne concerne que les ENR d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants). L'électricité produite à partir des ENR d'origine électrique (hydraulique, éolienne, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique (déchets urbains, bois et déchets de bois et biogaz) est injectée dans le réseau électrique national et donc comptabilisée dans la consommation du secteur électrique.

Bois et déchets de bois

Il n'existe pas de statistiques régulières sur la production ou la vente de bois de feu ; l'enquête logement de l'INSEE fournit en revanche tous les quatre ans, un recensement du parc des appareils de chauffage au bois. Il est donc apparu plus aisé d'établir une consommation de bois en s'appuyant sur les panels de consommation d'énergie des secteurs résidentiel et tertiaire du CEREN. Par convention on estime que la production est totalement consommée dans l'année (les variations de stocks sont estimées négligeables) et qu'elle correspond à la quantité de bois consommée à climat réel multiplié par un pouvoir calorique inférieur (PCI) moyen.

3
○ Définitions

Biomasse

Elle comprend en principe toute matière organique non fossile d'origine biologique utilisée pour la production de chaleur et de l'électricité. Elle regroupe :

– *le bois et les déchets de bois* qui englobent une multitude de matières ligneuses issues de la sylviculture et de processus industriels : copeaux, sciures générées par les industries du bois, liqueur noire générée par les industries papetières.

– *les résidus de récoltes* tels que la paille, les marcs de café et de raisin, les coques de noix ou les enveloppes du riz.

– *les déchets urbains et assimilés* qui comprennent les déchets ménagers et ceux du secteur tertiaire, incinérés dans des installations spécifiques dénommées « unités d'incinération des ordures ménagères » (UIOM). Ne sont pas pris en compte les déchets industriels tels que pneus, solvants, farines animales.

– *les biogaz et les biocarburants* (voir ci-après).

Biocarburants

On distingue deux filières : la filière éthanol, où ce dernier, produit à partir du blé ou de la betterave est transformé par adjonction d'isobutène en ETBE (Ethyl-Tertio-Butyl-Ether) pour être incorporé aux essences et la filière ester, dans laquelle les huiles végétales issues du colza ou du tournesol permettent d'obtenir par transformation chimique l'ester méthylique d'huile végétale (EMVH), incorporé au gazole.

Biogaz

Il s'agit de gaz composés essentiellement de méthane et de gaz carbonique, produits par digestion anaérobie de la biomasse. Ils regroupent les gaz de décharge (issus de la digestion des déchets stockés dans les décharges), les gaz de digestion des boues des eaux usées (stations d'épuration urbaines) et les gaz provenant de la fermentation anaérobie des boues et déchets des industries agroalimentaires (brasserie, amidonnerie, caves et coopératives vinicoles) ou de l'agriculture.

Énergie éolienne

L'énergie cinétique du vent est exploitée au moyen d'aérogénérateurs pour produire de l'électricité.

Énergie géothermique

L'énergie thermique provenant de l'intérieur de l'écorce terrestre, généralement sous forme d'eau chaude ou de vapeur est exploitée essentiellement en métropole sous forme de chaleur pour le chauffage urbain.

Énergie hydraulique

Voir définition dans le chapitre J04.

Énergie solaire

Le rayonnement solaire est exploité soit au moyen de capteurs plans pour la production d'eau chaude et de chauffage, soit sous forme de cellules photovoltaïques pour une production d'électricité consommée directement, stockée en batteries ou injectée sur le réseau.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI / DGEMP / OE).

Autres organismes :

– DIREM (MINEFI/DGEMP).
– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).
– Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie (CEREN).
– Électricité de France, Direction de la production et du transport.
– Commission européenne, DG TREN (Eurostat).
– Observatoire des énergies renouvelables (Observ'ER).

Publications :

La liste des publications de l'OE figure dans le chapitre J.01.

5 ○ Tableaux

TABLEAU J.06-1

Bilan des énergies renouvelables (ENR)

Source : Observatoire de l'Énergie d'après CEREN, ADEME, EDF, Observ'ER — *Unité* : Ktep

	1973	1979	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
A. Production d'énergie primaire (1)	**13 906**	**15 329**	**16 598**	**16 355**	**18 486**	**17 532**	**17 855**	**18 712**	**18 065**	**18 727**
Hydraulique	4 141	5 830	5 527	4 981	6 577	5 852	5 726	6 674	6 227	6 805
Éolienne	–	–	–	–	1	1	3	3	7	11
Solaire thermique et photovoltaïque	–	1	8	12	15	16	28	26	25	26
Géothermie	1	10	80	110	132	122	117	117	124	139
Pompes à chaleur	–	6	221	294	236	212	208	192	192	192
Déchets urbains solides	620	542	763	1 146	1 641	1 515	1 561	1 725	1 801	1 801
Bois et déchets de bois	8 970	8 757	9 808	9 631	9 523	9 321	9 761	9 486	9 113	9 178
Résidus de récoltes	59	65	75	65	74	74	77	77	77	77
Biogaz	115	118	116	116	131	143	118	140	171	172
Biocarburants	–	–	–	–	156	276	256	272	329	327
B. Importations (biocarburants)	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**2**	**8**	**6**	**6**	**8**
C. Total disponibilités (A+B)	**13 906**	**15 329**	**16 598**	**16 355**	**18 491**	**17 534**	**17 863**	**18 718**	**18 071**	**18 735**
D. ENR consommées, directement ou indirectement, sous forme d'électricité (2)	4 380	6 070	5 947	5 510	7 209	6 564	6 448	7 642	7 329	8 046
E. Usages internes + pertes et ajustement	268	222	214	334	654	469	502	430	402	304
F. ENR d'origine thermique : consommation finale (C-D-E) (3)	**9 258**	**9 037**	**10 437**	**10 511**	**10 628**	**10 501**	**10 913**	**10 646**	**10 340**	**10 385**
Résidentiel-tertiaire (4)	7 855	7 648	8 935	8 823	8 710	8 406	8 847	8 574	8 197	8 180
dont : Bois et déchets de bois	7 585	7 390	8 310	7 990	7 810	7 540	7 960	7 679	7 317	7 317
Industrie	1 362	1 348	1 459	1 644	1 711	1 771	1 751	1 739	1 746	1 808
dont : Bois et déchets de bois	1 251	1 232	1 323	1 473	1 520	1 571	1 593	1 579	1 586	1 650
Agriculture	41	41	43	44	46	46	51	55	62	62
dont : Bois et déchets de bois	40	40	40	40	40	36	36	40	46	46
Transports	–	–	–	–	161	278	264	278	335	335

(1) Ensemble des productions électriques (1GWh = 0,086 ktep) et thermiques d'origine renouvelable.
(2) Énergies renouvelables d'origine électrique (hydraulique, éolienne, solaire photovoltaïque) ou d'origine thermique mobilisées pour produire de l'électricité.
(3) Énergies renouvelables d'origine thermique utilisées sous forme de chaleur ou de force motrice (biocarburants).
(4) Il s'agit de consommations réelles, sans correction climatique.

TABLEAU J.06-2

Énergie éolienne raccordée au réseau éléctrique en métropole et dans les DOM-TOM

Source : ADEME/CEREN/EDF

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Puissance installée (MW) :												
Au cours de l'année	0,1	0,5	0,3	2,4	–	–	3,0	4,2	8,4	6,5	44,5	31,7
Parc total en cumul	0,1	0,6	0,9	3,3	3,3	3,3	6,3	10,5	18,9	25,4	69,9	101,6
dont Cumul DOM-TOM	–	–	0,3	0,3	0,3	0,3	3,3	4,8	5,1	7,5	15,4	20,5
Production annuelle (GWH) :	0,3	1,2	1,9	8,6	8,6	8,6	15,3	18,0	39,3	47,4	90,5	146,6
dont DOM-TOM	–	–	0,7	0,7	0,7	0,7	7,4	7,7	8,9	11,5	14,2	23,6

TABLEAU J.06-3

État des réalisations des usines de traitement de déchets avec récupération d'énergie

Source : ADEME d'après l'inventaire des unités de traitement des ordures ménagères (ITOM)

	1995	1996	1997	1998	*p* 1999	*p* 2000
Nombre d'installations	85	94	96	100	107	107
Tonnage annuel incinéré (millier de tonnes)	7 562	7 762	7 689	8 004	9 584	10 004
Quantité d'énergie vendue (GWh)	9 830	11 289	7 033	7 266	7 734	8 447

TABLEAU J.06-4

Consommation de bois de chauffage dans le secteur résidentiel (corrigée du climat)

Source : CEREN — *Unité* : Million de stères

	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Résidences principales	63,9	57,4	55,7	55,8	56,3	56,1	55,7	55,6
Base	23,5	16,4	15,1	16,4	16,6	16,7	16,6	16,5
Appoint	19,7	15,9	14,6	12,7	13,3	13,1	12,9	13,0
Associé	20,7	25,1	26,1	26,7	26,5	26,3	26,2	26,1
Résidences secondaires	2,9	2,7	2,5	2,4	2,4	2,5	2,6	2,6
Total résidentiel	**66,8**	**60,1**	**58,2**	**58,1**	**58,7**	**58,6**	**58,2**	**58,2**

TABLEAU J.06-5

Consommation de biocarburants

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. DGEMP/DIREM — *Unité* : Millier d'hl

	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Filière éthanol : ETBE	99	1 076	1 710	2 363	2 774	2 575	2 623	2 565
dont : éthanol	44	478	760	1 050	1 233	1 144	1 166	1 140
Filière ester : EMHV	8	1 737	2 453	2 844	2 558	2 788	3 491	3 515

TABLEAU J.06-6

Consommation d'énergies renouvelables dans l'union européenne et part des ENR dans la consommation totale d'énergie en 2000

Source : Commission européenne, Eurostat, DG TREN — *Unités* : Million de tep et %

Pays	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000	
	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Allemagne	5,7	5,7	6,3	6,4	7,5	8,5	8,7	9,4	2,8
Autriche	5,7	5,8	6,1	6,5	6,7	6,5	6,5	6,6	23,2
Belgique	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	1,3
Danemark	1,0	1,1	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	10,4
Espagne	6,5	6,0	5,8	7,3	6,9	7,1	6,1	7,0	5,7
Finlande	5,4	5,3	6,2	6,1	6,7	7,2	7,6	7,8	23,9
France	**16,2**	**15,7**	**18,0**	**17,9**	**16,7**	**16,9**	**17,6**	**17,1**	**6,6**
Grèce	1,1	1,1	1,3	1,4	1,3	1,3	1,4	1,4	5,0
Irlande	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	1,8
Italie	8,6	8,2	9,0	9,6	9,7	11,2	12,1	12,3	7,0
Luxembourg	–	–	–	–	–	0,1	–	0,1	1,6
Pays-Bas	0,8	0,8	0,9	1,2	1,4	1,5	1,5	1,6	2,1
Portugal	3,1	2,5	2,6	3,3	3,2	3,0	2,7	3,1	13,0
Royaume-Uni	0,9	1,1	1,9	1,9	2,1	2,3	2,4	2,6	1,1
Suède	11,4	11,6	12,8	11,7	13,4	13,8	13,6	14,6	30,7
Total Union européenne	**67,0**	**65,7**	**73,2**	**75,7**	**78,2**	**82,2**	**83,2**	**86,6**	**5,9**

Chapitre K.01

Industrie : Données générales

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Les structures industrielles françaises : année 2000.

2 Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.

3 Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays.

4 Indicateurs de rentabilité par grand secteur, par taille d'entreprise de 1990 à 2000.

5 Principales évolutions par secteur et par taille entre 2000 et 2001.

6 Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.

7 Évolution des différentes composantes de l'investissement total.

8 Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière au 1er janvier 2000.

9 Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises en 2000.

10 La sous-traitance industrielle confiée en 2000.

11 Répartition des entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère selon le secteur d'activité au 1er janvier 2000.

12 Principales grandeurs des entreprises industrielles.

13 Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

1

○ Présentation

La situation de l'industrie française

La France est le quatrième producteur industriel au sein de l'OCDE, assez loin derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, et juste devant l'Italie et le Royaume-Uni. La France est également le cinquième exportateur mondial, devant le Royaume-Uni et le Canada...

Parmi les 1 000 premiers groupes industriels mondiaux, les 45 groupes français ont réalisé 550 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2001. Dans leur spécialité, ils se placent souvent parmi les leaders : Saint-Gobain, Michelin, l'Oréal, l'Air Liquide... Ils font preuve d'un certain dynamisme, investissent largement à l'étranger et ont un impact très favorable sur nos exportations.

L'industrie manufacturière reste un des secteurs les plus dynamiques de l'économie française. L'industrie est l'un des secteurs de l'économie où les gains de productivité apparente du travail sont les plus rapides : + 3.9 % par an hors intérim sur la période 1995 à 2001.

Bien que l'industrie soit présente dans tous les départements, les régions industrielles se situent au nord d'une ligne Nantes-Grenoble. Ainsi, des régions de tradition industrielle ancienne, comme la Franche-Comté, l'Alsace, la Picardie, emploient au moins le quart de leurs effectifs dans le secteur industriel. Le poids de l'industrie est également important dans les Pays de la Loire, où l'industrialisation est plus récente et l'Auvergne.

À l'opposé, l'industrie emploie entre 11 % et 17 % de l'effectif total dans les quatre régions du sud de la France (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Aquitaine, Midi-Pyrénées) et en Île-de-France. Dans ces mêmes régions, au moins les trois quarts des salariés sont employés dans le secteur tertiaire : administrations, activités financières, recherche...

Après huit années d'embellie et le retournement conjoncturel venu des États-Unis au milieu de l'année 2000, la croissance se ralentit fortement en 2001.

En Europe et en France, les industries des télécommunications sont les premières touchées avec la surcapacité de la téléphonie mobile. Le tassement conjoncturel se généralise aux biens de consommation, aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires. Les secteurs qui résistaient le mieux sont atteints après le 11 septembre : tourisme, transport aérien, aéronautique, luxe... Les secteurs épargnés sont rares : la pharmacie, le matériel ferroviaire et, surtout l'industrie automobile qui profite toujours de l'augmentation des ventes de voitures diesel sur les marchés intérieur et extérieur.

L'industrie automobile mise à part, l'ensemble de l'industrie manufacturière subit la baisse de la demande. Les échanges commerciaux reculent et la production ne progresse que de 0.5 %, contre 4 % en 2000.

Les entreprises industrielles ont recours à des services très divers, qu'elles ne peuvent ou ne souhaitent pas développer en interne : services d'intendance, comme la logistique ou la maintenance, ou activités de conseil à fort contenu intellectuel. Déjà ancien, ce besoin s'est accru au cours des deux dernières décennies avec les progrès technologiques et de nouvelles contraintes liées à l'internationalisation des marchés.

L'industrie française, y compris énergie, mais hors industries agroalimentaires, compte au 1er janvier 2000, 190 000 entreprises employant près de 3,6 millions de personnes. Près de neuf entreprises sur dix emploient moins de 20 salariés, plus des deux cinquièmes moins de dix, et plus des deux tiers n'ont aucun salarié. Les effectifs salariés diminuent, avec une forte baisse de l'emploi intérimaire. Les plans sociaux et les dépôts de bilan deviennent plus nombreux et importants.

Créations et cessations d'activité contribuent à renouveler le tissu industriel ; toutefois les entreprises industrielles représentent seulement 5,2 % des 268 000 nouvelles entreprises créées en 2001.

Les cessations sont presque aussi nombreuses que les créations. Pour l'industrie (hors agroalimentaire) ce sont 3 600 entreprises et 55 000 emplois qui disparaissent.

En 2000, trois entreprises industrielles sur quatre achètent des produits dans le cadre d'un contrat de sous-traitance industrielle. La facture s'élève, pour l'année, à 45 milliards d'euros, soit une hausse de 12 % par rapport à 1999.

Les plus gros donneurs d'ordres se situent dans les industries des biens d'équipement (45 % des achats de sous-traitance), tout particulièrement dans la construction navale et la construction aéronautique.

Dans les industries des équipements électriques et électroniques, le boom de la téléphonie mobile a entraîné une forte augmentation de la sous-traitance (+ 33 %).

La sous-traitance reçue atteint 78 milliards d'euros en 2000. Les 7 650 firmes concernées sont surtout des petites et moyennes entreprises, pour lesquels la prise d'ordres est vitale.

En 2000, les restructurations d'entreprises sont plus nombreuses que les années précédentes. La seule modification de structure de grande ampleur, réalisée en 1999 et 2000, est due au groupe Usinor. D'autres opérations touchant chacune plus de 5 000 salariés se sont aussi déroulées sur ces deux années : Snecma et Rhodia-Chimie sont devenues simples holdings, comme Sollac et Sideco du groupe Usinor. Au cours de ces deux années, le groupe Vivendi a constitué une nouvelle Compagnie générale des eaux. Par ailleurs, la fusion des groupes Hochst-Marion-Roussel et Rhône-Poulenc-Rorer, dont est issue Aventis, a occasionné, en 2000, plusieurs importantes restructurations d'entreprises.

Au 1er janvier 2000, une entreprise industrielle sur sept était sous contrôle étranger. Les filiales de groupes étrangers implantés en France (I.E.F.) contribuent pour un tiers aux ventes et à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.

En 2001, exposées au net ralentissement de la demande mondiale, les entreprises industrielles françaises freinent leurs investissements. Ainsi les projets d'équipement sont progressivement gelés, puis reportés ou finalement annulés.

Si l'investissement matériel des entreprises de l'industrie manufacturière (y compris l'agroalimentaire) recule à partir du printemps 2001, il reste à peu près stable en moyenne annuelle (+ 0,8 %) grâce à un fort effet d'acquis. Le montant de l'investissement matériel s'élève à plus de 28 milliards d'euros.

En 2001, l'investissement chute surtout dans plusieurs filières liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) : dans les télécommunications (- 15 %), l'électronique grand public (- 15 %) et les composants électroniques (- 40 %). Si l'on écarte les secteurs liés aux TIC, l'investissement progresse de plus de 4 % en glissement annuel dans l'industrie manufacturière.

En raison de la transformation du processus de production, les investissements immatériels, notamment en matière de logiciels, de formation et de marketing, sont devenus des compléments indispensables aux investissements matériels.

En 2000, pour l'ensemble des sociétés non financières et entreprises individuelles, les investissements immatériels s'élèvent à 68,5 milliards d'euros (+ 6 % par rapport à 1999).

Les dépenses de publicité dans l'industrie augmentent de 8 % en France pour atteindre 28 milliards d'euros. Les entreprises industrielles de 20 salariés et plus consacrent 8,6 milliards d'euros en dépenses de publicité soit une progression de 6,5 % sur l'année (6,7 % en 1999). Les entreprises industrielles sont d'autant plus équipées en TIC qu'elles sont de grande taille, innovantes et ouvertes aux échanges extérieurs.

En 2000, les entreprises ont dépensé pour l'industrie 20,9 milliards d'euros dans la recherche et développement. Les groupes français ont dépensé 14 milliards d'euros, soit 67 % de la recherche totale, notamment au travers de filiales non industrielles. Les entreprises indépendantes, avec 2,9 milliards d'euros investis, réalisent à peine 14 % de la recherche

et développement (R&D) en France. Les groupes étrangers réalisent près de 19 % des dépenses de R&D.

Dans l'industrie manufacturière, deux entreprises sur cinq ont innové entre 1998 et 2000.

Les industries de haute technologie de plus en plus présentes dans l'industrie française : les TIC y prédominent avec 53 % des effectifs, 51 % du chiffre d'affaires et 44 % de la valeur ajoutée. La pharmacie en représente plus du quart des effectifs, plus du tiers des dépenses de recherche et développement (R&D), et près du tiers du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

De plus en plus d'entreprises industrielles sont certifiées ISO 9000, mais les démarches qualité dépassent ces seules certifications.

2 ○ Méthodologie

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agroalimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées en fin d'annuaire.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

– le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;

– le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF ;

– le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;

– le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre **c** apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

L'enquête Innovation

L'enquête innovation a été réalisée en 1997 auprès d'un échantillon de 5 000 entreprises industrielles de plus de 20 salariés. Le taux de réponse s'élève à plus de 85 % en nombre d'unités et à plus de 95 % en termes de chiffre d'affaires. Elle a été réalisée simultanément dans les quinze pays de la Communauté européenne. Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

L'enquête Changements organisationnels et Informatisation (COI)

Réalisée en 1997-1998 par le SESSI, elle cherche à appréhender les changements intervenus entre 1994 et 1997 dans les domaines de l'organisation et de l'informatisation. Le questionnaire a été adressé par voie postale à un échantillon représentatif des entreprises industrielles de plus de 20 salariés. La totalité des entreprises de plus de 500 personnes a été interrogée. Le taux de réponse s'élève à 88 % en nombre d'entreprises et à plus de 95 % en chiffre d'affaires. Cette enquête consistait à interroger sur un même thème des responsables d'entreprise et des salariés de ces mêmes entreprises (s'appuyant sur une collaboration entre le SESSI, le SCEES, l'INSEE, la DARES et le Centre d'études et de l'emploi). Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

3 ○ Définitions

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités ; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

– l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;

– l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;

– l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre G.01 : « Comptabilité nationale ».

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et / ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale ».

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de

l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).
Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et auto-consommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.
Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.
Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.
RNC = Résultat courant avant impôt + résultat exceptionnel – impôts sur les bénéfices – participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

– **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.
– **Sous-traitance de capacité** : la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.
– **Sous-traitance de spécialité** : la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales : service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la mer : direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction ;
– INSEE.

Publications :

● Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) :

L'état de l'industrie française, rapport 2002, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), octobre 2002.
Conjoncture industrielle, mensuel.
Chiffres-clés Analyse :
– « Industrie française et mondialisation », édition 1998 ;
– « Choix de structure financière et performances des PMI », 1998 ;
– « L'état des PMI », édition 1999 ;
– « Technologies et société de l'information », édition 1999 ;
– « Innovation et croissance, innovation et performances », édition 1999 ;
– « L'industrie française », édition 2001 - 2002 ;
– « L'industrie dans les régions », édition 2001 – 2002 ;
– « Étude TIC et métiers en émergence », mars 2002.
Chiffres-clés Production industrielle :
L'industrie française des technologies de l'information et de la communication en chiffres, édition 2001.
Chiffres-clés Référence :
– « Les compétences pour innover dans l'industrie », édition 1998 ;
– « Les technologies de l'information et de la communication dans l'industrie, 2001 ;
– « L'implantation étrangère dans l'industrie au 1er janvier 1999 », août 2001 ;

– « La sous-traitance industrielle en 1999 », édition 2001 ;
– « Les consommations d'énergie dans l'industrie », édition 2001 ;
– « Sessi régions », CD-Rom, 2001 ;
– « Les services à l'industrie en 1999 », 2001 ;
– « La situation de l'industrie », édition 2002 ;
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie », édition 2002 ;
– « Les investissements pour protéger l'environnement », édition 2002 ;
– « L'industrie française en 300 secteurs », CD-Rom, 2002.

Le *« 4 pages »* :

– « L'industrie française du matériel de travaux publics : de nouveaux enjeux commerciaux pour les grands opérateurs mondiaux », n° 142, janvier 2001 ;
– « La production industrielle reste dynamique en 2000 », n° 146, mai 2001 ;
– « L'industrie française des télécommunications », n° 148, juin 2001 ;
– « Rapport CPCI 2001 : De l'emploi et des bénéfices dans l'industrie en 2000 », n° 153, août 2001 ;
– « Les entreprises industrielles et la publicité », n° 155, octobre 2001 ;
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie », n° 156, novembre 2001 ;
– « La production manufacturière en 2001 », n° 159, mai 2002 ;
– « 1996-2000 : la sous-traitance industrielle stimulée par la croissance », n° 160 juillet 2002 ;
– « L'industrie britannique : l'enjeu de la productivité », n° 161, juillet 2002 ;
– « Les premiers résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprise 2001 », n° 162, juillet 2002 ;
– « Le financement de l'innovation des entreprises industrielles », n° 163, août 2002 ;
– « Le capital risque – un tuteur pour les jeunes pousses », n° 165, septembre 2002.

En bref :

« Les PMI en quelques chiffres », Édition 2002.

● *Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :*

Statistique agricole, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;
« Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

● *INSEE* :

« L'économie française – édition 2002 - 2003 », rapport sur les comptes de la Nation, mai 2002.

Économie et statistique :

– « Numéro spécial sur les PME », INSEE, n^{os} 319-320, septembre-octobre 1998 ;
– « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance », n^{os} 339 – 340, mai 2001 ;
– « L'investissement et le financement des entreprises », n^{os} 341 – 342, juillet 2001.

Synthèses :

– « L'industrie en 1999 », n° 43, septembre 1999.

INSEE-Première :

– « Des groupes de la taille d'une PME – Un phénomène en plein essor », n° 764, mars 2001 ;
– « L'industrie en 2000 – Les industries traditionnelles ont encore du tonus », n° 781, mai 2001 ;
– « Le prix de l'énergie en 2000 – Les entreprises plus touchées que les ménages », n° 809, octobre 2001 ;
– « Les cinq premières années des nouvelles entreprises », n° 815, décembre 2001 ;
– « En France comme en Europe – Net recul des prix de production industriels en 2001 », n° 829, février 2002 ;
– « Au-delà des entreprises : les groupes », n° 836, mars 2002 ;
– « Les comptes de la Nation en 2001 – Les entreprises françaises réagissent fortement au ralentissement mondial », n° 843, avril 2002 ;
– « L'industrie manufacturière en 2001 – La France et la zone euro résistent mieux que leurs concurrentes », n° 858, juillet 2002 ;
– « Prix et coût de l'énergie en 2001 – Reflux des prix du pétrole pas de contre-choc », n° 863, juillet 2002 ;
– « Les industries agroalimentaires en 2001 et début 2002 : légère reprise de l'activité et hausse des prix », n° 864, août 2002 ;
– « Les défaillances d'entreprises – Moindre baisse en 2001 », n° 866, septembre 2002.

INSEE-Résultats :

« Images économiques des entreprises et des groupes », série économie, n° 5 (à paraître).

Vous obtiendrez des informations supplémentaires en vous reportant au chapitre K.02 et en consultant les sites :

www.industrie.gouv.fr/sessi/
www.insee.fr
www.agreste.agriculture.gouv.fr

● *Autres* :

« The World's 1 000 largest manufacturing companies » Industry Week, juin 2001.
« Balance des paiements et position extérieure de la France », revue de la Banque de France.
« Principaux indicateurs économiques », Annuaire statistique de l'OCDE.
« Entreprises européennes, faits et chiffres, données 1990 – 2000 », Panorama de l'Union européenne, Eurostat, 2002.

5 ○ Tableaux

TABLEAU K.01-1

Les structures industrielles françaises : année 2000

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Code NES 114 ou NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 175	80,7	10 152	3 049	141	413
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	364	38,8	4 035	1 253	89	309
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 774	148,7	26 222	1 965	721	1 302
Industrie pharmaceutique	C31	275	99,7	35 843	9 708	985	3 698
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	283	56,0	16 990	6 305	431	1 074
Fabrication de meubles	C41	671	84,2	9 688	1 699	322	335
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	108	8,4	1 295	458	22	67
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	303	28,5	3 982	1 642	139	174
Fabrication d'appareils domestiques	C44	67	28,2	4 885	1 624	166	134
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	52	11,2	3 385	1 226	73	6
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	138	16,9	1 899	859	54	97
Construction automobile	D01	336	199,8	95 699	43 111	3 884	3 031
Fabrication d'équipements automobiles	D02	246	110,4	21 072	7 512	1 040	450
Construction navale	E11	109	17,9	3 258	2 153	77	176
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	37	15,2	1 939	838	44	– 5
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	108	79,5	18 490	10 709	559	1 712
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport (n.c.a.)	E14	54	9,1	1 301	459	40	11
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	528	36,2	4 797	542	149	282
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	938	73,6	8 507	1 815	183	501
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	370	68,8	11 022	5 316	369	376
Fabrication de machines d'usage général	E24	787	93,0	14 791	5 306	286	812
Fabrication de machines agricoles	E25	211	18,6	3 487	1 019	70	155
Fabrication de machines-outils	E26	163	15,1	2 534	748	50	89
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	672	59,5	10 470	5 620	230	514
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	7	0,7	85	39	3	4
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	87	40,9	15 168	7 611	248	329
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	179	27,0	3 754	1 712	108	247
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	197	82,8	21 534	11 828	740	544
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	228	24,3	4 225	1 903	164	239
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	527	69,5	11 837	5 467	237	617
Extraction de minerais métalliques	F11	3	0,3	28	16	–	– 3
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	333	22,6	3 834	413	288	282
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	187	51,2	6 852	2 571	482	476
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	692	79,2	14 272	2 270	643	1 350
Filature et tissage	F21	639	49,7	7 530	3 246	208	292
Fabrication de produits textiles	F22	512	39,5	5 165	1 734	195	233
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	186	19,3	1 985	347	43	95
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	599	46,2	6 481	1 199	387	364
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	119	28,1	7 970	4 077	445	367
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	517	65,1	11 412	2 189	553	433
Industrie chimique minérale	F41	123	23,6	7 984	2 342	364	497
Industrie chimique organique	F42	174	48,7	26 353	13 095	1 516	1 360
Parachimie	F43	356	58,7	16 711	6 291	449	856
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	11	2,5	669	419	27	14
Industrie du caoutchouc	F45	171	76,0	9 818	4 587	467	380
Transformation des matières plastiques	F46	1 322	161,9	22 165	4 922	1 179	1 075
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	155	65,0	18 146	9 710	475	1 057
Production de métaux non ferreux	F52	85	24,4	10 446	5 046	226	593
Fonderie	F53	236	40,3	3 930	1 037	213	66
Services industriels du travail des métaux	F54	2 227	151,6	15 145	2 616	832	696
Fabrication de produits métalliques	F55	905	94,3	11 874	3 272	452	755
Récupération	F56	255	13,9	3 019	771	150	157
Fabrication de matériel électrique	F61	581	148,6	22 555	8 688	980	1 278
Fabrication de composants électroniques	F62	310	75,2	18 358	11 619	2 211	652
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA (2)		**21 692**	**3 029,2**	**625 048**	**235 971**	**24 411**	**31 021**

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-1 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : année 2000

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise

Unités : Montants : Million d'euros
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	Code NES 114 ou NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	20	9,7	1 101	89	103	– 144
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	10	11,5	4 358	1 397	402	84
Raffinage de pétrole	G15	48	18,5	55 356	6 495	437	2 427
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	114	169,0	45 617	2 743	4 983	2 107
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	82	32,0	8 790	116	306	311
Total Énergie	**EG**	**266**	**238,6**	**115 222**	**10 840**	**6 231**	**4 785**
Industries alimentaires	**15**	**3 106**	**418,3**	**114 124**	**20 646**	**4 824**	**5 198**
Industrie des viandes	15.1	1 052	136,0	27 800	3 284	807	379
Industrie du poisson	15.2	128	13,7	2 502	231	95	42
Industrie des fruits et légumes	15.3	152	26,1	5 758	999	365	139
Industrie des corps gras	15.4	26	3,6	2 399	325	37	114
Industrie laitière	15.5	312	65,2	22 188	3 402	671	517
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	120	12,4	4 363	1 722	307	176
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	237	19,7	8 503	1 036	231	224
Autres industries alimentaires	15.8	702	99,7	23 998	4 717	1 229	1 602
Industrie des boissons	15.9	377	41,9	16 613	4 930	1 082	2 005
Exploitation forestière	02.0B	42	2,0	396	98	20	12
Sciage et rabotage du bois	20.1A	282	14,9	2 111	404	121	98
Entreposage frigorifique	63.1D	48	8,7	620	16	25	– 8
Total IAA		**3 478**	**443,9**	**117 251**	**21 164**	**4 990**	**5 300**
Total Industrie, y compris Énergie		**21 966**	**3 270,0**	**740 271**	**246 810**	**30 641**	**35 805**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 444**	**3 713,9**	**857 522**	**267 974**	**35 631**	**41 105**

(1) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (partie IAA de ce tableau).

TABLEAU K.01-2

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1995 de la branche (1)

Unités : Pondération : million d'euros
Indice base 100 : année 1995

Source : INSEE

Intitulé de la branche	Codes NES 16 et 36	Pondération	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**169 446**	**100,0**	**100,9**	**104,7**	**110,1**	**112,4**	**116,4**	**117,3**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**205 491**	**100,0**	**100,4**	**103,8**	**108,6**	**111,1**	**115,2**	**115,8**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**126 742**	**100,0**	**100,2**	**105,2**	**112,1**	**114,7**	**119,4**	**120,0**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**17 262**	**100,0**	**102,0**	**104,8**	**105,9**	**107,7**	**107,3**	**108,2**
Industries agricoles et alimentaires	B0	17 262	100,0	102,0	104,8	105,9	107,7	107,3	108,2
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**24 656**	**100,0**	**97,2**	**97,5**	**103,3**	**104,7**	**106,7**	**108,5**
Habillement, cuir	C1	5 267	100,0	84,0	78,6	74,6	64,3	55,8	50,5
Édition, imprimerie, reproduction	C2	5 182	100,0	99,0	102,7	111,5	117,2	120,9	119,5
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	8 958	100,0	101,9	102,6	111,8	117,6	124,0	134,4
Industries des équipements du foyer	C4	5 249	100,0	100,8	102,4	109,7	111,1	114,1	111,9
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**12 805**	**100,0**	**101,8**	**110,0**	**125,5**	**137,2**	**145,7**	**154,0**
Industrie automobile	D0	12 805	100,0	101,8	110,0	125,5	137,2	145,7	154,0
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**28 872**	**100,0**	**102,1**	**106,9**	**113,1**	**115,1**	**119,0**	**118,7**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	4 591	100,0	104,3	111,4	123,4	124,3	124,0	124,7
Industries des équipements mécaniques	E2	14 674	100,0	101,5	105,4	107,3	108,8	113,4	113,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9 606	100,0	102,1	107,2	117,0	120,4	125,3	124,4
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**60 409**	**100,0**	**100,1**	**106,5**	**112,3**	**113,8**	**119,2**	**118,2**
Industries des produits minéraux	F1	7 462	100,0	95,6	98,1	101,6	101,9	105,9	104,6
Industrie textile	F2	3 573	100,0	94,5	96,8	96,9	91,6	88,5	83,0
Industries du bois et du papier	F3	4 831	100,0	98,2	103,4	103,5	106,4	110,3	107,7
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	18 795	100,0	102,0	107,9	111,7	114,6	120,1	118,9
Métallurgie et transformation des métaux	F5	18 078	100,0	98,7	106,2	112,8	114,6	120,9	119,3
Industries des composants électriques et électroniques	F6	7 670	100,0	107,2	118,0	136,1	136,4	146,2	150,1
ÉNERGIE	**EG**	**25 443**	**100,0**	**103,5**	**102,1**	**103,1**	**104,1**	**107,3**	**109,7**
Production de combustibles et de carburants	G1	2 852	100,0	102,3	104,6	105,7	95,7	97,1	97,1
Eau, gaz, électricité	G2	22 591	100,0	103,6	101,8	102,8	105,2	108,6	111,3
CONSTRUCTION	**EH**	**36 045**	**100,0**	**98,3**	**99,9**	**101,4**	**105,3**	**109,6**	**108,6**
Construction	H0	36 045	100,0	98,3	99,9	101,4	105,3	109,6	108,6

(1) Cf. « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1995 » parue au Bulletin Mensuel de Statistique, INSEE, n° 5, mai 2000.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle de l'industrie manufacturière dans plusieurs pays (1)

Source : Eurostat

Base 100 en 1995

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Union européenne à 15	**97**	**100**	**100**	**105**	**109**	**111**	**117**	**117**
Zone euro (2) :	**97**	**100**	**100**	**105**	**110**	**112**	**119**	**119**
Allemagne	99	100	101	105 *r*	110	112 *r*	119 *r*	120
Autriche	96	100	106	108	118	125	137 *r*	137
Belgique	96	102 *r*	102	107	110	111	119	118
Espagne	95 *e*	100 *e*	99 *e*	106 *e*	113 *e*	116 *e*	120 *e*	117 *e*
Finlande	93	100	102	112 *r*	123 *r*	131 *r*	147 *r*	145
France	**98**	**100**	**101**	**105**	**112**	**114**	**118**	**119**
Grèce	98	100	100	102	110	109	115	117
Irlande	83	100	109	129	157	181	209	231
Italie	94	100	98	102	102	102	107	105
Luxembourg	100 *e*	100 *e*	100 *e*	107 *e*	116 *e*	118 *e*	124 *e*	128 *e*
Pays-Bas	97	100	101	103	106 *r*	109 *r*	114	112
Portugal	96	100	106	109	113	114	115	116
États-Unis	...	...	...	...	...	...	...	...
Japon	97 *e*	100 *e*	102 *e*	106 *e*	98 *e*	99 *e*	105 *e*	97 *e*

(1) Données corrigées des variations saisonnières (CVS).
(2) Europe des 11 jusqu'au 31 décembre 2000, Europe des 12 à partir du 1er janvier 2001.

TABLEAU K.01-4

Indicateurs de rentabilité par grand secteur par taille d'entreprise de 1990 à 2000 (1)

(champ apparent)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	Industries des biens de consommation hors pharmacie	Pharmacie	Industries des biens d'équipement	Industries des biens intermédiaires	Industrie automobile	PMI	500 salariés et plus	**Total industrie**
Rentabilité commerciale (EBE/CAHT)								
2000	7,7	12,5	6,9	8,7	6,6	8,2	7,9	**8,0**
1999	8,0	12,2	6,8	8,5	7,1	8,5	7,8	**8,0**
1998	7,7	12,0	6,6	8,7	7,1	8,6	7,8	**8,0**
1997	8,2	13,2	6,4	8,9	5,6	8,7	7,5	**7,9**
1996	8,0	14,0	5,4	8,4	4,8	8,2	6,9	**7,4**
1995	8,2	13,5	6,2	9,7	5,5	8,5	8,1	**8,2**
1994	8,6	12,4	6,3	9,2	6,0	8,4	8,0	**8,1**
1990	8,7	11,3	9,2	10,1	8,1	9,2	9,7	**9,4**
Rentabilité économique des entreprises de 100 salariés et plus (EBE/immobilisations corporelles)								
2000	27,7	45,3	28,1	16,4	18,5	22,3	20,9	**20,6**
1999	29,2	41,5	26,1	15,4	19,2	21,8	19,9	**20,0**
1998	27,7	40,5	24,0	15,9	17,1	22,2	18,8	**19,3**
1997	30,2	42,4	22,0	16,3	12,4	22,7	17,4	**18,6**
1996	28,3	46,3	17,5	15,0	9,1	21,1	14,8	**16,4**
1995	30,4	46,9	20,9	18,5	10,9	22,3	18,0	**19,2**
1994	33,4	42,3	20,1	16,2	12,3	20,9	17,4	**18,3**
1990	36,8	48,6	32,3	22,6	20,7	28,7	25,1	**26,0**
Taux de marge EBE/(VAHT + coût du personnel extérieur)								
2000	25,2	40,4	21,8	28,6	36,5	26,4	31,7	**28,1**
1999	25,5	38,7	20,2	26,7	37,6	25,7	29,8	**26,9**
1998	24,7	37,9	19,3	27,0	33,1	25,7	28,7	**26,1**
1997	25,6	40,4	18,3	27,3	26,7	25,8	27,2	**25,6**
1996	24,7	41,7	15,6	25,6	24,0	24,4	24,3	**23,8**
1995	25,0	40,0	17,7	28,8	26,1	24,9	27,6	**25,8**
1994	25,2	37,4	17,2	26,7	28,4	23,8	26,5	**24,9**
1990	24,9	34,5	23,4	29,4	33,0	21,1	20,5	**27,7**
Taux annuel d'évolution du coût unitaire de main d'œuvre (Frais de personnel + coût du personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs)								
2000	2,8	3,5	1,4	1,0	3,2	1,3	1,7	**1,8**
1999	2,0	2,9	2,3	1,4	2,7	1,4	2,6	**2,0**
1998	2,1	3,8	2,6	1,2	2,5	2,1	1,4	**2,0**
1997	3,1	2,2	0,8	2,5	2,8	1,7	3,0	**2,3**
1996	1,1	0,2	2,0	1,8	2,8	2,2	1,3	**1,8**
1995	2,3	5,2	1,9	2,4	0,5	2,4	2,0	**2,1**
1994	2,6	3,9	3,2	2,4	5,8	2,0	4,0	**2,9**
1991	3,1	4,0	3,0	2,1	3,5	1,9	3,9	**2,7**
Taux annuel d'évolution de la productivité du travail (VAHT + coût du personnel extérieur)/ (effectif salarié moyen + travailleurs extérieurs)								
2000	2,5	6,5	2,7	3,8	0,7	1,7	3,8	**3,2**
1999	3,0	6,8	3,1	1,1	10,5	1,4	4,9	**3,2**
1998	0,9	0,2	4,0	0,8	12,5	1,9	3,3	**2,9**
1997	5,0	– 0,9	4,6	5,3	6,5	3,6	6,5	**5,1**
1996	0,7	3,8	– 0,3	– 2,9	– 0,3	1,0	– 3,1	**– 1,1**
1995	1,8	12,0	2,8	6,0	– 0,9	3,9	4,3	**4,1**
1994	3,9	4,1	8,1	10,6	19,7	6,0	12,5	**9,2**
1991	2,3	6,3	– 1,0	– 2,1	– 1,1	– 0,5	– 0,3	**– 0,7**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-5

Principales évolutions par secteur et par taille entre 2000 et 2001

(à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, EAE) — *Unité* : indices en base 100 en 2000

	Code NES	Effectif au 31-déc	Chiffre d'affaires hors taxes		Investissement productif	Exportations directes		(1) Taux de profit en %	
			en valeur	en volume	en valeur	en valeur	en volume	2000	2001
PAR GRAND SECTEUR (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)									
Biens de consommation	EC	98,3	105,0	103,9	106,4	109,4	106,8	4,3	4,6
Industrie automobile	ED	101,0	108,9	108,4	102,6	109,3	108,1	2,8	1,6
Biens d'équipement	EE	100,3	100,5	101,4	110,6	100,0	101,0	2,5	0,1
Biens intermédiaires	EF	99,8	100,0	99,4	93,9	99,8	99,9	3,1	0,8
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)									
PMI (20 à 499 salariés)	///	99,4	101,6	101,3	103,4	100,4	100,2	2,6	2,0
Grandes entreprises (500 salariés et plus)	///	100,1	103,2	102,9	97,6	103,9	103,7	3,5	1,1
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	///	**99,7**	**102,7**	**102,4**	**99,7**	**103,0**	**102,8**	**3,1**	**1,5**

(1) Rapport entre le résultat net comptable (RNC) et le chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU K.01-6

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE) — %

	Code NES	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Biens de consommation	**EC**	**8,7**	**8,1**	**8,6**	**9,3**	**8,9**	**9,2**	**9,3**	**8,9**
Habillement, cuir	C1	5,7	4,9	6,0	5,6	5,7	5,7	6,1	5,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	6,2	6,8	7,1	8,2	7,4	7,4	8,0	7,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	11,5	9,8	9,1	10,5	10,4	10,5	10,3	9,4
Industrie des équipements du foyer	C4	9,4	9,0	11,2	11,2	10,0	11,0	10,8	11,5
Industrie automobile	**ED**	**22,3**	**21,5**	**24,1**	**25,4**	**22,3**	**16,8**	**19,8**	**24,8**
Biens d'équipement	**EE**	**7,9**	**7,1**	**7,7**	**8,2**	**7,5**	**8,1**	**8,1**	**8,5**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	8,0	6,7	7,9	8,8	8,1	8,9	8,7	8,4
Industries des équipements mécaniques	E2	6,5	5,8	6,8	7,5	7,0	7,5	7,4	7,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9,5	8,8	8,6	8,7	7,8	8,3	8,6	9,4
Biens intermédiaires	**EF**	**13,3**	**11,8**	**13,0**	**14,7**	**13,9**	**15,6**	**15,8**	**17,4**
Industries des produits minéraux	F1	12,2	12,2	14,4	15,4	13,5	14,4	15,1	15,5
Industrie textile	F2	10,4	9,9	11,7	12,0	11,9	12,9	11,5	10,7
Industries du bois et du papier	F3	13,6	13,0	13,5	16,1	14,2	19,0	16,7	19,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	15,2	12,2	13,6	15,5	14,6	16,7	17,6	17,7
Métallurgie et transformation des métaux	F5	12,4	10,0	10,7	12,6	12,6	14,1	14,0	12,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	13,1	13,9	14,5	16,2	15,7	15,7	17,1	27,2
Ensemble de l'industrie manufacturière	**EC à EF**	**11,7**	**10,9**	**11,9**	**13,0**	**12,1**	**12,5**	**13,0**	**14,3**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-7

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Sources : INSEE, Direction du développement des médias, INPI, CEREQ, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
Investissement matériel (2)	Milliard	124,1	118,8	117,7	116,5	126,9	137,3	151,7
Investissement immatériel (3)	d'euros	44,3	53,2 *r*	55,8	57,7 *r*	60,3	64,6	68,5
Investissement total (1)	»	**168,4**	**172,1**	**173,6** *r*	**174,1** *r*	**187,2**	**201,9**	**220,2**
Recherche et développement / investissement matériel	%	11,7	14,0	14,6	14,9	13,9	13,6	12,7
Transferts techniques / investissement matériel	»	1,7	1,9	2,1	2,3	2,2	2,2	1,9
Formation / investissement matériel	»	4,8	5,7	5,9	5,8	5,4	5,2	4,8
Publicité / investissement matériel	»	14,7	19,6 *r*	20,6	21,5 *r*	20,8	20,7	20,3
Logiciels / investissement matériel	»	2,1	2,6	3,2	3,9	4,2	4,7	4,7
Autres incorporels / investissement matériel	»	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,8	0,8
Immatériel / investissement matériel	»	35,7	44,8	47,4	49,5 *r*	47,5	47,0	45,2

(1) L'investissement total est la somme des investissements matériels et immatériels des sociétés non financières et des entreprises individuelles de l'ensemble de l'économie.
(2) L'investissement matériel est égal à la FBCF des sociétés non financières et des entreprises individuelles diminuée de la FBCF en logiciels et de la FBCF en autres immobilisations incorporelles. C'est une notion de comptabilité nationale.
(3) L' investissement immatériel est défini comme la somme des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises, des transferts techniques entre la France et l'étranger, des dépenses de formation, des dépenses de publicité, des dépenses en logiciels et autres investissements incorporels.

TABLEAU K.01-8

Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière (1) au 1er janvier 2000

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI et INSEE)

Pays	Nombre d'entre-prises	Effectifs (milliers de pers.)	Effectifs %	(2) CAHT (milliards d'euros)	(2) CAHT %	(3) VAHT (milliards d'euros)	(3) VAHT %	Exportations (milliards d'euros)	Exportations %
États-Unis	621	259,8	29,7	60,6	32,5	17,7	32,9	27,2	37,0
Allemagne	579	143,3	16,4	26,5	14,2	8,0	15,0	9,9	13,5
Royaume-Uni	364	78,5	9,0	17,3	9,3	5,7	10,6	5,9	8,0
Suisse	277	69,0	7,9	13,1	7,0	4,0	7,5	4,6	6,3
Belgique-Luxembourg	360	67,3	7,7	12,0	6,5	3,7	6,8	3,5	4,8
Pays-Bas	293	88,1	10,1	20,9	11,2	5,5	10,2	9,1	12,4
Italie	171	46,0	5,3	9,6	5,1	2,6	4,8	2,9	3,9
Suède	109	32,7	3,7	6,6	3,5	1,7	3,2	2,3	3,2
Japon	70	25,9	3,0	7,0	3,8	1,5	2,9	3,3	4,5
Finlande	47	12,4	1,4	2,5	1,3	0,7	1,4	1,3	1,8
Union européenne	**2 087**	**495,2**	**56,6**	**100,3**	**53,8**	**29,2**	**54,4**	**36,6**	**49,8**
Europe	**2 391**	**567,9**	**64,9**	**114,6**	**61,5**	**33,5**	**62,3**	**41,5**	**56,5**
Tous pays	**3 154**	**875,3**	**100,0**	**186,3**	**100,0**	**53,7**	**100,0**	**73,5**	**100,0**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) CAHT : Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) VAHT : Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-9

Sous-traitance reçue (1) selon la taille des entreprises en 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Preneurs d'ordres		Chiffre d'affaires concerné			
	Nombre	%	en % du total	en Milliard d'euros	en % du CAHT des preneurs d'ordres	en % du CA Total
20 à 49 salariés	4 269	37,9	12,3	9,6	75,0	21,1
50 à 99 salariés	1 650	36,4	10,0	7,8	69,7	19,1
100 à 199 salariés	1 056	33,6	14,9	11,5	61,7	16,1
200 à 499 salariés	329	29,6	12,4	9,6	59,4	14,6
PMI	**7 304**	**36,4**	**49,6**	**38,6**	**65,4**	**17,2**
500 à 999 salariés	171	30,7	11,7	9,1	44,6	11,4
1 000 à 1 999 salariés	65	27,5	9,7	7,5	45,4	8,9
2 000 salariés et plus	55	35,3	28,2	21,9	29,7	10,1
Grandes entreprises	**291**	**30,7**	**49,6**	**38,5**	**34,8**	**10,1**
Hors tranches	67	9,5	0,8	0,6	29,9	3,0
Total	**7 662**	**35,3**	**100,0**	**77,7**	**45,3**	**12,4**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-10

La sous-traitance industrielle (1) confiée en 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en milliard d'euros	en % du total	en % de la production	
SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉS						
Industries des produits minéraux	612	50,4	0,9	3,7	4,1	88,5
Industrie textile	962	72,0	1,3	5,8	9,6	80,8
Industries du bois et du papier	802	64,9	0,5	4,9	2,0	77,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 420	65,8	3,5	8,6	4,8	71,9
Métallurgie et transformation des métaux	3 264	84,5	4,0	19,8	6,8	63,1
Industries des composants électriques et électroniques	709	79,6	2,1	4,3	6,0	57,7
Industries des biens intermédiaires	**7 769**	**72,6**	**12,4**	**47,2**	**5,4**	**69,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	257	83,4	8,4	1,6	33,6	60,0
Industries des équipements mécaniques	3 139	85,1	6,7	19,1	12,9	77,3
Industries des équipements électriques et électroniques	938	77,0	5,3	5,7	10,1	63,6
Industries des biens d'équipement	**4 334**	**83,1**	**20,4**	**26,3**	**15,8**	**66,6**
Industrie automobile	**461**	**79,2**	**4,3**	**2,8**	**3,9**	**84,1**
Habillement, cuir, industries diverses	1 081	70,2	1,9	6,6	14,8	75,2
Édition, imprimerie, reproduction	1 456	82,1	3,0	8,8	12,0	89,5
Pharmacie, parfumerie, entretien	408	73,1	2,1	2,5	4,6	92,8
Industries des équipements du foyer	949	70,9	1,0	5,8	4,7	67,2
Industries des biens de consommation	**3 894**	**74,7**	**8,0**	**23,7**	**7,6**	**84,2**
Ensemble de l'industrie	**16 458**	**75,8**	**45,2**	**100,0**	**7,8**	**72,0**
SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES						
20 à 49 salariés	8 057	71,6	3,3	7,4	7,8	76,8
50 à 99 salariés	3 513	77,4	3,1	6,8	7,9	74,8
100 à 199 salariés	2 523	80,3	5,0	11,1	7,5	63,9
200 à 499 salariés	905	81,5	4,3	9,5	7,0	73,4
PMI	**14 998**	**74,8**	**15,7**	**34,8**	**7,5**	**71,4**
500 à 999 salariés	461	82,8	4,7	10,4	6,7	82,5
1 000 à 1 999 salariés	195	82,6	3,6	8,1	4,9	73,7
2 000 salariés et plus	140	89,7	17,6	38,9	8,7	66,0
Grandes entreprises	**796**	**83,9**	**25,9**	**57,4**	**7,5**	**70,1**
Hors tranches	664	94,2	3,5	7,8	17,9	89,1
Total	**16 458**	**75,8**	**45,2**	**100,0**	**7,8**	**72,0**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11

Répartition des entreprises de 20 salariés et plus à participation étrangère (1) selon le secteur d'activité au 1er janvier 2000

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE et SESSI)

Secteur	Code NES 114	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	% du secteur	CAHT (millions d'euros)	% du secteur	VAHT (millions d'euros)	% du secteur	Exportations (millions d'euros)	% du secteur
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	57	9,039	10,1	1 447	14,3	352	12,2	578	19,6
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	18	3,712	9,4	324	8,4	100	7,1	145	12,2
Édition, imprimerie, reproduction	C20	153	22,147	15,0	5 192	20,6	1 912	21,0	533	29,6
Industrie pharmaceutique	C31	108	51,103	51,6	16 536	50,3	5 231	52,3	4 254	52,3
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	56	20,532	38,0	7 112	45,5	1 694	42,8	2 320	42,1
Fabrication de meubles	C41	46	17,433	21,4	2 158	23,3	642	22,1	393	24,9
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	10	1,828	19,8	318	23,8	88	20,7	189	42,7
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	36	7,016	24,2	1 101	28,7	334	28,2	647	40,6
Fabrication d'appareils domestiques	C44	20	13,006	44,6	2 630	55,0	601	48,6	658	41,3
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	14	8,252	60,2	2 455	73,6	357	62,4	1 110	74,2
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	19	3,399	19,8	355	19,4	142	20,2	215	26,9
Construction automobile	D01	28	11,410	6,0	2 937	3,4	543	3,9	904	2,4
Fabrication d'équipements automobiles	D02	109	61,279	56,8	11 089	57,4	3 215	60,7	5 708	79,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	10	3,276	21,5	440	18,9	130	22,2	86	8,9
Construction aéronautique et spatiale	E13	10	2,798	3,5	454	2,6	195	3,0	248	2,6
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	12	4,038	45,5	642	52,4	165	47,4	167	36,7
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	46	4,703	14,0	656	15,7	209	15,6	163	33,4
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	38	10,930	14,8	1 573	19,8	517	17,0	526	31,9
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	141	43,996	64,8	7 007	69,4	2 113	64,4	3 392	72,0
Fabrication de machines d'usage général	E24	172	42,980	49,2	6 698	51,8	2 214	51,9	2 550	57,9
Fabrication de machines agricoles	E25	22	5,065	26,7	1 400	39,9	264	31,4	635	64,3
Fabrication de machines-outils	E26	37	4,849	33,5	779	36,3	256	36,1	331	49,6
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	81	20,236	34,8	4 555	47,2	1 187	39,6	3 013	58,3
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	20	28,002	65,1	11 634	78,9	2 979	75,5	5 701	85,7
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	39	11,456	46,4	1 650	49,1	576	48,6	756	56,5
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	30	15,582	20,9	3 595	21,4	878	18,5	1 830	21,1
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	45	11,510	48,8	2 623	66,0	734	56,6	1 249	73,8
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	E35	92	17,568	25,4	2 883	27,0	977	25,9	1 170	26,7
Autres industries extractives	F12	44	6,462	29,1	1 252	36,5	462	35,0	200	52,2
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	41	13,572	27,3	1 952	29,4	718	27,3	609	25,8
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	104	25,382	32,8	5 639	42,2	1 871	38,2	1 073	50,2
Filature et tissage	F21	46	5,313	10,1	923	12,5	229	12,0	516	17,0
Fabrication de produits textiles	F22	72	10,737	27,5	1 585	31,4	453	29,2	610	37,8
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	16	8,487	39,0	929	45,6	339	45,1	239	51,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	44	7,771	17,8	1 182	19,9	308	17,6	354	31,6
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	54	18,834	66,4	5 051	73,7	1 332	71,9	2 827	79,9
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	133	29,067	46,7	5 637	55,9	1 587	51,9	1 288	71,5
Industrie chimique minérale	F41	49	10,807	43,9	3 420	47,7	883	45,6	1 179	56,1
Industrie chimique organique	F42	80	18,248	36,2	9 627	43,7	2 552	46,7	5 275	45,7
Parachimie	F43	127	30,393	52,8	9 281	59,5	2 371	57,2	3 419	60,7
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	3	0,909	33,7	189	31,6	55	37,2	81	21,7
Industrie du caoutchouc	F45	39	21,491	29,3	2 831	30,6	1 057	29,9	1 329	30,5
Transformation des matières plastiques	F46	256	51,244	34,5	7 884	40,0	2 622	39,1	2 275	51,9
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	46	11,887	18,2	2 913	17,2	599	16,2	1 397	18,6
Production de métaux non ferreux	F52	31	8,180	33,6	1 965	23,2	500	31,9	780	18,9
Fonderie	F53	40	12,083	30,9	1 224	33,6	466	33,3	313	31,7
Services industriels du travail des métaux	F54	134	22,612	15,9	2 657	19,4	894	16,0	554	25,4
Fabrication de produits métalliques	F55	137	27,833	30,5	4 186	37,5	1 427	34,0	1 234	42,0
Récupération	F56	20	1,775	14,5	371	17,0	87	17,5	80	15,0
Fabrication de matériel électrique	F61	122	40,731	28,7	6 064	30,0	1 987	29,4	2 356	30,5
Fabrication de composants électroniques	F62	45	34,184	56,2	9 235	71,9	2 270	66,9	6 040	79,3
Total (2)		**3 154**	**875,285**	**29,7**	**186 293**	**32,9**	**53 682**	**33,1**	**73 529**	**36,0**

(1) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.
(2) Ce total tient compte des secteurs couverts par le secret statistique (E11 et F11)

TABLEAU K.01-12

Principales grandeurs des entreprises industrielles (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	1998				1999				2000			
	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont* : PMI (3) UE	500 salariés et plus	Ensemble (4)
Nombre d'entreprises	21 161	20 094	879	22 040	20 180	19 113	910	21 090	20 327	19 216	949	21 276
Effectif (milliers)	1 573	1 206	1 364	2 937	1 531	1 163	1 373	2 904	1 568	1 185	1 444	3 012
Chiffre d'affaires hors taxes (milliards d'euros)	223,5	164,9	314,5	538,0	208,2	148,0	338,3	546,5	224,2	158,0	381,9	606,1
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	26,3	23,0	43,6	36,4	26,0	22,4	42,4	36,2	27,1	23,1	44,0	37,7
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,7	3,5	3,6	3,7	3,9	3,8	3,7	3,8	3,8	3,6	4,1	4,0
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	32,1	31,8	27,2	29,2	33,5	34,0	26,3	29,0	31,8	32,4	25,3	27,7
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	26,0	24,8	28,6	27,4	25,3	23,9	29,7	27,7	25,6	24,6	31,3	28,9
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	5,0	4,9	13,8	9,8	4,5	4,2	11,9	8,6	5,3	4,8	11,5	8,9
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	11,6	11,0	13,3	12,5	11,8	11,2	14,2	13,1	12,1	11,1	16,1	14,4
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	16,0	14,8	20,4	18,4	16,3	15,0	19,9	18,3	15,6	15,2	23,3	20,0

(1) Industrie hors énergie et IAA.
(2) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés, au sens de la définition française.
(3) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés selon la définition 1997 de l'Union européenne.
(4) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-13

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE) %

	1980	1985	(2) 1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre	93,3	92,4	92,9	92,4	92,4	92,4	96,0	92,5	92,5
Effectif	44,3	44,3	46,0	52,5	52,5	52,7	53,6	52,7	51,3
Chiffre d'affaires hors taxes	37,5	37,5	36,6	40,5	40,4	38,7	41,6	38,1	35,7
Exportations	...	...	22,2	28,5	29,0	27,5	30,0	27,4	25,6
Investissements	...	...	29,4	38,7	40,7	39,0	42,2	39,4	35,1

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie et IAA).
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie : Données sectorielles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Industries agricoles et alimentaires : année 2000.

2 Exploitation forestière et scierie : année 2000.

3 Habillement, cuir : année 2000.

4 Édition, imprimerie, reproduction : année 2000.

5 Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2000.

6 Industries des équipements du foyer : année 2000.

7 Industrie automobile : année 2000.

8 Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2000.

9 Industries des équipements mécaniques : année 2000.

10 Industries des équipements électriques et électroniques : année 2000.

11 Industries des produits minéraux : année 2000.

12 Industrie textile : année 2000.

13 Industrie du bois et du papier : année 2000.

14 Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2000.

15 Métallurgie et transformation des métaux : année 2000.

16 Industries des composants électriques et électroniques : année 2000.

1

○ Présentation

Industries agricoles et alimentaires

En 2000, le chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires croît de 4,5 %. Cette forte progression provient surtout de la hausse des prix de vente sur le marché intérieur. À prix constants, l'activité n'augmente que de 1,8 %, à peine un peu plus vite qu'en 1999. Après deux années de recul, les ventes des industriels à l'étranger s'accroissent de 4,6 % et prolongent la reprise amorcée au second semestre 1999. Le résultat courant avant impôt baisse de 5,9 % avec de fortes disparités entre les entreprises et les secteurs. Seules quelques opérations ponctuelles expliquent la croissance de 3,5 % de l'investissement. Aussi, après plusieurs années de stabilité, on ne peut donc parler de véritable reprise dans ce domaine. L'emploi augmente de 2,6 %, soit 10 000 postes supplémentaires créés en un an.

Tous les grands secteurs de l'industrie agroalimentaire voient leur chiffre d'affaires progresser en 2000.

L'augmentation du chiffre d'affaires chez les industriels des viandes traduit surtout les conséquences de la remontée des coûts d'approvisionnement des produits transformés. Ce secteur est de plus pénalisé par la crise de l'encéphalite spongiforme bovine de 2000, qui s'est traduite par un effondrement de la consommation et des exportations de viande bovine.

Les secteurs de la fabrication d'aliments pour animaux, du travail des grains et des produits amylacés sont eux aussi sensibles à la hausse des cours des matières premières (tourteaux de soja, poudre de lait écrémé, énergie...).

L'activité de l'industrie laitière s'améliore en 2000 après une année 1999 en demi-teinte. Le chiffre d'affaires augmente de près de 5 % sous l'effet conjugué d'une hausse de la production et des prix des produits. L'année se conclut toutefois par une nouvelle baisse du résultat courant.

Les hausses de chiffre d'affaires sont en général plus modérées dans les autres grands secteurs alimentaires. L'industrie des corps gras demeure fragile en raison d'une offre mondiale toujours abondante et de prix déprimés : son chiffre d'affaires progresse de 3 %. Cette progression est de 3 % également dans l'industrie des boissons.

Après plusieurs années de relative stabilité, les investissements et matériels des entreprises agroalimentaires augmentent de 3,5 % en 2000. L'emploi progresse pour la 3ème année consécutive.

Industrie

En 2000, les entreprises manufacturières de 20 salariés et plus ont été extrêmement dynamiques. Leur chiffre d'affaires a cru de 10,2 %, les exportations de 14,8 %, l'investissement de 15,5 %. Rompant avec dix années de baisse, l'emploi salarié industriel a renoué avec la croissance en augmentant de 2,2 %.

Après quatre années d'embellie, la croissance de l'industrie manufacturière ralentit fortement en 2001. Son chiffre d'affaires (hors Industries agro-alimentaires) augmente de 2,7 %.

Le ralentissement économique mondial se fait nettement ressentir. Les biens intermédiaires et les biens d'équipement sont fortement touchés. Leur activité stagne en 2001, après une croissance de plus de 10 % en 2000. En leur sein, l'activité recule en valeur dans les trois secteurs où la croissance avait été la plus forte en 2000 : les biens d'équipement électrique et électronique, les composants électriques et électroniques, la métallurgie et la transformation des métaux.

Parti des États-Unis, le ralentissement mondial a été net dans les industries des Technologies de l'information et de la communication (TIC). En 2001, son activité baisse de 4 %, après une hausse de près de 19 % en 2000. Ce repli explique à lui seul plus du tiers du ralentissement de la croissance de l'industrie manufacturière.

Le secteur des équipements de télécommunications est le plus touché ; son chiffre d'affaires recule de 14 %. Celui des seuls composants électroniques baisse de près de 5 % .

Néanmoins, toujours dans le secteur des TIC, l'engouement des consommateurs ne se dément pas pour les appareils de réception, d'enregistrement ou de reproduction du son et de l'image. Lecteurs DVD, téléviseurs à écran large... : l'offre technologique est en constant renouvellement. Le chiffre d'affaires des entreprises qui fabriquent ces produits s'accroît de 12,5 %. Il s'accroît de 2 % pour le matériel informatique et de 4 % pour les appareils de mesure et de contrôle.

Les ventes de biens d'équipement mécanique progressent fortement mais leur rythme de croissance se ralentit : 2,4 %, soit une progression quatre fois moindre qu'en 2000. Dans la construction navale, l'activité chute de près de 15 %, alors que dans la construction aéronautique le chiffre d'affaires continue de croître de plus de 5 %, grâce aux marchés étrangers.

En 2001, l'industrie automobile et les biens de consommation bénéficient de la vigueur de la demande des ménages. Ces secteurs sont très peu affectés par le ralentissement mondial.

Dans le prolongement des quatre années précédentes, le chiffre d'affaires de l'automobile progresse de près de 9 %. Ce secteur assure plus de la moitié de la croissance du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière en 2001. Les constructeurs automobiles déploient leur activité à l'échelle internationale. Leur dynamisme entraîne celui des équipementiers, dont le chiffre d'affaires croît de 6 %.

Comme l'automobile, la pharmacie-parfumerie-entretien confirme sa bonne performance de 2000, avec une croissance de 9 % de son chiffre d'affaires. Elle a réalisé à elle seule le quart de la croissance de l'industrie manufacturière.

Dans l'industrie de l'équipement du foyer la croissance ralentit et les secteurs de l'édition-imprimerie-reproduction stagnent en 2001. L'habillement-cuir est le seul secteur où la croissance est plus rapide en 2001 qu'en 2000, grâce à ses exportations (près de 10 % de croissance). Le textile subit une forte réduction de son activité en volume.

Du fait du ralentissement mondial, les exportations sont en repli en 2001, avec une croissance de 3 %. Ce coup de frein est spectaculaire dans les secteurs des technologies de l'information, avec une chute de 7,6 % de leurs exportations.

L'investissement des grandes entreprises baisse de 2,4 % alors que celui des PMI augmente de 3,4 %. Les biens intermédiaires sont particulièrement touchés.

La profitabilité des entreprises se réduit au cours de l'exercice 2001, pour atteindre 1,5 point de chiffre d'affaires. Les PMI sont beaucoup moins touchées et leur profitabilité est plus élevée que celle des grandes entreprises.

Après l'embellie de 2000, les effectifs de l'industrie manufacturière, hors intérim, baissent en 2001. Néanmoins, ce repli de 0,3 % est limité, eu égard au fort ralentissement de l'activité. L'intérim est en fait pleinement utilisé comme outil de flexibilité de l'emploi. Sa contraction représente 1,8 point des effectifs.

Les pertes d'emplois sont un peu plus accentuées pour les PMI que pour les grandes entreprises. D'une part, les PMI sont fortement présentes dans les biens de consommation, là où l'évolution de l'emploi est le plus défavorable. D'autre part, les pertes dans ces secteurs sont plus accusées pour les PMI, en particulier dans l'habillement-cuir.

2

○ Méthodologie

Industries agricoles et alimentaires

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du

champ de compétence du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.
Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la Nomenclature d'activités française (NAF) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en sont-elles facilitées.
Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la NAP, sont les suivantes :
– éclatement de l'industrie laitière en quatre classes ;
– inclusion de la vinification dans les IAA ;
– suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;
– restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.
Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.
Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par des offices d'intervention, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.
Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.
Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 2000. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.
Les tableaux relatifs à la production des branches sont disponibles sur le cédérom et permettent de comparer l'activité de 2000 avec celle des cinq années précédentes. Par ailleurs, les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF, sont reclassées dans chaque catégorie de produits concernés.

Industrie

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) ; ceux relatifs aux enquêtes de branche sont disponibles sur le cédérom. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3 ○ Définitions

Industries agricoles et alimentaires

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.
Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.
Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Industrie

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Le détail des postes composant les IAA et l'industrie figure dans la présentation des principales nomenclatures en fin d'annuaire.
*La nomenclature d'activités française est consultable sur le site internet de l'INSEE (**www.insee.fr**).*

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES) et du service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires ;
– Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale des technologies de l'information et des postes (DiGITIP), sous-direction automobile, ferroviaire et navale ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE) ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
– Association des brasseurs de France ;
– Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA) ;
– Association des industries des savons et des détergents ;
– Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge ;
– Association française des constructeurs de pompes ;

– Association française des industries de la robinetterie (AFIR) ;
– Association française interprofessionnelle du cadmium ;
– Association nationale de la meunerie française (ANMF) ;
– Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche ;
– Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer ;
– Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT) ;
– Bureau national interprofessionnel de l'armagnac ;
– Bureau national interprofessionnel des calvados et EVC – alcools et eaux-de-vie ;
– Bureau national interprofessionnel du cognac ;
– Bureau national interprofessionnel du pruneau ;
– Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses ;
– Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques ;
– Chambre professionnelle des statistiques de l'acier ;
– Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire ;
– Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF) ;
– Chambre syndicale de la coutellerie ;
– Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires ;
– Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles ;
– Chambre syndicale des constructeurs de navires ;
– Chambre syndicale des eaux minérales ;
– Chambre syndicale des fabricants d'aliments pour chiens, chats, oiseaux (FACCO) ;
– Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs ;
– Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire ;
– Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers ;
– Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques ;
– Chambre syndicale des raffineurs de sucre ;
– Chambre syndicale française de la levure ;
– Chambre syndicale nationale de la literie ;
– Comité de coordination des industries de la mode ;
– Comité français de la semoulerie industrielle ;
– Comité interprofessionnel du vin de Champagne ;
– Confédération des industries céramiques de France ;
– Confédération française de la conserve (CFC) ;
– Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL) ;
– Confédération générale des planteurs de betteraves ;
– Confédération nationale des industries du bois (CNIB) ;
– Confédération nationale des syndicats de fabricants de glaces ;
– Conseil national des industries et commerces de vins et spiritueux ;
– Conseil national du cuir ;
– Fédération de la plasturgie ;
– Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux ;
– Fédération des fabricants de tuiles et briques de France ;
– Fédération des industries condimentaires de France ;
– Fédération des industries d'équipements de véhicules ;
– Fédération des industries diverses de l'habillement ;
– Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC) ;
– Fédération des industries lourdes du bois (FILB) ;
– Fédération française de cartonnage ;
– Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques ;
– Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette ;
– Fédération française des industries charcutières ;
– Fédération française des spiritueux ;
– Fédération nationale de la coopérative bétail et viandes (FNCBV) ;
– Fédération nationale de la musique ;
– Fédération nationale de l'Industrie laitière ;
– Fédération nationale des boissons ;
– Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC) ;
– Fédération nationale des coopératives laitières ;
– Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries ;
– Fédération nationale des industries des corps gras ;
– Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits ;
– Fédération nationale des syndicats de torréfacteurs de cafés ;
– Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts ;
– Fédération nationale des transformateurs de papier (service social) ;
– Fédération nationale du bois ;
– Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques ;
– Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) ;
– Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation (GIPT) ;
– Interprofession de la chicorée de France ;
– Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement ;
– L'Alliance 7 ;
– Le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO) ;
– Malteurs de France ;
– Mines domaniales des potasses d'Alsace ;
– Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) ;
– OICA (Organisation internationale des constructeurs d'automobiles) ;
– Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC) ;
– Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) ;
– Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO) ;
– Syndicat de la filterie française ;
– Syndicat de la rizerie française ;
– Syndicat des applicateurs en traitement de surface ;
– Syndicat des constructeurs de compresseurs ;
– Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agroalimentaires (SYMA) ;
– Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains ;
– Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne ;
– Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL) ;
– Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes ;
– Syndicat des eaux de source ;
– Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;
– Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF) ;
– Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA) ;
– Syndicat des protéines et corps gras animaux ;
– Syndicat du pesage et comptage ;
– Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs ;
– Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques ;
– Syndicat général des affineurs de France ;
– Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC) ;
– Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France ;

– Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes ;
– Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes ;
– Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT) ;
– Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier ;
– Syndicat national de l'édition.
– Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM) ;
– Syndicat national de l'industrie pharmaceutique ;
– Syndicat national des déshydrateurs de France ;
– Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface ;
– Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE) ;
– Syndicat national des fabricants de bouillons et potages ;
– Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux ;
– Syndicat national des fabricants de liqueurs ;
– Syndicat national des fabricants de produits laitiers (SYNDIFRAIS) ;
– Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés (FICUR) ;
– Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ) ;
– Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR) ;
– Syndicat national des fabricants de sirops ;
– Syndicat national des fabricants de sucre de France ;
– Syndicat national des fabricants de vinaigres ;
– Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA) ;
– Syndicat national des industries cidricoles ;
– Syndicat national des transformateurs de poivres épices, aromates et vanille ;
– Syndicat national du caoutchouc et des plastiques ;
– Syndicat national du commerce de porcs (SNCP) ;
– Syndicat national du décolletage (SNDEC) ;
– Syndicat national du découpage et de l'emboutissage ;
– Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux ;
– Syndicat national du profilage ;
– Syndicat national du tréfilage de l'acier ;
– Union des industries chimiques ;
– Union des semouliers de maïs ;
– Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA) ;
– Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA) ;
– Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM) ;
– Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) ;
– Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM) ;
– Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques ;
– Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA) ;
– Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.

Publications :

● Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :

Agreste chiffres et données : agroalimentaire
« Production des industries agricoles et alimentaires. Enquêtes de branches, y compris prodcom », annuel ;
« Industries agricoles et alimentaires, entreprises de 20 salariés et plus, enquête annuelle d'entreprise : résultats sectoriels et régionaux 2000 », n° 106, mars 2002 ;
« Exploitations forestières et scieries » - résultats sectoriels et régionaux des entreprises 1998 – 1999 - 2000, n° 107, mars 2002 ;
« Coopération agricole, organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus » - résultats sectoriels et régionaux 2000, n° 109, mai 2002 ;
« Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries en 2000 » n° 110, août 2002.
Agreste conjoncture :
« Bilan conjoncturel de l'année agricole 2001 », 2002.
Agreste La statistique agricole, GraphAgri :
« La forêt et les industries du bois », 2000 ;
« L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires », 2002.
***Agreste numérique,* cédérom** :
« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires - résultats sectoriels et régionaux », annuel.
Agreste primeur :
« Enquête annuelle d'entreprise, Industries agricoles et alimentaires - résultats provisoires », annuel ;
« 121 millions de litres de lait bio en 2000 », n° 98, juillet 2001 ;
« Des retraits pour désengorger les marchés », n° 109, mai 2002.
Bulletin mensuel :
« Industries agricoles et alimentaires », partie du BMS.

● Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) :

Le « 4 pages » :
– « L'industrie française à l'heure des technologies de l'information et de la communication », n° 135, août 2000 ;
– « L'internet dans l'industrie française, une révolution en marche », n° 136, août 2000 ;
– « Informatique et télécommunications dans l'industrie française, des entreprises de plus en plus communicantes », n° 137, août 2000 ;
– « Peintures, vernis et encres, les couleurs de l'industrie », n° 141, décembre 2000 ;
– « La sidérurgie française, une industrie en pleine refonte », n° 143, février 2001 ;
– « La carrosserie industrielle », n° 144, mars 2001 ;
– « L'industrie française des télécommunications », n° 148, juin 2001 ;
– « L'industrie textile en mutation – Des ambitions nouvelles », n° 154, septembre 2001 ;
– « Les entreprises industrielles et la publicité », n° 155, octobre 2001 ;
– « La santé de l'industrie pharmaceutique française », n° 157, février 2002 ;
– « Les matériaux composites », n° 158, mars 2002 ;
– « La production manufacturière en 2001 », n° 159, mai 2002 ;
– « 1996-2000 : la sous-traitance industrielle stimulée par la croissance », n° 160, juillet 2002 ;
– « L'industrie britannique : l'enjeu de la productivité » n° 161, juillet 2002 ;
– « Les premiers résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprise 2001 », n° 162, juillet 2002 ;
– « Le financement de l'innovation des entreprises industrielles », n° 163, août 2002 ;
– « La chaîne de l'équipement automobile – une accélération technologique », n° 164, septembre 2002.
Chiffres-clés analyse :
– « L'industrie de l'habillement », R. Soarès, 1998 ;
– « Concurrence internationale et délocalisation dans le secteur de l'habillement », M-J. Prudhommeaux et R. Soarès, industrie française et mondialisation, 1998 ;
– « Technologies et société de l'information », SESSI, INSEE, SJTI, 1999 ;
– « L'industrie du verre », P. Brocard, 1999 ;
– « Les services industriels du travail des métaux », 1999 ;

« L'industrie des panneaux à base de bois », M-J. Prudhommeaux, 2000 ;
– « La chimie de base », J. Bonel, C. Duclos n° 220, 2001 ;

Chiffres-clés, production industrielle :

– « Industrie pharmaceutique », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;
– « Savons, détergents et parfums », séries mensuelles ;
– « Parfums et produits de toilette », séries trimestrielles et annuelles ;
« Bijouterie », séries annuelles, production industrielle, BJOCC ;
– « Ameublement », séries mensuelles et trimestrielles ;
– « Fabrication d'instruments de musique » séries annuelles ;
– « Autres activités manufacturières », séries annuelles ;
– « Automobile, carrosserie », séries mensuelles et trimestrielles ;
– « L'industrie de l'équipement automobile en chiffres », n° hors série, édition 2001 ;
– « Travail des Métaux », (séries annuelles).
– « Fabrication de matériel médicochirurgical », séries trimestrielles ;
– « Fabrication de jeux et jouets », séries annuelles, Fédération française du jouet ;
– « Fabrication d'articles de sport », séries annuelles, Fédération française des industries du sport et des loisirs ;
– « Industrie de la brosserie », séries annuelles, Fédération française de la brosserie ;
– « L'industrie française des technologies de l'information et de la communication en chiffres », édition 2001 ;
– « Industrie du verre », B. Wichmann, séries mensuelles commentées et trimestrielles.
– « Industries de la maille », séries mensuelles et trimestrielles ;
– « Industrie de l'habillement », séries trimestrielles ;
– « L'industrie française du textile », janvier 2000.
– « Travail du bois », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;
– « Articles de papeterie », séries trimestrielles ;
– « L'industrie française de l'emballage en chiffres », édition 2002 ;
– « L'industrie chimique de base », séries mensuelles et trimestrielles ;
– « Parachimie », séries mensuelles et trimestrielles ;
– « Industrie du caoutchouc », séries mensuelles commentées et enquête trimestrielle de branche, résultats définitifs ;
– « Transformation des matières plastiques », séries mensuelles commentées et séries trimestrielles ;
– « Travail des métaux », séries trimestrielles et annuelles ;
– « La sous-traitance en chiffres : métaux, plastiques », édition 2001 ;
– « La mode en chiffres », MJ. Prudhommeaux, R. Soarès, MC. Foucher, édition 2002 ;
– « Le bois en chiffres » hors série, 2002 ;
– « L'industrie française de plasturgie en chiffres » hors série, 2002.

Chiffres-clés Référence :

– « La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise ;
– « L'industrie française en 300 secteurs », Cédérom Sessi entreprises – Edition 2001 ;
– « Le financement de l'innovation technologique dans l'industrie – Édition 2002.

En bref :

– « L'industrie du bois en quelques chiffres » – Édition 2002 ;
– « Les PMI en quelques chiffres » – Édition 2002 ;

● *INSEE*

« L'économie française », édition 2002-2003 : rapport sur les comptes de la Nation de 2001, 2002.

INSEE-Première :

– « L'agriculture en 2000 en Europe et en France – hausse des prix, baisse des volumes », n° 783, juin 2001 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans – entretien et réparation premier poste de dépense » n° 844, mai 2002 ;
– « L'industrie manufacturière en 2001 – La France et la zone euro résistent mieux que leurs concurrentes » n° 858, juillet 2002 ;
– « L'agriculture en 2001 en Europe et en France – un revenu tiré par les prix », n° 859, juillet 2002 ;
– « L'industrie automobile résiste en 2001 et au début 2002 », n° 861, juillet 2002 ;
– « Les industries agroalimentaires en 2001 et début 2002 : légère reprise de l'activité et hausse des prix », n° 864, août 2002.

Synthèses :

– « Les comptes de l'agriculture en 2001 - Rapport annuel présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation », n° 64, 2002.

Économie et Statistique :

– « L'agriculture française dans le contexte international », n°s 329-330, septembre/octobre 1999 ;
– « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance », n°s 339-340, mai 2001.

Vous obtiendrez des informations supplémentaires en consultant les sites :

- **www.agreste.agriculture.gouv.fr**
- ***www.industrie.gouv.fr/sessi/***
- ***www.insee.fr***

● *Autres* :

« Industrie du cuir - Activité, Commerce extérieur, Statistiques », Observatoire économique, Conseil national du cuir.
« Imprimerie et industries graphiques », séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique).
« Édition du livre », séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).
« Édition de disques et cassettes », séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).
« Presse écrite » séries annuelles, Direction du développement des médias.
Rapport annuel de l'Union des industries chimiques.
Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).
Industries mécaniques, mensuel.
Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles.
Statistiques automobiles, *L'Argus,* numéro spécial, annuel.
Rapport annuel d'activité, Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).
Dossier de presse annuel, Fédération des industries nautiques (FIN).
Rapport d'activité annuel, Fédération des industries ferroviaires.
Matériel ferroviaire roulant, enquêtes de production du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.
Rapport d'activité annuel, GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).
Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).
L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.
Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie industrielle, mensuel du syndicat SNCT.
« Industries mécaniques », Lettre d'information, mensuel, FIM.
Tracteurs, Machines agricoles, mensuel.
SYMAP Infos, mensuel.
Rapport annuel, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications).
Bilan annuel, Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications.

Rapport annuel, GIMÉLEC (Groupement des industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique associée).
Rapport de l'EITO (European Information Technology Observatory).
Rapport du SFIB (Syndicat français de l'informatique et bureautique). Site internet : www.sfib.fr
Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France, 2000.
Chiffres-clés et indicateurs des télécommunications mondiales, OMSYC, 1999-2000.
Électronique international, hebdomadaire.
Annales des mines, annuel, École des mines.
Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines.
« Matériaux de construction et produits de carrière », Statistiques annuelles, UNICEM.
L'industrie céramique et verrière, mensuel, éd. Septima.
L'industrie cimentière. La Lettre.
« Écomine », Bulletin mensuel, Observatoire des matières premières et du BRGM.
Le Journal du Textile, hebdomadaire de la Fédération des industries textiles.
« Le textile sous toutes ses coutures », Guide du textile à l'usage des professionnels, Institut textile de France.
« L'industrie papetière », rapport annuel, COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).
« Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.
« Transformation du papier », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).
« Cartonnage », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).
Info chimie magazine.
Chimie Hebdo.
Rapport annuel, Union des industries chimiques.
Caoutchouc et Plastiques, mensuel.
Plastiques élastomères modernes, mensuel.
Hommes et fonderie, mensuel.
Matériel agricole, mensuel.
Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication (FIEEC) :
— Rapport annuel ;
— Statistiques annuelles ;
— Lettre d'information ;
— Les Chiffres-clés.
Rapport annuel du Gixel (Groupement des industries de l'interconnexion, des composants et des sous-ensembles électroniques).
Rapport annuel du SYCEP (Syndicat des industries des composants électroniques passifs).
Rapport annuel du SITELESC (Syndicat des industries des tubes électroniques et semi-conducteurs)
Électronique international hebdo.
Information sur les fibres synthétiques et cellulosiques, Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, édition 2000, Bruxelles.
« L'industrie de l'acier en 1999 », Fédération française de l'acier, 2000.
« Pneumatiques », *Le Journal de l'Automobile,* septembre 2001.
« Les chiffres-clés des matières premières minérales », Observatoire des matières premières, Secrétariat d'État à l'Industrie, 2000 - 2001.
« L'industrie des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux », Fédération des minerais et métaux, édition 2000.
« La fonderie française en 1999 », SGFF (Syndicat général des fondeurs de France), 2001.
« Sidérurgie mondiale : accélération de la concentration en Europe sur fond de crise asiatique », N. Houdin, *L'observatoire sectoriel,* Eurostaf, 2000.
« Fabrication de machines et équipements : contexte, résultats, perspectives », *Les études de l'Observatoire des entreprises,* P. Jacquet, I. Quéroy, A. Tournier, Banque de France, 2000.
Les prévisions glissantes détaillées du BIPE :
– « Textile, habillement – Perspectives sectorielles horizon 2005 », Volume 3, juillet 2000 ;
– « La fonderie et le travail des métaux, Perspectives sectorielles », 2000.
– « Constructions électrique, électronique professionnelles », volume I2, perspectives sectorielles horizon 2005, BIPE, 2000.
« La recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », *note d'information*, n°00.30 de septembre 2000, ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche.
« Aéronautique, espace et sous-traitance : résultats de l'enquête 2000 », F. Bouesse, *Les dossiers de l'INSEE*, Midi-Pyrénées, n° 100, novembre 2000.
« L'industrie du caoutchouc en France bilan 2000 », SNCP, juin 2001.
« Le marché des véhicules, immatriculations en 2001 - Parc au 1er janvier 2002 », *Données détaillées du SES*, ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement du Tourisme et de la Mer, 2002.
« Recyclage et valorisation des déchets », G. Miquel, Rapport 415, Site internet du sénat : www.senat.fr.
Sites internet sur le recyclage : www.seremat-recyclage.com ; www.copacel.com ; www.recyclagemag.com
« L'industrie pharmaceutique », *les Notes bleues de Bercy*, n°226, du 16 au 31 mars 2002.
« Le marché de l'édition et le développement de l'économie numérique », *Regards sur l'actualité* ; n°281, mai 2002.
« L'industrie pharmaceutique en mutation », *Notes et études documentaires*, n°5154, Juin 2002.
« Fabrication de vêtements en textile : contexte, résultats, perspectives », B. Bardès, A. Chatelus, Y. Lecoupeur, *Les études de l'Observatoire des entreprises*, Banque de France, 2002.

5

○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU K02-1

Industries agricoles et alimentaires : année 2000 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Code NAF	(2) Branche		(2) Secteur d'établissements		
		Effectif salarié (3) total	Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié (3) total	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements corporels (millions d'euros)
Production de viandes de boucherie	15.1A	43 692	11 778,2	43 921	854,8	185,9
Production de viandes de volailles	15.1C	27 678	4 987,3	28 469	512,2	98,4
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	48 011	9 137,7	46 150	914,7	306,6
Industrie des viandes	**15,1**	**119 381**	**25 903,2**	**118 540**	**2 281,7**	**590,9**
Industrie du poisson	15.2Z	12 318	2 466,7	11 563	225,7	78,2
Industrie du poisson	**15.2**	**12 318**	**2 466,7**	**11 563**	**225,7**	**78,2**
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 347	480,3	2 761	66,1	40,4
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 466	976,2	2 436	58,0	20,7
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 401	2 152,4	13 268	239,4	140,4
Transformation et conservation de fruits	15.3F	5 127	1 335,0	4 771	104,2	39,1
Industrie des fruits et légumes	**15.3**	**22 341**	**4 943,9**	**23 236**	**467,7**	**240,6**
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	876	*c*	643	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	1 798	1 091,5	1 573	65,5	10,7
Fabrication de margarine	15.4E	262	*c*	262	*c*	*c*
Industrie des corps gras	**15.4**	**2 936**	**1 831,6**	**2 478**	**90,1**	**28,3**
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	15 688	6 427,6	15 836	395,6	203,2
Fabrication de beurre	15.5B	2 248	1 536,4	2 368	54,6	19,7
Fabrication de fromage	15.5C	28 006	8 136,6	27 596	627,6	230,2
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 626	2 258,3	6 318	165,7	57,4
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 303	881,5	5 539	130,6	38,6
Industrie laitière	**15.5**	**54 871**	**19 240,4**	**57 657**	**1 374,1**	**549,1**
Meunerie	15.6A	4 378	1 413,9	4 207	112,3	41,8
Autres activités de travail des grains	15.6B	2 013	765,6	2 436	60,2	33,7
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 788	1 344,3	4 425	140,3	226,9
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	**15.6**	**10 179**	**3 523,8**	**11 068**	**312,8**	**302,4**
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	12 547	5 320,9	12 893	330,5	106,9
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	4 936	1 868,2	4 552	158,0	58,0
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**	**17 483**	**7 189,1**	**17 445**	**488,5**	**164,9**
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	23 981	2 997,0	23 278	438,3	175,6
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	13 861	2 401,7	13 088	294,0	89,0
Fabrication de sucre	15.8H	7 215	2 735,6	7 676	252,0	146,1
Chocolaterie, confiserie	15.8K	15 861	3 836,6	14 977	390,3	106,0
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 934	913,8	3 637	98,1	44,6
Transformation du thé et du café	15.8P	4 625	1 974,6	4 285	146,1	33,2
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	2 792	1 032,0	2 630	75,4	34,4
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 484	914,0	3 528	98,4	30,5
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 691	2 662,7	7 999	216,1	92,5
Autres industries alimentaires	**15.8**	**84 444**	**19 468,0**	**81 098**	**2 008,7**	**751,9**
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	3 066	1 688,5	3 321	113,3	53,1
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 587	1 045,2	3 291	107,3	26,6
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	1 017	389,2	653	15,9	15,2
Champagnisation	15.9F	5 987	3 263,4	5 773	212,3	105,0
Vinification	15.9G	4 364	1 680,1	3 941	104,4	107,6
Cidrerie	15.9J	524	110,7	437	*c*	*c*
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	*c*	*c*	184	*c*	*c*
Brasserie	15.9N	5 205	1 965,0	4 762	172,3	138,0
Malterie	15.9Q	*c*	*c*	548	15,4	21,9
Industrie des eaux de table	15.9S	8 341	2 338,0	8 202	264,2	115,6
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	5 859	2 755,9	3 440	106,0	45,1
Industrie des boissons	**15.9**	**38 758**	**15 604,7**	**34 552**	**1 125,3**	**633,4**

(1) Hors activités 15.8B, 15.8C, 15.8D exclues de l'enquête du SCEES.
(2) Pour le champ de l'enquête et les définitions branche et secteur, voir partie « 3. Définitions » dans ce chapitre.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU K.02-2

Exploitation forestière et scierie : année 2000 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (2)	Chiffre d'affaires (3) net	Exportations	Investissements corporels
				Million d'euros		
Exploitation forestière	02.0B	42	1 988	395,7	98,5	20,0
Scierie	20.1A et 20.1B	282	14 863	2 111,5	404,0	113,6
Total		**324**	**16 851**	**2 507,2**	**502,5**	**133,6**

(1) En raison des tempêtes de décembre 1999, l'année 2000 est atypique.
(2) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires et les travailleurs saisonniers.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.

TABLEAU K.02-3

Habillement, cuir : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	463	95,8	444	9,7	0,7
Fabrication de vêtements de travail	182A	3 080	301,9	2 907	52,6	2,8
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 522	89,5	2 163	77,4	11,6
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	9 504	1 501,4	8 664	164,8	17,1
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	27 762	3 570,7	27 441	577,9	63,2
Fabrication de vêtements de dessous	182G	23 418	2 319,9	20 621	385,3	26,1
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	10 430	1 104,0	11 090	216,3	15,5
Industrie des fourrures	183Z	283	64,9	266	6,0	0,3
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**76 462**	**9 048,1**	**73 596**	**1 490,0**	**137,3**
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 110	306,9	2 131	46,1	6,3
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	12 027	1 053,7	12 604	238,3	30,5
Fabrication de chaussures	193Z	22 760	2 077,7	23 015	417,9	50,6
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**36 897**	**3 438,3**	**37 750**	**702,3**	**87,4**
Habillement, cuir	**C1**	**113 359**	**12 486,4**	**111 346**	**2 192,3**	**224,7**

TABLEAU K.02-4

Édition, imprimerie, reproduction : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Édition de livres	221A	11 452	3 076,0	11 481	417,4	35,5
Édition de journaux	221C	27 497	4 688,9	27 528	1 043,1	122,7
Édition de revues et périodiques	221E	21 138	6 063,9	21 562	941,0	70,7
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 719	1 228,3	2 676	124,7	8,5
Autres activités d'édition (1)	221J	885	133,3	840	21,2	2,3
Imprimerie de journaux	222A	2 542	281,0	2 414	92,3	13,5
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	56 540	7 715,2	56 540	1 470,7	358,2
Reliure et finition	222E	6 721	469,4	6 731	144,5	39,6
Composition et photogravure	222G	6 087	607,0	5 820	163,0	29,6
Autres activités graphiques (2)	222J	1 114	116,4	1 077	28,3	3,6
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 159	182,0	1 175	33,0	24,8
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 437	194,7	1 551	34,5	4,6
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**139 291**	**24 756,1**	**139 395**	**4 513,7**	**713,6**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.02-5

Pharmacie, parfumerie, entretien : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	8 423	3 055,0	9 898	419,2	185,4
Fabrication de médicaments	244C	70 156	25 168,9	75 441	2 703,1	736,9
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 020	625,4	4 868	145,9	27,6
Industrie pharmaceutique	**C31**	**82 599**	**28 849,3**	**90 207**	**3 268,2**	**949,9**
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	9 583	2 692,3	11 448	387,4	118,2
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34 251	10 441,8	36 990	1 171,0	278,9
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**43 834**	**13 134,1**	**48 438**	**1 558,4**	**397,1**
Pharmacie, parfumerie, entretien	**C3**	**126 433**	**41 983,4**	**138 645**	**4 826,6**	**1 347,0**

TABLEAU K.02-6

Industries des équipements du foyer : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de sièges	361A	25 385	3 940,7	24 752	539,7	131,0
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	9 476	1 068,5	10 113	233,7	36,4
Fabrication de meubles de cuisine	361E	7 180	760,5	7 908	166,8	38,1
Fabrication de meubles meublants (1)	361G	14 004	1 360,3	15 389	290,1	39,2
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	397	58,3	1 217	28,1	9,4
Fabrication de meubles de complément (2)	361J	9 961	1 209,7	8 023	167,9	44,4
Industries connexes de l'ameublement	361K	415	36,2	556	12,4	1,9
Fabrication de matelas	361M	4 662	701,9	5 103	118,0	17,5
Fabrication de meubles	**C41**	**71 480**	**9 136,1**	**73 061**	**1 556,7**	**317,9**
Fabrication de monnaies et médailles	362A	315	31,7	318	8,4	0,4
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 183	1 083,9	6 479	166,3	19,2
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 446	111,5	1 464	35,4	2,5
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	**C42**	**7 944**	**1 227,1**	**8 261**	**210,1**	**22,1**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 504	784,7	6 219	143,1	36,8
Fabrication de jeux et jouets	365Z	4 440	646,9	4 471	95,1	23,1
Bijouterie fantaisie	366A	1 271	103,4	1 216	26,4	4,4
Industrie de la brosserie	366C	3 018	346,4	3 144	63,7	9,9
Autres activités manufacturières n.c.a. (3)	366E	11 191	1 603,4	11 086	248,8	64,9
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**25 424**	**3 484,8**	**26 136**	**577,1**	**139,1**
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	20 446	3 197,6	20 687	456,0	153,1
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	2 972	419,5	2 975	71,0	11,8
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**23 418**	**3 617,1**	**23 662**	**527,0**	**164,9**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	10 674	4 498,3	11 385	280,9	101,9
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	**C45**	**10 674**	**4 498,3**	**11 385**	**280,9**	**101,9**
Fabrication de lunettes	334A	8 963	879,0	9 880	239,8	33,1
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	1 622	245,0	1 551	42,8	4,6
Horlogerie	335Z	3 974	415,8	3 761	87,4	15,4
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	**C46**	**14 559**	**1 539,8**	**15 192**	**370,0**	**53,1**
Industries des équipements du foyer	**C4**	**153 499**	**23 503,2**	**157 697**	**3 521,8**	**799,0**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. NAF 365Z).
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

TABLEAU K.02-7

Industrie automobile : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Construction de véhicules automobiles	341Z	123 549	74 401,7	129 261	3 666,0	3 368,4
Fabrication de carrosseries automobiles	342A	20 374	2 857,7	21 102	467,5	86,1
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1 935	285,4	1 656	30,9	7,5
Construction automobile	**D01**	**145 858**	**77 544,8**	**152 019**	**4 164,4**	**3 462,0**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	104 070	27 558,5	96 370	2 485,6	1 213,8
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**104 070**	**27 558,5**	**96 370**	**2 485,6**	**1 213,8**
Industrie automobile	**D0**	**249 928**	**105 103,3**	**248 389**	**6 650,0**	**4 675,8**

TABLEAU K.02-8

Construction navale, aéronautique et ferroviaire : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	714	59,3	881	21,1	0,4
Construction de navires civils	351B	5 984	2 127,6	5 960	164,8	33,6
Réparation navale	351C	2 150	197,0	2 149	51,0	2,8
Construction de bateaux de plaisance	351E	6 174	792,6	6 360	124,7	40,5
Construction navale	**E11**	**15 022**	**3 176,5**	**15 350**	**361,6**	**77,3**
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	10 840	1 505,2	11 069	310,8	37,3
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**10 840**	**1 505,2**	**11 069**	**310,8**	**37,3**
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	20 784	4 585,1	21 745	750,1	179,4
Construction de cellules d'aéronefs	353B	45 153	10 615,6	45 489	1 560,6	342,0
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	8 373	2 895,2	8 429	371,6	29,2
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**74 310**	**18 095,9**	**75 663**	**2 682,3**	**550,6**
Fabrication de motocycles	354A	3 226	526,2	3 494	80,3	28,1
Fabrication de bicyclettes	354C	3 243	593,2	3 063	60,5	6,0
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	460	52,8	451	11,9	1,6
Fabrication de matériels de transport n.c.a. (1)	355Z	1 208	142,6	1 407	33,6	4,3
Fabrication de cycles, motocycles, matériels de transport n.c.a	**E14**	**8 137**	**1 314,8**	**8 415**	**186,3**	**40,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	**E1**	**108 309**	**24 092,4**	**110 497**	**3 541,0**	**705,2**

(1) Cette classe comprend : la fabrication de remorques de manutention ; la fabrication de brouettes, diables, charrettes à bras etc ; la fabrication de véhicules à traction animale. Ne comprend pas la fabrication d'appareils de levage et de manutention (cf. NAF 292D, tableau K.02-9) ni la fabrication de remorques de tourisme (cf. NAF 342B, tableau K.02-7).

TABLEAU K.02-9

Industries des équipements mécaniques : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche : Effectif salarié	Résultats branche : Ventes hors taxes (millions d'euros)	Résultats secteur d'établissements : Effectif salarié	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (millions d'euros)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (millions d'euros)
Fabrication de constructions métalliques	281A	24 761	3 756,9	25 271	571,2	114,3
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	6 625	884,0	6 797	154,8	36,3
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	**E21**	**31 386**	**4 640,9**	**32 068**	**726,0**	**150,6**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	2 653	308,8	2 245	49,2	8,1
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 824	206,0	1 666	41,1	4,2
Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	282D	6 994	1 086,6	8 067	213,7	40,9
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	1 943	547,0	2 048	67,5	3,8
Chaudronnerie nucléaire	283B	6 518	1 370,9	7 160	283,8	18,9
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	42 235	3 959,9	43 109	992,5	97,3
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	**E22**	**62 167**	**7 479,2**	**64 295**	**1 647,8**	**173,2**
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	7 128	1 811,9	8 214	277,1	66,9
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	18 016	3 072,3	16 211	417,1	103,1
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 715	594,1	5 620	151,6	29,0
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 142	2 258,3	16 157	419,6	74,1
Fabrication de roulements	291H	10 530	1 346,5	11 032	301,1	74,1
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	7 527	782,0	7 801	193,2	36,3
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**64 058**	**9 865,1**	**65 035**	**1 759,7**	**383,5**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	3 216	650,5	3 296	107,0	12,6
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	15 590	1 882,5	15 500	402,8	20,5
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	21 448	3 840,9	21 599	581,9	85,7
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	24 091	4 186,4	25 249	679,2	105,2
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3 949	621,1	4 024	120,2	8,6
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 320	164,3	1 115	26,9	1,7
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	12 797	1 834,0	13 489	366,9	51,3
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**82 411**	**13 179,7**	**84 272**	**2 284,9**	**285,6**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	2 322	770,7	3 709	103,2	22,1
Réparation de matériel agricole	293C	372	38,0	367	7,4	1,0
Fabrication de matériel agricole	293D	13 438	1 943,9	14 423	332,4	61,3
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**16 132**	**2 752,6**	**18 499**	**443,0**	**84,4**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 812	1 369,8	9 007	260,1	35,7
Fabrication de machines-outils à bois	294B	802	103,9	801	18,9	1,6
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	846	99,7	740	20,4	2,5
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 718	460,6	3 193	102,0	8,4
Fabrication d'autres machines-outils	294E	662	110,5	511	14,8	1,1
Fabrication de machines-outils	**E26**	**12 840**	**2 144,5**	**14 252**	**416,2**	**49,3**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	1 931	296,0	1 819	56,6	6,6
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	10 023	2 391,1	10 685	304,9	57,5
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	10 388	1 384,4	11 700	293,3	33,4
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	4 263	911,8	4 778	138,6	27,5
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 174	402,8	2 208	68,4	3,9
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 762	677,8	2 967	89,7	17,8
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc ou des plastiques	295M	3 585	753,0	2 422	74,2	9,6
Fabrication de moules et modèles	295N	11 765	1 457,3	10 227	280,0	49,8
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	8 942	1 809,2	7 235	213,6	18,3
Fabrication d'autres machines à usage spécifique	**E27**	**55 833**	**10 083,4**	**54 041**	**1 519,3**	**224,4**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	575	68,7	488	11,3	3,1
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**575**	**68,7**	**488**	**11,3**	**3,1**
Industries des équipements mécaniques (1)	**E2**	**325 402**	**50 214,1**	**332 950**	**8 808,2**	**1 354,1**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm ; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.02-10

Industries des équipements électriques et électroniques : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de machines de bureau	300A	4 155	876,8	4 206	109,6	26,8
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	22 438	7 839,3	29 290	1 401,4	184,3
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**26 593**	**8 716,1**	**33 496**	**1 511,0**	**211,1**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	18 364	2 810,6	17 556	425,2	77,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de très grande puissance	311B	8 588	1 220,0	6 976	202,9	27,3
Réparation de matériels électriques	311C	3 132	283,7	2 785	70,2	4,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**30 084**	**4 314,3**	**27 317**	**698,3**	**109,5**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	32 065	10 318,1	23 482	799,8	279,3
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	30 933	8 296,9	41 220	1 439,2	384,4
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	**E33**	**62 998**	**18 615,0**	**64 702**	**2 239,0**	**663,7**
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 554	1 133,2	2 739	123,8	10,0
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	17 851	2 233,1	19 956	548,8	153,7
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	**E34**	**20 405**	**3 366,3**	**22 695**	**672,6**	**163,7**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	26 975	5 924,0	26 631	1 045,2	107,0
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	28 840	4 626,4	28 871	865,6	141,8
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	14 832	2 182,5	14 496	438,5	39,4
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	**E35**	**70 647**	**12 732,9**	**69 998**	**2 349,3**	**288,2**
Industries des équipements électriques et électroniques	**E3**	**210 727**	**47 744,6**	**218 208**	**7 470,2**	**1 436,2**

TABLEAU K.02-11

Industries des produits minéraux : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	273	12,5	274	7,3	0,5
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**273**	**12,5**	**274**	**7,3**	**0,5**
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	1 837	176,4	1 871	50,3	12,3
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 369	298,8	1 486	40,6	33,7
Production de sables et de granulats	142A	11 498	2 304,7	12 569	438,7	213,9
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	1 017	149,7	1 070	26,7	6,6
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	3 126	379,1	2 987	91,5	13,5
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	772	122,5	762	22,2	8,5
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres industries extractives)	**F12**	**19 619**	**3 431,2**	**20 745**	**670,0**	**288,5**
Fabrication de verre plat	261A	1 948	465,7	2 720	92,9	94,0
Façonnage et transformation du verre plat	261C	9 372	1 474,3	9 211	207,2	59,1
Fabrication de verre creux	261E	28 604	3 391,1	29 244	747,7	245,8
Fabrication de fibres de verre	261G	1 961	411,6	2 061	65,8	32,7
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	4 364	489,0	4 337	114,5	41,8
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**46 249**	**6 231,7**	**47 573**	**1 228,1**	**473,4**
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	6 181	367,5	6 205	116,0	12,3
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	3 497	291,2	3 949	89,4	14,9
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	393	34,5	323	7,4	0,8
Fabrication d'autres produits céramiques	262G et 262J	637	51,0	376	8,1	1,6
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	3 971	547,9	4 385	122,5	21,9
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	2 898	286,0	3 263	70,4	21,1
Fabrication de briques	264A	1 652	218,4	1 676	44,8	17,4
Fabrication de tuiles	264B	3 374	633,4	3 551	85,0	52,4
Fabrication de ciment	265A	4 565	1 949,4	4 916	180,0	129,6
Fabrication de chaux	265C	981	335,4	839	21,4	18,4
Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction	265E et 266C	2 924	680,4	3 243	85,5	35,1
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	15 571	2 044,8	16 978	377,2	111,6
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	4 996	1 959,0	5 054	123,5	61,6
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 771	469,6	1 620	49,4	9,0
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	665	127,6	693	18,3	5,3
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	523	45,8	465	9,3	2,1
Travail de la pierre	267Z	4 436	385,9	4 474	90,5	11,3
Fabrication de produits abrasifs	268A	2 195	297,7	3 770	123,4	21,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a. (2)	268C	5 439	998,3	5 312	151,3	63,4
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**66 669**	**11 723,8**	**71 092**	**1 773,4**	**611,6**
Industries des produits minéraux	**F1**	**132 810**	**21 399,2**	**139 684**	**3 678,8**	**1 374,0**

(1) Cette classe comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath ; pierres gemmes, quartz, mica, asphaltes et bitumes naturels, etc.

(2) Cette classe comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. NAF 261G) ; la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.

TABLEAU K.02-12

Industrie textile : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Filature de l'industrie cotonnière	171A	2 590	374,9	2 432	47,2	12,5
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	657	45,7	658	11,9	2,8
Préparation de la laine	171E	760	522,6	828	20,6	8,1
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	2 592	253,6	2 773	53,6	4,8
Préparation et filature du lin	171H	1 199	202,9	1 216	24,0	9,5
Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques	171K	3 986	602,1	4 151	77,2	19,0
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	1 822	229,0	2 203	49,7	4,0
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	8 065	1 367,6	8 497	179,9	34,9
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1 111	266,6	1 011	21,0	6,0
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 285	280,1	1 301	30,5	3,0
Tissage de soieries	172G	5 805	1 048,7	5 845	127,0	26,2
Tissage d'autres textiles	172J	1 794	279,7	1 958	42,3	11,1
Ennoblissement textile	173Z	13 795	1 757,1	13 777	314,5	65,0
Filature et tissage	**F21**	**45 461**	**7 230,6**	**46 650**	**999,4**	**206,9**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4 935	528,7	5 097	92,6	16,0
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 670	356,4	2 635	48,0	6,5
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	5 599	628,1	5 797	117,7	18,6
Fabrication de tapis et moquettes	175A	3 021	591,2	3 305	77,7	20,8
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 012	122,7	1 093	20,4	6,0
Fabrication de non-tissés	175E	1 927	369,7	1 698	45,1	44,5
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	16 465	2 191,9	17 621	390,3	87,9
Fabrication de produits textiles	**F22**	**35 629**	**4 788,7**	**37 246**	**791,8**	**200,3**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	2 602	468,9	2 519	54,4	14,9
Fabrication de bas et chaussettes	177A	7 223	617,4	8 104	165,7	13,7
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	7 531	727,6	7 471	141,8	13,8
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	**F23**	**17 356**	**1 813,9**	**18 094**	**361,9**	**42,4**
Industrie textile	**F2**	**98 446**	**13 833,2**	**101 990**	**2 153,1**	**449,6**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile ainsi que les travaux de plissage, jours, boutonnières etc.

TABLEAU K.02-13

Industrie du bois et du papier : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Imprégnation du bois	201B	917	56,4	881	24,4	1,2
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 912	1 697,0	8 944	192,2	212,4
Fabrication de charpentes et de menuiseries	203Z	14 219	2 299,0	15 476	970,2	111,7
Fabrication d'emballages en bois	204Z	10 010	1 235,1	11 092	211,9	41,3
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4 155	375,4	4 396	86,0	14,2
Fabrication d'objets en liège, vannerie ou sparterie (1)	205C	968	248,3	979	22,9	6,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	**F31**	**39 181**	**5 911,2**	**41 768**	**1 507,6**	**386,8**
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	27 770	8 037,3	27 753	810,5	473,0
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**27 770**	**8 037,3**	**27 753**	**810,5**	**473,0**
Industrie du carton ondulé	212A	16 815	3 236,7	17 254	432,6	142,5
Fabrication de cartonnages	212B	14 803	1 868,4	15 002	354,5	92,6
Fabrication d'emballages en papier	212C	3 956	622,4	4 235	101,9	30,8
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	7 998	2 234,8	8 270	252,8	134,8
Fabrication d'articles de papeterie (2)	212G	5 243	978,8	5 286	130,5	47,3
Fabrication de papiers peints	212J	933	140,1	966	25,0	12,4
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (3)	212L	6 549	1 125,2	6 444	158,3	57,7
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**56 297**	**10 206,4**	**57 457**	**1 455,6**	**518,1**
Industrie du bois et du papier	**F3**	**123 248**	**24 154,9**	**126 978**	**3 773,7**	**1 377,9**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.

(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc) ; voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans K.02-4.

(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

TABLEAU K.02-14

Chimie, caoutchouc et plastiques : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de gaz industriels	241A	4 073	1 217,3	4 681	185,8	110,0
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4 050	1 063,0	4 352	147,8	64,9
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	7 545	2 310,6	9 792	379,5	156,6
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	5 061	1 625,6	6 005	187,9	69,0
Industrie chimique minérale	**F41**	**20 729**	**6 216,5**	**24 830**	**901,0**	**400,5**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	25 056	12 012,0	27 540	946,8	880,5
Fabrication de matières plastiques de base	241L	14 769	8 213,1	15 375	516,7	567,5
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 398	824,0	2 466	84,5	55,8
Industrie chimique organique	**F42**	**42 223**	**21 049,1**	**45 381**	**1 548,0**	**1 503,8**
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	6 172	2 716,7	6 388	254,9	43,9
Fabrication de peintures et vernis	243Z	15 826	3 285,3	18 007	563,9	113,0
Fabrication de produits explosifs	246A	3 382	658,0	4 548	123,0	43,1
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 262	804,3	3 550	110,9	33,0
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 471	969,7	4 873	164,0	47,4
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	2 810	751,2	2 915	93,6	35,2
Fabrication de supports de données	246J	1 246	528,0	1 378	39,1	10,0
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	12 833	3 823,2	11 265	365,6	117,3
Parachimie	**F43**	**50 002**	**13 536,4**	**52 924**	**1 715,0**	**442,9**
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	1 991	525,7	2 204	57,1	27,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**1 991**	**525,7**	**2 204**	**57,1**	**27,0**
Fabrication de pneumatiques	251A	31 489	4 380,3	35 694	931,9	272,2
Rechapage de pneumatiques	251C	1 840	211,0	1 093	29,5	5,1
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	30 363	3 276,8	30 781	675,0	172,6
Industrie du caoutchouc	**F45**	**63 692**	**7 868,1**	**67 568**	**1 636,4**	**449,9**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	18 824	3 503,2	17 899	447,1	241,4
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	32 727	5 044,9	34 262	805,3	356,3
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	19 674	2 873,3	18 764	414,4	111,2
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	10 935	1 382,7	11 826	264,6	72,8
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	54 793	7 092,6	57 313	1 275,6	396,2
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**136 953**	**19 896,7**	**140 064**	**3 207,0**	**1 177,9**
Chimie, caoutchouc et plastiques	**F4**	**315 590**	**69 092,5**	**332 971**	**9 064,5**	**4 002,0**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.02-15

Métallurgie et transformation des métaux : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Sidérurgie [CECA (1)]	271Z	34 612	11 772,4	38 091	1 128,9	350,4
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	12 655	2 559,1	13 205	336,9	56,9
Étirage à froid	273A	2 246	503,5	1 035	27,7	4,6
Laminage à froid de feuillards	273C	1 004	229,6	1 051	25,9	2,8
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2 262	728,6	2 469	63,2	21,1
Tréfilage à froid	273G	2 459	448,8	2 747	72,1	17,9
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 389	347,6	1 442	48,5	15,9
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**56 627**	**16 589,6**	**60 040**	**1 703,2**	**469,6**
Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux	274A et 274M	3 062	1 799,3	3 071	88,7	17,5
Production d'aluminium	274C	2 893	1 438,0	3 336	113,7	22,6
Première transformation de l'aluminium	274D	8 135	2 294,4	8 330	222,8	94,6
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 372	726,6	2 509	77,8	22,3
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	5 395	2 530,9	5 209	136,5	67,8
Production de métaux non ferreux	**F52**	**21 857**	**8 789,2**	**22 455**	**639,5**	**224,8**
Fonderie de fonte	275A	12 358	1 298,0	15 555	358,2	110,0
Fonderie d'acier	275C	6 684	558,1	6 169	137,1	21,1
Fonderie de métaux légers	275E	14 840	1 876,0	13 444	292,0	106,1
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	3 698	386,0	3 537	77,7	16,6
Fonderie	**F53**	**37 580**	**4 118,1**	**38 705**	**865,0**	**253,8**
Forge, estampage, matriçage	284A	12 096	1 651,9	10 031	227,6	72,7
Découpage, emboutissage	284B	34 112	4 793,7	34 623	779,4	240,9
Métallurgie des poudres	284C	1 173	151,4	1 128	30,5	7,5
Traitement et revêtement des métaux	285A	20 573	2 016,9	20 053	435,5	127,9
Décolletage	285C	14 360	1 595,4	14 186	336,1	114,7
Mécanique générale	285D	53 588	5 161,8	55 263	1 316,9	263,6
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**135 902**	**15 371,1**	**135 284**	**3 126,0**	**827,3**
Fabrication de coutellerie	286A	2 890	263,3	2 945	59,0	10,0
Fabrication d'outillage à main	286C	4 546	557,2	5 306	130,2	25,4
Fabrication d'outillage mécanique	286D	12 541	1 252,7	12 228	303,0	57,6
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 276	1 364,3	12 599	283,0	53,9
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	791	160,7	841	21,5	4,5
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 337	2 208,3	11 097	273,2	95,1
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7 691	1 072,4	8 588	187,0	42,2
Visserie et boulonnerie	287G	8 556	1 047,9	9 185	218,9	75,3
Fabrication de ressorts	287H	3 226	373,6	3 030	70,8	14,2
Fabrication de chaînes	287J	552	46,6	558	11,2	1,4
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 042	759,7	7 092	165,6	30,1
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (2)	287M et 287P	14 385	1 945,5	12 626	313,4	49,8
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2 246	227,7	2 194	51,5	8,4
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**87 079**	**11 279,9**	**88 289**	**2 088,3**	**467,9**
Récupération de matières métalliques recyclables	371Z	5 928	2 002,0	5 951	129,8	89,3
Récupération de matières non métalliques recyclables	372Z	7 053	1 011,8	6 959	139,5	60,7
Récupération	**F56**	**12 981**	**3 013,8**	**12 910**	**269,3**	**150,0**
Métallurgie et transformation des métaux	**F5**	**352 026**	**59 161,7**	**357 683**	**8 691,3**	**2 393,4**

(1) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).
(2) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie ; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.02-16

Industries des composants électriques et électroniques : année 2000

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Code NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (millions d'euros)	Effectif salarié	Rémunérations (millions d'euros)	Investissements (millions d'euros)
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension .	312A	46 503	7 408,3	52 584	1 412,6	368,6
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension .	312B	8 927	1 419,0	10 123	320,4	40,5
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	18 712	4 448,5	19 680	503,3	215,1
Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques	314Z	5 594	954,3	6 257	163,7	52,5
Fabrication de lampes	315A	2 510	289,9	2 870	64,8	25,2
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	741	67,7	723	17,6	1,5
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	8 034	1 013,9	7 416	167,8	39,6
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	19 702	3 403,5	21 190	551,6	236,7
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 322	282,4	1 934	43,8	9,9
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1)	316D	10 209	1 422,0	8 822	252,9	41,1
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**123 254**	**20 709,5**	**131 599**	**3 498,5**	**1 030,7**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	11 710	1 325,0	12 801	305,3	102,3
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	44 532	10 256,2	47 045	1 366,8	2 026,3
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**56 242**	**11 581,2**	**59 846**	**1 672,1**	**2 128,6**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**179 496**	**32 290,7**	**191 445**	**5 170,6**	**3 159,3**

(1) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires ; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage électriques ; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie ; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite ; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique) ; la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. NAF 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre ou en céramique (cf. NAF 261K et 262 E, tableau K.02-11).

Chapitre K.03

○ Construction

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Construction : entreprises, effectifs salariés, chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000.

2 Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.

3 Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.

4 Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination.

5 Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.

6 Logements commencés par type de construction.

7 Indices annuels de la construction dans l'Union européenne.

8 Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.

9 La production du secteur « Construction » et son affectation.

10 Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.

11 Le parc locatif social au 1er janvier de l'année.

1

○ Présentation

En 2001, 340 000 logements ont été autorisés à la construction. La taille des logements construits augmente : de moins en moins de studios et de plus en plus de maisons de 5 pièces et plus. Alors que 54 % des demandes de permis de construire ont été déposées par des personnes physiques, la part des permis déposés par les organismes d'HLM est en baisse depuis six ans.

Près de 50 millions de mètres carrés de construction de locaux non résidentiels ont été autorisés en 2001, soit une légère diminution de 1,5 % intervenant après deux années de forte croissance.

Après une baisse en 2000, le marché de la promotion immobilière est en hausse de 6,6 % en 2001. La hausse est particulièrement forte pour les ventes de maisons individuelles de moins de quatre pièces. Les mises en vente de maisons individuelles progressent de plus de 12 %, alors que celles d'appartements diminuent légèrement. Il en résulte une augmentation du nombre de maisons individuelles disponibles à la vente, alors que celui d'appartements diminue.

Le parc locatif social est en augmentation de 1,1 % sur un an, portant surtout sur des logements de deux pièces.

2

○ Méthodologie

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Sa refonte en 1997 a entraîné des ruptures de séries, notamment sur la description fine des chantiers de l'entreprise [1] :

– enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà.

Afin d'alléger la charge statistique pour les petites entreprises, une « stratégie petites entreprises » est mise en oeuvre périodiquement sur le champ des unités de moins de dix salariés. Leurs données sont alors estimées en mobilisant des informations de source administrative. L'année 1999 est la première année d'application de cette procédure.

Les questionnaires utilisés sont :

– le questionnaire général pour les entreprises de 20 salariés et plus ;

– le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 20 salariés.

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second oeuvre. D'autre part, la spécialisation des entreprises en ouvrages de bâtiment ou de génie civil est d'autant plus marquée qu'il s'agit de petites entreprises de bâtiment, et de grandes entreprises de travaux publics.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction. Elles peuvent également intégrer d'autres activités à titre secondaire. Inversement, ne sont pas repris ici les résultats concernant les entreprises dont l'activité « construction » n'est que secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine, et ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n.

Construction et transformation de bâtiments, permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer à l'aide de systèmes informatisés, en particulier SITADEL (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à SICLONE depuis 1998.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans SICLONE, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non résidentiels.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

Sont donc exclus du champ de l'enquête :

– le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;

– les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;

– les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;

– l'ensemble des logements de fonction ;

– les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

---

[1] Voir chapitre K01. Les résultats des exercices 1994, 1995 et 1996 regroupent les ouvrages anciennement nommés « maisons individuelles » et « logements collectifs » en un seul poste « immeubles de logements (y compris hébergement) » transféré dans « Total résidentiels » (cf. K.03-2).

3 ○ Définitions

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) [1]

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et génie civil dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend[2] :

- ***Pour le bâtiment (NES H01) :***

– **Gros oeuvre** :
  — construction de maisons individuelles (NAF 45.2A) ;
  — construction de bâtiments divers (NAF 45.2B) ;
  — levage, montage (NAF 45.2T) ;
  — travaux de maçonnerie générale (NAF 45.2V).
– **Second oeuvre** :
  — réalisation de couvertures par éléments (NAF 45.2J) ;
  — travaux d'étanchéification (NAF 45.2K) ;
  — travaux de charpente (NAF 45.2L) ;
  — travaux d'installation électrique (NAF 45.3A) ;
  — travaux d'isolation (NAF 45.3C) ;
  — installation d'eau et de gaz (NAF 45.3E) ;
  — installation d'équipements thermiques et de climatisation (NAF 45.3F) ;
  — plâtrerie (NAF 45.4A) ;
  — menuiserie bois et matières plastiques (NAF 45.4C) ;
  — menuiserie métallique, serrurerie (NAF 45.4D) ;
  — revêtement des sols et des murs (NAF 45.4F) ;
  — miroiterie de bâtiment, vitrerie (NAF 45.4H) ;
  — peinture (NAF 45.4J) ;
  — agencement de lieux de vente (NAF 45.4L) ;
  — travaux de finition non compris ailleurs (NAF 45.4M).

- ***Pour le génie civil (NES H02) :***

  — terrassements divers, démolition (NAF 45.1A) ;
  — terrassements en grande masse (NAF 45.1B) ;
  — forages et sondages (NAF 45.1D) ;
  — construction d'ouvrages d'art (NAF 45.2C) ;
  — travaux souterrains (NAF 45.2D) ;
  — réalisation de réseaux (NAF 45.2E) ;
  — construction de lignes électriques et de télécommunication (NAF 45.2F) ;
  — construction de voies ferrées (NAF 45.2N) ;
  — construction de chaussées routières et de sols sportifs (NAF 45.2P) ;
  — travaux maritimes et fluviaux (NAF 45.2R) ;
  — autres travaux spécialisés de construction (NAF45.2U) ;
  — autres travaux d'installation (NAF 45.3H) ;
  — location avec opérateur de matériel de construction (NAF 45.5Z).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE).
Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.
On distingue deux types de maisons individuelles :
— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;
— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.
Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.
HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.
ILM : Immeuble à Loyer Moyen.
ILN : Immeuble à Loyer Normal.
PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.
PC : Prêt Conventionné.
PLA : Prêt Locatif Aidé.
PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.
PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.
PLA TS : PLA très social sans obligation de travaux, financement des logements réservés aux plus démunis.
PLA LM : PLA à loyer minoré.
PLAI : PLA d'intégration.
(PLA LM et PLAI succèdent au PLA TS)
PLUS : Prêt locatif à usage social, en remplacement des PLA CDC et PLA LM
PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.
PLR : Programme à Loyer Réduit.
PLS : Prêt Locatif Social.
PSR : Programme Social de Relogement.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, Service économique et statistique ;
– Fédération nationale du bâtiment ;
– Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :

[1] Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
[2] Voir le détail des activités au chapitre nomenclature en fin d'ouvrage.

Données détaillées du SES :
– « Statistiques de la construction en 2000 » ;
– « Statistiques de la construction neuve de 1994 à 2000 » sur Cédérom ;
– « Les ventes de logements neufs et anciens en 1999 » ;
– « Statistiques sur le logement social » (annuel) ;
– « Les entreprises du secteur de la construction en 1999 » ;
– « Les entreprises du secteur de la construction de 1997 à 2000 » sur cédérom.
SES Infos Rapides :
– Résultats de la construction neuve (mensuel et trimestriel) ;
– Résultats sur la commercialisation des logements neufs et anciens (mensuel et trimestriel) ;
– N° 177 : « Résultats de la construction neuve en 2001 » ;
– N° 188 : « EAE - Construction 2000 » ;
– N° 192 : « Le parc locatif social au 31 décembre 2000 ».

Presse spécialisée :
– Le moniteur des TP et du bâtiment (hebdomadaire) ;
– *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel) ;
– *Les travaux publics en ...*, de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE).
Économie et Statistique :
– « Le logement dans l'Union européenne : la propriété prend le pas sur la location », n° 343 septembre 2001.
INSEE-Première :
– « La construction en 1999 et début 2000 - Une activité exceptionnelle dans le bâtiment », n° 724, juin 2000 ;
– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;
– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;
– « Des logements plus grands et plus confortables», n° 750, novembre 2000 ;
– « L'évolution des loyers en 2000 », n° 770, avril 2001 ;
– « 2000 : une deuxième année exceptionnelle pour la construction », n° 786, juin 2001 ;
– « Le locataire dans la ville », n° 807, septembre 2001 ;
– « L'évolution des loyers en 2001 – Secteur libre et HLM, deux dynamiques différentes », n° 839, mars 2002 ;
– « La construction résiste en 2001 et au début 2002 », n° 862, juillet 2002.
INSEE Résultats :
– « Le logement locatif de 1995 à 2000 », n°s 110-111, septembre 2001.
INSEE Synthèses :
– « Les comptes du logement, édition 2001 », n° 58, février 2002.
Autres publications :
– « L'état du mal logement en France », Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés, 1998.
– « L'occupation des logements d'habitations à loyer modéré et son évolution : exploitation de l'enquête nationale de 2000 », Audrey Daniel, Marie-Odile Simon, Collection des rapports, CREDOC, 2002.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU K.03-1

Construction : entreprises, effectifs salariés (1), chiffres d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Chiffre d'affaires et investissements : Million d'euros

Activité principale de l'entreprise	Code NES ou NAF	Entreprises de 10 salariés et plus				Ensemble des entreprises			
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts	Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre (2) d'affaires hors taxes	Investissements bruts
BÂTIMENT	**H01**	**21 155**	**561 144**	**61 491**	**994**	**276 721**	**1 009 514**	**104 581**	**2 186**
Gros œuvre		**6 969**	**187 666**	**24 166**	**439**	**70 591**	**324 261**	**36 935**	**798**
Construction de maisons individuelles	452A	1 221	25 565	3 494	61	10 672	49 273	6 512	116
Construction de bâtiments divers	452B	1 625	86 834	13 713	171	4 634	95 018	14 906	208
Levage, montage	452T	278	7 332	808	35	950	9 068	993	40
Travaux de maçonnerie générale	452V	3 845	67 935	6 151	172	54 335	170 902	14 524	434
Second œuvre		**14 186**	**373 478**	**37 325**	**555**	**206 130**	**685 253**	**67 646**	**1 388**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	887	16 043	1 466	29	10 764	36 958	3 261	94
Travaux d'étanchéification	452K	287	9 566	1 387	17	1 982	13 795	1 811	25
Travaux de charpente	452L	469	8 945	908	22	6 559	22 532	2 158	74
Travaux d'installation électrique	453A	2 605	109 170	11 416	156	32 502	155 639	16 088	252
Travaux d'isolation	453C	225	9 151	874	15	1 579	11 896	1 128	20
Installation d'eau et de gaz	453E	1 134	23 739	2 000	23	26 259	62 355	6 055	118
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 423	46 143	4 944	59	12 587	67 558	7 203	114
Plâtrerie	454A	629	12 830	1 013	14	12 986	30 293	2 634	60
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 791	33 592	3 249	72	26 889	72 007	7 242	216
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	1 248	27 811	3 107	51	10 397	46 983	5 044	96
Revêtement des sols et murs	454F	720	14 254	1 915	16	14 974	34 693	3 880	60
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	167	3 241	314	4	1 224	5 847	625	9
Peinture	454J	2 085	49 936	3 795	57	40 584	103 736	8 247	181
Agencement de lieux de vente	454L	227	4 660	585	14	2 099	9 153	1 118	31
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	289	4 397	352	6	4 745	11 808	1 152	38
GÉNIE CIVIL	**H02**	**3 529**	**204 006**	**27 298**	**958**	**16 818**	**231 670**	**30 753**	**1 201**
Terrassements divers, démolition	451A	973	28 153	3 212	155	9 149	43 713	4 975	294
Terrassements en grande masse	451B	284	17 844	2 730	137	1 249	19 801	3 018	154
Forages et sondages	451D	51	1 733	205	8	249	2 315	263	11
Construction d'ouvrages d'art	452C	117	14 241	2 394	46	194	14 487	2 422	47
Travaux souterrains	452D	19	1 191	232	4	30	1 240	263	33
Réalisations de réseaux	452E	478	30 001	3 521	114	734	31 102	3 642	123
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	388	25 491	2 786	76	621	25 918	2 837	78
Construction de voies ferrées	452N	37	4 226	501	64	42	4 248	502	64
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	699	62 455	9 289	261	1 487	64 661	9 672	280
Travaux maritimes et fluviaux	452R	28	2 578	346	13	210	2 850	393	15
Autres travaux spécialisés de construction	452U	206	8 720	1 205	35	1 416	11 246	1 471	40
Autres travaux d'installation	453H	122	3 843	449	8	1 022	5 511	721	10
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	127	3 530	428	37	415	4 578	574	52
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)	**H0**	**24 684**	**765 150**	**88 789**	**1 952**	**293 539**	**1 241 184**	**135 334**	**3 387**

(1) Effectif salarié moyen.
(2) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).

TABLEAU K.03-2

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

Nature de l'ouvrage	(2) (3) 1995		■ 1997		1998		1999		2000	
	Entreprises de 10 salariés (4) ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés (4) ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	...	...	8 007	26 238	8 495	27 649	9 702	30 311	11 541	35 043
Immeubles de logements (y compris hébergement)	...	...	11 615	17 616	12 380	19 210	13 062	20 350	13 092	21 166
Total résidentiel	**21 861**	**48 413**	**19 622**	**43 854**	**20 875**	**46 859**	**22 764**	**50 661**	**24 633**	**56 209**
Bâtiments non résidentiels	32 201	42 473	26 755	36 161	27 302	37 882	30 249	41 866	34 152	45 584
Total Bâtiment	**54 062**	**90 886**	**46 378**	**80 014**	**48 177**	**84 741**	**53 013**	**92 527**	**58 785**	**101 793**
Voies de communication	11 511	12 828	10 366	11 567	10 986	12 286	11 349	12 590	11 739	12 753
Ouvrages de franchissement	2 821	2 922	2 656	3 035	2 517	2 628	2 110	2 205	2 204	2 306
Réseaux	6 355	6 643	7 032	7 652	7 116	7 697	8 209	8 812	9 238	9 737
Autres ouvrages de génie civil	2 597	3 446	1 938	2 025	2 129	2 384	1 961	2 104	3 886	4 891
Total Génie civil	**23 283**	**25 839**	**21 992**	**24 279**	**22 748**	**24 996**	**23 629**	**25 711**	**27 067**	**29 687**
Total Construction	**77 345**	**116 725**	**68 370**	**104 293**	**70 925**	**109 736**	**76 642**	**118 237**	**85 852**	**131 480**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.
(2) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.
(3) Pour des raisons d'harmonisation européenne, la nomenclature de nature d'ouvrage a été modifiée : les centrales nucléaires et les installations industrielles ne sont plus classées dans les bâtiments non résidentiels mais dans les ouvrages de génie civil. De plus, au sein des ouvrages de bâtiment, les hôtels ne sont plus considérés comme des bâtiments résidentiels, mais comme des bâtiments non résidentiels.
(4) Avant l'année 1997, les entreprises dites « hors tranche » étaient systématiquement classées dans la strate des entreprises de moins de 10 salariés. Ce traitement étant modifié avec le passage aux enquêtes de 4ème génération, les entreprises en question sont désormais classées dans la strate correspondant à leur nombre réel de salariés. De ce fait, les répartitions par taille sont modifiées, y compris pour les années antérieures à 1997, de façon à préserver la cohérence des résultats.

TABLEAU K.03-3

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise (2)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million d'euros

	(3) 1995	(3) 1996	(4) ■ 1997	1998	1999	2000
Entreprises artisanales						
0 à 9 salariés :						
Neuf	15 946	15 108	...	13 221	14 072	18 202
Entretien, amélioration	21 267	22 557	...	23 343	25 442	24 806
Autres entreprises						
10 salariés et plus :						
Neuf	31 974	29 186	...	29 066	34 702	36 914
Entretien, amélioration	21 701	20 598	...	19 110	18 310	21 871
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	**47 919**	**44 294**	...	**42 287**	**48 774**	**55 116**
Entretien, amélioration	**42 967**	**43 155**	...	**42 453**	**43 752**	**46 677**
Montant général des travaux	**90 886**	**87 449**	...	**84 740**	**92 526**	**101 793**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.
(2) Avant l'année 1997, les entreprises dites « hors tranche » étaient systématiquement classées dans la strate des entreprises de moins de 10 salariés. Ce traitement étant modifié avec le passage aux enquêtes de 4ème génération, les entreprises en question sont désormais classées dans la strate correspondant à leur nombre réel de salariés. De ce fait, les répartitions par taille sont modifiées, y compris pour les années antérieures à 1997, de façon à préserver la cohérence des résultats.
(3) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature et l'état de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.
(4) La répartition du chiffre d'affaires selon l'état de l'ouvrage n'est pas disponible en 1997.

TABLEAU K.03-4

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage, le nombre de pièces, le mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

%

	r 1995	*r* 1996	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Maître d'ouvrage						
Organismes HLM	16,6	14,0	10,8	11,1	10,3	9,9
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,4	2,3	1,4	1,2	1,2	1,0
Sociétés civiles immobilières (SCI)	26,3	24,5	30,1	23,9	25,4	26,4
État et collectivités locales	1,5	1,2	1,0	0,9	1,0	0,8
Particuliers	43,7	49,9	48,2	56,2	55,0	53,8
Autres sociétés (1)	9,4	8,1	8,5	6,6	7,2	8,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**300 333**	**294 284**	**365 621**	**329 066**	**346 541**	**340 744**
Nombre de pièces d'habitation						
1 pièce	42,0	32,9	25,8	14,3	12,6	22,6
2 pièces	52,0	45,9	56,9	40,1	41,8	41,4
3 pièces	61,5	58,7	77,8	64,4	69,7	66,0
4 pièces	62,0	64,6	87,0	86,1	91,7	86,2
5 pièces	51,6	57,6	74,5	76,7	81,5	76,5
6 pièces et plus	31,2	34,5	43,7	47,4	49,3	48,0
Total	**300,3**	**294,3**	**365,6**	**329,1**	**346,5**	**340,7**
Mode d'utilisation et de destination						
Résidences principales :						
Occupation personnelle	110,3	124,4	144,5	160,0	164,1	156,4
Location vide ou meublée	81,7	78,8	120,4	88,1	101,8	105,1
Vente ou location-vente	87,8	73,5	79,6	65,6	64,6	62,8
Logement de fonction	2,7	1,5	1,1	0,9	0,9	0,7
Total	**282,5**	**278,2**	**345,6**	**314,6**	**331,4**	**325,0**
Résidences secondaires :						
Occupation personnelle	6,5	6,4	7,0	7,3	7,8	7,7
Location vide ou meublée	8,1	6,7	10,2	4,8	5,2	4,7
Vente ou location-vente	3,1	3,0	2,9	2,3	2,2	3,3
Logement de fonction	0,1	–	–	–	–	–
Total	**17,8**	**16,1**	**20,0**	**14,5**	**15,1**	**15,7**
Ensemble :						
Occupation personnelle	116,8	130,8	151,5	167,3	171,9	164,1
Location vide ou meublée	89,8	85,4	130,6	92,9	107,0	109,9
Vente ou location-vente	90,9	76,5	82,5	67,9	66,8	66,1
Logement de fonction	2,8	1,6	1,1	0,9	0,9	0,7
Total	**300,3**	**294,3**	**365,6**	**329,1**	**346,5**	**340,7**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.03-5

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Bâtiments agricoles	12 236,5	12 442,9	15 040,3	15 978,1	16 679,7	14 398,9
Bâtiments industriels	5 673,2	5 593,9	7 552,6	10 829,9	11 973,0	12 334,8
Locaux commerciaux	3 170,4	2 512,9	3 144,4	4 112,7	4 812,0	5 002,4
Bureaux	3 057,9	2 867,4	3 154,8	3 510,2	4 758,6	5 774,4
Stockage non agricoles et garages	4 681,3	4 496,2	3 753,9	3 406,5	3 863,7	4 273,0
Autres	7 080,7	6 734,4	7 354,5	7 844,2	8 314,2	7 865,0
Total	**35 900,1**	**34 647,7**	**40 000,5**	**45 681,7**	**50 401,1**	**49 648,6**

TABLEAU K.03-6

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Type de construction	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Individuels purs	108,8	122,2	134,8	152,1	166,7	157,1
Autres individuels	31,3	28,0	31,4	34,9	31,6	33,6
Total individuels	**140,1**	**150,2**	**166,2**	**187,0**	**198,3**	**190,7**
Total collectifs	**130,0**	**105,6**	**113,7**	**122,2**	**103,0**	**101,8**
Total	**270,1**	**255,8**	**279,8**	**309,2**	**301,3**	**292,5**

TABLEAU K.03-7

Indices annuels de la construction dans l'Union européenne

Source : Eurostat

Base 100 en 1995

Pays	1998			1999			2000			2001		
	Entrées de commandes	Permis de construction	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commandes	Permis de construction	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commandes	Permis de construction	Prix nouveaux bâtiments résidentiels	Entrées de commandes	Permis de construction	Prix nouveaux bâtiments résidentiels
Zone euro (1)	**116,4**	**99,8**	**103,2**	**120,4**	**98,3**	**104,3**	**123,1**	**94,0** *e*	**107,0**	**...**	**87,6** *e*	**109,2**
U E (à 15) :	**115,6**	**100,6**	**104,5**	**116,4**	**99,4**	**106,3**	**119,5**	**95,1** *e*	**109,3**	**...**	**89,4** *e*	**112,0**
Allemagne	87,3	74,8	98,7 *e*	86,3	68,5	98,4 *e*	75,1	47,5	98,7 *e*	71,0	...	98,5 *e*
Autriche	104,0	...	106,6	113,2	...	108,8	118,2	...	111,3	102,1	...	113,7
Belgique	136,3	84,1	...	150,5	100,8	...	166,3	92,8	...	163,0	91,5	...
Danemark	...	154,9	108,8	...	143,2	112,7	...	137,1	115,3	...	145,5	119,3
Espagne	163,3	128,9	106,7 *e*	169,3	143,3	108,3 *e*	191,4	155,3	113,0 *e*	180,4 *p*	...	116,1 *e*
Finlande	181,4	172,3	103,6	207,6	199,4	105,1	228,1	192,5	108,2	203,5	156,9	111,4
France	...	**117,2**	**104,2**	**...**	**108,9**	**105,7**	**...**	**116,3** *p*	**109,5**	**...**	**115,4** *p*	**112,5**
Grèce	...	144,6	120,8	...	131,1	125,8	...	...	128,8	...	...	132,4
Irlande	...	164,3	108,9 *e*	...	81,8	114,2 *e*	...	...	123,0 *e*	...	...	142,6 *e*
Italie	...	68,5	102,9	...	76,5	104,6	...	...	107,7	...	...	110,3
Luxembourg	105,4	120,1	104,3 *e*	111,4	139,7	106,1 *e*	117,8	...	109,5 *e*	145,5	...	114,1 *e*
Pays-Bas	123,0	89,1	105,4 *p*	133,8	85,6	107,1 *p*	142,5	79,8	111,2 *p*	...	...	117,2 *p*
Portugal	...	139,2	...	...	152,1	...	...	146,1	...	...	131,2	...
Royaume-Uni	112,8	105,4	110,0 *e*	102,4	106,9	115,0 *e*	106,8	103,7 *p*	120,0 *e*	109,3	105,0 *p*	124,5 *e*
Suède	...	...	109,1	...	...	111,8	...	...	116,2	...	...	121,4

(1) Comprend 12 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pay-Bas, Portugal.

TABLEAU K.03-8

Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur

Source : INSEE (Comptes de la Nation 2001 - base 95)

Unité : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2000	Valeur *p* 2001	Évolution 2001 / 2000 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Ménages	49,79	51,35	– 0,3	3,5
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	21,57	23,72	6,1	3,6
Administrations publiques	17,57	18,84	3,2	3,9
Autres	6,07	5,93	– 5,6	3,6
Total	**95,00**	**99,84**	**1,5**	**3,6**
Travaux publics (NES H02)				
Ménages	1,90	1,92	– 0,5	1,7
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	12,72	13,13	1,6	1,6
Administrations publiques	16,26	17,24	4,1	1,8
Total	**30,87**	**32,29**	**2,8**	**1,7**
Ensemble - Construction (NES H0)				
Ménages	51,69	53,27	– 0,3	3,4
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	34,28	36,85	4,5	2,9
Administrations publiques	33,83	36,08	3,6	2,9
Autres	6,07	5,93	– 5,6	3,6
Total	**125,87**	**132,13**	**1,8**	**3,1**

TABLEAU K.03-9

La production du secteur « Construction » et son affectation

Source : INSEE (Comptes de la Nation 2001 - base 95) — *Unité* : Milliard d'euros à prix courants HTD (hors TVA déductible)

	Valeur *r* 2000	Valeur *p* 2001	Évolution 2001 / 2000 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Production (au prix de base)	124,12	130,56	1,7	3,4
TVA	10,04	10,28	///	///
Autres impôts sur production	0,63	0,65	///	///
Investissement (1)	95,00	99,84	1,6	3,5
Consommation finale	8,36	8,70	0,5	3,6
Consommations intermédiaires (2)	31,38	33,03	1,9	3,2
Variation de stocks	0,05	– 0,08	///	///
Travaux publics (NES H02)				
Production (au prix de base)	34,11	35,71	2,6	2,0
TVA	3,08	3,14	///	///
Autres impôts sur production	0,03	0,03	///	///
Investissement (1)	30,88	32,29	2,7	1,8
Consommations intermédiaires (2)	6,34	6,59	1,9	2,0

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Entretien courant des bâtiments non résidentiels et travaux sous-traités.

TABLEAU K.03-10

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)) — *Unité* : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Ventes			(3) Stock en fin d'année		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Collectif									
Une pièce	11 183	5 384	4 080	14 035	14 035	5 141	4 948	4 622	3 493
Deux pièces	27 010	21 436	21 164	29 041	29 041	22 576	11 805	13 221	11 913
Trois pièces	27 854	23 835	23 923	27 501	27 501	23 993	14 261	15 897	15 840
Quatre pièces et plus	15 292	15 411	15 980	15 633	15 633	14 666	9 095	10 558	11 801
Total	**81 339**	**66 066**	**65 147**	**86 210**	**86 210**	**66 376**	**40 109**	**44 298**	**43 047**
Individuel									
Moins de quatre pièces	3 678	2 648	3 274	4 025	4 025	3 163	1 805	1 631	1 661
Quatre pièces	6 296	5 673	6 171	6 171	6 171	5 805	2 962	3 183	3 448
Cinq pièces	4 213	3 851	4 414	3 836	3 836	3 854	1 992	2 444	2 951
Six pièces et plus	1 133	1 218	1 146	1 244	1 244	969	509	762	915
Total	**15 320**	**13 390**	**15 005**	**15 276**	**15 276**	**13 791**	**7 268**	**8 020**	**8 975**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU K.03-11

Le parc locatif social au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DAEI - SES) — *Unité* : Logement

	1998	1999	2000	2001
Année de fin de construction				
Avant 1950 (1)	246 592	253 809	334 309	254 382
1951 à 1960	497 068	495 144	477 568	496 562
1961 à 1970	1 094 027	1 083 550	1 062 027	1 075 635
1971 à 1980	1 049 490	1 047 990	1 027 457	1 049 853
1981 à 1990	612 536	617 148	600 585	618 064
1991 et après	407 267	455 493	496 058	560 003
Total	**3 906 980**	**3 953 134**	**3 998 004**	**4 054 499**
Taille des logements (2)				
Une pièce	227 737	224 054	224 984	221 870
Deux pièces	710 612	712 436	722 464	709 535
Trois pièces	1 420 786	1 423 030	1 431 614	1 412 571
Quatre pièces	1 178 328	1 183 878	1 190 795	1 176 102
Cinq pièces et plus	369 517	371 786	374 383	369 914
Total	**3 906 980**	**3 915 184**	**3 944 240**	**3 889 992**
Type de financement initial (2) (3)				
PLR / PSR	241 206	225 548	223 451	214 429
HLM - O	1 971 329	1 948 481	1 916 492	1 933 488
ILM / ILN	133 437	129 150	125 219	118 133
PLA très social	40 082	49 438	60 906	73 154
PLA CDC / CFF	996 676	1 027 250	1 059 461	1 065 032
PLI / PLS	34 278	38 103	43 944	45 422
PAP et PC locatif	21 997	23 763	23 881	17 821
Autres financements	467 975	473 451	490 886	422 513
Total	**3 906 980**	**3 915 184**	**3 944 240**	**3 889 992**
Type de conventionnement				
Logements conventionnés avec travaux	1 392 664	1 527 102	1 570 224	1 609 948
Logements conventionnés sans travaux	1 044 418	960 841	884 215	905 336
Logements conventionnés PLA et PC	1 056 732	1 094 114	1 167 132	1 161 524
Total des logements conventionnés	**3 493 814**	**3 582 057**	**3 621 571**	**3 676 808**
Total des logements non conventionnés	**413 166**	**371 077**	**376 433**	**377 691**
Total	**3 906 980**	**3 953 134**	**3 998 004**	**4 054 499**

(1) La tranche « Avant 1950 » comprend les logements pour lesquels l'année de fin de construction n'est pas connue et, est supposée antérieure à 1950.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.
(3) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie « définitions » du texte.

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre.

2 Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre.

3 Matériels ferroviaires moteur et remorqué en service au 31 décembre.

4 Transport commercial de voyageurs.

5 Transport commercial de marchandises.

6 Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.

7 Accidents de chemin de fer.

1
○ Méthodologie

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :
– direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes ;
– SERNAM ;
– établissement par fonction.
Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :
– directions des activités ;
– directions techniques ;
– directions autres ;
– directions régionales ;
– établissements ;
– SERNAM jusqu'en 1999 (filialisation du service : janvier 2000).

Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :
– Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation ;
– Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.
La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

2
○ Définitions

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

Transport de marchandises

Il comprend :
– Le transport par wagons complets à charge.
– Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires) jusqu'en septembre 1999.
– Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs jusqu'en janvier 2000.

Transport de voyageurs

Il comprend :
– Le transport en Ile-de-France relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports d' Ile-de-France (depuis le décret du 11 avril 1975).
– Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains Grandes Lignes, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux d'origine ou de destination des marchandises.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée sur le territoire français.

3
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec le « pôle informations de gestion » de la direction du Contrôle de gestion et de la direction Économie et Finances de la SNCF et de la RATP.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
Direction des Affaires économiques et internationales, service économique et statistique (SES).
– INSEE.
– SNCF :
Direction Économie et Finances, Direction du contrôle de gestion, Pôle « informations de gestion » ;
Direction de la Communication.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) :
– Mémento des statistiques des transports (annuel) ;
– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports.

SNCF :
– Mémo-stat ;
– Rapport annuel d'activité.

INSEE :

INSEE-Première :
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001.

Synthèses :
– « Les transports en 1999 », n°s 40-41, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n°s 55-56, août 2001.

4
○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Montant : million d'euros
Effectif : millier de personnes

	1997	1998	1999	2000
Produits du trafic (hors taxes) (1)	**7 786,3**	**8 244,1**	**8 376,0**	**9 612,0**
Investissements totaux (2)	**937,4**	**1 139,0** *r*	**968,0** *r*	**972,0**
Réseau principal	623,0 *r*	837,0 *r*	790,0 *r*	818,0
Banlieue parisienne	315,3	302,0 *r*	179,0 *r*	155,0
Personnel en activité (effectif de gestion) (3) :				
Domaine Grandes Lignes	21,1	21,3	21,9	22,7
Domaine TER	5,9	6,1	6,3	7,1
Domaine IDF (Île-de-France)	5,2	6,2	6,9	7,5
Domaine Gares	–	–	–	0,1
Domaine Matériel	24,5	24,0	23,8	24,2
Domaine Traction	24,4	25,0	25,2	25,8
Domaine Fret	15,1	14,9	15,5	16,1
Domaine Éléments communs	11,7	10,7	10,3	10,5
SERNAM (4)	4,2	4,0	3,8	–
Infrastructure	62,0	61,3	60,4	60,9
Total	**174,1**	**173,5**	**174,1**	**174,9**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :				
Anciens agents (sauf auxiliaires)	208,3	205,4	202,4	199,2
Veuves et orphelins (5)	130,8	129,2	127,6	125,8

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Non compris les investissements relatifs au programme spécial de l'Île-de-France. Rupture à partir de 1997, en raison de la création de RFF (Réseau ferré de France).
(3) À partir de janvier 1998 l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendus comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats.
(4) Filialisation du SERNAM en février 2000.
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Consistance technique et administrative de la SNCF au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Consistance technique						
Longueur totale des lignes exploitées (km)	**31 940**	**31 852**	**31 821**	**31 770**	**31 735**	**31 554**
dont : Lignes électrifiées	13 799	14 176	14 180	14 153	14 206	14 220
Île-de-France (1) (2)	1 268	1 304	1 306	1 306	1 351	1 352
Lignes parcourues par les TGV	5 807	6 133	6 678	6 686	6 655	6 533
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (3)	24 148	24 162	24 122	24 095	24 081	24 155
Lignes ouvertes au trafic fret	29 546	29 456	29 504	29 443	29 546	29 358
Lignes à voie unique	15 950	15 852	15 862	15 831	15 794	15 618
Lignes à deux voies et plus	15 283	15 279	15 237	15 939	15 941	15 937
Lignes à trois voies et plus	706	721	721	720	720	722
Nombre de passages à niveau (4)	**18 270**	**17 774**	**17 579**	**17 514**	**17 419**	**17 345**
dont : Gardés	2 291	2 111	2 069	2 032	1 958	1 919
À signalisation automatique	11 287	11 223	11 179	11 175	11 177	11 190
Consistance administrative (nombre)						
Points desservis en trafic commercial						
Voyageurs	4 550	4 517	4 487	4 572	4 563	4 514
Frêt	1 845	1 831	1 802	1 821	1 792	1 784

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(2) À partir de 1999, correspond à la longueur de plateforme.
(3) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(4) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale) au 31 décembre

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Nature du matériel	1995	1996	1997	1998	1999	2000
MATÉRIEL À MOTEUR						
Locomotives diesel	1 766	1 721	1 694	1 685	1 725	1 752
TGV (nombre de rames, y compris TGV Atlantique)	304	316	341	351	351	351
Automotrices électriques (nombre d'éléments)	856	873	893	943	996	1 007
Autorails (nombre d'éléments)	699	697	702	718	720	768
Locomotives électriques	2 148	2 108	2 096	2 079	2 006	2 000
Turbotrains (nombre d'éléments)	32	22	17	13	7	7
Locotracteurs	1 204	1 205	1 201	1 201	1 199	1 194
MATÉRIEL À VOYAGEURS						
Voitures de l'activité Grandes Lignes	5 173	5 003	4 565	4 402	4 223	3 994
Voitures de l'activité TER	1 727	1 782	2 039	2 067	2 077	2 167
Voitures de l'activité Île-de-France	1 179	1 135	1 077	1 069	1 024	1 024
Nombre de caisses motrices et de remorques TGV	2 786	2 892	3 092	3 178	3 178	3 178
Automotrices électriques (3)	3 059	3 142	3 228	3 373	3 529	3 569
Autorails + turbotrains (3)	1 585	1 532	1 517	1 531	1 515	1 558
Total matériel à voyageurs	**15 509**	**15 486**	**15 518**	**15 620**	**15 546**	**15 490**
Capacité [millier de places offertes] (4)	1 750,8	1 756,7	1 769,5	1 791,8	1 808,5	1 810,1
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)						
Wagons réseaux	63,7	59,1	57,0	51,3	48,3	46,4
Wagons de particuliers (5)	68,2	67,3	66,7	65,9	64,5	64,6
Wagons du parc de service	19,2	20,1	20,0	20,9	21,1	21,1
Capacité [million de tonnes de charge utile] (6)	6,2	6,0	5,9	5,6	5,5	5,4

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparaton différée ; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(4) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(5) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(6) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**741**	**786**	**807**	**823**	**861**	**861**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	432	549	487	510	519	538	560	547
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**254**	**276**	**288**	**295**	**301**	**314**
dont : Transport intérieur	237	276	238	257	265	269	275	284
Transport international	16	16	16	19	24	26	27	30
TGV (3)	–	29,9	46,6	55,7	62,6	68,9	74,3	79,7
Autres trains de grandes lignes (4)	126	263	207	220	225	226	227	234
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**55,56**	**59,77**	**61,83**	**64,46**	**66,59**	**69,87**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	7,61	9,97	8,48	8,87	9,02	9,31	9,62	9,68
Réseau principal (1)	47,04	53,77	47,08	50,90	52,81	55,15	56,97	60,19
dont : Transport intérieur	40,57	47,34	41,46	44,59	45,09	46,70	48,12	50,59
Transport international	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	8,45	8,85	9,60
TGV (3)	–	14,92	21,43	24,77	27,36	29,98	32,19	34,75
Autres trains de grandes lignes (5)	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	17,54	16,77	16,91
TER fer et route (6) (7)	5,02	6,10	6,76	7,25	7,47	7,63	8,01	8,53

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret du 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1er janvier 1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la « gamme orange » à partir d'une nouvelle grille forfaitaire. À partir du 1er janvier 2000, détermination des voyages et voyageurs-kilomètres par application des coefficients issus de l'enquête « carte orange » effectuée en 1998.
(3) Y compris Thalys, Eurostar et affrétés. Les voyageurs-kilomètres parcourus dans le tunnel sous la manche, non pris en compte antérieurement, sont inclus pour moitié depuis 2000.
(4) Y compris les services régionaux fer et route à partir de 1990.
(5) Non compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.
(6) Services routiers de substitution à tarification SNCF.
(7) Les Express d'Intérêt Régionaux, comptés auparavant dans les autres trains de grandes lignes, sont inclus à partir de 1993 dans les TER.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Tonnes transportées : million
Tonnes-kilomètres taxées : milliard

	TONNES TRANSPORTÉES			(1) TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Trains entiers	80,0	80,7	82,9	25,15	24,92	25,41
Transports combinés	21,3	21,1	22,0	13,45	13,30	13,77
Autres transports par wagon	32,5	32,1	36,8	14,06	13,89	16,18
Total wagons complets	**133,8**	**133,9**	**141,7**	**52,66**	**52,11**	**55,36**
dont : En wagons de particuliers	91,9	93,3	97,1	36,61	37,00	38,33
Affrètement routier (2)	2,3	1,8	–	1,13	0,91	–
Transport par expédition (3)	2,8	2,9	0,2	1,30	1,33	0,10
Total du transport	**138,9**	**138,6**	**141,9**	**55,09**	**54,35**	**55,46**
dont : Transport international						
Exportations	22,7	22,4	25,2	9,38	9,21	10,22
Importations	22,6	22,6	24,6	7,70	7,63	8,27
Transit	14,3	14,0	14,3	9,52	9,19	9,34
Total international	**59,6**	**59,0**	**64,1**	**26,60**	**26,03**	**27,83**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(2) Les affrètements routiers se sont arrêtés le 1er octobre 1999.
(3) L'activité du SERNAM ayant été filialisée au 1er février 2000, seul le mois de janvier est pris en compte en 2000.

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Unités : Tonnage taxé : million de tonnes
Tonnes-kilomètres : milliard

Nature de marchandises	TONNAGE TAXÉ			(2) TONNES-KILOMÈTRES		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Produits agricoles et animaux vivants	13,34	15,03	16,17	4,93	5,49	6,33
Denrées alimentaires et fourrages	11,18	10,86	11,44	4,77	4,65	4,89
Combustibles minéraux solides	5,30	4,74	5,29	1,37	1,30	1,39
Produits pétroliers	9,26	9,00	8,73	3,49	3,56	3,46
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	9,71	9,17	9,97	2,71	2,51	2,79
Produits métallurgiques	22,97	22,80	24,85	7,53	7,14	8,02
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	20,91	22,06	22,64	5,46	5,69	5,62
Engrais	3,95	3,68	3,91	1,52	1,39	1,41
Produits chimiques	8,92	8,75	9,16	3,44	3,37	3,55
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	28,29	27,86	29,57	17,44	17,01	17,91
Total (3)	**133,83**	**133,95**	**141,73**	**52,66**	**52,11**	**55,37**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.
(3) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilomètrique forfaitaire des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF Direction économie et finances. Direction du contrôle de gestion
Pôle « Synthèse-informations de gestion »

Unité : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER						
Nombre d'accidents (1)	**358**	**367**	**334**	**407**	**370**	**426**
Accidents de trains	74	79	83	109	89	129
Accidents de cars	–	–	–	–	1 *r*	1
Accidents individuels (2)	137	149	119	142	115	104
Autres accidents (3)	147	139	132	156	165 *r*	192
Nombre de tués (4)	**72**	**80**	**79**	**85**	**63**	**73**
Agents en service (5) (6)	9	4	11	2	4	6
Voyageurs (6)	22	14	22	14	11	15
dont : Voyageurs par accident de train (6)	–	2	9	–	–	–
Autres personnes (7)	41	62	46	69	48	52
Nombre de blessés graves (8)	**80**	**81**	**72**	**67**	**59**	**46**
Agents en service (5) (6)	4	5	2	6	3	4
Voyageurs (6)	41	29	34	26	23	24
dont : Voyageurs par accident de train (6)	3	1	10	4	–	–
Autres personnes (7)	35	47	36	35	33	18
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)						
Nombre d'accidents	**177**	**193**	**182**	**177**	**181**	**171**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :						
Gardés	2	–	3	3	6	6
Avec signalisation automatique	109	131	134	117	132	107
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	43	35	28	35	26	35
Accidents de piétons	23	27	17	21	17	20
Nombre de tués (10)	**57**	**56**	**38**	**53**	**46**	**49**
Nombre de blessés graves (10)	**21**	**21**	**23**	**24**	**16**	**20**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1).
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

Chapitre L.02

Transports routiers

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports urbains et routiers de voyageurs, transports routiers de marchandises, organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000.

2 Longueur du réseau routier au 31 décembre.

3 Immatriculations des véhicules par genre.

4 Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.

5 Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre.

6 Transport routier de marchandises par distance en charge.

7 Transport routier de marchandises par nature de marchandise.

8 Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province.

9 Accidents corporels de la circulation routière.

10 Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2000.

1 Méthodologie

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises de proximité, de transports routiers de marchandises interurbains, déménagement et location de camions avec conducteur.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs, les transports de voyageurs par taxis et les autres transports routiers de voyageurs.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express ; affrètement ; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté en ce qui concerne les remorques et semi-remorques résultant du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.
L'estimation du parc de motocycles est celle de la Chambre Syndicale nationale du cycle et motocycle.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.
En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).
L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).
Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

2 Définitions

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation) ; si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.
Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique).

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).
  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).
– INSEE.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) :
– Mémento de statistiques des transports (annuel) ;
– SES Infos Rapides, la conjoncture des transports ;
– Enquête annuelle d'entreprise dans les transports :
  Transports routiers de marchandises ;
  Transports urbains et routiers de voyageurs ;
– Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, (annuel) ;
– Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, (tous les cinq ans) ;
– Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, (annuelle) ;
– *SITRAM* : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Transport national, transport international), par modes ;
– Notes de synthèse (bimestrielle).

INSEE :

INSEE-Première :
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001.
Synthèses :
– « Les transports en 1999 », n^{os} 40-41, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n^{os} 55-56, août 2001.

4 Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.02-1

Transports urbains et routiers de voyageurs, transports routiers de marchandises, organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	Nombre	%	Nombre	%	Millions d'euros	%	Millions d'euros	%
Transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)								
0 à 5 salariés	26 622	93,0	33 672	19,5	1 294,0	12,6	162,5	11,6
6 à 9 salariés	628	2,2	4 797	2,8	339,9	3,3	36,4	2,6
10 à 19 salariés	463	1,6	6 457	3,7	370,7	3,6	29,7	2,1
20 à 49 salariés	567	2,0	16 703	9,7	1 027,9	10,0	76,6	5,5
50 à 99 salariés	161	0,6	10 435	6,0	615,5	6,0	49,0	3,5
100 et plus	198	0,7	100 530	58,2	6 606,8	64,4	1 041,9	74,6
Total	**28 639**	**100,0**	**172 594**	**100,0**	**10 254,8**	**100,0**	**1 396,1**	**100,0**
Transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)								
0 à 5 salariés	32 180	77,6	65 800	20,0	4 362,6	15,1	300,8	21,6
6 à 9 salariés	2 975	7,2	23 321	7,1	2 211,6	7,7	106,3	7,6
10 à 19 salariés	2 931	7,1	40 823	12,4	3 511,7	12,2	162,0	11,6
20 à 49 salariés	2 410	5,8	76 175	23,1	7 050,5	24,4	350,0	25,1
50 à 99 salariés	545	1,3	37 076	11,3	3 427,8	11,9	148,4	10,6
100 à 249 salariés	339	0,8	51 297	15,6	4 974,7	17,2	185,5	13,3
250 salariés et plus	85	0,2	34 624	10,5	3 309,6	11,5	141,5	10,1
Total	**41 465**	**100,0**	**329 116**	**100,0**	**28 848,5**	**100,0**	**1 394,5**	**100,0**
Organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)								
0 à 5 salariés	1 334	44,0	3 259	2,5	349,0	1,5	10,9	2,5
6 à 9 salariés	620	20,4	5 408	4,2	1 907,3	7,9	23,8	5,5
10 à 19 salariés	325	10,7	4 536	3,5	1 331,9	5,6	19,3	4,4
20 à 49 salariés	390	12,9	12 654	9,7	2 330,7	9,7	24,5	5,6
50 à 99 salariés	160	5,3	10 788	8,3	2 222,2	9,3	50,8	11,6
100 à 249 salariés	117	3,9	18 524	14,2	2 858,8	11,9	55,6	12,7
250 salariés et plus	89	2,9	74 980	57,6	12 993,7	54,2	251,3	57,6
Total	**3 035**	**100,0**	**130 149**	**100,0**	**23 993,6**	**100,0**	**436,2**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Longueur du réseau routier au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales

Unité : kilomètre

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Autoroutes	8 102	8 275	8 596	8 864	9 303	9 626	9 766
dont : Autoroutes concédées	6 160	6 299	6 479	6 717	7 042	7 180	7 310
Routes nationales (1) (2)	28 090	28 097	26 881	26 856	26 584	26 298	26 126
Routes départementales	365 607	360 000	360 100	358 380	358 580	359 090	359 225
Voies communales (3)	562 960	563 000	569 000	579 370	585 900	589 910	592 550
Total du réseau national	**964 759**	**959 372**	**964 577**	**973 470**	**980 367**	**984 924**	**987 667**

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.
(2) Y compris voierie transférée à la collectivité territoriale de Corse par la loi du 13 mai 1991.
(3) Ce sont des voies dont la largeur de chaussée ne doit pas être inférieure à 5 mètres (5,50 mètres au passage des ouvrages d'art).

TABLEAU L.02-3

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : véhicule

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS						
Voitures particulières et commerciales	1 930 504	2 132 091	1 713 030	1 943 553	2 148 423	2 133 884
dont : Diesel	897 698	836 535	716 135	780 983	947 490	1 046 485
Autocars et autobus (1)	3 981	3 991	3 861	4 851	5 316	5 187
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**332 052**	**351 173**	**330 903**	**367 392**	**399 889**	**442 208**
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	311 702	330 094	311 620	345 987	374 307	413 925
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	20 350	21 079	19 283	21 405	25 582	28 283
Tracteurs routiers	21 743	22 872	20 429	26 340	28 300	29 809
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	32 235	37 571	36 510	38 037	41 349	37 965
Remorques	2 462	2 601	2 322	2 807	3 350	3 033
Semi-remorques	15 428	15 210	14 702	18 794	20 651	21 265
Total	**2 338 405**	**2 565 509**	**2 121 757**	**2 401 774**	**2 647 278**	**2 673 351**
Motocycles (3)	85 639	116 891	148 435	173 289	193 817	180 536
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION						
Voitures particulières et commerciales	4 128 745	4 038 042	4 238 103	4 685 987	4 895 953	5 082 122
dont : Diesel	1 362 781	1 465 219	1 640 505	1 802 091	1 990 377	2 158 970
Autocars et autobus (1)	6 268	6 524	6 549	6 642	6 352	6 109
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**651 408**	**641 406**	**652 876**	**668 391**	**682 131**	**687 925**
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	610 339	601 077	613 233	629 296	641 083	648 839
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	41 069	40 329	39 643	39 095	41 048	39 086
Tracteurs routiers	21 706	20 753	19 590	19 979	20 835	21 151
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	91 535	96 176	96 216	96 357	97 100	97 705
Remorques	4 775	4 391	4 943	4 490	4 444	4 270
Semi-remorques	26 307	25 403	25 746	24 873	25 276	25 296
Total	**4 930 744**	**4 832 695**	**5 044 023**	**5 506 719**	**5 732 091**	**5 924 578**
Motocycles (3)	292 641	340 782	340 643	352 605	367 303	298 215

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-4

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						**Total 2000**	Total 1999
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	–	767	1 774	178	226	4	**2 949**	2 331
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	10	8 325	10 866	2 747	3 411	428	**25 787**	25 425
Cadres et professions libérales	37	26 325	32 569	6 334	5 120	564	**70 949**	67 713
Professions intermédiaires	133	37 473	39 026	5 122	2 931	125	**84 810**	90 392
Employés	571	292 488	222 485	28 864	17 962	1 020	**563 390**	605 903
Ouvriers	25	43 277	31 143	4 049	2 342	108	**80 944**	88 846
Retraités, étudiants et sans profession	42	131 956	116 657	10 544	5 201	328	**264 728**	269 331
Profession non indiquée	353	127 822	99 875	17 348	13 923	912	**260 233**	292 674
Sous-total particuliers	**1 171**	**668 433**	**554 395**	**75 186**	**51 116**	**3 489**	**1 353 790**	**1 442 615**
Sous-total sociétés	**1 053**	**373 844**	**320 007**	**44 615**	**36 795**	**3 780**	**780 094**	**705 808**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	335	110 380	95 701	17 811	14 228	1 291	**239 746**	217 686
Location mobilier (voitures)	231	176 957	135 381	11 300	5 740	277	**329 886**	284 465
Total 2000	**2 224**	**1 042 277**	**874 402**	**119 801**	**87 911**	**7 269**	**2 133 884**	///
Année 1999	1 053	1 026 949	904 665	128 883	80 426	6 447	///	2 148 423
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	322	11 584	18 918	2 195	2 148	277	**35 444**	37 100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	941	30 734	49 031	13 172	17 072	4 956	**115 906**	115 279
Cadres et professions libérales	1 301	62 565	80 133	17 518	20 223	5 155	**186 895**	182 364
Professions intermédiaires	1 487	89 173	109 292	17 665	15 992	2 514	**236 123**	233 789
Employés	9 784	831 599	899 150	128 844	94 658	12 480	**1 976 515**	1 923 818
Ouvriers	5 082	290 294	367 360	56 381	34 258	3 545	**756 920**	731 423
Retraités, étudiants et sans profession	4 140	223 566	194 715	24 016	17 030	3 250	**466 717**	456 684
Profession non indiquée	7 345	490 858	545 080	84 477	63 321	8 979	**1 200 060**	1 114 942
Sous-total particuliers	**30 402**	**2 030 373**	**2 263 679**	**344 268**	**264 702**	**41 156**	**4 974 580**	**4 795 399**
Sous-total sociétés	**490**	**35 353**	**46 187**	**9 789**	**12 580**	**3 143**	**107 542**	**100 554**
dont : Véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	141	13 135	11 824	1 864	1 546	310	**28 820**	26 817
Location mobilier (voitures)	19	1 814	1 908	489	328	104	**4 662**	4 313
Total 2000	**30 892**	**2 065 726**	**2 309 866**	**354 057**	**277 282**	**44 299**	**5 082 122**	///
Année 1999	36 005	1 960 767	2 241 071	350 415	265 229	42 466	///	4 895 953

TABLEAU L.02-5

Parc estimé des véhicules automobiles en service au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unité : Millier

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Voitures particulières et commerciales (1)	25 100	25 500	26 090	26 810	27 480	28 060
dont : Diesel	6 938	7 470	8 029	8 609	9 261	9 980
Autocars et autobus (1)	79	82	82	82	80	80
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux (1)	4 926	4 976	5 100	5 214	5 320	5 456
dont : De moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	4 564	4 617	4 750	4 868	4 975	5 110
De plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	362	359	350	346	345	346
Tracteurs routiers (1)	190	197	198	204	210	217
Total des véhicules à moteur	**30 295**	**30 755**	**31 470**	**32 310**	**33 090**	**33 813**
Remorques (3)	27	27	27	26	26	26
Semi-remorques (3)	152	155	154	154	154	154
Total tous véhicules	**30 474**	**30 937**	**31 651**	**32 490**	**33 270**	**33 993**
Motocycles (4)	727	738	779	839	912	968

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-6

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

	1995	■ (1) 1996	1997	1998	1999	2000
TONNES (2)						
Compte propre et compte d'autrui :						
Moins de 50 km	775	1 022	1 041	1 018	1 063	1 095
De 50 à 149,9 km	296	339	362	378	398	392
150 km et plus	317	365	368	385	428	432
Total	**1 388**	**1 726**	**1 771**	**1 781**	**1 889**	**1 919**
TONNES-KILOMÈTRES (3)						
Compte propre et compte d'autrui :						
Moins de 50 km	12,4	16,3	17,3	17,2	18,2	18,7
De 50 à 149,9 km	20,4	25,7	27,1	28,7	30,0	29,9
150 km et plus	99,2	116,1	115,8	121,1	133,4	135,0
Total	**132,0**	**158,1**	**160,2**	**167,0**	**181,6**	**183,6**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (4)						
Total	**16 379**	**19 139**	**19 380**	**19 922**	**21 166**	**21 037**

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Million de tonnes.
(3) Milliard de tonnes-kilomètres.
(4) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-7

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique

Unités : Milliers de tonnes
Millions de tonnes-kilomètres

	TONNES		TONNES-KILOMÈTRES	
	1999	2000	1999	2000
Produits agricoles et animaux vivants	197 180	201 945	22 058,9	22 108,6
Denrées alimentaires et fourrages	226 967	216 393	33 523,1	31 151,4
Combustibles minéraux solides	5 705	6 661	530,2	593,4
Produits pétroliers	82 210	74 370	7 236,5	6 551,0
Minerais et déchets pour la métallurgie	36 180	32 456	2 431,5	2 206,6
Produits métallurgiques	28 862	29 428	5 979,8	5 692,7
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	835 642	848 145	29 527,8	30 045,2
Engrais	39 711	49 146	3 527,1	3 591,1
Produits chimiques	48 249	47 828	10 073,6	9 607,8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	388 528	412 369	66 681,9	72 131,1
Total	**1 889 234**	**1 918 741**	**181 570,4**	**183 678,9**
dont : Compte d'autrui :				
Produits agricoles et animaux vivants	120 049	124 801	16 899,4	17 247,9
Denrées alimentaires et fourrages	139 251	134 501	26 863,9	25 435,1
Combustibles minéraux solides	4 714	5 529	479,5	535,5
Produits pétroliers	50 448	47 958	5 320,7	4 919,8
Minerais et déchets pour la métallurgie	15 373	14 049	1 471,1	1 524,1
Produits métallurgiques	21 852	23 823	5 348,7	5 161,4
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	436 463	427 925	21 377,5	21 674,8
Engrais	18 860	25 256	2 673,5	2 658,1
Produits chimiques	64 242	37 137	9 229,2	8 811,8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	277 919	328 381	60 722,3	66 556,4
Total	**1 149 171**	**1 169 360**	**150 385,8**	**154 524,9**

TABLEAU L.02-8

Transport routier de voyageurs, hors RATP et autobus de province

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service Économique et Statistique
CERTU

Unités : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Transport en commun de personnes						
Transport régulier ordinaire (2) :						
Voyageurs-kilomètres	11 243	10 974	13 431	14 572	13 879	15 548
Véhicules-kilomètres	443,4	432,0	490,3	534,5	519,4	553,0
Transport scolaire (2) :						
Voyageurs-kilomètres	11 457	10 791	7 946	7 896	8 128	8 481
Véhicules-kilomètres	329,4	319,0	221,4	225,7	238,0	249,1
Transport de personnel :						
Voyageurs-kilomètres	3 003	2 876	2 688	2 890	2 316	2 371
Véhicules-kilomètres	118,6	111,5	100,3	99,9	88,4	88,1
Transport occasionnel :						
Voyageurs-kilomètres	18 815	19 971	19 996	18 643	18 693	18 358
Véhicules-kilomètres	497,6	535,8	525,8	497,0	494,7	485,5
Total en charge :						
Voyageurs-kilomètres	**44 518**	**44 612**	**44 061**	**44 001**	**43 016**	**44 758**
Véhicules-kilomètres	**1 389,0**	**1 398,3**	**1 337,8**	**1 357,1**	**1 340,5**	**1 375,7**
À vide :						
Véhicules-kilomètres	321,5	327,4	321,4	319,3	307,9	341,5
Total véhicules-kilomètres	**1 710,5**	**1 725,7**	**1 659,2**	**1 676,4**	**1 648,4**	**1 717,2**
Voitures particulières (3) :						
Voyageurs-kilomètres	640 100	649 100	659 500	678 600	699 600	699 600
Véhicules-kilomètres	350 100	355 000	360 700	371 300	382 800	382 900

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.
(2) Le partage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a subi une rupture de série entre 1996 et 1997.
(3) Série révisée depuis 1991, compte tenu du rechiffrage du bilan de la circulation routière.

TABLEAU L.02-9

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Accidents corporels	132 949	125 406	125 202	124 387	124 524	121 223
dont : En agglomération	91 288	85 324	84 249	83 148	82 953	80 588
Véhicules impliqués :						
Cycles sans moteur	8 533	7 481	7 960	7 003	6 907	6 520
Cycles avec moteur	39 219	37 053	39 120	38 674	39 851	39 831
Voitures particulières (1)	163 486	154 329	153 101	153 289	153 005	149 180
Autres véhicules (2)	19 109	17 715	17 556	17 585	17 644	16 019
Total	**230 347**	**216 578**	**217 737**	**216 551**	**217 407**	**211 550**
Victimes tuées (3) :						
Piétons	1 027	987	929	988	882	793
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	374	300	329	301	307	255
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 251	1 219	1 302	1 319	1 367	1 317
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 389	5 240	5 069	5 491	5 161	5 006
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	371	334	360	338	312	272
Total	**8 412**	**8 080**	**7 989**	**8 437**	**8 029**	**7 643**
dont : En agglomération	2 757	2 552	2 526	2 608	2 379	2 129
Victimes blessées :						
Piétons	21 197	19 789	19 152	18 493	18 636	18 398
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 681	6 771	7 191	6 366	6 260	5 927
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	38 735	36 512	38 592	38 059	39 232	39 267
Conducteurs et passagers de voitures particulières	106 290	100 281	98 259	99 034	96 953	92 961
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	7 500	6 764	6 384	6 583	6 491	5 564
Total	**181 403**	**170 117**	**169 578**	**168 535**	**167 572**	**162 117**
dont : Grièvement (4)	39 257	36 204	35 716	33 977	31 851	27 407
En agglomération	116 926	109 114	107 094	105 891	104 824	101 000

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les dix jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-10

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Observatoire national interministériel de sécurité routière

Unité : Nombre

Âge des victimes	Piétons	Conducteurs et passagers de					Total
		Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes	Voitures particulières	Autres véhicules (1)	
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	78	31	37	5	180	12	**343**
De 15 à 20 ans	43	22	204	65	790	18	**1 142**
De 21 à 24 ans	16	9	24	159	600	14	**822**
De 25 à 64 ans	322	110	131	641	2 534	195	**3 933**
65 ans et plus	324	79	28	7	802	30	**1 270**
Indéterminé	10	4	7	9	100	3	**133**
Total	**793**	**255**	**431**	**886**	**5 006**	**272**	**7 643**
Blessés :							
Moins de 15 ans	4 629	1 322	1 661	156	5 415	329	**13 512**
De 15 à 20 ans	1 980	826	12 271	1 771	14 383	460	**31 691**
De 21 à 24 ans	902	374	1 652	3 043	12 193	508	**18 672**
De 25 à 64 ans	6 915	2 763	3 840	13 922	51 628	3 918	**82 986**
65 ans et plus	3 884	567	320	172	7 469	225	**12 637**
Indéterminé	88	75	212	247	1 873	124	**2 619**
Total	**18 398**	**5 927**	**19 956**	**19 311**	**92 961**	**5 564**	**162 117**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000.

2 Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure au 31 décembre.

3 Réseau des voies navigables par gabarit au 31 décembre.

4 Flotte de bateaux.

5 Transport effectué sur le réseau français.

6 Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

1
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF 612Z) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.
Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

2
○ Définitions

Barge

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Toueur

Remorqueur se déplaçant en tirant sur une chaîne ou un câble reposant au fond de l'eau. Le toueur sert à tracter les bateaux pour franchir des passes où le courant est trop fort. Mû par l'électricité, il sert aussi à faire franchir un long souterrain aux bateaux, moteurs coupés, lorsque le souterrain n'est pas muni d'un système de ventilation permettant d'évacuer les gaz d'échappement.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables françaises. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  Direction des Affaires économiques et internationales, service économique et statistique.
– Voies navigables de France.
– INSEE.

Publications :

Voies navigables de France :
– Transport de marchandises par voies navigables : bilan annuel de l'activité ;
– Statistique annuelle de la navigation intérieure ;
– Statistique annuelle de la flotte fluviale française.

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) :
– Mémento de statistiques des transports (annuel).

INSEE :
INSEE-Première :
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001.
Synthèses :
– « Les transports en 1999 », n^os 40-41, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n^os 55-56, août 2001.

4
○ Tableaux

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 612Z) en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (hors taxes millions d'euros)	Investissements du secteur d'entreprise (millions d'euros)
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
0 à 5 salariés	1 065	**596**	68	528	107,5	5,2
6 à 9 salariés	28	**211**	78	133	41,8	0,5
10 à 19 salariés	13	**190**	62	128	18,7	2,4
20 à 49 salariés	8	**237**	104	133	33,9	1,8
50 salariés et plus	7	**1 012**	254	758	214,2	10,2
Total	**1 121**	**2 246**	**566**	**1 680**	**416,1**	**20,1**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises de 0 à 5 salariés enquêtées à partir de 1998.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure au 31 décembre

Source : Voies navigables de France

Catégorie	1995	1996	1997	1998	1999	2000
TRANSPORTS PUBLICS (1) :						
Travailleurs indépendants	1 146	1 095	1 037	1 031	926	885
dont : Retraités en activité	3	2	1	–	–	–
Salariés	1 820	1 853	1 742	1 718	1 781	2 005
Personnel de la traction sur berges (2)	17	16	16	15	13	13
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (3)	310	310	310	310	310	310
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :						
Conducteurs des travaux publics de l'État (4)	410	437	428	433	426	445
Agents d'exploitation des travaux publics de l'État (5)	3 796	3 765	3 688	3 681	3 628	3 625
Éclusiers auxiliaires	56	44	29	25	21	19
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENT (6)	96	75	75	54	54	-

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges (remplacé par les toueurs) : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(3) Effectif estimé. Données non communiquées par le Comité des armateurs fluviaux.
(4) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966 et décret n° 88-399 du 21 avril 1988.
(5) Statut fixé par décret n° 91-893 du 25 avril 1991 modifié.
(6) Suppression des bureaux d'affrètement au 1er janvier 2000.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit au 31 décembre

Source : Voies navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	1998		1999		2000	
	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée	Longueur totale du réseau	Longueur fréquentée
De moins de 250 tonnes	1 647	1	1 647	35	1 647	5
De 250 à 399 tonnes	3 958	3 380	3 958	3 279	3 958	3 418
De 400 à 649 tonnes	284	246	284	215	284	273
De 650 à 999 tonnes	586	329	586	243	586	331
De 1 000 à 1 499 tonnes	137	32	137	36	137	32
De 1 500 à 2 999 tonnes	268	266	268	266	268	265
De 3 000 tonnes et plus (2)	1 621	1 498	1 621	1 450	1 621	1 465
Total (2)	**8 501**	**5 752**	**8 501**	**5 524**	**8 501**	**5 789**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux (1)

Source : Voies navigables de France

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre de bateaux porteurs	2 227	2 193	1 982	1 941	1 890 *r*	1 871
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 810	1 777	1 605	1 567	1 521 *r*	1 497
Nombre de remorqueurs et pousseurs	205	206	191	197	197	199
dont : Appartenant à des transporteurs publics	114	119	107	113	114	115
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 373	1 388	1 293	1 281	1 245	1 256
dont : Appartenant à des transporteurs publics	1 159	1 169	1 094	1 081	1 047	1 051

(1) Bateaux munis d'un permis d'exploitation au 31 décembre.

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies navigables de France

Unités : Million de tonnes
Milliard de tonnes-kilomètres

	TONNAGE			TONNES-KILOMÈTRES		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Transport national :						
Transport pour compte d'autrui	18,49	20,76	21,83	2,92	3,47	3,60
Transport pour compte propre	5,26	5,63	4,87	0,53	0,63	0,54
Total national	**23,75**	**26,39**	**26,70**	**3,45**	**4,10**	**4,14**
dont : Part du pavillon français (%)	93,43	92,80	92,13	94,29	95,12	95,12
Transport international :						
Importations	10,51	12,01	12,69	1,13	1,19	1,36
Exportations	16,53	16,59	19,28	1,62	1,53	1,76
Total international	**27,04**	**28,60**	**31,97**	**2,75**	**2,72**	**3,12**
dont : Part du pavillon français (%)	9,62	8,74	9,39	21,82	18,38	22,44
Total général	**50,79**	**54,99**	**58,67**	**6,20**	**6,82**	**7,26**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies navigables de France

Unités : Millier de tonnes
Million de tonnes-kilomètres

Chapitre de marchandises	Tonnage transporté			Tonnes-kilomètres		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Produits agricoles	7 107	8 083	9 023	1 229	1 428	1 540
Denrées alimentaires et fourrages	2 967	2 878	3 120	430	446	487
Combustibles minéraux solides	4 650	5 140	5 497	637	757	773
Produits pétroliers	5 530	6 427	6 130	764	786	708
Minerais et déchets pour la métallurgie	2 450	2 681	2 432	207	201	203
Produits métallurgiques	1 947	1 907	2 617	323	305	408
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22 554	23 980	24 999	2 065	2 273	2 376
Engrais	981	990	975	150	152	159
Produits chimiques	1 551	1 823	2 246	242	305	390
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	1 056	1 081	1 632	160	176	217
Total	**50 793**	**54 990**	**58 671**	**6 207**	**6 829**	**7 261**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports maritimes et côtiers : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000.

2 Personnel embarqué de la flotte de commerce au 31 décembre.

3 Flotte de commerce française en service au 31 décembre.

4 Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.

5 Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.

6 Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons en 1999.

7 Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.

8 Place des ports français dans le monde en 1999.

9 Accidents de mer.

1
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.
Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.
Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.01) et la navigation de plaisance.
Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2
○ Définitions

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.
Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage.
L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour les autres personnels.

3
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  Direction de la flotte de commerce.
  Direction des Affaires maritimes et des gens de mer.
  Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral.
  Centre administratif des affaires maritimes.
  Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
– Comité central des armateurs de France (CCAF).
– INSEE.

Publications :

– **Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :**
  Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral :
    Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce ;
    Activité des ports maritimes de commerce (annuel) ;
    Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel) ;
    La Plaisance en quelques chiffres (annuel).
  Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) :
    Mémento des statistiques des transports ;
    Données détaillées du SES ; les entreprises de transport : enquête annuelle d'entreprise ; notes de synthèse ;
    Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français, application du système d'information sur les transports de marchandises.
  Inspection générale des services des Affaires maritimes, bureau enquêtes accidents de mer :
    Rapport annuel 2000.
– **Comité central des armateurs de France :**
    Marine marchande 2001.

INSEE :

INSEE-Première :
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997 ;
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001.
Synthèses :
– « Les transports en 1999 », n^{os} 40-41, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n^{os} 55-56, août 2001.

4
○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes et côtiers (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 611A et 611B) en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (millions d'euros)	Investissements du secteur d'entreprise (millions d'euros)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		**Total**	*dont* matériel de transport et manutention
0 à 5 salariés	352	**556**	58	498	51,5	**31,2**	30,9
6 à 9 salariés	54	**157**	95	62	736,5	**30,4**	9,2
10 à 19 salariés	15	**252**	141	111	51,7	**12,5**	11,6
20 à 49 salariés	9	**250**	140	110	66,8	**1,7**	1,5
50 à 99 salariés	9	**724**	406	318	239,7	**10,9**	9,5
100 à 249 salariés	9	**1 298**	423	875	304,3	**19,0**	6,2
250 salariés et plus	10	**8 722**	3 970	4 752	3 504,0	**146,4**	26,2
Total	**458**	**11 959**	**5 233**	**6 726**	**4 954,5**	**252,1**	**95,1**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises des tranches « 0 à 19 salariés » ; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel embarqué de la flotte de commerce au 31 décembre (1) (2) (3)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction des Affaires maritimes et des gens de mer

Unité : Nombre

Catégorie de personnel	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Officiers (4)	2 848	2 884	2 840	2 754	2 806	2 720
Personnel d'exécution	3 492	3 612	3 460	3 388	3 169	3 215
Total	**6 340**	**6 496**	**6 300**	**6 142**	**5 975**	**5 935**

(1) Le champ couvert, distinct de celui de l'Enquête annuelle d'entreprise, ne permet pas une comparaison directe des résultats publiés.
(2) Sont inclus dans le personnel de la flotte de commerce, les activités du remorquage, du pilotage et de la plaisance.
(3) Ces chiffres ne comprennent pas les marins actifs non embarqués qui sont en nombre équivalent.
(4) Les personnels hors hiérarchie sont classés dans la catégorie « officiers » .

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service au 31 décembre (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unité : millier de tonneaux de jauge brute

Catégorie de navires	1995		1997		1998		1999		2000	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	37	337	38	406	37	408	38	467	52 (3)	501
Pétroliers	59	2 462	59	2 594	58	2 536	61	2 745	56	2 653
Autres	113	1 148	113	1 211	115	1 211	110	1 272	98 (3)	1 277
Total	**209**	**3 947**	**210**	**4 211**	**210**	**4 155**	**209**	**4 484**	**206**	**4 431**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.
(3) Â partir de 2000, les navires à passagers ou mixtes au service des DOM-TOM, navires dits « secs stationnaires », auparavant classés parmi les autres navires, sont repris dans les navires passagers (12 navires à passagers abondent ainsi la catégorie, alors que 34 autres transporteurs de marchandises « stationnaires » demeurent dans la catégorie des autres navires).

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS						
Nombre	71 964	75 543	79 549	76 132	78 154	79 806
Volume taxable en milliers de mètres cube	1 921 826	2 202 359	2 235 239	2 164 285	2 089 023	...
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)						
Produits pétroliers débarqués	124 355	126 656	132 378	136 783	131 649	137 019
Autres marchandises débarquées	91 078	89 260	96 639	103 846	101 375	108 343
Total marchandises débarquées	**215 433**	**215 916**	**229 017**	**240 629**	**233 024**	**245 362**
Produits pétroliers embarqués	14 690	17 039	18 127	20 691	17 985	20 869
Autres marchandises embarquées	66 560	65 370	76 861	75 297	81 966	80 134
Total marchandises embarquées	**81 250**	**82 409**	**94 988**	**95 988**	**99 951**	**101 003**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)						
Calais	17 056	18 149	20 060	18 117	17 100	15 066
Boulogne	742	905	875	912	660	440
Autres ports	12 341	11 358	10 975	11 488	11 878	12 213
Total	**30 139**	**30 412**	**31 910**	**30 517**	**29 638**	**27 719**

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	(2) Marchandises débarquées				(2) Marchandises embarquées			
	1995	1997	1998	1999	1995	1997	1998	1999
Produits agricoles et animaux vivants	4 555,6	4 007,3	3 913,2	4 051,5	15 870,6	16 474,4	16 307,2	21 520,8
Denrées alimentaires et fourrages	8 379,8	7 798,1	8 199,2	8 179,1	6 867,0	8 539,2	8 664,5	8 472,4
Combustibles minéraux solides	11 220,6	13 342,2	17 652,3	15 840,6	234,9	31,8	36,6	37,1
Produits pétroliers	124 355,0	132 377,7	136 783,2	131 656,6	14 690,4	18 127,2	20 690,6	17 984,9
Minerais et déchets pour la métallurgie	21 564,0	22 814,0	24 780,8	23 118,0	538,7	591,4	804,3	1 054,1
Produits métallurgiques	1 708,7	1 678,0	1 996,1	1 684,4	4 068,1	4 613,8	4 467,6	4 522,5
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	6 757,7	6 595,8	6 901,8	7 400,6	4 948,1	5 411,5	4 615,8	4 222,7
Engrais	6 609,9	5 728,9	6 245,3	5 386,2	400,6	453,3	777,5	425,4
Produits chimiques	6 028,8	6 315,3	6 228,3	6 296,1	6 173,6	6 707,9	6 194,6	7 158,1
Autres (3)	24 252,6	28 358,9	27 928,4	29 388,3	27 458,2	34 036,9	33 428,6	34 555,1
Total des marchandises	**215 432,7**	**229 016,2**	**240 628,6**	**233 001,4**	**81 250,2**	**94 987,4**	**95 987,3**	**99 953,1**

(1) Trafic international et cabotage national.
(2) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(3) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons en 1999 (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : millier de tonnes
Passagers : nombre
Navires : nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
Allemagne	2 233	6 499	6 521	4 670,7	3 132,6
Bahamas (îles)	5 937	1 352 293	1 315 394	17 410,4	4 705,7
France	**19 986**	**4 518 975**	**4 511 091**	**24 206,4**	**16 866,0**
Panama	2 200	58 382	58 321	19 446,3	6 776,4
Royaume-Uni	17 897	6 494 480	6 502 172	18 737,8	14 926,2
Autres pavillons	29 901	2 394 999	2 418 815	148 551,6	53 544,1
Total	**78 154**	**14 825 628**	**14 812 314**	**233 023,2**	**99 951,0**

(1) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime des Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : millier de tonnes
Voyageurs : millier
Navires : nombre

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Navires entrés	**6 897**	**7 092**	**9 866**	**10 198**	**8 264**	**7 933**
dont : Guadeloupe	2 958	3 319	6 259	5 801	2 988	2 689
Martinique	2 337	2 200	2 066	2 164	2 420	2 339
Guyane	255	231	229	240	240	403
Réunion	585	626	668	885	843	754
Voyageurs débarqués	**922**	**1 332**	**1 282**	**1 230**	**1 157**	**1 124**
dont : Guadeloupe	343	766	726	642	651	649
Martinique	544	532	518	532	453	429
Voyageurs embarqués	**901**	**1 317**	**1 301**	**1 240**	**1 168**	**1 140**
dont : Guadeloupe	316	759	726	638	645	650
Martinique	547	533	522	532	453	429
Marchandises débarquées	**7 153**	**7 319**	**7 322**	**7 603**	**8 135**	**8 310**
dont : Guadeloupe	2 285	2 578	2 460	2 518	2 747	2 618
Martinique	1 852	1 903	1 881	1 869	1 927	1 991
Guyane	447	384	363	434	501	622
Réunion	2 291	2 169	2 302	2 418	2 656	2 784
Marchandises embarquées	**1 766**	**1 834**	**1 880**	**1 702**	**1 754**	**1 953**
dont : Guadeloupe	349	330	388	325	428	471
Martinique	892	978	944	793	809	853
Guyane	73	80	76	72	65	45
Réunion	425	426	454	457	403	482

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde en 1999 (1)

Source : Journal de la marine marchande

Principaux ports	Unité	Total du trafic marchandises (3)	*dont* produits pétroliers (4)	Entrées	Sorties
Rotterdam (Pays-Bas)	T	303,4	114,5	234,3	69,1
Hong Kong	T	168,8	...	106,3	62,5
Chiba (Japon)	FT	164,7	90,8	120,7	44,0
Nagoya (Japon)	FT	133,0	24,2	51,7	81,3
Anvers (Belgique)	T	115,6	23,6	66,1	49,5
Yokohama (Japon)	FT	114,6	35,4	67,3	47,3
Kaohsiung (Taïwan)	T	110,7	33,6	84,4	26,3
Bergen (Norvège)	ST (2)	93,6	...	29,5	64,1
Marseille (France)	**T**	**90,3**	**60,1**	**72,9**	**17,4**
Kitakyushu (Japon)	FT	86,3	6,9	52,6	33,7
Kobé (Japon)	FT	82,8	1,7	46,5	36,3
Dampier (Australie) (du 07/99 au 06/00)	T	82,5	...	...	...
Hambourg (Allemagne)	T	81,0	...	49,2	31,8
Vancouver (Canada)	T	71,2	1,2	7,0	64,2
Port Hedland (Australie)	T	64,3	0,3	0,3	64,0
Le Havre (France)	**T**	**63,9**	**40,4**	**49,2**	**14,7**
Yokkaichi (Japon)	FT	61,7	43,8	43,3	18,4
Amsterdam (Pays-Bas)	T	55,7	8,5	44,9	10,8
Londres (Grande Bretagne)	T	52,4	22,3	40,8	11,6
Tees and Hartlepool (Grande Bretagne)	T	49,3	29,4	15,2	34,1

(1) Les notions de freights tons ou de revenus tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques ; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques selon la nature de la marchandise. T = million de tonnes ; FT = million de « freigts tons ».
(2) ST = million de « short tons » soit 0,907 tonne métrique.
(3) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(4) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Bureau du Trafic maritime et du sauvetage
Centre administratif des Affaires maritimes

Unité : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	**5 851**	**6 325**	**7 026**	**7 162**	**8 070**
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	705	725	814	838	749
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	1 972	2 252	2 567	2 576	2 617
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 174	3 348	3 645	3 748	4 704
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées/sauvées	8 654	8 725	11 260	10 647	11 176
Retrouvées	355	282	328	518	321
Blessées	556	530	640	550	550
Disparues	72	116	113	82	75
Décédées	132	179	147	158	157
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	398	537	595	551	1 268
Pêche	665	822	791	762	932
Plaisance	2 714	2 862	3 193	3 337	3 310

Chapitre L.05

Transports aériens

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise en 2000.

2 Personnel d'Air France.

3 Flotte du groupe Air France en exploitation au 31 décembre.

4 Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre.

5 Trafic aérien commercial.

6 Trafic aérien domestique et international.

7 Trafic d'aérodromes.

8 Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux.

9 Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

1
○ Méthodologie

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF 621Z et 622Z) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur comporte environ 150 entreprises d'importance diverse, la plus importante étant la compagnie nationale Air France.

Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2
○ Définitions

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trente jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

3
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction générale de l'Aviation civile et direction des Affaires économiques et internationales (Service économique et statistique).

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
  Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation.
– Bureau Véritas.
– Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI).
– INSEE.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :
  Direction des Affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES) :
    Mémento des statistiques des transports (annuel) ;
    Données détaillées du SES ; les entreprises de transport : enquête annuelle d'entreprise.
  Direction générale de l'Aviation civile, bureau Statistiques et Documentation :
    Bulletin statistique direction des transports aériens (annuel).

Bureau Véritas :
    Bulletin technique (mensuel).

Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) :
    Annuaire statistique ;
    Recueil des statistiques.

INSEE :

INSEE-Première :
– « L'évolution des transports depuis 40 ans », n° 522, juin 1997.
– « Les transports en 1999 », n° 735, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n° 802, septembre 2001.

Synthèses :
– « Les transports en 1999 », n°s 40-41, août 2000 ;
– « Les transports en 2000 », n°s 55-56, août 2001.

4
○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 621Z et 622Z) en 2000

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Effectif total du secteur en équivalent temps complet	Répartition du personnel salarié en équivalent (1) temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
			Personnel sédentaire	Personnel navigant	Montant (million d'euros)	par personne occupée (millier d'euros)	Montant (million d'euros)	*dont* matériel de transport et manutention
0 à 9 salariés	184	474	187	184	265,1	559,3	26,8	25,6
10 à 19 salariés	14	163	86	77	66,9	410,4	4,3	1,7
20 à 99 salariés	22	927	560	365	224,2	241,9	13,4	10,3
100 salariés et plus	18	68 898	47 771	21 127	14 740,7	213,9	2 021,0	1 562,2
Total	**238**	**70 462**	**48 604**	**21 753**	**15 296,9**	**217,1**	**2 065,5**	**1 599,8**

(1) Non compris le personnel hors métropole.

TABLEAU L.05-2

Personnel d'Air France (1)

Source : Direction générale de l'aviation civile — *Unité* : Nombre

Personnel (équivalent plein temps)	du 1er avril 1996 au 31 mars 1997	du 1er avril 1997 au 31 mars 1998	du 1er avril 1998 au 31 mars 1999	du 1er avril 1999 au 31 mars 2000	du 1er avril 2000 au 31 mars 2001
Personnel navigant					
Personnel technique de bord (2)	3 262	3 354	3 432	3 407	3 665
Personnel commercial de bord (3)	8 058	8 311	9 211	9 885	10 955
Total du personnel navigant	**11 320**	**11 665**	**12 643**	**13 292**	**14 620**
Personnel au sol					
Total du personnel au sol	**34 708**	**34 720**	**36 278**	**38 514**	**41 157**
Total général	**46 028**	**46 385**	**48 921**	**51 806**	**55 777**

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(3) Stewards et hôtesses.

TABLEAU L.05-3

Flotte du groupe Air France en exploitation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1995	1996	1997	1998	1999	2000
AIR FRANCE (1)	**132**	**141**	**204 (2)**	**206**	**214**	**226**
Concorde	5	5	5	5	5	–
Boeing 747 Cargo	11	12	12	12	11	11
Boeing 747 (100-200-300 et 400)	28	31	26	26	25	24
Boeing 747 (combi) (3)	///	///	5	5	3	3
Boeing 737-200	17	15	///	///	///	///
Boeing 737-300	6	6	///	///	///	///
Boeing 737-500	17	17	17	///	///	///
Boeing 737(200-300 et 500)	///	///	43	43	45	41
Boeing 767-300	5	6	6	5	5	5
Boeing 777-200	///	///	///	3	8	14
Airbus A 340-300/200	///	///	12	14	16	21
Airbus A 310-300/200	///	///	11	10	10	10
Airbus A 319	///	///	9	9	16	25
Airbus A 320-200/100	///	///	62	59	58	58
Airbus A 321-200/100	///	///	8	11	12	14
Airbus A 300	4	5	///	///	///	///
Airbus A 310	8	10	///	///	///	///
Airbus A 320	20	25	///	///	///	///
Airbus A 340	///	///	///	///	///	///
Fokker 100	///	///	5	4	–	–
AIR INTER (depuis 1996 AIR FRANCE EUROPE)	**66**	**56**	**///**	**///**	**///**	**///**
Boeing 737-200	///	2	///	///	///	///
Airbus A 300	17	–	///	///	///	///
Airbus A 319	///	9	///	///	///	///
Mercure	–	–	///	///	///	///
Airbus A 320	35	35	///	///	///	///
Airbus A 321	5	5	///	///	///	///
Airbus A 330	4	–	///	///	///	///
Fokker 100	5	5	///	///	///	///

(1) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(2) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(3) Combi : transport de fret et passagers sur le pont supérieur.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1993	1994	1995	1996	(2) 1999	2000
AVIONS :						
Transports aériens	737	701	693	641	706	680
Aviation générale	6 272	6 204	6 170	6 083	5 744	5 749
CNRA et CNRAC (1)	1 359	1 426	1 501	1 594	1 686	1 831
Total	**8 368**	**8 331**	**8 364**	**8 318**	**8 136**	**8 260**
HÉLICOPTÈRES :						
Transports aériens	224	203	208	201	206	185
Aviation générale	652	654	661	637	593	630
Total	**876**	**857**	**869**	**838**	**799**	**815**
Planeurs	2 203	2 193	2 221	2 193	2 195	2 204
Aérostats (ballons libres)	695	720	756	749	783	833
Autres	...	...	...	15	14	17
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 142**	**12 101**	**12 210**	**12 113**	**11 927**	**12 129**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreint aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collections ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des États.
(2) Les données 1997 et 1998 ne seront jamais disponibles.

TABLEAU L.05-5

Trafic aérien commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km

	1996	1997	1998	1999	2000
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (après intégration d'Air France Europe) (1) :					
Passagers payants	32 732	34 325	33 761	37 401	39 324
Passagers-km transportés PKT (2)	68 083	71 553	76 308	85 457	93 345
Sièges-km offerts SKO (3)	92 073	95 168	101 107	112 401	119 504
Coefficient de chargement global (%)	74	75	76	76	78
Tonnes-km offertes (TKO)	17 500	16 088	16 622	17 769	18 518
dont : TKO fret et poste	7 372	7 820	7 522	7 653	7 763
Tonnes-km transportées TKT (4)	12 278	11 090	11 558	12 745	13 554
dont : TKT fret et poste	5 065	5 307	4 677	5 036	5 145
Coefficient de chargement global (%)	70	69	70	72	73
Coefficient de chargement fret et poste (%)	69	68	62	66	66
TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AÉRIENS (5) :					
Passagers payants	15 665	16 624	18 429	19 983	20 669
Passagers-km transportés PKT (2)	29 756	31 357	32 371	34 298	36 757
Tonnes-km de fret et poste TKT (4)	231	284	316	319	305

(1) 1er avril de l'année citée au 31 mars de l'année suivante.
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».

TABLEAU L.05-6

Trafic aérien domestique et international

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1995		1998		1999		2000	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (1) :								
Métropole/Radiales								
Nice-Paris	2 808	10 342	3 118	5 534	3 256	3 946	3 396	2 685
Toulouse-Paris	2 471	19 084	2 749	13 758	2 955	10 901	2 977	14 010
Marseille-Paris	2 455	22 320	2 721	16 188	2 928	9 088	2 977	6 031
Bordeaux-Paris	1 412	5 566	1 509	2 507	1 603	2 010	1 614	1 236
Strasbourg-Paris	1 072	4 256	1 225	1 527	1 284	1 032	1 183	595
Autres radiales	7 874	20 085	8 543	17 539	9 120	16 689	9 018	14 947
Total radiales	**18 092**	**81 653**	**19 865**	**57 053**	**21 146**	**43 666**	**21 165**	**39 504**
dont : exploitants français	17 991	80 431	19 846	52 895	21 136	38 816	21 161	33 080
Métropole/Transversales								
Bastia-Marseille	247	931	248	1 847	251	1 235	257	1 493
Ajaccio-Marseille	228	2 061	246	1 395	247	1 898	255	3 405
Bordeaux-Lyon	195	352	215	519	235	579	248	541
Lyon-Toulouse	///	///	224	657	234	1 865	247	1 720
Lyon-Nice	203	350	214	706	218	1 181	229	903
Lyon-Nantes	181	390	201	113	211	57	212	93
Lyon-Lille	191	296	157	109	149	179	154	210
Autres transversales	2 629	5 560	3 593	7 607	4 006	10 336	4 226	13 033
Total transversales	**3 874**	**9 940**	**5 098**	**12 953**	**5 551**	**17 330**	**5 828**	**21 398**
dont : exploitants français	3 856	9 751	5 054	12 179	5 470	13 878	5 699	15 016
Outre-Mer/Paris								
Pointe-à-Pitre-Paris	921	11 703	1 042	13 599	1 101	11 944	1 163	10 325
Fort-de-France-Paris	847	9 181	958	11 842	1 025	11 585	1 063	10 466
Saint-Denis-Paris	503	13 993	692	16 121	733	16 453	812	16 237
Autres relations	339	4 765	452	7 375	474	7 501	496	7 232
Total Outre-Mer-Paris	**2 610**	**39 642**	**3 144**	**48 937**	**3 333**	**47 483**	**3 534**	**44 260**
dont : exploitants français	2 608	39 642	3 141	48 927	3 332	47 479	3 532	44 227
Total Outre-Mer-Province	**256**	**1 585**	**238**	**1 895**	**194**	**1 618**	**219**	**1 561**
dont : exploitants français	256	1 585	238	1 425	193	1 511	217	1 336
Total Outre-Mer-Intérieur	**1 411**	**6 905**	**1 847**	**9 413**	**1 986**	**8 712**	**2 062**	**8 795**
dont : exploitants français	1 410	6 905	1 781	8 647	1 912	7 935	2 062	8 792
TOTAL RELATIONS DOMESTIQUES	**26 243**	**139 725**	**30 192**	**130 251**	**32 210**	**118 809**	**32 808**	**115 518**
dont : exploitants français	26 121	138 314	30 060	124 073	32 043	109 619	32 671	102 451
RELATIONS FRANCE-EUROPE	28 904	226 312 *r*	35 350	230 780	38 105	228 668	41 718	240 881
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE	6 661	158 140 *r*	8 338	150 800	9 766	142 382	10 723	141 374
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE	6 835	394 758 *r*	8 072	410 238	9 133	432 900	10 560	451 305
RELATIONS FRANCE-ASIE	3 692	264 516 *r*	4 615	329 162	5 066	347 399	5 516	406 229
RELATIONS FRANCE-OCÉANIE	256	5 941 *r*	291	6 749	342	7 319	366	8 062
FRANCE - TOTAL PAYS ÉTRANGERS	**46 348**	**1 049 667** *r*	**56 666**	**1 127 729**	**62 412**	**1 158 668**	**68 883**	**1 247 851**

(1) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1995	1996	1997	1998	1999	(4) 2000
Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux						
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT (nombre)						
Française	866 221	995 277	1 092 394	1 178 419	1 230 437	1 239 430
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	430 101	492 926	519 048	531 614	559 991	709 629
Étrangère	415 151	427 208	454 312	498 547	546 825	602 081
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL (nombre)						
Vol régulier	1 156 274	1 289 639	1 386 558	1 521 949	1 598 441	1 661 853
Vol non régulier	125 098	132 846	160 148	155 017	178 821	179 658
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 281 372**	**1 422 485**	**1 546 706**	**1 676 966**	**1 777 262**	**1 841 511**
Trafic de passagers (arrivées + départs)						
TRAFIC LOCAL (millier de passagers)						
Exploitants français	64 405	70 786	71 351	75 087	81 592	84 745
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	47 840	50 868	50 273	51 041	55 148	61 839
Vols réguliers	59 406	66 240	66 876	70 488	76 817	80 083
Vols non réguliers	4 999	4 546	4 475	4 599	4 775	4 662
Exploitants étrangers :	27 113	27 849	30 123	33 093	35 759	39 980
Vols réguliers	23 285	23 499	25 687	28 056	30 460	34 214
Vols non réguliers	3 828	4 350	4 437	5 037	5 299	5 766
Total	91 518	98 635	101 474	108 180	117 351	124 726
Arrivées	45 646	49 210	50 679	54 052	58 562	62 399
Départs	45 872	49 425	50 795	54 127	58 789	62 327
Trafic de transit direct (2)	1 439	1 270	1 023	947	847	745
Total du trafic	**92 956**	**99 905**	**102 497**	**109 127**	**118 198**	**125 471**
Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (3)						
FRET (tonne)						
Par nationalité de l'exploitant :						
Française	802 622	825 159	821 890	751 981	708 951	755 554
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	698 340	710 574	684 655	605 015	574 012	619 468
Étrangère	459 458	454 624	486 848	556 997	614 859	662 302
Par nature du vol :						
Vol régulier	1 227 512	1 247 212	1 217 636	1 219 945	1 101 055	1 317 450
Vol non régulier	34 568	32 571	91 102	89 033	219 755	100 406
Total	**1 262 080**	**1 279 783**	**1 308 738**	**1 308 978**	**1 323 810**	**1 417 856**
POSTE (tonne)	237 693	255 238	264 481	258 647	247 805	210 062

(1) Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, qu'une seule fois, dans les statistiques du présent chapitre.
(3) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(4) Air France, y compris les compagnies franchisées.

TABLEAU L.05-8

Trafic commercial total de quelques aéroports principaux internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Aéroports	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1990	1995	1999	2000	1990	1995	1999	2000	1990	1995	1999	2000
Londres	579,5	676,9	913,3	944,7	65 456,9	80 922,2	103 665,1	110 572,9	950,7	1 368,2	1 735,3	1 909,7
New York	986,7	1 014,4	1 163,3	1 179,2	74 814,7	77 598,4	92 647,5	92 596,0	1 720,8	2 378,3	2 877,1	3 038,6
Chicago	972,4	1 157,5	1 233,3	1 244,9	68 480,5	77 176,8	86 388,2	87 844,6	760,6	1 022,1	1 452,9	1 442,2
Tokyo	296,6	321,6	372,9	390,9	61 852,9	70 032,8	80 005,8	83 792,1	1 846,1	2 142,7	2 412,7	2 702,4
Atlanta	791,0	754,1	906,0	913,2	48 025,0	57 734,8	78 092,9	80 162,4	432,0	545,0	653,7	811,4
Los Angeles	735,9	833,3	1 506,9	938,6	51 230,6	60 314,3	70 857,6	74 364,2	1 262,4	1 757,6	2 385,4	2 760,8
Paris	424,4	558,1	721,4	761,2	46 835,8	55 009,2	68 946,3	73 642,7	872,4	1 100,4	1 227,8	1 731,1
Dallas	796,0	...	1 081,2	1 094,3	54 264,0	61 196,3	66 821,0	67 764,7	402,0	1 075,9	617,0	805,0
Francfort	313,5	372,6	439,1	458,7	29 612,3	38 179,5	45 858,3	49 360,6	1 095,9	1 297,2	1 404,4	1 710,1
Houston	348,0	...	793,3	778,8	25 719,0	33 015,0	42 012,5	44 428,6	186,0	...	335,4	435,5
San Fransisco	430,0	396,1	438,7	429,2	31 060,0	36 262,7	40 387,5	41 041,0	449,0	558,2	655,4	869,8
Amsterdam	202,3	290,7	410,0	432,5	16 471,0	25 355,0	37 118,7	39 606,9	604,5	977,5	1 180,7	1 267,4
Denver	444,0	446,7	499,5	509,1	27 433,0	31 036,6	38 034,0	38 751,7	207,0	256,3	306,3	471,5
Las Vegas	203,0	258,5	845,3	802,4	18 619,0	28 027,2	34 468,4	37 835,0	16,0	30,5	54,6	102,0
Minneapolis	228,0	...	510,4	523,1	20 381,0	26 782,9	34 721,9	36 751,6	184,0	...	248,9	369,9
Séoul	113,0	...	212,4	242,3	16 821,0	30 919,5	33 371,1	36 727,1	851,0	1 193,6	1 632,2	1 874,2
Phoenix	374,0	430,0	558,1	579,8	21 718,0	27 856,2	33 554,4	36 010,1	95,0	218,3	261,6	339,4
Washington	431,0	...	746,7	741,3	25 806,0	27 698,5	34 673,1	35 695,9	149,0	...	301,7	421,6

TABLEAU L.05-9

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (y compris le personnel navigant) (1)

Source : Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (IGACEM). Bureau enquêtes-accidents

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
AVIATION COMMERCIALE (2)						
Nombre d'accidents corporels	2	4	9	3	6	2
Nombre de morts	30	1	10	14	27	116 (5)
Nombre de blessés	–	33	85	8	83	21 (5)
AVIATION GÉNÉRALE (3)						
Nombre d'accidents corporels	108	82	116	84	78	81
Nombre de morts	65	57	82	51	59	85
Nombre de blessés	95	77	106	84	58	61
TRAVAIL AÉRIEN (4)						
Nombre d'accidents corporels	7	14	10	9	6	11
Nombre de morts	3	8	3	2	2	11
Nombre de blessés	15	14	7	8	4	8

(1) Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(4) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).
(5) Sont inclus les 4 morts et 5 blessés parmi les tiers lors de l'accident du Concorde.

Chapitre L.06

Poste et télécommunications

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 La Poste : effectifs, parc des véhicules et nombre de bureaux au 31 décembre - France entière.

2 Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.

3 France Télécom : personnel, téléphonie et multimédia.

4 Parc de clients au radiotéléphone par opérateur - France entière.

5 Le téléphone mobile et internet dans le monde en 2001.

1

○ Présentation

En 2001, le secteur européen des télécommunications a été le théâtre d'évolutions contrastées. La dégradation du climat économique général a conduit à d'importants mouvements de consolidation et à une recomposition du paysage des télécommunications européen autour d'un nombre d'acteurs plus réduit.

Malgré ces difficultés, le développement du marché ne s'est pas démenti ; les services de télécommunications enregistrent en France, et pour la troisième année consécutive, une croissance à deux chiffres, toujours tirée par Internet et les mobiles.

Malgré un contexte économique peu dynamique sur la fin de l'année, l'activité du groupe La Poste est en forte croissance en 2001 : à 17 milliards d'euros, le chiffre d'affaires progresse de 6,6 %. Les services financiers enregistrent une très bonne performance (+ 5,3 %), le colis également grâce à de nouvelles acquisitions (+ 30,8 %) tandis que le courrier connaît une croissance plus faible que prévu (+ 1,6 %). Le groupe La Poste se situe parmi les quatre premiers groupes postaux mondiaux.

Le marché des mobiles a connu un développement exceptionnel au cours des 10 dernières années. En 7 ans, entre fin 1994 et fin 2001, le taux d'équipement est passé de 1,3 % à 61,6 %. Le nombre de lignes mobiles a dépassé celui des lignes fixes en 2001, pour atteindre près de 37 millions en fin d'année.

L'Internet est, avec les mobiles, le second segment de marché dont le développement tire la croissance du secteur des télécommunications. À mesure que se développe l'Internet, les utilisateurs deviennent de plus en plus exigeants en termes de qualité de service et de confort d'utilisation. De nouveaux services apparaissent, qui supposent des débits plus importants afin d'assurer une plus grande rapidité d'utilisation, voire une transmission en temps réel. L'année 2001 a été marquée par le développement rapide du haut débit, et en particulier de l'ADSL. Le nombre d'abonnés au haut débit a triplé, passant d'environ 200 000 à 600 000 abonnés. Ces abonnés représentent désormais 10 % du nombre d'abonnements actifs d'accès à Internet, 13 % des entreprises et 4 % des résidentiels.

2

○ Méthodologie

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T ; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990. Modifié par le décret n° 2001-122 du 8 février 2001, l'objet de La Poste est principalement :

– d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public des envois postaux, lequel comprend le service universel postal et dans ce cadre le transport de la presse ;

– d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises ;

– d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence, des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité des envois postaux s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

France Télécom

La loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT ») a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel par le biais d'une autorité de régulation indépendante ; l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART).

L'ART, créée le 1er janvier 1997, a un large domaine de compétence pour le fonctionnement du marché et le contrôle de la concurrence. Plus généralement elle est associée, par voie consultative, au pouvoir normatif et aux décisions internationales.

Depuis janvier 1998, France Télécom est ouverte à la concurrence. Le marché des opérateurs est principalement partagé entre France Télécom, SFR et Bouygues.

3

○ Définitions

Établissements principaux

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers et téléphoniques.

Internet

Réseau télématique international, issu du réseau militaire américain Arpanet (conçu en 1969) et résultant de l'interconnexion de milliers de réseaux utilisant un protocole de communication commun. Tout utilisateur d'un micro-ordinateur muni d'un modem peut se connecter à Internet via un fournisseur d'accès. Les services offerts comprennent la consultation d'informations (sites Web), la messagerie électronique, les forums, le commerce électronique, etc.).

– **Haut débit** : l'Internet à haut débit permet un accès plus rapide et plus performant.

– **ADSL** (Assymetric Digital Subscriber Line) : Internet à haut débit permanent et illimité.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de « commutation de paquets » conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

Objets de correspondance

L'analyse des envois postaux fait apparaître deux grands ensembles d'envois postaux parmi les catégories d'envois de correspondance :

– les envois postaux déposés par les particuliers, les entreprises ainsi que l'État et les collectivités locales à partir du 1er janvier 1996 et qui regroupent les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale

(catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses) ;
– les correspondances admises à circuler en franchise et les plis de services constitués essentiellement du courrier des services financiers facturé en interne. Depuis le 1er janvier 1996, un transfert des envois postaux des plis en franchise s'est opéré vers les correspondances et les colis à la suite de la suppression de la franchise postale des envois postaux de l'État et des collectivités locales.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de « La Poste » et de « France Télécom ».

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
Direction générale de La Poste : Direction financière ; Direction du Contrôle de Gestion.
– France Télécom - Branche ressources.
– Autorité de Régulation des Télécommunications.
– Union internationale des télécommunications.

Publications du SESSI :

– « Les Technologies de l'information et de la communication dans l'industrie – Édition 2001 », mars 2001.
– L'industrie française des technologies de l'information et de la communication, *Production industrielle* (hors série), août 2001.
● *Le 4 Pages du SESSI* :
– « L'industrie française des télécommunications », n° 148, juin 2001 ;
– « L'Internet : les français se hâtent lentement », n° 152, août 2001.

Publications INSEE :

INSEE Première :
– « Le marché des télécommunications en 2000 - La téléphonie fixe toujours en tête », n° 847, mai 2002 ;
– « Un tiers des adultes ont déjà utilisé l'internet », n° 850, juin 2002 ;
– « Les services marchands en 2001 : toujours les TIC en tête », n° 856, juillet 2002.
Économie et statistique :
– « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance », nos 339-340, mai 2001.
L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'économie française : un bouclage macroéconomique, C.Audenis, J.Deroyon, N.Fourcade, *Document de travail* G 2002/06.

Autres publications :

– *Rapport d'activité* 2001, *Rapport financier* 2001, La Poste.
– *Rapport annuel* France Télécom (annuel).
– *Rapport public d'activité 2001,* Autorité de Régulation des Télécommunications.
– *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des télécommunications (UIT).
– Statistiques sur la société de l'information, *Statistiques en bref*, *Industrie commerce et services*, Eurostat, n° 32, 2002.
– « Les nouvelles technologies se diffusent en laissant subsister de profondes inégalités », *Consommation et mode de vie*, Credoc, n° 150, avril 2001.
– « Télécommunications : la réforme cinq ans après », rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires économiques et du plan et du Groupe d'étude Postes et télécommunications... par P.Hérisson, Sénat, 2002.

5 ❍ Tableaux

TABLEAU L.06-1

La Poste : effectifs, parc des véhicules et nombre de bureaux au 31 décembre - France entière

Source : La Poste - Direction du Contrôle de Gestion

Catégorie	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Effectifs (Métropole) :						
Fonctionnaires	248 462	234 381	229 210	223 003	220 560	213 506
Contractuels (1)	34 438	41 497	48 486	54 640	67 063	77 339
Parc des véhicules de La Poste (2) :						
TGV Postal	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles (3)	44 698	46 024	46 800	46 334	49 702	50 235
Motocycles	12 250	12 354	12 232	12 182	13 213	13 091
Nombre de bureaux de poste (4) :						
Total	**16 973**	**17 012**	**17 057**	**16 839**	**17 156**	**17 061**
dont : DOM	218	221	221	225	227	229
Établissements principaux	9 891	12 085 (5)	12 204	12 101	11 927	11 935
dont : DOM	137	141	141	142	142	144
Courrier déposé (métropole) (en millions d'objets) :						
Correspondance adressée (6)	15 392,1	16 072,5	16 568,4	16 746,3	17 012,0 *e*	17 160,3 *e*
Presse	2 070,4	2 087,1	2 111,1	2 090,2	2 068,9 *e*	1 954,0 *e*

(1) Équivalent agent/année. Y compris personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(2) Pour les véhicules automobiles et les motocycles, les variations proviennent essentiellement du stock de véhicules à la vente au 31/12.
(3) Y compris PL et voitures de fonction.
(4) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.
(5) Le nombre d'établissements principaux augmente suite à la reclassification de 2 071 recettes rurales.
(6) Lettre + Écopli + LR + AR + Distingo + Postimpact + Franchises.

TABLEAU L.06-2

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité* : Euro

Nature du service	1997	1998	1999	1er juin 2000	1er juin 2001	1er juin 2002
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41
- courrier urgent	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46
De 500 g à 1 kg urgent	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20	3,20
Carte postale illustrée simple tarif normal	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41
Coliéco extra-départemental de 1 kg recommandé R1	5,26	5,26	5,34	5,64	6,68	6,96 (1)
Colissimo :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	1,98	1,98	2,06	2,21	2,36	/ / / (2)
- jusqu'à 500 g	2,90	2,90	2,97	3,20	3,40	3,40
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	2,90	2,90	2,97	3,13	3,31	/ / / (2)
- jusqu'à 500 g	4,12	4,12	4,19	4,42	4,60	4,60
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	2,36	2,36	2,36	2,36	2,36	2,36
- paquet R1	1,60	1,60	1,60	1,60	2,36	2,36
Lettre, carte postale, pour les pays de l'ex-CEE et Saint-Martin (service rapide)	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46
	(3) 1997	(3) 1998	(3) 1999	(3) 2000	(3) 2001	(3) 2002
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	1,07	1,22	1,37	1,60	1,80	2,00
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers :						
- jusqu'à 160 euros	2,74	2,90	3,05	3,20	3,30	3,40
- de 1 000 à 1 500 euros	...	...	...	...	6,70	6,70
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	16,77	17,53	18,29	20,00	21,00	22,50
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	25,15	26,68	27,44	28,00	29,00	30,50
Mandats						
Mandat-cash jusqu'à 160 euros	4,57	4,88	5,03	5,18	5,40	5,60
Mandat-carte jusqu'à 160 euros	5,18	5,34	5,49	5,64	5,80	6,00

(1) Tarifs à compter du 1er mars 2002.
(2) Suppression de la tranche "moins de 250 g".
(3) Dates d'effet : 1er août pour les années 1997, 1998, 1999 et 2000 ; tarifs 2001 en euros appliqués au 1er janvier 2002 ; le 1er juillet pour l'année 2002.

TABLEAU L.06-3

France Télécom : personnel, téléphonie et multimédia

Source : France Télécom

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Le personnel :						
Effectif moyen maison-mère	150,4	144	141,8	136,9	130,5	123,4
Effectif moyen Groupe	167,7	165	169,1	174,3	188,9	206,2
La téléphonie fixe :						
Nombre d'abonnés parc de lignes principales (millions)	32,4	33,7	34,0	34,1	34,1	34,2
Nombre de publiphones à cartes (milliers)	158	199	223,7	227,7	219,5	206,8
Services Contacts (millions) (1)	4,1	4,3	5,0	5,6	6,2 *r*	8,1
Facturation détaillée (millions) (2)	5,5	6,3	7,0	7,4	///	///
Nombre d'abonnés à l'étranger (millions) (3)	///	0,1	0,8	3,6	5,1	5,9
La communication d'entreprise :						
Parc liaisons TRANSFIX (milliers)	107	117	143	172	198	215
Nombre de canaux B Numéris commercialisés (milliers)	1 340	2 128	2 806	3 601	4 310	4 730
Trafic de transmission de données (téra-caractères annuels) :						
X25 et relais de trames	///	105	216	500	874	1 347
Trafic Internet - dédié	///	115	586	1 705	3 926	7 023
La téléphonie mobile :						
Nombre d'abonnés d'Orange France	0,7	3	5,5	10,1	14,3	17,8
Nombre d'abonnés à l'étranger (3) (4)	///	0,7	1,5	4,0	18,8	25,4
Nombre d'abonnés à la Radiomessagerie (5)	0,4	1,4	1,7	1,7	///	///
Internet et le multimédia :						
Nombre d'abonnés à Wanadoo en France (milliers) (6)	—	106	495,0	1 015,7	1 831,2	3 000,8
Nombre d'abonnés à l'étranger (milliers) (3) (6)	///	///	75,5	432,7	811,1	3 336,2
Audience Wanadoo France - pages vues par jour (milliers) (7)	///	175,0	1 300	3 500	7 700	///
Audience totale (Wanadoo France et international) - pages vues par mois (millions) (7)	///	///	///	///	528	1 288
Parc de Minitels (hors PC raccordés par modem) (millions)	6,4	5,8	5,6	5,2	4,8	4,5
Trafic (milliards de minutes) (8)	///	7,5	8,8	11,4	16,6	22,2
L'image :						
Réseaux câblés en France (nombre d'abonnés) (milliers)	///	704,9	753,9	709,1	768,5	823,7
Réseaux câblés à l'étranger (nombre d'abonnés) (milliers) (3)	///	///	1 079,2	1 075,6	1 328,0	1 350,9

(1) Il s'agit des services suivants : signal d'appel, transfert d'appel, présentation du numéro et du nom, conversation à trois.
(2) À partir de l'année 2000, cette rubrique n'est plus renseignée, ce service étant devenu gratuit.
(3) Il s'agit des abonnés des sociétés contrôlées.
(4) Il s'agit principalement des abonnés d'Orange UK et d'Orange Reste du Monde.
(5) À partir de l'année 2000, cette rubrique n'est plus renseignée, France Télécom ayant cédé cette activité le 14 avril 2000 à une autre société.
(6) Il s'agit du nombre d'abonnés inscrits jusqu'en 1998 compris, puis du nombre de clients actifs à partir de 1999.
(7) Jusqu'à l'année 2000 incluse, l'audience était suivie en nombre de pages vues par jour, sur le portail Wanadoo France. Depuis l'année 2001, l'audience est suivie en nombre de pages vues par mois, sur l'ensemble des portails du groupe Wanadoo en France et à l'international.
(8) Comprend le trafic de Télétel, de l'Annuaire Électronique, d'Audiotel et de l'accès local à internet par Wanadoo.

TABLEAU L.06-4

Parc de clients (1) au radiotéléphone par opérateur (2) - France entière

Source : Autorité de régulation des télécommunications

Unité : Millier

	2000	*r* 2001	2002
Téléphone mobile			
France Télécom - Groupe Orange (3)	12 571,5	16 600,6	18 794,8
dont parc prépayé	5 248,5	7 840,4	8 525,6
Groupe SFR	9 169,1	11 750,6	13 148,5
dont parc prépayé	3 625,9	5 680,3	6 402,5
Groupe Bouygues Télécom	4 457,9	6 248,9	5 808,2
dont parc prépayé	2 008,4	3 219,3	2 330,2
Total	**26 198,5**	**34 600,1**	**37 751,5**
dont parc prépayé	**10 882,8**	**16 739,0**	**17 258,3**
Taux de pénétration % (4)	**43,6**	**57,6**	**62,6**

(1) Radiotéléphone : est considéré comme client tout titulaire d'une carte SIM ou tout détenteur d'une carte prépayée active (c'est-à-dire ayant passé au moins un appel, et n'ayant pas dépassé la date au-delà de laquelle il est contractuellement impossible de recevoir des appels), inscrit à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) de l'opérateur.
(2) Situation au 30 septembre.
(3) Pour l'année 2000, il s'agit d'Itinéris-Ola + Améris pour les Caraïbes.
(4) Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population de la France en milieu d'année.

TABLEAU L.06-5

Le téléphone mobile et internet dans le monde en 2001

Source : International Telecommunication Union

Pays	Téléphonie mobile			(1) Internet		
	Nombre de clients en 1995 (millier)	Nombre de clients en 2001 (millier)	(2) Taux de croissance annuel moyen 1995/2001	Nombre d'ordinateurs connectés	Nombre d'internautes (millier)	Nombre d'internautes pour 10 000 habitants
Allemagne	3 725,0	56 245,0	57,2	2 426 202	30 000,0	3 642,5
Australie	2 242,0	11 169,0	30,7	2 288 584	7 200,0	3 723,1
Brésil	1 285,5	28 745,8	67,8	1 644 575	8 000,0	465,6
Canada	2 589,8	9 923,9	25,1	2 890 273	13 500,0	4 352,7
Chine	3 629,0	144 812,0	84,9	89 357	33 700,0	260,0
Corée du Sud	1 641,3	29 045,6	61,4	439 859	24 380,0	5 106,8
Espagne	945,0	26 494,2	74,3	538 655	7 388,0	1 827,5
États-Unis	33 785,7	127 000,0	24,7	106 193 339	142 823,0	4 995,1
France	**1 302,5**	**35 922,3**	**73,8**	**788 897**	**15 653,0**	**2 637,7**
Hong-Kong	798,4	5 776,4	39,1	387 672	3 100,0	4 586,1
Italie	3 923,0	48 698,0	52,2	680 461	16 000,0	2 757,8
Japon	11 712,1	74 819,2	36,2	7 118 333	57 900,0	4 547,1
Mexique	688,5	21 757,0	77,8	918 288	3 635,6	362,2
Pays-Bas	539,0	11 900,0	67,5	2 632 137	5 300,0	3 291,7
Philippines	493,9	10 568,0	66,6	30 851	2 000,0	259,3
Pologne	75,0	10 050,0	126,2	489 895	3 800,0	983,7
Portugal	340,8	7 977,5	69,1	246 534	3 600,0	3 494,1
Royaume-Uni	5 735,8	47 026,0	42,0	2 230 976	24 000,0	3 995,0
Suède	2 008,0	7 042,0	23,3	735 200	4 600,0	5 162,7
Turquie	437,1	20 000,0	89,1	106 556	2 500,0	377,2
Monde	**90 695,2**	**946 297,4**	**47,8**	**141 382 198**	**500 074,3**	**823,2**

(1) Internet host data : Network Wizards, RIPE. Mise à jour le 20/06/2002
(2) en %

Chapitre M.01

Commerce

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Hypermarchés au 1er janvier.

2 Nombre de salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière.

3 Chiffres d'affaires du commerce. France entière.

4A Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2001.

4B Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2001.

5A Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001.

5B Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001.

6A Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2001.

6B Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2001.

7 Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 1999.

8 Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000.

1

○ Présentation

En 2001, le commerce de détail ralentit légèrement son rythme de croissance. Le commerce automobile accentue le sien, alors que le commerce de gros marque le pas.

Le commerce et réparation automobile affiche une progression de 5,2 % en volume (après 3,7 % en 2000), en grande partie grâce au dynamisme du commerce de véhicules automobiles (+ 6,9 % en volume, après + 4,5 % en 1999), favorisé par la bonne tenue des achats des ménages. Le commerce et réparation de motocycles, avec une hausse de 1,9 %, reste en retrait des performances des années 1996-1999. Le commerce de détail de carburants, après quatre années de recul, retrouve une hausse de son activité (+ 2,4 % en volume), soutenue par la modération du prix du pétrole.

Les ventes de marchandises du commerce de gros ont nettement décéléré : + 1,8 % en volume après + 4,6 % en 2000. Les ventes du commerce de gros de biens d'équipement professionnel, établies sur un rythme très élevé depuis 1997, ont fortement ralenti (+ 2,8 % en volume). Ce ralentissement touche tous les types de biens d'équipement, mais il est manifeste sur les matériels de bureau et informatique (+ 2,2 % après 10,9 % en 2000, et largement plus de 25 % chaque année depuis 1997). Pour la deuxième année de suite, les grossistes en produits alimentaires ont tout juste maintenu leur activité. Seules les ventes de biens de consommation non alimentaires sont restées dynamiques (+ 6 %). Par ailleurs, le volume des ventes des centrales d'achats a modéré son rythme de croissance (+ 2,8 %).

Cette modération a touché la quasi-totalité des secteurs du commerce de détail. En particulier, le chiffre d'affaires des grandes surfaces alimentaires, qui vendent plus du tiers des produits commercialisables, progresse de 1,4 % en volume, alors que le rythme de hausse a régulièrement dépassé 3 % depuis 1997. Le petit commerce alimentaire recule. Les boulangeries-pâtisseries maintiennent leur croissance, régulière depuis 1998. Les boucheries-charcuteries, subissant l'effet de la forte hausse du prix de la viande, ont réduit leur activité (- 2,8 %). L'activité des pharmacies reste sur un rythme élevé de croissance. Dans le domaine non alimentaire, seuls les magasins d'habillement-chaussures sont plus dynamiques qu'en 2000 ; les autres commerces spécialisés ne renouvellent pas les performances des années précédentes, mais réalisent tout de même dans leur ensemble une progression de 3,8 % (après 5,1 % en 2000).

Les 660 000 entreprises commerciales, près du tiers de l'ensemble des entreprises, sont pour la moitié d'entre elles des entreprises individuelles. Il s'est créé en 2001 un peu plus de 67 000 entreprises, après 69 000 en 2000.

En fin d'année 2001, le commerce emploie 2 951 000 salariés et environ 360 000 non-salariés. Environ 220 000 personnes travaillent en outre dans l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries et charcuteries). L'emploi dans le commerce représente 12,9 % des actifs occupés dans l'ensemble de l'économie. Les effectifs salariés du commerce se sont accrus de 62 300 personnes au cours de l'année 2001, ce qui revient aux deux-tiers des exceptionnels gains d'emplois de l'année 2000. La progression s'élève à 2,2 % (en glissement annuel), plus forte que dans l'ensemble de l'économie (+ 1,5 %). Ces gains en emploi salarié proviennent essentiellement du commerce de détail, pour lequel ils sont supérieurs à ceux de l'année 2000.

2

○ Méthodologie

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE donne des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 1995 des comptes nationaux depuis 1996.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Elle permet d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.

L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.

Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'enquête annuelle (EAE) commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux et de n'interroger les grandes, de façon détaillée qu'une année sur deux selon l'alternance suivante :

– 2000, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement.

– 2001, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.

En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont toutes enquêtées. Seul un échantillon des entreprises occupant moins de 20 salariés est enquêté. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et la possibilité pour l'utilisateur de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des changements d'activité principale intervenant pour certaines entreprises, il n'est pas toujours pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux détaillés de la nomenclature d'activités. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées ; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Les ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du

commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produits et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 1994 à 1999 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, dans la collection *Synthèses* sous le titre « la situation du commerce en 2000 » ; ceux relatifs aux années 1995 à 2000 paraîtront également dans cette collection.

3 ○ Définitions

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).
Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :
– commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : NAF 52 ;
– commerce et réparation automobile : NAF 50 ;
– commerce de gros et intermédiaires du commerce : NAF 51.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m² minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m².

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'I.N.S.E.E.

Organismes :

– INSEE.
– UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).
– Banque de France.
– IFLS (Institut français du libre service).
– CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution).
– COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce.
– ACM (Association pour le commerce moderne).
– CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique).
– IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistiques ;
Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services » .
INSEE Résultats série Économie :
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2000 », (Cédérom inclus), n° 1, juillet 2002.
INSEE Résultats série Système productif :
– « Les entreprises du commerce en 1997 », n° 176, avril 2000 ;
– « Les entreprises du commerce de gros en 1999 », n° 194, septembre 2001.
INSEE première :
– « Marché de l'habillement : les enseignes développent leurs marques », n° 567, janvier 1998 ;
– « Le commerce du sport : un secteur en forme », n° 597, juillet 1998 ;
– « Fidélité aux enseignes, fidélité aux marques : les choix des consommateurs », n° 609, septembre 1998 ;
– « Electronique domestique : les nouveaux lieux d'achat », n° 634, février 1999 ;
– « De la grande surface au marché : à chacun ses habitudes », n° 636, mars 1999 ;
– « Commerce du bricolage : l'informatique fédère les entreprises dans les réseaux », n° 638, mars 1999 ;
– « Grandes surfaces alimentaires : vers le modèle américain en matière de services ? », n° 686, décembre 1999 ;
– « Le commerce de détail s'initie à la vente par Internet », n° 771, avril 2001 ;
– « Le commerce en 2000 », n° 772, avril 2001 ;
– « Les petites entreprises du commerce depuis 30 ans : beaucoup moins d'épiceries, un peu plus de fleuristes », n° 831, février 2002 ;
– « Le commerce de détail sous enseigne : centenaire, il s'informatise », n° 842, avril 2002 ;
– « Le commerce en 2001 », n° 848, mai 2002.
INSEE-Synthèses :
– « Le commerce en 1999 », n°s 53-54, août 2001 ;
– « Le commerce en 2000 », n° 60 , mars 2002.
INSEE-méthodes :
– « E-Commerce, Quels faits, Quels effets », n° 97, novembre 2001.
Economie et Statistique :
– « Implantations étrangères : une pénétration plus active dans le commerce de gros », n°s 326-327, juin-juillet 1999 ;
– « Le commerce électronique : ce que disent les chiffres et ce qu'il faudrait savoir », n°s 339-340, mai 2001 ;
– « Le grand commerce spécialisé s'affirme face aux hypermarchés », n°s 344, 2001.

Base de données ***ALISSE*** : le fichier des données, issues de l'enquête gérée par l'INSEE, couvre pour le commerce de détail 52 secteurs et 59 pour le commerce de gros, répartis suivant différents niveaux de nomenclature.
www.alisse.insee.fr (mise à jour 5 fois/an).

Autres publications :

Bulletin de liaison de l'UNEDIC ;
Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France ;
Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France ;
Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS ;
Indicateurs (mensuel), COE ;
Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS - points de vente)

Hypermarchés	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :								
Indépendants	501	531	551	564	569	586	613	636
Grandes entreprises d'hypermarchés	547	556	561	559	566	569	572	573
Total	**1 048**	**1 087**	**1 112**	**1 123**	**1 135**	**1 155**	**1 185**	**1 209**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :								
Indépendants	1 904	2 051	2 142	2 194	2 239	2 328	2 449	2 571
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 965	4 107	4 181	4 194	4 252	4 295	4 347	4 382
Total (millier de m²)	**5 869**	**6 158**	**6 323**	**6 388**	**6 491**	**6 623**	**6 796**	**6 953**

TABLEAU M.01-2

Nombre de salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière

Source : Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) *Unité* : salarié

Activité économique	Code NAF	1995	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**386 689**	**393 424**	**403 671**	**412 790**	**420 608**
Commerce de véhicules automobiles	501	213 711	208 669	212 326	217 156	221 363
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502	82 025	88 064	91 938	94 159	96 770
Commerce d'équipements automobiles	503	52 126	56 955	59 260	61 324	62 160
Commerce et réparation de motocycles	504	9 363	11 025	11 626	11 983	12 442
Commerce de détail de carburants	505	29 464	28 711	28 521	28 168	27 873
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**906 642**	**926 444**	**947 743**	**969 199**	**985 527**
Intermédiaires du commerce de gros	511	60 571	61 033	63 349	67 021	68 933
Commerce de gros de produits agricoles bruts	512	23 141	23 982	23 914	23 731	23 435
Commerce de gros de produits alimentaires	513	165 370	159 325	157 282	159 067	161 933
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	514	181 586	186 792	193 045	195 515	198 436
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	515	200 302	200 993	204 640	209 880	213 605
Commerce de gros d'équipements industriels	516	270 510	286 878	298 111	306 319	310 913
Autres commerces de gros	517	5 162	7 441	7 402	7 666	8 272
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 321 857**	**1 398 600**	**1 443 358**	**1 496 569**	**1 551 985**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	521	498 121	539 014	557 621	585 137	613 784
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	522	76 986	78 438	77 994	78 935	79 199
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	523	123 937	128 916	135 601	136 253	142 441
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	524	528 573	557 060	577 530	598 019	617 959
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	525	7 209	8 184	8 549	8 503	8 634
Commerce de détail hors magasin	526	64 087	64 137	62 486	65 609	65 539
Réparation d'articles personnels et domestiques	527	22 944	22 851	23 577	24 113	24 429

TABLEAU M.01-3

Chiffres d'affaires du commerce - France entière (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	1995	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	*p* 2001
Commerce et réparation automobile	**50**	**95 426**	**112 447**	**133 431**	**141 636**	**150 724**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	66 903	80 690	100 010	106 410	115 030
Entretien et réparation automobile	502Z	10 737	11 495	12 203	12 752	13 058
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	10 706	11 658	12 067	12 476	12 520
Commerce de détail de carburants	505Z	4 301	5 218	5 413	6 144	6 132
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158B, C, D**	**263 314**	**286 135**	**298 266**	**316 068**	**329 663**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P 151F, 158 B, C, D	23 035	23 235	23 615	24 308	25 445
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	521A, B, C	11 161	10 070	9 845	10 114	10 367
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	108 973	123 155	129 179	138 009	144 114
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	3 976	4 609	4 689	4 974	5 065
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	19 803	21 812	23 165	24 279	25 369
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	81 206	87 872	91 575	97 652	102 060
Vente par correspondance	526A, B	6 603	7 014	7 429	7 720	7 930
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	6 503	6 543	6 887	7 027	7 287
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	2 055	1 826	1 884	1 986	2 026
Commerce de gros et intermédiaires du commerce	**51**	**407 341**	**467 223**	**490 510**	**532 710**	**543 535**
Intermédiaires du commerce	**511A à 511U**	**48 892**	**71 576**	**77 927**	**86 537**	**90 806**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**512 à 517**	**358 449**	**395 647**	**412 583**	**446 173**	**452 729**
dont : Produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	45 649	48 837	47 368	46 069	45 178
Produits alimentaires	513A à 513W	90 724	96 719	97 579	100 247	104 107
Biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	66 956	73 321	77 542	84 660	89 497
Biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	80 444	83 343	88 283	101 685	99 634
Biens d'équipement professionnel	516A à 516N	72 108	90 232	98 441	107 687	107 974

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles ; évaluations en base 1995.

TABLEAU M.01-4A

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2001

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Produits alimentaires frais	77 391,5	9 756,3	315,0	2 178,1	186,4	**89 827,3**
Autres produits alimentaires	42 506,7	1 209,8	499,6	2 930,3	272,8	**47 419,3**
Tabac et cigarettes	9 750,5	282,5	324,6	197,4	3 870,6	**14 425,6**
Total alimentaire	**129 648,7**	**11 248,6**	**1 139,2**	**5 305,8**	**4 329,8**	**151 672,1**
Produits liés à l'automobile	18 333,2	–	40 591,9	2 507,9	177,0	**61 610,1**
Pharmacie	26 963,2	–	–	977,4	1 275,3	**29 215,9**
Équipement de la personne	40 209,2	–	190,6	1 895,8	59,4	**42 354,9**
Autres produits non alimentaires	122 884,7	27,2	2 632,1	5 134,2	2 509,9	**133 188,1**
Total non alimentaire	**208 390,3**	**27,2**	**43 414,6**	**10 515,3**	**4 021,5**	**266 369,0**
Automobile	10,5	–	71 323,1	3 476,4	9,4	**74 819,4**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**338 049,6**	**11 275,8**	**115 876,9**	**19 297,5**	**8 360,7**	**492 860,5**

TABLEAU M.01-4B

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2001

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com.aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimentaires non spécialisés	Pharmacies	Non alimentaires spécialisés	Vente par correspondance	Autres	
Produits alimentaires frais	**87 147,8**	19 063,9	6 914,7	57 725,5	244,1	–	8,1	153,8	3 037,7	–
Autres produits alimentaires	**43 716,5**	3 346,5	4 705,3	33 106,6	275,7	115,1	305,3	449,2	1 412,8	–
Tabac et cigarettes	**10 033,0**	5 259,6	921,5	7,7	0,9	–	3 843,3	–	–	–
Total alimentaire	**140 897,4**	**27 670,0**	**12 541,6**	**90 839,8**	**520,7**	**115,1**	**4 156,6**	**603,0**	**4 450,5**	**–**
Produits liés à l'automobile	**18 333,3**	0,6	24,9	18 273,0	3,0	–	31,7	0,1	–	–
Pharmacie	**26 963,2**	15,5	33,3	1 975,4	171,6	24 357,5	367,0	42,7	0,1	–
Équipement de la personne	**40 209,2**	1,1	86,4	4 459,7	1 758,2	2,2	28 216,1	3 669,5	1 988,4	27,6
Autres produits non alimentaires	**122 911,9**	212,5	1 451,8	28 862,3	2 983,9	732,5	79 930,0	4 310,4	2 331,7	2 096,8
Total non alimentaire	**208 417,5**	**229,7**	**1 596,4**	**53 570,3**	**4 916,7**	**25 092,2**	**108 544,8**	**8 022,6**	**4 320,3**	**2 124,4**
Automobile	**10,5**	–	0,2	9,3	–	–	1,0	–	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**349 325,4**	**27 899,7**	**14 138,3**	**144 419,5**	**5 437,4**	**25 207,3**	**112 702,4**	**8 625,6**	**8 770,8**	**2 124,4**
Passage des commissions aux ventes	**– 9 532,2**	– 4 038,5	– 385,1	– 35,8	– 15,8	–	– 5 029,5	– 25,0	– 1,5	1,0
Activités hors commerce de détail	**17 110,9**	1 166,0	237,9	6 910,7	283,5	187,8	7 722,5	305,6	189,1	107,6
Chiffre d'affaires des secteurs	**356 904,1**	**25 027,3**	**13 991,1**	**151 294,5**	**5 705,1**	**25 395,2**	**115 395,4**	**8 906,3**	**8 958,4**	**2 230,9**

TABLEAU M.01-5A

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Produits alimentaires frais	1,2	–	–	–	–	–	1,1	–	–	–	–
Autres produits alimentaires	19,2	–	–	–	–	–	–	0,3	10,5	–	0,4
Total alimentaire	**20,4**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1,1**	**0,3**	**10,5**	**–**	**0,4**
Produits liés à l'automobile	–	–	–	–	0,1	–	–	1,7	4,9	–	–
Pharmacie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équipement de la personne	18 697,9	4 418,7	1 001,0	5,3	7,5	7,3	87,8	1,6	5,1	–	7,4
Autres produits non alimentaires	1 033,3	63,8	47,0	10 913,7	2 689,2	12 875,9	1 356,8	2 947,5	10 484,3	1 029,2	3 411,3
Total non alimentaire	**19 731**	**4 482,6**	**1 048,0**	**10 918,9**	**2 696,8**	**12 883,2**	**1 444,7**	**2 950,7**	**10 494,3**	**1 029,2**	**3 418,7**
Automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	0,2	–	–
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**19 751,6**	**4 482,6**	**1 048,0**	**10 918,9**	**2 696,8**	**12 883,2**	**1 445,8**	**2 951,0**	**10 505,0**	**1 029,2**	**3 419,1**
Passage des commissions aux ventes	–	–	–	– 346,4	– 7,6	– 500,5	–	– 10,2	–	–	–
Activités hors commerce de détail	1 548,6	246,8	45,5	519,6	116,7	608,8	79,3	340,4	515,6	33,2	207,3
Chiffre d'affaires des secteurs	**21 300,2**	**4 729,4**	**1 093,5**	**11 092,1**	**2 806,0**	**12 991,4**	**1 525,0**	**3 281,2**	**11 020,6**	**1 062,3**	**3 626,4**

TABLEAU M.01-5B

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie, bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Produits alimentaires frais	–	3,5	–	–	–	0,3	–	2,0
Autres produits alimentaires	12,7	150,4	–	7,3	–	104,4	–	–
Tabac et cigarettes	8,9	282,3	–	–	–	3 552,1	–	–
Total alimentaire	**21,6**	**436,2**	**–**	**7,3**	**–**	**3 656,8**	**–**	2,0
Produits liés à l'automobile	–	2,6	–	0,7	–	–	–	**21,8**
Pharmacie	344,3	–	22,7	–	–	–	–	–
Équipement de la personne	32,3	5,6	0,6	3 543,1	35,5	272,1	87,3	–
Autres produits non alimentaires	3 078,3	8 492,8	3 723,6	3 776,4	3 238,0	5 107,6	2 462,2	3 199,2
Total non alimentaire	**3 454,9**	**8 501,0**	**3 746,9**	**7 320,1**	**3 273,5**	**5 379,7**	**2 549,5**	3 220,9
Automobile	–	–	–	0,4	–	–	–	**0,4**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**3 476,5**	**8 937,2**	**3 746,9**	**7 327,9**	**3 273,5**	**9 036,4**	**2 549,5**	**3 223,3**
Passage des commissions aux ventes	– 0,4	– 4 072,9	–	–	–	– 69,8	–	– 21,7
Activités hors commerce de détail	402,3	581,8	120,7	848,1	39,7	491,7	142,4	834,0
Chiffre d'affaires des secteurs	**3 878,5**	**5 446,1**	**3 867,6**	**8 176,0**	**3 313,1**	**9 458,3**	**2 692,0**	**4 035,6**

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2001

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	**Total détail alimentaire en magasin spécialisé ou petite surface et artisanat**
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Produits alimentaires frais	7 977,8	8 045,6	1 492,5	893,5	341,7	14,8	297,3	0,5	6 914,7	**25 978,6**
Autres produits alimentaires	1 493,4	159,9	61,8	1,9	53,9	798,8	761,0	15,8	4 705,3	**8 051,8**
Tabac et cigarettes	282,5	–	–	–	–	794,6	0,8	4 181,7	921,5	**6 181,2**
Total alimentaire	**9 753,7**	**8 205,5**	**1 554,3**	**895,4**	**395,6**	**1 608,2**	**1 059,1**	**4 198,0**	**12 541,6**	**40 211,6**
Produits liés à l'automobile	–	0,1	–	–	–	–	0,4	–	24,9	**25,5**
Pharmacie	–	0,1	–	–	–	–	15,4	–	33,3	**48,8**
Équipement de la personne	–	–	–	–	–	0,2	0,4	0,5	86,4	**87,5**
Autres produits non alimentaires	28,2	3,6	2,9	–	0,3	13,6	64,6	99,3	1 451,8	**1 664,3**
Total non alimentaire	**28,3**	**3,8**	**2,9**	**–**	**0,3**	**13,7**	**80,9**	**99,8**	**1 596,4**	**1 826,2**
Automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	0,2	**0,2**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**9 782,0**	**8 209,4**	**1 557,2**	**895,4**	**396,0**	**1 622,0**	**1 140,1**	**4 297,8**	**14 138,3**	**42 038,0**
Passage des commissions aux ventes	– 141,6	–	–	–	– 0,1	– 390,8	– 7,3	– 3 498,7	– 385,1	**– 4 423,6**
Activités hors commerce de détail	584,0	207,8	18,0	82,2	8,4	112,9	131,1	21,5	237,9	**1 404,0**
Chiffre d'affaires des secteurs	**10 224,4**	**8 417,1**	**1 575,2**	**977,6**	**404,3**	**1 344,2**	**1 263,8**	**820,6**	**13 991,1**	**39 018,4**

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2001

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million d'euros

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce alimentation générale**
	Ensemble des hypermarchés	Ensemble des supermarchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Produits alimentaires frais	30 659,7	25 742,1	1 323,7	1 692,9	5 221,9	**64 640,2**
Autres produits alimentaires	17 006,5	15 355,2	745,0	83,4	4 622,0	**37 812,0**
Tabac et cigarettes	–	7,7	–	–	921,5	**929,2**
Total alimentaire	**47 666,3**	**41 104,9**	**2 068,6**	**1 776,3**	**10 765,4**	**103 381,4**
Produits liés à l'automobile	8 766,8	9 497,0	9,2	–	24,9	**18 297,9**
Pharmacie	1 065,5	828,3	81,6	–	33,3	**2 008,7**
Équipement de la personne	2 999,0	1 070,7	389,9	–	86,4	**4 546,1**
Autres produits non alimentaires	20 166,1	7 961,4	734,8	21,7	1 430,1	**30 314,1**
Total non alimentaire	**32 997,4**	**19 357,5**	**1 215,4**	**21,7**	**1 574,8**	**55 166,8**
Automobile	7,3	2,0	–	–	0,2	**9,5**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**80 671,0**	**60 464,4**	**3 284,1**	**1 797,9**	**12 340,3**	**158 557,7**
Passage des commissions aux ventes	– 8,9	– 25,7	– 1,1	–	– 385,1	**– 420,9**
Activités hors commerce de détail	5 363,1	1 416,2	131,4	34,3	203,6	**7 148,7**
Chiffre d'affaires des secteurs	**86 025,2**	**61 854,8**	**3 414,4**	**1 832,3**	**12 158,8**	**165 285,5**

TABLEAU M.01-7

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 1999

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)	**91 597**	**924 360**	**895 449**	**116 798**	**393 686,7**	**49 725,8**	**22,5**	**4 058,0**
Produits agricoles bruts	6 780	55 248	53 507	30 574	44 497,4	2 692,0	12,7	586,9
Produits alimentaires frais	6 950	77 335	73 617	15 802	39 215,9	3 163,7	17,9	335,8
Autres produits alimentaires	8 874	103 050	99 060	10 476	52 398,7	5 505,2	20,3	538,0
Autres biens de consommation non alimentaire	22 822	157 063	147 201	18 032	52 055,5	8 891,1	34,2	420,9
Produits pharmaceutiques	2 476	41 614	43 080	6 917	25 545,6	2 678,4	17,2	239,4
Combustibles	536	14 751	13 953	723	19 619,8	1 294,2	14,2	186,3
Aménagement de l'habitat	9 478	120 930	119 779	7 444	30 284,1	5 555,8	30,5	555,9
Autres produits intermédiaires	4 504	65 947	63 478	5 418	34 386,7	4 167,7	20,9	333,3
Autres équipements industriels	21 052	215 363	210 351	16 070	69 038,5	11 704,4	26,5	647,7
Machines de bureau, matériel informatique	6 582	69 048	68 070	4 837	25 175,3	3 949,6	20,7	208,7
Autres commerces de gros	1 543	4 011	3 353	505	1 469,2	123,7	19,0	5,1
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**26 278**	**84 405**	**65 959**	**7 983**	**64 360,9**	**7 171,2**	**11,6**	**260,5**
Centrales d'achats	763	20 855	20 047	1 126	47 148,8	3 296,4	6,8	99,8
Autres intermédiaires	25 515	63 550	45 912	6 857	17 212,1	3 874,8	25,2	160,7

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-8

Commerce de détail, commerce et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (millions d'euros)	Valeur ajoutée hors taxes (millions d'euros)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (millions d'euros)
			Total	*dont* : temps (1) partiel				
COMMERCE DE DÉTAIL	**377 783**	**1 840 860**	**1 683 742**	**574 121**	**305 178,3**	**60 214,4**	**30,2**	**7 631,4**
Produits surgelés	170	9 614	10 453	2 347	1 472,7	375,4	41,5	34,5
Alimentation générale, petites surfaces et supérettes	17 761	40 711	27 658	9 946	5 903,0	913,0	26,4	78,9
Grande surface alimentaire	4 906	470 591	523 957	181 147	135 284,7	16 991,1	15,4	2 829,1
Non spécialisé et non alimentaire	894	34 219	30 020	8 061	5 099,4	1 089,3	34,5	112,1
Alimentaire spécialisé hors tabac	37 546	102 196	83 106	31 259	11 460,4	2 822,0	38,8	202,0
Tabac (sauf café-tabac)	6 980	13 098	6 022	2 886	1 163,6	422,5	53,3	24,9
Pharmacies, articles médicaux et orthopédiques	23 828	121 800	110 980	57 593	24 588,0	6 048,5	30,4	161,3
Habillement et chaussures	40 122	177 889	160 665	57 408	21 821,8	5 199,9	45,1	697,2
Autres équipements de la personne	17 008	69 716	65 274	19 305	9 191,8	2 792,7	47,6	215,1
Culture, loisirs, sports	45 107	153 614	132 717	40 507	19 043,6	4 396,9	38,2	580,1
Équipement du foyer	21 808	126 281	125 370	28 260	21 019,5	4 650,6	37,0	741,7
Aménagement de l'habitat	26 366	133 005	122 761	30 667	16 758,0	4 289,6	39,0	1 076,0
Combustibles et biens d'occasion	15 136	29 514	17 526	4 846	5 232,1	1 154,0	32,6	42,3
Vente par correspondance et à distance	1 638	29 064	27 692	4 309	8 153,2	940,8	44,9	66,8
Autres commerces hors magasin	53 008	91 930	47 525	20 531	6 298,5	1 827,1	50,0	195,1
Réparation d'articles personnels et domestiques	14 892	32 550	20 563	5 837	1 588,6	794,0	72,1	40,3
Charcuteries artisanales	8 472	30 879	24 415	8 201	2 302,2	828,1	59,8	71,9
Boulangeries, pâtisseries	42 141	174 189	147 038	61 011	8 797,2	4 678,9	89,1	462,1
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**72 372**	**458 414**	**423 888**	**63 981**	**122 538,9**	**16 720,6**	**19,2**	**1 711,7**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

Chapitre M.02

Services

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Nombre de salariés et d'établissements employeurs dans les services et les activités immobilières, au 31 décembre.

2 Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs.

3 Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.

4 Crédit-bail mobilier et immobilier selon la nature d'investissement.

1

❍ Présentation

En 2001, la production des services marchands augmente plus modérément que les années précédentes : + 3,7 % après + 4,9 % en 2000 et + 6,9 % en 1999.

Les services aux entreprises, malgré une hausse inférieure à celle des années précédentes, sont les plus dynamiques : + 5,7 % contre + 1,5 % pour les services aux particuliers.

L'activité des postes et télécommunications ralentit en 2001, restant néanmoins soutenue (+ 13,6 %).

Cette croissance provient essentiellement du secteur des télécommunications grâce au développement de l'internet (+ 113,8 %) et de la téléphonie mobile (+ 24,6 %). La croissance des activités de poste et de courrier se poursuit à un rythme ralenti (+ 1,2 %).

Liée à la conjoncture, la croissance du travail temporaire ralentit fortement, passant de + 15 % en 2000 à + 4,5 % en 2001. La demande d'intérimaires non qualifiés diminue tandis que celle des cadres se développe. La plus forte contribution à la croissance des services opérationnels provient des services de location sans opérateur (+ 6,1 %) et plus particulièrement de la location de véhicules, dont la production est relevée notamment par l'externalisation du parc automobile de La Poste. La production en volume des services logistiques progresse, en particulier grâce au développement des activités de sécurité et de gardiennage. L'assainissement augmente également (+ 5,4 %), davantage qu'en 2000 (+ 3,3 %).

La production dans les services de conseils et assistance progresse peu : + 3,1 % et cette croissance est uniquement tirée par les activités informatiques (+ 8,5 %).

Les services professionnels ne progressent que faiblement à cause de la baisse des activités juridiques (- 2,1 %) : le marché immobilier en baisse pèse sur l'activité des notaires.

Les activités d'architecture et d'ingénierie augmentent de 1,3 % et 1,6 % tandis que « contrôle et analyses techniques » reculent de 2,2 %. Les services de publicité et études de marché stagnent.

La croissance globale des services aux particuliers ne cesse de ralentir. Pour l'année 2001, elle est tirée par les seules activités culturelles, récréatives et sportives.

Malgré le recul de leurs recettes publicitaires, les activités audiovisuelles affichent à nouveau une hausse sensible de leur production. L'année est particulièrement favorable aux activités cinématographiques : la fréquentation des salles a atteint 186 millions d'entrées en 2001, soit une progression de 12 %. La production dans ce secteur et le marché de l'édition vidéo ont également beaucoup progressé, 24 % pour ce dernier. Les recettes liées à la télévision progressent moins vite que par le passé. Les autres activités culturelles, récréatives et sportives progressent sensiblement (+ 4,1 %) notamment grâce aux jeux de hasard et d'argent.

Sur l'année, les agences de voyages subissent un fort recul (- 6,6 %) de leur activité et les hôtels et restaurants une faible croissance (+ 0,7 %).

Après plusieurs années de croissance, la production des activités de promotion et gestion immobilières diminue en volume de 2,2 % en 2001 comme en 2000. Toutes les activités immobilières sont touchées par ce ralentissement, hormis l'administration d'immeubles.

En 2001, les services marchands emploient 4,7 millions de salariés en moyenne annuelle, soit 188 000 de plus en un an. La croissance des effectifs ralentit sensiblement, mais reste forte. Ce sont toujours les services aux entreprises qui créent le plus d'emplois, hors intérim (+ 5,8 % après + 5,3 % en 2000). En effet, l'intérim crée très peu d'emplois en 2001 et pour le travail temporaire, en équivalents temps plein, la demande a légèrement fléchi.

La progression des effectifs salariés dans les services aux particuliers ralentit : + 3,4 % après + 4,5 % en 2000.

Dans les activités immobilières, les effectifs se stabilisent en 2001 (- 0,1 %) alors qu'ils augmentaient de 2,3 % en 2000.

2

❍ Méthodologie

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

En métropole, l'enquête est exhaustive pour les « grandes » entreprises, c'est-à-dire employant au moins 30 salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 millions d'euros. Ces seuils sont relevés, dans certains cas, en fonction des particularités du secteur. Pour le secteur des agences de voyage et ceux de la promotion et gestion immobilière, le seuil correspond aux entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 8 millions d'euros, alors que dans la location immobilière il s'applique aux entreprises de plus de 50 salariés ou au moins 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Pour les entreprises en-dessous de ces seuils, l'enquête est réalisée par sondage et ne porte chaque année que sur la moitié des secteurs : une moitié des secteurs est interrogée une année et l'autre l'année suivante. 45 851 questionnaires ont été envoyés aux entreprises relevant des services aux entreprises pour l'enquête 2000/1999, et 38 999 questionnaires envoyés aux entreprises relevant de l'immobilier et des services aux particuliers pour l'enquête 2001/2000.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés de financement des économies d'énergie » (SOFERGIE) par voie de crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3

❍ Définitions

Services aux entreprises et aux particuliers

Les services marchands présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent d'une part aux services aux entreprises (postes et télécommunications, services de conseils et d'assistance, services opérationnels et recherche et développement), d'autre part aux services aux particuliers (hôtels et restaurants, agences de voyages, activités récréatives et sportives ainsi que services personnels).

Postes et télécommunications (NAF 64)

Ces services comprennent les activités postales exercées par « La Poste » et les activités liées aux télécommunications (transmissions et entretien des réseaux).

Conseils et assistance (NAF 72, 74.1 à 74.4)

Les opérations figurant dans cette rubrique regroupent :

• *Les activités informatiques exécutées pour le compte de tiers (NAF 72) ;*

• *Les services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil pour la gestion) [NAF 74.1 sauf 74.1E et J] ;*

• *Les administrations d'entreprises (activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social, holding (NAF 74.1J) ;*

• *La publicité (gestion des espaces publicitaires, conception et réalisation de campagnes publicitaires, promotion des ventes, publicité directe par mailing, téléphone, etc.) [NAF 74.4], et les études de marché (NAF 74.1E) ;*

• *Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle (NAF 74.2 et 74.3).*

Services opérationnels (NAF 71, NAF 74.5 à 74.8, NAF 90)

Ces services comprennent :

• *La location sans opérateur (NAF 71) ;*

Elle est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. Il n'y a location que sur des biens acquis dans l'intention de les louer. Les activités de location portent sur des biens meubles : machines, équipements, biens personnels et domestiques.

• *La sélection et la fourniture de personnel (NAF 74.5) y compris le travail temporaire ;*

Elle comprend la recherche et la sélection de personnel (descriptions de postes, rédaction de curriculum vitae, etc.) et la fourniture, à des tiers, de personnel recruté et rémunéré par l'agence de travail temporaire.

• *La sécurité, le nettoyage et les services divers aux entreprises (NAF 74.6 à 74.8) ;*

Ils correspondent aux services de surveillance, aux activités de nettoyage, de photographie et divers services aux entreprises (traduction, etc.).

• *Les opérations d'assainissement (NAF 90).*

Recherche et développement (NAF 73)

Ces services comprennent les activités de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement expérimental.

Hôtels et restaurants (NAF 55)

Ils comprennent :

– les hôtels de tourisme ;

– les autres moyens d'hébergement de courte durée (exploitation de terrains de camping, résidences de vacances, etc.) ;

– les restaurants ;

– les cafés ;

– les cantines d'entreprises et les restaurations sous contrat ;

– les traiteurs.

Agences de voyages (NAF 63)

Elles comprennent la vente de voyages organisés et les services des offices de tourisme (NAF 63.3Z).

Activités culturelles, récréatives et sportives (NAF 92)

Elles comprennent :

– les activités de l'audiovisuel : activités cinématographiques et vidéo (NAF 92.1), activités de radio et télévision (NAF 92.2) ;

– les activités culturelles, récréatives et sportives hors audiovisuel : activités de spectacles y compris les parcs d'attractions et les discothèques (NAF 92.3), agences de presse (NAF 92.4), autres activités culturelles (NAF 92.5), activités sportives (NAF 92.6) et activités récréatives (jeux de hasard et jeux d'argent, etc.) (NAF 92.7).

Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services : cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

Services personnels et domestiques (NAF 93, NAF 95)

Ils regroupent :

– les services personnels (NAF 93) [blanchisserie, teinturerie, coiffure, etc.] ;

– les services domestiques (NAF 95) [femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, etc.].

Activités immobilières (NAF 70)

Elles regroupent la location de biens immobiliers et les activités immobilières hors location immobilière (promotion immobilière de logements, de bureaux, d'infrastructures, activités de marchands de biens immobiliers, agences immobilières et gestion d'immeubles).

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

• *L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier ; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :*

– Sociétés de financement des télécommunications ;

– Sociétés de financement des économies d'énergie (SOFERGIE) ;

– Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI).

• *L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.*

– Le crédit-bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

Organismes :

– UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

– INSEE.

Publications INSEE :

Enquête annuelle d'entreprise.

Enquête annuelle « Crédit-bail ».

Base de données ***ALISSE*** - Accès en ligne aux statistiques structurelles d'entreprises : derniers résultats de l'Enquête annuelle dans les services.

www.alisse.insee.fr (mise à jour 5 fois/an).

« La France des services », édition 2002/2003.

« Les services en 2000, rapport sur les comptes », *Synthèses*, n° 62, mai 2002.

« Les services marchands en 2001 - Toujours les TIC en tête », *Insee Première,* n° 856, juillet 2002 ;

Insee Résultats :

« Comptes et indicateurs économiques » ;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2000 », série Société, n° 7, octobre 2002 ;

« Les entreprises des services en 2000 », l'immobilier et les services aux particuliers, Tome 1, Économie, n° 3, septembre 2002 (papier et cédérom) ;

« Les entreprises des services en 1999 », Les services aux entreprises, Tome 1, système productif, n° 195, septembre 2001 (papier et cédérom) ;

« Les entreprises des services en 2000 », Les services aux entreprises, Tome 2, Économie, n° 5, à paraître (papier et cédérom).

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés et d'établissements employeurs dans les services et les activités immobilières, au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre de salariés des établissements			Nombre d'établissements employeurs			
		1999	*r* 2000	*p* 2001	1999	*r* 2000	*p* 2001	2001/2000 %
SERVICES AUX ENTREPRISES		**2 544 814**	**2 807 566**	**2 863 390**	**177 363**	**183 581**	**188 763**	**2,7**
Postes et télécommunications	**64**	**45 722**	**58 617**	**59 018**	**1 885**	**2 152**	**2 069**	**– 4,0**
Activités de poste et de courrier	64.1	6 163	6 683	7 133	549	566	560	– 1,1
Télécommunications	64.2	39 559	51 934	51 885	1 336	1 586	1 509	– 5,1
Conseils et assistance	**72, 74.1 à 4**	**1 105 994**	**1 208 332**	**1 264 980**	**115 469**	**119 535**	**122 683**	**2,6**
Activités informatiques	72	259 422	299 170	320 946	15 631	17 337	17 859	2,9
Services professionnels	74.1A, C, G	318 389	336 518	350 822	48 614	48 996	49 937	1,9
Administration d'entreprises	74.1J	151 248	162 373	172 707	10 132	10 968	11 825	7,2
Publicité et études de marché	74.4, 74.1E	143 535	156 637	156 288	11 531	11 528	11 445	– 0,7
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	233 400	253 634	264 217	29 561	30 706	31 617	2,9
Services opérationnels	**71 74.5 à 8, 90**	**1 350 838**	**1 497 377**	**1 494 024**	**58 325**	**60 125**	**62 204**	**3,3**
Location sans opérateur	71	62 421	67 594	71 883	7 288	7 520	7 867	4,4
Sélection et fourniture de personnel	74.5	607 598	703 576	644 122	7 736	8 508	9 429	9,8
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	633 967	673 942	722 104	41 389	42 094	42 854	1,8
Assainissement	90	46 852	52 265	55 915	1 912	2 003	2 054	2,5
Recherche et développement	**73**	**42 260**	**43 240**	**45 368**	**1 684**	**1 769**	**1 807**	**2,1**
SERVICES AUX PARTICULIERS		**1 191 703**	**1 238 812**	**1 269 827**	**232 068**	**234 485**	**237 603**	**1,3**
Hôtels et restaurants	**55**	**707 736**	**739 608**	**759 445**	**124 329**	**125 102**	**126 382**	**1,0**
Hôtels de tourisme		163 779	169 787	170 496	22 263	21 991	21 844	– 0,7
Autres moyens d'hébergement de courte durée		53 146	54 187	54 391	7 374	7 417	7 329	– 1,2
Restaurants		347 203	363 122	380 180	65 067	65 867	67 733	2,8
Cafés		41 363	41 293	42 256	16 921	16 768	16 627	– 0,8
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		89 277	97 130	97 523	11 053	11 379	11 130	– 2,2
Traiteurs, organisation de réception		12 968	14 089	14 599	1 651	1 680	1 719	2,3
Agences de voyages	**63.3Z**	**42 500**	**45 776**	**46 298**	**6 843**	**7 039**	**7 278**	**3,3**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**262 190**	**272 559**	**279 161**	**43 937**	**45 753**	**46 979**	**2,6**
Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	53 751	55 226	56 534	4 573	4 714	4 770	1,2
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	208 439	217 333	222 627	39 364	41 039	42 209	2,8
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**179 277**	**180 869**	**184 923**	**56 959**	**56 591**	**56 964**	**0,7**
Services personnels	93	172 268	174 520	178 689	51 907	51 926	52 362	0,8
Services domestiques	95	7 009	6 349	6 234	5 052	4 665	4 602	– 1,4
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**70.1 à 70.3**	**328 511**	**317 089**	**322 916**	**133 017**	**130 892**	**129 798**	**– 0,8**
Location de biens immobiliers	70.2	118 424	107 548	108 560	42 975	40 793	39 686	– 2,8
Promotion et gestion immobilières	70.1, 70.3	210 087	209 541	214 356	90 042	90 099	90 112	–

TABLEAU M.02-2

Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs

Source : INSEE (EAE services) — *Unité* : Million d'euros

Secteurs d'activité	Code NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (1)	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
			Total	*dont* à temps partiel					
SERVICES AUX ENTREPRISES (31/12/99)									
Télécommunications et courrier	(2) 64	2 067	38 947	4 537	1 176	1 074,8	2 232,0	11 952,0	2 243,1
Auxiliaires d'assurance	(3) 67.2Z	24 427	58 759	14 870	17 847	1 584,1	111,0	6 425,0	4 667,8
Location sans opérateur	71	16 114	65 425	7 479	11 804	1 365,8	9 405,6	14 672,3	8 579,1
Activités informatiques	72	28 476	272 840	24 494	15 531	8 806,2	928,7	31 505,7	17 303,7
Services fournis principalement aux entreprises	74	244 156	2 118 160	925 809	152 928	43 756,5	5 265,6	159 122,9	81 066,3
Assainissement, gestion déchets	90	1 463	48 697	2 453	545	1 062,4	572,3	5 397,9	2 386,3
SERVICES AUX PARTICULIERS (31/12/2000)									
Hôtels et restaurants	(4) 55	179 905	744 345	291 952	160 114	10 917,0	2 852,0	49 897,0	23 745,0
Agences de voyages	63.3Z	3 631	41 532	5 324	1 579	947,0	159,0	11 083,0	1 745,0
Services audiovisuels et agences de presse	92.1, 2 et 4	8 711	79 367	26 351	4 826	2 941,0	622,0	18 432,0	8 313,0
Services personnels	93	87 459	182 522	77 388	77 691	2 246,0	335,0	8 044,0	5 017,0
ACTIVITES IMMOBILIERES (31/12/2000)	**(5) 70**	**63 325**	**218 774**	**41 734**	**45 218**	**5 113,0**	**9 270,0**	**47 498,0**	**23 928,0**

(1) Y compris apports.
(2) Sauf 64.2A « Postes nationales » et 64.1A « Télécommunications nationales ».
(3) Le secteur 67.2Z « Auxiliaires d'assurance » est nouvellement interrogé dans l'EAE Services.
(4) Sauf 55.2F « Hébergement collectif non touristique ».
(5) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

TABLEAU M.02-3

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Crédit-bail mobilier						
Agriculture	198,8	273,6	279,0	353,4	492,7	491,7
Industries extractives	62,5	64,0	65,2	73,3	58,5	62,6
Industries manufacturières	1 511,1	1 403,3	1 430,7	1 733,3	1 995,8	2 190,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	68,1	52,4	53,4	39,9	58,5	53,6
Construction	420,3	419,2	427,5	413,3	601,2	795,6
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	818,0	931,6	949,8	1 133,3	1 361,1	1 296,2
Hôtels et restaurants	56,9	40,7	41,6	66,6	83,5	107,3
Transports et communications	982,7	1 042,3	1 062,6	1 040,0	1 369,5	1 448,2
Activités financières	68,1	81,6	83,1	113,3	116,9	125,2
Immobilier, location et services aux entreprises	738,5	820,9	837,1	953,3	1 269,3	1 573,3
Administration publique	56,9	69,8	71,2	126,7	91,9	71,5
Éducation	22,7	40,7	41,6	46,6	50,1	44,7
Santé et action sociale	460,1	419,2	427,5	359,9	400,8	384,4
Services collectifs, sociaux et personnels	170,4	110,7	112,8	180,0	359,1	259,2
Autres (activités non précisées)	51,1	52,4	53,4	33,4	41,8	35,8
Total	**5 686,3**	**5 822,8**	**5 936,4**	**6 666,6**	**8 350,5**	**8 939,5**
Crédit-bail immobilier						
Agriculture	11,7	12,2	11,9	9,0	14,7	12,5
Industries extractives	–	–	–	5,9	3,7	–
Industries manufacturières	1 140,6	803,4	774,9	913,2	949,3	1 053,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	47,3	9,1	8,8	32,8	14,7	96,2
Construction	82,6	39,9	38,4	23,9	29,4	29,3
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	1 046,3	502,9	485,1	474,4	684,4	547,9
Hôtels et restaurants	141,6	248,3	239,6	322,3	390,0	284,4
Transports et communications	240,0	144,1	139,0	158,1	261,2	401,5
Activités financières	70,7	55,2	53,2	50,8	47,8	20,9
Immobilier, location et services aux entreprises	798,4	1 091,7	1 053,0	865,3	1 089,1	1 547,4
Administration publique	7,9	6,1	5,9	9,0	7,4	16,7
Éducation	4,0	–	–	3,0	–	4,2
Santé et action sociale	149,4	70,6	68,0	89,5	66,2	129,7
Services collectifs, sociaux et personnels	188,7	79,7	76,8	26,8	62,6	37,6
Autres (activités non précisées)	4,0	3,0	2,9	–	58,9	–
Total	**3 933,2**	**3 066,7**	**2 957,8**	**2 984,0**	**3 679,5**	**4 182,2**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-4

Crédit-bail mobilier et immmobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité* : Million d'euros (2)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Crédit-bail mobilier						
Produits du travail des métaux	56,9	64,0	65,2	66,6	183,7	134,1
Machines et équipements	1 848,1	2 055,5	2 095,6	2 320,0	2 981,1	3 084,1
Machines de bureau	204,7	203,8	207,8	252,8	263,9	268,2
Ordinateurs et équipements informatiques	659,6	698,7	712,4	774,0	955,3	688,3
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunications, instruments et matériel de précision	449,3	465,9	474,9	540,0	534,4	536,4
Produits de l'industrie automobile	1 740,1	1 636,2	1 668,1	1 973,3	2 705,6	3 388,1
Produits de la construction navale	39,8	34,9	35,7	26,7	55,4	26,8
Matériel ferroviaire roulant	5,6	58,2	59,3	26,7	83,1	17,9
Produits de la construction aéronautique	34,1	29,1	29,7	53,4	36,9	35,8
Meubles	108,1	46,6	47,6	46,6	50,1	71,5
Autres et indéterminés	540,3	529,9	540,3	586,6	501,0	688,3
Total	**5 686,3**	**5 822,8**	**5 936,4**	**6 666,6**	**8 350,5**	**8 939,5**
Crédit-bail immobilier						
Achats de terrains						
Magasins et commerces	125,9	165,6	159,8	116,3	117,7	138,0
Usines et entrepôts	161,3	88,9	85,8	131,3	150,9	263,5
Bureaux	39,3	98,2	94,7	59,6	44,2	96,2
Cliniques et hôpitaux	19,7	9,1	8,8	9,0	3,7	4,2
Autres	86,6	27,6	26,7	47,7	73,5	58,6
Total	**432,7**	**389,5**	**375,6**	**364,0**	**390,0**	**560,4**
Achats de bâtiments existants						
Magasins et commerces	448,4	441,6	425,9	235,7	375,3	263,5
Usines et entrepôts	361,9	248,3	239,6	343,2	787,4	740,2
Bureaux	82,6	279,1	269,2	98,5	184,0	334,6
Cliniques et hôpitaux	47,3	43,0	41,5	35,8	33,1	33,5
Autres	122,0	98,2	94,7	176,1	327,5	267,7
Total	**1 062,0**	**1 110,1**	**1 070,8**	**889,2**	**1 707,3**	**1 639,4**
Construction et génie civil						
Magasins et commerces	527,0	233,1	224,9	250,6	331,1	305,3
Usines et entrepôts	1 203,6	803,4	774,9	1 017,6	864,8	1 246,3
Bureaux	184,9	233,1	224,9	170,1	172,9	204,9
Cliniques et hôpitaux	114,0	98,2	94,7	56,7	22,1	20,9
Autres	409,0	199,4	192,2	235,7	191,3	204,9
Total	**2 438,6**	**1 567,0**	**1 511,4**	**1 730,7**	**1 582,3**	**1 982,4**
Total général	**3 933,2**	**3 066,7**	**2 957,8**	**2 984,0**	**3 679,5**	**4 182,2**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Assurance

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Évolution du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance au 31 décembre.

2 Effectifs du secteur de l'assurance.

3 Évolution des primes d'assurance et de réassurance.

4 Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

5 Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie.

6 Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2000.

7 Répartition des placements d'assurance en 2000.

8 Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE.

9 Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.

1
○ Présentation

Depuis le début des années 1980, le secteur des assurances sur la vie connaît en France un développement sans précédent. Il est un acteur financier majeur et le principal collecteur d'épargne de long terme auprès des ménages. Les primes encaissées au titre de l'assurance vie et de la capitalisation ont progressé ces dernières années à un taux supérieur à 10 % par an, malgré un recul marqué en 1998 consécutif à une modification de leur régime fiscal.

En assurance non-vie, les primes ont progressé en moyenne de 5 % par an de 1993 à 1996 et stagnent jusqu'en 1999. En 2000, la progression est de plus de 4 %.

En France, en 2000, les affaires directes d'assurance vie se partagent essentiellement entre :

- les contrats individuels et « groupes ouverts » en euros ou devises (42 % des affaires directes vie en France) ;
- les contrats collectifs en euros ou devises (12 %) ;
- les contrats en unités de compte (42 %), en progression très vive.

En France, en 2000, les affaires directes en assurance non-vie se partagent entre trois grands risques :

- l'assurance automobile (36 %) ;
- les dommages aux biens (28 %) ;
- les dommages corporels (23 %).

En 2001, l'assurance emploie près de 203 800 personnes soit 0,7 % environ de la population active.

2
○ Méthodologie

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.

- *Création des entreprises mixtes*

Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation ;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit, les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.

- *Introduction d'un nouveau plan comptable*

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance. Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique ;

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.

La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la CCA publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La CCA publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la CCA, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.03-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de la CCA regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la CCA. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.

Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.

Les privatisations récentes de groupes de sociétés nationales (UAP, AGF, GAN) ont amené la CCA à regrouper dans ses statistiques depuis 1995 les entreprises nationales restantes avec les autres sociétés anonymes.

En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par la CCA avec les sociétés anonymes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

3
○ Définitions

Affaires directes

Il s'agit des opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée ; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat collectif d'assurance à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés. Dans les statistiques d'assurance vie, les groupes ouverts sont totalisés avec les contrats individuels.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement ; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé ; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.
Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :

– soit aux survivants (tontines en cas de vie) ;

– soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances.

Organismes :

– Commission de contrôle des assurances ;
– Organismes professionnels ;
– Caisse nationale de prévoyance.

Publications de la Commission de contrôle des assurances :

Rapport d'activité (annuel) ;

Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance (annuel) ;

Tableaux de synthèse (annuel).

Autres publications :

« L'assurance française en 2001 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel] ;

« Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes*, n° 18, mai 1992 ;

Annuaire des statistiques d'assurance 1993-2000, OCDE.

5

❍ Tableaux

Des tableaux détaillés et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU M.03-1

Évolution du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance au 31 décembre (1)

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Forme juridique	1997	1998	1999	2000	2001
Sociétés d'assurance non-vie					
Sociétés nationales	3	2	2	2	2
Sociétés anonymes	147	146	140	144	148
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	50	51	49	48	46
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	19	19	19
Mutuelles locales ou professionnelles	55	53	53	53	53
Mutuelles agricoles	24	24	23	23	22
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	14	12	12	13	13
Succursales de l'Espace Économique Européen	...	...	...	...	...
Sociétés de l'E.E.E. opérant en libre prestation de services	...	...	...	...	...
Divers (3)	1	1	1	1	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	1	1
Sociétés d'assurance sur la vie					
Sociétés nationales	2	–	–	–	–
Sociétés anonymes	88	81	71	68	64
Sociétés d'assurance mutuelle	14	14	14	14	14
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E.	5	4	4	4	4
Succursales de l'Espace Économique Européen	...	...	...	...	...
Sociétés de l'E.E.E. opérant en libre prestation de services	...	...	...	...	...
Sociétés tontinières	3	3	3	3	3
Sociétés d'assurance mixtes					
Sociétés nationales	1	1	1	1	1
Sociétés anonymes	22	29	30	35	38
Sociétés d'assurance mutuelle	3	3	3	2	2
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	...	...	...	...	...
Sociétés de réassurance					
Sociétés anonymes	25	27	31	31	33
Société d'assurance mutuelle	1	1	2	2	3

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU M.03-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Source : Fédération française des sociétés d'assurance

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Salariés de sociétés d'assurances	**121 800**	**135 400**	**133 100**	**132 050**	**132 300**	**135 100**	**137 600**
Agences							
Agents généraux	17 400	17 100	16 800	16 280	15 800	15 150	14 000
Collaborateurs d'agence (salariés et non salariés)	35 000	35 000	35 000	32 000	32 000	30 000	28 000
Total	**52 400**	**52 100**	**51 800**	**48 280**	**47 800**	**45 150**	**42 000**
Courtage							
Courtiers	2 400	2 400	2 500	2 500	2 400	2 800	2 800
Collaborateurs (salariés)	16 000	16 000	16 000	16 000	15 000	17 000	17 000
Total	**18 400**	**18 400**	**18 500**	**18 500**	**17 400**	**19 800**	**19 800**
Experts	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**
Total	**197 000**	**210 300**	**207 800**	**203 230**	**201 900**	**204 450**	**203 800**

TABLEAU M.03-3

Évolution des primes d'assurance et de réassurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation						
Affaires directes en France	**63 527**	**70 847**	**78 658**	**64 970**	**74 731**	**90 287**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales) (1)	159	111	60	39	35	43
Affaires directes hors Union européenne	10	10	12	2	3	5
Total des affaires directes à l'étranger	**169**	**121**	**71**	**42**	**38**	**48**
Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation	**63 696**	**70 968**	**78 729**	**65 011**	**74 769**	**90 335**
Évolution des primes en %	**9,1**	**11,4**	**10,9**	**– 17,4**	**15,0**	**20,8**
2) Affaires directes d'assurance non-vie						
Affaires directes en France	**36 973**	**38 105**	**38 288**	**38 198**	**38 742**	**40 298**
Affaires directes dans l'Union européenne (LPS et succursales)	777	776	785	746	900	1 072
Affaires directes hors Union européenne	207	209	189	81	86	114
Total des affaires directes à l'étranger	**984**	**985**	**974**	**826**	**986**	**1 186**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**37 956**	**39 090**	**39 262**	**39 024**	**39 728**	**41 484**
Évolution des primes en %	**5,6**	**3,0**	**0,4**	**– 0,6**	**1,8**	**4,4**
3) Ensemble des affaires directes						
En France	100 500	108 952	116 946	103 167	113 473	130 585
À l'étranger	1 153	1 106	1 045	868	1 024	1 234
Total des affaires directes	**101 653**	**110 058**	**117 991**	**104 035**	**114 497**	**131 819**
4) Opérations de réassurance						
Sociétés d'assurance vie et mixtes						
En France	2 353	2 090	2 256	2 246	2 470	3 285
À l'étranger	1	–	–	–	–	–
Total	**2 354**	**2 090**	**2 256**	**2 246**	**2 470**	**3 285**
Sociétés d'assurance non-vie						
En France	5 901	5 372	5 103	4 893	5 285	5 477
À l'étranger	128	136	132	185	146	149
Total	**6 029**	**5 508**	**5 235**	**5 078**	**5 431**	**5 626**
Ensemble des sociétés d'assurance						
En France	8 253	7 462	7 359	7 139	7 755	8 762
À l'étranger	129	137	132	185	146	149
Total	**8 383**	**7 599**	**7 491**	**7 324**	**7 901**	**8 911**
Sociétés de réassurance françaises						
En France	4 441	3 674	3 257	3 277	4 761	5 481
À l'étranger	312	275	253	192	332	483
Total	**4 753**	**3 949**	**3 510**	**3 468**	**5 093**	**5 964**
Total des opérations de réassurance						
En France	12 694	11 136	10 616	10 416	12 516	14 243
À l'étranger	441	412	385	377	478	632
Total	**13 135**	**11 547**	**11 001**	**10 793**	**12 994**	**14 875**

(1) LPS : Libre prestation de services.

TABLEAU M.03-4

Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Montant 1998	% des primes	Montant 1999	% des primes	Montant 2000	% des primes
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (1) :						
Ressources						
Primes	69 911	100,0	79 899	100,0	96 718	100,0
Résultat financier du compte technique	35 680	51,0	47 566	59,5	31 207	32,3
Autres produits	244	0,3	379	0,5	495	0,5
Charges incombant aux réassureurs	2 567	3,7	3 026	3,8	3 684	3,8
Total	**108 403**	**155,1**	**130 870**	**163,8**	**132 104**	**136,6**
Charges						
Charges des sinistres	40 229	57,5	44 329	55,5	50 810	52,5
Charges des provisions techniques	30 645	43,8	45 920	57,5	36 963	38,2
Participation aux résultats	27 024	38,7	28 565	35,8	30 277	31,3
Frais d'acquisition et d'administration	6 094	8,7	6 581	8,2	7 458	7,7
Autres charges techniques	698	1,0	688	0,9	689	0,7
Primes cédées aux réassureurs	2 190	3,1	2 437	3,1	3 187	3,3
Total	**106 880**	**152,9**	**128 520**	**160,9**	**129 384**	**133,8**
Résultat technique	**1 522**	**2,2**	**2 350**	**2,9**	**2 720**	**2,8**
Compte de résultat technique simplifié des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Primes	41 340	100,0	42 390	100,0	43 892	100,0
Résultat financier du compte technique	3 854	9,3	5 368	12,7	5 345	12,2
Autres produits techniques	430	1,0	479	1,1	534	1,2
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	114	0,3	118	0,3	126	0,3
Charges incombant aux réassureurs	6 548	15,8	13 119	30,9	8 453	19,3
Total	**52 285**	**126,5**	**61 474**	**145,0**	**58 350**	**132,9**
Charges						
Prestations et frais payés	30 349	73,4	30 324	71,5	39 740	90,5
Charges des provisions techniques	3 671	8,9	12 567	29,6	– 1 483	– 3,4
Participation aux résultats	515	1,2	462	1,1	516	1,2
Frais d'acquisition et d'administration	8 678	21,0	8 830	20,8	9 160	20,9
Autres charges techniques	1 359	3,3	1 315	3,1	1 296	3,0
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	167	0,4	166	0,4	166	0,4
Primes cédées aux réassureurs	6 589	15,9	6 913	16,3	7 624	17,4
Total	**51 327**	**124,2**	**60 577**	**142,9**	**57 019**	**129,9**
Résultat technique	**958**	**2,3**	**897**	**2,1**	**1 331**	**3,0**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU M.03-5

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Montant 1998	% des primes	Montant 1999	% des primes	Montant 2000	% des primes
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (1) :						
Ressources						
Résultat technique	1 522	2,2	2 350	2,9	2 720	2,8
Résultat financier du compte non technique	1 205	1,7	1 325	1,7	1 512	1,6
Produits exceptionnels et autres produits non technique	231	0,3	335	0,4	294	0,3
Total	**2 957**	**4,2**	**4 010**	**5,0**	**4 526**	**4,7**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	604	0,9	811	1,0	499	0,5
Participation des salariés	31	–	43	0,1	51	0,1
Impôts sur les bénéfices	805	1,2	617	0,8	998	1,0
Total	**1 440**	**2,1**	**1 471**	**1,8**	**1 548**	**1,6**
Résultat de l'exercice	**1 517**	**2,2**	**2 539**	**3,2**	**2 978**	**3,1**
Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie :						
Ressources						
Résultat technique	958	2,3	897	2,1	1 331	3,0
Résultat financier du compte non technique	1 242	3,0	1 671	3,9	1 732	3,9
Produits exceptionnels et autres produits non technique	868	2,1	791	1,9	743	1,7
Total	**3 067**	**7,4**	**3 359**	**7,9**	**3 806**	**8,7**
Charges						
Charges exceptionnelles et autres charges non techniques	1 670	4,0	1 528	3,6	921	2,1
Participation des salariés	71	0,2	99	0,2	71	0,2
Impôts sur les bénéfices	937	2,3	954	2,3	717	1,6
Total	**2 679**	**6,5**	**2 581**	**6,1**	**1 709**	**3,9**
Résultat de l'exercice	**388**	**0,9**	**778**	**1,8**	**2 097**	**4,8**

(1) Y compris les dommages corporels.

TABLEAU M.03-6

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des sociétés d'assurance non-vie en 2000 (1)

Y compris les succursales de sociétés extra-communautaires

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

	Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes		Sociétés d'assurance non-vie	
	Montant	% du total	Montant	% du total
Actif				
Placements	687 966	92,5	92 006	71,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques	14 569	2,0	16 313	12,6
Créances	16 125	2,2	14 310	11,1
Actifs incorporels et autres actifs	7 335	1,0	3 977	3,1
Comptes de régularisation et différences de conversion	17 528	2,4	2 888	2,2
Total	**743 523**	**100,0**	**129 494**	**100,0**
Passif				
Capitaux propres et passifs subordonnés	32 680	4,4	25 837	20,0
Provisions techniques	677 805	91,2	85 328	65,9
Provisions pour risques et charges	1 989	0,3	2 172	1,7
Dettes	31 049	4,2	16 157	12,5
Total	**743 523**	**100,0**	**129 494**	**100,0**

(1) Avant affectation.

TABLEAU M.03-7

Répartition des placements d'assurance en 2000

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité* : Million d'euros

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie et mixtes	Non-vie	Vie et mixtes	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	20 893	9 555	–	4
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	74 653	30 205	11	63
Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus)	443 921	45 474	–	31
Prêts et effets assimilés	8 658	2 204	6	4
Dépôts auprès des cédantes	4 495	4 069	–	3
Autres placements	3 675	693	–	5
Total	**556 295**	**92 200**	**17**	**110**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

TABLEAU M.03-8

Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Union européenne (UE) (1)	**5,79**	**6,76**	**6,90**	**6,97**	**7,22**	**7,53**	**7,65**	**8,18**
Allemagne	5,92	6,26	6,45	6,55	6,65	6,64	6,51	6,68
Autriche	4,93	5,50	5,40	5,54	6,23	5,38	5,33	5,52
Belgique	4,64	5,14	5,17	5,33	5,58	5,77	6,47	7,06
Danemark	4,44	5,17	5,54	5,72	6,17	6,39	6,86	6,32
Espagne	3,53	4,30	5,11	4,81	5,04	5,18	5,19	5,65
Finlande	6,59	2,84	2,96	3,34	4,04	3,71	4,04	4,44
France	**5,89**	**7,64**	**8,27**	**8,57**	**9,08**	**9,40**	**8,00**	**8,44**
Grèce (2)	1,28	1,59	1,61	1,62	1,73	1,76	1,85	2,15
Irlande	8,96	8,79	8,95	8,28	9,08	9,96	12,23	14,53
Italie	2,63	3,25	3,38	3,49	3,56	4,12	4,88	5,65
Luxembourg	4,29	4,11	10,81	24,02	21,35	30,46	32,93	30,20
Pays-Bas (3)	7,64	7,96	8,30	8,86	9,11	9,35	9,84	9,71
Portugal	2,95	3,92	4,08	4,59	5,06	4,95	5,50	5,93
Royaume-Uni (4)	10,58	13,16	11,98	11,56	12,06	12,24	13,22	14,13
Suède	5,23	6,14	5,79	5,47	5,64	5,81	6,17	7,10
OCDE (1)	**7,44**	**7,88**	**8,12**	**8,11**	**8,09**	**8,53**	**8,71**	**8,73**
dont : États-Unis	9,73	10,15	10,05	9,89	9,84	10,61	10,97	10,49
Japon	8,43	8,52	8,48	8,52	8,03	8,06	7,79	7,42
Canada	4,72	4,43	4,57	4,66	4,46	4,31	4,20	6,70
Suisse	8,02	9,08	9,60	10,33	11,14	11,92	12,55	12,83

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1995.

TABLEAU M.03-9

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité* : Million de dollars

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Union européenne (UE) (1)	**415 233**	**538 005**	**582 578**	**666 299**	**694 017**	**677 010**	**708 365**	**769 166**
Allemagne	91 194	151 150	168 412	200 200	196 995	177 621	177 416	181 376
Autriche	8 540	11 024	12 120	14 240	16 013	12 844	12 860	13 229
Belgique	9 695	11 378	12 349	15 458	15 813	14 743	16 861	18 329
Danemark	6 862	8 109	9 758	11 376	12 332	11 700	12 961	12 099
Espagne	18 141	21 640	25 703	27 971	30 378	28 527	29 698	35 324
Finlande	9 433	2 665	3 115	4 474	5 319	4 658	5 242	5 924
France	**78 390**	**107 304**	**119 249**	**142 123**	**149 294**	**139 333**	**122 619**	**129 163**
Grèce (2)	1 067	1 525	1 655	1 925	2 194	2 143	2 270	2 720
Irlande	4 096	4 685	4 984	5 680	6 825	8 269	10 735	14 386
Italie	33 108	37 095	38 943	42 654	48 245	52 001	61 943	71 204
Luxembourg (3)	444	528	1 582	4 156	3 631	4 811	5 505	5 841
Pays-Bas	22 712	26 647	29 911	36 502	37 118	34 654	37 970	39 154
Portugal	2 079	3 322	3 632	4 856	5 585	5 100	6 003	6 927
Royaume-Uni (4)	115 274	138 604	138 100	140 298	148 610	165 969	191 170	215 195
Suède (5) (6)	14 198	12 329	13 064	14 386	15 667	14 638	15 111	18 295
OCDE (1)	**1 370 342**	**1 723 397**	**1 882 097**	**2 060 526**	**2 052 423**	**2 100 417**	**2 177 772**	**2 359 343**
dont : États-Unis	606 925	705 008	731 673	763 639	795 115	891 694	994 961	1 055 045
Japon	258 310	372 829	406 604	448 384	376 514	344 074	300 649	328 617
Canada	32 443	28 033	28 758	30 083	30 232	29 914	28 100	47 157
Suisse	27 315	33 723	37 985	45 444	38 963	34 713	36 491	35 680

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes brutes directes jusqu'à 1993.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1992.
(5) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance-vie pour 1990.
(6) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance non-vie jusqu'à 1996.

Chapitre N.01

○ Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).

2 Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).

3 Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année).

4 Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année).

5 Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP).

6 Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux).

7 Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2001.

8 Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel).

9 Dépôts à vue , dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année).

10 Principaux taux d'intérêt débiteurs.

11 Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année).

12 Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année).

13 Évolution du nombre des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (situation en fin d'année).

14 Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année).

15 Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année).

16 Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année).

17 Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

1

○ Présentation

En décembre 2001, l'euro s'inscrit sensiblement au même niveau qu'un an auparavant, à 0,89 dollar, au terme d'une année d'oscillation dans une fourchette de 0,85 à 0,94 dollar. En janvier, il s'apprécie en réponse aux signes de ralentissement de l'économie américaine. Jusqu'à la fin du premier semestre, il se déprécie, lorsque le ralentissement se propage à la zone euro. Puis il s'apprécie de nouveau jusqu'en septembre : la conjoncture américaine continue de se dégrader et des interrogations apparaissent sur la politique de change de la nouvelle administration américaine. Enfin, il s'abaisse au cours des derniers mois de 2001, sous l'effet de la remontée des marchés boursiers américains et de la prise de position du G 7 en faveur d'un dollar fort.

Le recul de l'inflation, dans un contexte de ralentissement de l'économie, incite la Banque centrale européenne (BCE) à assouplir sa politique monétaire à partir du mois de mai. Les attentats du 11 septembre accélèrent ce mouvement. Au total, les taux directeurs de l'Eurosystème sont abaissés de 150 points de base au cours de l'année 2001, de 4,75 % à 3,25 %.

Ce mouvement est accompagné par une détente de 160 points de base du taux d'intérêt de marché à court terme de la zone euro, qui s'établit à 3,34 % en décembre 2001. Le rendement des obligations publiques françaises à dix ans ne se replie que de 17 points de base, à 4,87 %. Leur baisse a en effet été freinée par deux phases de hausse, au printemps puis en fin d'année, en liaison avec la remontée des cours boursiers et, au printemps, du fait d'un rebond de l'inflation.

Pour leurs émissions privées à court terme, la baisse des rendements est de moindre amplitude que pour le secteur public : la prime de risque de court terme s'est accrue de 70 points de base, essentiellement sous l'effet de l'envolée en septembre de la prime de risque du secteur des télécommunications, dont les effets subsistent partiellement à la fin de l'année. Les émetteurs privés bénéficient en revanche d'une baisse des taux obligataires plus forte que le secteur public : leur prime de risque à long terme s'est réduite de 20 points de base.

Excepté pour le crédit de trésorerie aux particuliers, les banques répercutent la baisse de leur coût de refinancement sur les taux débiteurs, à hauteur de 70 à 130 points de base en glissement annuel selon les crédits.

L'écart entre la croissance de l'agrégat monétaire M 3 de la zone euro et la valeur de référence de moyen terme de 4,5 % qui lui est assignée s'accroît au cours de l'année 2001. La variation annuelle est en effet passée de 4,1 % en moyenne au dernier trimestre de 2000 à 7,7 % un an plus tard [1]. L'accélération s'amorce dès le premier semestre, puis se renforce à partir du mois de septembre, les attentats américains provoquant un afflux de capitaux vers les placements monétaires, sûrs et liquides.

L'accélération de M 3 a pour principale origine les créances détenues sur l'extérieur. En 2001, l'encours de crédit au secteur privé de la zone euro a au contraire décéléré, de 9,5 % en 2000 à 6,1 %, concomitamment au ralentissement de l'activité.

Les crédits accordés aux résidents français par les institutions financières monétaires (IFM) établies sur le territoire français ont eux aussi ralenti (+ 5,9 % en 2001 après + 9,6 % en 2000).

L'endettement intérieur total (EIT) français décélère, enregistrant une progression de 7,2 % en 2001, contre 9,1 % en 2000. Le ralentissement le plus prononcé est enregistré par les sociétés non financières, dont l'endettement demeure toutefois très dynamique (- 4,7 points, à + 10,3 %), particulièrement dans sa composante endettement de marchés. Au printemps 2001, le besoin de financer les licences de téléphonie mobile de troisième génération aux normes UMTS stimule l'endettement des sociétés non financières, notamment sous forme obligataire. L'endettement des ménages ralentit lui aussi (- 0,8 point, à + 5,8 %), tandis que le taux de croissance de l'endettement public reste stable à + 4,3 %. À l'inverse de la composante crédit de l'EIT, la composante endettement de marchés (sociétés non financières et administrations publiques) accélère de 1,8 point, à + 10,5 %.

L'encours d'actions et autres participations détenues par les agents non financiers résidents s'est contracté de 14 % (500 milliards d'euros) entre la fin 2000 et la fin 2001, sous l'effet du recul des marchés boursiers. On a en revanche enregistré une expansion du portefeuille obligataire (+ 52 milliards), sous l'effet conjugué de flux nets de placements positifs et de la baisse des taux d'intérêt, et des dépôts à vue (+ 36 milliards).

[1] Données corrigées des variations saisonnières et des effets de fin de mois.

2

○ Méthodologie

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les banques centrales nationales (BCN).

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas d'intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée[2] , relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Le code monétaire et financier, qui a notamment codifié les dispositions de la loi du 24 janvier 1984, est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il les a réparties entre plusieurs des sept livres qu'il compte. Les dispositions relatives aux opérations de banque figurent au livre III « Les services », celles régissant les établissements de crédit, prestataires de services d'investissement et autres établissements bancaires au livre V « Les prestataires de services » et celles gouvernant les autorités bancaires au livre VI « Les institutions en matière bancaire et financière » ; les dispositions du livre VII regroupent les dispositions relatives à l'application du Code à l'Outre-mer.

Le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95) applicable à partir de 1999.

La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par

[2] La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.
Les données financières des comptes nationaux sont issues de la Base de données des agents financiers (BAFI) de la Commission bancaire, de la base de données sur les OPCVM de la Banque de France, de la Commission de contrôle des Assurances, de la Comptabilité publique, de la Balance des paiements et du Système intermédiaire d'entreprise (SIE) géré par l'INSEE.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale [1].

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.
Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :

– la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :
  - Banque de France[2],
  - Fonds de stabilisation des changes [2 3]
  - l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) ;

– les Banques :
  - Banques « Fédération bancaire française » (FBF) ;
  - Banques mutualistes ou coopératives :
    - Banques populaires,
    - Réseau Crédit Agricole,
    - Réseau Crédit mutuel,
    - Réseau de crédit coopératif,
    - Banque fédérale mutualiste,
  - Crédits municipaux ;

– les Caisses d'épargne :
  - Caisses d'épargne et de prévoyance,
  - Caisse centrale des caisses d'épargne et de prévoyance (CCCEP),
  - Caisse nationale d'épargne (La Poste) [2] ;

– la Caisse des dépôts et consignations (CDC) :
  - Caisse des dépôts[2]
  - Caisse de garantie pour le logement social (CGLS).

– les Sociétés financières et assimilées :
  - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :
    Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),
    SOFERGIE,
    Sociétés de financement des télécommunications,
    Sociétés de crédit différé,
    Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),
    Caisse de refinancement hypothécaire,
  - Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :
    Sociétés de crédit-bail immobilier,
    Sociétés de location avec option d'achat,
    Sociétés de gestion de moyens de paiements,
    Autres sociétés financières,
  - Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.

– les Institutions financières spécialisées (IFS) :
  - Caisse française de développement,
  - Comptoir des entrepreneurs,
  - Crédit foncier de France,
  - Crédit local de France,
  - MATIF-SA,
  - Sociétés de développement régional (SDR),
  - SOCREDOM,
  - Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) [3]
  - CEPME,
  - Société des bourses françaises (SBF).

– les OPCVM monétaires [2 4] :
  - Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) monétaires ;
  - Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

– Institutions financières diverses et assimilées :
  - Fonds communs de créances (FCC) [2] ;
  - Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires [2 3] ;
  - Autoroutes de France [2] ;
  - Comités interprofessionnels du logement (CIL) [2 3] ;
  - Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires (GBPE) [2 5] ;
  - Entreprises d'investissement ;
  - Instituts régionaux de participation (IRP) [2 5] ;
  - Sociétés de contrepartie [2 5] ;
  - Sociétés de caution mutuelle (SCM) [3] ;
  - Caisse nationale des autoroutes (CNA) [2] ;
  - Caisse nationale des télécommunications (CNT) [2].

– Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) [2 4] :
  - SICAV et FCP long terme à vocation générale ;
  - Sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) [3] ;
  - FCP Entreprises [3] ;
  - Fonds Commun sur les marchés à terme ;
  - FCP à Risque [3] ;
  - Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

  - Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
  - Sociétés de gestion de portefeuille [6] ;
  - Changeurs manuels ;
  - Carte Bleue ;
  - Carte Bancaire.

---

[1] Pour la comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclus, c'est-à-dire à l'exclusion des TOM. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'Outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

[2] Hors loi bancaire.

[3] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

[4] Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (SICAV et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

[5] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

[6] Dépendent juridiquement des Entreprises d'investissement.

3 Définitions

Taux d'intérêt directeurs de la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) est en situation de monopole en matière de création de la base monétaire[1]. Elle est donc en mesure d'influer sur le marché monétaire[2] notamment le niveau des taux d'intérêt, par lesquels les impulsions de politique monétaire se transmettent à l'ensemble de l'économie.

La plupart des opérations menées par la BCE sur le marché monétaire sont des opérations d'open-market, c'est-à-dire des opérations exécutées à son initiative. Celles-ci prennent majoritairement la forme d'opérations principales de refinancement[3].

Afin de contrôler les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, notamment de limiter leur volatilité, l'Eurosystème offre en outre des facilités permanentes à ses contreparties, laissées sur l'initiative de ces dernières. Ce sont la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt.

Compte tenu de ce cadre opérationnel, l'Eurosystème dispose de trois taux directeurs pour indiquer l'orientation de sa politique monétaire :

– le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités contre des actifs éligibles, selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; depuis le 28 juin 2000, afin de mettre fin au phénomène de « sur-soumissionnement » de la part des contreparties (né des anticipations de hausse de taux directeurs qui prévalaient alors), les adjudications se déroulent selon une procédure à taux variable (procédure à taux multiple)[4];

– le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;

– le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.

Afin que l'Eurosystème n'influence le marché monétaire qu'en un point de la courbe de rendement, avant les opérations mensuelles de refinancement à plus long terme (échéance de trois mois), l'Eurosystème se contente d'indiquer le volume de liquidités qu'il est prêt à octroyer, sans indication de taux. Ces adjudications se déroulent à taux variable, multiple depuis mars 1999.

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

– les pièces et billets en circulation,
– les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

– les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,
– les dépôts à terme.

La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

– les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,
– les instruments du marché monétaire,
– les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM,
– les créances résultant de prises en pension sur des titres émis par des IFM.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne-logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

Les instruments du marché monétaire sont les titres émis à court terme (durée initiale inférieure ou égale à un an) par des IFM et négociables sur des marchés monétaires liquides. En France, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et à titre résiduel les anciens bons des institutions et sociétés financières (BISF).

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

– les créances sur les autres résidents (non-IFM) :
  - les crédits accordés aux non-IFM,
  - le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;
– les créances nettes sur l'extérieur ;
– les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) – à déduire ;
– un poste « divers ».

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non-résidents.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM (décalages et en route entre institutions financières...) et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

---

[1] La base monétaire est la monnaie dont les banques commerciales ont besoin pour faire face à la demande de billets et pièces, régler les opérations interbancaires et constituer leurs réserves obligatoires.

[2] Le marché monétaire est le marché sur lequel l'échéance des transactions est généralement inférieure à un an.

[3] Les autres types d'opération d'open-market de l'Eurosystème sont les opérations de refinancement à plus long terme, les opérations de réglage fin et les opérations structurelles.

[4] Dans une adjudication à taux multiple, les demandes des contreparties sont satisfaites, par ordre décroissant du taux offert, au taux offert par chacune d'elles – contrairement aux procédures à taux unique, où toutes les contreparties sont servies au même taux – ; au taux minimal, les demandes restantes sont satisfaites au *prorata* de la quantité totale de liquidités que la BCE a décidées d'allouer.

L'endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) recense l'ensemble des financements, hors actions et autres parts sociales, des agents non financiers résidant en France, obtenus soit auprès d'institutions financières monétaires ou d'autres intermédiaires financiers, soit sur les marchés de capitaux (monétaire ou obligataire), tant en France qu'à l'étranger.

Le suivi de l'EIT permet d'analyser l'évolution des ressources des agents économiques sous forme d'endettement au regard de celle de la demande interne, des prix et des équilibres extérieurs. Les informations relatives à la nature des financements obtenus fournissent, quant à elles, des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement. L'EIT est ainsi un indicateur conjoncturel de l'évolution du degré d'intermédiation des financements.

L'EIT est une mesure d'encours qui regroupe en distinguant, pour chaque secteur institutionnel débiteur, les dettes dont le terme est inférieur ou égal à un an et celles dont le terme est supérieur à un an :

– les crédits obtenus auprès des institutions financières résidentes,

– les crédits obtenus auprès des non-résidents (prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe, prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs et crédits commerciaux),

– les financements de marchés,

– le financement monétaire du Trésor public.

Le tableau des financements et placements (TFP)

Le tableau des financements et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.

Il retrace comment et au profit de qui ont été distribués les financements, et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires, information essentielle dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.

Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les administrations publiques. Le tableau présenté dans cet annuaire est un tableau agrégé pour l'ensemble des agents non financiers.

Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).

Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des administrations centrales.

À l'actif du TFP, l'application des normes de comptabilité nationale aux statistiques monétaires, et le souci de retracer l'ensemble des créances des ANF sur les résidents et sur les non-résidents, ont conduit à un regroupement des instruments financiers en trois grandes catégories :

Dépôts et titres à court terme vis-à-vis des IFM résidentes

• *Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme*

Les dépôts à court terme sont repris des statistiques monétaires. Ils recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans.

En outre, les avoirs liquides des organismes d'administration centrale, qui ne se sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.

• *Titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions*

La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

Autres dépôts et titres à court terme

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF —, bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

Placements à moyen et long termes des Agents Non Financiers

• *Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans :* cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne-logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• *Placements de type « obligations » :* ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion des ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.

• *Placements de type « actions et autres participations » :* figurent sous cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM [1].

Le tableau d'opérations financières (TOF)

Le tableau d'opérations financières (TOF) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.

En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par type d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.

Les encours d'actifs et de passifs financiers sont évalués à prix courants. Les encours de dépôts et crédits figurent à leur valeur nominale, les titres cotés (obligations, actions cotées et parts d'OPCVM) à leur valeur de marché.

---

[1] Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

Les stocks ou « encours » sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Les comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état de l'actif (financier et non financier) et du passif de chaque secteur institutionnel en fin d'année. Ils recensent les actifs et passifs économiques sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés. Des éléments tels que le capital écologique (l'air, la biodiversité…) ou le « capital humain » en sont exclus. Les éléments retenus sont issus de processus de production ou sont naturels (terre, gisements…), financiers ou non financiers.

Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes productifs). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.

Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette, différence entre le total des actifs (non financiers et financiers) détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes. Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non-résidentes. Il correspond également à la valeur nette de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes des secteurs résidents.

La notion de valeur nette ne revêt pas la même signification pour les ménages et les sociétés. En effet, ces derniers sont les propriétaires ultimes de leur patrimoine, contrairement aux sociétés, dont on considère que les propriétaires ultimes sont les détenteurs du capital. La valeur nette des sociétés apparaît donc comme l'écart entre le montant qu'on estime pouvoir tirer de la vente de leurs actifs, déduction faite du remboursement de leurs dettes, et la valeur des actions qu'elles ont émises. Une valeur nette des sociétés négative s'interprète comme le fait que les marchés valorisent le secteur au-delà de la situation nette (différence entre le total des actifs et les dettes).

L'actif non financier détenu par les unités résidentes, se compose d'actifs produits fixes corporels (logements, autres constructions, matériels, actifs cultivés) ou incorporels (logiciels, œuvres originales), d'actifs produits circulants (stocks), d'actifs corporels non produits (terrains, gisements) et d'actifs incorporels non produits (brevets, fonds de commerce...). L'actif financier regroupe principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.

Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...). Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.

Le patrimoine des administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés dans cet annuaire les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (Caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « direction des Études statistiques et Statistiques monétaires » (SASM et SESOF) et de l'INSEE, « direction des Comptes nationaux, division Synthèse générale des comptes » et « direction des Études et des Synthèses économiques, division Synthèse conjoncturelle ».

Organismes :

- Banque de France (**www.banque-france.fr**),
- Banque centrale européenne (**www.ecb.int**),
- Institut d'émission des départements d'Outre-mer et Institut d'émission d'Outre-mer (**www.iedom-ieom.com**),
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (**www.finances.gouv.fr**),
- Agence France Trésor (**www.francetresor.gouv.fr**),
- Caisse nationale d'épargne.

Lois et décrets :

- Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire,
- Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières,
- Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.

Publications de la Banque de France :

Rapport – Exercice 2001 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Jean-Claude Trichet, gouverneur.

Rapport annuel de la Commission bancaire (2001).

Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre *(2001).*

Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre, dans le rapport 1998, pp195-202, article méthodologique La nouvelle base de comptabilité nationale.

Rapport annuel de la zone franc (2001).

Bulletin (mensuel) :

- « Les tableaux d'opérations financières 1995-1998 en base 95 », mars 2000, n° 75 ;
- « La situation du système bancaire français en 2001 », août 2002 , n° 104 ;
- « Les indicateurs monétaires et financiers à caractère national suivis par la Banque de France en Union européenne » septembre 2000, n° 81 ;
- « Principales caractéristiques de l'intermédiation financière en France sur la période récente », septembre 2000, n° 81 ;
- « Les résultats des établissements de crédit en 2000 et au premier semestre 2001 », décembre 2001, n° 96 ;
- « Le coût du crédit aux entreprises », avril 2002, n° 100 ;
- « Les comptes financiers de la Nation en 2001 : moindre recours au crédit et préférence pour les placements liquides ». juin 2002, n° 102.

Bulletin de la Banque de France, supplément statistiques (trimestriel).

Cahier des titres de créances négociables (mensuel).

Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiement.

Rapport annuel - « La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Publications de la Banque centrale européenne :

Bulletin (mensuel).

Rapport annuel de la BCE (2001).

The monetary policy of the ECB, avril 2002.

Monetary analysis : tools and application, août 2001.

La politique monétaire unique en phase III, Documentation générale sur les instruments et procédures de la politique monétaire du SEBC, novembre 2000.

Publications INSEE :

INSEE première :

– « Le patrimoine des indépendants diminue fortement lors du passage à la retraite », N. Blanpain, n° 739, octobre 2000 ;

– « Le patrimoine national entre 1995 et 2000 –Dynamisme des plus-values immobilières et boursières », Gwenaëlle Brilhault, Marc-Alain Bahuchet, Jérôme Harnois, INSEE & Banque de France, n° 804, septembre 2001.

Économie et statistique :

– « Les comptes des secteurs institutionnels de la base 80 à la base 95 », nos 321 - 322, février 1999.

INSEE - Résultats :

– « 25 ans de comptes de patrimoine », série Économie générale, n° 98, 1994.

– « Les taux de possession de patrimoine par les ménages en 1998 - *Actifs financiers, actifs professionnels, logement et endettement* », série Emploi Revenus nos 144 - 145, février 1999.

Synthèses :

– « Revenu et patrimoine des ménages », n° 47, mars 2001.

L'Économie française, édition 2002-2003, Le livre de Poche, collection « Références », juin 2002.

Tableaux de l'économie française 2002-2003, août 2002.

Autres publications :

Rapports annuels de l'Institut d'émission d es départements d'outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rapports annuels de l'Institut d'émission d'outre-mer – Polynésie française, Wallis et Futuna ; Nouvelle-Calédonie.

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).

Voir également les publications du chapitre G.01.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie	Unité	Euro
Allemagne	Deutsch Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU N.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Source : Banque centrale européenne — *Unité* : % par an

Avec effet à compter du (1)	Facilité de dépôt	Opérations principales (2) de refinancement		Facilité de prêt marginal
		Taux fixe	Taux de soumission minimal	
1999				
1er janvier	2,00	3,00	///	4,50
4 janvier (3)	2,75	3,00	///	3,25
22 Janvier	2,00	3,00	///	4,50
9 avril	1,50	2,50	///	3,50
5 novembre	2,00	3,00	///	4,00
2000				
4 février	2,25	3,25	///	4,25
17 mars	2,50	3,50	///	4,50
28 avril	2,75	3,75	///	4,75
9 juin	3,25	4,25	///	5,25
28 juin	3,25	///	4,25	5,25
1er septembre	3,50	///	4,50	5,50
6 octobre	3,75	///	4,75	5,75
Élargissement de la Zone Euro				
2001				
11 mai	3,50	///	4,50	5,50
31 août	3,25	///	4,25	5,25
18 septembre	2,75	///	3,75	4,75
9 novembre	2,25	///	3,25	4,25

(1) La date indiquée concerne les facilités de dépôt et de prêt marginal. Pour les opérations principales de refinancement, les modifications de taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée.
(2) Les opérations principales de refinancement de l'Eurosystème sont effectuées par voie d'appel d'offres à taux variable depuis l'adjudication du 28 juin 2000.
(3) Du 4 au 21 janvier 1999, un corridor étroit de 50 points a été appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt, afin de faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.

TABLEAU N.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année)

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité* : Milliard d'euros

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	...	323,4	350,8	348,4	239,7
Dépôts à vue	...	1 457,9	1 614,6	1 728,7	1 967,1
Total M1	**1 423,1**	**1 781,3**	**1 965,4**	**2 077,1**	**2 206,8**
Dépôts à terme <= à 2 ans	...	896,7	882,7	991,8	1 092,7
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	...	1 238,8	1 287,9	1 221,1	1 367,9
Total M2	**3 397,5**	**3 916,8**	**4 136,0**	**4 290,0**	**4 667,4**
Pensions	...	176,5	143,9	174,9	220,4
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	...	231,3	280,0	300,1	391,9
Titres de créances émis <= à 2 ans	...	144,0	142,5	135,7	145,8
Total M3	**3 937,4**	**4 468,6**	**4 702,4**	**4 900,8**	**5 425,6**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	...	**388,5**	**272,5**	**186,6**	**186,6**
Crédits	...	**5 954,1**	**6 386,1**	**6 927,0**	**7 366,7**
Secteur privé	4 187,5	5 111,7	5 538,1	6 091,1	6 519,0
Secteur public	...	842,4	848,0	835,9	847,7
Titres	...	**1 743,2**	**1 886,7**	**1 876,4**	**2 082,9**
Secteur privé	...	544,9	676,8	786,9	904,5
Secteur public	...	1 198,3	1 209,9	1 089,5	1 178,4
Ressources non monétaires des IFM (à déduire)	...	**3 391,2**	**3 668,9**	**3 878,1**	**4 034,0**
Dépôts de l'administration centrale	...	149,8	142,0	164,5	139,0
Dépôts à terme > 2 ans	...	1 032,9	1 160,9	1 168,3	1 168,9
Dépôts de préavis > 3 mois	...	214,8	112,2	125,4	115,8
Titres de créances émis > 2 ans	...	1 312,3	1 446,1	1 525,3	1 613,8
Capital et réserves	...	681,4	807,7	894,6	996,5
Divers	...	**– 226,0**	**– 101,5**	**– 102,4**	**– 76,7**
Total	...	**4 468,6**	**4 774,9**	**5 009,5**	**5 525,5**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	248,8	281,3	308,9	333,5	370,0
Billets et pièces	43,5	45,0	49,3	49,2	34,6
Éléments de M2 - M1					
Comptes sur livrets	221,5	273,8	274,0	274,6	294,3
Dépôts à terme <= à 2 ans	63,2	38,8	40,2	56,5	63,6
Éléments de M3 - M2 (non exhaustif)					
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	233,1	196,7	246,1	272,5	311,5
Prêts	**998,5**	**1 009,9**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,8**
dont : secteur privé	837,9	887,4	942,0	1 045,7	1 103,5

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro.
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour la composante française de M3, qui englobe les opérations avec les autres résidents de la zone euro, et pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers.

TABLEAU N.01-4

Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1998	1999	*r* 2000	2001
Endettement intérieur total	**1 743,8**	**1 957,4**	**2 097,0**	**2 289,7**	**2 449,2**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**438,8**	**469,9**	**498,1**	**524,4**
≤ 1 an	17,5	20,9	22,7	27,8	29,4
> 1 an	379,3	417,9	447,2	470,3	495,0
Sociétés non financières	**702,9**	**754,7**	**841,9**	**972,6**	**1 072,1**
≤ 1 an	230,0	264,8	297,4	371,2	380,4
> 1 an	472,9	489,9	544,6	601,4	691,7
Administrations publiques	**644,1**	**763,9**	**785,2**	**819,0**	**852,7**
≤ 1 an	111,2 *r*	97,5	86,1	99,2	105,1
> 1 an	532,9 *r*	666,4	699,1	719,8	747,6
Crédits obtenus auprès des IF résidentes (2)	**1 029,6 *r***	**1 036,2**	**1 088,6**	**1 164,6**	**1 204,4**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**438,8**	**469,9**	**498,1**	**524,4**
≤ 1 an	17,5	20,9	22,7	27,8	29,4
> 1 an	379,3	417,9	447,2	470,3	495,0
Sociétés non financières	**471,8**	**463,6**	**491,8**	**539,3**	**556,2**
≤ 1 an	129,9	120,0	123,8	143,8	133,6
> 1 an	341,9	343,6	368,0	395,5	422,6
Administrations publiques	**161,0**	**133,8**	**126,8**	**127,2**	**123,8**
≤ 1 an	28,8 *r*	13,6	13,3	15,1	12,4
> 1 an	132,2 *r*	120,2	113,5	112,1	111,4
Crédits obtenus auprès des non-résidents (3)	**97,1**	**133,4**	**154,8**	**198,2**	**223,9**
Financements de marchés	**579,5**	**752,5**	**815,7**	**885,9**	**980,6**
Sociétés non financières	**134,0**	**157,6**	**195,4**	**235,1**	**292,0**
≤ 1 an	20,2	31,1	41,2	56,4	56,2
> 1 an	113,8	126,5	154,2	178,7	235,8
Administrations publiques	**445,5**	**594,9**	**620,3**	**650,8**	**688,6**
≤ 1 an	44,9	48,8	34,9	43,2	52,4
> 1 an	400,6	546,1	585,4	607,6	636,2
Financement monétaire du Trésor public	**37,6**	**35,3**	**38,0**	**41,1**	**40,3**

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers. (Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofessionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances (FCC)).
(3) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.

TABLEAU N.01-5

Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

		r 1999	*r* 2000	2001
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS				
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) RÉSIDENTES	(A)	**822,8**	**893,0**	**981,3**
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**647,8**	**687,7**	**750,6**
Monnaie fiduciaire		39,9	43,4	42,8
Dépôts à vue		292,1	316,5	352,7
Placements à vue		270,1	270,7	290,3
Dépôts à terme ≤ 2 ans		33,4	49,5	57,9
Dépôts de l'administration centrale		12,3	7,6	6,9
Titres de créance ≤ 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions		**175,0**	**205,3**	**230,7**
Titres de créance ≤ 2 ans		49,9	69,7	71,2
Titres d'OPCVM monétaires		114,9	128,5	152,0
Prises en pension de titres		10,2	7,0	7,5
AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(B)	73,5	86,3	84,9
Autres dépôts (exemple : dépôts des résidents à l'étranger)		57,3	57,5	57,5
Autres titres à court terme (exemple : billets de trésorerie, parts de fonds communs de créances (FCC) à court terme).		16,2	28,8	27,4
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(C)	4 601,9	4 806,0	4 352,4
Dépôts à terme > 2 ans		**293,0**	**280,0**	**273,0**
Placements de type obligataire		**853,2**	**921,2**	**973,7**
Obligations		118,5	105,7	114,9
Autres titres de créance > 2 ans		4,7	29,8	33,9
OPCVM obligataires		76,2	65,7	60,6
OPCVM garantis		32,4	33,1	32,5
Provisions techniques d'assurance-vie		621,4	686,9	731,8
PEP assurance		...	...	...
Autres placements d'assurance-vie		...	...	...
Placements de type actions et autres participations		**3 455,7**	**3 604,8**	**3 105,7**
Actions cotées		577,0	677,6	573,9
Autres types de parts sociales		2 662,5	2 689,1	2 308,9
OPCVM actions		88,8	94,3	81,8
OPCVM diversifiés		47,7	56,7	56,9
Autres OPCVM		79,6	87,1	84,2
TOTAL DES PLACEMENTS	(D = A + B + C)	**5 498,1**	**5 785,3**	**5 418,6**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS				
Crédits	(E)	**1 243,3**	**1 362,9**	**1 428,3**
≤ 1 an		159,8	186,7	175,4
> 1 an		928,7	977,9	1 029,0
Crédits auprès des non-résidents		154,8	198,2	223,9
Financement monétaire du Trésor public	(F)	**38,0**	**41,1**	40,3
Financements de marché	(G)	**815,7**	**885,9**	**980,7**
≤ 1 an		76,1	99,6	108,7
> 1 an		739,6	786,3	872,0
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(H = E + F + G)	**2 097,0**	**2 289,9**	**2 449,3**
Passage aux statistiques financières	(I)	91,1	89,0	120,4
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(J = H + I)	**2 188,1**	**2 378,9**	**2 569,7**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(K)	**3 847,0**	**3 945,7**	**3 269,7**
Actions cotées		1 142,4	1 242,4	1 047,3
Autres types de parts sociales		2 704,6	2 703,3	2 222,4
TOTAL DES FINANCEMENTS	(L = J + K)	**6 035,1**	**6 324,6**	**5 839,4**

TABLEAU N.01-6

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1998		*r* 1999		*r* 2000		2001
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Résidents							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	**26,5**	5,2	**28,5**	– 1,9	**28,9**	0,1	**31,2**
Numéraire et dépôts	**2 245,0**	88,2	**2 451,1**	151,2	**2 453,8**	– 13,1	**2 629,0**
Titres hors actions	**1 545,7**	405,7	**1 680,8**	574,3	**1 754,1**	521,6	**1 860,7**
Crédits	**1 540,8**	27,4	**1 682,3**	127,3	**1 802,1**	125,4	**1 907,4**
Actions et titres d'OPCVM	**3 558,1**	124,6	**5 039,1**	192,0	**5 412,5**	355,4	**4 814,5**
Provisions techniques d'assurance	**619,0**	54,6	**702,1**	67,9	**770,6**	71,7	**818,3**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**864,7**	10,1	**961,0**	88,6	**984,2**	1,0	**1 002,4**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 273,2** *r*	114,6	**2 533,2**	194,6	**2 583,1**	28,6	**2 745,4**
Titres hors actions	**1 513,3**	370,1	**1 596,9**	534,4	**1 709,3**	548,4	**1 852,4**
Crédits	**1 470,8**	18,9	**1 601,7**	129,1	**1 715,3**	122,7	**1 805,8**
Actions et titres d'OPCVM	**3 540,9**	108,8	**5 050,5**	149,9	**5 322,9**	254,5	**4 665,8**
Provisions techniques d'assurance	**621,2**	55,7	**704,9**	68,6	**773,0**	71,3	**820,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**848,9**	5,7	**941,6**	83,9	**972,2**	6,7	**990,2**
Valeur financière nette	**131,4**	///	**116,1**	///	**130,3**	///	**183,0**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**41,9**	///	**39,0**	///	**29,8**	///
Sociétés non financières							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**124,7**	– 0,7	**128,8**	– 0,8	**146,2**	16,7	**168,4**
Titres hors actions	**98,2**	– 22,3	**144,7**	48,6	**185,2**	29,0	**205,4**
Crédits	**248,8**	25,6	**322,1**	70,2	**354,5**	32,5	**406,1**
Actions et titres d'OPCVM	**1 370,3**	47,6	**1 958,5**	57,8	**2 088,8**	120,6	**1 835,1**
Provisions techniques d'assurance	**10,2**	– 2,4	**11,6**	1,4	**11,6**	– 0,1	**11,9**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**497,3**	24,3	**559,1**	54,5	**549,1**	– 16,1	**565,5**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2,2**	0,1	**7,6**	5,4	**5,7**	– 3,2	**6,6**
Titres hors actions	**191,4**	1,1	**217,5**	35,6	**250,0**	14,1	**297,6**
Crédits	**732,4**	19,7	**825,1**	88,2	**910,6**	86,3	**975,6**
Actions et titres d'OPCVM	**2 591,7**	52,8	**3 847,0**	70,6	**3 945,8**	120,2	**3 269,7**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**488,0**	– 8,2	**551,9**	48,1	**539,8**	– 26,3	**548,6**
Valeur financière nette	**– 1 656,2**	///	**– 2 324,3**	///	**– 2 316,4**	///	**– 1 905,6**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**6,6**	///	**– 16,1**	///	**– 8,6**	///
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**784,8**	27,1	**825,6**	31,2	**814,9**	– 9,7	**839,5**
Titres hors actions	**77,1**	– 2,9	**69,6**	– 2,4	**64,3**	– 3,1	**63,4**
Crédits	**21,8**	– 7,5	**23,8**	2,4	**28,3**	4,3	**29,7**
Actions et titres d'OPCVM	**1 073,3**	10,1	**1 434,2**	15,7	**1 468,4**	20,4	**1 276,3**
Provisions techniques d'assurance	**608,0**	56,8	**689,5**	66,3	**758,1**	71,8	**805,4**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**67,0**	9,9	**80,7**	9,9	**11,9**	– 1,2	**74,6**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	///	///	///	///	///	///	///
Crédits	**462,2**	16,5	**490,1**	30,5	**519,7**	31,5	**543,4**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**115,6**	6,9	**118,4**	14,5	**133,0**	– 2,2	**131,6**
Valeur financière nette	**2 054,3**	///	**2 515,0**	///	**2 493,4**	///	**2 413,9**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**70,1**	///	**78,0**	///	**53,2**	///

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU N.01-6 (suite et fin)

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1998	*r* 1999		*r* 2000		2001
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Administrations publiques							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**70,6**	4,0	**68,8**	− 1,2	**62,8**	− 5,8	**57,8**
Titres hors actions	**26,2**	0,4	**25,4**	− 0,1	**29,2**	1,5	**29,8**
Crédits	**58,3**	− 11,1	**62,2**	− 0,2	**54,6**	− 1,7	**57,5**
Actions et titres d'OPCVM	**170,1**	− 0,9	**254,5**	4,2	**240,9**	8,7	**206,3**
Provisions techniques d'assurance	**0,5**	0,2	**0,6**	0,1	**0,6**	–	**0,6**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**145,3**	− 0,3	**140,1**	5,8	**150,4**	13,7	**155,6**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**70,7**	3,2	**76,1**	5,4	**68,4**	− 7,7	**64,2**
Titres hors actions	**682,9**	49,5	**663,8**	23,1	**698,8**	31,2	**731,7**
Crédits	**170,4**	− 24,3	**166,4**	− 6,7	**158,4**	− 2,1	**154,6**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**91,6**	− 1,4	**100,8**	8,7	**107,6**	13,9	**109,6**
Valeur financière nette	**− 544,6**	///	**− 455,6**	///	**− 494,7**	///	**− 552,5**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**− 34,9**	///	**− 22,0**	///	**− 19,0**	///
Reste du Monde							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**426,2**	5,7	**535,1**	66,1	**587,3**	40,9	**626,1**
Titres hors actions	**358,7**	89,9	**445,1**	142,9	**553,4**	42,0	**650,0**
Crédits	**91,6**	12,8	**117,3**	29,2	**155,6**	38,8	**190,6**
Actions et titres d'OPCVM	**671,2**	31,5	**1 021,2**	65,5	**1 098,7**	87,1	**927,6**
Provisions techniques d'assurance	**2,2**	1,1	**2,8**	0,7	**2,4**	− 0,4	**2,5**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**62,3**	2,5	**64,0**	− 0,8	**72,9**	4,0	**71,6**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	**26,5**	5,2	**28,5**	− 1,9	**28,9**	0,1	**31,2**
Numéraire et dépôts	**397,9**	− 20,8	**453,0**	22,8	**458,0**	− 0,7	**509,7**
Titres hors actions	**391,2**	125,4	**529,0**	182,8	**598,2**	15,2	**658,3**
Crédits	**161,6**	21,4	**197,9**	27,4	**242,4**	41,4	**292,2**
Actions et titres d'OPCVM	**688,5**	47,2	**1 009,8**	107,6	**1 188,3**	188,0	**1076,3**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**78,0**	6,9	**83,4**	3,9	**84,9**	− 1,7	**83,7**
Valeur financière nette	**− 131,4**	///	**− 116,1**	///	**− 130,3**	///	**− 183,0**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**− 41,9**	///	**− 39,0**	///	**− 29,8**	///

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'« autres changements de volumes » d'actifs ou de passifs financiers.

TABLEAU N.01-7

Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2001 (encours en fin d'année)

Source : INSEE (Comptes nationaux) — *Unité* : Milliard d'euros

		Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages	Institutions sans but lucratif	Reste du monde
ACTIF	**A**	**5 407,3**	**6 374,1**	**1 393,7**	**6 318,4**	**44,2**	**2 468,4**
ACTIFS NON FINANCIERS		**2 214,9**	**141,0**	**886,1**	**3 229,4**	**2,8**	///
Actifs produits		**1 689,5**	**104,6**	**684,9**	**2 012,1**	**2,2**	///
Actifs fixes		1 375,4	104,6	661,9	1883,2	2,2	///
dont : Logements		304,3	32,1	32,0	1727,6	///	///
Stocks		314,1	///	21,1	41,2	///	///
Objets de valeur		///	///	1,9	87,6	///	///
Actifs non produits		**525,4**	**36,4**	**201,2**	**1 217,4**	**0,5**	///
Actifs corporels non produits		390,5	31,0	201,2	1172,5	0,5	///
Actifs incorporels non produits		134,9	5,4	///	44,9	///	///
ACTIFS FINANCIERS		**3 192,4**	**6 233,1**	**507,6**	**3 088,9**	**41,4**	**2 468,4**
Or monétaire et DTS (1)		///	31,2	///	///	///	///
Numéraire et dépôts		168,4	1 548,1	57,8	839,5	15,2	626,1
Titres hors actions		205,4	1 558,8	29,8	63,4	3,3	650,0
Crédits		406,1	1 414,0	57,5	29,7	///	190,6
Actions et titres d'OPCVM		1 835,1	1 474,0	206,3	1276,3	22,9	927,6
dont : Actions cotées		396,0	527,7	59,3	116,6	2,3	431,6
Provisions techniques d'assurance		11,9	0,3	0,6	805,4	0,1	2,5
Autres comptes à recevoir		565,5	206,7	155,6	74,6	///	71,6
PASSIF							
PASSIFS FINANCIERS	**B**	**5 098,1**	**6 038,0**	**1 060,1**	**675,4**	**8,9**	**2 651,5**
Or monétaire et DTS		///	///	///	///	///	31,2
Numéraire et dépôts		6,6	2 674,6	64,2	///	///	509,7
Titres hors actions		297,6	822,6	731,7	0,4	0,1	658,3
Crédits		975,7	123,3	154,6	543,4	8,9	292,2
Actions et titres d'OPCVM	X	3 269,7	1 396,2	///	///	///	1076,3
dont : Actions cotées		///	183,7	///	///	///	302,6
Provisions techniques d'assurance		///	820,8	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir		548,5	200,5	109,6	131,6	///	83,7
VALEUR NETTE	**(C = A - B)**	**309,2**	**336,1**	**333,6**	**5 643,0**	**35,2**	**– 183,0**
Fonds propres	**(D = C + X)**	**3 578,9**	**1 732,3**	**333,6**	**5 643,0**	**35,2**	///

(1) DTS : Droits de tirages spéciaux.

TABLEAU N.01-8

Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 10 octobre 2002)

	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
LIVRETS D'ÉPARGNE							
Livret A (Caisses d'Épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,50	3,50 (1)	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00
Plafond de dépôt (francs)	90 000	100 000 (5)	100 000	100 000	100 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	15 300 (5)	15 300
CODEVI (6) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,50	3,50 (1)	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00
Plafond de dépôt (francs)	10 000	30 000 (7)	30 000	30 000	30 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	4 600 (7)	4 600
Livret jeunes (depuis le 03 mai 1996) :							
Taux d'intérêt (%) (8)	–	4,75	4,00	3,18	4,08	4,08	4,08 (9)
Plafond de dépôt (francs)	–	10 000	10 000	10 000	10 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	1 600 (8)	1 600
Livret d'épargne populaire (10) banques et caisses d'épargne :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	5,50	4,75 (1)	4,75	4,00 (3)	4,25 (4)	4,25	4,25
Plafond de l'impôt sur le revenu (francs)	...	4 080	4 130	4 170	4 200	4 260	///
Plafond de l'impôt sur le revenu (euros)	///	///	///	///	///	///	660
Plafond de dépôt (francs)	30 000	40 000 (5)	40 000	50 000 (11)	50 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	7 700 (11)	7 700
Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'Épargne, Poste et banques :							
Taux d'intérêt brut (%) (8)	4,50	3,50 (1)	3,00	2,05	2,78	2,81	2,82 (9)
Taux d'intérêt net (%) (8) (12)	2,84	2,77	2,25	1,54	2,09	2,11	2,12 (9)
ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime) (banques et Caisses d'Épargne)							
Compte Épargne-Logement (CEL) (13) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,00	3,50 (14)	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)	3,00	3,00
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	4,00	3,36	2,70	2,03	2,70	2,70	2,70
Plafond de prime (francs)	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	///	///
Plafond de prime (euros)	///	///	///	///	///	1 144 (15)	1 144
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	15 300 (15)	15 300
Plan Épargne-Logement (PEL) :							
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	6,00 (16)	4,25 (17)	4,00 (2)	3,60 (3)	4,50 (4)	4,50	4,50
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	6,00	4,08	3,60	3,24	4,05	4,05	4,05
Plafond de prime (francs)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	///	///
Plafond de prime (euros)	///	///	///	///	///	1 525 (18)	1 525
Plafond de dépôt (francs)	300 000	400 000	400 000	400 000	400 000	///	///
Plafond de dépôt (euros)	///	///	///	///	///	61 200 (18)	61 200

(1) À compter du 1er mars 1996.
(2) À compter du 16 juin 1998 (09 juin 1998 pour les PEL).
(3) À compter du 1er août 1999 (26 juillet 1999 pour les PEL).
(4) À compter du 1er juillet 2000.
(5) Livret A : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs depuis le 1er novembre 1991 jusqu'au 31 décembre 2001) pour les personnes physiques.
Livret bleus : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs depuis cette même date, pour les personnes physiques).
Pour les livrets bleus détenus par des personnes morales, le plafond est de 500 000 F depuis le 15 décembre 1996.
(6) CODEVI : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(7) CODEVI plafonné à 4 600 euros (30 000 francs depuis le 1er octobre 1994 jusqu'au 31 décembre 2001).
(8) Livrets jeunes : plafonnés à 1 600 euros (10 000 francs depuis le 3 mai 1996 jusqu'au 31 décembre 2001). Le taux de rémunération est librement fixé avec un plancher égal au taux du livret A depuis le 16 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place.
(9) Moyenne des taux prévalant en août 2002.
(10) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(11) Livrets d'épargne populaire : plafonnés à 7 700 euros (50 000 francs depuis le 1er août 1999). Le taux de rémunération indiqué est un taux minimal auquel peut s'ajouter un complément portant sur la partie des dépôts restée stable au moins 6 mois en cas de perte de pouvoir d'achat.
(12) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux.
(13) Le versement de la prime est conditionné à une demande de prêt au logement.
(14) À compter du 16 février 1994 pour les CEL et du 07 février 1994 pour les PEL.
(15) Comptes épargne-logement : plafonnés à 15 300 euros (100 000 francs depuis le 17 mars 1976). Les intérêts versés par les établissements teneur de compte peuvent être augmentés d'une prime lors de l'obtention du prêt d'épargne-logement. Cette prime a été plafonnée à 1 144 euros par opération de prêt (7 500 francs depuis le 17 mars 1976).
(16) À compter du 31 juillet 1990.
(17) À compter du 23 janvier 1997.
(18) Plan épargne-logement : plafonnés à 61 200 euros (400 000 francs depuis le 1er avril 1992). Les intérêts sont complétés par le versement d'une prime d'état, dans la limite de 1 525 euros (10 000 francs jusqu'au 31 décembre 2001). La durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et un plafond de 10 ans a été fixé pour la demande de prêt.

TABLEAU N.01-9

Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Dépôts à vue	**248,8**	**281,3**	**308,9**	**333,5**	**370,0**
Total agents non financiers (1)	237,4	265,8	292,2	316,6	352,8
Ménages et assimilés (2)	136,9	140,8	160,3	169,2	186,3
Sociétés non financières	72,9	87,9	93,5	106,7	121,6
Administrations publiques hors administration centrale (3)	27,6	37,1	38,4	40,6	44,9
Autres agents (4)	11,4	15,5	16,7	16,9	17,2
Dépôts à terme	**284,2** *r*	**331,8**	**338,5**	**336,2**	**341,1**
Dépôts à terme ≤ 2 ans	63,2	38,8	40,2	56,5	63,6
Dépôts à terme > 2 ans	221,0 *r*	293,0	298,3	279,7	277,5
Ménages et assimilés	215,8	283,5	289,1	274,2	271,5
dont : Plans d'épargne-logement	114,8	176,0	188,7	190,3	195,4
Plans d'épargne populaire	61,2	76,8	73,1	60,5	53,1
Autres	39,8	30,7	27,3	23,4	23,0
Sociétés non financières	2,9	4,3	3,8	1,7	1,6
Administrations publiques hors administration centrale (3)	–	0,1	–	–	–
Autres agents (4)	2,3	5,1	5,4	3,8	4,4
Comptes sur livrets	**221,5**	**273,9**	**274,0**	**274,5**	**294,2**
Livrets A	112,3	108,5	101,7	101,1	105,5
Livrets bleus	14,9	15,2	14,8	14,2	14,3
Comptes épargne-logement	21,7	26,0	26,9	27,7	29,9
CODÉVI	29,5	35,2	35,1	35,9	38,4
Livrets d'épargne populaire	15,3	36,2	41,4	44,5	47,1
Livrets jeunes	–	4,9	4,9	5,0	5,2
Livrets soumis à l'impôt	27,8	47,9	49,2	46,1	53,8

(1) ANF (Agents non financiers) : ménages et assimilés, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale (administrations de Sécurité sociale et collectivités locales).
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(3) Dont le poste « Autres sommes dues à la clientèle » des situations comptables.
(4) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

TABLEAU N.01-10

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Source : Banque de France — *Unité* : % par an

	1995		1998		1999		2000		2001	
	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.	Déc.	(1) Moy.
Taux au jour le jour	5,0	6,4	3,1	3,4	3,1	2,7	4,8	4,1	3,4	4,4
Taux interbancaire à 3 mois à Paris (PIBOR)	5,6	6,6	3,3	3,6	–	–	–	–	–	–
Taux interbancaire à 3 mois zone euro (EURIBOR)	–	–	3,3	3,6	3,4	3,0	4,9	4,4	3,3	4,3
Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare)	6,7	7,5	3,9	4,6	5,3	4,6	5,0	5,4	4,9	4,9
Taux de base bancaire	7,5	8,1	6,6	6,6	6,3	6,4	7,1	6,7	6,6	7,0
Taux des crédits aux entreprises d'une durée :										
≤ 1 an	8,2	8,2	4,5	4,8	4,6	4,3	6,0	5,5	4,5	5,5
> 1 an	8,2	8,3	4,6	4,8	4,4	4,2	5,9	5,4	4,5	5,5
Taux des crédits à la consommation	12,4	12,5	9,2	9,8	9,0	9,1	9,8	9,5	9,6	9,8
Taux des crédits à l'habitat à taux fixe	9,3	9,4	6,5	6,8	6,2	6,0	7,0	6,8	6,3	6,7

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-11

Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Répartition par réseau distributeur	**998,5**	**1 009,9**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,7**
Métropole + Monaco					
Banques (1)	...	687,5	741,3	875,8	918,1
Caisse des dépôts et consignations + caisse nationale d'épargne (1)	...	99,7	99,8	102,5	100,5
Établissements spécialisés (2)	...	210,6	212,4	174,1	188,0
Autres institutions financières monétaires (3)	...	12,0	10,2	15,3	16,2
Répartition par secteur bénéficiaire	**998,5**	**1 009,9**	**1 063,7**	**1 167,8**	**1 222,7**
Secteur privé	837,9	887,4	942,0	1 045,7	1 104,8
Administrations publiques	160,6	122,6	121,6	122,1	117,9

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents de l'Association française des banques (AFB) et des réseaux mutualistes ou coopératifs. Les données correspondant aux catégories « Banques » et « CDC et Caisse d'épargne » ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des « Banques », en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées (IFS) et sociétés financières.
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires (IFM) sises outre-mer.

TABLEAU N.01-12

Répartition par objet des crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
A- Crédits des établissements de crédit de la métropole					
Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2)	167,2	150,8	161,2	188,6	185,0
Exportation	2,8	2,6	2,7	2,9	2,6
Investissement	293,2	298,3	310,2	327,0	343,6
Trésorerie des particuliers	63,8	80,8	90,5	97,8	103,0
Habitat	333,7	354,6	382,4	407,2	430,2
Titres reçus en pension	4,5	20,1	15,7	14,3	14,9
Autres crédits	52,6	50,3	50,7	78,0	90,7
Créances douteuses brutes	75,9	60,5	54,7	49,7	50,4
B- Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et aux ménages (3)					
Crédits aux sociétés non financières	**441,5**	**432,9**	**459,8**	**507,2**	**522,9**
Investissement	144,8	150,2	160,8	178,0	193,0
Trésorerie	124,5	128,1	140,0	164,1	163,2
Autres objets	172,2	154,6	159,0	165,1	166,7
Crédits aux ménages	**383,0**	**424,3**	**454,5**	**482,6**	**508,8**
Habitat	240,4	263,5	285,1	305,3	324,6
Trésorerie	64,7	82,6	92,5	100,2	105,3
Autres objets	77,9	78,2	76,9	77,1	78,9

(1) L'agent « entreprises » regroupe les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels.
(2) Les « Autres agents » comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Dans une perspective de demande de crédit, les encours incorporent les crédits titrisés.

TABLEAU N.01-13

Évolution du nombre des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (situation en fin d'année)

Établissements de crédit (Code monétaire et financier)

Source : Banque de France

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Établissements de crédit agréés en France (hors Monaco)						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**547**	**485**	**462**	**454**	**444**
Banques	**380**	**360**	**306**	**286**	**280**	**277**
Sociétés de droit français adhérant à la Fédération bancaire française (FBF)	332	314	262	247	236	231
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à la FBF	48	44	36	32	31	28
Sociétés de droit français affiliées à des organes centraux	–	2	8	7	10	11
Sociétés de droit français affiliées à un organisme professionnel (autre que FBF)	–	–	–	–	2	6
Sociétés de droit français en instance d'adhésion	–	–	–	–	1	1
Banques mutualistes ou coopératives	**173**	**132**	**124**	**121**	**153**	**147**
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	32	31	30
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	61	54	54	53	49
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	11	10	10	10
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	32	27	26	24	24	23
Sociétés coopératives de banque adhérant à la FBF	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	–	–	–	–	34	34
Caisses d'épargne et de prévoyance	**186**	**35**	**34**	**34**	–	–
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**21**	**21**	**21**	**20**
II. Sociétés financières	**1 209**	**821**	**645**	**601**	**553**	**523**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	5	5	4	3	2
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (1)	21	6	10	11	19	21
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	8	6	3	2	2
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	19	19	19	18	16	17
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	132	123	103	95	91
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) (1)	196	131	46	45	41	39
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF (1)	639	520	436	417	377	350
Sociétés financières en instance d'adhésion	–	–	–	–	–	1
III. Institutions financières spécialisées (2)	**32**	**31**	**26**	**24**	**19**	**17**
Total	**2 001**	**1 399**	**1 156**	**1 087**	**1 026**	**984**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**16**	**24**	**25**	**27**	**29**
Banques	**13**	**15**	**23**	**24**	**26**	**28**
Sociétés de droit monégasque adhérant à la Fédération bancaire française (FBF)	12	12	20	20	21	21
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à la FBF	1	3	3	4	5	7
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à la FBF	–	1	1	1	1	1
II. Sociétés financières	8	8	4	4	4	4
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	8	8	4	4	4	4
Total	**21**	**24**	**28**	**29**	**31**	**33**

(1) Dont une succursale d'établissement financier ayant son siège à l'étranger.
(2) Dont six établissements affiliés à la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance et un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.

TABLEAU N.01-14

Bilan de la Banque de France et des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1999	2000	2001		1999	2000	2001
Banque de France							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**52,9**	**33,4**	**20,4**	**Territoire national - Dépôts**	**27,0**	**30,9**	**32,8**
Crédits	**50,6**	**30,7**	**17,7**	Institutions financières monétaires	24,4	28,1	29,5
Institutions financières monétaires	48,4	29,0	16,4	Administration centrale	1,1	2,0	2,5
Administrations publiques	1,7	1,4	1,0	Autres secteurs	1,6	0,8	0,8
Secteur privé	0,4	0,4	0,3	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	**27,0**	–	–
Titres autres que des actions	**2,3**	**2,7**	**2,7**	Institutions financières monétaires	27,0	–	–
Institutions financières monétaires	–	–	–	Autres secteurs	–	–	–
Administrations publiques	2,3	2,7	2,7	**Reste du monde - Dépôts**	**7,6**	**1,1**	**3,7**
Autres États de la zone euro	**17,6**	**14,3**	**29,2**	**Non ventilés par zone géographique**	**91,9**	**97,0**	**92,6**
Reste du monde	**34,3**	**34,5**	**29,7**	Billets et pièces en circulation	49,3	49,2	34,6
Avoirs en or	**28,2**	**28,5**	**30,6**	Titres de créances émis	–	–	–
Non ventilés par zone géographique	**20,7**	**18,2**	**19,1**	Instruments du marché monétaire	–	–	–
				Capital et réserves	34,2	38,2	42,5
Total de l'actif	**153,5**	**128,9**	**129,1**	Autres	8,4	9,6	15,6
				Total du passif	**153,5**	**128,9**	**129,1**
IFM hors Banque de France							
ACTIF				**PASSIF**			
Territoire national	**2 491,0**	**2 560,6**	**2 753,7**	**Territoire national - Dépôts**	**1 769,5**	**1 754,8**	**1 838,8**
Crédits	**1 915,5**	**2 003,3**	**2 127,7**	Institutions financières monétaires	884,5	847,4	868,0
Institutions financières monétaires	853,9	837,2	906,3	Administration centrale	9,8	5,6	4,4
Administrations publiques	119,9	120,8	118,3	Autres secteurs	875,2	901,7	966,4
Secteur privé	941,6	1 045,3	1 103,2	Dépôts à vue	242,4	264,9	300,3
Titres autres que des actions	**350,4**	**311,1**	**329,7**	Dépôts à terme <= 2 ans	39,8	56,2	63,6
Institutions financières monétaires <= 2 ans	12,0	15,6	19,3	Dépôts à terme > 2 ans	298,4	279,8	277,5
Institutions financières monétaires > 2 ans	64,5	63,3	54,2	Dépôts remboursables avec préavis	273,8	274,3	294,3
Administrations publiques	192,5	147,2	151,3	Pensions	20,9	26,5	30,7
Secteur privé	81,4	84,9	104,9	**Autres États de la zone euro - Dépôts**	**172,2**	**161,4**	**173,7**
Instruments du marché monétaire	**67,9**	**80,0**	**112,9**	Institutions financières monétaires	150,2	139,0	149,4
dont : Titres d'OPCVM monétaires	12,0	22,1	35,9	Autres secteurs	22,0	22,4	24,2
Actions et autres titres participatifs	**157,2**	**166,3**	**183,5**	**Reste du monde - Dépôts**	**328,3**	**410,5**	**450,3**
				Non ventilés par zone géographique	**1 333,5**	**1 410,0**	**1 587,7**
Autres États de la zone euro	**314,3**	**313,5**	**349,4**	Titres de créances émis <= 2 ans	24,2	24,7	31,6
Reste du monde	**425,9**	**467,9**	**507,0**	Titres de créances émis > 2 ans	322,3	338,3	357,0
Non ventilés par zone géographique	**372,4**	**394,6**	**440,2**	Titres d'OPCVM monétaires	181,7	213,3	258,6
Total de l'actif	**3 603,6**	**3 736,6**	**4 050,4**	Instruments du marché monétaire	132,3	139,1	165,6
				Capital et réserves	245,0	249,3	270,5
				Autres	428,0	445,1	504,5
				Total du passif	**3 603,6**	**3 736,6**	**4 050,4**

TABLEAU N.01-15

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle-Calédonie (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel)

Unités : Millier d'euros sauf pour la Réunion : Million d'euros

ACTIF	1999	2000	2001
GUADELOUPE	2 972 597	3 143 388	3 426 492
GUYANE	475 399	489 897	604 543
MARTINIQUE	3 056 168	3 281 169	3 780 615
RÉUNION	4 246 205	4 596 161	5 262 932
MAYOTTE	135 326	124 275 *r*	159 283
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	109 118	110 937 *r*	132 391
POLYNÉSIE FRANÇAISE	2 649 521	2 802 289	2 949 517
NOUVELLE-CALÉDONIE	2 465 530	2 574 671	2 638 259

PASSIF	1999	2000	2001
GUADELOUPE	2 972 597	3 143 388	3 426 492
GUYANE	475 399	489 897	604 543
MARTINIQUE	3 056 168	3 281 169	3 780 615
RÉUNION	4 246 205	4 596 161	5 262 932
MAYOTTE	135 326	124 275 *r*	159 283
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	109 118	110 937 *r*	132 391
POLYNÉSIE FRANÇAISE	2 649 521	2 802 289	2 949 517
NOUVELLE-CALÉDONIE	2 465 530	2 574 671	2 638 259

TABLEAU N.01-16

Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer

Unité : Millier d'euros

	1999	*r* 2000	2001
M1	**19 073**	**19 995**	**22 140**
Circulation fiduciaire	4 165	5 263	7 341
dépôts à vue	14 908	14 732	14 799
M2 - M1	**1 835**	**1 450**	**2 380**
M3 - M2	**8 749**	**10 022**	**8 590**
dépôts à terme	8 564	9 972	8 514
bons	184	50	75
TOTAL M3	**29 657**	**31 468**	**33 118**

	1999	*r* 2000	2001
Avoirs hors zone d'émission	**14 623**	**16 576**	**28 492**
Institut d'émission	4 919	7 282	10 291
Établissements de crédit locaux	9 704	9 293	18 201
Créances sur le Trésor public	**10 416**	**11 916**	**3 603**
Concours sur ressources monétaires	**4 617**	**2 976**	**1 032**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	11 698	11 849	11 397
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux	− 7 081	− 8 874	− 10 366
TOTAL	**29 657**	**31 468**	**33 118**

TABLEAU N.01-17

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE (principaux indicateurs économiques - août 2002) %

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	8,8	6,8	6,2	5,7	4,6	4,5	5,3	4,8
États-Unis	10,8	8,7	6,9	6,8	6,7	5,6	6,2	6,1	5,6
France	**13,8**	**10,4**	**7,7**	**6,5**	**5,7**	**4,8**	**4,9**	**5,9**	**5,4**
Italie	15,3	11,9	11,8	9,4	6,9	4,9	4,7	5,6	5,2
Japon	9,2	7,4	3,2	3,1	2,4	1,5	1,8	1,7	1,3
Royaume-Uni	13,8	11,1	8,2	7,8	7,0	5,5	5,1	5,3	4,9
Zone euro	///	10,9	8,7	7,2	6,0	4,7	4,7	5,4	5,0
Taux d'intérêt à court terme (2)									
Allemagne (3)	9,5	8,5	4,5	3,3	3,3	3,5	3,0	4,4	4,3
États-Unis	11,4	7,5	5,9	5,4	5,6	5,5	5,3	6,5	3,7
France (3)	**12,2**	**10,3**	**6,6**	**3,9**	**3,5**	**3,6**	**3,0**	**4,4**	**4,3**
Italie (3)	17,1	12,2	10,5	8,8	6,9	5,0	3,0	4,4	4,3
Japon	10,9	7,7	1,2	0,6	0,6	0,7	0,3	0,3	0,1
Royaume-Uni	16,6	14,8	6,7	6,0	6,8	7,3	5,5	6,1	5,0
Zone euro (3) (4)	///	///	///	4,6	4,3	3,8	3,0	4,4	4,3

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à court terme se réfèrent généralement aux taux interbancaires à 3 mois ou aux taux des certificats de dépôts ou des bons du trésor à 3 mois.
(3) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt à court terme sont identiques pour tous les pays de la zone euro.
(4) Avant janvier 1999, taux synthétiques calculés à partir des taux nationaux pondérés par le PIB.

Chapitre N.02

○ Marché financier, Bourse

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Émissions des valeurs mobilières contre apports en espèces.

2 Capitalisation boursière des valeurs françaises.

3 Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.

4 Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre.

5 Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.

6 Cours des principales devises et de l'or.

7 Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières.

8 Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons.

1

○ Méthodologie

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires) et la Société Euronext Paris (ex ParisBourse SA) (Direction des Études et du Développement).

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées).

Indices des cours des valeurs

- *Actions françaises.*

Les indices des années 1995 à 2001 calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances notamment sur la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. L'indice SBF 250, calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture, est ventilé en trois groupes « valeurs industrielles », « services », « sociétés financières », eux-mêmes décomposés en 12 secteurs complétés en 1997 par 19 indices sectoriels spécialisés. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

En mai 1995, la SBF a créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du Premier et du Second Marché.

En 1996, l'indice du Second Marché a fait l'objet d'une rénovation.

En octobre 1997, la SBF a créé l'indice SBF 80, composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40 et choisies en raison de leur forte liquidité.

L'indice du Nouveau Marché figure au tableau N02-4.

– Trois types d'indices sont calculés :

– un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs ;

– un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance ;

— un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici, pour les années 1995 à 2001, sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

- *Actions étrangères.*

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

- *Actions européennes.*

Le 22 septembre 2000, Euronext n.v. est née de la fusion des bourses d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).

À l'instar de la Bourse de Londres, en 1997, les Bourses de Paris, Francfort, Zurich ont décidé de créer des indices européens ; la société Dow-Jones s'est associée à cette opération. La composition de ces indices est la suivante :

Dow-Jones STOXX : environ 660 valeurs pour l'Europe (y.c la Suisse).

Dow-Jones Euro STOXX : environ 330 valeurs des pays de la zone euro (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).

Dow-Jones STOXX 50 : 50 valeurs pour l'Europe.

Dow-Jones Euro STOXX 50 : 50 valeurs de la zone euro.

Ces indices d'actions européennes sont constitués depuis février 1998. Pour les indices larges, Dow-Jones STOXX et Dow-Jones Euro STOXX, la base est 100 au 31 décembre 1991. Pour les indices compacts, sous-ensembles des indices larges, la base est 1000 au 31 décembre 1991.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

- *Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.*

Ce calcul est fait mensuellement mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Il existe deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

- *Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.*

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2

○ Définitions

Actions

Une action est un titre représentatif d'un titre de propriété sur une société. Elle ouvre droit, en principe, à une participation aux bénéfices ainsi qu'à une quote-part de l'actif net éventuel en cas de liquidation.

Bourse

La bourse est un marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le Premier Marché (comptant et règlement mensuel supprimé depuis le 25 septembre 2000), le Second Marché, le Marché libre OTC et le Nouveau Marché.

Au 31 décembre 2001, 425 sociétés sont cotées au Premier Marché. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992, les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché libre OTC (obligations toutes catégories)

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis, en 1971, pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau Marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 2001, 164 sociétés sont cotées.

Obligations

Une obligation est un titre de créance à moyen terme dont l'intérêt, fixé ou indexé, est payable par coupons annuels ou lors du remboursement. Elle est elle-même remboursable en une seule fois ou par tranche. Elle est négociable en Bourse. On distingue :

– les obligations émises par les sociétés, les institutions financières et les collectivités locales ;
– les rentes ou autres valeurs d'État ;
– les obligations convertibles ou remboursables en actions non encore converties.

Il s'agit, ici, essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second Marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne. Au 31 décembre 2001, il comprend 347 sociétés cotées.

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, de la Société Euronext Paris, de la Fédération internationale des bourses de valeur et de l'INSEE.

Organismes :

– Caisse des dépôts et consignations.
– Euronext Paris (ex Parisbourse SA).
– Banque de France.
– Fédération internationale des bourses de valeur.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel) ;
– Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel) ;
– *Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse*, édité par les Journaux officiels dans la série : « Documents administratifs » (annuel) ;
– Rapport annuel du Conseil national du crédit ;
– *Statistiques Boursières mensuelles,* Société des bourses françaises (devenue Euronext Paris depuis le 22 septembre 2000) ;
– Euronext Fact Book Year 2001.

4 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

Sources : Banque de France
Société des bourses françaises

Unité : million d'euros

	r 2000			2001		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. Émissions d'actions et titres assimilés	67 536	–	67 536	81 700	–	81 700
II. Émissions d'obligations et titres assimilés	112 891	68 564	44 328	87 752	75 300	12 452
TOTAL DES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES (I + II)	**180 427**	**68 564**	**111 864**	**169 452**	**75 300**	**94 152**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	65 584	–	65 584	79 965	–	79 965
Institutions financières	1 184	–	1 184	891	–	891
Entreprises d'assurance	752	–	752	818	–	818
Administrations publiques	11	–	11	26	–	26
Administrations privées	5	–	5	–	–	–
Total	**67 536**	**–**	**67 536**	**81 700**	**–**	**81 700**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	31 808	9 604	22 204	13 207	15 053	– 1 846
Institutions financières	31 609	32 860	– 1 251	20 590	32 806	– 12 216
Entreprises d'assurance	449	–	449	120	48	72
Administrations publiques	49 025	26 100	22 926	53 835	27 393	26 442
Total	**112 891**	**68 564**	**44 328**	**87 752**	**75 300**	**12 452**

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année)

Source : Euronext Paris

Unité : Million d'euros

	1981	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
ACTIONS :								
Premier marché	34 722	243 712	349 813	585 103	795 953	1 430 442	1 463 029	1 258 118
Second marché	–	21 179	22 955	33 369	38 758	47 827	53 506	46 136
Nouveau marché	–	–	–	1 508	4 201	15 226	24 275	15 011
Total	**34 722**	**264 891**	**372 768**	**619 980**	**838 912**	**1 493 495**	**1 540 810**	**1 319 265**
OBLIGATIONS :								
Premier marché	92 166	394 685	628 912	712 119	757 789	760 018	776 511	792 970
Second marché	–	892	1 137	964	2 289	3 313	2 337	1 767
Nouveau marché	–	–	–	10	116	338	219	331
Total	**92 166**	**395 577**	**630 049**	**713 093**	**760 194**	**763 669**	**779 067**	**795 068**
Total des valeurs	**126 888**	**660 468**	**1 002 817**	**1 333 073**	**1 599 106**	**2 257 164**	**2 319 877**	**2 114 333**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Euronext Paris

Unité : Million d'euros

	1981	1990	1995	(2) 1997	1998	1999	2000	2001
Actions	7 227	105 141	157 734	361 892	516 163	727 235	1 176 213	1 202 530
Obligations	13 200	471 005	858 590	775 827	404 959	61 518	50 411	45 011
Total	**20 427**	**576 146**	**1 016 324**	**1 137 719**	**921 122**	**788 753**	**1 226 624**	**1 247 541**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

TABLEAU N.02-4

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre

Source : Euronext Paris

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation 2001 / 2000 %
Base 1 000 au 31-12-1987								
CAC 40	**1 871,97**	**2 315,73**	**2 998,91**	**3 942,66**	**5 958,32**	**5 926,42**	**4 624,58**	**– 22,0**
Base 1000 au 31-12-1990								
SBF 120 (1)	**1 283,50**	**1 617,88**	**2 051,72**	**2 656,34**	**4 052,58**	**4 022,53**	**3 176,04**	**– 21,0**
Ensemble SBF 250 (1)	**1 232,86**	**1 561,66**	**1 944,91**	**2 500,01**	**3 810,86**	**3 771,25**	**2 981,35**	**– 20,9**
Valeurs industrielles	**1 389,42**	**1 773,65**	**2 174,14**	**2 603,76**	**4 149,39**	**4 237,53**	**3 279,63**	**– 22,6**
Énergie	1 415,32	1 824,06	2 766,03	2 442,59	3 700,26	4 452,66	4 526,62	1,7
Produits de base	1 313,10	1 650,49	1 950,09	1 798,16	2 576,75	2 267,57	2 190,09	– 3,4
Construction	1 352,66	1 548,04	1 887,92	2 198,82	3 835,99	3 310,76	3 161,39	– 4,5
Biens d'équipement	929,01	1 144,07	1 489,38	2 093,20	4 124,11	3 581,90	1 884,61	– 47,4
Automobile	1 629,31	1 802,84	2 365,60	2 479,32	3 231,12	3 286,50	3 072,59	– 6,5
Biens de consommation	1 990,43	3 166,50	3 720,99	4 920,29	6 056,08	8 419,36	7 629,46	– 9,4
Industrie agro-alimentaire	1 414,58	1 622,43	1 564,02	1 922,08	2 941,40	2 927,99	1 365,24	– 19,2
Services	**1 262,80**	**1 774,56**	**2 137,19**	**3 193,03**	**4 852,51**	**4 167,91**	**3 318,65**	**– 20,4**
Distribution	2 130,70	3 509,91	4 013,84	5 743,73	8 911,89	7 367,91	5 876,11	– 20,2
Autres services	911,59	1 115,64	1 389,11	2 134,84	3 197,17	2 849,85	2 268,69	– 20,4
Sociétés financières	**986,84**	**1 135,26**	**1 540,53**	**1 980,13**	**2 658,63**	**2 931,88**	**2 452,21**	**– 16,4**
Immobilier	685,67	714,84	725,86	940,75	1 069,48	1 099,49	1 087,84	– 1,1
Services financiers	1 038,87	1 092,49	1 634,41	2 092,84	2 770,16	3 098,06	2 585,74	– 16,5
Sociétés d'investissement	1 082,35	1 607,25	1 738,09	2 257,06	3 414,26	3 613,88	2 872,03	– 20,5
MIDCAC	**999,06**	**1 355,51**	**1 588,46**	**1 647,68**	**2 283,15**	**2 477,28**	**1 923,46**	**– 22,4**
SECOND MARCHÉ	**1 283,00**	**1 677,97**	**1 810,11**	**2 001,55**	**2 436,78**	**2 817,02**	**2 279,82**	**– 19,1**
NOUVEAU MARCHÉ	///	///	///	**1 264,20**	**2 974,58**	**2 904,40**	**1 082,91**	**– 62,7**

(1) Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (règlement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (fin d'année) (1)

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

%

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Actions cotées (fin de mois)	3,97	3,33	2,20	2,10	1,50	1,67	2.28
Obligations cotées (2)							
Emprunts d'État à court terme	10,06	5,91	4,74	3,44	4,84	4,69	4,42
Emprunts d'État à long terme	10,00	6,70	5,28	4,08	5,45	5,11	5,10
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	6,89	5,45	3,75	5,19	5,19	5,35
Secteur privé, première signature	10,84	6,81	5,39	4,10	5,76	5,71	5,46

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours des principales devises et de l'or - moyenne annuelle

Sources : Société des bourses françaises jusqu'en 1998, Banque de France — *Unités* : Euro depuis 1999, écu avant

		Par rapport à l'écu			Par rapport à l'euro		
	Unité	1990	1997	1998	1999	2000	2001
Cours libre de l'or :							
Lingot d'un kg	1 lingot	9 775,82	9 454,39	8 559,59	8 434,72	9 731,19	9 787,32
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	59,41	54,27	49,37	48,66	55,26	55,83
Communauté européenne / Zone euro à partir de 1999	1 XEU	6,9273	6,5926	6,6140	///	///	///
(Écu jusqu'en 1998 / Euro à partir de 1999)	1 EURO	///	///	///	6,55957	///	///
Cours de devises étrangères :							
ZONE EURO (2)							
Allemagne (3)	1 DEM	2,0559	1,9584	1,9729	1,9558	///	///
Autriche	1 ATS	14,4756	13,6544	13,8810	13,7603	///	///
Belgique	1 BEF	42,499	40,421	40,702	40,3399	///	///
Espagne	1 ESB	129,632	165,303	167,502	166,386	///	///
Finlande	1 FIM	4,8684	5,8721	5,9937	5,9457	///	///
France	1 FF	6,4064	6,5926	6,6140	6,55957	///	///
Grèce (4)	1 GRD	201,35	308,43	331,00	325,74	336,64	340,75
Irlande	1 IEP	0,7692	0,7452	0,7877	0,7876	///	///
Italie	1 ITL	1 524,49	1 923,61	1 947,36	1 936,27	///	///
Portugal	1 PTE	2,3164	2,2040	2,2239	2,20371	///	///
Pays-Bas	1 NLG	181,376	197,958	202,084	200,482	///	///
HORS ZONE EURO							
EUROPE							
Danemark	1 DKK	7,8701	7,4611	7,5135	7,4355	7,4538	7,4522
Royaume-Uni	1 GBP	0,7147	0,6897	0,6769	0,6592	0,6095	0,6219
Norvège	1 NOK	7,9587	7,9902	8,4647	8,3144	8,1137	8,0489
Suède	1 SEK	7,5264	8,6271	8,9124	8,8102	8,4459	9,2557
Suisse	1 CHF	1,7650	1,6387	1,6247	1,6004	1,5577	1,5104
HORS EUROPE							
Australie	1 AUD	1,6300	1,5187	1,7807	1,6540	1,5894	1,7325
Canada	1 CAD	1,4845	1,5632	1,6590	1,5857	1,3712	1,3867
États-Unis	1 USD	1,2717	1,1293	1,1211	1,0669	0,9240	0,8956
Japon	1 JPY	183,73	136,37	146,17	121,43	99,53	108,73

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Parités fixes depuis le 1er janvier 1999.
(3) Allemagne réunifiée à partir de 1991.
(4) Membre de la zone euro depuis le 1er janvier 2001.

TABLEAU N.02-7

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre)

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur — *Unité* : Milliard de dollars

	1994	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Allemagne	499,3	577,4	825,2	1 086,7	1 432,2	1 270,2	1 071,7
Amsterdam	224,5	286,7	468,6	600,5	695,2	///	///
Euronext (1)	///	///	///	///	///	2 271,7	1 843,5
Hong-kong	269,5	303,7	413,3	343,6	609,1	623,4	506,1
Italie	186,0	209,5	344,7	566,0	728,2	768,4	527,5
Londres	1 145,3	1 346,6	1 996,2	2 372,7	2 855,4	2 612,2	2 164,7
Nasdaq	793,7	1 159,9	1 726,4	2 243,7	5 204,6	3 597,1	2 739,7
New-York Stock Exchange	4 147,9	5 654,8	8 879,6	10 277,9	11 437,6	11 534,5	11 026,6
Paris	452,0	500,0	676,3	984,9	1 496,9	///	///
Taïwan	247,3	187,2	287,8	260,5	376,5	247,6	292,6
Tokyo	3 592,2	3 545,3	2 160,6	2 439,5	4 463,3	3 157,2	2 264,5
Toronto	315,1	366,3	567,6	543,4	789,2	766,2 *r*	611,5
Zurich	284,7	398,1	575,3	701,6	693,1	792,3	527,4

(1) Le 22 septembre 2000, Euronext est née de la fusion des bourses d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS) et de Paris (ParisBourse S.A.).

TABLEAU N.02-8

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

Source : Euronext Paris

	1998	1999	2000	2001
Moyenne annuelle				
Dow Jones Euro Stoxx	280,43	308,35	424,18	336,11
Dow Jones Euro Stoxx 50	3 068,57	3 802,00	5 077,69	4 046,75
Dow Jones Stoxx	272,51	297,33	381,84	314,74
Dow Jones Stoxx 50	3 109,52	3 621,33	4 871,21	3 909,55
Au 31 décembre				
Dow Jones Euro Stoxx	298,37	416,23	391,80	314,52
Dow Jones Euro Stoxx 50	3 342,32	4 904,46	4 772,39	3 806,13
Dow Jones Stoxx	279,20	379,49	359,79	298,73
Dow Jones Stoxx 50	3 320,25	4 742,42	4 557,13	3 706,93

Chapitre N.03

Finances publiques

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 L'exécution des lois de finances.

2 Dette de l'État (situation en fin d'année).

3 Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.

4 Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.

5 Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes).

6 Les recettes fiscales du budget général.

7 Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière.

8 Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 1999.

9 Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.

10 Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes.

11 Opérations d'investissement des régions, départements et communes.

1
○ Méthodologie

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice.
L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations) ; ainsi se trouvent décrites, pour chaque année, des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).
C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées, en détail, les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.
Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction générale de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.*

L'exécution des budgets 2000 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.
Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.
À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.
Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.
La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).
Y sont inscrits notamment :

1) En produits

– les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;

2) En charges

– les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).
Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.
La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).
Y figurent :

1) En recettes

– « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement ;
– des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

– les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;
– les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).
La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.
Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.
Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. L'instruction comptable applicable aux régions et aux départements est la M 51. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction comptable applicable aux communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :
– les impôts directs, perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires ;
– les impôts directs locaux, perçus au profit des régions, des départements, des communes, EPCI et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation (supprimée pour les régions depuis 2000), la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2
○ Définitions

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a, les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions

aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités territoriales (régime administratif)

Au sens de l'article 72 de la constitution, on désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle, sur les décisions des collectivités locales.
Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91 428 du 13 mai 1991. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique. Ce statut lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes en partie étrangères à celles des régions du continent.
La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires depuis que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix-huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :
– la totalité des revenus d'activité ;
– la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement) ;
– la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5 % à 0,75 %).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement en capital de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau N.03-2).

Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. Méthodologie du chapître G.01 et tableau G.01-16).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.
La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.
Ce versement inconditionnel et non affecté est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.
Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :
– d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable ;
– d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.
Son montant est réévalué en fonction de la progression du PIB et de l'inflation, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.
Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.
Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins d'un an qui fait partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

- *Initiale.* Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
- *Rectificative (appelée aussi « collectif »).* Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
- *De règlement.* Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçus par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction générale des Impôts, la direction générale de la Comptabilité publique, la direction de la Prévision et la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

- *Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :*
- Direction générale des Impôts.
- Direction générale de la Comptabilité publique.
- Direction générale de l'INSEE.
- Direction du Trésor.

Publications :

Notes bleues de Bercy, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
Rapport du conseil des Impôts (annuel) ;
Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
Collection « *Secteur public local* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale de la Comptabilité publique :
- « Les comptes des communes 2000 » ;
- « Les comptes des départements 2000 » ;
- « Les comptes des établissements publics locaux 2000 » ;
- « Premiers résultats 2001 des finances locales ».

4

○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU N.03-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Unité : Million d'euros

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général (2) :									
Dépenses	161 411,5	195 428,1	243 425,1	250 327,5	252 369,6	255 238,1	263 243,5	262 340,2	268 669,5
Recettes	137 857,5	180 731,8	197 080,3	205 103,8	211 326,4	216 770,3	230 430,0	233 025,3	237 064,4
Solde	**– 23 554,0**	**– 14 696,2**	**– 46 344,8**	**– 45 223,7**	**– 41 043,2**	**– 38 467,8**	**– 32 813,4**	**– 29 314,9**	**– 31 605,1**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	1 680,8	1 999,5	6 113,7	5 204,2	13 305,3	12 751,8	9 358,1	5 536,5	6 787,0
Recettes	1 743,7	2 195,9	6 432,9	5 489,5	13 606,8	13 306,2	9 845,3	5 863,0	6 941,1
Solde	**63,0**	**196,4**	**319,2**	**285,5**	**301,5**	**554,5**	**487,2**	**326,5**	**154,1**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	163 092,2	197 427,6	249 538,8	255 531,7	265 674,9	267 989,8	272 601,6	267 876,7	275 456,5
Recettes	139 601,2	182 927,7	203 513,2	210 593,4	224 933,2	230 076,5	240 275,4	238 888,4	244 005,5
Solde	**– 23 491,0**	**– 14 499,9**	**– 46 025,6**	**– 44 938,3**	**– 40 741,7**	**– 37 913,3**	**– 32 326,2**	**– 28 988,3**	**– 31 451,0**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 811,0**	**– 399,1**	**– 3 166,8**	**45,0**	**51,2**	**129,0**	**921,6**	**– 137,7**	**– 575,7**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 24 302,1**	**– 14 899,0**	**– 49 192,4**	**– 44 893,3**	**– 40 690,3**	**– 37 784,3**	**– 31 404,6**	**– 29 126,0**	**– 32 026,7**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 23 368,1**	**– 14 200,8**	**– 49 234,3**	**– 45 036,6**	**– 40 812,3**	**– 37 733,6**	**– 31 404,6**	**– 29 151,8**	**– 32 038,9**

(1) Hors FMI.
(2) Hors remboursements et dégrèvements fiscaux (60 706,9 millions d'euros en 2001).

TABLEAU N.03-2

Dette de l' État (situation en fin d'année)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Agence France Trésor

Unité : Milliard d'euros

	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Dette négociable	**208,5**	**431,4**	**474,3**	**514,8**	**560,2**	**583,0**	**616,3**	**653,3**
Dette à long terme (OAT) (1)	124,7	270,5	308,2	330,8	363,4	395,1	419,1	442,5
Dette à moyen terme (BTAN)	62,0	115,9	124,9	142,8	149,5	154,3	154,1	158,4
Dette à court terme (BTF)	21,8	44,9	41,3	41,2	47,2	33,7	43,0	52,4
Dette non négociable (valeur nette)	**63,2**	**64,9**	**65,8**	**63,1**	**53,0**	**70,5**	**67,2**	**70,5**
Engagements de l'État	12,1	10,4	8,3	5,6	4,3	3,4	2,6	2,1
Bons du trésor sur formules	4,6	1,6	1,5	2,1	2,3	2,0	1,8	1,4
Bons souscrits par des organismes internationaux	5,8	9,0	8,7	8,6	7,6	10,3	12,1	11,2
Dépôts des correspondants du Trésor	49,3	58,3	60,3	63,2	68,8	74,2	68,5	66,2
Divers	2,6	2,2	2,3	2,4	2,4	2,5	2,6	2,4
Créances + solde du compte de l'État à la Banque de France (-)	– 11,3	– 16,5	– 15,3	– 18,8	– 32,4	– 21,9	– 20,4	– 12,7
Total de la dette de l'État	**271,7**	**496,3**	**540,1**	**577,9**	**613,1**	**653,5**	**683,5**	**723,8**

(1) Y compris provisions pour indexation du capital des OAT indexées à partir de 1998.

TABLEAU N.03-3

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

Sources : INSEE, Comptes de la Nation - base 1995
Années 2002 et 2003 : Rapport économique, social et financier PLF 2003 (1)

Unité : % du PIB

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
État	**16,6**	**17,2**	**17,3**	**17,2**	**17,7**	**17,0**	**16,7**	**16,3**	**16,1**
dont : Cotisations sociales	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Organismes divers d'administration centrale	**0,4**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,9**	**0,9**	**0,9**
dont : CRDS	///	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Administratrions publiques locales	**5,5**	**5,7**	**5,7**	**5,7**	**5,6**	**5,3**	**5,1**	**5,1**	**5,0**
Administratrions de sécurité sociale	**20,3**	**20,5**	**20,5**	**20,5**	**20,8**	**21,3**	**21,7**	**21,9**	**21,9**
dont : CSG	///	///	///	3,9	4,0	4,1	4,3	4,2	4,2
dont : Cotisations sociales	18,3	18,4	17,8	16,1 *r*	15,9	15,8	15,9	16,0	16,0
Institutions européennes	**0,8**	**0,7**	**0,7**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,5**	**0,5**
Total	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,8**	**45,5**	**45,0**	**45,0**	**44,6**	**44,3**

(1) PLF : Projet de loi de finances.

TABLEAU N.03-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-2001

Unité : % du PIB

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000
Allemagne (1)	35,7	37,9	38,1	38,2	37,4	37,0	37,1	37,8	37,9
Belgique	43,2	43,7	44,9	44,6	44,9	45,2	45,8	45,4	45,6
Danemark	47,1	48,8	49,9	49,4	49,9	49,8	50,1	51,2	48,8
Espagne	33,2	33,5	33,6	32,8	32,6	33,5	34,0	35,0	35,2
France	**43,0**	**43,3**	**43,7**	**44,0**	**45,0**	**45,2**	**45,1**	**45,7**	**45,3**
Grèce	29,3	30,9	31,2	31,7	31,8	33,4	35,6	36,9	37,8
Irlande	33,5	34,4	35,5	32,7	32,8	32,2	31,7	31,3	31,1
Italie	38,9	43,4	41,4	41,2	42,7	44,2	42,5	43,3	42,0
Luxembourg	40,8	42,0	42,0	42,0	43,0	40,8	39,8	40,9	41,7
Pays-Bas	43,0	45,3	43,3	41,9	41,5	41,9	40,0	41,2	41,4
Portugal	29,2	30,9	31,7	32,5	32,3	32,8	33,3	34,1	34,5
Royaume-Uni	36,8	33,1	33,7	34,8	34,8	35,0	36,9	36,4	37,4
Suède	53,6	48,4	48,7	47,6	49,8	51,2	51,6	52,0	54,2
États-Unis	26,7	26,9	27,3	27,6	27,9	28,3	28,9	28,9	29,6
Japon	30,1	28,0	27,1	27,7	27,6	28,0	26,9	26,1	27,1
Moyenne UE (à 15)	39,5	40,2	40,5	40,0	40,6	40,9	40,9	41,5	41,6
Ensemble OCDE	35,1	36,3	36,3	36,1	36,5	36,7	36,8	37,1	37,4

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU N.03-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Dépenses ordinaires :									
Dette publique et garanties	14 999,5	23 010,3	37 789,1	37 301,4	38 095,5	38 940,7	39 902,6	39 253,2	39 918,9
Pouvoirs publics	394,4	532,4	604,2	639,7	655,8	679,9	710,1	731,9	755,6
Rémunérations et charges sociales	41 789,3	51 792,7	64 645,9	66 597,8	68 122,0	70 322,0	71 990,8	73 075,5	74 684,3
dont : civiles	33 545,2	42 245,1	52 892,3	54 751,5	56 078,4	57 526,5	59 061,5	60 000,6	61 431,6
Pensions	14 680,8	18 779,3	24 094,9	25 141,9	26 031,7	27 087,9	28 000,3	29 332,7	30 450,2
Subventions de fonctionnement	4 732,6	5 301,7	7 436,3	7 703,2	7 913,9	8 819,2	8 276,8	8 588,1	8 946,5
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	7 642,0	10 371,1	11 263,8	11 474,5	10 823,1	10 703,0	10 736,2	11 008,5	11 256,4
Interventions économiques	18 887,4	16 973,5	25 920,8	26 757,4	27 385,8	26 357,1	26 803,6	22 355,0	21 127,2
Interventions sociales	24 987,2	25 131,5	27 244,9	27 779,7	28 593,8	28 169,4	29 733,5	30 745,0	30 280,7
Autres interventions	10 273,1	14 712,9	17 533,9	18 493,3	17 994,5	18 794,4	21 406,7	20 835,5	24 120,6
Total des dépenses ordinaires	**138 386,2**	**166 605,4**	**216 533,7**	**221 888,9**	**225 616,3**	**229 873,5**	**237 560,7**	**235 925,2**	**241 540,4**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	4 732,5	5 429,6	3 790,3	4 416,1	3 871,6	3 755,0	3 414,4	3 358,6	3 769,7
Subventions d'investissements civils	8 163,9	8 837,8	11 708,7	12 131,7	11 296,6	11 100,9	11 748,9	12 367,4	12 534,4
Réparations des dommages de guerre	1,7	0,3	—	—	—	—	—	—	—
Équipement militaire	10 127,2	14 554,9	11 392,4	11 890,7	11 585,1	10 509,1	10 519,4	10 689,0	10 825,1
Total des dépenses en capital	**23 025,3**	**28 822,6**	**26 891,4**	**28 438,6**	**26 753,3**	**25 364,8**	**25 682,8**	**26 415,0**	**27 129,2**
Total du budget général (dette brute)	**161 411,5**	**195 428,1**	**243 425,1**	**250 327,5**	**252 369,6**	**255 238,1**	**263 243,5**	**262 340,3**	**268 669,6**

TABLEAU N.03-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Direction du Budget — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Impôts directs									
Impôt sur le revenu (1)	32 204,5	40 094,7	45 287,9	47 889,7	44 735,7	46 339,8	50 860,3	53 253,2	53 457,7
Autres impôts perçus par voie de rôles	2 775,5	3 496,6	7 836,8	5 783,9	7 478,4	7 909,4	8 234,2	8 269,3	9 195,4
Impôt sur les sociétés (recettes brutes) (1)	13 351,3	25 389,6	22 997,8	26 175,5	30 788,0	34 449,7	41 380,5	45 147,2	49 241,5
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	5 193,6	4 802,8	2 271,9	2 487,2	2 432,3	2 032,1	1 733,7	1 723,9	2 196,7
Taxes sur les salaires	3 783,0	5 036,9	6 774,1	6 731,4	6 996,6	7 135,5	7 304,1	7 588,9	8 017,6
Autres impôts directs	1 969,3	2 252,9	2 607,6	2 939,1	3 106,1	3 465,6	3 842,5	5 231,3	6 980,7
Total	**59 277,4**	**81 073,5**	**87 776,2**	**92 006,8**	**95 537,2**	**101 332,1**	**113 355,3**	**121 213,7**	**129 089,6**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	7 795,5	11 834,2	12 210,4	13 025,7	14 452,0	14 192,1	13 989,9	14 426,4	13 136,6
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	12 680,3	17 504,8	21 851,6	22 621,0	22 982,1	23 465,3	24 649,5	24 270,6	23 408,9
Autres produits des douanes	1 679,4	1 785,0	1 747,4	1 543,1	1 717,2	1 627,9	1 581,5	1 765,7	1 664,6
Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes)	69 031,8	95 343,3	102 021,5	111 020,1	115 160,4	123 102,7	128 277,9	133 265,4	136 496,7
Autres taxes sur le chiffre d'affaires :									
Droits de consommation sur les tabacs	2 261,1	2 947,4	6 286,8	6 399,0	6 209,7	5 598,5	6 327,7	480,2	0,9
Autres droits indirects	1 943,0	2 185,2	417,9	370,8	390,4	400,8	670,0	757,8	1 756,4
Total	**95 391,0**	**131 599,9**	**144 535,5**	**154 979,7**	**160 911,8**	**168 387,3**	**175 496,6**	**174 966,2**	**176 464,1**
Total des recettes fiscales brutes	**154 668,4**	**212 673,4**	**232 311,7**	**246 986,5**	**256 449,0**	**269 719,4**	**288 851,9**	**296 179,9**	**305 553,7**
Remboursement et dégrèvements fiscaux	− 15 058,9	− 28 879,9	− 33 871,7	− 39 720,1	− 40 489,7	− 48 316,9	− 50 176,5	− 56 132,9	− 60 706,9
Total des recettes fiscales nettes	**139 609,5**	**183 793,4**	**198 440,0**	**207 266,3**	**215 959,3**	**221 402,5**	**238 675,4**	**240 047,0**	**244 846,8**

(1) Y compris fraction de la contribution représentative du droit de bail recouvré avec l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés depuis 1999.

TABLEAU N.03-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière

Source : Direction générale des impôts (état n°1913) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT						
Impôt sur le revenu et contributions représentatives droit de bail	**42 732,4**	**45 336,4**	**45 511,7**	**50 349,2**	**53 084,7**	**53 480,2**
Rôles établis au titre de l'année précédente	39 286,3	42 113,0	42 676,3	47 461,0	50 210,3	50 363,7
Rôles établis au titre des années antérieures	3 446,1	3 186,5	2 803,4	2 855,2	2 838,9	2 999,0
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	///	36,9	32,0	32,9	35,5	117,6
Impôt sur les sociétés et contributions représentatives droit de bail (1)	**27 297,5**	**26 066,3**	**38 439,3**	**44 849,0**	**49 974,6**	**55 601,1**
Impôts divers (1)	**5 231,7**	**7 896,1**	**9 789,5**	**9 973,1**	**10 176,6**	**10 652,5**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	5 040,6	6 827,7	7 218,0	7 366,8	7 647,5	8 109,9
Autres impôts (2)	191,2	1 068,4	2 571,5	2 606,3	2 529,1	2 542,5
Produits divers du budget (3)	**118,9**	**84,3**	**211,6**	**221,1**	**247,6**	**273,2**
Total des impôts directs d'État	**75 380,6**	**79 383,1**	**93 952,0**	**105 392,3**	**113 483,5**	**120 007,0**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX						
Taxes principales (4)	**28 675,1**	**42 078,5**	**49 177,3**	**49 509,0**	**50 274,8**	**49 500,9**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	7 004,3	10 851,9	12 985,8	13 462,5	13 873,8	14 226,9
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	1 173,4	863,8	804,0	821,1	832,1	845,7
Taxe d'habitation	7 217,4	9 220,0	10 674,6	11 041,6	11 431,5	10 829,1
Taxe professionnelle	13 280,0	21 142,8	24 712,9	24 183,9	24 137,4	23 599,1
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (4)	**3 144,7**	**4 189,5**	**4 898,5**	**5 266,7**	**5 374,4**	**5 636,1**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**2 219,5**	**3 636,5**	**4 275,0**	**4 295,3**	**4 380,3**	**4 357,7**
Total des impôts directs locaux	**34 039,3**	**49 904,5**	**58 350,8**	**59 070,9**	**60 029,5**	**59 494,7**
Total impôts directs	**109 419,8**	**129 287,6**	**152 302,8**	**164 463,2**	**173 513,1**	**179 501,7**

(1) Montants émis et versements spontanés.
(2) Y compris les impositions de La Poste et de France Télécom à compter de 1994.
(3) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(4) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU N.03-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 1999 (1)

Répartition par tranche d'imposition

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million d'euros

Tranches de revenu net imposable (en euro)	(2) Total des revenus déclarés		(3) Charges déclarées		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 6 098	2 246,9	46 397,2	142,7	698,1	696,2	26 656,8	222 808	9 049 514
6 099 à 7 623	6 387,4	22 804,5	95,3	305,2	4 067,2	14 360,4	561 029	2 126 745
7 624 à 9 147	15 872,5	15 937,3	209,8	221,4	10 591,8	10 460,9	1 262 004	1 247 763
9 148 à 10 672	21 878,4	15 646,5	310,0	175,1	14 687,6	10 391,5	1 485 347	1 048 895
10 673 à 12 196	24 720,9	11 528,0	351,9	117,1	16 665,7	7 737,4	1 456 414	681 623
12 197 à 13 721	26 293,9	8 504,8	359,7	76,1	17 757,8	5 757,8	1 370 757	446 451
13 722 à 15 245	21 541,1	5 722,6	316,2	39,4	14 713,0	3 932,7	1 019 815	272 627
15 246 à 19 057	64 586,0	8 655,9	784,1	51,6	44 649,0	6 008,4	2 616 116	355 744
19 058 à 22 868	58 257,1	3 831,3	640,5	21,9	40 281,7	2 662,9	1 931 479	129 364
22 869 à 30 490	88 215,7	2 276,7	909,8	14,2	61 320,6	1 589,7	2 336 019	62 186
30 491 à 38 113	56 635,9	684,0	549,6	4,8	39 404,8	478,9	1 163 681	14 300
38 114 à 76 226	95 339,6	585,1	943,0	4,1	64 767,8	418,0	1 304 748	8 849
Plus de 76 226	58 830,3	83,3	741,4	1,1	35 713,3	62,0	259 601	541
Total	**540 805,6**	**142 657,3**	**6 354,2**	**1 730,1**	**365 316,7**	**90 517,4**	**16 989 818**	**15 444 602**

(1) Situation des rôles concernant la dernière émission de février 2001.
(2) Hors revenus exonérés, déficits globaux antérieurs des années, plus-values imposées en sursis de paiement et revenus exceptionnels ou différés au quotient.
(3) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU N.03-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts (état n° 1921) — *Unité* : Million d'euros

Année des revenus (1)	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Revenus nets imposables :							
imposables	269 478,8	304 639,2	317 269,9	318 789,3	331 142,4	352 743,9	365 316,7
non imposables	73 659,9	83 236,9	83 290,4	95 077,3	93 565,7	87 119,1	90 517,4
Nombre de contribuables :							
imposables	14 296 524	14 990 137	15 474 244	15 181 182	15 680 354	16 838 573	16 989 818
non imposables	13 732 940	15 048 099	15 110 886	15 952 395	15 857 261	15 093 017	15 444 602
Montant de l'impôt net (2)	42 279,0	41 547,8	42 805,4	39 578,1	42 136,3	45 330,7	47 947,6

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis en N et N+1.
(2) Contribuables imposables.

TABLEAU N.03-10

Opérations de fonctionnement des régions, départements et communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

RÉGIONS

	1998	1999	2000
Charges			
Achats et charges externes	328,5	310,8	362,8
Frais de personnel	338,1	368,3	398,0
Impôts et taxes, reversements et restitutions	5,5	8,5	10,4
Transferts versés (1)	3 986,7	4 213,5	4 337,5
Charges financières	572,4	569,5	484,6
dont : intérêts des emprunts	472,2	441,7	412,4
Autres charges diverses	163,2	166,9	167,4
Total des charges	**5 394,4**	**5 637,6**	**5 760,8**
Autofinancement brut	**4 173,1**	**4 490,5**	**4 416,2**

	1998	1999	2000
Produits			
Transferts reçus (2)	2 812,3 *r*	2 993,1 *r*	2 828,3
dont : participations de l'État hors DGF-DGD (3)	1 587,5 *r*	1 751,1 *r*	1 686,0
DGF-DGD et FCDR (3)	957,9 *r*	960,2 *r*	947,7
Impôts et taxes	6 562,6	6 939,8 *r*	7 130,2
dont : impôts locaux	3 778,3	3 800,1	3 948,2
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	2 784,3 *r*	3 139,7 *r*	3 182,0
Ventes, prestations et autres produits	1,7	1,8	2,0
Autres produits courants non financiers	123,2	121,2	152,6
Produits courants financiers	57,5	51,7	55,2
Produits exceptionnels	10,2	20,4 *r*	8,6
Total des produits	**9 567,5**	**10 128,1**	**10 177,0**

DÉPARTEMENTS

	1998	1999	2000
Charges			
Achats et charges externes	11 283,1	11 601,8	10 839,2
Frais de personnel	3 731,8	3 983,3	4 216,6
Impôts et taxes, reversements et restitutions	207,9	187,2	184,0
Transferts versés (1)	6 591,7	7 082,9	7 202,0
Charges financières	1 181,9	1 070,5	960,2
dont : intérêts des emprunts	1 092,4	975,2	898,0
Charges exceptionnelles	621,7	393,2	404,5
Charges à déduire	– 4,4	– 3,5	– 1,8
Total des charges	**23 614,5**	**24 315,5**	**23 804,6**
Autofinancement brut	**6 890,2**	**7 771,7**	**8 338,9**

	1998	1999	2000
Produits			
Ventes, prestations et autres produits	80,8	80,8	81,5
Transferts reçus (4)	8 843,6	9 297,1	8 738,2
dont : dotations de l'État hors DGD	2 573,0	2 652,8	4 376,5
Impôts et taxes	21 165,3	22 306,8	22 921,1
dont : impôts locaux	13 535,3	13 655,0	13 846,4
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts et taxes	7 629,8	8 651,8	2 131,0
Autres produits courants non financiers	285,4	282,3	272,5
Produits courants financiers	71,5	63,7	66,8
Produits exceptionnels	58,4	56,3	63,4
Total des produits	**30 504,7**	**32 087,0**	**32 143,5**

COMMUNES (5)

	1998	1999	2000
Charges			
Achats et charges externes	11 282,9	11 711,6	12 436,4
Frais de personnel	22 270,4	23 490,9	24 343,9
Impôts et taxes, reversements et restitutions	497,3	508,0	532,0
Transferts versés (1)	10 508,5	10 775,1	9 599,8
Charges financières	3 489,9	3 234,7	2 905,0
Charges exceptionnelles	601,1	669,4	690,6
Charges à déduire	– 236,4	– 242,7	– 248,2
Total des charges	**48 413,7**	**50 147,0**	**50 259,6**
Autofinancement brut	**9 083,2**	**9 612,2**	**9 959,7**

	1998	1999	2000
Produits			
Ventes, prestations et autres produits	5 288,2	5 397,8	5 772,3
Transferts reçus (6)	16 082,8	16 977,2	17 534,0
dont : dotations de l'État hors DGD	12 829,8	13 248,9	11 758,6
Impôts et taxes	35 696,9	36 943,4	36 340,4
dont : impôts locaux	27 006,8	27 058,3	25 689,8
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts indirects et autres taxes	8 690,1	9 885,1	10 650,5
Produits courants financiers	143,9	138,7	132,8
Produits exceptionnels	285,2	302,2	439,7
Total des produits	**57 496,9**	**59 759,1**	**60 219,2**

(1) Participations, contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.
(3) DGF : dotation globale de fonctionnement ; DGD : dotation générale de décentralisation ; FCDR : fonds de correction des déséquilibres régionaux.
(4) Dotation globale de fonctionnement y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.
(5) Les données comptables de 1998 à 2000 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.
(6) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU N.03-11

Opérations d'investissement des régions, départements et communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

RÉGIONS

Dépenses	1998	1999	2000	Recettes	1998	1999	2000
Dépenses d'investissement direct	2 138,1	2 125,6	2 131,0	Recettes définitives d'investissement	1 217,2	1 284,2	1 293,8
Dépenses définitives d'investissement	5 281,3	5 210,6	5 292,4	*dont* : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	330,1	376,2	298,9
Dépenses totales d'investissement	**6 543,1**	**7 058,4**	**7 196,9**	dotation régionale d'équipement scolaire	485,2	520,5	529,2
Variation du fonds de roulement	183,5	– 10,2	15,4	subventions et participations d'équipement reçues	192,7	159,6	195,0
				Recettes réelles d'investissement	2 553,5	2 557,6	2 796,1
				Autofinancement brut	4 173,1	4 490,5	4 416,2
				Recettes totales d'investissement	**6 726,7**	**7 048,2**	**7 212,3**

DÉPARTEMENTS

Dépenses	1998	1999	2000	Recettes	1998	1999	2000
Dépenses d'investissement direct	5 022,9	5 160,6	5 447,8	Recettes définitives d'investissement	2 319,2	2 252,6	2 345,5
Dépenses définitives d'investissement	8 055,7	8 723,0	9 206,0	*dont* : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	697,1	693,9	758,1
Dépenses totales d'investissement	**12 683,1**	**13 383,2**	**14 086,9**	dotation globale d'équipement	381,7	383,1	417,7
Variation du fonds de roulement	115,4	265,4	112,2	dotation départementale d'équipement des collèges	231,1	244,8	243,0
				subventions et participations d'équipement reçues	759,8	711,2	669,0
				Recettes réelles d'investissement	5 908,2	5 876,9	5 859,7
				Autofinancement brut	6 890,2	7 771,7	8 339,4
				Recettes totales d'investissement	**12 798,6**	**13 648,6**	**14 199,1**

COMMUNES (1)

Dépenses	1998	1999	2000	Recettes	1998	1999	2000
Dépenses d'investissement direct	13 392,6	14 064,9	16 450,5	Recettes définitives d'investissement	6 051,6	6 478,3	7 314,4
Dépenses définitives d'investissement	14 177,1	14 869,4	17 234,1	*dont* : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	1 499,3	1 525,4	1 692,6
Dépenses totales d'investissement	**21 428,2**	**22 458,6**	**24 923,8**	dotation globale d'équipement	233,2	240,7	250,4
Variation du fonds de roulement	253,4	872,2	– 33,1	subventions et participations d'équipement reçues	2 781,1	2 888,5	3 286,9
				Recettes réelles d'investissement	12 598,2	13 718,6	14 931,0
				Autofinancement brut	9 083,2	9 612,2	9 959,7
				Recettes totales d'investissement	**21 681,5**	**23 330,8**	**24 890,7**

(1) Les données comptables de 1998 à 2000 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB - France entière.

2 Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière.

3 Commerce extérieur de la France par pays - France entière.

4 Commerce extérieur de la France par produit - France entière.

5A Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

5B Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

6 Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

7 Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.

8 Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.

9 Commerce extérieur des Départements d'outre-mer.

10 Commerce extérieur des Territoires d'outre-mer.

1

❍ Présentation

Le solde des échanges de biens, ou solde commercial, s'établit en 2001 à - 5,3 milliards d'euros courants (CAF - FAB). Ce déficit correspond à une réduction de 7,2 milliards d'euros par rapport à celui de l'année précédente.

Cette amélioration est entièrement due à l'excédent sur les produits manufacturés qui est supérieur à son niveau de 1999 (+ 10,3 milliards d'euros).

En 2000, la hausse des prix des produits pétroliers avait fortement grevé le solde des échanges. En 2001, les prix des produits pétroliers importés diminuent très peu en moyenne annuelle, et le déficit sur les produits énergétiques reste de très grande ampleur (- 22,9 milliards d'euros après - 23,5 milliards d'euros en 2000). Toutefois ce déficit ne cesse de se résorber au cours du second semestre.

L'excédent des produits agricoles et agro-alimentaires se réduit au cours de l'année pour atteindre au quatrième trimestre son plus bas niveau depuis 1995.

En 2001, les exportations de biens intermédiaires se replient de 2,3 % en valeur et les importations de 6,1 % après de fortes croissances en 2000.

Les exportations de biens de consommation augmentent de 8,6 %, nettement plus que les importations, 3,5 %. Le dynamisme des premières résulte des fortes ventes de médicaments et de parfums et, dans une moindre mesure, de celles de produits de l'habillement (y compris accessoires, articles de voyages et maroquinerie).

Les exportations d'automobiles résistent bien (+ 4,8 %) après une année 2000 exceptionnelle. De même, la croissance des achats d'équipements automobiles est encore très soutenue.

Parmi les biens d'équipements, les ventes d'équipements électriques et électroniques (y compris matériel informatique et appareils de téléphonie) se replient après deux années de très forte croissance. À l'opposé, les ventes de navires et d'avions continuent de progresser à un rythme très élevé. Dans un contexte de demande très faible de la part des entreprises, les importations de biens d'équipements se replient (- 0,9 %) en 2001, après la très forte croissance observée en 2000 (+ 18,1 %).

Les exportations d'énergie stagnent en 2001 avec même une légère baisse des ventes d'électricité. Dans le même temps, les achats d'énergie continuent de croître, principalement ceux de pétrole. Pourtant, les prix d'importations reculent peu après la hausse spectaculaire des prix du pétrole intervenue au cours de l'année 2000. De ce fait, la facture énergétique ne s'allége que très faiblement.

Les ventes de produits agro-alimentaires se replient de 0,4 % sous l'effet des crises sanitaires tandis que les importations progressent malgré la très forte baisse des achats de viandes de boucherie en provenance des pays de l'Union européenne.

Les importations de produits agricoles décélèrent (+ 1,5 % après + 4,5 % en 2000) tandis que les exportations chutent de 7,7 %. Cette baisse est particulièrement remarquable sur les ventes de bovins mais aussi sur le blé tendre, le maïs et l'orge.

Les exportations de produits sylvicoles s'établissent à un niveau assez fort ; il reste cependant inférieur à celui de l'année 2000, exceptionnel du fait de la tempête qui a touché la France fin 1999.

Avec les onze pays membres de l'Union Monétaire, le solde de nos échanges commerciaux accuse un déficit de 1,9 milliard d'euros ; il était déjà légèrement déficitaire en 2000. Cette détérioration résulte d'un repli des exportations de biens (- 1,7 %) plus important que celui des importations (- 1,1 %). La baisse du solde est particulièrement nette vis-à-vis de notre principal partenaire européen, l'Allemagne, vers lequel nos exportations se replient de 4 %. Ceci creuse de 2,3 milliards le déficit commercial bilatéral (- 8,4 milliards d'euros).

Avec l'Union européenne, le solde commercial reste excédentaire, + 5,5 milliards d'euros, mais en retrait par rapport à l'année 2000. La forte hausse du solde avec le Royaume-Uni, + 1,9 milliard d'euros, amortit la baisse de l'excédent global.

Vers les États-Unis, les exportations augmentent de 2,2 % tandis que nos importations stagnent. De ce fait, notre solde commercial est quasiment équilibré à - 0,8 milliard d'euros.

Avec le Japon, la réduction de 1,5 milliard d'euros de notre déficit commercial est essentiellement le fait de la forte baisse de nos importations (- 12,1 %). Elle touche surtout nos achats de composants électriques et électroniques qui ont baissé de près d'un milliard d'euros.

2

❍ Méthodologie

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à diverses demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

– pour les comparaisons des échanges extérieurs dans le cadre de la Communauté économique européenne, il est fait usage de la Nomenclature Combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

– pour les comparaisons internationales en général, la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres). Cette dernière correspond à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, où est utilisé le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont la nomenclature combinée ;

– enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur, production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (rénovée et mise en place en janvier 1994), au niveau CPF4 pour les importations et les exportations, par zone géo-économique, à savoir : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les USA isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les indices sont calculés selon les agrégats de la CPF et de la NESP (Nomenclature Economique de Synthèse - version produits), selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données sont publiées sous une forme agrégée dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation*.

Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état.

– Les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinés à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;

– Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.

Exception : les produits pétroliers sont enregistrés selon le système du « commerce général », qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

– les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;

– les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;

– les livraisons à l'avitaillement ;

– les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;

– le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;

– l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;

– un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;

– des échanges de faible valeur :

  – extra-communautaires : les échanges à la fois inférieurs à 800 euros en valeur et à 1 000 kg de masse ;

  – intra-communautaires : les échanges d'opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 100 000 euros par an d'échanges).

Valeur des marchandises

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière française. Cette valeur est dite CAF/FAB.

– À l'importation, c'est la valeur CAF qui est comptabilisée : coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale (avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays).

– À l'exportation, il s'agit de la valeur FAB : franco à bord à notre frontière (valeur au prix de base, les impôts, moins les subventions).

Par ailleurs, il existe au seul niveau global des échanges une présentation dite valeur FAB/FAB. Elle élimine, pour nos importations, les frais liés à l'acheminement des marchandises entre la frontière des pays partenaires et notre frontière nationale. Nos importations sont ainsi évaluées en valeur FAB au passage de la frontière de nos fournisseurs. C'est cette comptabilisation qui est généralement utilisée pour le calcul de la balance commerciale.

Spécification par tableau

- **Résultats d'ensemble**

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie que la balance commerciale est excédentaire.

- **Résultats par pays ou zone géo-économique**

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

- **Résultats en valeur par produit**

La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse à 16 positions).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géo-économiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1995.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géo-économique au niveau CPF4, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI ; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent), pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE, pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 6 et 7 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995. Les chiffres des deux dernières années sont susceptibles de révision. Il en est de même pour le tableau O.01 *plus3* disponible sur le cédérom.

Union européenne

– *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche.

– *Hors Union Monétaire* : Royaume-Uni, Danemark, Grèce, Suède.

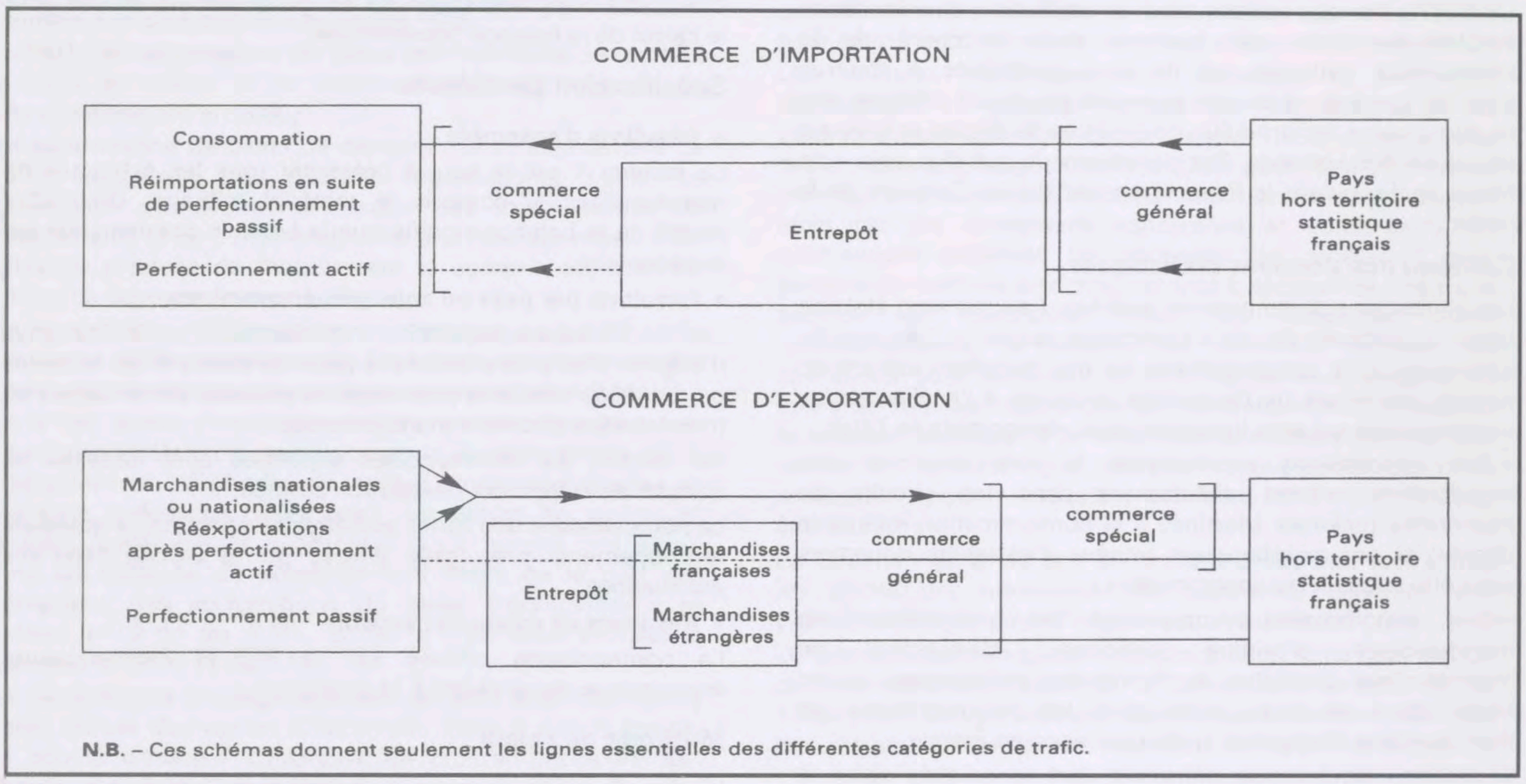
À partir de l'année 2001, la Grèce devient le 12ème membre de l'Union Monétaire.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995). Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1 % plus forte que celle du volume des importations.



N.B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

3

○ Définitions

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hongkong.

OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1995) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1995). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les DOM. Il n'inclut pas les Territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France ; à l'exportation, la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme. On passe de la valeur

CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « échanges extérieurs » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Publications :

• Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) :
– Commentaires annuels ;
– Résultats annuels par NC8 et par pays ;
– Annuaire abrégé ;
Ces résultats sont également disponibles sur cédérom.
– Banque de données BÉATRICE.

• Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :
– *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs » ;
– *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs » ;
– Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats » ;
– « Les statistiques des échanges de biens : guide de l' utilisateur ». Eurostat, thème 6, série E, 1998.
– H Tyrman « Les comptes nationaux face à l'évolution des statistiques du commerce extérieur », 7ème colloque de comptabilité nationale, janvier 1998, Paris, Collection « Économica », 1999.

• Études récentes relatives aux échanges extérieurs :

INSEE-Première :

– « Les échanges extérieurs de la France en 2000 », n° 794, juillet 2001 ;
– « Les échanges extérieurs en 2001 », n° 855, juin 2002.

Autres publications :

– F Milewski « La remise en cause des indicateurs traditionnels : commerce extérieur et échanges internationaux, 1998 », Collection « *Cahiers Français* », mai-juin 1998.
– E Perrotte-Charron « Le commerce extérieur des régions françaises, 1998 », Direction des Relations Économiques Extérieures du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, 1999.
– *Économie et statistique,* nos 326-327, 1999 : « Marché unique et développement des échanges, 1999 ».
Les Notes Bleues de Bercy ; Direction des Relations avec les publics et de la Communication du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
– « Les échanges extérieurs de la France et de la zone euro », n° 205, avril 2001 ;
– « Les échanges extérieurs de la France et de la zone euro », n° 228, avril 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux plus détaillés et des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf liste en fin d'annuaire).

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB - France entière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million d'euros

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Importations FAB (1)	186 898	169 655	190 024	205 582	212 615	234 499	254 678	269 664	328 296	325 127
Exportations FAB (1)	186 601	177 945	196 381	214 689	224 100	258 294	275 383	284 043	324 757	329 000
Balance FAB-FAB (1)	**– 297**	**8 290**	**6 357**	**9 107**	**11 485**	**23 795**	**20 705**	**14 379**	**– 3 539**	**3 873**
Importations CAF (2)	194 013	176 487	197 114	212 906	219 469	241 397	261 593	276 129	335 152	330 650
Exportations FAB (2)	183 425	175 726	194 610	213 038	221 270	254 073	271 034	281 368	322 636	325 319
Coefficient CAF-FAB (3)	**95,8**	**96,7**	**95,8**	**96,7**	**96,7**	**96,7**	**97,0**	**97,0**	**97,0**	**97,0**

(1) Y compris matériel militaire.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Zone géo-économique	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Importations CAF				
Union européenne à quinze	**164 650**	**170 881**	**197 758**	**193 842**
Union monétaire (2)	136 560	140 947	163 424	162 059
OCDE hors Union européenne	**50 342**	**54 818**	**70 466**	**69 161**
États-Unis	22 638	24 220	29 305	29 436
Japon	8 651	9 770	12 587	11 070
Suisse	6 351	6 534	7 329	7 496
Autres pays OCDE	12 702	14 294	21 245	21 159
Monde hors OCDE	**46 601**	**50 430**	**66 928**	**67 647**
Afrique	10 338	10 426	13 619	15 150
Pays de l'Est	5 282	5 798	9 081	9 869
Économies en développement rapide d'Asie	15 562	17 576	22 341	21 486
Pays du Moyen-Orient	4 418	5 023	8 462	6 823
Autres pays (y compris TOM)	11 001	11 607	13 425	14 319
Total	**261 593**	**276 129**	**335 152**	**330 650**
Exportations FAB				
Union européenne à quinze	**173 117**	**181 817**	**202 569**	**199 362**
Union monétaire (2)	137 069	143 345	160 393	160 136
OCDE hors Union européenne	**48 132**	**52 647**	**63 591**	**64 162**
États-Unis	20 124	21 609	27 980	28 595
Japon	4 193	4 282	5 406	5 436
Suisse	9 281	10 367	10 620	10 927
Autres pays OCDE	14 534	16 389	19 585	19 204
Monde hors OCDE	**49 785**	**46 904**	**56 476**	**61 795**
Afrique	15 544	14 624	18 363	18 528
Pays de l'Est	5 528	4 858	6 192	7 332
Économies en développement rapide d'Asie	12 516	10 103	12 239	14 252
Pays du Moyen-Orient	6 436	7 652	8 108	9 789
Autres pays (y compris TOM)	9 761	9 667	11 574	11 894
Total	**271 034**	**281 368**	**322 636**	**325 319**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Union européenne à quinze	**8 467**	**10 936**	**4 811**	**5 520**
Union monétaire (2)	509	2 398	– 3 031	– 1 923
OCDE hors Union européenne	**– 2 210**	**– 2 171**	**– 6 875**	**– 4 999**
États-Unis	– 2 514	– 2 611	– 1 325	– 841
Japon	– 4 458	– 5 488	– 7 181	– 5 634
Suisse	2 930	3 833	3 291	3 431
Autres pays OCDE	1 832	2 095	– 1 660	– 1 955
Monde hors OCDE	**3 184**	**– 3 526**	**– 10 452**	**– 5 852**
Afrique	5 206	4 198	4 744	3 378
Pays de l'Est	246	– 940	– 2 889	– 2 537
Économies en développement rapide d'Asie	– 3 046	– 7 473	– 10 102	– 7 234
Pays du Moyen-Orient	2 018	2 629	– 354	2 966
Autres pays (y compris TOM)	– 1 240	– 1 940	– 1 851	– 2 425
Balance totale	**9 441**	**5 239**	**– 12 516**	**– 5 331**

(1) Hors matériel militaire.
(2) L'Union monétaire, jusqu'en 2000, se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999. À partir de l'année 2001, la Grèce devient le douzième membre de l'Union monétaire.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1998		*r* 1999		*r* 2000		2001	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**184 788**	**197 244**	**193 100**	**207 294**	**229 759**	**232 115**	**226 900**	**229 682**
dont : Belgique et Luxembourg	20 432	21 364	20 327	21 805	24 059	24 214	23 071	24 777
Pays-Bas	13 372	12 599	14 049	13 262	16 099	14 231	15 794	13 114
Allemagne (3)	45 479	43 869	47 727	44 573	55 038	48 953	55 381	46 993
Italie	26 298	24 974	26 630	25 692	29 643	28 895	29 848	28 675
Royaume-Uni	21 844	27 430	23 225	29 193	26 817	32 034	24 859	31 981
Irlande	5 041	1 867	5 084	2 137	6 954	3 019	5 985	2 852
Danemark	2 057	2 389	2 189	2 324	2 370	2 574	2 468	2 382
Grèce	415	2 238	407	2 852	450	2 580	538	2 642
Portugal	2 938	4 110	3 006	4 424	3 186	4 782	3 218	4 633
Espagne (4)	18 620	23 955	19 500	26 912	22 737	31 305	22 526	31 383
Norvège	3 602	1 283	3 930	1 182	7 710	1 223	7 021	1 188
Suède	3 774	3 991	4 113	4 103	4 697	4 988	4 456	4 863
Finlande	2 115	1 346	2 280	1 358	2 931	1 642	2 466	1 810
Autriche	2 265	2 985	2 344	3 182	2 777	3 352	3 232	3 257
Suisse	6 351	9 281	6 534	10 367	7 329	10 620	7 496	10 927
Andorre	14	291	10	303	10	301	13	304
Malte	204	408	171	481	199	672	226	467
Turquie	1 439	2 560	1 812	2 857	2 183	3 645	2 484	2 220
Pologne	1 242	2 488	1 358	2 700	1 844	3 065	2 095	3 485
République Tchèque	797	1 109	998	1 301	1 271	1 816	1 534	2 121
Slovaquie	382	363	487	337	582	386	596	531
Hongrie	970	1 049	1 339	1 128	2 046	1 606	1 998	1 836
Roumanie	537	710	634	645	916	831	1 112	1 027
Bulgarie	184	211	211	267	306	323	380	444
Ukraine	153	286	131	228	150	288	185	319
Russie	2 514	1 691	2 818	1 305	4 705	1 757	5 136	2 298
Kazakhstan	77	78	166	54	518	298	320	139
Slovénie	791	1 082	617	921	759	1 049	741	1 090
Croatie	106	269	97	305	124	344	189	362
AFRIQUE	**10 338**	**15 544**	**10 426**	**14 624**	**13 619**	**18 363**	**15 150**	**18 528**
dont : Maroc	2 376	2 435	2 473	2 501	2 517	2 967	2 545	2 740
Algérie	1 396	2 386	1 485	2 420	2 517	2 883	2 998	3 398
Tunisie	1 507	1 981	1 598	2 186	1 959	2 604	2 272	2 806
Libye	282	284	428	230	673	275	750	260
Égypte	185	1 387	190	1 153	317	1 215	266	1 014
Soudan	37	159	12	81	34	71	46	113
Mauritanie	85	127	89	122	109	164	53	159
Mali	5	181	5	191	14	164	12	202
Burkina Faso	18	170	16	144	21	140	17	129
Niger	139	88	110	63	90	68	77	81
Tchad	5	55	5	45	6	60	6	106
Sénégal	147	479	121	446	142	538	141	512
Guinée	53	149	48	142	66	129	96	120
Libéria	78	660	23	56	41	1 548	47	1 162
Côte-d'Ivoire	760	819	687	734	688	851	726	707
Ghana	100	75	95	120	97	111	102	146
Togo	11	108	13	106	10	122	10	109
Bénin (Dahomey)	6	183	5	207	3	236	3	232
Nigéria	667	511	707	536	1 230	666	1 248	717
Cameroun	321	459	350	430	376	490	321	588
République Centrafricaine	8	45	8	43	11	43	11	40
Gabon	291	373	197	278	264	358	405	379
Congo	63	209	45	142	81	175	80	216
République démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	13	33	7	27	21	43	8	44
Angola	101	106	87	135	410	128	735	161
Éthiopie	26	42	21	51	25	49	18	34
Djibouti	1	51	1	53	–	52	1	47
Kenya	58	108	72	97	74	116	76	112
Madagascar	313	250	307	240	362	254	372	279
Ile Maurice	314	216	338	327	352	282	391	295
Mayotte	1	74	2	74	2	84	2	134
Afrique du Sud (République d')	679	1 037	655	867	822	1 146	990	1 092

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-3 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1998		*r* 1999		*r* 2000		2001	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**28 797**	**29 321**	**30 402**	**30 531**	**37 410**	**38 480**	**37 828**	**40 050**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	22 638	20 124	24 220	21 609	29 305	27 980	29 436	28 595
Canada	1 451	2 065	1 478	2 851	2 026	2 534	1 994	2 889
Mexique	519	1 136	522	1 094	587	1 337	608	1 387
Costa Rica	84	55	69	74	110	91	161	110
Panama	18	135	9	110	8	117	20	196
Cuba	48	233	48	219	55	256	54	242
Jamaïque	43	16	51	19	28	70	80	56
Trinidad et Tobago	145	38	139	36	187	30	215	41
Colombie	288	371	214	238	215	268	201	329
Vénézuela	134	365	193	257	235	326	298	366
Équateur	121	61	117	32	74	52	80	98
Pérou	134	141	127	126	138	126	143	115
Brésil	1 786	1 842	1 742	1 725	2 443	2 307	2 574	2 755
Chili	577	560	590	335	914	855	881	987
Uruguay	32	163	74	131	34	149	43	121
Argentine	405	1 351	437	1 028	528	1 113	492	809
ASIE	**32 888**	**26 354**	**37 080**	**25 805**	**49 813**	**31 194**	**45 931**	**34 235**
dont : Liban	36	645	36	561	42	574	33	620
Syrie	328	257	367	443	619	253	643	369
Irak	663	269	761	313	1 435	398	987	663
Iran	657	570	807	598	1 159	759	800	1 147
Israël	788	1 000	806	1 150	945	1 244	940	1 393
Jordanie	3	134	8	139	9	181	7	250
Arabie saoudite	1 602	1 283	1 856	1 236	3 393	1 425	2 430	1 498
Koweit	123	257	209	228	461	238	363	286
Bahreïn	75	76	62	488	136	214	118	100
Qatar	5	346	7	352	33	166	25	271
Émirats arabes unis (5)	105	1 107	78	1 699	201	2 177	423	2 598
Oman	9	183	3	127	6	90	6	179
Yémen (6)	13	136	3	122	9	140	39	162
Pakistan	300	211	323	274	385	338	386	292
Inde	1 055	701	1 113	901	1 441	939	1 493	1 018
Bangladesh	358	120	370	154	467	132	495	93
Sri Lanka	134	62	130	445	140	432	128	112
Thaïlande	1 534	1 298	1 592	529	1 837	757	1 804	880
Viêt-Nam	512	278	650	305	783	284	823	315
Cambodge	21	33	31	39	52	52	69	53
Indonésie	1 016	382	1 084	329	1 305	385	1 324	494
Malaisie (7)	1 370	685	1 485	750	1 943	948	1 981	972
Singapour	1 834	1 792	2 050	1 827	2 574	2 072	1 986	2 017
Philippines	356	689	424	367	513	623	455	514
Chine	6 551	2 967	7 732	3 072	10 499	3 227	10 886	3 292
Corée du Sud	1 622	1 510	1 852	1 733	2 408	2 686	2 254	2 373
Japon	8 651	4 193	9 770	4 282	12 587	5 406	11 070	5 436
Taïwan	2 179	1 915	2 480	1 428	2 880	1 883	2 355	2 157
Hong-Kong	722	2 788	729	1 800	791	2 344	696	3 926
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**1 027**	**2 066**	**995**	**2 508**	**1 184**	**2 484**	**1 195**	**2 824**
dont : Australie	701	1 110	656	1 199	792	1 358	778	1 378
Nouvelle-Zélande	222	148	235	271	251	231	275	226
Nouvelle-Calédonie	86	373	67	387	119	432	123	454
Polynésie française	7	364	12	354	12	407	13	461
DIVERS (8)	3 755	505	4 126	606	3 367	–	3 646	–
Monde	**261 593**	**271 034**	**276 129**	**281 368**	**335 152**	**322 636**	**330 650**	**325 319**

(1) Non compris le matériel militaire.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(3) Y compris ex-RDA.
(4) À partir de 1997, y compris les Îles Canaries.
(5) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(6) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
(7) La Malaisie comprend la Malaisie orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaisie occidentale (la péninsule Malaise).
(8) Jusqu'en 1999 : pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées. À partir de 2000 : réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées, uniquement.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par produit (1) - France entière (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Produits (1)	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	7 985	7 851	8 205	8 330
Produits des industries agricoles et alimentaires	19 835	19 779	20 815	21 756
Biens de consommation	40 683	43 193	51 002	52 809
Produits de l'industrie automobile	26 721	30 318	33 875	35 104
Biens d'équipement	60 077	64 544	76 213	75 501
Biens intermédiaires	88 852	90 198	109 889	103 232
Produits énergétiques	15 897	18 673	33 405	32 273
Divers	1 543	1 573	1 748	1 645
Total	**261 593**	**276 129**	**335 152**	**330 650**
Exportations FAB				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	9 795	10 061	10 362	9 569
Produits des industries agricoles et alimentaires	26 905	26 763	28 020	27 919
Biens de consommation	36 133	38 640	43 809	47 575
Produits de l'industrie automobile	35 645	38 520	43 005	45 063
Biens d'équipement	65 907	69 607	82 766	83 453
Biens intermédiaires	88 891	89 526	103 187	100 843
Produits énergétiques	6 633	7 006	9 882	9 422
Divers	1 125	1 245	1 605	1 475
Total	**271 034**	**281 368**	**322 636**	**325 319**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	1 810	2 210	2 157	1 239
Produits des industries agricoles et alimentaires	7 070	6 984	7 205	6 163
Biens de consommation	– 4 550	– 4 553	– 7 193	– 5 234
Produits de l'industrie automobile	8 924	8 202	9 130	9 959
Biens d'équipement	5 830	5 063	6 553	7 952
Biens intermédiaires	39	– 672	– 6 702	– 2 389
Produits énergétiques	– 9 264	– 11 667	– 23 523	– 22 851
Divers	– 418	– 328	– 143	– 170
Balance totale	**9 441**	**5 239**	**– 12 516**	**– 5 331**

(1) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Non compris le matériel militaire.

TABLEAU O.01-5A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produits	(2) Code	Importations				Exportations			
		1998	*r* 1999	2000	2001	1998	*r* 1999	2000	2001
Total		**120,4**	**111,8**	**141,5**	**136,7**	**125,9**	**127,4**	**144,6**	**141,2**
Ensemble hors énergie		120,5	104,9	142,7	138,1	126,1	127,6	144,1	140,8
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	106,9	88,6	108,7	108,8	112,5	111,4	113,9	107,0
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	122,0	106,9	147,2	141,9	128,3	130,2	148,9	146,3
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	106,9	105,1	106,6	110,2	113,5	115,7	115,4	103,1
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	106,9	104,7	109,6	108,3	112,2	109,5	113,2	108,7
Biens de consommation	EC	119,6	122,4	142,3	143,4	124,9	129,2	145,3	152,8
Produits de l'industrie automobile	ED	125,1	136,9	155,8	153,8	148,0	155,1	176,0	183,2
Biens d'équipement	EE	136,7	144,9	169,6	165,8	138,1	136,2	161,5	152,3
Biens intermédiaires	EF	113,7	114,6	134,1	124,5	117,2	119,1	133,9	128,9
Produits énergétiques	EG	117,7	105,6	126,3	118,8	118,4	120,3	162,2	155,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité nationale. Les indices de volume ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-5B

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produits	(2) Code	Importations				Exportations			
		1998	*r* 1999	2000	2001	1998	*r* 1999	2000	2001
Total		**102,1**	**101,6**	**107,6**	**109,3**	**101,6**	**100,6**	**102,2**	**104,1**
Ensemble hors énergie		102,8	101,0	103,0	104,8	101,7	100,7	102,3	104,1
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	103,5	100,9	102,5	104,4	101,3	100,5	102,0	104,4
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	102,6	100,9	103,0	104,8	101,8	100,8	102,4	104,2
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	99,6	95,4	97,3	95,7	97,1	95,5	97,7	99,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	105,1	103,2	104,6	108,0	102,8	102,7	103,8	105,9
Biens de consommation	EC	106,0	105,4	108,6	111,3	103,9	103,6	104,6	107,1
Produits de l'industrie automobile	ED	96,3	97,6	97,0	101,6	94,0	94,9	94,6	95,2
Biens d'équipement	EE	101,9	98,7	100,0	100,9	102,6	102,3	104,2	107,8
Biens intermédiaires	EF	103,5	101,1	104,5	105,3	102,6	100,0	102,4	102,9
Produits énergétiques	EG	95,2	110,5	174,0	175,5	96,9	97,2	101,8	103,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité nationale. Les indices ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) (2)

Source : INSEE

%

Produits - CPF (2)	*r* 1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	113,5	119,0	128,1	129,9	131,9	135,2	133,5	121,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	130,1	133,2	131,8	142,3	136,4	135,5	134,7	129,8
Produits manufacturés	102,2	101,6	105,0	109,5	105,9	102,7	100,0	102,2
dont : Biens de consommation	87,7	88,3	90,3	92,2	89,1	89,1	86,2	89,8
Produits de l'industrie automobile	121,8	115,4	117,7	144,6	131,4	125,6	125,3	130,4
Biens d'équipement	114,7	111,6	115,3	117,2	114,0	106,2	105,0	103,6
Biens intermédiaires	95,6	97,4	101,2	103,1	100,1	98,8	94,6	97,4
Produits énergétiques	38,2	41,0	39,7	38,5	37,0	36,1	36,3	35,0
Ensemble (3)	**99,9**	**100,5**	**103,0**	**107,6**	**104,4**	**101,9**	**99,8**	**100,6**

(1) Rapport entre les exportations et les importations. Les importations sont mesurées CAF (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations FAB (Franco à bord) ; un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre égal à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les taux de couverture sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-7

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Produits - CPF (2)	*r* 1992	1993	1994	1995	*r* 1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche.	109,1	109,8	102,7	100,0	97,4	95,8	93,7	95,1	95,0	94,4
Produits des industries agricoles et alimentaires	98,7	100,1	100,3	100,0	102,1	100,7	99,5	100,6	100,4	98,7
Produits manufacturés	100,1	101,0	100,0	100,0	100,2	101,3	100,8	101,8	101,3	101,5
dont : Biens de consommation	95,2	98,1	99,6	100,0	101,7	102,3	101,4	101,6	100,7	100,5
Produits de l'industrie automobile	107,1	104,7	102,4	100,0	97,9	100,6	101,7	101,2	101,6	98,1
Biens d'équipement	96,8	95,9	94,5	100,0	100,0	103,2	102,3	105,0	105,4	108,1
Biens intermédiaires	102,8	104,6	102,9	100,0	100,2	99,7	99,5	99,9	99,0	99,0
Produits énergétiques	96,8	99,6	97,6	100,0	92,6	93,8	117,4	111,7	93,7	97,1
Ensemble (3)	**99,7**	**100,7**	**99,9**	**100,0**	**99,3**	**99,8**	**101,0**	**101,1**	**97,5**	**98,1**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations par référence à 1995.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre G.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les termes de l'échange sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) par zone géo-économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

	1998	*r* 1999	2000	2001
IMPORTATIONS CAF				
Total des produits	**102,1**	**101,6**	**107,6**	**109,3**
Union européenne (1)	100,9	99,4	101,5	103,4
OCDE hors UE	105,8	108,4	115,2	116,5
Reste du monde	102,4	102,4	120,1	120,7
Produits manufacturés	**102,6**	**100,9**	**103,0**	**104,8**
Union européenne (1)	100,9	99,0	100,3	102,1
OCDE hors UE	106,7	108,2	110,1	111,2
Reste du monde	104,6	99,3	105,0	107,5
EXPORTATIONS FAB				
Total des produits	**101,6**	**100,6**	**102,2**	**104,1**
Union européenne (1)	101,0	100,6	101,7	103,2
OCDE hors UE	102,1	102,4	104,4	107,0
Reste du monde	102,6	98,8	101,1	103,4
Produits manufacturés	**101,8**	**100,8**	**102,4**	**104,2**
Union européenne (1)	101,0	100,5	101,7	103,2
OCDE hors UE	102,0	102,2	104,5	107,2
Reste du monde	103,8	100,2	102,1	103,9

(1) Union européenne à quinze à partir de 1995.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur des Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier d'euros

	r 1998		*r* 1999		*r* 2000		2001	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
GUADELOUPE								
Importations	1 741 050	1 651 091	1 868 831	1 585 841	1 881 237	1 831 465	1 763 571	1 834 843
Exportations	157 172	109 613	205 993	137 905	198 971	138 994	207 893	169 097
GUYANE								
Importations	451 481	537 544	416 171	520 234	428 304	618 964	446 733	642 324
Exportations	29 035	111 102	25 753	105 765	22 384	123 073	26 101	131 757
MARTINIQUE								
Importations	1 620 860	1 531 933	1 563 685	1 616 580	1 356 055	1 741 417	1 704 302	1 885 506
Exportations	1 033 566	262 076	1 190 176	262 292	1 196 440	294 495	1 266 345	308 926
RÉUNION								
Importations	2 349 829	2 340 961	2 349 539	2 421 957	2 492 377	2 730 012	2 560 815	2 854 869
Exportations	235 499	185 676	218 975	193 236	253 042	226 836	242 197	228 650

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur des Territoires d'outre-mer

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie et Direction générale des Douanes de Polynésie)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier d'euros

	r 1998		*r* 1999		*r* 2000		2001	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
NOUVELLE CALÉDONIE								
Importations	1 101 954	823 662	1 200 769	946 532	1 264 592	1 004 193	1 062 504	1 041 136
Exportations	4 845 187	339 320	3 998 200	370 528	4 326 626	631 586	4 044 591	495 141
POLYNÉSIE FRANCAISE								
Importations	649 815	975 054	674 007	870 271	740 338	1 057 822	783 537	1 181 148
Exportations	13 295	221 755	13 313	237 479	16 652	240 848	16 276	217 882

Chapitre O.02

○ Balance des paiements

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Évolution des soldes de la balance des paiements.

2 Balance des paiements.

3 Transactions entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP en 2001.

4 Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone franc en 2001.

5 Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.

6 Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2001.

7 Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9 Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

1

○ Présentation

AVANT PROPOS

Depuis 1999, les onze pays membres fondateurs de l'Union monétaire – dont la France – contribuent, sous l'égide de la Banque centrale européenne, à l'élaboration d'une balance des paiements de la zone euro, tout en continuant à produire et à publier leur propre balance des paiements nationale.

La balance des paiements de l'Union monétaire est en effet un élément important du dispositif statistique européen dans le nouvel environnement économique et monétaire créé par le lancement de l'euro.

Mais plusieurs raisons militent parallèlement pour le maintien des balances des paiements nationales au sein de la zone euro.

Chaque État-membre de la zone euro reste individuellement membre du FMI et de l'OCDE, comme d'Eurostat et doit à ce titre leur fournir des données sur sa balance des paiements, qui, dans le cas du FMI, concourent notamment au calcul des quotes-parts nationales.

Les éléments du compte de transactions courantes permettent d'élaborer le compte du reste du monde qui est lui-même une partie intégrante des comptes nationaux trimestriels et annuels (détermination du PIB et du PNB, ce dernier participant en partie à la mesure de la contribution de la France au budget de l'Union européenne, etc.).

Le compte financier fournit des indications sur l'intégration financière au sein de la zone euro et dans le monde ainsi que sur l'intérêt des investisseurs étrangers pour les valeurs mobilières nationales, publiques et privées, ou l'influence que ces investisseurs détiennent dans l'évolution des marchés primaire et secondaire nationaux. Les flux d'investissements directs permettent d'apprécier d'une part l'insertion des entreprises françaises dans l'économie mondiale, d'autre part la place dévolue à la France dans les stratégies d'implantation des firmes multinationales.

Le « bouclage » des balances des paiements nationales par les « autres investissements » des autorités monétaires et du secteur bancaire contribue à l'étude du comportement des banques résidentes, notamment en matière de refinancement au sein de la zone euro. Au total, les balances des paiements nationales demeurent des outils essentiels pour la conduite de la politique économique de pays qui restent souverains sur les plans économique et budgétaire.

De façon quelque peu paradoxale en apparence, on peut même considérer que l'Union monétaire rend plus nécessaire que jamais, au moins dans ses premières années, l'élaboration des balances des paiements nationales, dans la mesure où l'Union monétaire devrait accroître les échanges entre pays membres, renforcer l'intégration économique entre ces pays et les rendre plus interdépendants. Se priver des balances des paiements nationales, ce serait se priver de la capacité de mesurer l'impact de l'Union monétaire et de la possibilité d'évaluer aussi bien les progrès en termes d'échanges intercommunautaires que, le cas échéant, d'éventuels chocs asymétriques affectant les pays membres.

11. Les grands traits de la balance des paiements en 2001

Sur l'ensemble de l'année 2001, le *compte de transactions courantes* de la balance des paiements présente un excédent de 23,7 milliards d'euros, soit 1,6 % du PIB, en hausse de 6 milliards par rapport à l'excédent, révisé, de l'année 2000. Le gonflement de l'excédent s'est accompagné d'un repli simultané des taux d'épargne et d'investissement intérieurs, ce dernier reculant notamment de près d'un point, à 20 % du PIB, après trois années de progression.

Les flux de transactions courantes, qui avaient connu une progression particulièrement vigoureuse l'année précédente, se sont quasiment stabilisés en 2001, le rythme de croissance des recettes et des dépenses revenant respectivement de 14,2 % à 3,3 % et de 20,9 % à 2,2 %. Les exportations de biens et services en valeur n'ont augmenté que de 1 % (contre 14,5 % en 2000), sous l'effet du ralentissement prononcé de la demande mondiale, en dépit d'une compétitivité préservée vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux et du maintien des parts de marché de la France en volume au sein de l'OCDE. De leur côté, les importations de biens et services se sont repliées de 0,5 % en valeur (après avoir progressé de 21 % en 2000), en liaison avec la contraction des stocks et la faiblesse de l'investissement des entreprises résidentes, mais aussi suite au recul du prix du pétrole et à la baisse des importations d'énergie. En fin d'année, les échanges de services, et notamment les transports aériens et les voyages, ont été de surcroît particulièrement affectés par les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Parmi les autres composantes du compte de transactions courantes, les revenus ont vu leur excédent s'accroître en 2001, en raison à la fois d'une poursuite de la hausse des rémunérations versées aux salariés résidents travaillant dans des pays limitrophes et d'une progression marquée des revenus d'investissements directs en provenance de l'étranger, fruit des nombreuses opérations d'investissement effectuées à l'étranger au cours des dernières années. *A contrario*, les transferts courants nets avec l'étranger, structurellement déficitaires, ont continué de se creuser, notamment avec les institutions européennes. Au total, la France, cinquième exportateur mondial et troisième exportateur européen de biens et services, s'est classée, comme les années antérieures, au premier rang de l'Union européenne par l'ampleur de son excédent courant.

Parmi les *flux financiers*, l'un des phénomènes marquants de l'année 2001 est la forte diminution des *flux d'investissements directs* français à l'étranger, en baisse de plus de moitié — soit de près de 100 milliards d'euros — par rapport à l'année précédente. La plupart des pays industrialisés ont connu des évolutions semblables liées au recul du nombre et de la valeur des opérations de fusion-acquisition transfrontières, évalué à 50 % environ selon différentes sources privées. Outre le ralentissement économique mondial et la dégradation des perspectives économiques, ce recul tient à plusieurs facteurs. La chute des cours sur la plupart des grandes bourses de valeurs mondiales, particulièrement brutale sur les marchés privilégiés par les entreprises du secteur des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications (NTIC) (NASDAQ aux États-Unis, Neuer Markt en Allemagne, Nouveau Marché en France), a contribué à réduire la valeur unitaire des opérations et rendu plus difficile le financement par échange de titres. Certains groupes multinationaux ont interrompu temporairement leurs opérations de croissance externe. Enfin, la réduction de la valeur boursière de nombreuses grandes entreprises internationales a incité certaines d'entre elles à privilégier une stratégie de réduction de leur endettement.

S'agissant de la France, une illustration du rôle joué par les opérations de fusion-acquisition dans le repli des investissements directs français à l'étranger en 2001 est fournie par l'évolution du montant des principales opérations entre 2000 et 2001 : l'année dernière, le cumul des dix premières opérations en capital social n'a pas atteint 30 milliards d'euros, quand il dépassait 105 milliards d'euros en 2000. Au total, les investissements directs français à l'étranger sont retombés à 92,5 milliards d'euros en 2001, contre 190,5 milliards en 2000, la France se plaçant néanmoins au deuxième rang mondial derrière les États-Unis (143,2 milliards d'euros) par le montant des flux investis à l'étranger.

Les investissements directs français à l'étranger ont été effectués à hauteur de 51 % dans des pays situés hors de la

zone euro. La France comptant pour 18 %, contre 34 % en 2000, des investissements directs de la zone à l'étranger.
Dans le contexte international de recul des flux d'investissements directs et de repli des fusions et acquisitions transfrontières, il est remarquable que les investissements directs étrangers en France s'inscrivent en progression de 26 % par rapport à l'année 2000. De tous les grands pays industrialisés, la France est ainsi le seul, avec l'Italie, à avoir reçu davantage d'investissements étrangers en 2001 qu'en 2000. La concomitance de la progression des flux d'investissements directs reçus par la France et du recul général des flux internationaux a fait passer la France du septième rang des pays d'accueil en 2000 au troisième rang en 2001, derrière les États-Unis (146,2 milliards d'euros) et juste après le Royaume-Uni (70,2 milliards d'euros).
La part des investissements directs en provenance de la zone euro s'est à nouveau accrue, à 62 % contre 49 % en 2000, suivant une tendance observée depuis la naissance de la zone euro et qui s'apparente à une « spécialisation » croissante des différents pays de la zone en matière d'accueil des investissements directs, les pays du Benelux privilégiés par les entreprises multinationales, accueillant quartiers généraux, sociétés holdings et autres centrales de trésorerie, puis redistribuant une partie des flux d'investissements directs vers les autres pays de la zone. Malgré cette spécialisation, la France a accueilli près de 17 % du total des investissements directs originaires de l'extérieur dans la zone euro en 2001, contre moins de 5 % en 2000.
Au total, le montant des sorties nettes de capitaux au titre des investissements directs a décru de 110 milliards d'euros par comparaison avec l'année 2000, s'établissant à 33,7 milliards, contre 143,9 milliards.

Pour la deuxième année consécutive, les investissements de portefeuille ont dégagé en 2001 un solde positif, traduisant le fait que les achats de titres français par les non-résidents ont été supérieurs aux achats de titres étrangers des résidents. Par rapport à l'année 2000, ces derniers ont légèrement décliné à 93 milliards d'euros, contre 105 milliards, les évolutions étant toutefois assez nettement différenciées selon la catégorie de titres : alors que les achats d'actions et titres d'OPCVM ont baissé de 46 %, en liaison avec le recul des cours sur les marchés boursiers et l'accumulation des mauvaises performances financières des entreprises, les achats de titres de dette ont légèrement progressé. Reflétant la modification de la structure des achats nets en faveur des obligations et au détriment des actions, mais aussi un renforcement de l'aversion au risque des investisseurs résidents dans une situation économique et financière plus incertaine qu'en 2000, la part des achats de titres émis dans la zone euro — considérés par de nombreux investisseurs comme permettant une diversification aux risques limités — s'est établie à 63 % en 2001, après 51 % en 2000. En conséquence, le poids des achats par des résidents français de titres émis hors de la zone euro dans l'ensemble des investissements de portefeuille de la zone euro à l'étranger s'est quelque peu réduit en 2001, n'atteignant pas 10 %, contre plus de 13 % en 2000.

De leur côté, les achats de titres français par les non-résidents, sans qu'il soit possible pour des raisons méthodologiques de distinguer les achats des résidents de la zone euro de ceux des non-résidents de la zone, se sont établis à 114 milliards d'euros en 2001, en baisse de 30 milliards d'euros environ par rapport à l'année précédente. Ce montant n'en apparaît pas moins remarquable, et témoigne de l'attrait des marchés et des titres français pour les investisseurs non-résidents. Certes, les achats d'actions qui constituent d'ordinaire une part importante des opérations sur titres français ont reculé de 78 %, principalement en raison de la contraction des investissements directs français à l'étranger financés par échange de titres (OPE), toutefois les achats de valeurs obligataires ont augmenté de 23 %, à 93,6 milliards d'euros.

Les autres investissements, rubrique sous laquelle étaient enregistrées d'abondantes entrées de capitaux depuis la création de la zone euro, correspondant pour l'essentiel à une progression des engagements nets des institutions financières monétaires (IFM) résidentes sous forme de dépôts-crédits, ont dégagé en 2001 un solde débiteur de 23,3 milliards d'euros. Ce solde découle toutefois davantage de la progression des créances nettes du secteur des autorités monétaires sur les autres banques centrales de l'Eurosystème que d'une réduction des engagements des IFM.

La diminution des avoirs de réserve en 2001, à 5,8 milliards d'euros, s'inscrit dans un contexte de baisse des taux à court terme sur les principales devises internationales, qui a incité certaines banques centrales à réduire le montant des réserves en devises à leur bilan.

12. Les transactions courantes : stabilité des flux et remontée de l'excédent

Dans un contexte de stabilité des flux, l'excédent du compte de transactions courantes s'est établi à 23,7 milliards d'euros en 2001 (soit 1,6 % du PIB), contre 17,7 milliards en 2000 (1,2 % du PIB) et 39,4 milliards en 1999 (2,9 % du PIB).

Les échanges de biens : redressement du solde

Le solde du commerce extérieur de marchandises exprimé en données douanières FAB-FAB s'est redressé par rapport à l'année 2000, à + 3,3 milliards d'euros, contre – 3 milliards, de telle sorte que le taux de couverture est passé de 99,1 à 101. En méthodologie balance des paiements, c'est-à-dire après exclusion des échanges de biens sans paiement, sans transfert de propriété et après adjonction des opérations relatives à l'avitaillement, au travail à façon et aux réparations, les échanges de biens ont affiché un excédent de 3,8 milliards d'euros, contre un déficit de 3,6 milliards en 2000.

Sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine, avant que l'évolution ne devienne négative au second semestre, en liaison avec le repli de la demande extérieure de la plupart des pays industrialisés, et en particulier de l'Allemagne et de plusieurs autres pays de la zone euro, et malgré un maintien de la compétitivité relative et des parts de marché de la France au sein de l'OCDE, les exportations ont été quasiment stables en 2001, avec une progression réduite à 0,7 %, contre 14,4 % en 2000.

L'évolution des importations, passées d'une croissance de plus de 22 % en 2000 à un recul de 1,2 % en 2001, surprenante au regard de la bonne résistance de la demande intérieure à la dégradation de la conjoncture internationale, trouve explication dans la baisse rapide du taux d'utilisation en 2001 des capacités de production, celle des investissements et des stocks et enfin celle des prix du pétrole et des matières premières.

La décomposition des évolutions par produits fait apparaître un recul de l'excédent agroalimentaire, un allègement modeste du déficit énergétique, en raison d'un repli simultané des importations et des exportations, ainsi qu'une forte progression de l'excédent industriel civil. Au sein des échanges industriels, on relève une hausse des exportations de biens de consommation et de produits de l'industrie automobile, associée à un recul drastique des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement en fin d'année. Sur le plan géographique, le solde commercial s'est détérioré pour la deuxième année consécutive avec les pays de l'Union monétaire, mais s'est redressé avec l'ensemble des pays exportateurs de pétrole, ainsi qu'avec l'Afrique et l'Asie en développement grâce à la bonne tenue de nos livraisons de matériel de transport, maritime ou aéronautique. Par ailleurs, le déficit bilatéral avec les États-Unis s'est légèrement réduit, la décélération des importations ayant été plus prononcée que celle des exportations.

Les échanges de services : léger tassement du solde des voyages

Contrairement au solde des échanges de biens, l'excédent des échanges de services s'est replié en 2001, à 19,9 milliards d'euros, contre 21,5 milliards en 2000, après une progression presque ininterrompue du solde au cours des dix années précédentes. Les flux, qui avaient respectivement augmenté de 14,1 % en recettes et de 11,4 % en dépenses en 2000, ont nettement décéléré en 2001, avec une progression revenant à 2,4 % en recettes et 5,5 % en dépenses.

Au sein des services, les voyages constituent le premier poste de recettes, avec 38 % du total, et de dépenses, avec 29 % du total. Depuis deux ans, ils constituent le principal poste excédentaire du compte de transactions courantes. En 2001, malgré un léger recul par rapport à l'année précédente, le solde des voyages (13,6 milliards d'euros) a ainsi représenté 57 % de l'excédent du compte de transactions courantes.

En dépit de la situation conjoncturelle et de l'effet des attentats aux États-Unis (plus avant dans l'année) les recettes ont progressé au total de 1,1 % en moyenne sur l'année. la France est toutefois restée en 2001 le pays le plus fréquenté par les touristes internationaux - accueillant 76,5 millions de visiteurs selon des données communiquées par la direction du Tourisme, contre 75 millions en 2000 - devant les États-Unis et l'Espagne. En termes de recettes de voyages, la France s'est située au troisième rang mondial en 2001, derrière les États-Unis (aux recettes près de trois fois supérieures) et l'Espagne. En termes de dépenses, la France s'est placée au cinquième rang mondial, loin derrière les trois principaux pays de provenance des touristes internationaux, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Parmi les autres échanges de services, trois évolutions méritent d'être signalées :

– le repli des recettes au titre du *transport aérien* (– 9,8 %), amplifié par les attentats terroristes aux Etats-Unis ;

– la poursuite de la progression des recettes et l'accroissement du solde des *redevances et droits de licence*, positif seulement depuis l'année 2000 après plus de dix ans de déficit ; le retournement du solde depuis deux ans apparaît notamment lié à une meilleure valorisation de l'innovation et de la notoriété de marques d'entreprises résidentes, en partie sous l'effet du développement de leurs implantations à l'étranger ;

– la poursuite de l'amélioration du solde du *négoce international,* sous l'effet des opérations de fabrication industrielle coordonnée au plan international dans les secteurs automobile et aéronautique, tandis que le solde des opérations de négoce *stricto sensu* se replie.

Les revenus : nouvelle progression de l'excédent

Les revenus se subdivisent en deux postes, les *rémunérations des salariés* et les *revenus d'investissements*, de poids inégal par le montant des flux, ils contribuent tous deux cette année dans les mêmes proportions à l'excédent du compte de transactions courantes.

Les rémunérations des salariés sont caractérisées par un écart très important entre les recettes et les dépenses, les premières étant plus de sept fois supérieures aux secondes. Ce déséquilibre traduit pour l'essentiel la dissymétrie des migrations temporaires entre la France et les pays frontaliers, les résidents français travaillant dans les pays voisins (Allemagne, Suisse, Luxembourg) étant beaucoup plus nombreux que les résidents étrangers exerçant une activité salariée sur le territoire national. La progression des recettes (+ 9,8 %) et du solde (+ 0,8 milliard d'euros) en 2001, malgré un contexte de croissance modérée des salaires en Europe, témoigne d'une nouvelle augmentation du nombre de travailleurs frontaliers résidents.

La progression du solde des revenus d'investissements en 2001 (+ 0,8 milliard d'euros) recouvre des évolutions contrastées selon les lignes. Les *revenus d'investissements directs* ont affiché l'année dernière un excédent de 14 milliards d'euros, en hausse de près de 6 milliards par rapport à 2000. Cette hausse s'inscrit dans une tendance observée depuis plusieurs années, découlant de l'augmentation des flux et des stocks d'investissements directs français à l'étranger depuis le milieu de la décennie 1990 ; elle est due également pour partie à des opérations de restructuration ayant permis de dégager des résultats non récurrents en 2001.

A contrario, les *revenus d'investissements de portefeuille*, presque équilibrés en 2000, ont retrouvé un solde déficitaire de 4 milliards d'euros en 2001. La moindre rémunération des avoirs en titres étrangers, en particulier sur les titres courts en dollars, a pesé sur les revenus en provenance de l'étranger. en dépit du maintien à très haut niveau des investissements de portefeuille français à l'étranger lors des deux dernières années. En revanche, les versements de revenus à l'étranger se sont fortement accrus, suite à la progression de l'encours des titres français, publics notamment, détenus par les non-résidents.

Les *revenus des autres investissements* ont présenté un déficit de 1,7 milliard d'euros en 2001. La dégradation du solde par rapport à 2000 (– 1 milliard d'euros) est liée notamment à la forte baisse des taux d'intérêt à court terme, qui a réduit les revenus tirés des dépôts à l'étranger et des avoirs de réserve.

Le creusement du déficit des transferts courants, qui passe de 15,2 milliards d'euros en 2000 à 16,6 milliards en 2001, recouvre une augmentation simultanée des versements des administrations publiques à l'étranger et des transferts nets des autres secteurs. S'agissant des administrations publiques, la plupart des lignes font apparaître des dépenses nettes en hausse, notamment les transferts à destination des administrations européennes.

13. Les transferts en capital : inversion du solde

Présentant habituellement un solde excédentaire grâce aux versements des fonds structurels européens (FEDER, Fonds européen de développement régional, et FEOGA-section orientation) aux administrations publiques, le compte de capital affiche cette année un déficit de 0,3 milliard d'euros. L'inversion du solde par rapport à l'année 2000 tient d'une part à une réduction de moitié des transferts alloués par les fonds structurels européens, d'autre part à une forte progression des remises de dettes des « autres secteurs », qui recouvre principalement un abandon de créance consenti par une société résidente à l'une de ses filiales étrangères.

14. Le compte financier : repli des investissements directs à l'étranger

Contrepartie, aux erreurs et omissions près, de la capacité de financement de la nation procurée par l'excédent global du compte de transactions courantes (23,7 milliards d'euros) et du compte de capital (– 0,3 milliard), le solde débiteur du *compte financier* s'est établi à 27,5 milliards d'euros, en diminution de 3,6 milliards par rapport à l'année précédente. Le repli modéré des sorties nettes de capitaux recouvre toutefois des variations de grande ampleur entre les différents postes du compte financier.

Après une année 2000 caractérisée par des flux record, le solde débiteur des investissements directs a été ramené de 143,9 milliards d'euros à 33,7 milliards, à la suite d'une réduction de 97,9 milliards des investissements français à l'étranger. Cette réduction - la première observée depuis 1995 - doit pour une part notable être mise en regard du tassement des investissements de portefeuille des non-résidents, à 114 milliards d'euros, contre 145 milliards en 2000. En effet, la baisse des cours de Bourse en 2001, en rendant plus difficile le financement par émission d'actions, a réduit mécaniquement le montant et le nombre des grandes opérations de fusion et acquisition, fréquemment

réalisées sous forme d'offres publiques d'échanges de titres (OPE).

Les investissements directs : reflux des investissements français à l'étranger, mais nouvelle progression des investissements étrangers en France

Le repli des *investissements directs français à l'étranger*, à 92,5 milliards d'euros, contre 190,5 milliards en 2000 (– 51 %), s'est inscrit dans un contexte de ralentissement mondial des opérations de fusion et acquisition, qui explique que la baisse s'est concentrée sur les opérations en capital social. Celles-ci n'ont atteint que 52,2 milliards d'euros, contre 151,1 milliards l'année précédente, et n'ont plus représenté que 56 % des flux nets, au lieu de 79 %. Le solde des « autres opérations » - prêts et dépôts entre sociétés affiliées - s'est pratiquement maintenu à quelques 34 milliards d'euros. Enfin, les bénéfices réinvestis - encore à un stade d'estimation pour l'année 2001 - se sont accrus de 10 %, à 6,3 milliards d'euros, traduisant une amélioration des résultats des filiales étrangères d'entreprises françaises en 2000.

Les secteurs résidents des télécommunications et de l'énergie ont été parmi les plus actifs en 2001. Les investissements à l'extérieur de la zone euro, qui formaient plus des trois quarts du total en 2000, notamment sous l'influence de l'acquisition d'Orange par France Télécom, n'en ont plus constitué que 51 % en 2001, dont 16 % aux États-Unis et 10 % au Royaume-Uni. À l'intérieur de la zone euro, la Belgique a attiré, à elle seule, 27 % du total et l'Allemagne 10 %.

En dépit de la diminution des flux, la France devrait occuper le deuxième rang mondial pour les investissements directs à l'étranger en 2001, derrière les États-Unis.

A l'inverse des investissements directs français à l'étranger, les *investissements directs étrangers en France* ont continué de progresser, à 58,8 milliards d'euros, après 46,6 milliards en 2000. Cet accroissement (26 %) a résulté d'une hausse des mises en places nettes de prêts intragroupes, recensés en « autres opérations », qui ont représenté 60 % du total des flux nets, contre 31 % l'année précédente. Les bénéfices réinvestis se sont accrus de 0,8 milliard d'euros, à 3,1 milliards. En revanche, les opérations en capital social ont diminué d'un tiers, à 20,2 milliards d'euros.

Les secteurs résidents des télécommunications et du crédit ont recueilli les flux les plus importants en 2001. Les investissements de l'étranger ont eu majoritairement pour origine les autres pays de la zone euro, dont la part s'est élevée à 62 %, au lieu de 49 % en 2000. La Belgique et les Pays-Bas, qui abritent de nombreux sièges de holdings internationaux, ont apporté respectivement 20 % et 17 % du total des flux. Hors zone euro, le Royaume-Uni et les États-Unis en ont fourni respectivement 22 % et 9 %.

Du fait de la progression enregistrée, la France se situerait en 2001 au troisième rang des pays industrialisés pour les investissements directs reçus de l'étranger, devancée par les États-Unis et par le Royaume-Uni.

Les investissements de portefeuille : diminution du solde créditeur et préférence pour les titres de dette

Le solde créditeur des investissements de portefeuille s'est réduit de près de moitié, à 21 milliards d'euros, du fait d'une contraction de 21 %, à 114 milliards d'euros, des *achats de titres français par les non-résidents*, lesquels avaient progressé de 31 % en 2000 sous l'influence des investissements directs français à l'étranger réalisés par échange d'actions. Les achats d'actions sont ainsi revenus de 56 milliards d'euros à 12,2 milliards et la part de ces titres dans les flux nets a été ramenée de 39 % à 11 %. Les non-résidents ont en revanche accru de 23 %, à 93,6 milliards d'euros, leurs achats d'obligations françaises, dont la part dans les flux nets s'est élevée à 82 %, contre 53 % en 2000. Comme l'année précédente, ce sont les achats d'obligations du secteur privé, dont le marché s'est développé en France comme dans l'ensemble de la zone euro, qui ont le plus augmenté, leur poids dans le total des flux obligataires atteignant 67 %, contre 48 % en 2000.

Les *achats nets de titres étrangers par les résidents* ont fléchi de 11 %, à 93 milliards. La diminution s'est concentrée sur les achats d'actions, ramenés de 35,4 milliards d'euros l'année précédente - en contrepartie notamment de substantielles opérations d'investissements directs étrangers en France effectuées par échange de titres - à 19,3 milliards en 2001. La part des actions dans les flux nets a de ce fait diminué de 34 % à 21 %. Les achats de titres de dettes ont augmenté de 4,2 milliards d'euros, à 73,8 milliards, la hausse étant à moitié répartie entre obligations et instruments du marché monétaire. Sous l'effet de la stabilisation de l'euro vis-à-vis du dollar et d'une aversion accrue au risque, ces achats ont majoritairement porté sur des titres émis par des pays de la zone euro.

Les « autres investissements » (dépôts-crédits) : réduction des engagements nets

En 2001, les « autres investissements » se sont soldés par des sorties nettes de 23,3 milliards d'euros, contre des entrées nettes de 65,1 milliards en 2000.

Après deux années de hausse des engagements vis-à-vis de l'étranger, correspondant au financement des opérations enregistrées dans les autres postes du compte financier, les flux nets de dépôts et de crédits des institutions financières monétaires sont à l'origine en 2001 de sorties nettes de 4,5 milliards d'euros, sous l'effet d'un accroissement de 14,2 milliards des avoirs nets en euros, partiellement compensé par une augmentation de 9,7 milliards des engagements nets en devises.

Des entrées nettes sur produits financiers dérivés

Ce poste, qui recense les paiements (primes, appels de marge) relatifs à des achats ou ventes de contrats d'options de toute nature, ainsi que les paiements d'intérêts sur swaps, s'est soldé par des entrées nettes de 2,8 milliards d'euros, au lieu de 5,1 milliards en 2000.

Une réduction des avoirs de réserve

Recensés conformément à la définition retenue par l'Eurosystème pour l'établissement de la balance des paiements - c'est-à-dire en excluant les avoirs en devises détenus vis-à-vis des résidents de la zone euro - les avoirs de réserve bruts se sont contractés de 5,8 milliards d'euros, en raison principalement de la diminution de 6,9 milliards des avoirs en devises, la position de réserve envers le Fonds monétaire international (FMI) augmentant, pour sa part, de 1 milliard.

15. La balance des paiements de la zone euro

En raison de l'existence de l'Union monétaire, la balance des paiements française constitue, pour sa sous partie Extra Union monétaire, une fraction importante de la balance de la zone monétaire Euro, la Banque centrale européenne et le Système européen de banques centrales (SEBC) en étant l'institution monétaire émettrice. Ainsi l'évolution monétaire et financière de la France n'est plus totalement autonome de celle de l'ensemble de ses partenaires. La Balance des Paiements de l'Union monétaire devient seule véritablement significative à l'égard du reste du Monde, une fraction majeure des flux retracés dans les balances des douze devant dorénavant être considérée comme des opérations internes à l'Union monétaire.

Un compte de transactions courantes légèrement excédentaire

Le solde des transactions courantes de la zone euro a été excédentaire de 2 milliards d'euros en 2001, alors qu'il était déficitaire de 70,1 milliards en 2000 (1,1 % du PIB).

Les échanges de biens et services hors échanges intra-zone ont représenté 19 % du PIB de la zone en 2001, reflétant un degré d'ouverture supérieur à celui des États-Unis (11 %).

L'accroissement de l'excédent des *biens*, à 81,9 milliards d'euros, au lieu de 11,7 milliards, est imputable à une hausse de 6 % des exportations en valeur, les importations s'étant contractées de 1 %. Cette contraction provient exclusivement d'une diminution des volumes importés, en liaison avec le ralentissement de la demande interne, les prix des produits importés ayant augmenté de 0,5 % en moyenne annuelle selon les indices de valeur unitaire calculés par la BCE. On note en particulier une forte baisse des volumes importés dans les secteurs des biens d'équipement et de consommation. Seules les importations de pétrole ont connu un recul simultané des prix et des volumes en 2001. S'agissant des exportations, la progression des échanges en valeur a presque entièrement résulté d'une hausse des volumes, en dépit du ralentissement de la demande aux États-Unis et en Asie, les prix des biens exportés ayant dans l'ensemble été stables en 2001.

Le solde des *services* s'est retourné, présentant un excédent de 4,1 milliards d'euros, contre un déficit de 5,2 milliards, à la suite d'une augmentation de 8 % des recettes et de 5 % des dépenses.

Le déficit des *transferts courants*, principalement vis-à-vis des institutions de l'Union européenne, s'est très légèrement contracté, à 48,2 milliards d'euros, au lieu de 49 milliards, contribuant également au rééquilibrage du solde courant.

Ces améliorations ont été atténuées par un alourdissement du déficit des *revenus*, à 35,8 milliards d'euros, contre 27,6 milliards, sous l'effet d'une moindre rémunération des actifs étrangers détenus par les résidents.

Après prise en compte de l'excédent du compte de capital (8,5 milliards d'euros), la zone euro a dégagé en 2001 une capacité de financement de 10,5 milliards d'euros vis-à-vis de l'extérieur (soit 0,2 % du PIB), au lieu d'un besoin de financement de 58,2 milliards en 2000 (0,9 % du PIB).

Un ralentissement des fusions et acquisitions

Le compte financier a été affecté par le ralentissement mondial des fusions et acquisitions, comme en témoigne la contraction des flux d'*investissements directs*, de 157,1 milliards d'euros en avoirs (– 41 %) et de 276,9 milliards en engagements (– 69 %). La diminution est particulièrement prononcée du côté des engagements, l'année 2000 ayant été marquée par l'acquisition de la société allemande Mannesmann par l'entreprise britannique Vodafone, pour quelque 180 milliards d'euros. De ce fait, les investissements directs affichent un solde débiteur de 104,6 milliards d'euros, au lieu d'un solde créditeur de 15,2 milliards.

L'importante opération mentionnée ci-dessus, réalisée par échange de titres, explique à elle seule le retournement du solde des *investissements de portefeuille,* de - 102,8 milliards d'euros à 36,5 milliards. Sur les titres émis par les non-résidents, la baisse des deux tiers des achats nets d'actions, à 95,4 milliards d'euros, contre 288,8 milliards en 2000, a largement contribué à ramener les achats nets de 399,8 milliards d'euros à 266,7 milliards.

Sur les titres émis par les résidents, les achats nets ont été quasi stables, à 303,2 milliards d'euros. Les non-résidents ont procédé à des achats nets d'actions à hauteur de 238,2 milliards d'euros, montant élevé au regard des évolutions boursières dans les principaux pays de la zone. Cet afflux de capitaux extérieurs a résulté de l'acquisition par Deutsche Telekom de l'Américain VoiceStream, réalisée par échange de titres. Il pourrait également s'expliquer par les perspectives d'un ralentissement persistant aux États-Unis, qui prévalaient jusqu'à la fin de l'année 2001 et qui auraient incité les investisseurs internationaux à rééquilibrer leurs portefeuilles au profit de la zone euro et au détriment des actions américaines, surpondérées ces trois dernières années. La hausse des achats nets d'actions de la zone euro a été entièrement compensée par la baisse des achats nets de titres de dette, à 65 milliards d'euros, contre 250,8 milliards en 2000.

Les *« autres investissements »* ont fait apparaître des entrées nettes limitées à 1,1 milliard d'euros, au lieu de 172,5 milliards en 2000, tenant pour l'essentiel à une réduction des emprunts nets des institutions financières monétaires (IFM) à l'extérieur de la zone.

Enfin, les opérations sur *produits financiers dérivés* se sont soldées par des sorties nettes de 20,7 milliards d'euros en 2001, tandis que les *avoirs de réserve* ont diminué de 17,8 milliards d'euros, plusieurs grandes banques centrales de la zone euro ayant réduit le montant de leurs réserves de change.

16. La position extérieure de la France

Pour la deuxième année consécutive, la position extérieure créditrice de la France - évaluée globalement aux prix du marché - a enregistré une progression. Elle est passée de 81,2 milliards d'euros à fin 2000 (chiffre révisé) à 170,3 milliards d'euros à fin 2001, soit une augmentation de 89,1 milliards d'euros.

Cette évolution s'explique par :

– des placements nets à l'étranger enregistrés dans le compte financier de la balance des paiements en 2001 pour un montant de 27,5 milliards d'euros ;

– un impact important des valorisations boursières et monétaires (61,6 milliards d'euros). L'évolution des marchés financiers en 2001 s'est traduite par une dépréciation des avoirs des résidents en actions étrangères un peu moins prononcée que ceux des non-résidents en actions françaises.

L'évolution de la position extérieure peut se décomposer de la façon suivante :

– la position créditrice des investissements directs est restée stable à 392,4 milliards d'euros. La baisse des marchés financiers a pesé tant sur la valeur des investissements des entreprises résidentes investies par l'étranger que sur ceux des filiales et participations étrangères d'entreprises résidentes ;

– le solde débiteur de la position-titres s'est réduit de 44,6 milliards d'euros à – 270,3 milliards d'euros. Les portefeuilles de titres étrangers des résidents ainsi que les titres français détenus par les non-résidents ont subi la dépréciation des indices boursiers ;

– les produits financiers dérivés ont dégagé un solde net de 5,7 milliards d'euros ;

– la position débitrice des autres investissements s'est améliorée, passant de – 64,8 milliards d'euros à fin 2000 à - 24,2 milliards d'euros à fin 2001 ;

– les avoirs de réserve ont diminué de 1,6 milliard d'euros.

Le solde net créditeur résulte d'une position débitrice en euros (330,4 milliards d'euros) et créditrice en devises (500,7 milliards d'euros).

Enfin, il est à noter que l'évaluation de la position extérieure transmise à la BCE sera différente, puisque les investissements directs seront pour cet exercice valorisés en valeur comptable. Avec cette méthode, la position extérieure nette est pratiquement équilibrée.

2

○ Méthodologie

21. Règles de présentation et d'établissement

211. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif - inscrit en crédit - traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

212. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste, dans un premier temps, à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement, permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Les bénéfices réinvestis désormais introduits, viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

22. Les résultats

221. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

– le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public) ;

– le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers) ;

– le secteur des autorités monétaires : Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres ;

– le secteur privé non bancaire renommé « Autres secteurs » (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non-résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

– les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier) ;

– les clients non-résidents (autres agents non-résidents).

222. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le V^{ème} Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

223. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

– des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire ;

– de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non-résidents ;

– des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ;

– d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises ;

– d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 570 entreprises (786 déclarants directs généraux, 1 565 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 219 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM [1], l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

– des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents ;

[1] La Banque de France élabore pour les besoins de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie Française des balances de paiements spécifiques qui ont aussi pour vocation de contribuer à l'élaboration de la Balance des paiements transmise au FMI.

– de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;
– d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile 152 millions d'euros et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects.[1]

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte des conséquences de la mise en place du marché unique européen depuis le 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne.
Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, et par l'amélioration de la prise en compte des opérations dites « sans paiement ».
Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mise en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation.

224. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en euros depuis 1999. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en euros sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.
En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre euro pour la période considérée (mois ou trimestre).

225. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales).
On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

226. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions courantes, financement...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément entraîner comme conclusion que les résultats sont mauvais ou bons, comme c'est parfois le cas.
Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :
– certains sont tirés directement de la présentation de la balance des paiements : solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme ;
– d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale : solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation ;
– enfin, le solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel, donne une approximation de la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3 ○ Définitions

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entres les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.
La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales - Direction de la balance des paiements).

Compte de transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :
Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),
Services,
Revenus des facteurs,
Autres biens et services,
Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons

[1]Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-mer (pas les territoires d'Outre-mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est ainsi en cohérence avec celui du territoire Douanier.

de toutes échéances et opérations sur produits dérivés) et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédit commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.
Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France) :

• *Au débit les opérations afférentes :*

– à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques ;
– à la souscription d'actions en nombre suffisant, lors de la constitution de sociétés non-résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;
– à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;
– à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers) ;
– aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales ;
– au maintien dans la société non-résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

• *Au crédit, la liquidation de ces investissements.*

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Non-résidents

Personnes physiques :
a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger[1] ;
b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France[2].
Personnes morales :
a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;
b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;
c) les organismes internationaux de caractère inter-gouvernemental installés en France.

OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a succédé à l'OECE, fondée pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall). L'OCDE regroupe une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et, depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne). L'OCDE, principal rassembleur de statistiques sur les pays développés, siège à Paris.

Pays du Maghreb

Algérie, Maroc, Tunisie.

Pays de l'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a été créée en 1960. Elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes unis, le Gabon, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweit, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuéla.

Pays de la zone franc

Burkina Faso, Bénin, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Comores, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

Résidents

Personnes physiques :
a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;
b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;
c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non-résident.
Personnes morales :
a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non-résidentes énumérées (cf. parties b et c des non-résidents) ;
b) les ambassades, missions diplomatiques, consulats français à l'étranger et les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la direction générale des Études et des Relations Internationales de la Banque de France.

Organismes :

– Banque de France : direction de la Balance des paiements.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : direction du Trésor.
– Fonds monétaire international (FMI).
– UE : Union européenne.

Publications :

– *Bulletin de la Banque de France :*
. « Le V[ème] manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure », n° 14, février 1995 ;
. « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays », n° 17, mai 1995 ;
. « Obligations statistiques pour l'Union monétaire », n° 36, décembre 1996 ;
. « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements », n° 40, avril 1997 ;
. « Les balances des paiements nationales en Union monétaire », n° 55, juillet 1998.
– *Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 2001*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie (direction du Trésor) et de la Banque de France (direction générale des Études et des Relations internationales). Ce document est accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

[1] Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

[2] Par « France » il faut entendre France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'Outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

– « *Balance des paiements de la France* », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin d'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.
– « *Balance of payments statistics* », Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.
– *Notes bleues de Bercy :*

« Les investissements directs étrangers dans les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) », n° 227, avril 2002 ;

« Balance des paiements en 2001 », n^{os} 229-230, mai 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU O.02-1

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	■ 1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**8 308**	**33 607**	**34 626**	**39 406**	**17 702**	**23 741**
1-1. Biens	**8 373**	**23 985**	**22 369**	**16 543**	**– 3 581**	**3 784**
Marchandises générales	7 098	22 528	21 085	15 153	– 3 949	3 518
Données douanières	10 242	24 989	21 974	15 467	– 3 028	3 266
Corrections	– 3 143	– 2 461	– 889	– 314	– 921	252
Avitaillement	271	320	258	169	– 50	– 426
Travail à façon et réparations	1 003	1 137	1 027	1 221	418	692
1-2. Services	**10 910**	**14 873**	**15 597**	**17 463**	**21 492**	**19 926**
Transports	– 597	201	423	909	641	928
Maritimes	– 832	– 1 102	– 1 207	– 785	– 1 040	– 678
Aériens	– 391	27	– 19	526	632	198
Autres	625	1 276	1 649	1 168	1 049	1 408
Voyages	8 521	8 871	9 769	12 000	14 074	13 624
Services de communication	50	– 28	– 10	108	200	66
Services de construction	1 575	1 873	2 026	1 718	1 447	1 344
Services d'assurances	210	216	– 367	– 205	1 771	294
Services financiers	150	73	– 92	– 40	– 217	– 415
Services d'informatique et d'information	– 119	32	127	97	66	167
Redevances et droits de licence	– 354	– 384	– 345	– 320	289	800
Autres services aux entreprises	2 063	4 991	4 853	3 915	4 200	4 267
Négoce international	1 313	3 248	2 904	3 056	3 149	3 860
Autres services commerciaux	– 1 078	– 1 081	– 889	– 1 002	– 1 219	– 813
Locations	– 237	– 73	– 129	– 312	– 449	– 636
Services divers aux entreprises	2 065	2 897	2 967	2 173	2 719	1 856
Services personnels, culturels et récréatifs	– 124	– 363	– 338	– 343	– 409	– 700
Services des administrations publiques	– 467	– 611	– 449	– 376	– 570	– 449
1-3. Autres biens et services	**2 730**	...	...	...	...	...
1-4. Revenus	**– 6 243**	**6 301**	**7 825**	**17 780**	**14 988**	**16 587**
1-4-1. Rémunérations des salariés	1 362	7 048	5 940	6 923	7 400	8 190
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 7 606	– 748	1 885	10 857	7 588	8 397
Investissements directs	– 517	5 051	5 494	14 907	8 339	14 047
Investissements de portefeuille	– 11 450	– 7 467	– 4 786	– 3 522	– 100	– 3 990
Autres	4 361	1 668	1 177	– 528	– 651	– 1 660
1-5. Transferts courants	**– 7 462**	**– 11 552**	**– 11 166**	**– 12 380**	**– 15 197**	**– 16 556**
Secteur des administrations publiques	– 7 579	– 7 140	– 7 334	– 7 169	– 9 144	– 9 783
Autres transferts	118	– 4 412	– 3 832	– 5 211	– 6 053	– 6 773
Envois de fonds des travailleurs	– 1 037	– 1 955	– 2 120	– 2 053	– 2 184	– 2 346
Autres transferts	1 154	– 2 457	– 1 712	– 3 158	– 3 869	– 4 427
2. COMPTE DE CAPITAL	**402**	**1 306**	**1 301**	**1 362**	**1 478**	**– 330**
2-1. Transferts en capital	**468**	**1 325**	**1 262**	**1 380**	**1 559**	**– 183**
Remises de dettes des administrations publiques	– 69	– 272	– 117	– 113	– 46	– 141
Autres transferts des administrations publiques	488	1 594	1 363	1 417	1 575	752
Remises de dettes des autres secteurs	– 2	– 52	– 40	20	– 32	– 901
Autres transferts des autres secteurs	50	56	56	56	62	107
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 66**	**– 20**	**39**	**– 18**	**– 81**	**– 147**
3. COMPTE FINANCIER	**– 6 156**	**– 38 292**	**– 45 509**	**– 37 473**	**– 31 098**	**– 27 496**
3-1. Investissements directs	**6 026**	**– 11 043**	**– 15 858**	**– 75 381**	**– 143 895**	**– 33 740**
Français à l'étranger	**– 11 989**	**– 31 662**	**– 43 720**	**– 119 069**	**– 190 491**	**– 92 547**
Capital social	– 6 099	– 16 077	– 21 620	– 82 363	– 151 101	– 52 165
Bénéfices réinvestis	2 328	– 1 665	– 4 777	– 11 676	– 5 688	– 6 252
Autres opérations	– 8 218	– 13 920	– 17 323	– 25 030	– 33 702	– 34 130
Étrangers en France	**18 015**	**20 619**	**27 862**	**43 688**	**46 596**	**58 806**
Capital social	8 999	11 575	15 228	18 228	29 861	20 204
Bénéfices réinvestis	– 546	476	1 819	1 788	2 280	3 108
Autres opérations	9 562	8 569	10 816	23 672	14 455	35 494

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	■ 1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
3-2. Investissements de portefeuille	**4 755**	**– 23 038**	**– 41 900**	**– 7 132**	**40 019**	**20 989**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 5 051**	**– 54 594**	**– 95 376**	**– 117 776**	**– 104 985**	**– 93 017**
3-2-1-1. Actions	1 416	– 8 849	– 22 206	– 19 752	– 35 434	– 19 252
Secteur bancaire	–	– 3 104	– 14 095	– 8 638	– 2 580	2 311
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 416	– 5 745	– 8 111	– 11 114	– 32 854	– 21 563
3-2-1-2. Obligations et assimilés	– 11 942	– 39 594	– 56 359	– 68 036	– 60 427	– 62 631
Secteur bancaire	–	– 22 550	– 28 087	– 25 418	– 43 059	– 15 912
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 11 942	– 17 044	– 27 662	– 42 618	– 17 368	– 46 719
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	4 729	– 6 151	– 17 421	– 29 988	– 9 124	– 11 134
Secteur bancaire	6 058	13	– 4 105	– 8 649	8 952	– 1 719
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 1 328	– 6 164	– 13 316	– 21 339	– 18 076	– 9 415
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets) (1)	746	–	–	–	–	–
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**9 806**	**31 556**	**53 476**	**110 644**	**145 004**	**114 006**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	5 153	10 514	15 467	47 118	55 989	12 196
Secteur bancaire	–	1 045	93	2 787	– 2 368	4 428
Autres secteurs (y compris OPCVM)	5 153	9 470	15 374	44 331	58 357	7 768
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 076	14 508	42 089	53 906	76 387	93 647
Secteur des administrations publiques	–	4 966	38 665	33 635	39 625	31 024
Secteur bancaire	–	4 030	– 503	8 254	16 369	21 288
Autres secteurs (y compris OPCVM)	2 076	5 511	3 927	12 017	20 393	41 335
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	2 578	6 535	– 4 080	9 620	12 628	8 163
Secteur des administrations publiques	–	5 904	– 2 693	– 955	3 709	3 134
Secteur bancaire	1 424	– 625	211	7 032	3 825	14 298
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 154	1 255	– 1 598	3 543	5 094	– 9 269
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	–	–	–	–	–
3-3. Autres investissements	**– 16 381**	**– 2 567**	**30 237**	**45 267**	**65 064**	**– 23 291**
3-3-1. Avoirs	**– 31 394**	**– 48 042**	**21 044**	**– 20 617**	**– 417**	**– 61 494**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	– 5 008	– 8 985	– 7 212	– 3 894	1 101	744
3-3-1-2. Prêts	– 26 018	– 38 776	29 251	– 16 469	– 1 160	– 62 207
Autorités monétaires	368	– 365	– 23	– 8 139	– 5 743	– 14 302
Administrations publiques	– 56	1 319	1 752	404	553	171
Secteur bancaire	– 33 550	– 41 977	35 414	– 8 138	5 431	– 46 105
Autres secteurs	7 220	2 246	– 7 892	– 596	– 1 401	– 1 971
3-3-1-3. Autres avoirs	– 368	– 281	– 994	– 254	– 358	– 31
Administrations publiques	– 449	– 281	– 994	– 254	– 358	– 31
Autres secteurs	81	–	–	–	–	–
3-3-2. Engagements	**15 013**	**45 476**	**9 193**	**65 884**	**65 481**	**38 203**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	2 143	1 909	1 660	– 1 311	3 480	– 800
3-3-2-2. Prêts	12 707	43 566	7 533	67 195	62 001	39 003
Autorités monétaires	184	117	274	26 046	– 25 591	1 305
Administrations publiques	763	4 285	107	2 706	3 209	1 577
Secteur bancaire	11 130	35 805	5 198	37 427	61 056	41 607
Autres secteurs	631	3 360	1 954	1 016	23 327	– 5 486
3-3-2-3. Autres engagements	163	–	–	–	–	–
Administrations publiques	–	–	–	–	–	–
Autres secteurs	163	–	–	–	–	–
3-4. Produits financiers dérivés	**–**	**3 581**	**– 356**	**– 1 314**	**5 050**	**2 784**
Institutions monétaires et financières	–	3 581	– 356	– 1 314	5 050	2 784
3-5. Avoirs de réserve	**– 556**	**– 5 226**	**– 17 631**	**1 087**	**2 664**	**5 763**
Or	–	–	– 5 102	1 263	–	–
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 468	– 45	– 81	618	– 85	– 90
Position de réserve au FMI	– 264	– 305	– 1 270	– 984	684	– 1 030
Devises étrangères	175	– 4 875	– 11 178	190	2 065	6 883
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**– 2 553**	**3 379**	**9 582**	**– 3 295**	**11 918**	**4 084**

(1) Soldes : recettes - dépenses. Les années 1997 et 1998 sont révisées et alignées sur la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 : les produits dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	*r* 2000			2001		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**505 120**	**487 418**	**17 702**	**521 874**	**498 133**	**23 741**
1-1. Biens	**322 787**	**326 368**	**– 3 581**	**324 612**	**320 828**	**3 784**
Marchandises générales	312 338	316 287	**– 3 949**	314 004	310 486	**3 518**
Données douanières	324 414	327 442	**– 3 028**	326 724	323 458	**3 266**
Corrections	– 12 076	– 11 155	**– 921**	– 12 720	– 12 972	**252**
Avitaillement	1 282	1 332	**– 50**	824	1 250	**– 426**
Travail à façon et réparations	9 167	8 749	**418**	9 784	9 092	**692**
1-2. Services	**87 487**	**65 995**	**21 492**	**89 581**	**69 655**	**19 926**
Transports	20 078	19 437	**641**	20 134	19 206	**928**
Maritimes	4 115	5 155	**– 1 040**	4 864	5 542	**– 678**
Aériens	9 899	9 267	**632**	8 925	8 727	**198**
Autres	6 064	5 015	**1 049**	6 345	4 937	**1 408**
Voyages	33 301	19 227	**14 074**	33 679	20 055	**13 624**
Services de communication	1 444	1 244	**200**	1 763	1 697	**66**
Services de construction	3 105	1 658	**1 447**	3 122	1 778	**1 344**
Services d'assurances	1 443	– 328	**1 771**	997	703	**294**
Services financiers	1 366	1 583	**– 217**	1 220	1 635	**– 415**
Services d'informatique et d'information	874	808	**66**	1 248	1 081	**167**
Redevances et droits de licence	2 511	2 222	**289**	2 910	2 110	**800**
Autres services aux entreprises	20 995	16 795	**4 200**	22 327	18 060	**4 267**
Négoce international	3 149	–	**3 149**	3 860	–	**3 860**
Autres services commerciaux	1 841	3 060	**– 1 219**	1 869	2 682	**– 813**
Locations	499	948	**– 449**	551	1 187	**– 636**
Services divers aux entreprises	15 506	12 787	**2 719**	16 047	14 191	**1 856**
Services personnels, culturels et récréatifs	1 731	2 140	**– 409**	1 596	2 296	**– 700**
Services des administrations publiques	639	1 209	**– 570**	585	1 034	**– 449**
1-3. Autres biens et services	–	–	–	–	–	–
1-4. Revenus	**76 346**	**61 358**	**14 988**	**88 760**	**72 083**	**16 587**
1-4-1. Rémunérations des salariés	8 580	1 180	**7 400**	9 423	1 233	**8 190**
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	67 766	60 178	**7 588**	79 247	70 850	**8 397**
Investissements directs	13 889	5 550	**8 339**	21 739	7 692	**14 047**
Investissements de portefeuille	27 986	28 086	**– 100**	30 832	34 822	**– 3 990**
Autres	25 891	26 542	**– 651**	26 676	28 336	**– 1 660**
1-5. Transferts courants	**18 500**	**33 697**	**– 15 197**	**19 011**	**35 567**	**– 16 556**
Secteur des administrations publiques	12 001	21 145	**– 9 144**	11 881	21 664	**– 9 783**
Autres secteurs	6 499	12 552	**– 6 053**	7 130	13 903	**– 6 773**
Envois de fonds des travailleurs	739	2 923	**– 2 184**	838	3 184	**– 2 346**
Autres transferts	5 760	9 629	**– 3 869**	6 292	10 719	**– 4 427**
2. COMPTE DE CAPITAL	**2 053**	**575**	**1 478**	**1 242**	**1 572**	**– 330**
2-1. Transferts en capital	**2 021**	**462**	**1 559**	**1 213**	**1 396**	**– 183**
Remises de dettes des administrations publiques	–	46	**– 46**	–	141	**– 141**
Autres transferts des administrations publiques	1 755	180	**1 575**	932	180	**752**
Remises de dettes des autres secteurs	11	43	**– 32**	2	903	**– 901**
Autres transferts des autres secteurs	255	193	**62**	279	172	**107**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**32**	**113**	**– 81**	**29**	**176**	**– 147**
3. COMPTE FINANCIER	**3 497 368**	**3 528 466**	**– 31 098**	**4 117 261**	**4 144 757**	**– 27 496**
3-1. Investissements directs	**66 260**	**210 155**	**– 143 895**	**78 152**	**111 893**	**– 33 740**
Français à l'étranger	**10 230**	**200 721**	**– 190 491**	**13 774**	**106 321**	**– 92 547**
Capital social	10 230	161 331	**– 151 101**	13 774	65 939	**– 52 165**
Bénéfices réinvestis	–	5 688	**– 5 688**	–	6 252	**– 6 252**
Autres opérations	–	33 702	**– 33 702**	–	34 130	**– 34 130**
Étrangers en France	**56 030**	**9 434**	**46 596**	**64 378**	**5 572**	**58 806**
Capital social	39 295	9 434	**29 861**	25 776	5 572	**20 204**
Bénéfices réinvestis	2 280	–	**2 280**	3 108	–	**3 108**
Autres opérations	14 455	–	**14 455**	35 494	–	**35 494**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	*r* 2000			2001		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**3 325 152**	**3 285 133**	**40 019**	**3 984 038**	**3 963 049**	**20 989**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**1 877 277**	**1 982 262**	**– 104 985**	**2 423 794**	**2 516 811**	**– 93 017**
3-2-1-1. Actions	431 188	466 622	**– 35 434**	395 879	415 131	**– 19 252**
Secteur bancaire	–	2 580	**– 2 580**	2 311	–	**2 311**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	–	32 854	**– 32 854**	–	21 563	**– 21 563**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	1 171 163	1 231 590	**– 60 427**	1 523 286	1 585 917	**– 62 631**
Secteur bancaire	–	43 059	**– 43 059**	–	15 912	**– 15 912**
Autres secteurs	–	17 368	**– 17 368**	–	46 719	**– 46 719**
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	274 926	284 050	**– 9 124**	504 629	515 763	**– 11 134**
Secteur bancaire	8 952	–	**8 952**	–	1 719	**– 1 719**
Autres secteurs	–	18 076	**– 18 076**	–	9 415	**– 9 415**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**1 447 875**	**1 302 871**	**145 004**	**1 560 244**	**1 446 238**	**114 006**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	791 204	735 215	**55 989**	630 457	618 261	**12 196**
Secteur bancaire	51 898	54 266	**– 2 368**	52 562	48 134	**4 428**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	739 306	680 949	**58 357**	577 895	570 127	**7 768**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	445 704	369 317	**76 387**	617 376	523 729	**93 647**
Secteur des administrations publiques	310 285	270 660	**39 625**	420 757	389 733	**31 024**
Secteur bancaire	73 732	57 363	**16 369**	91 926	70 638	**21 288**
Autres secteurs	61 687	41 294	**20 393**	104 693	63 358	**41 335**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	210 967	198 339	**12 628**	312 411	304 248	**8 163**
Secteur des administrations publiques	39 855	36 146	**3 709**	54 404	51 270	**3 134**
Secteur bancaire	60 382	56 557	**3 825**	141 914	127 616	**14 298**
Autres secteurs	110 730	105 636	**5 094**	116 093	125 362	**– 9 269**
3-3. Autres investissements	**98 157**	**33 093**	**65 064**	**45 404**	**68 695**	**– 23 291**
3-3-1. Avoirs	**7 085**	**7 502**	**– 417**	**915**	**62 409**	**– 61 494**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	1 101	–	**1 101**	744	–	**744**
3-3-1-2. Prêts	5 984	7 144	**– 1 160**	171	62 378	**– 62 207**
Autorités monétaires	–	5 743	**– 5 743**	–	14 302	**– 14 302**
Administrations publiques	553	–	**553**	171	–	**171**
Secteur bancaire	5 431	–	**5 431**	–	46 105	**– 46 105**
Autres secteurs	–	1 401	**– 1 401**	–	1 971	**– 1 971**
3-3-1-3. Autres avoirs	–	358	**– 358**	–	31	**– 31**
Administrations publiques	–	358	**– 358**	–	31	**– 31**
Autres secteurs	–	–	**–**	–	–	**–**
3-3-2. Engagements	**91 072**	**25 591**	**65 481**	**44 489**	**6 286**	**38 203**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	3 480	–	**3 480**	–	800	**– 800**
3-3-2-2. Prêts	87 592	25 591	**62 001**	44 489	5 486	**39 003**
Autorités monétaires	–	25 591	**– 25 591**	1 305	–	**1 305**
Administrations publiques	3 209	–	**3 209**	1 577	–	**1 577**
Secteur bancaire	61 056	–	**61 056**	41 607	–	**41 607**
Autres secteurs	23 327	–	**23 327**	–	5 486	**– 5 486**
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	**–**	–	–	**–**
3-4. Produits financiers dérivés (1)	**5 050**	**–**	**5 050**	**2 784**	**–**	**2 784**
Institutions monétaires et financières	5 050	–	**5 050**	2 784	–	**2 784**
3-5. Avoirs de réserve	**2 749**	**85**	**2 664**	**6 883**	**1 120**	**5 763**
Or	–	–	**–**	–	–	**–**
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	85	**– 85**	–	90	**– 90**
Position de réserve au FMI	684	–	**684**	–	1 030	**– 1 030**
Devises étrangères	2 065	–	**2 065**	6 883	–	**6 883**
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	**–**	–	–	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**11 918**	**–**	**11 918**	**4 084**	**–**	**4 084**
TOTAL GÉNÉRAL	**4 016 459**	**4 016 459**	**–**	**4 644 461**	**4 644 461**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 (V[ème] manuel du FMI) : les produits financiers dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-3

Transactions (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP en 2001

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	Pays membres de l'UE		OCDE		Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**311 572**	**304 303**	**430 213**	**410 487**	**17 987**	**13 568**
1-1. Biens	**197 501**	**192 120**	**261 626**	**257 722**	**12 421**	**10 671**
Marchandises générales	...	...	...	...	...	...
Avitaillement	...	...	...	...	...	...
Travail à façon et réparations	...	...	...	...	...	...
1-2. Services	**41 571**	**35 300**	**72 426**	**57 048**	**3 594**	**1 303**
Transports	8 594	8 437	15 064	14 252	579	665
Voyages	18 407	10 022	29 368	16 380	1 567	251
Services de communication	933	1 054	1 452	1 555	31	24
Services de construction	712	800	1 300	1 368	564	75
Services d'assurances	471	487	837	615	– 7	11
Services financiers	602	909	1 042	1 508	30	8
Services d'informatique et d'information	623	496	1 189	1 070	–	1
Redevances et droits de licence	1 007	998	2 651	2 070	18	4
Autres services aux entreprises	9 073	10 600	17 777	15 670	778	216
Services personnels, culturels et récréatifs	878	1 301	1 434	2 192	9	6
Services des administrations publiques	270	195	312	368	26	42
1-4. Revenus	**56 773**	**51 227**	**77 853**	**66 661**	**1 919**	**497**
1-4-1. Rémunérations des salariés	4 951	818	8 832	1 087	39	22
1-4-2. Revenus des investissements	51 822	50 409	69 021	65 573	1 880	475
1-5. Transferts courants	**15 727**	**25 657**	**18 308**	**29 056**	**53**	**1 097**
Secteur des administrations publiques	11 186	17 424	11 744	17 850	8	677
Autres secteurs	4 541	8 233	6 564	11 205	45	420
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 124**	**296**	**1 215**	**1 159**	**3**	**2**
3. COMPTE FINANCIER	...	...	...	...	...	...
3-1. Investissements directs	...	...	...	...	...	...
Français à l'étranger	...	...	...	...	...	...
Étrangers en France	...	...	...	...	...	...
3-2. Investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	...	...	...	...	...	...
3-2-1-1. Actions	...	...	...	...	...	...
3-2-1-2. Obligations	...	...	...	...	...	...
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...	...	...
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...	...	...
3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)	...	...	...	...	...	...
3-2-2-1. Actions	...	...	...	...	...	...
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	...	...	...	...	...
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...	...	...
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...	...	...
3-3. Autres investissements	...	...	...	...	...	...
3-3-1. Avoirs	...	...	...	...	...	...
3-3-1-2. Prêts	...	...	...	...	...	...
3-3-1-3. Autres avoirs	...	...	...	...	...	...
3-3-2. Engagements	...	...	...	...	...	...
3-3-2-2. Prêts	...	...	...	...	...	...
3-3-2-3. Autres engagements	...	...	...	...	...	...
3-4. Avoirs de réserve	...	...	...	...	...	...
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	...	...	...	...	...	...
TOTAL	...	...	...	...	...	...

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V[ème] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-4

Transactions entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc en 2001 (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	Pays du Maghreb		Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**12 240**	**12 319**	**6 297**	**3 318**
1-1. Biens	**8 696**	**7 325**	**3 340**	**1 713**
Marchandises générales	...	...	...	...
Avitaillement	...	...	...	...
Travail à façon et réparations	...	...	...	...
1-2. Services	**3 021**	**2 345**	**1 750**	**984**
Transports	427	911	478	201
Voyages	1 434	1 166	639	405
Services de communication	51	7	44	7
Services de construction	129	8	171	34
Services d'assurances	23	19	33	18
Services financiers	18	5	11	4
Services d'informatique et d'information	13	1	3	1
Redevances et droits de licence	14	9	19	5
Autres services aux entreprises	861	174	281	163
Services personnels, culturels et récréatifs	16	11	16	7
Services des administrations publiques	35	33	54	139
1-4. Revenus	**449**	**76**	**1 122**	**114**
1-4-1. Rémunérations des salariés	69	31	147	25
1-4-2. Revenus des investissements	380	44	975	89
1-5. Transferts courants	**74**	**2 574**	**85**	**506**
Secteur des administrations publiques	12	1 043	6	286
Autres secteurs	62	1 531	79	220
2. COMPTE DE CAPITAL	**5**	**95**	**3**	**14**
3. COMPTE FINANCIER	...	...	...	...
3-1. Investissements directs	...	...	...	...
Français à l'étranger	...	...	...	...
Étrangers en France	...	...	...	...
3-2. Investissements de portefeuille	...	...	...	...
3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	...	...	...	...
3-2-1-1. Actions	...	...	...	...
3-2-1-2. Obligations	...	...	...	...
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...
3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)	...	...	...	...
3-2-2-1. Actions	...	...	...	...
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	...	...	...
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	...	...	...	...
3-3. Autres investissements	...	...	...	...
3-3-1. Avoirs	...	...	...	...
3-3-1-2. Prêts	...	...	...	...
3-3-1-3. Autres avoirs	...	...	...	...
3-3-2. Engagements	...	...	...	...
3-3-2-2. Prêts	...	...	...	...
3-3-2-3. Autres engagements	...	...	...	...
3-4. Avoirs de réserve	...	...	...	...
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	...	...	...	...
TOTAL	...	...	...	...

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (V^{ème} manuel du FMI).

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Total des opérations avec l'Union européenne (hors FED) (1)	**– 2 247**	**– 1 593**	**– 2 347**	**– 1 659**	**– 935**	**– 1 103**
Total des recettes	**9 804**	**11 847**	**11 758**	**12 256**	**641**	**470**
dont : FEOGA-Orientation (2)	248	525	956	673	33	2
FEOGA-Garanties (2)	8 339	9 169	9 073	9 444	212	256
FSE (3)	632	721	962	1 002	200	172
FEDER (4)	424	1 251	590	926	150	19
Total des contributions	**12 051**	**13 440**	**14 105**	**13 914**	**1 576**	**1 573**
dont : Versement TVA	7 174	6 321	5 859	5 175	838	761
Versement PNB	2 485	4 802	5 968	6 018	379	516
Droits de douanes	1 518	1 426	1 381	1 317	134	107
Cotisation sucrière	372	309	300	184	160	50
Fonds européen de développement (net)	**– 387**	**– 294**	**– 316**	**– 266**	**–**	**–**
Impôts, taxes et divers	**59**	**111**	**36**	**9**	**–**	**–**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 2 575**	**– 1 776**	**– 2 627**	**– 1 916**	**– 935**	**– 1 103**
Total des recettes	9 877	13 006	11 806	12 267	641	470
Total des contributions	12 452	14 783	14 433	14 183	1 576	1 573
Recettes du Gouvernement français (5)	**189**	**174**	**168**	**155**	**29**	**16**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 2 386**	**– 1 603**	**– 2 459**	**– 1 762**	**– 906**	**– 1 087**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen.
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douane : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2001

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total	*dont* :			**Total**	*dont* :		
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union européenne :								
Allemagne	**– 4 175**	– 8 890	453	5 388	...	...	...	...
Autriche	**333**	52	62	276	...	...	...	...
U.E.B.L. (2)	**– 2 222**	949	3 424	– 5 850	...	...	...	...
Danemark	**220**	34	244	– 52	...	...	...	...
Espagne	**5 779**	8 815	– 4 412	1 852	...	...	...	...
Finlande	**– 208**	– 593	32	352	...	...	...	...
Grèce	**2 381**	2 092	– 138	453	...	...	...	...
Irlande	**– 2 081**	– 2 129	96	36	...	...	...	...
Italie	**2 175**	– 1 321	827	3 027	...	...	...	...
Pays-Bas	**2 317**	– 2 445	1 161	3 641	...	...	...	...
Portugal	**790**	– 1 516	33	866	...	...	...	...
Royaume-Uni	**5 839**	6 788	4 038	– 4 715	...	...	...	...
Suède	**704**	512	155	61	...	...	...	...
Australie	**796**	648	– 20	196	...	...	...	...
Canada	**1 667**	994	224	505	...	...	...	...
États-Unis	**8 128**	833	5 200	2 200	...	...	...	...
Islande	**– 2**	– 14	7	8	...	...	...	...
Japon	**– 2 950**	– 4 864	1 423	433	...	...	...	...
Norvège	**– 5 009**	5 645	64	581	...	...	...	...
Nouvelle-Zélande	**– 52**	– 43	– 10	2	...	...	...	...
Suisse	**6 040**	3 861	1 809	829	...	...	...	...
Turquie	**111**	– 90	11	301	...	...	...	...

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
U.E.B.L. (1) :							
Compte de transactions courantes	10,64	10,84	10,73	12,38	10,94	12,55	12,86
Compte de capital	–	0,29	0,14	0,36	– 0,10	0,01	– 0,44
Compte financier	– 8,62	– 9,83	– 9,56	– 10,76	– 14,43	– 14,97	– 12,70
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,19	– 0,18	– 0,46	– 0,94	1,88	1,75	1,69
Erreurs et omissions (nettes)	– 1,84	– 1,12	– 0,85	– 1,04	1,70	0,66	– 1,42
Danemark :							
Compte de transactions courantes	2,70	1,41	2,41	0,82	– 1,81	2,86	3,64
Compte de capital	–	–	–	0,11	0,04	0,95	– 0,02
Compte financier	– 4,78	– 0,33	1,47	7,56	– 1,34	5,69	– 6,68
Avoirs de réserves (bruts)	1,57	– 1,90	– 2,78	– 5,81	3,81	– 8,86	6,13
Erreurs et omissions (nettes)	0,51	0,82	– 1,10	– 2,68	– 0,71	– 0,64	– 3,08
France :							
Compte de transactions courantes	6,28	8,25	16,03	33,63	33,91	32,89	22,22
Compte de capital	– 3,54	0,39	0,96	1,32	1,32	1,47	1,51
Compte financier	– 4,05	– 5,58	– 17,42	– 35,36	– 27,95	– 33,91	– 32,87
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,07	– 0,54	– 0,19	– 5,29	– 17,83	1,30	2,64
Erreurs et omissions (nettes)	3,38	– 2,52	0,62	5,69	10,55	– 1,76	6,50
Allemagne :							
Compte de transactions courantes	– 17,72	– 14,40	– 6,22	– 2,58	– 4,10	– 16,84	– 20,31
Compte de capital	0,13	– 2,08	– 1,70	–	0,65	– 0,15	15,03
Compte financier	25,76	33,47	12,58	0,45	7,54	– 37,99	14,33
Avoirs de réserves (bruts)	1,73	– 11,48	0,94	3,35	– 3,61	13,25	5,67
Erreurs et omissions (nettes)	– 9,89	– 5,49	– 5,60	– 1,21	– 0,48	41,73	– 14,72
Grèce :							
Compte de transactions courantes	– 0,12	– 2,18	– 3,55	– 4,32	...	– 6,85	– 9,22
Compte de capital	–	–	–	–	...	2,08	1,98
Compte financier	5,84	2,41	6,75	0,11	...	7,02	10,17
Avoirs de réserves (bruts)	– 5,34	0,02	– 3,29	4,02	...	– 2,29	– 2,42
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,38	– 0,24	0,09	0,20	...	0,04	– 0,52
Irlande :							
Compte de transactions courantes	1,34	1,31	1,60	1,66	0,91	0,33	– 0,56
Compte de capital	0,33	0,62	0,61	0,77	1,10	0,56	1,03
Compte financier	– 3,35	– 0,02	– 2,17	– 6,66	4,22	– 3,65	8,35
Avoirs de réserves (bruts)	0,15	– 1,78	0,04	0,99	– 2,89	1,85	– 0,11
Erreurs et omissions (nettes)	1,54	– 0,13	– 0,08	3,24	– 3,34	0,91	– 8,71
Italie :							
Compte de transactions courantes	11,18	19,08	31,19	28,83	17,99	7,61	– 5,32
Compte de capital	0,87	1,27	0,05	3,06	2,12	2,78	2,70
Compte financier	– 12,03	– 2,20	– 6,22	– 6,12	– 16,26	– 16,35	7,05
Avoirs de réserves (bruts)	– 1,33	– 2,13	– 9,29	– 11,70	19,31	7,56	– 3,05
Erreurs et omissions (nettes)	1,31	– 16,02	– 15,73	– 14,07	– 23,16	– 1,61	– 1,38
Pays-Bas :							
Compte de transactions courantes	14,64	19,64	17,66	23,81	14,68	14,24	12,92
Compte de capital	– 0,85	– 0,83	– 1,58	– 1,15	– 0,36	– 0,20	0,62
Compte financier	– 8,44	– 14,34	– 4,63	– 12,75	– 7,95	– 23,41	– 2,75
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,42	1,45	4,44	2,41	2,10	4,33	– 0,21
Erreurs et omissions (nettes)	– 4,93	– 5,92	– 15,88	– 12,32	– 8,48	5,04	– 10,58
Royaume-Uni :							
Compte de transactions courantes	– 1,73	– 4,54	– 0,56	9,64	– 0,13	– 15,00	– 22,96
Compte de capital	0,04	0,64	0,89	1,17	0,71	1,22	2,76
Compte financier	– 6,49	0,90	1,89	– 22,68	– 7,02	16,41	29,28
Avoirs de réserves (bruts)	– 1,27	0,65	0,51	3,47	0,23	0,98	– 4,97
Erreurs et omissions (nettes)	9,45	2,36	– 2,72	8,40	6,22	– 3,60	– 4,11

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
Espagne :							
Compte de transactions courantes	− 5,41	0,60	0,32	2,23	− 2,82	− 12,92	− 16,20
Compte de capital	1,95	4,57	5,14	5,73	5,69	6,54	4,53
Compte financier	3,80	− 6,05	15,71	7,61	− 12,73	− 10,32	15,99
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,03	4,88	− 18,93	− 10,46	12,91	21,45	2,70
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,31	− 4,00	− 2,23	− 5,11	− 3,05	− 4,75	− 7,02
Portugal :							
Compte de transactions courantes	− 1,86	− 0,10	− 3,53	− 5,61	− 7,39	− 9,14	− 10,34
Compte de capital	−	−	1,75	2,38	2,29	2,31	1,42
Compte financier	0,89	2,30	3,43	5,65	6,05	8,41	10,45
Avoirs de réserves (bruts)	1,21	0,23	− 0,56	− 1,11	− 0,46	− 0,20	− 0,35
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,24	− 2,43	− 1,09	− 1,31	− 0,49	− 1,37	− 1,19
Suisse :							
Compte de transactions courantes	14,89	16,59	16,42	23,74	23,86	26,43	30,54
Compte de capital	− 0,12	− 0,10	− 0,10	− 0,07	− 0,27	− 0,48	− 1,58
Compte financier	− 10,20	− 6,83	− 18,98	− 20,33	− 19,17	− 34,80	− 28,28
Avoirs de réserves (bruts)	− 0,85	− 0,02	− 1,97	− 1,92	− 1,06	2,33	3,76
Erreurs et omissions (nettes)	− 3,70	− 9,64	4,63	− 1,42	− 3,36	6,53	− 4,44
Canada :							
Compte de transactions courantes	− 11,02	− 3,29	2,63	− 8,96	− 10,01	− 2,13	11,89
Compte de capital	6,35	3,77	4,55	4,83	3,00	3,22	3,16
Compte financier	4,37	− 0,97	− 7,24	3,41	8,45	− 1,75	− 10,27
Avoirs de réserves (bruts)	0,33	− 2,06	− 4,29	2,13	− 4,49	− 5,57	− 3,49
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,02	2,56	4,34	− 1,42	3,06	6,24	− 1,28
États-Unis :							
Compte de transactions courantes	− 100,39	− 83,29	− 96,16	− 125,05	− 195,28	− 304,47	− 417,39
Compte de capital	− 0,40	0,28	0,54	0,31	0,58	− 3,29	0,64
Compte financier	105,47	93,63	117,85	239,38	138,13	345,33	416,34
Avoirs de réserves (bruts)	4,53	− 7,42	5,20	− 0,90	− 6,05	8,19	− 0,28
Erreurs et omissions (nettes)	− 9,21	− 3,21	− 27,43	− 113,74	62,63	− 45,77	0,69
Japon :							
Compte de transactions courantes	101,58	86,60	51,38	83,95	108,55	100,31	109,70
Compte de capital	− 1,44	− 1,74	− 2,57	− 3,60	− 13,00	− 15,46	− 8,69
Compte financier	− 66,37	− 49,90	− 21,91	− 105,04	− 105,01	− 29,20	− 70,90
Avoirs de réserves (bruts)	− 19,71	− 45,71	− 27,40	− 5,85	5,54	− 71,58	− 45,94
Erreurs et omissions (nettes)	− 14,06	10,75	0,51	30,54	3,91	15,93	15,83

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1995	■ 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
1. Agriculture et pêche	**– 18**	**– 1**	**– 6**	**– 14**	**– 4**	**– 17**	**– 25**	**– 58**
2. Mines et carrières	**– 1 004**	**– 633**	**– 28**	**– 60**	**– 66**	**– 17**	**– 9**	**– 23**
Houille, pétrole, gaz	– 908	– 536	5	– 33	– 46	24	–	– 14
Autres produits issus de l'extraction	– 96	– 97	– 34	– 27	– 20	– 41	– 9	– 9
3. Produits manufacturés	**– 8 624**	**– 2 809**	**– 6 577**	**– 8 033**	**– 9 137**	**– 15 351**	**– 19 441**	**– 12 572**
Produits alimentaires	– 1 816	– 411	– 798	– 1 157	– 568	47	– 1 321	– 587
Textiles et habillement	– 246	– 123	– 119	– 160	– 377	103	– 57	– 187
Bois, édition et imprimerie	– 453	– 87	– 365	– 152	– 118	– 124	– 200	– 729
Produits pétroliers raffinés et autres	– 13	– 28	– 353	– 635	111	– 274	24	– 208
Produits chimiques	– 2 174	– 925	– 3 427	– 2 195	– 1 509	– 1 315	– 2 661	– 2 332
Caoutchouc et matières plastiques	– 64	– 535	– 244	– 143	– 49	– 517	– 530	– 257
Métaux ferreux et non ferreux	– 815	– 93	– 388	– 243	– 858	– 973	36	– 614
Construction mécanique	– 205	– 70	– 172	– 702	– 244	– 193	– 218	– 334
Équipement bureau et informatique	– 210	– 116	1	534	114	– 527	– 572	– 187
Matériel de communication	– 1 410	– 273	– 353	– 115	5	– 488	– 481	157
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 561	– 124	662	– 27	– 967	– 4 409	– 6 784	– 2 343
Autres produits manufacturés	– 657	– 26	– 1 020	– 3 038	– 4 677	– 6 681	– 6 677	– 4 951
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 232**	**– 601**	**– 666**	**– 122**	**– 1 732**	**– 17 371**	**– 28 853**	**– 972**
5. Bâtiment et génie civil	**– 336**	**– 173**	**– 547**	**– 753**	**– 451**	**– 411**	**– 287**	**– 559**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 1 146**	**– 431**	**– 4 007**	**– 4 148**	**– 5 085**	**– 4 834**	**– 5 711**	**– 9 148**
7. Restauration et hébergement	**– 1 183**	**– 274**	**– 376**	**– 220**	**– 226**	**– 124**	**– 19**	**– 60**
8. Transports et communications	**– 156**	**– 136**	**– 384**	**– 920**	**– 1 206**	**– 2 350**	**– 54 257**	**1 840**
Transports intérieurs	– 17	– 10	– 9	– 124	– 176	– 1 176	– 275	– 241
Transports maritimes et cabotage	– 11	– 17	– 61	14	50	2	– 29	– 3
Transport aérien	– 12	104	6	61	74	– 38	85	– 8
Télécommunications	– 39	– 69	– 302	– 755	– 808	– 739	– 53 326	2 532
Autres transports et communications	– 78	– 143	– 17	– 116	– 346	– 399	– 712	– 440
9. Intermédiation financière	**– 6 528**	**– 1 495**	**– 2 181**	**– 2 029**	**– 6 513**	**– 13 175**	**– 16 478**	**– 17 116**
Intermédiation monétaire	...	...	– 688	– 1 856	– 2 860	– 3 533	– 2 544	– 5 903
Autre intermédiation financière	– 4 423	– 1 578	– 1 233	632	– 2 726	736	– 10 503	– 7 519
Assurances et activités annexes	– 2 106	82	– 189	– 62	– 216	– 177	– 506	– 143
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 3 075**	**– 1 469**	**– 7 372**	**– 12 181**	**– 14 665**	**– 52 292**	**– 59 002**	**– 46 448**
Opérations immobilières	– 449	– 107	– 138	4	– 1 579	– 345	– 489	– 4
Informatique	...	...	– 80	– 269	– 1 862	– 446	– 569	– 258
Recherche et développement	...	...	– 67	– 85	– 148	6	– 24	– 39
Autres activités commerciales	– 1 045	– 417	– 6 660	– 11 462	– 9 312	– 42 609	– 55 250	– 37 028
Publicité	...	...	– 54	– 47	– 506	– 1 085	– 115	– 711
Autres activités immobilières et commerciales	– 1 582	– 945	– 372	– 322	– 1 258	– 7 813	– 2 555	– 8 408
11. Autres services	**– 9**	**– 2**	**– 153**	**– 1 517**	**138**	**– 1 456**	**– 721**	**– 1 179**
12. Montants non ventilés	**– 181**	**– 83**	**– 360**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
TOTAL	**– 22 494**	**– 8 108**	**– 22 657**	**– 29 997**	**– 38 947**	**– 107 398**	**– 184 803**	**– 86 295**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1995	■ 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
1. Agriculture et pêche	**9**	**4**	**16**	**– 1**	**95**	**44**	**9**	**6**
2. Mines et carrières	**3**	**28**	**– 26**	**15**	**79**	**42**	**12**	**– 10**
Houille, pétrole, gaz	2	–	– 38	9	70	–	1	10
Autres produits issus de l'extraction	2	28	12	6	9	42	11	– 20
3. Produits manufacturés	**1 443**	**2 922**	**3 274**	**4 542**	**7 017**	**8 131**	**14 764**	**11 379**
Produits alimentaires	183	55	156	431	255	2 930	597	320
Textiles et habillement	38	77	132	202	595	149	129	78
Bois, édition et imprimerie	574	254	165	– 18	378	453	473	835
Produits pétroliers raffinés et autres	40	349	12	– 97	– 69	– 378	1 285	829
Produits chimiques	446	1 076	1 544	936	2 490	698	917	1 547
Caoutchouc et matières plastiques	70	102	– 149	327	231	383	96	311
Métaux ferreux et non ferreux	167	133	– 28	337	677	461	211	323
Construction mécanique	– 186	272	288	661	– 6	263	947	273
Équipement bureau et informatique	– 21	120	121	– 244	– 59	138	– 54	664
Matériel de communication	– 32	256	686	99	661	– 138	860	724
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	128	69	98	263	17	1 438	7 530	1 895
Autres produits manufacturés	35	157	249	1 645	1 847	1 734	1 773	3 580
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 2**	**–**	**146**	**– 792**	**– 16**	**1 008**	**492**	**979**
5. Bâtiment et génie civil	**– 4**	**17**	**538**	**650**	**561**	**– 7**	**53**	**75**
6. Récupération, réparation, commerce	**1 252**	**563**	**2 636**	**1 714**	**– 10 091**	**2 539**	**2 301**	**2 556**
7. Restauration et hébergement	**34**	**48**	**27**	**276**	**181**	**16**	**14**	**52**
8. Transports et communications	**94**	**185**	**686**	**610**	**2 639**	**– 285**	**1 854**	**5 526**
Transports intérieurs	39	89	19	6	44	18	58	35
Transports maritimes et cabotage	16	3	25	1	– 5	– 7	60	45
Transport aérien	–	3	56	51	221	28	– 9	78
Télécommunications	–	59	457	424	1 776	– 360	1 537	4 248
Autres transports et communications	39	31	130	128	603	36	208	1 120
9. Intermédiation financière	**2 433**	**2 388**	**2 420**	**4 270**	**9 013**	**4 359**	**9 127**	**4 875**
Intermédiation monétaire	...	...	34	326	265	– 366	5 603	530
Autre intermédiation financière	1 824	2 439	1 658	2 309	7 487	3 252	1 303	2 482
Assurances et activités annexes	609	– 51	366	1 021	259	855	472	346
10. Opérations immobilières et commerciales	**1 727**	**3 870**	**7 749**	**8 757**	**16 414**	**25 616**	**15 625**	**30 013**
Opérations immobilières	1 097	1 102	834	628	1 808	3 613	947	2 479
Informatique	...	...	218	86	370	927	1 895	579
Recherche et développement	...	...	62	72	254	52	100	547
Autres activités commerciales	352	1 821	5 331	7 144	13 121	19 055	10 415	22 485
Publicité	...	...	57	70	360	173	312	422
Autres activités immobilières et commerciales	277	947	1 246	757	501	1 796	1 956	3 501
11. Autres services	**7**	**13**	**31**	**102**	**151**	**433**	**66**	**246**
12. Montants non ventilés	**518**	**134**	**454**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
TOTAL	**7 512**	**10 173**	**17 951**	**20 144**	**26 043**	**41 896**	**44 317**	**55 697**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des études et des relations internationales)

Unité : Million d'euros

Pays	1990	1995	■ 1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)								
Investissements français en UE	– 15 117	– 3 747	– 11 561	– 15 724	– 15 849	– 73 254	– 108 752	– 59 334
Investissements UE en France	3 957	6 087	12 990	14 395	20 084	37 231	41 212	51 276
ALLEMAGNE								
Investissements français en Allemagne	– 1 767	– 850	– 2 046	– 3 687	– 2 191	– 28 338	– 3 517	– 9 278
Investissements allemands en France	1 006	1 365	1 060	3 009	8 315	3 080	3 550	8 734
U.E.B.L. (3)								
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 1 604	– 847	– 2 937	– 3 219	– 3 994	– 27 877	– 16 959	– 26 117
Investissements U.E.B.L. en France	687	500	3 058	1 714	3 625	11 734	1 870	14 322
DANEMARK								
Investissements français au Danemark	– 6	– 63	106	– 43	– 143	– 201	– 531	– 1 046
Investissements danois en France	38	36	48	79	100	278	1 152	116
ESPAGNE								
Investissements français en Espagne	– 2 428	– 364	– 810	– 1 164	– 882	– 809	– 1 794	– 2 761
Investissements espagnols en France	49	– 182	239	268	168	4 646	933	206
GRÈCE								
Investissements français en Grèce	– 106	– 30	– 54	– 58	811	16	– 100	– 68
Investissements grecs en France	3	2	– 79	23	5	– 6	6	6
IRLANDE								
Investissements français en Irlande	– 42	– 146	– 231	1 031	– 462	– 1 527	– 789	– 1 745
Investissements irlandais en France	37	27	579	536	216	1 188	357	715
ITALIE								
Investissements français en Italie	– 1 445	– 590	– 1 725	– 1 767	– 1 069	– 965	– 3 193	– 4 271
Investissements italiens en France	700	259	700	936	– 80	1 482	1 202	2 177
PAYS–BAS								
Investissements français aux Pays-Bas	– 3 355	– 382	– 1 820	– 878	– 3 496	– 2 923	– 17 301	– 2 696
Investissements des Pays-Bas en France	891	1 389	3 016	1 841	2 121	12 491	14 536	10 157
PORTUGAL								
Investissements français au Portugal	– 299	– 12	– 191	– 61	– 155	– 343	– 317	– 330
Investissements portugais en France	1	4	62	98	140	91	81	91
ROYAUME-UNI								
Investissements français au Royaume-Uni	– 4 222	– 411	– 1 291	– 5 947	– 3 483	– 9 923	– 62 863	– 9 010
Investissements du Royaume-Uni en France	704	2 450	3 296	5 797	4 941	1 234	16 641	12 684
SUISSE								
Investissements français en Suisse	– 553	– 278	– 430	– 1 563	– 4 085	– 2 522	– 1 384	– 1 373
Investissements suisses en France	380	223	1 486	1 897	– 534	3 110	520	1 097
ÉTATS-UNIS								
Investissements français aux États-Unis	– 4 843	– 1 438	– 4 522	– 7 449	– 6 818	– 22 502	– 32 844	– 15 171
Investissements des États-Unis en France	981	3 070	2 606	2 316	3 900	2 707	4 121	5 344
CANADA								
Investissements français au Canada	– 243	– 69	– 372	– 167	– 220	– 424	– 32 079	– 379
Investissements canadiens en France	54	40	323	85	293	152	98	– 53
JAPON								
Investissements français au Japon	– 26	– 22	– 148	– 49	– 62	– 5 183	– 2 474	– 310
Investissements japonais en France	992	130	79	232	103	278	26	262

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15 depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

COLLECTION RÉFÉRENCES
la signature de l'Insee

DONNÉES SOCIALES
La société française

37,30 € - 672 pages

LA FRANCE ET SES RÉGIONS

12 € - 236 pages

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

12 € - 200 pages

EXTRAITS ET TABLEAUX DES COMPTES DE LA NATION 2001

12 € - 214 pages

LA FRANCE DES SERVICES
Services aux particuliers et activités immobilières

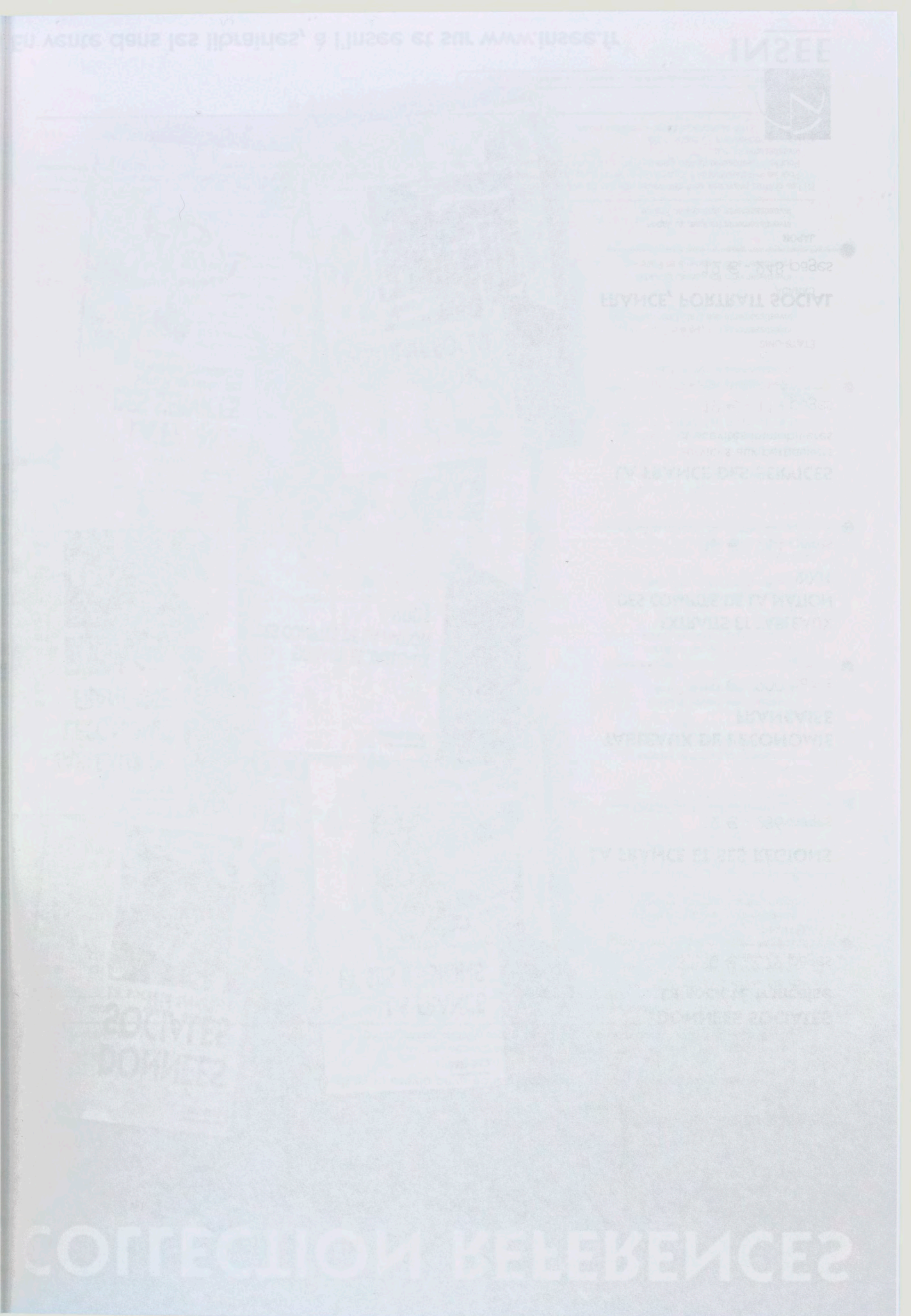
12 € - 119 pages

FRANCE, PORTRAIT SOCIAL

12 € - 248 pages

En vente dans les librairies, à l'Insee et sur www.insee.fr

INSEE



La référence annuelle pour découvrir l'économie française

26ème édition

Données actuelles,
analyses et commentaires,
l'outil incontournable
sur la France économique
et sociale

12 €
200 pages
Réf. : TEF02

INSEE

**Retrouvez cet ouvrage en librairie,
à l'Insee et sur www.insee.fr**

Quelle est la place des femmes et des hommes dans la société ?

Quels sont leurs rôles dans l'organisation économique et sociale ?

- **Un point sur la situation respective des femmes et des hommes à travers de nombreux thèmes :**

  démographie, vie familiale, éducation, activité professionnelle, revenus et niveaux de vie, loisirs et relations avec la société...

- **Un éclairage sur la persistance de certaines tendances lourdes et sur les facteurs d'évolution récents**

- **Une réflexion sur la place des femmes dans la société française**

- **Des comparaisons européennes**

Format 16 x 24
131 pages
Prix : 6,10 €

En vente à l'INSEE
www.insee.fr

INSEE

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives permettant une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié.

1. Nomenclature du commerce extérieur. Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. Nomenclature des activités.

La nomenclature d'activités française (NAF) est la nouvelle nomenclature nationale statistique d'activités qui se substitue depuis le 1er janvier 1993 à la NAP de 1973 (nomenclature d'activités et de produits) pour sa partie « activités ».

La NAF reprend tous les niveaux de la NACE révision 1 (nomenclature d'activités de la communauté européenne) et y ajoute un niveau national qui éclate (ou non) les classes de la NACE (dernier niveau) pour tenir compte des spécificités et des habitudes nationales.

La NAF a été approuvée par la CNAP (Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits) en décembre 1991 quant à sa structure et en juillet 1992 quant à ses notes explicatives. Elle fait l'objet d'un décret commun avec la CPF (classification des produits française) qui oblige l'ensemble des organismes publics à utiliser la nomenclature (ou ses dérivées) dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études. Le code caractérisant l'activité principale exercée par les unités économiques (code APE), attribué par l'INSEE, est déterminé à partir du niveau le plus détaillé de la NAF.

Le 1er janvier 2003, une version révisée de la NAF (NAF révision 1) entrera en vigueur. Ces modifications sont dues d'une part à la modification de la NACE, d'autre part aux demandes de modifications françaises émanant des organisations professionnelles et des services statistiques des ministères. Ces révisions ont été validées par la Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits (CNAP).

31 classes sont supprimées et 47 nouvelles classes sont créées. Par ailleurs, 13 classes voient leur contenu légèrement modifié sans que la codification ait changé.

Les principales modifications concernent la sidérurgie (fin du traité CECA), la mécanique, l'électronique, l'électricité et le gaz, le commerce de gros, l'hôtellerie, les télécommunications, la location de voitures, les services informatiques, l'assainissement, l'audiovisuel.

3. Nomenclature des produits - révision 1. Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA) ; une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également au 1er janvier 1993 se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES) ; ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point E dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permet de meilleures comparaisons internationales.

Une nouvelle version de la CPF (CPF révision 1) entrera en vigueur au 1er janvier 2003. La révision de la NAF n'a pratiquement pas de conséquences sur la CPF.

La principale modification de la CPF est la création de nombreux codes de services industriels permettant d'isoler les services rendus par les sous-traitants.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Les nomenclatures d'activités et de produits ont été publiées dans deux ouvrages co-édités par le Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15) et l'INSEE (cf. l'adresse des points de vente en fin d'annuaire). Une réédition en un seul volume a été publiée en 2000. Les nomenclatures d'activités et de produits révisées seront éditées en format papier et sur cédérom.

Un index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits est aussi disponible (volume 1402-II édition avril 1994).

La nomenclature française d'activités (NAF) peut être consultée sur le site internet **www.insee.fr** ; elle est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

— Le règlement de la Commission 29/2002 du 19 décembre 2001 modifiant le règlement 3037/90 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne pour la NACE révisée.

— Le règlement de la Commission 204/2002 du 19 décembre 2001 modifiant le règlement 3696/93 du Conseil relatif à la classification statistique des produits associés aux activités dans la Communauté européenne pour la CPA révisée.

4. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1988 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST),* Office statistique des Communautés européennes, 3ème révision, 1982 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité »* :

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats*.

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS). — Le code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point F.

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

Elle peut être consultée sur le site internet de l'INSEE **www.insee.fr**

Une version rénovée de cette nomenclature sera bientôt disponible. Elle ne touchera que le niveau à quatre chiffres soit le niveau « Professions » qui comprend désormais 486 postes. L'index analytique devrait paraître au cours du second semestre 2002.

C. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements métropolitains et les DOM.
- les listes des cantons et communes pour les Territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2002.

Il est également commercialisé sur cédérom.

— en vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996) — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain ; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

E. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industries des biens intermédiaires. *(fin).*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures ; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires.	60.1
		K02 Transport routier de voyageurs.	60.2A à 60.2G
		K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises.	60.2L à 60.2P, 60.3
		K04 Transports par eau.	61
		K05 Transports aériens.	62.1, 62.2
		K06 Transport spatial.	62.3
		K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.	63.1, 63.2
		K08 Agence de voyage.	63.3
		K09 Organisation du transport de fret.	63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière.	65
		L02 Assurance.	66
		L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	67
EM Activités immobilières.	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière.	70.1, 70.3
		M02 Location immobilière.	70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier.	64.1
		N12 Télécommunications.	64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques.	72
		N22 Services professionnels.	74.1A, 74.1C, 74.1G
		N23 Administration d'entreprises.	74.1J
		N24 Publicité et études de marché.	74.1E, 74.4
		N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur.	71
		N32 Sélection et fourniture de personnel.	74.5
		N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.	74.6 à 74.8
		N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles.	92.1, 92.2
		P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels.	93
		P32 Services domestiques.	95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé.	85.1, 85.2
		Q22 Action sociale.	85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives.	91
		R22 Activités extra-territoriales.	99

F. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère des Affaires Étrangères
Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de la Défense
Ministère de L'Écologie et du Développement durable
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'État et de l'Aménagement du Territoire
Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales
Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche
Ministère de la Justice
Ministère de l'Outre-Mer
Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées
Ministère des Sports

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac 75700 PARIS 07 SP Tél. : 01 45 56 51 00 www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Commissariat à l'Énergie Atomique : 31-33, rue de la Fédération 75752 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 40 56 10 00 www.cea.fr	
	Direction du Développement des médias. Département statistique : 69, rue de Varenne 75700 PARIS 07 SP Tél. : 01 42 75 80 00 www.premier-ministre.gouv.fr	Tableaux statistiques de la presse *(annuel)* ; Info-médias ; Indicateurs statistiques de l'audiovisuel, de la radio, de la publicité.
AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ (Ministère)	Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) : 20 *Bis*, rue Estrées 75007 PARIS Tél. : 01 44 38 22 52 www.travail.gouv.fr	Études et statistiques ; Dossiers de la DARES *(10 fois dans l'année)* ; Bulletin mensuel des statistiques du travail ; Travail et emploi *(trimestriel)* ; Revue et cahier ; Premières informations, premières synthèses.
	Direction de la population et des migrations (DPM) : 10-16, rue Brancion BP 555 75725 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 40 56 60 00	Collection notes et documents.
	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) : 11, place des Cinq Martyrs du lycée Buffon 75696 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 40 56 60 00 www.sante.gouv.fr	Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriel)* ; Revue française des affaires sociales ; Comptes nationaux de la santé *(annuel)* ; publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé » ; Compte de la protection sociale (dossiers solidarité et santé) ; Études et résultats ; Collection études, document de travail ; Collection statistiques, document de travail.
• *Caisse nationale des allocations familiales* (CNAF)	Direction de la Recherche, des Prévisions et des Statistiques 23, rue Daviel 75634 PARIS CEDEX 13 Tél : 01 45 65 52 52 www.cnaf.fr	Prestations familiales, statistiques nationales.
• *Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés* (CNAMTS)	66, avenue du Maine 75694 PARIS CEDEX 14 Tél : 01 42 79 30 30 www.cnamts.fr	Dossiers Études et statistiques.
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ) : Établissement public à caractère administratif.	10, place de la Joliette BP 21321 13567 MARSEILLE RÉPUBLIQUE CEDEX 02 Tél. : 04 91 13 28 28 www.cereq.fr	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois [ROME] (4 tomes) (1) ; Formation-emploi *(trimestriel)* ; La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document *(annuel))* ; CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel)* ; « Études » et « Documents » ; Série synthèses et évaluation ; Reflets (banque de données sur l'enseignement technique).
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM) : Établissement public à caractère scientifique et technologique.	101, rue de Tolbiac 75654 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 23 60 00 www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)* ; INSERM actualités *(mensuel)* ; Repères.

(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 40 15 70 00.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AFFAIRES SOCIALES, TRAVAIL ET SOLIDARITÉ (Ministère) *[suite]*		
• *Office des migrations internationales* (OMI) : Établissement public de l'État.	44, rue Bargue 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 53 69 53 70	OMISTATS : Annuaire des migrations (annuel).
AGRICULTURE, ALIMENTATION, PÊCHE ET AFFAIRES RURALES (Ministère) ...	Direction des Affaires financières Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 49 55 85 05	AGRESTE, la statistique agricole : Agreste-Primeur : les premiers résultats ; Agreste Cahiers ; Agreste Chiffres et Données : agriculture ; Agreste Chiffres et Données : agroalimentaire ; Agreste Conjoncture : La note *(mensuel)* ; Agreste Conjoncture : Le bulletin *(mensuel ou trimestriel)* ; Agreste Graph-Agri ; Statistique agricole annuelle ; structure des exploitations agricoles ; RGA 2000.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt. Sous direction du Cheval : 3, rue Barbet-de-Jouy 75349 PARIS 07 SP Tél. : 01 49 55 48 49	
	Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture : 3, place de Fontenoy 75700 PARIS 07 SP Tél. : 01 49 55 49 55 Site Internet du ministère : www.agriculture.gouv.fr	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres 45290 Nogent-sur-Vernisson Tél. : 02 38 28 18 29 www.ifn.fr	Inventaire forestier national : résultats départementaux ; Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé 75012 PARIS Tél. : 01 40 19 58 00 www.onf.fr	
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 73 00 www.culture.fr	Chiffres clés : statistiques de la culture *(annuel)*. Développement culturel *(5 numéros par an)*.
	Direction des Archives de France : 56, rue des Francs Bourgeois 75141 PARIS CEDEX 03 Tél. : 01 40 27 60 00 www.archivesdefrance.culture.gouv.fr	
	Direction du livre et de la lecture : 180, rue de Rivoli 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 73 00	
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides 75001 PARIS Tél. : 01 40 15 73 00	
	Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles : 53, rue Saint-Dominique 75007 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00	Mesures *(plusieurs numéros par an)*.
	Direction de l'architecture et du patrimoine : 8, rue Vivienne 75002 PARIS Tél. : 01 40 15 80 00	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère) *[suite]*.....		
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck 75784 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 44 34 34 40 www.cnc.fr	CNC info.
ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (Ministère).....	Direction de l'eau ; Direction de la nature et des paysages Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP Tél. : 01 42 19 20 21 www.environnement.gouv.fr	Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats annuels)* ; État de l'assainissement des collectivités locales ; Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)* ; État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce ; Bulletin de situation hydrologique.
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis Vicat 75015 PARIS Tél. : 01 47 65 20 00 www.ademe.fr	
• *Conseil supérieur de la pêche :* Établissement public national à caractère administratif.	134, avenue de Malakoff 75116 PARIS Tél. : 01 45 02 20 20 www.csp.environnement.gouv.fr	Eaux libres *(trimestriel)* ; BFPP, connaissance et gestion du patrimoine aquatique ; Collection Mise au point.
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	61, boulevard Alexandre Martin 45058 ORLÉANS CEDEX 01 Tél. : 02 38 79 78 78 www.ifen.fr	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel)* ; Les données de l'environnement *(mensuel)* ; Chiffres-Clés de l'environnement *(annuel)* ; Abrégé statistique de l'environnement.
• *Office national de la chasse et de la faune sauvage :* Établissement public à caractère administratif.	85 *bis*, avenue de Wagram 75017 PARIS Tél. : 01 44 15 17 17 www.oncfs.gouv.fr	
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère).....	Site Internet du ministère : www.minefi.gouv.fr	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel)*.
	Direction de la Communication : Télédoc : 536 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	
	Direction générale de la Comptabilité publique : Télédoc : 330 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les comptes des collectivités locales : – les comptes des régions ; – les comptes des départements ; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction des systèmes d'information et de télécommunication) : 8, rue de la Tour-des-Dames 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 55 07 42 25 www.finances.gouv.fr/douanes	Statistiques du commerce extérieur de la France : – Commentaires annuels ; – Résultats annuels par NC8 et par pays ; – Annuaire abrégé *(annuel)* ; – Banque de données BÉATRICE.
	Direction générale des impôts : Télédoc : 930 139, rue de Bercy 75574 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04	Annuaire statistique *(annuel)*.
	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard 75675 PARIS CEDEX 14 Tél. : 01 41 17 50 50 www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1) Économie et statistique *(10 numéros par an)* ; Bulletin mensuel de statistique ; INSEE Résultats ; INSEE Première ; INSEE Méthodes ; Données sociales ; Tableaux de l'économie française *(annuel)* ; France, portrait social.

(1) Disponible pour le public : « INSEE-Résultats, Économie » et « l'Économie française », INSEE, le livre de poche.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*	INSEE Info Service : Tour Gamma A 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 41 17 66 11	Publications, disquettes et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.
	Direction de la prévision : Télédoc : 653 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 40 04 04 04.	Rapport économique, social et financier.
	Direction du Trésor : Télédoc : 230 139, rue de Bercy 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 44 87 17 17	Balance des paiements et la position extérieure de la France (1).
	Service de la redevance de l'audiovisuel : 46, rue Amsterdam 75442 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 49 70 40 40	
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie Télédoc 162 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 97 17 17	Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel)* ; Bilans de l'énergie *(annuel)* ; Chiffres clés de l'énergie ; L'Énergie dans les régions ; Gaz, électricité, charbon : lettre d'information *(trimestrielle)* ; Rapport annuel énergie et matières premières.
	Direction des ressources énergétiques et minérales (DIREM) : Direction de la demande et des marchés énergétiques (DIDEME) : 61, boulevard Vincent Auriol 75703 PARIS CEDEX 13 Tél. : 01 44 97 08 98	Statistiques de l'industrie gazière en France *(annuel).* Production et distribution de l'énergie électrique en France *(annuel)* ; Recherche et production pétrolière en France ; L'industrie pétrolière.
• *Industrie*	Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur 75353 PARIS 07 SP Tél. : 01 43 19 36 36 www.minefi.gouv.fr	Chiffres-clés référence ; Chiffres-clés analyse ; Chiffres-clés production industrielle ; Dossiers sectoriels du SESSI ; L'état de l'industrie française ; Le 4 pages des statistiques industrielles ; En bref.
	Direction générale de l'Industrie des Technologies de l'Information et des Postes - Services des industries manufacturières Sous-direction des matériels de transports : 12, rue Villiot DIGITIP 2 75572 PARIS CEDEX 12 Tél. : 01 53 44 91 25	Statistiques de construction navale *(annuel).*
• *Institut national de la propriété industrielle.* Établissement public de l'État	26 *bis,* rue de Saint-Petersbourg 75800 PARIS CEDEX 08 Tél. : 01 53 04 53 04 www.inpi.fr	Bulletin officiel de la propriété industrielle ; Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger ; Statistiques annuelles de la propriété industrielle.
• *École nationale supérieure des mines de Paris* (établissement public à caractère administratif)	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06 Tél. : 01 40 51 90 00 www.ensmp.fr	
• *Cité des Sciences et de l'Industrie*	30, avenue Corentin Cariou 75019 PARIS Tél. : 01 40 05 70 00 www.cite-sciences.fr	

(1) Document publié sous le double timbre du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction du Trésor) et de la Banque de France.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		
• *La Poste* (Exploitant public)	Direction générale : Direction des relations extérieures : 4, quai du Point-du-Jour Case Postale B509 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX Tél. : 01 41 41 66 66 www.laposte.fr	Rapport d'activité, rapport financier *(annuel)*.
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services : 3-5, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS Tél. : 01 43 19 24 24 Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	Comptes commerciaux de la Nation ; INSEE Résultats ; La France des commerces *(annuel)* ; La France de l'artisanat ; Chiffres-clés *(annuel)*.
• *Commission de contrôle des assurances (CCA).* Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun 75436 PARIS CEDEX 09 Tél. : 01 55 07 41 41	Rapport d'activité sur la commission *(annuel)*. Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon 75100 PARIS RP Tél. : 01 42 98 95 00 www.ccomptes.fr	Cour des comptes : rapport au Président de la République *(annuel)* ; Tableaux de synthèses.
• *Impôts (Conseil des)* *Placé auprès de la Cour des Comptes*	*Même adresse* Tél. : 01 42 98 97 95	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *(annuel)* .
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS, TOURISME ET MER (Ministère)	Direction des affaires économiques et internationales Service économique et statistique : Tour Pascal B 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22 Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Bulletin statistique SES : Construction *(trimestriel)* ; Note de synthèse du SES *(bimestriel)* : SES Infos Rapides construction *(trimestriel)* ; Données détaillées du SES Service construction ; Rapport sur les comptes du logement *(annuel)* ; Statistique de la construction neuve *(cédérom)* ; Mémento de statistiques des transports *(annuel)* ; Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport *Les transports en .. (annuel)* ; Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation ; Le marché des véhicules : Fichier central des automobiles : parc et immatriculations *(annuel)* ; L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)* ; Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) ; Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel)*.
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile : 52, rue Henri Farman 75720 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 58 09 43 21 www.aviation-civile.gouv.fr	
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 22, rue Monge 75005 PARIS Tél. : 01 40 81 72 10	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel)*.
	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : 3, place de Fontenoy 75700 PARIS 07 Tél. : 01 44 49 80 00 www.mer.gouv.fr	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce ; Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER (Ministère) *[suite]*.		
• *Voies navigables*	Voies navigables de France 175, rue Ludovic Boutleux BP 820 62408 BÉTHUNE CEDEX Tél. : 01 21 63 24 24 www.vnf.fr	
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX Tél. : 01 40 81 21 22	Statistiques et commentaires *(hebdomadaire et trimestriel)* ; La sécurité routière en France (bilan annuel).
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand - BP 100 92225 BAGNEUX CEDEX Tél. : 01 46 11 31 31	Données de base : circulation, sécurité (disquette). Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois 75740 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 44 37 36 00 www.tourisme.gouv.fr	Études et rapports.
	Observatoire National du Tourisme 8, avenue de l'Opéra 75001 PARIS Tél. : 01 44 77 95 40 www.ont.tourisme.com	Les collections. La lettre de l'Observatoire du Tourisme. La note de conjoncture. Mémento du tourisme *(annuel)*.
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère)	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques, des études et de l'évaluation) : 32, rue de Babylone 75700 PARIS 07 Tél. : 01 42 75 80 00 www.fonction-publique.gouv.fr	La fonction publique et la réforme de l'État (rapport annuel) ; Les chiffres-clés ; Service-public *(mensuel)*.
INTÉRIEUR, SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET LIBERTÉS LOCALES (Ministère)	Direction générale des collectivités locales. Département des études et des statistiques locales : 2, place des Saussaies 75800 PARIS Tél. : 01 40 07 60 60 www.dgcl.interieur.gouv.fr	Collection décentralisation ; Série décentralisation ; Série les collectivités locales en chiffres *(annuel)*, 4 vol. ; Série démocratie locale ; Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale Direction centrale de la police judiciaire : Sous-direction des liaisons extérieures/ DEF : Place Beauvau 75800 PARIS Tél. : 01 49 27 49 27	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel)*.
	Direction de la défense et de la sécurité civiles : 85-87, quai du docteur Dervaux 92600 ASNIERES Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60 Site Internet du ministère : www.interieur.gouv.fr	
JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE(Ministère)	Site Internet du ministère www.education.gouv.fr	Page d'accueil : Le système éducatif français. Évaluation et statistiques de l'Éducation.
	Direction de la programmation et du développement (DPD) : 3-5, boulevard Pasteur 75015 PARIS Tél. : 01 55 55 77 00	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel)* ; Tableaux statistiques ; Rapport d'activité *(annuel)* ; Dossiers, documentaires en ligne.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE (Ministère) *[suite]*.....	Sous-direction des études statistiques (SDES) : 58, boulevard du Lycée 92170 VANVES Tél. : 01 55 55 72 80	Éducation et formation *(trimestriel)* ; Les dossiers ; Notes d'informations *(hebdomadaire)* ; L'état de l'école *(annuel)* ; Géographie de l'école *(annuel)* ; Les grands chiffres de l'Éducation Nationale.
	Bureau des études statistiques sur la recherche DPD-C3 3-5, boulevard Pasteur 75015 PARIS	Rapport annexe au projet de la loi de finances pour 2001 : état de la recherche et du développement technologique ; Recherche et développement en France.
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.	57, rue Cuvier 75231 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01 40 79 30 00 www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) : Établissement public national à caractère administratif.	B.P. 86 - Lognes 77423 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02 Tél. : 01 64 80 35 00 www.onisep.fr	Collection Parcours.
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement. Sous-direction de la statistique, des études et de la documentation : 251, rue St-Honoré 75001 PARIS Tél. : 01 44 77 66 00	Annuaire statistique de la justice ; Chiffres clés de la justice *(annuel)* ; Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation ; Études et statistiques justice.
	Direction de l'administration pénitentiaire : 13, place Vendôme 75042 PARIS CEDEX 01 Tél. : 01 44 77 60 60 www.justice.gouv.fr	Rapport annuel d'activité de l'administration pénitentiaire ; Rapport annuel de la Cour de cassation au garde des Sceaux ; Rapport annuel d'activité du service central de la prévention de la corruption.
SANTÉ, FAMILLES ET PERSONNES HANDICAPÉES (Ministère).....	Institut de Veille sanitaire 12, rue du Val-d'Osne 94415 St MAURICE CEDEX Tél. : 01 41 79 67 00 www.invs.sante.fr	Bulletin épidémiologique hebdomadaire.
SPORTS (Ministère)	Direction du personnel et de l'administration. Mission bases de données et informations statistiques. 78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS CEDEX 15 Tél : 01 40 45 90 00 www.jeunesse-sports.gouv.fr	Résultats statistiques d'enquêtes ; Tableaux « chiffres clés » ; Licences sportives et section de clubs *(annuel)* ; STAT-INFO ; Le bulletin officiel jeunesse et sports.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume 75340 PARIS CEDEX 07 Tél. : 01 53 73 22 22 www.cnil.fr	

ORGANISMES INTERNATIONAUX

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE)	(Rang diplomatique) 9, rue de la Fédération 75015 PARIS	
BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)	Postfach 16 03 19 D-60066 Francfort sur le Main Allemagne www.ecb.int	Bulletin mensuel; Rapport annuel de la BCE.
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)	Bureau européen à Paris 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS Tél. : 01 40 69 30 70	
EUROSTAT *Office statistique des communautés européennes* (OSCE)	Bureau d'information : Rue Alcide de Gaspéri Bâtiment Jean Monnet BP 1907 22920 Luxembourg Tél. : 00 352 4301 34567	Les publications, les disquettes et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data INFO Service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (01) 53 17 88 44 Fax : + 33 (01) 53 17 88 22 E. mail : datashop@insee.fr
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE).	2, rue André Pascal 75775 PARIS CEDEX 16 Tél. : 01 45 24 82 00 www.oecd.org	
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	20, avenue Appia, 1211, Genève 27, Suisse Tél. : (41-22) 791 21 11 www.who.int	
Organisation mondiale du tourisme (OMT)	Capitàn Haya 42 28020 MADRID Tél. : (34) 91 567 81 00	
Organisation des Nations Unies (ONU).	Centre d'information 1, rue Miollis 75732 PARIS CEDEX 15 Tél. : 01 45 68 10 00 www.onu.fr	
Population référence bureau (PRB)	1875 Connecticut Ave NW, suite 520 Washington DC 20 009-5728 USA www.prb.org	
Sources d'Europe	Socle de la Grande Arche 92054 PARIS LA DEFENSE Tél. : 01 41 25 12 12	
Union Internationale des Télécommunications (IUT - ITU)	Place des Nations CH – 1211, Genève 20, Suisse Tél. : (41-22) 730 91 15 www.itu.int	

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP) Assurances
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

La Cinquième
10, rue Horace Vernet - 92130 Issy-les-Moulineaux
Tél. : 01 56 22 91 91

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 42 42

France 3
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 30 30

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

Institut de recherche et étude publicitaire (IREP)
62, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 71 73

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92300 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 56 40 22 22

Radio-France internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 56 40 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Billancourt Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34

Bâtiment, travaux publics

Fédération française du bâtiment (FFB)
33, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc des plastiques et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94400 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon

Charbonnages de France
85, avenue Victor-Hugo - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 39 08

Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chimie de base

Union des industries chimiques (UIC)
14, rue République, Le Diamant A - 92800 PUTEAUX
Tél. : 01 46 53 11 80

Commerce distribution

Institut français du libre service
46, rue Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 42 12

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information (SFIB)
2, place de la Défense - BP 240
92800 Puteaux
Tél. : 01 46 92 24 35

Construction mécanique

Association française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 91

Association française des industries, des pompes et de la robinetterie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 57

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Groupement des professions de la mesure
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 05

Fédération française des industries de l'image
25, rue Astorg - 75008 Paris
Tél. : 01 53 43 80 30

Groupement des fabricants de matériels de chauffage central par l'eau chaude (GFCC)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
185, rue de Bercy
75579 Paris Cedex 12
Tél. : 01 43 46 27 50

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) - Maison de la Mécanique
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 80

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement pour la construction, les infrastructures et la métallurgie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75706 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 79 81 26
58, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 53 79 81 26

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Électricité de France - (Réseau de Transport d'Électricité) (CIREF)
16-32, rue Henri-Régnault - Immeuble Delalande
92068 Paris La Défense Cedex 06

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

Énergie

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
34, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Observ'ER
Observatoire des énergies renouvelables
146, rue de l'Université
75007 PARIS
Tel : 01 44 18 00 80

Finances et bourse

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 40 49 56 78

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
29, rue de la Tombe-Issoire - 75014 Paris
Tél. : 01 58 40 41 42

Caisse nationale de Crédit Agricole
91, boulevard Pasteur - 75015 Paris
Tel : 01 43 23 52 02

Commission bancaire
73, rue de Richelieu et 115, rue de Réaumur 75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Commission des opérations de bourse (COB)
17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
Tél. : 01 53 45 60 00

Euronext Paris
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fédération internationale des bourses de valeur
176, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tel : 01 58 62 54 00

Institut d'émission des départements d'outre-mer
5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cédex 12
Tel : 01 53 44 41 41

Secrétariat général du Conseil national du crédit et du Titre, Banque de France
1, rue La Vrillière 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 28 03

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixation mécanique
39 , rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 11 90

Fédération des Industries mécaniques
39-41-45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Fédération Française de l'Acier (FFA)
11-13, cours Valmy - Immeuble Pacific
92070 Paris La Défense Cedex

Syndicat général des fondeurs de France
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 30

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Union Nationale des Industries de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50

Gaz

Compagnie Française du Méthane
15, rue de Lubeck
75116 PARIS
Tel : 01 44 34 62 62

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Gaz du Sud-Ouest
49, avenue Dufau - BP 522
64010 PAU Cedex
Tel : 05 59 02 76 62

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat de l'édition vidéo
24, rue Marbeuf - 75008 Paris
Tel : 01 42 25 33 04

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Syndicat national de l'Édition phonographique (SNEP)
27, rue du Docteur Lancereaux - 75008 PARIS
Tel : 01 44 13 66 66

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association Française Techniciens Alimentation animale (AFTAA)
41 *bis*, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 09 85

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national des calvados et E.V.C.
31, rue Saint-Ouen - 14000 Caen
Tél. : 02 31 75 30 90

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
11, place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 23 01

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 39 00

Fédération des vins spéciaux
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 33

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs transformateurs de viande
3, rue A. de la Fage - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération française des spiritueux
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 30

Fédération nationale des huiles métropolitaines et industries dérivées (FEDHUIL)
12, avenue George V - 75008 Paris
Tél. : 01 47 23 38 84

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale des coopératives bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75016 Paris
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

FIAC
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 44 91

Fédération nationale des syndicats de torréfacteurs de café
3, rue de Copenhague - 75008 Paris
Tél. : 01 44 70 92 75

Groupement national interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et industries de transformation (GIPT)
9, rue d'Ahènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 67

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 44 77 85 85

Malteurs de France
66, rue de la Boétie 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 20 00

Office national interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONILAIT)
2, rue St-Charles - 75740 Paris cedex 15
Tél. : 01 73 00 50 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (ALTADIS-SEITA)
182-188, avenue de France
75639 Paris cedex 13
Tél. : 01 44 97 61 50

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, avenue de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Confédération nationale des fabricants de glace de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des fabricants de sucre de la Réunion,
46, rue de La Bourdonnais, BP57- 97462 Saint-Denis
Tél. : 0 262 90 45 24

Syndicat de la rizerie française
2, rue de Viarmes - 75001 Paris
Tél. : 01 40 41 03 52

Syndicat de la Vittellerie française
41 *bis*, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat des industries et fabricants de pâtes alimentaires de France (SIFPAF)
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
14, rue Armand-Moisant - 75015 Paris
Tél. : 01 42 18 11 50

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 *ter*, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, arômates et vanille
8, rue d'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des Vins-de-France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des semouliers de maïs (USM)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 96

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale des producteurs de jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 42 85 29 00

Industrie du bois et de l'ameublement

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 bis, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Fédération des industries nautiques françaises (AILERON)
Port Javel Haut - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 04 00

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 46 71

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis*, place des Reflets - La Défense 2
92400 Courbevoie
Tél. : 01 42 91 52 91

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France (pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
3, rue La Boétie- 75008 Paris
Tél. : 01 58 18 30 40

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération industrielle ferroviaire
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
immeuble Le Pacific
11-13 cours Valmy - 92070 La Défense cedex
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national du laminage à froid du feuillard d'acier (SNLS)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 58 90

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 75

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
6, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 47 23 30 61

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
33, Champs-Elysées 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 75 01 01

OFIMER
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
212, avenue Paul-Doumer
92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 16 94 60

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé - Transferts sociaux

GIE AGIRC-ARRCO
16-18, rue Jules-César - 75012 Paris
Tel : 01 71 72 12 00

Union des caisses centrales des Assurances Mutuelles Agricoles (UCCAMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Télécommunications

Autorité de régulation des télécommunications (ART)
7, square Max-Hymans - 75015 Paris
Tél : 01 40 47 70 00

France Télécom
BR/DCGC
Direction du reporting groupe
Direction générale
6, place d'Alleray
75505 Paris Cedex 15
Tél : 01 44 42 22 22

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 80

Textiles et habillement

Fédération française des industries lainière et cotonnière
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-VAN-NIEUWENHUYSEN - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq-en-Baroeul Cedex
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, chemin Choulans - 69005 Lyon
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat français des enducteurs et calandreurs (SFEC)
65, rue Prony - 75017 Paris
Tél. : 01 44 01 16 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Baroeul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires (SCETA)
50, rue Paradis - 75010 Paris
Tel : 01 45 23 56 36

SERNAM
61, rue de la Chapelle - 75018 Paris
Tel : 01 40 38 55 00

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
34, rue du Commandant-Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 60 00

Divers

Conseil économique et social
9, place d'Iéna
75116 Paris
Tél. : 01 44 43 60 00

Direction des journaux officiels
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

Chambre des notaires de Paris
12, avenue Victoria
75001 Paris
Tél. : 01 44 82 24 00

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Jean-Michel CHARPIN

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier LEFEBVRE

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Alain BOUVY - Mylène CHALEIX - Philippe DOMERGUE - Jacques GARAGNON - Tanneguy de JOUVENCEL - Pascal MAZODIER - Patrice ROUSSEL.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Olivier PERRAULT**
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Claude POULAIN
Conseiller pour les affaires juridiques et contentieuses	Alexis TÉNÈZE
Pôle développement de l'intranet	Pierre GHIGLIAZZA
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES	**Jean-Louis FAURE**
Chef-adjoint de l'UGC	Christine GONZALEZ DEMICHEL
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION	**Joël ALLAIN**
Chef-adjoint du département	Guy BOURGEY
Adjoint au chef du département	Denis ROGY
Adjointe au chef du département	Réjane PORTANGUEN
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL	**Alain MARAIS**
Chef-adjoint du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Christian ROBINET
Division gestion statutaire du personnel	Pierre LAULHÉ
Cellule Modernisation de la Gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du CEFIL	**Michel PERONNET**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX	**Pierre-Alain GALL**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division Comptabilité Générale	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Hervé BOUDIER
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES	**Jean-Louis JESTIN**
Adjointe au chef du département, responsable de l'architecture du système d'information	Nathalie RENAUD
Division assistance, installation, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la communication	Frank COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS	**Pascal RIVIÈRE**
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Jean CONTENSOU
Division applications et projets pour le RRP et la démographie	Patrick REDOR
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et synthèses économiques, la coordination statistique et les relations internationales	Jean-Louis COSTER
Division applications et projets pour les statistiques sociales	X...
Division applications et projets pour le Secrétariat Général	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Wilder BOUCAUD

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE	**Jean-Marie RUCH** (par intérim)
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Carla SAGLIETTI
UNITÉ DES NORMES ET SYSTÈMES D'INFORMATION	**Michel BLANC**
Chef adjoint de l'unité, Chef de la Division nomenclatures	Thierry LACROIX
Division coordination de la méta-information	Dominique CROSNIER
Mission appui statistique	Michel BLANC
UNITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef d'unité, Division programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division appuis et méthodes statistiques pour le développement	Pierre VERDIER
UNITÉ EUROPE ET RELATIONS MULTILATÉRALES	**François ÉLISSALT**
Adjoint au chef d'unité, Chef du pôle méthodes comparées	Guillaume MORDANT
Pôle gestion et animation des réseaux	François ÉLISSALT

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Bernard BRELOT
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Raoul DEPOUTOT
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Philippe SCHERRER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Adrien FRIEZ
Division comptes et études de l'industrie	V. THOLLON-POMMEROL
Division agriculture	Jean-Pierre BERTHIER
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**Magali DEMOTES-MAINARD**
Division commerce	Odile BOVAR
Division services	Fabrice LENSEIGNE

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE	**Guy DESPLANQUES**
Mission répertoires et mouvement de la population	Catherine BEAUME
Cellule statistiques et études sur l'immigration	Catherine BORREL
Pôle infrastructures géographiques	Nathalie ELTCHANINOFF
Division enquêtes et études démographiques	François CLANCHÉ
DÉPARTEMENT EMPLOI ET REVENUS D'ACTIVITÉ	**Didier BLANCHET**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Jean-Louis LHÉRITIER
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Lucile OLIER
DÉPARTEMENT PRIX À LA CONSOMMATION, RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES	**X...**
Division prix à la consommation	Dominique GUEDES
Division logement	Alain JACQUOT
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
UNITÉ MÉTHODES STATISTIQUES	**Daniel VERGER**
Chef-adjoint de l'unité	Marc CHRISTINE
Division échantillonnage et traitement statistique des données	Pascal ARDILLY
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte	Didier BLAIZEAU

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Alain CHAPPERT**
Directeur adjoint, DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Luis CASÈS

Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Xavier BONNET
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Béatrice SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Stéphane GREGOIR
Division marchés et stratégies d'entreprises	Sébastien ROUX
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**Maryvonne LEMAIRE**
Cellule rapport sur les comptes	X...
Division synthèse générale des comptes	Jean-Marie SAUNIER
Division synthèse des biens et services	François MAGNIEN
Division comptes trimestriels	Marie REYNAUD
Division échanges extérieurs	Claudie LOUVOT
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	**Michel JACOD**
UNITÉS RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Alain RAVET**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de La GODELINAIS
Division documentation	Yves ANTHEAUME
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**André de LOS SANTOS**
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Bernard HENNEQUIN
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, Division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Jean-Luc LIPATZ
Mission conduite de l'action régionale	Françoise BALLU
INSEE INFO-SERVICE	**Jean-Patrick BERNARD**
Adjoint au chef de département, Cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Cellule accueil des publics	Jean-Marie RENAUX
Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Irène MARTIN-HOULGATTE
Bureau de presse	Camille SARROT
Division mercatique et commercialisation	Thérèse LEVI
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE (GENES)**	**Alain TROGNON**
ENSAE	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Jérôme ACCARDO
ENSAI	**Pierre JOLY**
Directeur des études ENSAI	Pascal CHEVALIER
CREST	**Bernard SALANIÉ**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Michel DELECROIX
Chef du département de la Recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Christian ROBERT
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CEPE	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Catherine BERTHIER

MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME RRP	**Alain GODINOT**
Adjoint au maître d'ouvrage	Michel ISNARD
Directeur du programme RRP	**Jean-Michel DURR**
Responsable maîtrise d'œuvre statistique et organisation	François VINOT
Responsable maîtrise d'œuvre méthodologie	Jean-Marie GROSBRAS

Organigramme mis à jour en janvier 2003.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES DU CÉDÉROM

Le Cédérom de l'ASF édition 2003 contient l'ensemble des tableaux du support papier et des tableaux complémentaires dont vous trouverez ci-dessous la liste.

Les tableaux suffixés « dét » sont plus détaillés que dans le support papier ; ceux suffixés « plus » sont supplémentaires ; ceux suffixés « rétro » sont rétrospectifs.

A.01 *rétro1*	Population des départements lors des recensements de 1801 à 1851
A.01 *rétro2*	Population des départements lors des recensements de 1856 à 1896
A.01 *rétro3*	Population des départements lors des recensements de 1901 à 1954
A.01 *rétro4*	Population des départements lors des recensements de 1962 à 1999
A.01 *rétro5*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Alsace
A.01 *rétro6*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Aquitaine
A.01 *rétro7*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Auvergne
A.01 *rétro8*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Bourgogne
A.01 *rétro9*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Bretagne
A.01 *rétro10*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Centre
A.01 *rétro11*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Champagne-Ardenne
A.01 *rétro12*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Corse
A.01 *rétro13*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Franche-Comté
A.01 *rétro14*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Ile-de-France
A.01 *rétro15*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Languedoc-Roussillon
A.01 *rétro16*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Limousin
A.01 *rétro17*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Lorraine
A.01 *rétro18*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Midi-Pyrénées
A.01 *rétro19*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Nord-Pas-de-Calais
A.01 *rétro20*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Basse-Normandie
A.01 *rétro21*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Haute-Normandie
A.01 *rétro22*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Pays de la Loire
A.01 *rétro23*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Picardie
A.01 *rétro24*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Poitou-Charentes
A.01 *rétro25*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
A.01 *rétro26*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - Région Rhône-Alpes
A.01 *rétro27*	Population lors des recensements de 1801 à 1999 - France métropolitaine
A.01 *rétro28*	Population lors des recensements de 1954 à 1999 - Départements d'outre-mer
A.02-11 *dét*	Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant en 2000 - France entière
A.02 *plus1*	Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs
A.02 *plus2*	Émissions d'oxydes d'azote (NO_X) par catégorie d'émetteurs
A.02 *plus3*	Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs
A.02 *plus4*	Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable en 2000
A.02 *rétro*	Volume d'eau de pluie par année hydrologique de 1947 à 2001
B.01-5 *dét*	Population totale par sexe et âge en 1982, 1990 et 1999 - France entière
B.01-7 *dét*	Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme en 1999 - France entière
B.01-8 *dét*	Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière
B.01-9 *dét*	Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique en 1999 - France entière
B.01-10 *dét*	Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique en 1999 - France entière
B.01 *plus1*	Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1990 et 1999 - France métropolitaine
B.01 *plus2*	Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut en 1999 - France métropolitaine
B.01 *rétro1 à 14*	Population totale par sexe, âge et état matrimonial du 1er janvier 1901 au 1er janvier 1914
B.01 *rétro15 à 95*	Population totale par sexe, âge et état matrimonial du 1er janvier 1920 au 1er janvier 2000
B.01 *rétro96*	Population totale par sexe et âge quinquennal de 1962 à 1999 - France métropolitaine
B.02-1 *dét1*	Mouvement de la population : aperçu d'ensemble
B.02-1 *dét2*	Mouvement de la population en valeur absolue - Départements d'outre-mer
B.02-2 *dét1*	Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité
B.02-2 *dét2*	Mouvement naturel de la population : taux pour 1 000 habitants - Départements d'outre-mer
B.02-18 *dét*	Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer
B.02 *rétro1*	Mouvement naturel de la population de 1901 à 2001
B.02 *rétro2*	Espérance de vie à la naissance de 1817 à 2000
B.02 *rétro3*	Taux de nuptialité par sexe et âge de 1990 à 1999
B.02 *rétro4*	Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges de 1980 à 2000
B.02 *rétro5*	Mouvement naturel de la population - Départements d'outre-mer
B.02 *rétro6*	Table de mortalité abrégée : années 1946 à 2000 - Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants

B.02 *rétro7* Table de mortalité abrégée : années 1946 à 2000 - Espérance de vie aux âges indiqués - Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué
B.02 *rétro8* Proportion de femmes mariées à 20, 25, 30, 35 et 40 ans en âge révolu au premier janvier de 1901 à 1999 - France métropolitaine
B.02 *rétro9* Répartition des femmes selon le nombre d'enfants mis au monde - France métropolitaine
B.02 *rétro10* Enfants nés vivants selon leur qualité juridique à la naissance - France métropolitaine
B.02 *rétro11* Nés vivants légitimes par nationalité des parents - France métropolitaine

B.03-8 *dét* Population totale et étrangère par sexe, âge et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer
B.03 *rétro1* Population totale par nationalité de 1962 à 1999
B.03 *rétro2* Immigrés selon le sexe et le pays de naissance détaillé de 1982 à 1999
B.03 *rétro3* Étrangers selon la nationalité (17 postes) de 1946 à 1999
B.03 *rétro4* Étrangers selon le sexe et la nationalité détaillée de 1982 à 1999
B.03 *rétro5* Population active totale et étrangère selon le sexe de 1946 à 1999

B.04-4 *dét* Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999 - Départements d'outre-mer
B.04 *rétro1* Ménages selon le nombre de personnes de 1962 à 1999 - France entière
B.04 *rétro2* Familles selon le nombre d'enfants et leur âge de 1968 à 1999

C.01-5 *dét1* Population résidente occupée au 31 décembre
C.01-5 *dét2* Population résidente salariée au 31 décembre
C.01 *plus1* Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe (moyennes annuelles)
C.01 *plus2* Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère
C.01 *rétro1* Population active, taux d'activité et population totale de 15 ans ou plus par sexe depuis 1955 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro2* Population active, taux d'activité et population totale de 15 ans ou plus par sexe et âge regroupé depuis 1968 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro3* Emploi total par sexe et âge regroupé de 1955 à 1989 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro4* Emploi total par sexe et âge regroupé de 1971 à 2001 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro5* Emploi par statut et secteur regroupé de 1955 à 1989 (moyennes annuelles). Emploi par sexe, statut et secteur regroupé de 1968 à 1989 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro6* Emploi par sexe, statut et secteur regroupé de 1955 à 1989 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro7* Emploi par sexe, statut et secteur regroupé de 1971 à 2001 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro8* Population active ayant un emploi par sexe et statut de 1962 à 1999
C.01 *rétro9* Population active (hors militaires du contingent) par sexe et âge de 1962 à 1999
C.01 *rétro10* Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé depuis 1955 (moyennes annuelles)
C.01 *rétro11* Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé depuis 1955 (moyennes annuelles)

C.02-5 *dét* Nombre de maladies professionnelles reconnues
C.02 *plus1* Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général
C.02 *plus2* Représentativité des syndicats et des organisations patronales
C.02 *plus3* Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs

C.03-10 *dét* Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001 - France entière
C.03-11 *dét* Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001
C.03 *plus1* Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle en 1993
C.03 *plus2* Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999
C.03 *plus3* Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage en 1999
C.03 *plus4* Répartition des salaires, nets de prélèvements en 2000
C.03 *plus5* Gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement en 2000
C.03 *plus6* Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique
C.03 *plus7* Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique
C.03 *plus8* Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires
C.03 *rétro1* Salaire net annuel (moyen, médian, déciles) par sexe depuis 1950
C.03 *rétro2* Salaire minimum (brut, net, coût salarial) depuis 1951
C.03 *rétro3* Plafond mensuel de la Sécurité sociale (brut, net, coût salarial) depuis 1950
C.03 *rétro4* Taux de prélèvements sociaux (SMIC, plafond, double du plafond) depuis 1950
C.03 *rétro5* Indices du pouvoir d'achat (SHBO SMIC, salaire moyen, plafond de la Sécurité sociale) depuis 1951
C.03 *rétro6* Salaire net annuel moyen par sexe et catégorie socioprofessionnelle, de 1950 à 1982
C.03 *rétro7* Salaire net annuel moyen par sexe et catégorie socioprofessionnelle, depuis 1984
C.03 *rétro8* Salaire net annuel moyen par sexe et âge depuis 1962
C.03 *rétro9* Salaire net annuel moyen par sexe et secteur d'activité regroupé (NAP) de 1962 à 1992
C.03 *rétro10* Salaire net annuel moyen par sexe et secteur économique de synthèse (NES) depuis 1993

C.04-3 *dét1*	Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne
C.04-3 *dét2*	Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne
C.04-4 *dét*	Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne
C.04 *plus1*	Montants mensuels moyens bruts des avantages principaux de droit direct perçus selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière
C.04 *plus2*	Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI - France entière
C.04 *rétro*	Prestations familiales, tous régimes. Montants versés par allocation
D.01-1A *dét*	Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)
D.01-1B *dét*	Consommation effective des ménages par fonction (en volume)
D.01-2 *dét1*	Montant de la consommation effective des ménages en biens et services (en valeur)
D.01-2 *dét2*	Évolution de la consommation effective des ménages en biens et services (en volume)
D.01-5 *dét*	Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage
D.01-6 *dét*	Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage
D.01-7 *dét*	Équipement des ménages en biens durables selon leur taille
D.01-9 *dét*	Taux d'équipement des ménages européens en biens durables
D.02 *rétro1*	Logements par catégorie de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.02 *rétro2*	Résidences principales selon l'époque d'achèvement, le statut d'occupation et le confort de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.02 *rétro3*	Résidences principales selon le nombre de pièces de 1962 à 1999 - France métropolitaine
D.03-12 *dét1*	Causes médicales de décès - France métropolitaine
D.03-12 *dét2*	Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an - France métropolitaine
D.03-12 *dét3*	Causes médicales de décès - Départements d'outre-mer
D.04-2 *dét*	Les moyens en personnel de la justice
D.04 *plus*	Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire - France entière Juridictions de première instance - Procédures au fond
D.04 *rétro*	Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie
E.02 *plus1*	Monuments historiques classés et inscrits suivant le type d'édifice et le propriétaire
E.02 *plus2*	Expositions des musées nationaux
E.02 *plus3*	Dépôt légal à la Bibliothèque nationale de France : titres déposés
E.02 *plus4*	Pratique de la lecture
E.02 *rétro*	Salles de cinéma et fréquentation de 1946 à 2001
E.03-4 *dét*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace
E.03-5 *dét*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement
E.03-6 *dét*	Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement
E.03-7 *dét*	Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger
E.03-8 *dét*	Voyages personnels : séjours selon le mode de transport principal
E.03-9 *dét*	Voyages personnels : répartition des nuitées en France
E.03 *rétro*	Hotellerie classée : établissements et chambres par catégorie - Parc au 31 décembre
E.04-5 *dét1*	Fédérations olympiques agréées : sections de clubs et licences
E.04-5 *dét2*	Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licences
E.04-5 *dét3*	Fédérations multisports : sections de clubs et licences
E.04-5 *dét4*	Sections de clubs et licences sportives toutes pratiques confondues
E.05-7 *dét1*	Nombre de navires de plaisance immatriculés par longueur et par région administrative, au 31/08/2001
E.05-7 *dét2*	Nouvelles immatriculations des navires de plaisance par longueur et par région administrative
E.05-8 *dét1*	Nombre de navires de plaisance immatriculés par longueur et par département d'outre-mer, au 31/08/2001
E.05-8 *dét2*	Nouvelles immatriculations des navires de plaisance par longueur et par département d'outre-mer
F.01 *plus1*	Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe - Année 1999-2000
F.01 *plus2*	Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe - Année 2001-2002 - France entière
F.01 *plus3*	Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe - Année 2001-2002 - France entière
F.01 *plus4*	Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique, hors EREA, par niveau et par sexe - Année 2001-2002 - France entière
F.01 *plus5*	Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe - Année 2001-2002 - France entière
F.01 *plus6*	Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé) - Année 2001-2002
F.01 *plus7*	Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socio-professionnelle du chef de famille - Année 2001-2002 - France entière
F.01 *rétro*	Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1948-2001

F.03 *rétro1*	Évolution des dépôts et délivrances de brevets depuis 1791 en France
F.03 *rétro2*	Évolution des dépôts de marques depuis 1920 en France
F.03 *rétro3*	Évolution des modèles déposés depuis 1910 en France par la voie nationale
G.01 plus1	Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne
G.01 plus2	Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants en 2001
G.01 plus3	Comparaisons internationales : agrégats en 2000
G.01 *rétro1*	Ressources et emplois de biens et services à prix courants
G.01 *rétro2*	Ressources et emplois de biens et services en volume
G.01 *rétro3*	Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume
G.01 *rétro4*	Croissance du Produit intérieur brut (PIB) : les trois approches à prix courants
G.01 *rétro5*	Principaux agrégats
G.01 *rétro6*	Valeur ajoutée par branche en volume
G.01 *rétro7*	Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants
G.01 *rétro8*	Valeur ajoutée par secteur institutionnel à prix courants
G.01 *rétro9*	Pouvoir d'achat des ménages
G.01 *rétro10*	Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios
G.01 *rétro11*	Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne
G.01 *rétro12*	Capacités ou besoins de financement des secteurs institutionnels
G.01 *rétro13*	Grands agrégats et opérations avec le reste du monde
G.01 *rétro14*	Emploi intérieur total par branche (en personnes physiques)
G.01 *rétro15*	Emploi intérieur total par branche (en équivalent temps plein)
G.01 *rétro16*	Emploi intérieur salarié par branche (en personnes physiques)
G.01 *rétro17*	Emploi intérieur salarié par branche (en équivalent temps plein)
G.01 *rétro18*	Emploi intérieur total par secteur institutionnel (en personnes physiques)
G.01 *rétro19*	Emploi intérieur total par secteur institutionnel (en équivalent temps plein)
G.01 *rétro20*	Durée annuelle effective du travail des salariés par branche
G.01 *rétro21*	Productivité horaire apparente du travail par branche en évolution, par rapport à l'année précédente
G.02-13 *dét*	La concentration des entreprises au 1er janvier 2001
G.02-17 *dét*	Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction
G.02-18 *dét*	Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile
G.02 *plus1*	Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services par activité et forme juridique
G.02 *plus2*	Créations d'entreprises de services
G.02 *plus3*	Défaillances d'entreprises commerciales
H.01-2 *dét*	Indice des prix à la consommation des ménages "urbains" dont le chef est employé ou ouvrier - France entière
H.01 *plus1*	Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle - France entière
H.01 *plus2*	Prix de vente au détail en métropole
H.01 rétro	Coefficient de transformation du franc d'une année ancienne en franc d'une année courante
H.02 *plus*	Indices annuels des prix de gros alimentaires sur les marchés publics parisiens
H.02 rétro	Indice du coût de la construction (ICC) de 1954 à 2002
I.01-17 *dét*	Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables
I.01 *plus1*	Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)
I.01 *plus2*	Activité du groupe Crédit Agricole au 31 décembre
I.01 *plus3*	Concours publics à l'agriculture (concours bruts)
I.01 *plus4*	Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production à prix courants
I.01 *plus5*	Superficies aménagées au 31 décembre
J.01-9 dét1	Consommation d'énergie primaire dans le monde
J.01-9 dét2	Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde
J.01 *rétro1*	Indicateurs de base sur l'énergie en France
J.01 *rétro2*	Consommation d'énergie primaire par habitant de quelques pays de l'OCDE
J.02 *plus*	Consommation de charbon par habitant dans le monde
K.02 *plus1*	Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche
K.02 *plus2*	Abattage de volaille : production de la branche
K.02 *plus3*	Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche
K.02 *plus4*	Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche
K.02 *plus5*	Conserves de poisson : production de la branche
K.02 *plus6*	Industrie des fruits et légumes : production des branches
K.02 *plus7*	Corps gras : production de la branche
K.02 *plus8*	Industrie laitière : production de la branche
K.02 *plus9*	Glaces et sorbets : production de la branche

K.02 *plus10*	Grains et produits amylacés : production de la branche
K.02 *plus11*	Aliments pour animaux : production de la branche
K.02 *plus12*	Autres industries alimentaires : production des branches
K.02 *plus13*	Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches
K.02 *plus14*	Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche
K.02 *plus15*	Malt : production de la branche
K.02 *plus16*	Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche
K.02 *plus17*	Tabac : production de la branche
K.02 *plus18*	Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche
K.02 *plus19*	Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre - Départements d'outre-mer
K.02 *plus20*	Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche
K.02 *plus21*	Articles d'habillement : production de la branche
K.02 *plus22*	Collecte de peaux brutes
K.02 *plus23*	Cuirs marchands : activité de la branche
K.02 *plus24*	Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche
K.02 *plus25*	Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche
K.02 *plus26*	Édition, imprimerie, reproduction : activité de la branche
K.02 *plus27*	Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche
K.02 *plus28*	Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche
K.02 *plus29*	Fabrication de meubles : facturations de la branche
K.02 *plus30*	Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches
K.02 *plus31*	Livraisons de matériel électroménager
K.02 *plus32*	Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : activité de la branche
K.02 *plus33*	Industrie automobile : activité de la branche
K.02 *plus34*	Production totale des chantiers de construction navale
K.02 *plus35*	Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche
K.02 *plus36*	Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche
K.02 *plus37*	Livraisons et effectifs de la construction aéronautique
K.02 *plus38*	Fabrication d'éléments en métal pour la construction : facturations de la branche
K.02 *plus39*	Construction mécanique : activité de la branche
K.02 *plus40*	Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission : facturations des branches
K.02 *plus41*	Matériel médico-chirurgical et instruments de mesure et de contrôle : facturations des branches
K.02 *plus42*	Minerais de fer : production
K.02 *plus43*	Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche
K.02 *plus44*	Verre : principales productions de la branche
K.02 *plus45*	Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche
K.02 *plus46*	Industrie textile : principales productions de la branche
K.02 *plus47*	Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche
K.02 *plus48*	Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : activité de la branche
K.02 *plus49*	Industrie chimique : principales productions de la branche
K.02 *plus50*	Parachimie : activité de la branche
K.02 *plus51*	Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche
K.02 *plus52*	Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche
K.02 *plus53*	Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche
K.02 *plus54*	Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA)
K.02 *plus55*	Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux
K.02 *plus56*	Fonderie : principales productions de la branche
K.02 *plus57*	Travail des métaux : facturations de la branche
K.02 *plus58*	Matériel électrique et composants électroniques : facturations des branches
K.03-1 dét1	Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés du secteur d'entreprise
K.03-1 dét2	Construction : chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise
K.03-2 *dét*	Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage
L.01 *plus1*	Transports publics parisiens
L.01 *plus2*	Accidents d'exploitation dans les transports parisiens
L.02-6 *dét*	Transport routier de marchandises par distance en charge
L.04-6 *dét*	Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons en 1999
L.05-6 *dét*	Trafic aérien domestique et international
L.05-8 *dét*	Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux
M.01-2 *dét*	Nombre de salariés des établissements du commerce au 31 décembre - France entière
M.01-4A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs en 2001
M.01-4B *dét*	Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales en 2001
M.01-5A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001
M.01-5B *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé en 2001

M.01-6A *dét*	Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales en 2001
M.01-6B *dét*	Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale en 2001
M.01-7 *dét*	Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise en 1999
M.01-8 *dét*	Commerce de détail et réparation automobile : résultats du secteur d'entreprise en 2000
M.02-1 dét1	Nombre de salariés des établissements de services et activités immobilières au 31 décembre
M.02-1 dét2	Nombre d'établissements employeurs de services et activités immobilières au 31 décembre
M.02-2 *dét*	Services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières : principaux indicateurs
M.03-3 *dét*	Évolution des primes d'assurance et de réassurance
M.03 *plus*	Part de marché de l'assurance de plusieurs pays au sein de l'OCDE
N.01-15 *dét*	Bilan des banques dans les départements d'outre-mer, les collectivités territoriales, le territoire polynésien et la Nouvelle Calédonie (encours en fin d'année)
N.02-1 *dét*	Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces
N.02 *plus*	Encours des obligations
N.03 *rétro1*	Régions : opérations de fonctionnement
N.03 *rétro2*	Régions : opérations d'investissement
N.03 *rétro3*	Départements : opérations de fonctionnement
N.03 *rétro4*	Départements : opérations d'investissement
N.03 *rétro5*	Communes : opérations de fonctionnement
N.03 *rétro6*	Communes : opérations d'investissement
N.03 *rétro7*	Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés de 1965 à 2000
O.01-5A *dét*	Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume
O.01-5B *dét*	Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire
O.01-9 *dét*	Commerce extérieur selon les principaux pays fournisseurs et clients - Départements d'outre-mer
O.01-10 *dét*	Commerce extérieur selon les principaux pays fournisseurs et clients - Territoires d'outre-mer
O.01 *plus1*	Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde en 2000
O.01 *plus2*	Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique en 2001 - France entière
O.01 *plus3*	Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur
O.01 *plus4*	Principaux produits exportés par les Départements d'outre-mer
O.01 *plus5*	Principaux produits importés et exportés par les Territoires d'outre-mer
O.01 *plus6*	Commerce extérieur des biens culturels
O.01 *plus7*	Commerce extérieur des produits agricoles en valeur - France entière
O.01 *plus8*	Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur
O.01 *plus9*	Commerce extérieur 2001 des principales espèces de la pêche et de l'aquaculture
O.01 *plus10*	Commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires en valeur - France entière
O.02 *plus*	Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays
O.02 *rétro*	Bilan financier des redevances et droits de licence avec l'étranger de 1986 à 2001

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ACCIDENTS
- Avion L05 9
- Chemin de fer L01 7
- Industriels et technologiques A02 12
- Mer L04 9
- Route L02 9, 10

ACCIDENTS DU TRAVAIL C02 6, 7
ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) D03 8
ACIER K02 15
ACTIFS C01
- Agricoles I01 3
- Financiers N01 7
- Monétaires N01 6
- Population ..... B01 9 à 11, C01 1, 7A, 7B, 17

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... N02 1, 2, 3 et 5
- Cours ..... N02 5 et 6
- Émission N02 1
- Taux de rendement N02 5

ACTIVITÉ
- Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) M02 1
- Entreprises G02 3, 5
- Immobilière M02 1, 2
- Parquets et officiers du Ministère public (nombre) D04 4
- Juridictions civiles, procédures au fond et référés (Nombre). D04 3
- Taux d' — C01 2, 17

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE D04 2, 9
AÉRONAUTIQUE K02 8
AÉRONEF K02 8, L05 4, L05 9
AÉROPORT L05 7, 8
AFFAIRES CIVILES NOUVELLES (Nombre et %) D04 3
ÂGE
- Moyen des mères B02 5, 8, 11
- Population par — ..... B01 1 à 8

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises E03 1
- Effectifs M02 1, 2

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs C01 11, 12, 13
- Rémunération, indice C03 10, 11, 12, 13

AGGLOMÉRATION A01 6, 7
AGRÉGATS
- Comptabilité nationale G01
- Par habitant G01 8
- De monnaie N01 3
- Des secteurs institutionnels G01 7

AGRICULTURE I01
- Indices de prix agricoles H02 1, 2

AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires C04 7
- Dépenses d' — C04 6

AIR (Mesure de la qualité) A02 6
AIRES URBAINES A01 8
ALCOOL (Production) I01 11
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) K01 1, 2, K02 1
ALIMENTATION
- Dépenses d' — D01 1
- Indice des prix H01 1, 2, 3, 4

ALIMENTATION POUR ANIMAUX (Indices de prix) H02 2
ALLOCATIONS
- Familiales (Bénéficiaires et montants) C04 8, 9
- Logement C04 9

ALUMINIUM K02 15
AMEUBLEMENT
- Indices de prix à la consommation H01 1, 2
- Industrie de l' — K02 6

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — H02 1
- Production animale I01 13, 14

APATRIDES B03 11
APPAREIL PRODUCTIF G02
APPAREILS
- Domestiques K02 6
- D'émission et de transmission K02 10

APPRENTIS ..... F01 1, 14, 15 et 26
ARCHÉOLOGIE E02 3
ARMES (Et munitions) K02 9
ART E02
ARTICLES DE SPORT D01 3
ARTICLES DE VOYAGE (En cuir) K02 3
ASSURANCES M03
- Indice de prix à la consommation H01 1
- Maladie, volume d'actes remboursés D03 4
- Non-vie M03 1, 3, 4, 5, 6
- Vie M03 1, 3, 4, 5, 6

AUDIOVISUEL
- Budget du secteur public E01 5, 8
- Dépenses publicitaires des entreprises E01 8

AUTOBUS, AUTOCAR L02 3, 5
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) G01 10
AUTOMOBILE
- Achat D01 1, 2, 4
- Commerce et réparation M01 8
- Construction K02 7
- Équipements D01 6, 7, 9, K02 7
- Immatriculations L02 3, 4
- Indices de prix H01 1
- Industrie K01 2, K02 7
- Multi-équipement en — D01 5, 6, 7
- Taux d'équipement des ménages D01 5, 6, 7

AVION L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ..... F01 7 à 9
BALANCE DES PAIEMENTS O02
- Comparaisons internationales O02 7
- Investissements directs en flux O02 8

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR O01 1, 2, 4
BATEAU
- Commerce L04 4, 6, 7
- Construction navale K02 8
- Pêche I01 26
- Plaisance E05 7, 8, K02 8

BÂTIMENT
- Agricole K03 5
- Autre que logement K03 5
- Données générales ..... K03 1 à 3
- Industriel K03 5

BESOIN DE FINANCEMENT G01 7, 14
BIBLIOTHÈQUE E02 6, 12
BIENS CULTURELS ..... E02 5 à 9
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix de vente industriels H02 3
- Industrie des — K01 2, 4, 6

BIENS DURABLES
- Consommation, équipement ..... D01 1 à 7
- Électroménager K02 6

BIENS D'ÉQUIPEMENT (Industrie des —) K01 2, 4, 6
BIENS INTERMÉDIAIRES
- Indices de prix de vente industriels H02 3
- Industrie des — K01 2, 4, 6

BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFEVRERIE K02 6
BILAN (Voir aussi au mot principal)
- Banque de France N01 14
- Banques d'Outre-Mer N01 15
- De l'énergie J01 1
- Des entreprises G02 12
- Institutions financières et monétaires N01 14
- Sociétés d'assurance M03 6

BIOCARBURANT J06 5
BITUMES J03 4

BOIS
Bilan de la matière bois I01 25
De chauffage (consommation) J06 4
Exploitation forestière K01 1, K02 2
Industrie du — K02 13
Production I01 23, 24
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K02 13
BOISEMENT I01 22
BOISSON
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
BONS DU TRÉSOR N03 2
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 2
BROSSERIE K02 6
BUDGET
Ménages D01 10
De l'État ..... N03 1 à 6
BUREAU DE POSTE L06 1

C

CAC 40 ..... N02 4
CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAISSE D'ÉPARGNE N01 8
CAMÉSCOPE (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CAMIONS (Parc et immatriculations de —) L02 3, 5
CAMPING-CARAVANING E03 3, 5, 6
CAOUTCHOUC K02 14
CAPACITÉ DE FINANCEMENT G01 7, 14
CAPITAL (Compte de —) ..... O02 1 à 4, 7
CAPITALISATION BOURSIÈRE ..... N02 2 et 7
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix H01 1
CARTON K02 13
CASINOS E05 5
CASSETTE E02 6, 7
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 11
Population par — B01 8
Revenus par — C03 1
Salariés par — C02 2, 4
CÉLIBATAIRE B01 3, B02 9, 10, 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE
Puissance J04 2
Effectifs J04 5
CENTRE CULTUREL E02 12
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES E04 2, 3
CENTRES RÉGIONAUX D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE (CREPS) E04 4
CÉRÉALES (Production de —) I01 10
CHAÎNES HI-FI (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES (Genre de programmes des —) E01 9
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHANTIER NAVAL K02 8
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
CHASSE
Permis délivrés E05 9
Plans de — A02 5
CHAUDRONNERIE, CHAUDIÈRES K02 9
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE K02 8, L01 3
CHEPTEL I01 9, 13
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) L06 2
CHERCHEUR F02 3, 4, 5, 7
CHIFFRE D'AFFAIRES
Par activité (Indice) G02 17, 18
Commerce M01 3
Construction ..... K03 1 à 3
Entreprises G02 10
À l'exportation K01 1, G02 10
Industrie G02 10, K01 1, 5, 8, 9, 11, 12, K02 1
Presse ..... E01 1 à 3
CHIMIE K02 14
CHÔMAGE (Par sexe et âge, taux de) C01 3, 14
CHÔMEURS C01 1
CHSCT (Établissements et salariés couverts par un —) C02 9
CIMENT K02 11
CINÉMA E02 9, 10
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) L02 9, 10
CLASSES (Nombre de —) F01 4, 6
CLUB SPORTIF E04 5
CODEVI N01 8, 9
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Effectifs C01 16
Population A01 5, B01 6
Superficie A01 5
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) J02 1
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 9, 11
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE M01
Activité artisanale M01 4B, 6A
De détail M01 4, 5, 6, 8
De gros M01 7
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 2, 3, 8
Par produit ..... O01 4 à 7
Par zone O01 2, 8
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement N03 10, 11
Nombre de — ..... A01 4, 6 à 8, 10, 11
Population ..... A01 6, 8 à 11
COMMUNICATION E01
Autres moyens de — L06 3
D'entreprise L06 3
COMPOSANTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES K02 16
COMPTABILITÉ NATIONALE G01
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4, 7
Financier ..... O02 1 à 4, 7
De transactions courantes ..... O02 1 à 4, 7
Sur livret N01 9
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 11
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 15
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) G02 11, M03 4, 5
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 11
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 11
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 13
CONCENTRATIONS ATMOSPHERIQUES A02 6
CONDAMNATION D04 7
CONDITIONS DE TRAVAIL C02
CONFLITS DU TRAVAIL C02 8
CONFORT DES LOGEMENTS D02
CONGELATEUR (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 4
De charbon J02 1, 5
D'électricité J04 1, 4, 7
D'énergie J01 1, 5, 9
Dépenses de — finale ..... G01 1 à 3, 7 à 9
De gaz J05 1, 6, 7
Par habitant G01 8
Médicale D03 1
Des ménages ..... D01 1 à 4
De produits pétroliers J03 1, 7, 8
CONSTRUCTION
Aéronautique et spatiale K02 8
Comparaisons européennes K03 7
Électrique et électronique K02 10
Indice du coût de la — H02 5
Indices annuels de la — K03 7
Logement K03
Matériaux de — K02 11
Mécanique K02 9
Métallique K02 9
Navale K02 8
CONTRAT (À durée déterminée) C01 8
CONTRAVENTION D04 6
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) C03 5, N03 3
COURRIER (Déposé) L06 1
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2
COÛT (Main d'oeuvre) ..... C03 14 à 16
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
CRÉDIT
Institutions financières monétaires N01 11, 14
Crédit-bail M02 3, 4
Établissements de — N01 12, 13

Interne N01 12
CRIME D04 1, 7
CUIR (Industrie du —) K02 3
CUIVRE K02 15
CULTURE E02
CULTURELS (Fréquentation des lieux —) E02 12
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 10
CYCLES K02 8

D

DÉCÈS ..... B02 1, 12 à 18
Par causes D03 12
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL C02 9
DÉLITS D04 1
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) C01 10
DÉMOGRAPHIE B01, B02, B03, B04
Indicateurs synthétiques B02 3
DENSITÉ DE POPULATION A01 2, 4, 5, 7, 9
DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement N03 10, 11
Population A01 3, 4
Superficie A01 4
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs B01 9, 10, B03 8, C01 17
Bilan agrégé des banques N01 15
Bureau de poste L06 1
Caractéristiques principales de l'agriculture I01 17
Catégories socioprofessionnelles B01 8
Causes de décès D03 12
Chômage C01 17
Commerce extérieur O01 9
Démographie ..... B02 1, 2, 18 et B03 8
Diplôme B01 7
Étrangers B03 8
Exploitations agricoles I01 16
Exploitations forestières I01 20
Indices de prix à la consommation H01 3
Logement D02 6
Masse monétaire N01 16
Migrations B01 13
Médecins D03 5
Ménages B04 2, 4, 6
Monnaie, crédit N01 15
Navire de plaisance (Immatriculations) E05 8
Pharmaciens D03 5
Population ..... A01 3, 4, 11, B01 5 à 8, C01 17
Superficie forestière I01 20
Transport aérien L05 6
Transport maritime L04 7
Utilisation du territoire I01 17
DÉPENSE
Pour l'emploi C01 15
Santé D03 1, 2, 3
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) B01 11
DÉPÔT
À vue N01 9
À terme N01 9
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) F03 5
DETTE DE L'ÉTAT N03 2
DETTE SOCIALE (Contributions pour le remboursement de la — (CRDS) C03 5, N03 3
DEVIS CNC
Production aidée par genre E01 7
Production de films E01 6
DEVISES (Cours des —) N02 6
DIPLÔME F01 8, 9, 13, 14, 18
Animateur E04 1
Au recensement B01 7
Directeur E04 1
DIPLÔMES SPORTIFS E04 1
DISQUE COMPACT E02 7
DIVORCE B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 18
DONNEURS D'ORDRE K01 10
DOW JONES (Euro Stoxx) N02 8
DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL (Par secteur d'activités) C02 1, G01 13
DVD E02 8

E

EAU
De pluie A02 8
Pollution ..... A02 9 à 11
EAUX DE BAIGNADE (Qualité des —) A02 9
ÉCHANGES EXTÉRIEURS O01
ÉCOLES
Maternelles et primaires F01 3, 4
Supérieures F01 10, 11
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) J01 6
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION
Livres E02 5
Presse ..... E01 1 à 3
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION K02 4
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) E04 1
ÉDUCATION F01
Budget F01 24, 25
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État C01 11, 12, 13
Budgétaire de la justice D04 2
Dans les entreprises G02 10, K01 1, 8, K02 1
Par branche d'activité C03 2, 3
EFFECTIFS
De la fonction publique territoriale C01 16
Par taille d'établissement C01 6
Secteur de l'assurance M03 2
EFFET DE SERRE A02 7
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) C02 11
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J04 6, 7
Consommation des ménages D01 1, 4
Production J01 3, J04 1, 6
ÉLÈVES ..... F01 1 à 6, 17
Par origine sociale F01 12
De terminale F01 7
EMPLOI
Biens et services ..... G01 1 à 3
Demandes d'— (en fin de mois) C01 10
Intérieur G01 11, 12
Salarié G01 12
ENDETTEMENT INTÉRIEUR N01 4
ÉNERGIE
Bilan J01 1
Comparaisons internationales J01 8, 9
Économies d' — J01 6
Exportations J01 1
Grandeurs caractéristiques J01 2
Importations J01 1
Nucléaire J04 1, 2
Primaire J01 1, 3, 5, 8, 9
ÉNERGIES RENOUVELABLES ..... J01 1, J06 1 à 6
ENFANT
Légitime ..... B02 1, 4 à 7
Naturel B02 4, 5
Qualité juridique B02 4, 5
sans vie B02 1, 4, 18
ENGRAIS K02 14, I01 8
Indice de prix H02 2
ENREGISTREMENTS (sonores, vidéos, informatiques) K02 4, 6
ENSEIGNANTS F01 22, 23
ENSEIGNEMENT F01
Agricole F01 16
Art, musique, histoire de l'art F01 17
Différents niveaux F01 20
Sanitaire et social F01 18
Supérieur ..... F01 10 à 13
ENTREPRISES
Par activité G02 3, 5, 10
Artisanales K03 3
Forme juridique G02 5, 9
Groupes G02 13, 14, 15, 16
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) G02 2, 3, 5, 10
Nombre d' — ..... G02 1, 9, K01 8, 11, 12, 13, K03 1 à 3
Performances des — G02 17, 18
Rentabilité K01 4
Selon régime fiscal G02 9
Par taille G02 1, 3, 5, 10, K01 4, 5, 9, K03 3
Transport routier L02 1
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes K01 12
PMI K01 12, 13
Principales évolutions K01 5
Principales grandeurs K01 12
Par secteur K01 1, 5, 6, 10, 11, 12
ENVIRONNEMENT A02
Dépense A02 15, 16
ÉPARGNE N01 8
Brute G01 7,8

Taux d' — G01 9
ÉPURATION A02 10
ÉQUIPEMENT
Culturel E02
Électroménager K02 6
Indices de prix de vente industriels H02 3
Ménages D01 5, 6, 7
Touristique E03 2, 3
ÉQUIPEMENTS
Automobiles K02 7
Mécaniques K02 7
ESPACES NATURELS A02 2
ESPÈCES
De vertébrés (État des —) A02 3
Animales (État des —) A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ..... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Par activité C03 2, G02 4
De commerce M01 2
De crédit N01 2
De travail temporaire C01 7B
Employeurs (Activités immobilières) M02 2
Employeurs (Services aux particuliers) M02 2
Employeurs (Services aux entreprises) M02 2
Enseignement F01 6, 14, 16, 17, 23
Hospitaliers (Équipement et activité) D03 7, 10
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) G02 4
Par taille G02 4
Tourisme E03 2, 3
ÉTAIN K02 15
ÉTAT
Dépenses ..... C04 6 et N03 1, 5
Dette N03 2
Recettes N03 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL B01 3, B02 9, 10, 12, B03 12
ÉTAT-CIVIL B02
ÉTRANGER (Vacances à l'—) E03 7
ÉTRANGERS B03
Par activité économique B03 6, 8, 13
Par âge B03 2, 7, 12
Par catégorie socioprofessionnelle B03 3
Famille B03 4
Fécondité B02 7
Natalité des — B02 7
Nationalités ..... B03 1 à 5, 7, 10, 13
Permanents ..... B03 11 à 13
Salariés B03 3, 6
Par sexe ..... B03 2, 5 à 7, 12
ÉTUDIANTS ..... F01 1, 2, 10 à 12
EURO
Indices de la production industrielle dans la zone — K01 3
Parité N01 1
EXCÉDENT NATUREL B02 1, 2, 18
EXPLOITATION
Agricole I01 1, 2, 16
Compte d' — G02 11
Forestière K01 1, K02 2
Résultat d' — K01 1
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... O01 1 à 10
Comptabilité nationale G01 1, 2, 14
D'électricité J04 1

F

FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle B04 5
Monoparentales B04 1, 4, 5
Nombre d'enfants B03 4, B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) K01 6
Comptabilité nationale G01 1, 2
FÉCONDITÉ B02 3, 8
FÉDÉRATION SPORTIVE E04 5
FER (Minerais de —) K02 11
FERRO-ALLIAGE K02 15
FERROVIAIRE
Matériel — K02 8
Transport — L01
FILATURE K02 12
FILM
Cinéma E02 9, 10
Coût E01 6
Télévision E01 6
FINANCEMENTS (De l'économie) N01 5
FINANCES
Marché financier N02
Publiques N03
FIOUL J03 4
FLOTTE
Aérienne L05 3
Commerciale L04 3
Fluviale L03 4
Pêche I01 26
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) C03 10, 11, 12, 13
FONDERIE (travail des métaux) K02 15
FONTE K02 15
FORÊT I01
Incendies de I01 21
FORMATION F01
Professionnelle continue ..... F01 15, 19 et 26
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 3
FOURRURES (Industrie des —) K02 3
FRANCE TÉLÉCOM (Personnel) L06 3
FRUITS
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices des prix à la production et de gros H02 1
Prix, indices de prix à la consommation H01 1
Production I01 12

G

GAINS SALARIAUX C03 8, 9
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J05 4, 5, 6, 7
De France (Effectif) J05 3
Émissions de — A02 7
GAZODUC (Transport du gaz) J05 2
GAZOLE (Livraisons) J03 4
GÉNIE CIVIL K03 1, 2
GIBIER (Chasse) A02 5
GÎTES RURAUX E03 5
GRANDES SURFACES (Commerce) M01 1
GRÈVES C02 8
GROS OEUVRE K03 1
GROUPE D'ENTREPRISES G02 13, 15

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Industrie de l' — K02 3
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — C04 7, 13
Établissements pour — D03 10
HÉBERGEMENT E03 3, 5, 6
HÉLICOPTÈRE L05 4
HEURES SUPPLÉMENTAIRES C02 1
HIPPISME ..... E05 1 à 3
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
Équipements D03 9
Établissements D03 7A, 7B
HOSPITALISATION D03
Équipement D03 9
Activité D03 9
HÔTEL (Salariés) M02 1
HÔTELLERIE
Homologuée E03 2
Indices de prix H01 1
HOUILLÈRES
Effectif J02 2
Production J02 4
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2
HYDROLOGIQUE A02 8
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMAGE L06 3
IMMATRICULATIONS
De navires E05 7, 8
De véhicules L02 3, 4
IMMIGRANTS (Type de procédure) B03 11
IMMIGRÉS
Par âge B03 1, 2,
Par pays de naissance B03 1, 2, 5, 7
Par sexe ..... B03 5, 6 à 8

IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... O01 1 à 10
Comptabilité nationale G01 1, 2, 14
De gaz J05 1
IMPÔT N03 6, 7, 8, 9
Sur le revenu N03 8, 9
IMPRIMERIE K02 4
INCENDIES DE FORÊTS I01 21
INDEMNITÉS (Catastrophes) A02 13
INDICATEUR (Des entreprises) K01 4, M02 2
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICATEURS MONETAIRES N01 17
INDICE (Voir aussi au mot principal)
Du coût de la construction H02 5
Des prix H01
Des prix agricoles à la production H02 1
Des prix des logements anciens H02 4
Des prix de vente industriels H02 3
De production industrielle K01 2
Des traitements des fonctionnaires C03 13
INDICES (Voir aussi au mot principal)
Boursiers N02 4
De chiffre d'affaires par activité G02 17, 18
De commerce extérieur (Valeur) O01 5B, 7, 8
De commerce extérieur (Volume) O01 5A
De prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) H02 2
Des prix à la consommation H01
Des prix à la consommation harmonisés (IPCH) H01 5, G01 16
INDUSTRIE
Automobile K01 2, 4, 6, K02 7
Données générales K01
Indices de prix de vente H02 3
Manufacturière K01 3, 6, 8, 13
Pharmaceutique K02 5
INDUSTRIE DU POISSON (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1, K02 1, 2
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1, K02 2
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES K01 1, 2, K02 1
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) K01 1, K02 1
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1, K02 1
INDUSTRIES DES BOISSONS (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1, K02 1
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1, K02 1
INDUSTRIES DES VIANDES (Effectif, chiffre d'affaires) K01 1
INFORMATION E01
INFRACTIONS D04 1
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 21
INSTITUTEUR F01 22, 23
INSTRUMENTS
De mesure K02 10
De musique K02 6
INTÉRIM C01 8
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 7
INTERNET
Abonnés L06 3
Monde L06 5
Taux de connexion D01 5, 6, 7
Trafic L06 3
INVESTISSEMENT
Construction K03 8, 9
Corporel K01 1, K02 1, 2
Direct (en flux) K01 12, O02 8
Des entreprises G02 10
Immatériel K01 7
Industriel K01 6
International O02 9
Matériel K01 7
Productif K01 5
Par secteur K01 1
IPAMPA H02 2
IPCH (Voir INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS) H01 5

J

JEUNESSE
Juridiction de la — D04 8
Et sports E04
JEUX K02 6
D'argent ..... E05 3 à 5
JOUET K02 6
JOURNAUX (Presse, édition, ventes) ..... E01 1 à 3, K02 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 5, 6, 7
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) D04 5
JURIDICTION CIVILE (Activité) D04 3
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE D04

L

LAIT
Consommation des ménages D01 1, 4
Production, chiffre d'affaires K02 1
LAVE LINGE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7
LAVE VAISSELLE (Équipement) D01 5, 6, 7
LÉGUMES
Consommation des ménages D01 1, 4
Prix de détail et indices de prix à la consommation H01 1
Production légumes frais I01 12
LICENCE SPORTIVE E04 5
LICENCIEMENT C02 12
LIEUX CULTURELS ET RÉCRÉATIFS (Fréquentation) E05 6
LIGNES
Aériennes L05 6, 8
Électriques J04 3
Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) ..... E02 5 et K02 4
LIVRET JEUNE N01 8, 9
LOCATAIRE D02 1, 2, 3, 5, 6
LOCOMOTIVE (Construction) K02 8
LOGEMENT D02
Autorisé K03 4
Avec ascenseur D02 4
Avec Digicode-interphone D02 4
Avec garage, box, parking D02 4
Avec gardien D02 4
Budget des ménages D01 1, 2, 10
Commencé K03 6
Confort D02 1, 2, 3, 5, 6
Époque d'achèvement D02 1, 2, 3, 5
Indice du coût de la construction H02 5
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Individuel et collectif K03 6, 10
Neuf K03 10
Nombre de personnes par logement et par pièce D02 1, 2, 3, 5
Nombre de pièces D02 2, 6, K03 3, 4, 10, 11
Parc locatif social K03 11
Selon l'âge de la personne de référence D02 3
Vacant D02 1, 2, 6
Ventes-stocks K03 10
LOGEMENTS ANCIENS (Indices des prix en France, à Paris et en province) H02 4
LOI DE FINANCES (Exécution) N03 1
LOISIRS E05
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS (Indices de prix à la consommation) H01 1
LUNETTES (Production) K02 6

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) G01 16
MACHINE AGRICOLE
Construction de — K02 9
Indices de prix H02 2, 3
MACHINES DE BUREAU K02 10
MACHINE OUTIL K02 9
Indices de prix H02 2, 3
MAGNÉTOSCOPE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7, K02 6
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle D02 1, 2, 5, K03 2
MAISONS (D'édition) E02 4
MALADIE
Longue D03 11
Professionnelle C02 5
MALT K02 1
MANDATS POSTAUX (Tarifs) L06 2
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5, 6, 7, 8
Trafic ferroviaire L01 3, 5, 6
Trafic maritime L04 1, 4, 5, 6, 7
MARCHÉ (Financier, bourse) N02
MARCHÉ DU TRAVAIL C01 10
MARIAGE B02 1, 9, 10, 18
MARIN-PÊCHEUR I01 27
MARINE DE COMMERCE L04

MAROQUINERIE K02 3
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE N01 16
MASSE SALARIALE C03 9
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K02 11
MATÉRIEL
Agricole K02 9
de commutation et de télécommunications K02 10
Électrique K02 10, 16
Électroménager K02 6
Ferroviaire K02 8
Informatique K02 10
Médico-chirurgical et d'orthopédie K02 10
Photographique K02 6
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 2, 9
MATIÈRES PLASTIQUES K02 14
MÉCANIQUE (Industrie) K02 9
MÉDECIN D03 5, 6
MÉDIAS E01
MÉDICAMENTS K02 5
MÉNAGE (Âge de la personne de référence) B04 1, 4
MÉNAGES
DOM B04 4, 6
Équipement D01 5, 6, 7
Nombre de — B04 2, 6
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Revenu G01 9
Type et composition des — B04 4
MENUISERIES MÉTALLIQUES K02 9
MER
Interventions et accidents en — L04 9
Produits de la — I01 28
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K02 15
MÉTAUX (Travail des —) K02 15
MEUBLES (Fabrication de —) K02 6
MIDCAC N02 4
MICRO-ONDES (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
MICRO-ORDINATEURS (Taux d'équipement des ménages) . D01 5, 6, 7
MIGRATIONS
Alternantes B01 11
Définitives B01 12, 13
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
Extraction et préparation de — K02 11
De fer et sidérurgie K02 15
Métaux et demi-produits non ferreux K02 15
Métaux ferreux K02 15
MINÉRAUX DIVERS K02 11
MINIMA SOCIAUX (Bénéficiaires de —) C04 13
MINIMUM VIEILLESSE C04 12
MINISTÈRES (Effectifs des —) C01 11, 12
MINITEL (Taux d'équipement) D01 5, 6, 7
MOBILES (Abonnés aux téléphones) L06 4
MONNAIE N01 3, 16
Parité de l'euro N01 1
MONNAIES ET MEDAILLES (Fabrication) K02 6
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1, 2 et 12
MORT-NÉS B02 1, 4, 18
MORTALITÉ
(Voir aussi ENFANTS SANS VIE) ..... B02 1, 2, 4, 13 à 15, 17, 18
Causes de décès D03 12
Infantile B02 2, 13, 18
Tables de — B02 15, 16
Taux de — B02 2, 13, 18
MOTEURS, GÉNÉRATRICES
ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES K02 10
MOTOCYCLE (Production) K02 8
MULTIMÉDIA L06 3
MUSÉE E02 2, 12

N

NAISSANCES (Voir aussi NATALITÉ) ..... B02 1, 4 à 7, 18
NASDAQ (National Association of Securities
Dealers Automated Quotation) N02 7
NATALITÉ (Voir aussi NAISSANCES) B02 2, 17, 18
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGERS) ..... B02 7, 10, 17 et B03
Acquisition, perte B03 3, 5, 9, 10
Données démographiques B02 7, 10
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 11
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculations) E05 7, 8
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 18
NON SALARIÉ C01 1, 7A
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 1
Production brute d'électricité J04 6
Production d'électricité thermique classique J04 1, 2
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUPTIALITÉ (Voir aussi MARIAGE) B02 2, 3, 11, 17, 18

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1, 2, 3 et 5
OPEP J03 5
OPÉRATIONS FINANCIÈRES N03 1
OPTIQUE K02 6
OPCVM (Organismes de placement collectif
en valeurs mobilières) ..... N01 3, 5, 6, 7 et 14
OR (Cours de l' —) N02 6
ORDURES MÉNAGÈRES A02 14

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTONS K02 13
PARACHIMIE K02 14
PARC
Automobile (Des ménages) D01 4
Bateaux fluviaux L03 4
De véhicules de transports L02 5
PARCS NATIONAUX A02 2
PARFUMS (Et produits de toilette) K02 5
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC (Activités) D04 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 8, K01 11
PÂTE À PAPIER K02 13
PATRIMOINE (Des secteurs institutionnels) N01 7
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture I01 2, 9
Assurances M03 8, 9
Balance des paiements O02 7
Comptabilité nationale G01 15
Population, superficie, densité A01 2
Production industrielle K01 3
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 4
Trafic aérien L05 6, 8
Trafic maritime L04 8
PÊCHE
Loisir E05 9
Maritime I01 28
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 3
PÉPINIÈRE I01 23
PERSONNEL
Hospitalier (Effectifs) D03 5
De la justice D04 2
De la marine de commerce L04 2
Navigant et à terre L03 2
De santé D03 5, 6
Transports aériens L05 1, 2
PÉTROLE
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J03 5, 6, 7, 8
Déstockage J03 1
Production J03 1, 5, 6
Stockage J03 1
PHARMACIE (Indices de prix de détail
des spécialités vendues en —) H01 6
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN K02 5
PHARMACIEN D03 5
PHONOGRAMME E02 6, 7
PIB G01 1, 2, 3
Par habitant G01 8
PIÈCES (Nombre par logement) D02 1, 2, 6
PLACEMENTS FINANCIERS N01 5
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) M03 7
PLACEMENTS DE VACANCES E04 2, 3
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT N01 8, 9
PLOMB K02 15
PMI K01 12, 13
PNEUMATIQUE (Production) K02 14
POISSON
Espèces débarquées I01 28
Indices de prix H01 1
Industrie K02 1
POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE D04
POLLUTION

Atmosphérique A02 6, 7
Dépenses A02 15, 16
Industrielle de l'eau A02 11
En eau douce et en mer A02 9
POMPES-COMPRESSEURS K02 9
POPULATION A01
Par âge ..... B01 1 à 8
Des agglomérations A01 6, 7
Par catégorie socioprofessionnelle B03 3
Des collectivités B04 3
Des collectivités territoriales A01 5, B01 6
Des communes ..... A01 6, 9 à 11
Comparaisons internationales A01 2
Des départements A01 3, 4
Des DOM ..... A01 3, 4, 11, B01 5 à 7, B02 1, 2, B03 8, C01 17
Estimation A01 2
État matrimonial B01 3
Des habitations mobiles B04 3
Mouvement naturel B02 1, 2, 18
Non réintégrée B04 3
Des pays étrangers A01 2
Projection A01 2
Des régions A01 3, 4
Réintégrée B04 3
Résidente occupée C01 5
Par sexe ..... B01 2 à 8
Salariée C01 1, 5, 6, 7A, 8, 9
Solde migratoire B02 1
Des TOM A01 5, B01 6, B02 18
Urbaine — rurale ..... A01 6 à 8, 11
POPULATION ACTIVE B03 3, 8, C01
Par activité B03 8, C01 5, 7A
Ayant un emploi (Par statut) B01 9, 10, C01 7A
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 4
POPULATION CARCÉRALE D04 9
POPULATION ÉTRANGÈRE B03
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE F01 2
PORTS MARITIMES
Mondiaux L04 6, 8
Trafic des — L04 6
POSTE
Effectif C01 11, L06 1
Tarifs L06 2
PRÉLÈVEMENTS
Obligatoires N03 3, 4
Courses de chevaux E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales). C03 5
PRENEURS D'ORDRE K01 9
PRESSE ..... E01 1 à 3, K02 4
PRESTATIONS
Familiales C04 2, 8, 9
Maladies C04 2
Sociales C04 1, 2, 3
Versées par les caisses de sécurité sociale C04 5
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) C04 10, 11
PRÊTS N01 12
PRIME D'ASSURANCE M03 3, 8, 9
PRIX
Agricoles (Indices) H02 1
À la consommation (Indices) H01
Des logements anciens (Indices) H02 4
De vente industriels (Indices) H02 3
Terres agricoles I01 6
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole I01 9, 10, 11, 12
Énergie K01 2, J01 1, 3, 8
Films ..... E01 6, 7 et E02 10
Forestière I01 23, 24
Fruitière I01 12
De gaz J05 1, 4, 5
Indices des prix agricoles à la — H02 1
Industrielle (indices de la —) K01 2, 3
PRODUCTIVITÉ (Apparente du travail) G01 13
PRODUIT
Commerce extérieur par — ..... O01 4 à 8
Pétrolier (Importation) J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) J03 4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Voir PIB)
PRODUITS
Amylacés K02 1
Blancs K02 6
Bruns K02 6
de carrières K02 11
Céramiques K02 11
Chimiques K02 14
Énergétiques (Indices de prix de vente industriels) H02 3
Métalliques K02 15
Pharmaceutiques H01 1, 6
PROFESSEUR F01 22, 23
PROFESSIONS
Artistiques et littéraires E02 13
De santé (Effectif et densité) D03 5, 6
PROPRIÉTAIRE D02 1, 2, 3, 5, 6
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION (Espaces naturels) A02 2
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE D04 8
PROTECTION SOCIALE
Compte C04 1
Indice de prix à la consommation H01 1
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) E01 8
PUISSANCE (Des centrales électriques) J04 2

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) E01 10
RADIOTÉLÉPHONE (Abonnés) L06 4
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 3
RANDONNÉES (Pédestres) E03 10
RATIOS (Comptabilité nationale) G01 10
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 6
RECENSEMENTS DE LA POPULATION B03 1, 2, 8
RECHERCHE (Par branche) F02 7
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Dépenses ..... F02 1, 2, 5 à 7
Effectifs ..... F02 3 à 5, 7
Entreprises F02 3, 5, 7
Financement F02 2, 5, 6
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 4, 5
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (voir durée annuelle du travail)
RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR
(Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
RÉFRIGERATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ
(Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
RÉFUGIÉS B03 11
RÉGIMES (Sécurité sociale) C04 2, 5, 8
RÉGIONS
Population A01 3, 4
Superficie, densité A01 4
Fonctionnement, investissement N03 10, 11
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE)
Épargne N01 8
RENTABILITE (Indicateurs de —) K01 4
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE ..... D01 5 à 7
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL C02 9, 10, 12, 13
REPRISES (D'entreprises) G02 6
RER (Voir RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL)
RÉSEAU
Cablés L06 3
Routier L02 2
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSERVES
Charbon J02 4
Gaz J05 4
Naturelles A02 2
Pétrole J03 5
RÉSIDENCE (de Tourisme) E03 5, 6
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE D02 1, 2, 3, 5, 6, K03 4
RESSOURCES ET EMPLOIS (Biens et services) G01 1, 2, 3
RESTAURANTS (Salariés) M02 1
RESTAURATION (Indice de prix à la consommation) H01 1
RÉSULTAT (Compte de —) G02 11
RETRAITE C03 1, C04 10
REVENU
Complément de — C04 9
Disponible C03 1, G01 9
Des ménages C03 1, G01 9
Par habitant G01 8
Et salaire C03
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) C04 13, 14

S

SALAIRE C03
Annuel C03 2, 3, 10
Par décile C03 4, 12
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) C01 1, 5, 6, C02 4, C03 7
Des activités immobilières M02 1, 2
Commerce M01 2, 7, 8

Construction K03 1, 2
Dans les entreprises d'assurance M03 2
Des entreprises de service M02 1, 2
Étrangers B03 6
Répartition des — par type d'horaires C01 7A, C02 2
Représentativité C02 9, 10, 11
Au SMIC C03 7
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 18
Service de — (Indices de prix à la consommation) H01 1, 2
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN K02 5
SCIERIE K01 1, K02 2
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SÈCHE LINGE (Taux d'équipement des ménages et fabrication) D01 5, 6, 7
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 5
Professionnel F01 5, 6
SECOND DEGRÉ ..... F01 5 à 9
SECOND OEUVRE K03 1
SECTEUR (D'entreprises (Services aux entreprises et aux particuliers)) M02 1, 2
SECTEUR INSTITUTIONNEL G01 6, 7, 11
SECTIONS SPORTIVES E04 4, 5
SÉCURITÉ SOCIALE C04 5
SÉJOURS
Linguistiques E04 2, 3
De vacances à l'étranger E03 7
SERVICES M02
Aux entreprises M02 1, 2
Indices de prix H01 1, 2
Aux particuliers et activités immobilières M02 1, 2
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) M02 1
SERVICES POSTAUX L06 2
SEXE (Population par —) ..... B01 2 à 10
SIDA D03 13
SIDÉRURGIE K02 15
SITES INSCRITS ET CLASSÉS E02 13
SMIC C03 6
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurance et réassurance M03 1
Financières N01 13
Non financières G01 10
SOLDE MIGRATOIRE B02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 20, 21
SOUS-TRAITANCE K01 9, 10
SPORT E04
De haut niveau E04 6
STATUT (Effectif de la Fonction publique par —) C01 11, 12, 13
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
Industrielle K01 1
De la population B03 2
Urbaine de la métropole A01 6
SUBDIVISIONS (Des régions, des départements, des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales) A01 4, 5
SUCRE (Consommation des ménages) D01 1, 4
SUPERFICIE
Des espaces naturels protégés A02 2
Des exploitations agricoles A01 1, I01 1, 2
Forestière I01 18, 19, 20
Pays étrangers A01 2
Régions et départements A01 4
Répartition du territoire métropolitain A01 1
Territoires d'outre mer et collectivités territoriales A01 5
SYNDICAT
Délégués syndicaux C02 9, 10
Élections aux comités d'entreprises C02 11
Représentativité des — C02 10

T

TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité dans les DOM C01 17
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement G01 10
Chômage C01 4, 14
De couverture O01 6
Épargne des ménages G01 9
Excédent naturel B02 2
Indépendance énergétique J01 4, 7
Intérêt N01 2, 8, 10, 17
Mortalité B02 2, 14, 17, 18
Mortalité infantile B02 2, 13, 14, 18
Natalité B02 2, 17, 18
Nuptialité B02 2, 11, 17, 18
Prélèvements obligatoires N03 3, 4
Rémunérations annexes C03 11
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 9
TAXES N03 6, 7
TECHNOLOGIES (Salariés utilisateurs de nouvelles —) C02 4
TÉLÉCOMMUNICATIONS M02 1, 2
TÉLÉPHONE (Taux d'équipement des ménages européens) D01 5, 6, 7
TÉLÉPHONE MOBILE
Clients par opérateur (Nombre) L06 5
Monde L06 5
TÉLÉPHONE PORTABLE (Taux d'équipement des ménages) D01 5, 6, 7
TÉLÉPHONIE
Fixe L06 3
Mobile L06 3
TÉLÉVISION ..... E01 4 à 11
Achat des ménages D01 5, 6, 7
Durée d'écoute quotidienne E01 10
Émissions par genre et chaîne E01 7, 9, 11
Fabrication K02 6
Production aidée par genre E01 7
Redevance E01 4, 5
TÉLÉVISION COULEUR
Multi équipement en — D01 5, 6, 7
Taux d'équipement des ménages D01 5, 6, 7
TEMPS PARTIEL C01 7A, 7B
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) O01 7
TERRES ARABLES A01 1, 5
TERRES LABOURABLES I01 6
TERRITOIRE
Occupation physique du — A02 1
Répartition du — A01 1
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM) A01 5
Commerce extérieur O01 10
Démographie B01 6, B02 18
Indices de prix à la consommation H01 4
Monnaie N01 16
Navire de plaisance (Immatriculations) E05 8
Superficie, population A01 5
Transport aérien L05 6
TEXTILE
Artificiel et synthétique K02 12
Indices de prix H01 1, 2
Industrie K02 12
Naturel (coton, soie, laine) K02 12
THÉATRE E02 11
TIRAGE (Presse) E01 1, 3
TISSAGE K02 12
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOF (Tableau d'opérations financières) N01 6
TOURISME E03
International E03 12
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles K02 9
Immatriculations de — L02 3
Indices de prix des — H02 2
Routiers K02 7
TRAFIC
Aérien L05 5, 6, 7, 8
Ferroviaire L01 4, 5, 6
Fluvial L03 5, 6
Maritime L04 4, 5, 6, 7
Portuaire L04 5, 7, 8
Internet L06 3
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) C03 10, 11, 12, 13
TRAITEMENT DES DÉCHETS A02 14, J06 3
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4, 6
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5
TRANSPORTS
Aériens L05 1, 2, 3
Ferroviaires L01 4, 5, 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Maritimes L04
Navigation intérieure L03
Routiers L02 1, 6, 7, 8
Terrestres (Construction de matériel) K02 7

Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 1
Urbains, marchandises et routiers voyageurs L02 1, 6, 7, 8
TRAVAIL
Durée du — C02 1
Efforts et risques C02 3
Horaires de — C02 2, 3
Le samedi, le dimanche C02 2
Marché du — C01 10
Mécanique du bois K02 13
Des métaux K02 15
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée C01 8, 9
TRAVAILLEURS (Étrangers permanents) ..... B03 11 à 13
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et nombre) D04 3, 6
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et nombre) D04 6

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Coût de la main-d'œuvre C03 15, 16
Critères de convergence de l' — au sens du Traité de Maastricht G01 16
Effectifs animaux I01 9
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Population B01 2
Primes d'assurance dans l'— M03 8, 9
Production agricole I01 9
Protection sociale (dépenses, recettes) C04 3, 4
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
Taux de chômage C01 4
UNIVERSITÉS ..... F01 2, 10 à 13
UTILISATION DU SOL
Forêt I01 18, 19, 22
Répartition territoriale métropolitaine A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 5, 17

V

VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
VALEUR AJOUTÉE
Par branche G01 4, 5, 6
Par secteur institutionnel G01 6
VALEURS MOBILIÈRES
Bourse ..... N02 1, 3, 4 et 8
Entreprises d'assurance M03 7
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 6
VANNERIE K02 13
VÉGÉTAUX
Indices de prix H02 1
Productions de — I01 12
VÉHICULES
Automobiles (Production) K02 7
Indices de prix à la consommation H01 1
Pour invalides K02 8
Parc des — de La Poste L06 1
Utilitaires (Immatriculations) L02 3
VENTES (Commerce) M01 4, 5, 6
VERRE K02 11
VERTÉBRÉS A02 3
VEUF (VEUVE) B01 3, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 4
Indice de prix, prix de détail, prix de gros H01 1
VIDÉOGRAMME E02 8
VIDÉOS E02 6
VIEILLESSE (Prestations) C04 10, 11, 12
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 6, 7, 9 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 4
Indices de prix à la consommation H01 1
Production I01 11
VOIES NAVIGABLES L03
VOITURE
Taux d'équipement des ménages en — D01 5, 6, 7
Multi-équipement en — D01 5, 6, 7
VOYAGES (Personnels) E03 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 7, 8
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 1, 8
Transports routiers de — L02 1, 8

Z

ZINC K02 15

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES DE L'INSEE

Abonnement annuel - Tarif 2003

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

10 000 séries mensuelles, trimestrielles et annuelles concernant l'ensemble de la vie économique, complétées par les séries rétrospectives des principaux indices et par le bilan démographique.

France	*55 €*
Étranger	*69 €*

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Chaque numéro est un recueil d'articles sur un grand thème du débat social proposant des commentaires, des tableaux et des graphiques ainsi qu'une bibliographie.

France	*63 €*
Étranger	*78 €*

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Cette collection publie des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

France	*83 €*
Étranger	*103 €*

INSEE PREMIÈRE

Le « 4 pages » qui, régulièrement, présente les analyses et les commentaires des experts de l'Insee sur un thème de l'actualité économique et sociale.

France	*70 €*
Étranger	*87 €*

INSEE RÉSULTATS

Cette collection présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques menées par l'Insee.
Elle s'articule autour de deux séries : Société et Économie.
Certains volumes sont sous forme d'un fascicule papier accompagné d'un cédérom.

Série 1 - Société

France	*450 €*
Étranger	*560 €*

Série 2 - Économie

France	*300 €*
Étranger	*373 €*

SYSTÈME « STATISTIQUE PUBLIQUE »

SYNTHÈSES

Cette collection présente des études et des enquêtes faites par les organismes du système statistique public.

France	*146 €*
Étranger	*182 €*

RECUEIL D'ÉTUDES SOCIALES

Emploi, revenus, éducation, formation, chômage, salaires, mais aussi démographie, famille, santé, justice, logement, modes de vie. Une sélection des meilleurs articles récemment publiés par les principaux organismes publics français d'études et de statistiques du domaine social : Cereq, Credoc, Ined, Insee, etc.

France	*48 €*
Étranger	*60 €*

ACCÈS AUX PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE

À PARIS

INSEE Info Service

Librairie, accueil du public,
salle de consultation, prestations sur mesure

Tour Gamma A
195, rue de Bercy
75582 **PARIS** cedex 12
Tél. : 01 41 17 66 11

24h/24 DES SERVICES TÉLÉMATIQUES

Internet

www.insee.fr
www.sirene.tm.fr
www.alisse.insee.fr
www.recensement.insee.fr
http://indicespro.insee.fr

Audiotel

08 92 68 07 60 (0,34 €/mn)
Indices - Coordonnées de l'Insee

Minitel

3615 INSEE (0,15 €/mn)
3617 INSEE (0,84 €/mn)
Renseignements par télécopie

3617 SIRENE (0,34 €/mn)
3617 PVI (0,34 €/mn)
Indices des prix de vente industriels

Dans vos régions, l'INSEE c'est aussi : l'accueil du public, des salles de consultation, des produits standard, des prestations sur mesure

ALSACE
Cité administrative Gaujot
14, rue du Maréchal Juin
67084 **Strasbourg** Cedex
Tél. : 03 88 52 40 40

AQUITAINE
33, rue de Saget
33076 **Bordeaux** Cedex
Tél. : 05 57 95 05 00

AUVERGNE
3, place Charles de Gaulle - BP 120
63403 **Chamalières** Cedex
Tél. : 04 73 31 82 82

BOURGOGNE
2, rue Hoche - BP 1509
21035 **Dijon** Cedex
Tél. : 03 80 40 67 67

BRETAGNE
36, place du Colombier - CS 94439
35044 **Rennes** Cedex
Tél. : 02 99 29 33 33

CENTRE
43, avenue de Paris
45000 **Orléans**
Tél. : 02 38 69 53 35

CHAMPAGNE-ARDENNE
10, rue Édouard Mignot
51079 **Reims** Cedex
Tél. : 03 26 48 60 00

CORSE
Résidence du Cardo
Rue des Magnolias - BP 907
20700 **Ajaccio** Cedex 9
Tél. : 04 95 23 54 54

FRANCHE-COMTÉ
83, rue de Dole - BP 1997
25020 **Besançon** Cedex
Tél. : 03 81 41 61 61

ÎLE-DE-FRANCE
7, rue Stephenson
78188 **S^T Quentin-en-Yvelines** Cedex
Tél. : 01 30 96 90 00

LANGUEDOC-ROUSSILLON
274, allée Henri II de Montmorency
34064 **Montpellier** Cedex 2
Tél. : 04 67 15 70 00

LIMOUSIN
50, avenue Garibaldi
87031 **Limoges** Cedex
Tél. : 05 55 45 20 07

LORRAINE
15, rue du Général Hulot - CS 54229
54042 **Nancy** Cedex
Tél. : 03 83 91 85 85

MIDI-PYRÉNÉES
36, rue des Trente-Six ponts
31054 **Toulouse** Cedex 4
Tél. : 05 61 36 61 36

NORD-PAS-DE-CALAIS
130, avenue du Président J.-F. Kennedy
BP 769
59034 **Lille** Cedex
Tél. : 03 20 62 86 29

BASSE-NORMANDIE
93, rue de Geôle
14052 **Caen** Cedex 4
Tél. : 02 31 15 11 00

HAUTE-NORMANDIE
8, quai de la Bourse
76037 **Rouen** Cedex
Tél. : 02 35 52 49 11

PAYS DE LA LOIRE
105, rue des Français Libres
44270 **Nantes** Cedex 2
Tél. : 02 40 41 75 75

PICARDIE
21, rue des Otages
80040 **Amiens** Cedex 1
Tél. : 03 22 97 32 00

POITOU-CHARENTES
5, rue Sainte Catherine - BP 557
86020 **Poitiers** Cedex
Tél. : 05 49 30 01 01

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
17, rue Menpenti
13387 **Marseille** Cedex 10
Tél. : 04 91 17 57 57

RHÔNE-ALPES
165, rue Garibaldi - BP 3196
69401 **Lyon** Cedex 3
Tél. : 04 78 63 28 15

OUTRE-MER

ANTILLES - GUYANE
Direction inter régionale
41, rue Bébian - BP 300
97158 **Pointe-à-Pitre** Cedex
Tél. : 05 90 21 47 00

GUADELOUPE
Service régional
Avenue Paul Lacavé - BP 96
97102 **Basse-Terre** Cedex
Tél. : 05 90 99 36 70

MARTINIQUE
Service régional - Centre Delgrès
Boulevard de la Pointe des Sables - BP 641
97262 **Fort-de-France** Cedex
Tél. : 05 96 60 73 73

GUYANE
Service régional
Avenue Pasteur - BP 6017
97306 **Cayenne** Cedex
Tél. : 05 94 29 73 00

RÉUNION
Direction régionale
15, rue de l'École - BP 13
97408 **Saint-Denis** MESSAG Cedex 9
Tél. : 02 62 48 89 00

Le guichet unique des Statistiques d'Entreprises

alisse.insee.fr

Situez

votre entreprise dans son secteur d'activité

Comparez

les performances des entreprises

- **d'un secteur à l'autre**
- **d'une année à l'autre**
- **d'un pays à l'autre**

2 millions de données sur les entreprises

16 sources statistiques

7 niveaux d'activités à explorer

ALISSE

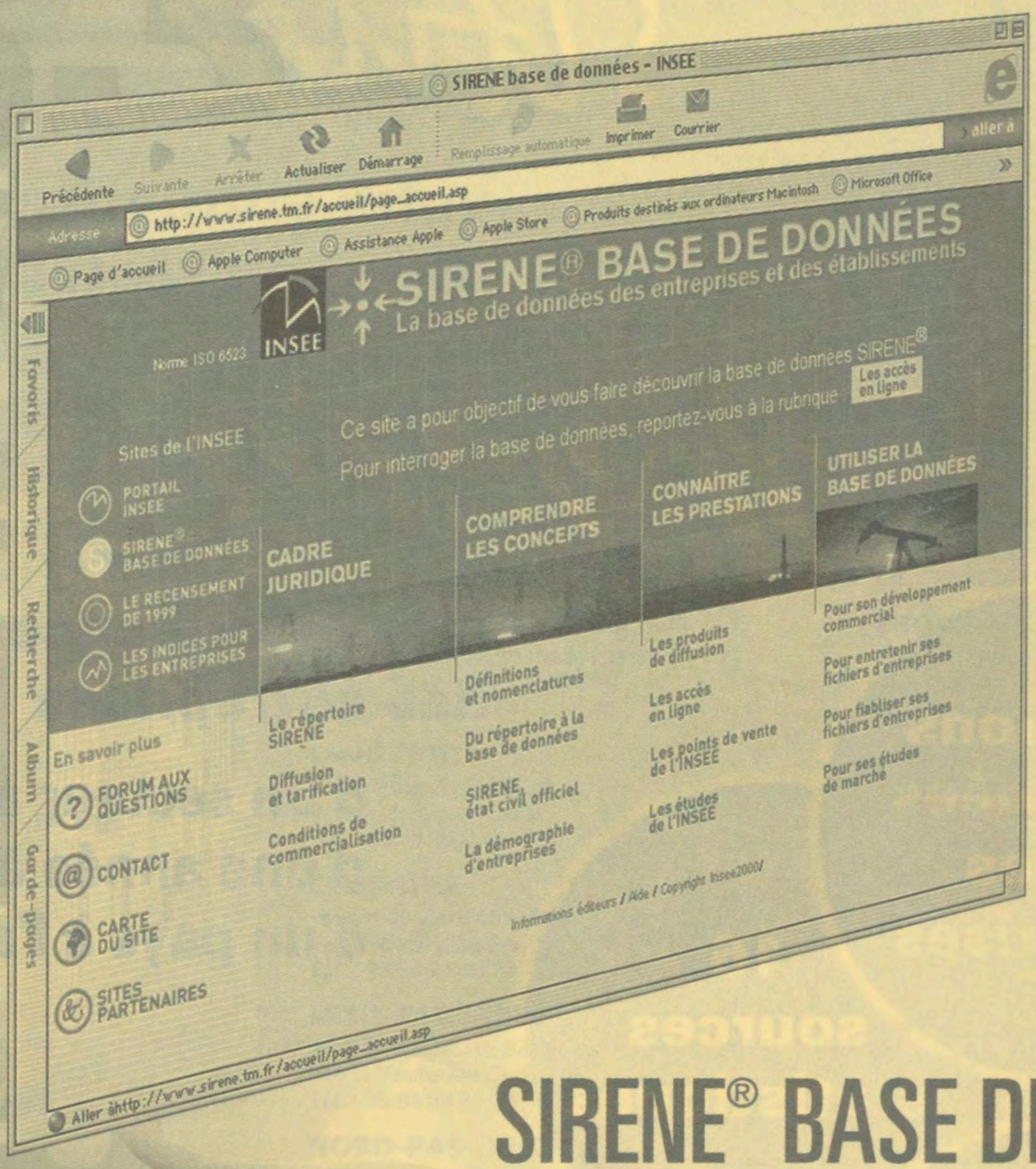
Accès en LIgne aux Statistiques Structurelles d'Entreprises

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Vous souhaitez mieux gérer votre fichier clients ?
Vous désirez suivre au plus près l'actualité des entreprises ?

www.sirene.tm.fr



SIRENE® BASE DE DONNÉES

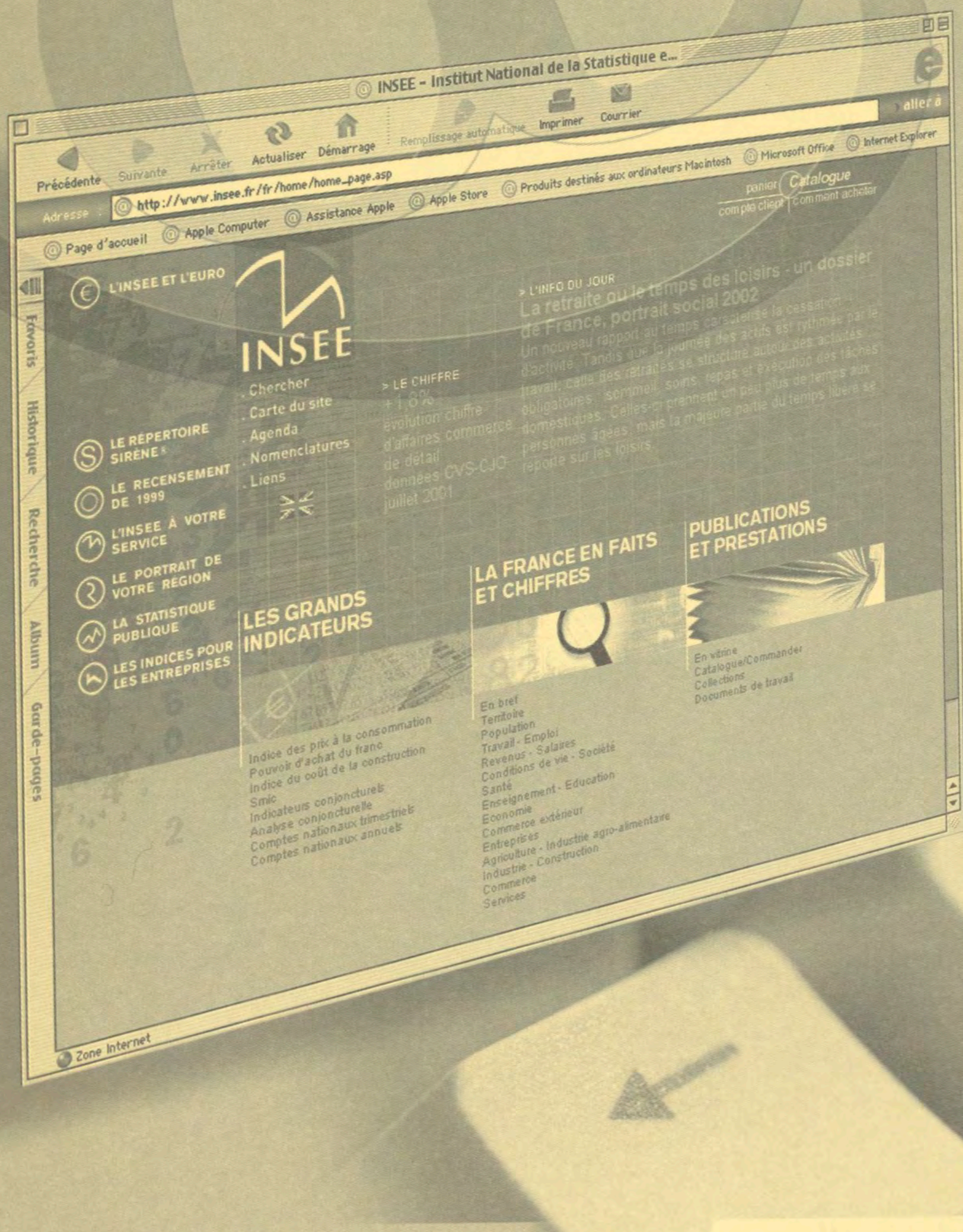
- Plus de 6 millions d'adresses d'entreprises et d'établissements
- 10 000 mises à jour quotidiennes

Un service de l'INSEE

INSEE

L'Insee en direct

24 heures sur 24



www.insee.fr

INSEE

creation

Achevé d'imprimer - Mars 2003

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 2 013037 1 △

Le Directeur de la publication : J-M CHARPIN, Directeur général de l'INSEE

Édition 2003

RÉFÉRENCES

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Cette 106e édition de « l'Annuaire statistique de la France » vous permet d'accéder à tous les chiffres du système statistique français.

De l'emploi à la santé, de l'industrie à l'éducation, tous les thèmes sont traités et complétés par des comparaisons internationales.

Cette année, l'annuaire adopte une nouvelle présentation. Moins épais et plus pratique d'utilisation, vous y retrouverez l'ensemble de vos données (analyses, sources et définitions).

STATISTIQUE PUBLIQUE

Pour compléter vos recherches, consultez le cédérom associé à cette édition. Enrichi, il vous offre plus de 5 000 tableaux, soit plus d'un million de données.

ISBN 211 068 1691
ISSN 0066 3654
REF ASF106

Mars 2003 - Prix 61 €

9 782110 681690